

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

Eur. 511 5
-1793,11
Mercure





Digitized by Google

<36633636170013

<36633636170013

Bayer. Staatsbibliothek

Digitized by Google

Digitized by Google

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

(N°. 118.)

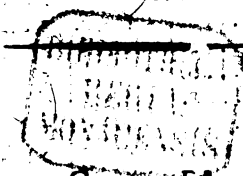
Du duodi, IIme Décade de Brumaire, l'an deuxième de la République.

(Samedi 2 Novembre 1793, *vieux ſtyle.*)

MERCURE FRANÇAIS,

HISTORIQUE, POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

Jeu. 135.



Tous les Livres, Cartes, Eſtampes, Muſique, & Arts divers, doivent être adreſſés au Citoyen la Harpe, rue du Hasard, nº. 2.

Le prix de l'Abonnement eſt de 36 livres franc de port.

Digitized by Google

CALENDRIER
RÉPUBLICAIN.
BRUMAIRE.

La Lune de mois a 29 jours. Du premier au 30, les jours décroissent, matin & soir, de 44 minutes.

Ere Républicaine.	Ere Vulgair.	J. de L.	PHASES de la LUNE.	Tems moyen au Midi vrai. H. M. S.
1 primidi Ier Décade.	22 mOct	18		11 44 30
2 duodi	23 merc.	19		11 44 22
3 tridi	24 jeudi	20		11 44 15
4 quartidi	25 vend.	21		11 44 9
5 quintidi	26 sam.	22	☾ D. Q.	11 44 3
6 sextidi	27 *Dim.*	23	le 5, à 5	11 43 58
7 septidi	28 lundi	24	h. 56 m.	11 43 54
8 octodi	29 mardi	25	du soir.	11 43 50
9 nonodi	30 merc.	26		11 43 48
10 *Décadi*	31 jeudi	27		11 43 46
11 primidi IIe Décade.	1 v.No.	28		11 43 45
12 duodi	2 sam.	29		11 43 45
13 tridi	3 *Dim.*	30	● N. L.	11 43 46
14 quartidi	4 lundi	1	le 13, à	11 43 48
15 quintidi	5 mardi	2	8h. 33 m.	11 43 50
16 sextidi	6 merc.	3	du soir.	11 43 53
17 septidi	7 jeudi	4		11 43 57
18 octodi	8 vend.	5		11 44 2
19 nonodi	9 sam.	6		11 44 8
20 *Décadi*	10 *Dim.*	7	☽ P. Q.	11 44 14
21 primidi IIIe Décad.	11 lundi.	8	le 21, à 0	11 44 21
22 duodi	12 mardi	9	h. 53 m.	11 44 30
23 tridi	13 merc.	10	du mat.	11 44 38
24 quartidi	14 jeudi	11		11 44 46
25 quintidi	15 vend.	12		11 44 59
26 sextidi	16 sam.	13		11 45 19
27 septidi	17 *Dim.*	14	○ P. L.	11 45 23
28 octodi	18 lundi	15	le 27, à 8	11 45 36
29 nonodi	19 mardi	16	h. 55 m.	11 45 50
30 *Décadi*	20 merc.	17	du soir.	11 46 5

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS,

HISTORIQUE, POLITIQUE ET LITTERAIRE;

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES.

Du Duodi de la 2e. décade de Brumaire, l'an deuxieme de la République.

(Samedi 2 Novembre 1793, *vieux style.*)

A PARIS,

Au Bureau du Mercure, rue des Poitevins, No. 18.

Digitized by Google

TABLE des matieres littéraires, depuis le 7 Septembre jusqu'au 26 octobre 1793, *vieux style.*

Madrigal à la Cit. Duclosel. Charade, énigme... page 3.
Etelred, nouvelle..... 4.
Relation des isles Pelew, trad. de l'anglais..... 6.
Spectacle..... 12.
Annonces, Notices, Musique..... 13.

Epitre d'une jeune femme sur les travers des jeunes gens, par J. Despaze..... 49.
Charade, Enigme et Logogriphe..... 52.
Lettres Américaines, par le comte J. R. Carli..... 53.
Spectacles..... 59.
Annonces..... 61.

Traduction de la IIIe. Elégie du IIIe. livre de Tibulle, par Clottereau..... 97.
Charade, Enigme et Logogriphe..... 99.
Notice sur les Ecrits d'Athanase Auger..... 100.
Annonces..... 107.

Imitation de l'Epode d'Horace, Beatus ille, etc., *par Andrieux*..... 145.
Charade, Enigme, Logogriphe..... 147.
Mémoires secrets et critiques des cours, des gouvernemens et des mœurs des principaux états de l'Italie, par J. Gorani. 148.
Spectacle..... 153.
Annonces..... 154.

Aux mânes de le Mierre, par Sedaine..... 193.
Charade, Enigme, Logogriphe..... 194.
Alimek, ou la Félicité, nouvelle arabe..... 195.
Œuvres de Fontenelle, nouvelle édition augmentée, etc... 201.

Le Baiser refusé, chanson..... 241.
Charade, Enigme, Logogriphe..... 242.
De l'Esprit des Religions, par Nicolas Bonneville.... 243.
Annonces..... 251.

Le Baiser de Charité, par B. Lamotte..... 299.
Logogriphe..... 300.
Recueil des divers Ecrits de Thomas Payne..... 301.
Spectacle..... 307.

Vers à Eléonore..... 355.
Charade..... ibid.
Enigme, Logogriphe..... 356.
Le Franciade, poëme, par M. Vernes fils..... 357.

Bayerische Staatsbibliothek München
Digitized by Google

(N°. 118. — 1793.)

MERCURE FRANÇAIS.

DU DUODI, 2e. DÉCADE DE BRUMAIRE, *l'an* IIe. *de la République.*
(*Samedi* 2 *novembre* 1793, vieux style.)

POÉSIE.

Sentimens d'un ci-devant qui est dans ses propriétés.

De mes voisins (1) jadis je me croyais le PERE;
La LOI n'a pas changé mes sentimens, mon cœur,
Et j'aime à m'occuper encor de leur bonheur;
Car elle me permet de les aimer en FRERE.

CHARADE.

Au bout de votre doigt charmant
Vous mettez souvent ma premiere;
Ma seconde est une carriere
Où pour vous disputer entrera maint amant.
Mon tout est le charme indicible
Qu'éprouvera celui d'entre eux
Qui pourra vous rendre sensible,
Et que vous voudrez rendre heureux.

ÉNIGME.

Ma nombreuse famille en ta faveur, mortel,
Se succede sans cesse, et passe sans rappel.
Pour moi qui dans la pompe et la magnificence,
Plus que pas un des miens près de toi prends naissance,
Au gré du fol enfant je viens toujours trop tard,
Et je me presse trop à celui du vieillard.

Explic. des Charade, Enigme *et* Logogriphe *du* N°. 117.

Le mot de la Charade est *Chardon*; celui de l'Enigme est *Fleuve*; celui du Logogriphe est *Sommeil*; où l'on trouve *lo*, *sol*, *Loi*, *œil*, *oie*, *lime*, *mil*, *lie*, *miel*, *mi*, *si*, *sol*.

(1) On les nommait alors vassaux censitaires; on les nomme aujourd'hui concitoyens.

Digitized by Google

NOUVELLE.

THÉRÈSE BALDUCCI.

THÉRÈSE BALDUCCI, d'une famille noble de Florence, était veuve depuis deux ans. Elle avait deux fils déjà sortis de tutelle; possesseurs d'un riche patrimoine, ils se livrerent sans mesure à tous les déréglemens. La mere tâchait par ses raisons, ses prieres et ses larmes de les arracher à leur mauvaise conduite; elle n'était plus écoutée : l'aîné resta à Florence, et le cadet partit pour voir toute l'Italie.

Un soir, cette mere désolée, seule, occupée à pleurer les désordres de ses fils, vit tout-à-coup sa porte s'ouvrir; un étranger entre, pâle, défait, les yeux troublés, une épée sanglante à la main. A cette vue inattendue, elle recule de terreur; l'inconnu la poursuit, et se jettant à ses pieds : Hélas! lui dit-il, ayez pitié d'un malheureux; je suis Romain, arrivé ici depuis deux jours. Ayant terminé les affaires qui m'y ont conduit, je m'en retournais à mon auberge, pour me disposer à partir, un inconnu en passant près de moi me heurte brutalement. Je me plains de son incivilité : il y ajoute l'insulte et l'outrage; j'en suis indigné : il redouble ses grossieretés, et me menace insolemment; ne pouvant plus souffrir cet excès d'arrogance, je tire mon épée, il tire la sienne, et tombe percé d'un coup que je lui porte. Le ciel sait si je suis affligé de ce meurtre involontaire. Mais vous, madame, ayez pitié d'un malheureux. Confus, hors de moi-même, j'ai pris à l'instant la fuite. Ne sachant où me sauver, j'ai osé pénétrer dans votre maison, dont le hasard m'a fait trouver la porte ouverte. Ah! daignez permettre que pendant quelques heures elle me serve d'asyle, jusqu'à ce qu'échappé aux recherches je puisse, quand la nuit deviendra plus obscure, me retirer en sûreté.

A ce récit, Therese Balducci frémit d'horreur; un noir pressentiment la remplit de mille agitations cruelles, et cependant n'écoutant que la voix de l'humanité, de la pitié, elle le fait entrer dans son cabinet, et l'y cache avec soin.

Les pressentimens de cette malheureuse mere ne furent pas vains. Après quelques instans, un nouveau bruit se fait entendre; pâle, tremblante, elle s'avance dans la salle, et voit apporter devant elle (quel spectacle pour une mere!) son fils percé d'une large blessure dans la poitrine, et baigné dans des flots de sang. Elle pousse un grand cri; son fils languissant, presqu'inanimé, se sentant près d'expirer, fait un dernier effort, et se tournant vers sa mere : Vous voyez en moi, lui dit-il, un exemple de la juste punition du ciel. J'ai mérité mon sort : que du moins ma mort serve de leçon à mon frere. Si mon meurtrier est arrêté, prenez sa défense, je vous

Digitized by Google

en conjure, ô ma mere ! il est innocent, c'est moi qui l'ai provoqué.

A ces mots, il expire ; sa mere tombe sur lui, mourante et privée de ses sens. On parvint enfin à la détacher du corps sanglant de son fils ; et long-tems les spectateurs douterent si elle vivait encore. Elle ne revint à elle qu'avec beaucoup de peine ; et ce fut pour répandre un déluge de larmes. A chaque instant elle appellait son fils ; elle voulait toujours le voir, et pour l'en éloigner il fallut employer la violence.

Quelle était cependant la douleur et l'épouvante du jeune étranger qui, du cabinet où il était caché, entendait toute cette scene tragique dont il était la cause ! Il fut saisi d'horreur ; l'idée déchirante d'être l'auteur du malheur de cette respectable mere, lui faisait regretter de n'être pas tombé sous les coups de son adversaire ; d'un autre côté, la crainte d'être découvert lui glaçait le sang au moindre mouvement, au moindre bruit.

Il resta dans cette perplexité jusqu'au milieu de la nuit ; tout étant devenu tranquille, et la premiere douleur de la mere ayant fait place à la réflexion, elle s'avança vers le cabinet ; sa générosité se fit un effort, elle ouvrit. Le jeune homme se prosterna à ses pieds : j'atteste le ciel, dit-il, oui le ciel, que je donnerais tout mon sang..... Relevez-vous, dit Thérese Balducci. Vous m'avez rendue la plus malheureuse des meres ; mais je connais votre innocence. Mon fils m'a lui-même chargée de vous défendre, et je le dois. Bientôt une calêche viendra vous prendre, un de mes domestiques vous conduira jusqu'aux frontieres. Cette bourse servira à vos besoins. Que le ciel vous accorde le repos que vous m'avez ravi !

A ce trait de générosité, le jeune Romain se sentit pénétré d'attendrissement et de douleur. Ah ! jamais, dit-il, jamais je ne pourrai me pardonner d'avoir affligé une mere, une femme si adorable. Il fit pour elle mille vœux, baisa mille fois sa main bienfaisante, et partit baigné de larmes, résolu à saisir toutes les occasions que pourrait lui présenter la fortune pour lui prouver son repentir et sa reconnaissance.

Il ne l'attendit pas long-tems : à peine eut-il passé Viterbe qu'il rencontre un jeune homme attaqué par deux voleurs ; et qui avait peine à se défendre. Il s'élance de sa voiture, vole à son secours. Les assaillans prennent la fuite ; mais le jeune homme était blessé : il le prend auprès de lui et le conduit à Viterbe ; sa blessure heureusement était légere, il fut bientôt rétabli, et il remercia mille fois son libérateur. Mais qui peut exprimer la joie et la consolation que celui-ci ressentit en apprenant qu'il venait de sauver le frere de ce même jeune homme qu'il avait tué à Florence ! Il l'embrasse avec tendresse. Que de grace, lui dit-il, ne dois-je pas au ciel qui m'offre le moyen de reconnaître en quelque sorte le bienfait que j'ai reçu de votre adorable mere ! il sera éternellement gravé dans mon ame, et jamais rien ne pourra m'acquitter

Digitized by Google

avec elle. Hatez-vous de la revoir, elle a besoin de votre présence; elle l'attend avec impatience. Dites lui que celui à qui elle a sauvé la vie, a eu le bonheur de l'exposer pour vous, et qu'il desire encore d'en employer le reste pour vous deux.

Arrivé à Florence, ce fut une surprise douloureuse pour le jeune Balducci d'entendre de la bouche de sa mere le récit de tout ce qui s'était passé. Il ne put reconnaître dans la même personne le meurtrier de son frere et son propre libérateur, sans éprouver une étrange confusion de sentimens qui se combattaient l'un l'autre dans son ame. Mais les preuves qu'il eut de son innocence, adoucirent l'horreur qu'il avait d'abord conçue pour lui, et la reconnaissance qu'il lui devait, pour le bienfait qu'il en avait reçu, reprit toute sa force. En pleurant la mort de son frere, il ne s'en employa pas moins pour que son meurtrier fut absous.

Cependant les deux exemples effrayans qu'il avait eus sous les yeux, lui firent une impression profonde. Il sentit à quels périls s'expose une jeunesse inconsidérée. Il changea entiérement de vie; et par une sage conduite, il consola enfin sa mere de la perte cruelle qu'elle avait faite.

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

Voyage à Madagascar et aux Indes orientales, par l'abbé Rochon, (ci-devant) des Académies des Sciences de Paris et de Pétersbourg, astronome de la marine, etc. in-8°., chez Prault, imprimeur-libraire, quai des Augustins.

Dans un moment où les succès multipliés de la République, au-dedans et au-dehors, nous flattent de l'espoir prochain de voir disparaître de son sol tous les ennemis qui la menacent et la déchirent, il n'est pas hors de propos d'appeller son attention et ses efforts sur les progrès et la prospérité de notre commerce, qui doivent être le fruit de la paix et de la liberté. C'est ce qui nous engage à parler de cet ouvrage, imprimé il y a deux ans, et qui contient des vues utiles et importantes. L'auteur, un de ces savans patriotes qui ont tourné toutes leurs études vers des objets d'utilité générale, comme les découvertes géographiques et hydrographiques, la perfection des cartes marines, la connaissance des plantes exotiques, etc. avait été appellé à l'Isle-de-France par le célebre Poivre, intendant de cette Isle et de celle de Mascarènes, (vulgairement Isle Bourbon), homme d'un vrai mérite, et en conséquence peu récompensé par l'ancien gouvernement, quoiqu'entr'autres services, il nous eût rendu celui de transplanter dans nos possessions des Indes le canelier et le gérofflier des Moluques, malgré la surveillance sévere et les précautions rigoureuses du monopole Hollandais. Le goût

Digitized by Google

des mêmes études et le desir du bien public avaient formé entre Poivre et Rochon une liaison intime, dont on retrouve avec plaisir des témoignages intéressans dans le livre dont nous allons rendre compte.

L'auteur s'est proposé principalement de faire voir quels avantages nous pourrions tirer de nos établissemens trop négligés de Foule-Pointe et de la baie d'Antongill, sur les côtes de la grande isle de Madagascar, et de quelle importance, de quelle nécessité même ils sont pour ceux que nous avons formés à l'isle de France. On sait que cette derniere, située dans la mer d'Afrique, sur la route des Indes orientales, est la meilleure relâche pour les vaisseaux européans qui vont au Coromandel par le Cap: c'est-là qu'ils trouvent tous les secours indispensables dans cette immense traversée; c'est encore là que tous les armemens pour l'Inde peuvent s'alimenter et se réparer; et personne n'ignore combien cette isle et celle de Bourbon qui en est voisine sont des appuis essentiels à notre puissance maritime et de riches entrepôts pour le commerce. Elles ont heureusement échappé, dans ces derniers tems, aux fléaux de la guerre et de la discorde; mais elles sont exposées par la nature à des fléaux plus inévitables, à des ouragans destructeurs qui souvent les réduisent elles-mêmes à la disette et aux besoins. Dans ces momens de détresse, elles ne peuvent tirer de secours que du cap de Bonne-Espérance ou de Madagascar; mais ceux du Cap sont toujours bornés, incertains et précaires, comme tout ce qui vient de l'etranger; ceux de Madagascar sont infiniment plus sûrs et plus abondans, dès qu'ils partent d'établissemens Français qui sont à la source de toutes les richesses naturelles du pays. Cette isle réunit les productions des deux zones; elle peut fournir abondamment à l'Asie et à l'Europe, le coton, la soie, les gommes, toutes les résines, l'ambre gris, l'ébene, le bois de teinture, le chanvre, le lin, le meilleur fer, tous les métaux, même de l'or. On peut y fabriquer, plus lucrativement que par-tout ailleurs, toutes les étoffes de l'Inde; parce qu'il y a bien moins de concurrence qu'au Bengale. L'habitude des échanges promet aussi le riz, le bled, toutes les subsistances nécessaires aux troupes de mer que la République voudrait entretenir à l'Isle-de-France; et à tous ces objets il faut joindre encore les salaisons, les cuirs et le suif. La navigation entre Madagascar et l'Isle-de-France, qui n'en est guères plus loin que du Cap, peut, avec quelque precaution, être assurée en tout tems. La communication entre ces deux isles est donc indiquée par la nature, et commandée par l'intérêt.

Pour peu qu'on ait quelque sentiment de justice et d'humanité, on ne peut que gémir et rougir en se rappellant les premieres invasions que nous fîmes à Madagascar, vers le milieu du siecle dernier, et que nous osions appeller des

Digitized by Google

établissemens. Quels établissemens, bon Dieu ! l'auteur n'a pu les retracer qu'avec une profonde indignation. On y verra un Pronis qui vient *prendre possession de Madagascar, au nom du roi.* Observez que nous appellons *barbares* tous ces anciens peuples du Nord, qui cherchant de meilleures terres venaient s'en emparer par la force des armes. Ils n'y avaient sûrement aucun droit; mais du moins ils ne prétendaient pas en avoir: les Cimbres, les Teutons ne disaient pas aux peuples de la Norique et de la Gaule, *nous venons au nom du roi Tautoboduus prendre possession de vos demeures.* Ils disaient: Notre pays est pauvre et stérile, le vôtre est meilleur; nous sommes nombreux et vaillans, et comme la terre appartient au plus brave, la vôtre est à nous, si vous ne pouvez pas la défendre. Si ce raisonnement n'est ni très-juste, ni très-moral, il y a du moins de la bonne foi, et la grossière ignorance peut être excusable d'imaginer que la force est le premier des droits. Mais que des peuples qui se vantent de leurs lumières, de leur police et de leurs lois des peuples à qui la nature a tout donné chez eux, traversent trois ou quatre mille lieues de mer, et viennent dire à des insulaires, placés au milieu de l'Océan depuis la naissance du globe: *Nous prenons possession de votre pays, au nom de notre roi;* avouons-le; il faut que les préjugés inventés du despotisme royal et religieux aient étrangement fasciné les yeux des Européans, aient détruit les premières notions de la justice et du bon sens, pour qu'on ait si longtems trouvé tout simple et tout naturel cet horrible renversement de tous les droits de l'humanité, et qu'on n'y ait opposé jusqu'à nos jours aucune espèce de réclamation. C'est en effet sous prétexte de porter l'évangile et le baptême, c'est d'après *la ligne de démarcation*, tracée par les pontifes de Rome, que les tyrans d'Europe se sont crées, *de droit*, maîtres de toutes les contrées où l'on pouvait envoyer des missionnaires et des canons. De là, ces sortes de formules juridiques de *prise de possession* qui n'étaient que la plus impudente insulte à toutes les loix naturelles; et il est si vrai que ce délire de la tyrannie usurpatrice tenait au fanatisme absurde de nos religions modernes, que dans toute l'histoire ancienne vous n'en trouveriez pas un exemple; et que parmi des milliers de colonies dont elle raconte la formation, il n'y en a pas une qui se soit établie sous de pareils auspices.

On imagine aisément quelles suites peut avoir une semblable *prise de possession.* On verra dans le précis qui fait partie de l'ouvrage du savant Rochon, l'oppression, les rapines, les perfidies, les dévastations, un moine, nommé le P. Etienne, commandant le meurtre et le pillage, et marchant dans le sang un crucifix à la main; en un mot, toutes les manières possibles d'abuser de la simplicité des Madécasses, et d'écraser leur faiblesse. Mais aussi qu'arrive-t-il? On ne recueille, que ce qu'on a semé. Vous y verrez bientôt après la destruction

Digitized by Google

des forts et des habitations, et les Français, à différentes époques, massacrés jusqu'au dernier par les insulaires qui trouvent enfin des forces dans leur désespoir.

Il est prouvé par des témoignages irrécusables que les Madécasses sont naturellement bons et hospitaliers, qu'ils ne manquent point d'intelligence ni d'adresse dans les différens travaux qu'ils connaissent par eux-mêmes, ou que nous leur avons appris. Ils ont été long-tems d'une ignorance et d'une crédulité sur la valeur des objets commerçables, qui donnait un avantage prodigieux à l'avidité et à la mauvaise foi. Ils livraient leurs nombreux bestiaux, leur riz, leurs denrées pour des bagatelles. Mais il est vrai aussi qu'ils se sont corrompus, comme il arrive toujours, par le commerce et l'exemple des Européans, et qu'ils sont devenus assez adroits, assez intéressés, assez fourbes pour avoir rendu la balance un peu moins inégale.

La Bourdonnais, cet excellent citoyen, dans un tems où il y avait si peu de citoyens, cet homme de génie, à qui les isles de France et de Bourbon sont redevables de leur prospérité actuelle, et qui pour prix de ses grands services mourut victime d'une longue détention à la Bastille, s'apperçut le premier combien les correspondances habituelles de nos colonies des isles d'Afrique avec Madagascar pouvaient leur ménager de profits et de ressources. En 1768, un nouveau commandant, nommé Modave, rétablit un peu nos affaires sur les côtes des Madécasses, en se conduisant par les nouveaux principes qu'enfin la philosophie avait fait comprendre, et que les dures leçons de l'expérience avaient appuyées. C'est dans les livres des philosophes que l'on apprit à évaluer ce prétendu *droit* que les princes d'Europe s'arrogeaient sur les deux Indes; et l'on s'apperçut un peu tard que si nous voulions fonder un commerce avantageux et solide avec les Madécasses, il fallait nous présenter chez eux comme des marchands et des amis, et non pas comme des usurpateurs et des maîtres; car si rien n'éloigne plus les hommes que la violence et l'oppression, rien ne les rapproche plus que les besoins et les échanges. L'ouvrage du philosophe Rochon donne tous les renseignemens nécessaires pour les moyens d'établissement et de commerce dont on peut faire usage à Madagascar, pour le choix des emplacemens, pour les précautions à prendre contre l'insalubrité de certains cantons et les maladies contagieuses, pour la construction des ouvrages qui peuvent améliorer les ports et les mouillages. Il paraît connaître parfaitement le pays, qui a été un objet d'observation et de recherches pour un naturaliste tel que lui; et il finit son livre par une nomenclature considérable, et une description abrégée des végétaux de toute espece qui croissent dans cette isle, l'une des plus étendues de la mer d'Afrique.

On ne sera pas fâché d'avoir un échantillon de l'éloquence

Digitized by Google

madécasse, que Poivre lui-même trouvait supérieure à celle de ses employés européans, ce qui ne m'étonne pas du tout. Il venait chercher des vivres à Foule-Pointe, l'un des cantons de l'Isle fréquentés par les habitans de l'Isle-de-France, et le seul où, fort heureusement pour nous, le gouvernement français n'eût pas fait la guerre aux insulaires. Ceux de Foule-Pointe sont d'ailleurs les plus puissans et les plus belliqueux, et de plus ils avaient déja des armes à feu, et savaient s'en servir. Voici la harangue d'un de leurs orateurs, adressée à la Bigorne, officier Français qui savait la langue du pays, et prononcée dans un de leurs *Palabres* ou conseils généraux de la nation : la Bigorne assure que la traduction qu'il en fit pour l'intendant Poivre est de la plus exacte fidélité.

« Tu sais que depuis plus de 80 ans les Blancs viennent traiter » ici avec les Madécasses : diras-tu que jamais un Blanc ait été » tué par un homme de notre nation ? Nous vous avons tou- » jours reçus, non-seulement comme nos freres, mais comme » si vous aviez été les maîtres du pays. Quand les Français » nous ont demandé des bœufs et du ris, nous ne leur en » avons jamais refusé. Lorsqu'ils ont voulu planter des palis- » sades et construire des cases, n'avons-nous pas été dans » les forêts chercher les bois qui leur étaient nécessaires ? » ceux qui sont venus avant toi, la Bigorne, et ceux qui sont » ici, ont-ils eu quelque sujet de plaintes contre nous ? » N'ont-ils pas puisé l'eau de nos fontaines ? N'ont-ils pas » abattu les bois de nos forêts, sans qu'aucun homme de » Foule-Pointe leur ait jamais dit : pourquoi fais-tu cela ? Les » peuples du Sud et ceux du Nord, et plus récemment encore » ceux de Ste.-Marie, ont massacré les Français ; mais ceux » de Foule Pointe n'en ont jamais frappé aucun ; ils leur ont » donné au contraire toute sorte de secours ; ils leur ont té- » moigné dans tous les tems leur bienveillance et leur amitié. » Les chefs de Foule-Pointe seraient-ils donc moins puissans » que leurs voisins ? La Bigorne, ils le sont davantage. Crai- » gnent-ils d'avoir la guerre avec les Blancs ? Non. Qui ose- » roit faire la guerre à l'illustre fils de Tamsimalo, à Jean- » Hare, notre chef et notre pere ? Quels sont les Blancs assez » téméraires pour attaquer ces chefs redoutables et invincibles » qui sont ici presens, Marouat, Ramisi, Ramatao ? Ne ver- » serions-nous pas jusqu'à la derniere goutte de notre sang » pour les défendre ? C'est uniquement à notre amitié, à » notre bon cœur que les Français sont redevables des bons » traitemens qu'ils ont éprouvés à Foule-Pointe, depuis qu'ils » en fréquentent le port.

« Examinons maintenant la conduite des Français à notre » égard. Pourquoi, la Bigorne, as-tu planté une palissade de » gros pieux, beaucoup plus étendue et beaucoup plus forte » que celle qui avait été faite précédemment, sans avoir » daigné en demander la permission à Jean-Hare et aux autres

Digitized by Google

„ chefs ? As-tu suivi en cela l'ancien usage ? parle, réponds ; „ leur as-tu fait le moindre présent ! tu gardes le silence ; tu „ rougis ; tu te sens coupable ; tu les regardes, tu réclames „ leur indulgence. Je demande ici pour toi à ces chefs in- „ vincibles et généreux, qui président cette auguste assem- „ blée, le pardon de ton imprudence. Nous t'aimons, la „ Bigorne ; mais n'abuse plus désormais de l'affection que „ nous avons pour toi ; fais serment de ne plus retomber „ dans de pareilles fautes. De tels écarts t'aliéneraient sans „ retour le cœur des habitans de Foule-Pointe ; et pour le „ conserver, jure que désormais nos interêts seront les tiens. „ Demande donc à tes chefs ici assemblés pourquoi, depuis „ l'arrivée de sept gros vaisseaux, les capitaines ont con- „ tamment négligé de faire les présens d'usage, qui servent „ à cimenter le bon accord dans les échanges que les blancs „ veulent faire avec les Madécasses ? Pourquoi ces vaisseaux „ n'ont-ils pas apporté des effets pour payer les dettes con- „ tractées, il y a plus d'un an, par les Français ? Nous leur „ avons vendu dans la bonne foi toute sorte d'approvision- „ nemens, sans autre sûreté que de petits morceaux de pa- „ piers, qui renferment, à ce que tu nous as dit, la promesse „ de payer dans trois lunes. Pourquoi cette promesse solem- „ nelle est-elle restée jusqu'à ce jour sans effet ? Un gros „ vaisseau passa ici l'année dernière : il avait un besoin ur- „ gent de vivres, sans avoir les effets nécessaires pour s'en „ procurer. Les marchands de Foule-Pointe lui fournirent „ des bœufs et du ris, au même prix qu'il aurait pû l'acheter „ argent comptant. Il avait promis de nous faire payer par „ le premier vaisseau qui viendrait de l'Isle-de-France. De- „ puis cette époque il en est venu douze ; tous ont refusé „ de solder une dette si juste. Diras-tu maintenant, la Bi- „ gorne, que ce sont les gens de Foule-Pointe qui ont man- „ qué de bonne foi avec les Français ? Diras-tu qu'en don- „ nant un fusil de traite en échange d'un bœuf, tu le paies „ trop cher ? Diras-tu qu'une brasse de toile bleue soit la „ juste valeur d'un tonneau de ris du poids de 50 livres ? „ Ou tu nous crois bien ignorans sur le prix des denrées à „ l'Isle-de-France, ou tu as le projet insensé de nous faire „ la loi, lorsque tu dois la recevoir. N'est il pas vrai, (en „ s'adressant à l'assemblée) que vous voulez désormais traiter „ avec ces étrangers sur des principes plus justes et plus „ convenables ? „

„ Alors l'assemblée témoigna par une acclamation que tel „ était son vœu. La Bigorne voulut élever la voix ; mais l'ora- „ teur lui imposa silence, jusqu'à ce qu'il eût énoncé les „ nouvelles conditions prescrites par les Madécasses. „

Cette éloquence, toute de choses et de raison, simple, énergique et hardie, serait aussi bonne à Paris qu'à Madagascar. Elle ne ressemble en rien à la fameuse harangue des

Digitized by Google

Scythes, tonte en figures, en paraboles et en sentences, dans le genre asiatique, qui a toujours eu du faste et de la prétention, et dont Quinte-Curce se rapprocha en habile rhéteur. Mais elle tient beaucoup de la maniere de Démosthene : c'est sa marche raisonnée et pressante, qui a le grand mérite d'aller toujours au fait. Il y a aussi de beaux mouvemens dans son goût, tels que celui-ci : « Tu rougis !.... je demande à nos » chefs le pardon de ton imprudence. » Cela est digne d'un grand orateur. Comment ce goût attique, si vanté et qui a toujours passé pour si difficile à atteindre, se retrouve-t-il dans un insulaire de la mer d'Afrique, sans lettres et sans études ? C'est que le dernier effort de l'art est de revenir le plus près possible de la nature, et la nature était sans doute, dans ce Madécasse, heureusement organisée. C'est tout ce qu'il en faut conclure ; et de plus il faut songer que la matiere était facile, et qu'il est fort douteux qu'il se fût tiré avec le même succès d'un sujet plus fort et plus compliqué : son mérite est d'avoir tiré du sien ce qu'il y avait de mieux et rien de plus.

On a pu voir quel prix il attache aux présens ; mais il est bon de savoir qu'il n'y a ici aucun caractere de bassesse. Les idées de chaque peuple sont toujours modifiées par les coutumes générales, et chez tous ceux de l'Asie et de l'Afrique, c'est un usage universel et consacré, de regarder les présens comme un témoignage de la dépendance, soit de convention, soit de besoin : cette derniere est la seule réelle dans l'ordre de la nature, et ces peuples ont toujours pensé que l'homme qui a besoin d'un autre homme, doit se le concilier d'abord par un présent, qui est encore plus un hommage qu'un tribut. Ils en exceptent le cas unique de l'hospitalité : alors les présens sont pour celui qui la reçoit. Mais aussi c'est qu'il a commencé par donner la plus grande marque de dépendance, en remettant sa personne même au pouvoir de son hôte, et celui-ci se croit obligé de reconnaître cet hommage, non-seulement par ses secours, mais par des présens : les voleurs Arabes eux-mêmes ne manquent jamais d'en faire à quiconque a logé chez eux.

Au reste il faut tout dire : si ce Madécasse était éloquent, ce n'en était pas moins un intrigant très-souple et très-adroit, tant la duplicité européane a fait de progrès jusques chez les insulaires Africains ! cet homme qui s'est récrié avec tant de force contre l'inégalité des marchés faits avec les Français, avait été gagné d'avance par leur argent, pour empêcher l'effet de ses propres réclamations ; et quand ils répondirent qu'ils n'étaient pas les maîtres de changer les prix arrêtés, sans l'aveu du gouvernement de l'Isle-de-France, le harangueur, qui avait un grand crédit dans son *Palabre*, fit trouver leurs raisons bonnes ; on paya comme à l'ordinaire ; et l'orateur de Madagascar n'était pas, comme on voit, plus honnête homme et plus désintéressé que les orateurs d'Athenes.

Digitized by Google

SPECTACLES.

THÉATRE NATIONAL, RUE DE RICHELIEU.

Le sujet de *Sélico* ou les *Negres*, qu'on donne à ce théâtre, offre par lui-même beaucoup d'intérêt. C'est un tableau touchant de la piété filiale.

Deux jeunes Africains sont prêts d'épouser chacun leur maîtresse. Si tous deux sont très-attachés à l'objet de leur choix, ils ne le sont pas moins à leur mere. Retirés dans les champs à peu de distance de Saby, ils apprennent que cette ville est assiégée par le conquérant Odati, qui bientôt s'en rend maître; Sélico et son frere se déterminent à se refugier dans un desert: le plus jeune est chargé d'y conduire leur mere, tandis que Sélico doit aller à la ville savoir des nouvelles du siége. Dans cet intervalle, la ville est prise. Des soldats d'Odaty en parcourant les campagnes voisines s'emparent de Peryssa, maîtresse de Sélico, après avoir lié son pere à un arbre. A son retour, Selico apprend la perte qu'il a faite. Il n'a plus qu'à mourir, mais il veut au moins que sa mort soit profitable à sa mere. Il a appris qu'un étranger s'est introduit dans le sérail d'Odaty, et que ce desposte a promis 400 onces d'or à celui qui lui amenerait le coupable. Sélico pensant que cet or peut servir à procurer à sa mere une propriété dans un pays libre et voisin, oblige son jeune frere à le dénoncer pour obtenir cette récompense. Après tous les combats que cette proposition devait faire naître, le jeune frere y consent. Odaty veut que Sélico reçoive la mort de la main même de celle pour qui il a commis ce crime. Cette sultane est Peryssa elle-même qui reconnait Sélico, et veut le justifier. Au milieu de l'incertitude que produit cette situation, le pere de Péryssa se présente : c'est lui qui est le vrai coupable; c'est lui qui la nuit derniere s'est introduit dans le sérail d'Odaty. Il veut seul subir la mort qu'il a méritée, mais le tyran les condamne tous. Le pere furieux, secondé par le peuple que cette atrocité révolte, tombe sur Odaty, le poignarde, et rend toute la nation à la liberté.

Cet ouvrage est loin d'être sans mérite, quoique l'auteur n'ait peut-être pas tiré tout le parti possible des situations que lui offrait ce sujet; par exemple, il est impossible que Sélico ayant vu Péryssa enlevée par ses ravisseurs, n'ait pas péri plutôt que de ne pas la délivrer, et qu'il ait pu songer au milieu du désespoir que devait lui causer cette vue, que sa vie pouvait être utile à sa mere. Il y a quelques autres défauts qui viennent seulement de l'inexpérience dramatique de l'auteur, et qu'il

Digitized by Google

peut corriger aisément : la pièce est d'ailleurs écrite avec soin, quoique un peu faible de dialogue. L'auteur qui est encore fort jeune, est le citoyen Saint-Just.

La musique est de Mengozzi, célebre chanteur et compositeur, déja connu par plusieurs ouvrages fort agréables ; mais il n'a dans aucuns déployé autant de vigueur que dans celui-ci.

Cet ouvrage est suivi d'un divertissement dans lequel on a revu avec plaisir des sujets qui avaient déja mérité beaucoup de réputation sur un autre théâtre, et qui la soutiennent sur celui-ci. Tels sont Didelot, Laborie, la jeune et charmante Rose, etc. Ils sont très-bien secondés par la citoyenne Coindé, qui n'était pas encore connue à Paris, et qui a prouvé par ses graces nobles et majestueuses qu'elle méritait d'y obtenir les suffrages des connaisseurs.

GRAVURE.

Portrait de Jean-Paul Marat, de forme ovale, grandeur de 9 pouces sur 7 trois quarts, peint par Garnerey, et gravé au lavis en couleur, par P. M. Alix. Ce portrait fait suite à la collection des Grands Hommes dont il y en a déja 12 en vente, qui sont : *Voltaire*, *J. J. Rousseau*, *Mably*, *Montaigne*, *Mirabeau*, *Linné*, *Fénélon*, *Buffon*, *Raynal*, *Montesquieu*, *Helvétius et Diderot* ; celui de *Descartes* suivra immédiatement ; celui de *Marat* est sous presse et paraîtra vers la fin du courant d'octobre ou dans les premiers jours de novembre.

Tous ces Portraits sont d'une parfaite ressemblance et d'un fini précieux ; ils se vendent 6 liv. pieces. A Paris, chez le citoyen Marie-François Drouin, éditeur de cette précieuse collection, rue Christine, n°. 2.

MUSIQUE.

Six petits Duos pour deux clarinettes ; par Ignace Pleyel, prix 3 liv. 10 s.

N°. 8, des variétés musicales pour le Piano. Etudes par Haydn, prix 4 liv. 16 s. L'Abonnement pour 12 numéros est de 36 liv.

L'art du Violon, œuvre posthume du célebre Lulli, prix 7 liv. 4 s. Cet ouvrage fait partie du journal de violon. 9e. cahier du journal de guitarre, contenant une 3e. sonate de Pleyel, arrangée par Porro, prix du cahier 2 liv. 10 s. Abonnement 20 liv. ; on souscrit en tout tems, à Paris, chez Porro, rue Tiquetonne, n°. 10.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 19 octobre 1793.

Il paraît que nous sommes à la veille de grands événemens : les cours du Nord et la Turquie, bien éloignées de prendre le même intérêt que l'Autriche, la Prusse, l'Angleterre, l'Espagne et les cours d'Italie à la chûte de la nouvelle République, dont elles n'ont rien à redouter et beaucoup à attendre, instruites d'ailleurs sur ce qu'elles ont à craindre de l'ambition de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse par le dernier démembrement de la Pologne, songent à se lier entr'elles contre ces ennemis vraiment redoutables, et à leur opposer un faisceau dans lequel il serait à desirer que la Pologne se fût hâtée d'entrer; ce qui l'aurait garantie de la dernière invasion.

Les nœuds d'amitié se resserrent entre la Suede et le Danemarck : mais quelqu'imposante que soit la marine de ces deux puissances réunies, et quoiqu'on ait vu récemment ce Gustave III, auquel on ne peut contester les talens militaires et la bravoure, effrayer Catherine II sur le sort de sa capitale, il est pourtant vrai que ces deux états, trop peu peuplés, courraient encore des risques de la part de la Russie et de l'Autriche, s'il n'entrait dans la ligue défensive une troisieme puissance capable de suppléer à la rareté du numéraire et des soldats et matelots, excellens d'ailleurs, que peuvent mettre sur pied la Suede et le Danemarck. Mais tout porte à croire que cette troisieme puissance, dont l'accession est pour ainsi dire indispensable, va prendre en effet et soutenir un rôle digne d'elle. Voici les motifs, du moins tels que les donnent des bruits sur l'authenticité desquels nous ne prononcerons pas, de la rupture prête à éclater entre la Russie et la Porte Ottomane. Suivant des lettres de Constantinople du 29 septembre, les officiers Turcs du département de la police ont visité de force plusieurs bâtimens russes. Le gouvernement avait soupçonné, dit-on, que des familles grecques s'expatriaient pour passer dans la Crimée, et qu'il s'en trouvait quelques-unes à bord desdits bâtimens. Les employés ayant demandé aux capitaines Russes de les laisser monter à bord, ceux-ci s'y étaient refusés, et en avaient appelé à la foi des traités; les Turcs ont néanmoins fait des recherches.

Cette cause de mésintelligence serait bien légere si elle était la seule, mais elle est bien plutôt un prétexte avidement

Digitized by Google

saisi par les Turcs, las des vexations sans nombre que leur a fait éprouver l'orgueil et la cupidité de la Czarine, à laquelle ils espèrent reprendre la Crimée, dont la perte leur tient infiniment au cœur. Au reste, quel que puisse être le but secret de la Porte Ottomane, ce qu'il y a de constant, c'est qu'elle se prépare à déployer des forces considérables par terre et par mer, et que les Français sont trop bien auprès d'elle actuellement pour qu'on puisse craindre ou seulement soupçonner que ce soit contre eux. Ce n'est pas qu'on ait rien négligé pour leur nuire auprès du grand-seigneur ou pour mieux dire du divan, puisque c'est lui qui gouverne sous le nom du despote comme les ministres gouvernent ailleurs sous celui des rois. On peut juger de l'acharnement qu'on a mis à les traverser par la lettre suivante de Stockholm en date du 2 : « Les envoyés de Prusse et d'Angleterre, informés qu'il circule à la bourse une quantité étonnante de lettres-de-change données par les commissaires Français qui ont séjourné pendant quelque tems à Gothenbourg; informé en outre qu'on a fait en ce royaume des achats considérables en grains et munitions de toute espèce destinés pour la France, ces messieurs ont fait verbalement de nouvelles représentations à cet égard près de notre gouvernement, mais à ce qui paraît avec peu de succès, puisqu'un grand nombre de nos vaisseaux marchands se préparent à partir incessamment avec le quatrième convoi de Wingo-riff. »

Le ministre Espagnol don Ignace de Coral y Aguire quitte la Suède pour aller résider en qualité de plénipotentiaire à la Haye; il avait voulu prendre à peu près le même ton que les envoyés de Prusse et d'Angleterre, et déclarer que sa cour regardait comme de bonne prise les bâtimens levés depuis le 20 avril jusqu'au 24 juin, sous prétexte que leur cargaison était saisie *dans un pays dont les habitans ne reconnaissent ni Dieu, ni religion, ni roi.* Cette insolente allusion à la France républicaine et dont les idées religieuses tiennent de la sorte et plate bigoterie des Espagnols, n'a pas plus fait fortune que la prétention elle-même qui a été vigoureusement réprimée par l'ambassadeur Suédois. On appréhende le petit tribunal de la Sainte-Hermandad qu'il fallait rendre les vaisseaux, sans quoi!.... Sa majesté catholique, effrayée de la tempête, de sa majesté très-chrétienne, a pris le sage parti de restituer, et de promettre d'avoir à l'avenir le plus grand respect pour le pavillon suédois.

La dernière lettre de Varsovie du 28, donne le tableau des opérations de la diète jusqu'au 19; on y voit toujours des gens qui ont vendu leur conscience à l'or ou à la crainte; en un mot, non pas des sénateurs Polonais, mais des commissaires de la Russie et de la Prusse, qui ne sont là que pour faire exécuter leurs ordres. C'est ce qui ne sera que trop prouvé par l'extrait suivant de l'acte de confédération, présenté au faible Stanislas par la ci-devant diète, et signé le 15 septembre par ce même prince accoutumé à tout signer, à réclamer contre tout,

tout, et à signer de nouveau tout ce que veulent ceux qui lui font la loi.

Comme la nation est déja parvenue au degré de tranquillité nécessaire pour reprendre l'exercice de sa souveraine puissance, l'assemblée des Etats dissout la confédération de Targowitz, et déclare toutes ses charges et juridictions hors d'activité, à compter du 1er. octobre prochain; elle ordonne que tous les actes de cette confédération soient déposés aux archives publiques; elle permet néanmoins l'exécution des décrets déja portés: mais elle autorise la dette actuelle, et celles qui pourront la suivre, de les changer et même de les casser entierement, si elles le trouvent à propos; elle établit une commission chargée de recueillir les griefs qui existent contre ces décrets, et d'en faire son rapport à la diete; elle recommande à la nouvelle confédération le maintien de la " religion catholique, de la liberté et de la souveraineté de la nation, de la forme républicaine du gouvernement, de la prérogative du trône, de la possession actuelle des emplois et des propriétés; " elle rétablit les justices territoriales, et ordonne que toutes les affaires seront réglées comme en 1788, jusqu'à ce que la nouvelle forme de gouvernement soit en activité; elle fixe la durée de cette diete, sous le même maréchal, jusqu'au 31 octobre; elle donne au roi le pouvoir de conférer tous les emplois, et, pour cette fois seulement, de nommer les membres des dicasteres, commissions et députations; enfin elle réinstalle les tribunaux de la diete.

De Francfort-sur-le-Mein, le 24 octobre.

S'il faut en croire les lettres de Vienne, on a donné l'ordre exprès à tous les commandans des armées de ne garder de prisonniers Français qu'autant qu'il en faut pour les échanger, et d'envoyer le surplus à Guntzbourg, d'où ils seront transportés dans le Bannat, et condamnés aux travaux les plus rudes et les plus dangereux, tels que ceux de la remonte des bateaux et de l'exploitation des mines. — On murmure tout bas dans cette capitale de ces ordres plus que séveres qui peuvent exposer les Autrichiens à des représailles cruelles, mais justes dans une guerre qui n'est pas prête à finir; car on regarde une troisieme campagne comme inévitable. Il faut que les précédentes aient été bien meurtrieres, puisque le prince de Cobourg vient de demander un nouveau renfort de 80,000 hommes, et qu'en conséquence 20 bataillons d'infanterie et 15 escadrons de cavalerie ont reçu ordre de marcher en attendant le reste. La garnison de Vienne fouruit à elle seule 4 bataillons et autant d'escadrons. On espere tirer tant des états héréditaires que du reste de l'empire 100,000 hommes pour cette nouvelle levée. Mais n'est-ce pas aussi trop se flatter? D'ailleurs il faudra des sommes prodigieuses pour leur entre-

Digitized by Google

rien, et on n'a encore en caisse que 100 millions de florins, ou un peu plus de 200 millions tournois, ce qui certes est bien loin de suffire.

Tandis que l'empereur et son épouse s'apprêtent à faire le voyage de Bruxelles, où ils comptent se rendre pour le 18 octobre au plus tard, le roi de Prusse est en route pour faire une visite et dans ses anciens états où il assistera aux mariages de deux de ses fils avec des princesses de Mecklembourg, et dans ses nouveaux états où il a été sur le point de déployer la force militaire, afin de faire signer à son gré le traité. Voici la piece qu'il a laissée en partant, le 22 septembre.

« Sa majesté le roi de Prusse étant obligé de s'éloigner de l'armée qu'elle commandait en personne contre les ennemis de l'Empire et de ses hauts alliés, pour aller se mettre à la tête des troupes qu'elle s'est trouvée dans la nécessité d'assembler sur les frontieres de la Pologne ; le soussigné, ministre plénipotentiaire, est chargé par le roi, son maître, d'en prévenir M..... S. A. S. Mgr. le duc de Brunswick, jouissant à si juste titre de l'entiere confiance de sa majesté, reprendra, après le départ du roi, le commandement des troupes Prussiennes, qui resteront ici. Le roi regrette qu'une nécessité urgente le rappelle dans ce moment de ces contrées, et que son départ immédiat l'empêche de donner à M..... cette nouvelle de vive voix et de l'assurer de la parfaite satisfaction que S. M. a eue de l'avoir vu accrédité auprès de sa personne, en témoin de la maniere dont elle a rempli la tâche qu'elle s'était imposée.

Le marquis de Lucchésini, destiné à suivre sa majesté, prie M..... de s'adresser désormais, pour les affaires militaires, à S. A. S. Mgr. le duc de Brunswick, et pour les objets politiques, au ministere du roi à Berlin. Le soussigné se flatte que M..... voudra recevoir avec bonté l'assurance de sa haute considération. »

A Kaiserslautern, ce 30 septembre 1793.

Signé, le marquis de Lucchésini.

Pendant que Frédéric-Guillaume quitte les bords du Rhin, où sa présence serait indispensable s'il n'était plutôt un brave soldat qu'un habile général, et qu'il se rend dans ses nouvelles possessions encore peu façonnées au joug; pendant que son allié se prépare à voir installer le jeune archiduc dans le gouvernement difficile des Pays-Bas, le cabinet de Vienne recommence ou plutôt continue ses opérations diplomatiques, dont l'activité avait paru suspendue. Le comte de Choteck, ancien président de la chambre des finances, est parti il y a peu de tems pour Pétersbourg où il est actuellement arrivé : il a dirigé sa route par Stockholm, et s'y est arrêté. On assure qu'il était chargé d'une négociation secrette auprès des deux cours de Suede et de Russie : rien de positif n'a transpiré à

Digitized by Google

cet égard ; mais on présume qu'il est encore question d'engager, s'il est possible, la Suede à se joindre aux puissances coalisées contre les Français, dont l'opiniâtre résistance ne laisse pas d'être inquiétante.

Les ministre des finances et celui de la guerre mettent de leur côte la même activité dans leurs travaux. Une chose qui fait présumer qu'il y aura une campagne d'hiver, c'est qu'on a commandé 100,000 pantalons pour garantir les soldats du froid. Une partie est déja faite et même en route.

S'il faut en croire les bruits de la capitale, on y a découvert un grand complot, mais sur la nature duquel on ne s'explique pas. Deux personnes marquantes et 14 autres ont été arrêtées. On assure que c'est pour un crime de haute trahison, et que les papiers saisis sur Sémonville n'ont pas peu contribué à éclairer le gouvernement sur cette affaire, qui pourrait retarder le départ de l'empereur et de son épouse, en supposant qu'elle soit aussi grave qu'on le prétend. François II serait d'ailleurs obligé de ne pas s'éloigner, s'il est vrai, comme on le dit, qu'on doive convoquer sous peu une diette générale en Hongrie : on connaît d'avance le but de cette asemblée, à laquelle il ne manquerait pas d'assister en personne. Point de doute qu'on ne se propose d'engager les bons Hongrois à fournir denouveau des subsides et des hommes pour la campagne prochaine.

Des lettres de Hambourg, de Worms, de Rastadt et de Deux-Ponts, la premiere du 2, la seconde du 3, et la troisieme du 8 octobre, rendent compte de plusieurs mouvemens militaires qui ont précédé l'attaque des lignes de Weissembourg. Il paraît que les Impériaux se sont d'abord emparés de Sierck, et portés ensuite sur Diedenhoven, poste que les Français ont abandonné après une longue canonnade. — Le duc de Brunswick a fait faire un mouvement à ses troupes sur Sturezelbrunn et Aspelschied ; ce qui indiquait assez le projet de chercher à tourner les lignes de Weissembourg du côté de Fischbach. Dans le même tems, l'armée de P. de Hohenlohe s'étendait jusqu'à Rohrbach près de Bitche. Le général Kalkreuth s'étant porté en deçà de Saarbruch, en face de la montagne de Wenterberg, et ayant reconnu que les Français étaient trop fortement retranchés pour les y forcer, fit dire au général Knobelsdorf de les prendre en queue par la vallée de Kellerthal, pour les forcer à se replier sur Lorsbach.

Le 26 septembre, le P. de Waldeck avait attaqué et emporté une redoute près de Barberoth, uniquement avec de la cavalerie. — Dans la nuit du 3 octobre, le général Kosboth en avait pris une seconde près de Bergzabern. Les Prussiens étaient arrivés à tems pour sauver les magasins considérables que les Français voulaient incendier en quittant Saarbruch et Forbach.

Digitized by Google

Enfin, on écrivait de Rastadt, le 8 octobre : Il est sûr que les Impériaux passeront le Rhin au premier jour ; les pontons sont prêts, et il se rassemble beaucoup de troupes dans nos environs : tout le monde dit ici que les alliés hiverneront en Alsace.

Italie et Suisse.

Le pape qui avait fait célébrer avec beaucoup de pompe, dans le mois d'août, la fête de St. Louis, vient de faire imprimer le discours qu'il a prononcé dans le consistoire secret du 16 juin dernier, en annonçant solemnellement la mort de Louis XVI. Il a indiqué pour le 25 septembre un consistoire, à l'issue duquel tout le sacré college assistera à une messe de *requiem*, suivie d'une oraison funebre.

Plusieurs puissances sollicitent et obtiendront la suppression de quelques petites principautés ecclésiastiques trop voisines du foyer de la révolution française, et trop faibles pour y résister. Une congrégation est déja nommée pour s'occuper de ce plan.

Les Anglais ont acheté à Rome 2,000 rubio de bled à raison de dix écus romains par chacune de ces mesures qui ne se vendaient communément que de 12 à 14 liv. Ils font faire aussi des achats de ce genre dans diverses contrées d'Italie, sans doute dans l'intention d'approvisionner leurs escadres, la ville de Toulon et les troupes qu'ils y entretiennent. Ils ont aussi pour but d'empêcher qu'on ne trouve des grains à faire passer en France, persuadés que la disette contribuera plus encore que la force de leurs armes à leur soumettre la Provence.

Suivant des lettres de Livourne du 6 octobre, on y a vu arriver le 17 septembre M. Makau, ministre de France à Naples. Cette cour vient de publier un manifeste par lequel elle adhere à la ligue des puissances. Le roi, qui ne craint probablement plus de visite de grenadiers Français, a ordonné en même tems que tous les individus de cette nation qui se trouveraient dans ses états s'en retirassent dans le plus court délai. Il excepte néanmoins ceux qui y seraient domiciliés depuis dix ans, ou auraient épousé des femmes du pays. Mais pour s'assurer de leur façon de penser, on les obligera de prêter serment de fidélité au roi.

On mande de Bâle, en date du 18 octobre, que le ministre d'Espagne en Suisse vient de notifier au corps Helvétique le traité du mois de mai de cette année entre l'Espagne et l'Angleterre, par lequel ces deux puissances s'engagent à ne pas faire de paix séparée, et à ne poser les armes qu'après la restitution

Digitized by Google

de la part de la nation française de ce qu'elle a conquis : cette notification paraît avoir été faite à tous les états neutres.

ANGLETERRE. *De Londres, le 14 octobre.*

Le prince de Galles vit actuellement en très-bonne intelligence avec les ministres avec lesquels il avait été long-tems brouillé. Aussi lui communique-t-on le résultat de toutes les délibérations importantes. — Le duc de Richemond s'est également reconcilié avec M. Pitt, et conservera sa place de grand-maître de l'artillerie. Sir Gilbert Elliot, détaché du parti de l'opposition par les faveurs de la cour, doit, à son retour de Toulon, remplir les fonctions de secrétaire-privé, à la place de M. Fawkner. La mission de sir Elliot consiste, dit-on, à se concerter avec l'amiral Hood sur les moyens de déterminer les différentes parties de la France méridionale à suivre l'exemple des Toulonais. Il a dû emmener avec lui, pour faciliter cette entreprise, plusieurs émigrés Français répandus en Angleterre. On sent qu'il faut encore pour cela de plus puissans moyens, et sur-tout conserver Toulon que les troupes de la République française pourraient attaquer avec succès par terre; en conséquence, on y fait passer une forte garnison; elle est déja de plus de 14 mille hommes, dont une partie fournie par l'Espagne et la cour de Naples. On se propose de la porter à 20 ou 22. Mais comme on n'estime pas infiniment les soldats envoyés par les alliés, et qu'ils font plutôt nombre que force, on va embarquer incessamment pour Toulon trois régimens de dragons qui sont encore en Irlande, et qu'on destinait au siége de Dunkerque. On a aussi fait passer l'ordre aux officiers d'infanterie, dont les corps sont employés sur la flotte de l'amiral Hood comme soldats de marine, de rejoindre leurs régimens qui vont faire le service de troupes de terre.

Le gouvernement envoie bien aussi quelques troupes dans la Flandre maritime : il laisse à Ostende, jusqu'à nouvel ordre, l'artillerie hollandaise qui devait être conduite à l'armée. Mais on juge d'après les préparatifs vigoureux et soutenus que l'intention du ministère est de diriger tous les efforts sur la Méditerranée, où l'on croit que le fanatisme religieux et royaliste trouvera plus de partisans que sur les côtes de l'Océan et en Flandre. Il n'est question de rien moins, si l'on réussit, que de s'emparer d'Aix et d'y rétablir le parlement. Quant à la flotte de l'amiral Howe, elle ne sortira pas de ce que les plaisans appellent son domicile à Torbay, avant que le ministère soit informé des événemens sur les côtes de Normandie et de Bretagne. En conséquence deux cutters viennent d'être envoyés à la découverte, pour s'assurer si, comme on l'a publié, la flotte française est effectivement en station à la hauteur de Belle-Isle.

Digitized by Google

Le bruit vient de se répandre ici que les Espagnols, profitant de l'état de faiblesse des Français à Saint-Domingue, se sont emparés de cette isle. On donne même des détails assez circonstanciés, d'après lesquels il paraîtrait que les commissaires de la Convention pressés de tous côtés, tant par les Espagnols que par un parti de Negres royalistes et des Colons qui s'étaient d'abord réfugiés à la Jamaïque, auraient été forcés de s'embarquer sur le vaisseau l'*America*, rencontré le 18 août à l'entrée de Boston par un brieq américain. — Peut-être cette nouvelle n'est-elle imaginée que pour consoler du mauvais succès de l'expédition de Dunkerque. Les papiers ministériels sont accoutumés à aller chercher bien loin des compensations réelles ou supposées. Ces mêmes papiers prétendent que les troupes au service de la compagnie dans l'Inde se sont emparées de Pondicheri; ce qui peut être vrai, sur-tout si Tipoo-Saïb n'a pas eu le tems de porter des secours à ses alliés.

On a bien le projet de s'emparer, s'il est possible, de toutes les possessions des Français dans les deux Indes. On désigne même lord Grey pour commandant de l'expédition qui doit avoir incessamment lieu contre leurs isles de l'Amerique, et sur laquelle Bouillé, récemment arrivé de l'armée du duc d'Yorck, pourra donner des conseils utiles. Mais il faut des bras pour toutes ces entreprises, et l'on en manque; et quand on en aurait beaucoup, il ne serait pas prudent de les éloigner; car on en a besoin pour contenir le peuple mécontent partout; témoin une nouvelle émeute arrivée dernièrement à Manchesfield près de Manchester, et la fermentation sourde qui regne en Irlande.

D'après une lettre de Guernesey, datée du 6, on paraissait craindre ici qu'une flottille, partie de Saint-Malo, n'attaquât bientôt cette isle, ainsi que Jersey et Aldermen.

L'amiral Mac-Bride avait repris la route de Dunkerque: un courrier l'a rejoint; il est revenu à Londres et va repartir, après avoir assisté à un conseil qui se tient aujourd'hui 12, pour lui donner ses instructions définitives.

Un coup de vent contraire a forcé la flotte qui transportait 8 régimens de Cork à Toulon de rentrer dans le port; elle a perdu deux bâtimens et trente chevaux jettés à la mer.

Les fonds publics continuent de baisser et même sensiblement, malgré les mesures des ministres pour les soutenir.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE CHARLIER.

Séance du primidi de la 1ere. décade de Brumaire.

Des députés de la société populaire de Tours sont admis à la barre. L'orateur lit une adresse, dans laquelle la conduite de Rossignol et de Ronsin, est amerement censurée. On les y accuse d'impéritie; on leur reproche de n'avoir pas exécuté les lois. Enfin on demande à la Convention de nommer une commission pour examiner la conduite de ces deux généraux. — Les pétitionnaires reçoivent les honneurs de la séance, leur pétition est convertie en motion par Clauzel, et l'Assemblée décrete qu'elle nommera elle-même les membres qui formeront la commission chargée d'examiner la conduite de Rossignol, de Ronsin, et autres généraux de l'armée de l'Ouest.

On a fait quelques observations sur les abus que pourrait entraîner l'exécution littérale du décret qui ordonne la destruction de tous les signes de la féodalité. On a demandé si on livrerait aux flammes des livres précieux, des estampes, etc., parce qu'ils porteraient des armoiries. La Convention a passé à l'ordre du jour motivé sur ce qu'elle n'a jamais entendu ramener le peuple à la barbarie et qu'elle s'est toujours efforcée de l'éclairer.

Des commissaires du département de l'Allier sont admis à la barre; ils annoncent que ce département est tout à fait régénéré. Aux fêtes religieuses, ont succédé des fêtes civiques, qui se sont terminées par des banquets où éclatent sur tout la gaité et la fraternité. L'évêque à la place de sa crosse et de sa mître, se sert, dans l'exercice de ses fonctions, d'une pique et d'un bonnet rouge. Une armée révolutionnaire a été formée. Dans ses promenades civiques elle oblige les riches à payer les taxes qui leur sont imposées. Le produit de ces taxes est employé au soulagement des vieillards et des infirmes, des femmes et des enfans des défenseurs de la patrie. Ces pétitionnaires déposent sur le bureau une croix d'or du poids de 7 marcs, garnie de diamans, et 16 marcs d'argent, extraits des statues des ci-devant saints. — La Convention reçoit le don qui lui est offert.

Barrere prend la parole au nom du comité de salut public. Il présente d'abord à la Convention un apperçu de l'état militaire de la République (Voyez le dernier n°.) et fait adopter deux décrets. Par le premier, la Convention statue qu'il n'y aura plus dans les villes qui seront mises en état de rébellion, ni établissemens publics, ni manufactures.

Digitized by Google

d'armes, ni fonderies de canons, ni magasins. Par le second, la Convention considérant qu'au milieu de tant de trahisons dont la liberté est environnée, elle ne peut compter que sur l'énergie des lois, la force du peuple, et le courage des armées, proclame qu'elle ne dérogera jamais à la loi qui ordonne la démolition de toute ville qui se rendra sans avoir soutenu l'assaut.

Barrere a ensuite occupé la Convention d'un rapport sur les subsistances. Il a poposé l'établissement d'une commission uniquement chargée de cet objet. Cette commission sera composée de trois personnes choisies par le comité de salut public. Voici quelles seront les bases de son choix : il cherchera trois hommes probes, patriotes, éclairés, et sur-tout révolutionnaires, qui connaissent le commerce, l'administration départementale et les lois des étrangers sur la navigation et le commerce. Pour seconder l'institution qu'il propose, le comité pense qu'il faut poser d'une maniere inébranlable le principe : que les productions territoriales sont une propriété nationale ; que la révolution et la liberté sont les premieres créancieres des citoyens, et que la République doit être préférée quand elle veut acheter. Il demande que la République exerce la réquisition des subsistances, comme elle a exercé la réquisition des hommes. Telles sont les bases d'un projet de décret lu par Barrere à la suite de ce rapport, et adopté par la Convention.

Séance du soir.

Moyse Bayle est élu président. — On entend plusieurs pétitions d'un intérêt particulier.

Séance du duodi de la 1e. décade de Brumaire.

PRÉSIDENCE DE MOYSE BAYLE.

Barrere paraît à la tribune. Citoyens, dit-il, le comité de salut public vous a présenté hier l'état sommaire de la situation de la République. Il vous l'a présenté avec sévérité. Mais que nous sommes loin des sentimens pénibles qui ont paru affecter plusieurs de nos collegues ! Non, notre situation n'est point pénible. Pourrions-nous craindre, lorsque notre énergie est plus forte que jamais, lorsque la liberté développe par-tout dans l'ame des républicains les vertus qui nous assurent le triomphe de la liberté? Je viens vous annoncer aujourd'hui que la Vendée n'est plus. — A l'instant des applaudissemens universels s'élevent, et les voûtes de la salle retentissent des cris de *vive la République*. (Voyez dans le dernier numéro, la dépêche qui contient les détails de cet heureux événement.)

Barrere ajoute : la Convention doit, d'après ces faits, apprécier toute sa puissance et la connaître. Elle décrète que Chollet et Mortagne seraient repris et que la Vendée serait

Digitized by Google

détruite au mois d'octobre ; cinq jours avant l'époque qu'elle avait fixée, son décret a été exécuté. La Convention a voulu que les factions disparussent et que le gouvernement naquît ; les factions ont disparu et le gouvernement est né.

La victoire doit être un encouragement à de nouveaux succès ; la Convention décrete que les nouvelles de la destruction des brigands de la Vendée seront envoyées à toutes les armées et aux départemens par des couriers extraordinaires.

Barrere reprend la parole. Il observe que si le comité de salut public n'a pas présenté un rapport général sur la guerre de la Vendée, c'est parce que l'un des représentans du peuple à Saumur a promis à ce comité des renseignemens importans, qui ne lui sont pas encore parvenus. Il assure la Convention que les véritables causes de cette rébellion et de sa durée lui seront dévoilées. Enfin il invite l'Assemblée à rapporter le décret qu'elle a rendu la veille, sur la pétition de la société républicaine de Tours, concernant l'institution d'une commission chargée de prononcer sur la conduite des généraux Ronsin et Rossignol. Le rapport de ce décret est à l'instant ordonné.

Cette journée devait être toute entière pour la République. La Convention reçoit des nouvelles qui lui assurent la fidelité d'une ville qui fut long-tems le foyer du fédéralisme, de Bordeaux. Voici ce qu'écrivent les représentans du peuple :

« Nous sommes arrivés dans cette ville au milieu des acclamations d'une foule immense, composée en très-grande majorité de sans-culottes. Les fédéralistes sont frappés de terreur ; ils s'attendent à un grand acte de vengeance nationale, et il est nécessaire. Vous pouvez assurer la République que Bordeaux est à elle, moyennant quelques grands exemples que nous ferons. Les dispositions militaires sont bien prises : le patriote Bruslé à reçu le commandement de la force armée. »

Voici une autre lettre de Bordeaux, en date du 6e. jour de la 3e. décade du premier mois :

« La connaissance que nous avions des affaires de Bordeaux, nous a engagés à nous y rendre au moment de sa réduction comblette, tandis que notre collegue Paganel occupait le poste de Toulouse. Nous venons d'apprendre que les troubles que nous avions pressentis dans les départemens de la Lozere et de l'Aveyron, venaient d'y éclater avec une apparence assez alarmante pour exiger la plus grande célérité dans les mesures qui doivent les dissiper. »

» Nous nous rendons sur-le-champ à Toulouse, et de là nous marcherons sur Rhodez avec toutes les forces que nous pourrons réunir : nous avons écrit à notre collegue Châteauneuf-Randon, à Lyon, pour agir de son côté avec la même promptitude et les mêmes moyens. Nous devons vous prévenir, que nous sommes dans l'intention de faire raser les vil-

Digitized by Google

lages et incendier les forêts qui sont les repaires des brigands; plusieurs châteaux doivent être également démolis; il importe de prendre de fortes mesures dans ces contrées pour en finir promptement et sans retour. »

Signés, BEAUDOT et CHAUDRON-ROUSSEAU.

Séance du tridi de la 1ere, décade de Brumaire.

On fait lecture de la correspondance. André Dumont, représentant du peuple, fait part de ses découvertes. « Nouvelles captures, écrit-il; des prêtres réfractaires vivaient dans des tas de foin dans la ci-devant abbaye du Gard. Ces trois ex-moines ont été découverts cachés, et après eux on a trouvé un trésor en terre; trois personnes sont en ce moment occupées à compter l'or, l'argent et les assignats trouvés, tandis que les trois monstres sont allés au cachot attendre leur jugement. J'ai accepté, malgré ma fatigue, l'adjonction du département de l'Oise, où je vais me rendre, parce qu'en nettoyant ce département je n'en trouverai que plus de moyens d'extirper le chancre cadavéreux de l'aristocratie. On part demain vous porter l'or et l'argent avec les assignats. »

Le même député annonce dans une autre lettre la translation à Paris du beau-frere de Georges et de la parente de Pitt, ainsi que l'envoi des trésors cachés qu'il a découverts. Ils consistent, 1°. en 88,870 liv. en or et argent, 37,070 liv. en assignats, 106 couverts, 18 cuilleres à café, 14 cuilleres à ragoût, etc.; un calice et sa patene, un drapeau brodé en or, saisi chez un émigré, et d'autres effets également riches. Dumont ajoute qu'il en enverrait beaucoup d'autres par la même occasion, s'il n'en avait laissé au district d'Abbeville, et qu'il espere trouver encore quelques milliards en annullant des ventes frauduleuses qui ont été faites.

Au nom des comités de salut public et de sûreté générale, un membre prend la parole, et fait un court rapport sur le décret qui ordonne la remise dans trois jours des procès-verbaux d'arrestation des gens suspects et sur la pétition des comités révolutionnaires de Paris qui en a demandé le rapport. Il fait sentir la nécessité des mesures révolutionnaires prises par la Convention, et les entraves qu'y mettrait le maintien du décret que Lecointre fit adopter. Il en demande le rapport. Après quelques débats, le rapport est décrété.

Barrere est à la tribune. Il annonce encore un beau jour pour la République. Voici l'extrait des nouvelles dont il fait lecture. « Une lettre du représentant du peuple, Isore, près l'armée du Nord, apprend que l'ennemi a été forcé par-tout, que nous sommes devant et derriere Menin, que l'on a pris un grand nombre de prisonniers et de canons. Une lettre d'Arras annonce la prise de Marchiennes après dix heures de combat; enfin, le général de brigade Vendamme écrit du quartier général à Furnes, pour annoncer la prise de cette ville

Digitized by Google

et la marche de l'armée républicaine sur Nieuport et Ostende. »

Au nom de la commission instituée pour nommer les mois et les jours, Fabre d'Eglantine fait un rapport dont l'objet tend à détruire des dénominations créées par les prêtres pour soumettre les hommes à leur puissance, à remplacer des fêtes établies pour la religion d'une secte, par les fêtes nationales qui conviennent également à tous les peuples. A la suite de ce rapport, la Convention décrète la nouvelle nomenclature présentée par la commission.

Sur la demande du comité de salut public, le décret qui déclarait qu'aucun général ne serait jugé par le tribunal révolutionnaire qu'en vertu d'un décret de la Convention, est rapporté.

Séance du quartidi de la 1ere. décade de Brumaire.

Une lettre de la Vendée, écrite par le représentant du peuple Merlin (de Thionville), donne de nouveaux détails sur la prise d'Ancenis par la légion de Cassel. On trouva dans cette place onze pièces de canons encloüées. Des femmes appartenant à Rostaing, chef des brigands, ont été faites prisonnieres. « Ainsi, dit Merlin, il ne nous reste donc plus qu'à bloquer le scélérat Chazette dans Noirmoutiers. Comptez sur notre zele, et soyez persuadés que nous ne nous arrêterons que lorsque le dernier rebelle aura cessé d'exister. »

Le reste de la séance a été presqu'entièrement consacré à la discussion sur le code civil.

Séance du quintidi de la 1ere. décade de Brumaire.

Une lettre des représentans du peuple à Bordeaux annonce qu'ils ont été reçus dans cette ville au milieu des acclamations des bons citoyens. Tous les gens suspects ont été désarmés : ce désarmement a produit une grande quantité de fusils, dont plusieurs sont garnis en or : l'or ira à la monnaie, disent ces représentans; les fusils aux volontaires et les fédéralistes à la guillotine. Ils ajoutent qu'ils ont institué une commission militaire pour faire juger tous les contre-révolutionnaires, au nombre desquels se trouve Lavauguyon, arrêté la nuit dans un village nommé Virelade.

André Dumont rend compte de ses opérations à Beauvais. « Les portes de la ville ont été fermées et le sont encore. Six officiers municipaux et six surveillans travaillent en ce moment à une visite domiciliaire, dirigée contre les étrangers et les personnes suspectes, et bientôt Beauvais sera rendu à la liberté. »

Cambacérès, au nom du comité de législation, a lu la rédaction des articles du code civil, tendant à faire partager également entre tous les enfans les successions ouvertes depuis 1789. Quelques membres ont combattu la rétroaction de la loi; mais après quelques débats, elle a été adoptée, à compter du 14 juillet 1789.

Digitized by Google

Barrere présente à la Convention les trois citoyens que le comité de salut public destine à remplir les places de la commission des subsistances et approvisionnemens. Voici leurs noms : *Brunet*, administrateur du département de l'Hérault ; *Gonjon*, administrateur de Seine et Oise ; et *Raisson*, secrétaire général du département de Paris.

Barrere fait ensuite adopter deux décrets : par le premier, la Convention prolonge l'existence des municipalités jusqu'à nouvel ordre, et suspend les élections, sauf ces municipalités que les représentans du peuple jugeront nécessaire de remplacer. Par le second, il est defendu aux autorités constituées de la République, d'intituler leurs actes : *au nom du peuple Français*, sous peine de forfaiture.

On fait lecture de plusieurs dépêches. Voici ce que mande le général en chef de l'armée de l'Ouest, en date du 22 octobre (vieux style) « l'armée portée sur Nantes, en est partie hier sur deux colonnes, l'une sous les ordres du général de brigade Westermann, passant sur la route de Nantes à Rennes, et le reste de l'armée sous mes ordres sur Ancenis. Déja la colonne chargée de poursuivre l'ennemi, l'a forcé d'évacuer les postes de Varade et d'Ancenis : une partie de cette colonne, portée sur Angers, met cette place à couvert de toute insulte. L'ennemi enfin, par-tout poursuivi, fuit devant nos armées victorieuses. »

Dans le nord, les postes importans de Commines, Varneton et Warvick ont été enlevés par les soldats Républicains aux ordres du général Macdonal ; ceux de Roncq, Halluin et Menin n'ont pu tenir contre l'impétuosité des colonnes commandées par le général de brigade Dumonceau.

A Toulon, l'ennemi a tenté de faire une sortie ; il a été vigoureusement repoussé par l'armée de Cartaux.

Séance du sextidi de la 1e. décade de Brumaire.

Les administateurs du district de Rheims informent la Convention que leur ci-devant archevêque Remi, qui, avec Clovis et les prêtres de ce tems-là, avaient ébloui et trompé le peuple avec une petite phiole d'huile qui n'existe plus, vient d'être dépouillé des richesses dont les sots l'avaient revêtu. Cette dépouille se porte à 350 marcs d'argent, qui vont être envoyés à la monnaie. Le saint a été ensuite enterré.

On a lu une lettre de Lacombe-Saint-Michel, délégué en Corse. Elle contient le journal de l'attaque faite par quatre vaisseaux anglais sur différens points du golfe de St.-Florent. Les Anglais s'emparerent d'abord d'une tour qui est à l'embouchure du golfe ; ils débarquerent cent hommes qui se réunirent aux Corses rebelles que Paoli avait fait marcher sur cet endroit, et se rendirent maîtres d'une colline qui domine notre batterie de Forneli ; mais le commandant de St.-Florent, Gentili, fit une sortie si vigoureuse, qu'il débusqua et mit en

Digitized by Google

fuite les Anglais et les Paolistes. Le 1er. octoble, trois vaisseaux de ligne ennemis, embossés pendant la nuit devant la tour de Forneli, commencerent à tirer dès 4 heures du matin contre ce poste. Nos batteries répondirent par des boulets rouges d'une maniere si vive, qu'elles mirent le feu aux vaisseaux; à 9 heures les Anglais couperent leurs cables et se retirerent sous la tour de Mortella, après avoir perdu beaucoup de monde. Ils partirent enfin, laissant le golfe couvert de débris de voiles, cordages, embarcations, etc. qui étaient coulés bas.

Séance du septidi de la 1ere. décade de Brumaire.

Les représentans du peuple, Tallien et Isabeau, mandent de Bordeaux que le premier auteur de la contre-révolution à Toulon, Lavauguyon, a subi la mort. Ils ont fait arrêter Biroteau et Girey-Duprey. Le premier étant hors de la loi va être exécuté; ils envoient le second au tribunal révolutionnaire à Paris. « Le désarmement, ajoutent les représentans, continue avec le plus grand succès, et nous produira de quoi armer trois nouveaux bataillons qui partiront pour les frontieres de l'Espagne, et les Sans-culottes qui vont s'incorporer dans l'armée révolutionnaire. »

Des citoyens de la ville et de la ci-devant principauté de Montbeliard sont introduits dans la salle. Ils témoignent leur satisfaction d'être réunis à la République française. Le président donne l'accolade fraternelle à ces citoyens.

Billaud-Varennes a fait part à la Convention d'une victoire remportée par les troupes de la République sur les Piémontais, au poste de Gillet : on leur a pris plusieurs pieces de canon. Le nombre des prisonniers est considérable. Il en est déja arrivé 400 à Nice, parmi lesquels se trouve, dit-on, un prince Napolitain.

Le reste de la séance a été consacré à la rédaction du code civil.

Voici les noms des mois et des jours du nouveau calendrier adopté par la Convention nationale. Ces noms dérivent de la température de l'air ou des productions de la nature pendant leur durée; leur terminaison plus ou moins longue ou breve, sonore ou sourde, indique la beauté ou la rigueur des saisons qui s'écoulent pendant ces fractions de l'année. Chaque nouveau mois commence du 22 au 22 du mois qui suit; ainsi le mot *Vendémiaire* suivant indiquera l'espace de tems qui s'écoulera du 22 septembre au 22 octobre.

AUTOMNE. *Du 22 septembre au 22 décembre.*

Octobre s'appellera Vendémiaire, du mot *vendemia*, qui signifie vendange.

Novembre s'appellera Brumaire, des brûmes et brouillards, qui annoncent dans ce mois le commencement de l'arrière-saison.

Décembre s'appellera Frimaire, du mot *frimati*.

Digitized by Google

HIVER. *Du 22 décembre au 22 mars.*

Janvier s'appellera Nivos, du mot *nives*, qui signifie neiges.
Février s'appellera Ventos, du mot *vent*.
Mars s'appellera Pluvios, des pluies qui tombent ordinairement pendant ce mois.

PRINTEMS. *Du 22 mars au 22 juin.*

Avril s'appellera Germinal, pour indiquer que c'est dans ce mois que la terre, précédemment fécondée, commence à faire poindre ses bienfaits reproduits,
Mai s'appellera Floréal, du mot *flora*, qui signifie fleur.
Juin s'appellera Préréal, du mot prairies, pour marquer que c'est à cette époque qu'on les dépouille.

ÉTÉ. *Du 22 juin au 22 septembre.*

Juillet s'appellera Messidor, du mot *messis*, qui signifie moisson.

Août s'appellera Fervidor, du mot *fervidus*, qui signifie brûlant.

Septembre s'appellera Fructidor, du mot *fructus*, fruits.

Les jours de la décade ont reçu des noms; les voici: *Primidi*, *Duodi*, *Tridi*, *Quartidi*, *Quintidi*, *Sextidi*, *Septidi*, *Octodi*, *Nonodi*, *Decadi*.

L'année républicaine, composée de douze mois de 30 jours, n'a que 360 jours. Les cinq jours restant s'appellaient *complémentaires*, dans le rapport du citoyen Romme; ce mot didactique a paru sec aux membres de la commisson chargée de présenter les nomenclatures nouvelles: ces cinq jours, consacrés aux fêtes nationales, porteront le nom de ceux qui ont fait la révolution et pour qui elle a été faite, pour les *Sans-Culottes*, et s'appelleront les Sans-Culottides.

Le premier de ces cinq jours, le peuple français célébrera la fête des *Vertus*.

Le second jour, la fête du *Génie*.

Le troisieme, la fête du *Travail*.

Le quatrieme, la fête de l'*Opinion*.

Le cinquieme, la fête des *Récompenses*.

Tous les quatre ans, le jour bissextilaire s'appellera *la Sans-Culottide*. Cette fête sera celle du peuple, et tous les Français y renouvelleront leur serment chéri, celui de *vivre et de mourir libres et républicains*.

Digitized by Google

TRIBUNAL REVOLUTIONNAIRE.

Fin de l'interrogatoire de Marie-Antoinette d'Autriche, ci-devant reine de France.

Le président à l'accusée. N'est-ce pas au Petit-Trianon que vous avez connu pour la première fois la femme Lamotte ?

R. Je ne l'ai jamais vue.

Le P. N'a-t-elle pas été votre victime dans l'affaire du fameux collier ?

R. Elle n'a pu l'être puisque je ne la connoissais pas.

Le P. Vous persistez donc à nier que vous l'ayez connue ?

R. Mon plan n'est pas la dénégation ; c'est la vérité que j'ai dite et que je persisterai à dire.

Le P. N'était-ce pas vous qui faisiez nommer les ministres et autres aux places civiles et militaires ?

R. Non.

Le P. N'aviez-vous pas une liste des personnes que vous desiriez placer, avec des notes encadrées sous verre ?

R. Non.

Le P. N'avez-vous pas forcé différens ministres à accepter pour les places vacantes les personnes que vous leur désigniez ?

R. Non.

Le P. N'avez-vous pas forcé les ministres des finances de vous délivrer des fonds, et sur ce que quelques-uns d'entr'eux s'y sont refusés, ne les avez-vous pas menacé de toute votre indignation ?

R. Jamais.

Le P. N'avez-vous pas sollicité Vergennes à faire passer six millions au roi de Bohême et de Hongrie ?

R. Non.

Un autre témoin est entendu.

Jean-François Mathey, concierge de la tour du Temple, dépose qu'à l'occasion d'une chanson dont le refrain est : *Ah ! il t'en souviendra, du retour de Varennes*, il avait dit à Louis-Charles Capet : t'en souviens-tu, du retour de Varennes ? Ah ! oui, dit-il, je m'en souviens bien ; que lui ayant demandé ensuite comment on s'y était pris pour l'emmener, il répondit qu'il avait été emporté de son lit où il dormait, et qu'on l'avait habillé en fille, en lui disant : viens à Montmédy.

Le pr. au tém. N'avez-vous point remarqué pendant votre séjour au Temple, la familiarité qui regnait entre quelques membres de la commune et les détenus ?

R. Oui. J'ai même un jour entendu Toulan dire à l'accusée, à l'occasion des nouvelles élections faites pour l'organisation de la municipalité définitive : Madame, je ne suis point re-

Digitized by Google

nommé, parce que je suis Gascon. Il a remarqué que Lepître et Toulan venaient souvent ensemble; qu'ils montaient tout de suite, en disant : montons toujours, nous attendrons nos collegues là-haut; il a vu un autre jour Jobert remettre à l'accusée des médaillons en cire : la fille Capet en laissa tomber un qui se cassa. Le déposant entre ensuite dans les détails de l'histoire du chapeau trouvé dans la cassette d'Elisabeth, etc.

L'accusée. J'observe que les médaillons dont parle le témoin étaient au nombre de trois; que celui qui tomba, et fut cassé, était le portrait de Voltaire, que les deux autres représentaient l'un Médée, et l'autre des fleurs.

Le président à l'accusée. N'avez-vous point donné une boîte d'or à Toulan ?

R. Non, ni à Toulan ni à d'autres.

Le témoin Hébert observe qu'un officier de paix lui est venu apporter au parquet de la commune une dénonciation signée de deux commis du bureau des impositions, dont Toulan était chef, qui annonçait ce fait de la maniere la plus claire en prouvant qu'il s'en était vanté de lui-même dans le bureau : cela fut renvoyé à l'administration de police, nonobstant les réclamations de Chaumette et de lui déposant, qui n'en a plus entendu parler depuis.

On entend un autre témoin.

Jean-Baptiste Olivier-Garnerin, ci-devant secrétaire de la commission des vingt-quatre, dépose qu'ayant été chargé de faire l'énumération et le dépouillement des papiers trouvés chez Septeuil, il a vu parmi lesdits papiers un bon d'environ 80,000 liv., signé *Antoinette*, au profit de la ci-devant Polignac, avec un billet relatif au nommé Lazaille, une autre piece qui attestait que l'accusée avait vendu ses diamans, pour faire passer des fonds aux émigrés Français. Le déposant observe qu'il a remis dans le tems toutes lesdites pieces entre les mains de Valazé, membre de la commission, chargé alors de dresser l'acte d'accusation contre Louis Capet, mais que ce ne fut pas sans étonnement que lui déposant apprit que Valazé, dans le rapport qu'il avait fait à la Convention nationale, n'avait pas parlé des pieces signées *Marie-Antoinette*.

Le président à l'accusée. Avez vous quelques observations à faire sur la déposition du témoin ?

R. Je persiste à dire que je n'ai jamais fait de bons.

Le P. Connaissez-vous le nommé Lazaille ?

R. Oui.

Le P. Comment le connaissiez-vous ?

R. Je le connais pour un officier de marine et pour l'avoir vu à Versailles, se présenter à la cour comme les autres.

Le témoin. J'observe que les pieces dont j'ai parlé ont été, après la dissolution de la commission des 24, transportées au comité de sûreté générale où elles doivent être en ce moment, attendu qu'ayant, ces jours derniers, rencontré deux de

Digitized by Google

de mes collègues, ci-devant employés comme moi à la commission des 24, nous parlâmes du procès qui allait s'instruire à ce tribunal contre Marie-Antoinette; je leur demandai s'ils savaient ce que pouvait être devenues les pièces dont est question, ils me répondirent qu'elles avaient été déposées au comité de sûreté générale, où ils sont en ce moment l'un et l'autre employés.

Le témoin Tisset invite le président à vouloir bien interpeller le citoyen Garnerin de déclarer s'il ne se rappelle pas avoir également vu, parmi les papiers trouvés chez Septeuil, des titres d'acquisition en sucre, café, blé, etc. etc., montant à la somme de deux millions, dont quinze cents livres avaient déjà été payées, et s'il ne sait pas aussi que ces titres, quelques jours après, ne se sont plus retrouvés.

Le président au témoin. Citoyen, vous venez d'entendre l'interpellation, voudriez-vous bien y répondre?

Garnerin. Je n'ai aucune connaissance de ce fait. Je sais néanmoins qu'il y avait dans toute la France des préposés chargés de titres pour faire des accaparemens immenses, à l'effet de procurer un surhaussement considérable dans le prix des denrées, pour dégoûter par ce moyen le peuple de la révolution et de la liberté, et par suite le forcer à redemander lui-même des fers.

Le président à l'accusée. Avez-vous connaissance des accaparemens immenses des denrées de première nécessité, qui se faisaient par ordre de la cour pour affamer le peuple et le contraindre à redemander l'ancien ordre de choses, si favorable aux tyrans et à leurs infâmes agens, qui l'ont tenu sous le joug pendant 1,400 ans?

R. Je n'ai aucune connaissance qu'il ait été fait des accaparemens.

Un autre témoin est entendu.

Charles-Eléonore Dufriche-Valazé, propriétaire, ci-devant député à la Convention nationale, dépose que parmi les papiers trouvés chez Septeuil, et qui ont servi, ainsi que d'autres, à dresser l'acte d'accusation contre feu Louis Capet, et à la rédaction duquel il a coopéré, comme membre de la commission des 21, il en a remarqué deux qui avaient rapport à l'accusée. Le premier était un bon, ou plutôt une quittance signée d'elle, pour une somme de quinze ou vingt mille livres, autant qu'il peut s'en rappeller; l'autre pièce est une lettre, dans laquelle le ministre prie le roi de vouloir bien communiquer à Marie-Antoinette le plan de campagne qu'il avait eu l'honneur de lui présenter.

Le président à Valazé. Pourquoi n'avez-vous point parlé desdites pièces dans le rapport que vous avez fait à la Convention?

R. Je n'en ai point parlé, parce que je n'ai pas cru qu'il fût utile de citer dans le procès de Capet une quittance d'Antoinette.

Digitized by Google

Le P. N'avez-vous point été membre de la commission des 24? — R. Oui.

Le P. Savez-vous ce que ces deux pieces peuvent être devenues?

R. Les pieces qui ont servi à dresser l'acte d'accusation de Louis Capet ont été réclamées par la commune de Paris, attendu qu'il composait des charges contre plusieurs individus soupçonnés d'avoir voulu compromettre plusieurs membres de la Convention, pour en obtenir des décrets favorables à Louis Capet. Je crois qu'aujourd'hui toutes ces pieces doivent être rétablies au comité de sûreté générale de la Convention.

Le président à l'accusée. Qu'avez vous à répondre à la déposition du témoin?

R. Je ne connais ni le bon, ni la lettre dont il parle.

L'accusateur public. Il paraît prouvé, nonobstant les dénégations que vous faites, que par votre influence vous faisiez faire au ci-devant roi votre époux tout ce que vous desiriez.

R. Il y a loin de conseiller de faire une chose à la faire exécuter.

Le P. Vous voyez qu'il résulte de la déclaration du témoin que les ministres connaissaient si bien l'influence que vous aviez sur Louis Capet, que l'un d'eux l'invite à vous faire part du plan de campagne qui lui avait été présenté quelques jours avant, d'où il s'ensuit que vous avez disposé de son caractere faible, pour lui faire exécuter de bien mauvaises choses; car en supposant que de vos avis il n'ait suivi que les meilleurs, vous avouerez qu'il n'était pas possible d'user de plus mauvais moyens pour conduire la France au bord de l'abyme qui a manqué de l'engloutir.

R. Jamais je ne lui ai connu le caractere dont vous parlez.

On entend un autre témoin.

Nicolas Lebœuf, instituteur, ci-devant officier municipal, proteste ne rien connaître des faits relatifs à l'acte d'accusation; car, ajoute-t-il, si je m'étais apperçu de quelque chose j'en aurais rendu compte.

Le président au témoin. N'avez-vous jamais eu de conversation avec Louis Capet? — R. Non.

Le P. N'avez-vous pas, étant de service au Temple, conversé sur les affaires politiques avec vos collegues et les détenus?

R. J'ai causé avec mes collegues, mais nous ne parlions pas d'affaires politiques.

Le P. Avez-vous souvent adressé la parole à Louis-Charles Capet? — R. Jamais.

Le P. N'avez-vous pas proposé de lui donner à lire le nouveau Télémaque? — R. Non.

Le P. N'avez-vous pas manifesté le desir d'être son instituteur? — R. Jamais.

Le P. N'avez-vous pas témoigné du regret de voir cet enfant prisonnier? — R. Non.

Digitized by Google

L'accusée interpellée de déclarer si elle n'a pas eu de conversation particulière avec le témoin, répond que jamais elle ne lui a parlé.

On entend un autre témoin.

Augustin-Germain Jobert, officier municipal et administrateur de police, déclare ne connaître aucuns des faits portés en l'acte d'accusation.

Le président au témoin. N'avez-vous pas eu pendant le tems de votre service au Temple des conférences avec l'accusée.

R. Jamais.

Le P. Ne lui avez-vous pas fait voir un jour quelque chose de curieux ?

R. J'ai à la vérité montré à la veuve Capet et à sa fille des médaillons en cire, dits camées ; c'étaient des allégories à la révolution.

Le P. Parmi ces médaillons n'y avait-il pas un portrait d'homme ? — R. Je ne le crois pas.

Le P. Par exemple, le portrait de Voltaire ?

R. Oui ; d'ailleurs j'ai chez moi environ quatre mille de ces sortes d'ouvrages.

Le P. Pourquoi parmi ces ouvrages se trouvait-il le portrait de Médée ? vouliez-vous en faire quelqu'allusion à l'accusée ?

R. Le hasard seul l'a voulu ; j'en ai tant : ce sont des ouvrages anglais dont je fais commerce ; j'en vends aux négocians.

Le P. Avez-vous connaissance que de tems en tems on enfermât le petit Capet pendant que vous et d'autres administrateurs aviez des entretiens particuliers avec l'accusée ?

R. Je n'ai aucune connaissance de ce fait.

Le P. Vous persistez donc à dire que vous n'avez point eu d'entretien particulier. — R. Oui.

Le président à l'accusée. Persistez-vous à dire que vous n'avez pas eu d'entretiens au temple, avec les deux derniers témoins ?

R. Oui.

Le p. Soutenez-vous également que Bailly et Lafayette n'étaient pas les coopérateurs de votre fuite, dans la nuit du 20 au 21 juin 1791 ? — R. Oui.

Le p. Je vous observe que sur ces faits vous vous trouvez en contradiction avec la déclaration de votre fils ?

R. Il est bien aisé de faire dire à un enfant de huit ans tout ce que l'on veut.

Le P. Mais on ne s'est pas contenté d'une seule déclaration, on l'a lui a fait répéter plusieurs fois et à diverses reprises ; il a toujours dit de même.

R. Eh bien ! je nie le fait.

Le p. Depuis votre détention au Temple, ne vous êtes-vous pas fait peindre ?

R. Oui, je l'ai été en pastel.

Le p. Ne vous êtes-vous pas enfermée avec le peintre, et ne vous êtes-vous pas servie de ce prétexte pour recevoir des nou-

Digitized by Google

velles de ce qui se passait dans les assemblées législatives et conventionnelles ? — Non.

Le P. Comment nommez-vous ce peintre ?

R. C'est Coëstier, peintre polonais, établi depuis plus de vingt ans à Paris.

Le P. Où demeure-t-il ?

R. Rue du Cocq-St.-Honoré.

On entend un autre témoin.

Antoine François Moyle, ci-devant suppléant du procureur de la commune auprès des tribunaux de police municipale et correctionnelle, dépose que de trois fois qu'il a été de service au Temple, il l'a été une fois près de Louis Capet et les deux autres près des femmes; il n'a rien remarqué, sinon l'attention ordinaire aux femmes de fixer un homme que l'on voit pour la première fois; il y retourna de nouveau en mars dernier. On y jouait à différens jeux, les détenues venaient quelquefois regarder jouer, mais elles ne parlaient pas : enfin il proteste d'ailleurs n'avoir jamais eu aucune intimité avec l'accusée pendant son service au Temple.

Le président à l'accusée. Avez-vous quelques observations à faire sur la déposition du témoin ?

R. L'observation que j'ai à faire est que je n'ai jamais eu de conversation avec le déposant.

Un autre témoin est entendu.

Renée Sevin, femme Chaumette, dépose connaître l'accusée depuis six ans, lui ayant été attachée en qualité de sous-femme-de-chambre; mais qu'elle ne connaît aucun des faits portés en l'acte d'accusation, si ce n'est que le dix août elle a vu le roi faire la revue des gardes-Suisses : voilà tout ce qu'elle dit savoir.

Le président à la témoin. Etiez-vous au château, à l'époque du départ pour Varennes ?

R. Oui; mais je n'en ai rien su.

Le P. Dans quelle partie du château couchiez-vous ?

R. A l'extrémité du pavillon de Flore.

Le P. Avez-vous, dans la nuit du 9 au 10, entendu sonner le tocsin, et battre la générale ?

R. Non, je couchais sous les toits.

Le P. Comment ! vous couchiez sous les toits, et vous n'avez point entendu le tocsin ?

R. Non, j'étais malade.

Le P. Et par quel hasard vous êtes-vous trouvée présente à la revue royale ?

R. J'étais sur pied depuis six heures du matin.

Le P. Comment, vous étiez malade, et vous vous leviez à six heures ?

R. C'est que j'avais entendu du bruit.

Le P. Au moment de la revue, avez-vous entendu crier : vive le roi, vive la reine ?

Digitized by Google

R. J'ai entendu crier vive le roi, d'un côté, et de l'autre, vive la nation !

Le P. Aviez-vous vu la veille les rassemblemens extraordinaires des gardes Suisses, et des scélérats qui en avaient pris l'habit ?

R. Je ne suis pas ce jour-là descendue dans la cour.

Le P. Et pour prendre vos repas, il fallait bien que vous descendiez.

R. Je ne sortais pas, un domestique m'apportait à manger.

Le p. Mais au moins ce domestique a dû vous faire part de ce qui se passait.

R. Je ne tenais jamais de conversation avec lui.

Le p. Il paraît que vous avez passé votre vie à la cour, et que vous y avez appris l'art de dissimuler. Comment nommez-vous la femme qui avait soin des dentelles de l'accusée ?

R. Je ne la connais pas : j'ai seulement entendu parler d'une dame Couet qui raccommodait la dentelle, et faisait la toilette des enfans.

Sur l'indication faite par la témoin de la demeure de ladite femme Couet, l'accusateur public requiert et le tribunal ordonne qu'il sera à l'instant décerné contre elle un mandat d'amener.

On continue l'audition des témoins.

Jean-Baptiste Vincent, entrepreneur maçon, dépose avoir fait son service au Temple, en sa qualité de membre du conseil général de la commune, mais qu'il n'a jamais eu de conférence avec l'accusée.

Nicolas-Marie-Jean Beugnot, architecte et membre de la commune, dépose qu'appellé par ses collegues à la surveillance des prisonniers du Temple, il ne s'est jamais oublié au point d'avoir des conférences avec les détenues, encore moins avec l'accusée.

Le pr. au tém. N'avez-vous pas fait enfermer dans une tourelle le petit Capet et sa sœur, pendant que vous et quelques-uns de vos collegues teniez conversation avec l'accusée ? — R. Non.

Le p. N'avez-vous pas procuré les moyens de savoir des nouvelles par le moyen des colporteurs ? — R. Non.

Le P. Avez-vous entendu dire que l'accusée avait gratifié Toulan d'une boëte d'or ? — R. Non.

L'accusée. Je n'ai jamais eu aucun entretien avec le déposant.

On entend un autre témoin.

François Dauge, administrateur de police, dépose avoir été un grand nombre de fois de service au Temple, mais que dans aucun cas il n'a eu ni dû avoir de conférences ni d'entretiens particuliers avec les détenus.

Le pr. au tém. N'avez-vous jamais tenu le jeune Capet sur vos genoux ? Ne lui avez-vous pas dit : « Je voudrais vous voir à la place de votre pere. » — R. Non.

Le P. Depuis que l'accusée est détenue à la Conciergerie,

Digitized by Google

n'avez-vous pas procuré à plusieurs de vos amis l'entrée de sa prison ? — R. Non.

Le P. Avez-vous ouï parler qu'il y ait eu du monde d'introduit dans la Conciergerie ? — R. Non.

Le P. Quelle est votre opinion sur l'accusée ?

R. Si elle est coupable, elle doit être jugée.

Le P. La croyez-vous patriote ? — R. Non.

Le P. Croyez-vous qu'elle veuille la République ? — R. Non.

Un autre témoin est entendu.

Jean-Baptiste Michonis, limonadier, membre de la commune du 10 août, et administrateur de police, dépose qu'il connaît l'accusée pour l'avoir, avec ses collegues, transférée, le 9 août dernier, du Temple à la Conciergerie.

Le pr. au tém. N'avez-vous pas procuré à quelqu'un l'entrée de la chambre de l'accusée, depuis qu'elle est à cette prison ?

R. Pardonnez-moi, je l'ai procurée à un nommé Giroux, maître de pension, fauxbourg Saint-Denis ; à un autre de mes amis, peintre ; au citoyen..... administrateur des domaines, et à un autre de mes amis.

Le P. Vous l'avez sans doute procurée à d'autres personnes ?

R. Voici le fait, car je dois et veux dire ici toute la vérité : Le jour de la Saint-Pierre, m'étant trouvé chez un sieur Fontaine, où il y avait bonne compagnie, notamment trois ou quatre députés à la Convention ; parmi les autres convives se trouvait la citoyenne Tilleul, laquelle invita le citoyen Fontaine à venir faire la Magdeleine chez elle à Vaugirard ; elle ajouta : le citoyen Michonis ne sera pas de trop ; lui ayant demandé d'où elle pouvait me connaître, elle répondit qu'elle m'avait vu à la mairie où des affaires l'appellaient. Le jour indiqué étant arrivé, je me rendis à Vaugirard ; je trouvai une compagnie nombreuse. Après le repas la conversation étant tombée sur le chapitre des prisons, on parla de la Conciergerie, en disant : la veuve Capet est là ; on dit qu'elle est bien changée, que ses cheveux sont tout blancs. Je répondis qu'à la vérité ses cheveux commençaient à grisonner, mais qu'elle se portait bien. Un citoyen qui se trouvait là manifesta le desir de la voir, je lui promis de le contenter, ce que je fis ; le lendemain la Richard me dit : connaissez-vous la personne que vous avez amenée hier ? lui ayant répondu que je ne la connaissais que pour l'avoir vu chez un de mes amis. Eh bien ! me dit-elle, on dit que c'est un ci-devant chevalier de Saint-Louis ; en même-tems elle me remit un petit morceau de papier écrit, ou du moins piqué avec la pointe d'une épingle ; alors je lui répondis : je vous jure que jamais je n'y menerai personne.

Le pr. au tém. N'avez-vous point fait part à l'accusée que vos fonctions venaient de finir à la commune ?

R. Oui, je lui ai tenu ce discours-là.

Le P. Que vous a répondu l'accusée ?

Digitized by Google

R. Elle m'a dit : on ne vous verra donc plus ; je répondis : madame, je reste municipal, et pourrai vous voir de tems-en-tems.

Le P. Comment avez-vous pu, vous administrateur de police, au mépris des réglemens, introduire un inconnu auprès de l'accusée ; vous ignoriez donc qu'un grand nombre d'intrigans mettent tout en usage pour séduire les administrateurs.

R. Ce n'est point lui qui m'a demandé à voir la veuve Capet, c'est moi qui le lui ai offert.

Le P. Combien avez-vous dîné de fois avec lui?

R. Deux fois.

Le P. Quel est le nom de ce particulier?

R. Je l'ignore.

Le P. Combien vous a-t-il promis ou donné pour avoir la satisfaction de voir Antoinettte?

R. Je n'ai jamais reçu aucune rétribution.

Le P. Pendant qu'il était dans la chambre de l'accusée, ne lui avez-vous vu faire aucun geste? — R. Non.

Le P. Ne l'avez-vous point revu depuis?

R. Je ne l'ai vu qu'une seule fois.

Le P. Pourquoi ne l'avez-vous point fait arrêter?

R. J'avoue que c'est une double faute que j'ai faite à cet égard.

Un juré. Citoyen président, je dois vour observer que la femme Tilleul vient d'être arrêtée, comme suspecte et contre-révolutionnaire.

Un autre témoin est entendu.

Pierre-Edouard Bernier, médecin, déclare connaître l'accusée depuis 14 ou 15 ans, ayant été depuis ce tems le médecin de ses enfans.

Le président au tém. N'étiez-vous pas en 1789 le médecin des enfans de Louis Capet, et en cette qualité n'avez-vous pas entendu parler à la cour quelle était la cause, à cette époque, du rassemblement extraordinaire de troupes qui eut lieu tant à Versailles qu'à Paris? — R. Non.

Le témoin Hébert observe, sur l'interpellation qui lui est faite, que, dans les journées qui ont suivi le 10 août, la commune républicaine fut paralysée par les astuces de Manuel et Pétion, qui s'opposerent à ce que la table des détenues fût rendue plus frugale et à ce que la valetaille fût chassée, sous le faux prétexte qu'il était de la dignité du peuple que les prisonniers ne manquassent de rien. Le déposant ajoute que Bernier, témoin présent, était souvent au Temple dans les premiers jours de la détention de la famille Capet; mais que ses fréquentes visites l'avaient rendu suspect, sur-tout dès que l'on se fut apperçu qu'il n'approchait des enfans de l'accusée qu'avec toutes les bassesses de l'ancien régime.

Le témoin assure que de sa part ce n'était que bienséance et non bassesse.

Digitized by Google

Claude-Denis Tavernier, ci-devant lieutenant à la suite de l'état-major, dépose qu'étant de garde dans la nuit du 20 au 21 juin 1791, il a vu venir, dans la soirée, Lafayette, lequel parla plusieurs fois à la Jarre et à la Colombe; vers 2 heures après minuit, il a vu passer, sur le pont dit Royal, la voiture de Lafayette; enfin il a vu ce dernier changer de couleur, lorsque l'on apprit que la famille Capet avait été arrêtée à Varennes.

Jean-Mauvice-François Lebrasse, lieutenant de gendarmerie, à la suite des tribunaux, déclare connaître l'accusée depuis quatre ans; il n'a aucune connaissance des faits contenus en l'acte d'accusation; sinon que se trouvant de service près de la maison d'arrêt dite la Conciergerie, la veille du jour où les députés Amar et Sévestre vinrent interroger la veuve Capet, un gendarme lui avait fait part de la scène de l'œillet, il s'était empressé de demander une prompte instruction de cette affaire, ce qui a eu lieu.

Joseph Boze, peintre, déclare connaître l'accusée depuis environ huit ans, qu'il peignit à cette époque le ci-devant roi, mais ne lui a jamais parlé. Le témoin entre ici dans les détails d'un projet de réconciliation entre le peuple et le ci-devant roi, par l'intermédiaire de Thierry, valet-de-chambre de Louis Capet.

L'accusée tire de sa poche un papier, et le remet à l'un de ses défenseurs.

L'accusateur public interpelle Antoinette de déclarer quel est l'écrit qu'elle vient de remettre.

R. Hébert a dit ce matin que dans nos hardes et souliers on nous faisait passer des correspondances; j'avais écrit, dans la crainte de l'oublier, que toutes nos hardes et effets étaient visités lorsqu'ils parvenaient près de nous, que cette surveillance s'exerçait par les administrateurs de police.

Hébert observe à son tour qu'il n'a été fondé à faire cette déclaration que parce que la fourniture des souliers était considérable, puisqu'elle se montait à 14 ou 15 paires par mois.

Didier Jourdheuil, huissier, déclare qu'au mois de septembre 1792, il a trouvé une liasse de papiers chez d'Affry, dans laquelle était une lettre d'Antoinette qu'elle écrivait à celui-ci; elle lui marquait ces mots : « Peut-on compter sur vos Suisses? feront-ils bonne contenance lorsqu'il en sera tems?

L'accusée. Je n'ai jamais écrit à d'Affry.

L'accusateur public observe que l'année dernière se trouvant directeur du juré d'accusation, près le tribunal du 17 août, il fut chargé de l'instruction des procès de d'Affry et de Cazotte; qu'il se rappelle très-bien avoir vu la lettre dont parle le témoin, mais la faction de Roland étant parvenue à faire supprimer le tribunal, on a fait enlever les papiers au moyen d'un décret qu'ils escamotèrent, nonobstant les réclamations de tous les bons Républicains.

Digitized by Google

Le président à l'accusée. Quels sont les papiers qui ont été brûlés à la manufacture de Sèves?

R. Je crois que c'était un libelle : au reste, on ne m'a pas consulté pour cet effet ; on me l'a dit après.

Le P. Comment se peut-il faire que vous ignorassiez ce fait ; c'était Riston qui fut chargé de la négociation de cette affaire?

R. Je n'ai jamais entendu parler de Riston, et persiste à dire que je n'ai pas connu la Lamotte ; si l'on m'avait consultée, je me serais opposée à ce que l'on brûlât un écrit qui était contre moi.

On entend un autre témoin.

Pierre Fontaine, marchand de bois, déclare ne connaître aucun des faits portés en l'acte d'accusation, ne connaissant l'accusée que de réputation, et n'ayant jamais eu aucun rapport avec la ci-devant cour.

Le Président au témoin. Depuis combien de tems connaissiez-vous Michonis?

R. Depuis environ quatorze ans.

Le P. Combien a-t-il été dîner de fois chez vous?

R. Trois fois.

Le P. Comment nommez-vous le particulier qui a dîné chez vous avec Michonis?

R. On l'appelle de Rougy. C'est un particulier dont les manieres ni le ton ne me revenaient pas ; il avait été amené par la dame Dutilleul.

Le P. D'où connaissez-vous ladite femme Dutilleul?

R. Je l'ai rencontré un soir avec une autre femme sur le boulevard ; nous tinmes conversation, et fumes prendre une tasse de cafe ensemble ; depuis ce tems elle est venue chez moi plusieurs fois.

Le P. Ne vous a-t-elle point fait quelque confidence?

R. Jamais.

Le P. Quels sont les noms des députés qui se sont trouvés avec de Rougy et Michonis?

R. Il n'y en avait qu'un.

Le P. Comment le nommez-vous?

R. Sautereau, député de la Nievre à la Convention, et deux autres commissaires envoyés par les assemblées primaires du même département pour apporter leur acte d'acceptation de la constitution.

Le P. Quels sont leurs noms?

R. C'est Balendrot, curé de Beaumont, et Paulmier, également du même département

Le P. Savez-vous ce que peut être devenu Rougy?

R. Non.

Un autre témoin est entendu.

Michel Gointre, employé au bureau de la guerre, dépose avoir lu attentivement l'acte d'accusation, et avoir été étrangement surpris de ne point y voir l'article de la complicité des

Digitized by Google

faux assignats de Passy; Polverel, accusateur public près le tribunal du premier arrondissement, qui avait été chargé de la poursuite de cette affaire, étant venu à la barre de l'Assemblée constituante, pour rendre compte de l'état où se trouvait la procédure, annonça qu'il lui était impossible d'aller plus loin, à moins que l'Assemblée ne décrétât qu'il n'y avait que le roi d'inviolable.

Cette conduite donna lieu à lui déposant de soupçonner qu'il n'y avait que l'accusée dont Polverel voulait parler, attendu qu'il ne pouvait y avoir qu'elle dans le cas de fournir les fonds nécessaires à une entreprise aussi considérable.

Le témoin Tisset. Citoyen président, je voudrais que l'accusée fût interpellée de déclarer si elle n'a pas fait avoir la croix de St.-Louis et un brevet de capitaine au nommé Laregnie?

R. Je ne connais personne de ce nom.

Le P. N'avez-vous pas fait nommer Collot de Verriere capitaine des gardes du ci-devant roi? — R. Oui.

Le P. N'est-ce pas vous qui avez procuré au nommé Pariseau du service dans la ci-devant garde du ci-devant roi?

R. Non.

Le P. Vous avez tellement influencé l'organisation de la ci-devant garde royale, qu'elle ne fut composée que d'individus contre lesquels s'élevait l'opinion publique; et en effet, les patriotes pouvaient-ils voir sans inquiétude le chef de la nation entouré d'une garde où figuraient des prêtres insermentés, des chevaliers du poignard, etc. Heureusement votre politique fut en défaut; leur conduite anti-civique, leurs sentimens contre-révolutionnaires forcerent l'assemblée législative à les licencier, et Louis Capet, après cette opération, les solda, pour ainsi dire, jusqu'au 10 août, où il fut renversé à son tour.

Lors de votre mariage avec Louis Capet, n'avez-vous pas conçu le projet de réunir la Lorraine à l'Autriche? — R. Non.

Le P. Vous en portez le nom?

R. Parce qu'il faut porter le nom de son pays.

Le P. N'avez-vous pas, après l'affaire de Nancy, écrit à Bouillé, pour le féliciter de ce qu'il avait fait massacrer dans cette ville sept à huit mille patriotes?

R. Je ne lui ai jamais écrit.

Le P. Ne vous êtes-vous pas occupée à sonder l'esprit des départemens, districts et municipalités? — R. Non.

L'accusateur public observe à l'accusée que l'on a trouvé dans son secrétaire une piéce qui atteste ce fait de la maniere la plus précise, et dans laquelle se trouvent inscrits en tête les noms des Vaublanc, des Jaucourt, etc.

Lecture est faite de ladite piece, l'accusée persiste à dire qu'elle ne se rappelle pas avoir rien écrit dans ce genre.

Le témoin. Je desirerais, citoyen président, que l'accusée

Digitized by Google

fut interpellée de déclarer si, le même jour que le peuple fit l'honneur à son mari de le décorer du bonnet rouge, il ne fut pas tenu un conciliabule nocturne dans le château, où l'on délibéra de perdre la ville de Paris, et s'il ne fut pas aussi décidé qu'on ferait composer des placards, dans le sens royaliste, par le nommé Esménard, rue Plâtriere.

R. Je ne connais point ce nom-là.

Le p. N'avez-vous pas, le 9 août 1792, donné votre main à baiser à Tassin de l'Etang, capitaine de la force armée des filles St. Thomas, en disant à son bataillon : vous êtes de braves gens, qui êtes dans les bons principes, je compte toujours sur vous ? — Non.

Le p. Pourquoi, vous qui aviez promis d'élever vos enfans dans les principes de la révolution, ne leur avez-vous inculqué que des erreurs, en traitant, par exemple, votre fils avec des égards qui semblaient faire croire que vous pensiez encore à le voir un jour le successeur du ci-devant roi son pere ?

R. Il était trop jeune pour lui parler de cela. Je le faisais mettre au bout de la table et lui donnais moi-même ce dont il avait besoin.

Le p. Ne vous reste-il plus rien à ajouter pour votre défense ?

R. Hier je ne connaissais pas les témoins, j'ignorais ce qu'ils allaient déposer contre moi : eh bien, personne n'a articulé contre moi aucun fait positif. Je finis en observant que je n'étais que la femme de Louis XVI, et qu'il fallait bien que je me conformasse à ses volontés.

Le président annonce que les débats sont terminés.

Fouquier, accusateur public, prend la parole et est entendu : il retrace la conduite perverse de la ci-devant cour, ses machinations continuelles contre une liberté qui lui déplaisait, et dont elle voulait voir la destruction à tel prix que ce fut, ses efforts pour allumer la guerre civile, afin d'en faire tourner le résultat à son profit, en s'appropriant cette maxime machiavélique, *diviser pour régner*, ses liaisons criminelles et coupables avec les puissances étrangeres avec lesquelles la République est en guerre ouverte, ses intimités avec une faction scélérate, qui lui était dévouée et qui secondait ses vues en entretenant dans le sein de la Convention les haines et les dissentions, en employant tous les moyens possibles pour perdre Paris, en armant les départemens contre cette cité, et en calomniant sans cesse les généreux habitans de cette ville, mere conservatrice de la liberté, les massacres exécutés par les ordres de cette cour corrompue dans les principales de France, notamment à Montauban, Nismes, Arles, Nancy, au Champ-de-Mars, etc. etc. Il regarde Antoinette comme l'ennemie déclarée de la nation française, comme une des principales instigatrices des troubles qui ont eu lieu en France depuis quatre ans, et dont des milliers de Français ont été les victimes, etc.

On entend dans le plus grand silence Chauveau et Tronçon-

Digitized by Google

Decoudray, nommés d'office par le tribunal pour défendre Antoinette; ils s'acquittent de ce devoir avec autant de zele que d'éloquence.

Herman, président du tribunal, prend la parole, et prononce le résumé suivant :

Citoyens jurés, le peuple Français, par l'organe de l'accusateur public, a accusé devant le jury national Marie-Antoinette d'Autriche, veuve de Louis Capet, d'avoir été la complice ou plutôt l'instigatrice de la plupart des crimes dont s'est rendu coupable ce dernier tyran de la France; d'avoir eu elle-même des intelligences avec les puissances étrangeres, notamment avec le roi de Bohême et de Hongrie, son frere, avec les ci-devant princes français émigrés, avec des généraux perfides; d'avoir fourni à ces ennemis de la République des secours en argent, et d'avoir conspiré avec eux contre la sûreté extérieure et intérieure de l'état. Un grand exemple est donné en ce jour à l'univers, et sans doute il ne sera point perdu pour les peuples qui l'habitent. La nature et la raison, si long-tems outragées, sont enfin satisfaites, l'égalité triomphe.

Une femme qu'environnait naguère tous les prestiges les plus brillans que l'orgueil des rois et la bassesse des esclaves avaient pu inventer, occupe aujourd'hui au tribunal de la nation la place qu'occupait il y a deux jours une autre femme, et cette égalité lui assure une justice impartiale. Cette affaire, citoyens jurés, n'est pas de celles où un seul fait, un seul délit est soumis à votre conscience et à vos lumieres; vous avez à juger toute la vie politique de l'accusée, depuis qu'elle est venue s'asseoir à côté du dernier roi des Français; mais vous devez sur-tout fixer votre délibération sur les manœuvres qu'elle n'a cessé un instant d'employer pour détruire la liberté naissante, soit dans l'intérieur, par ses liaisons intimes avec d'infâmes ministres, de perfides généraux, d'infideles représentans du peuple; soit au dehors, en faisant négocier cette coalition monstrueuse des despotes de l'Europe, à laquelle l'histoire réserve le ridicule pour son impuissance; enfin par ses correspondances avec les ci-devant princes Français émigrés et leurs dignes agens.

Si l'on eût voulu de tous ces faits une preuve orale, il eut fallu faire comparaître l'accusée devant tout le peuple Français; la preuve matérielle se trouve dans les papiers qui ont été saisis chez Louis Capet, énumérés dans un rapport fait à la Convention nationale par Gohier, l'un de ses membres; dans le recueil des pieces justificatives de l'acte d'accusation porté contre Louis Capet par la Convention; enfin, et principalement, citoyens jurés, dans les événemens politiques dont vous avez tous été les témoins et les juges.

Et s'il eût été permis, en remplissant un ministere impassible, de se livrer à des mouvemens que la passion de l'humanité commandait, nous eussions évoqué devant le jury na-

Digitized by Google

tional les mânes de nos freres égorgés à Nancy, au champ-de-Mars, aux frontieres, à la Vendée, à Marseille, à Lyon, à Toulon, par suite des machinations infernales de cette moderne Médicis, nous eussions fait amener devant vous les peres, les meres, les épouses, les enfans de ces malheureux patriotes. Que dis-je ? malheureux ! ils sont morts pour la liberté, et fidèles à leur patrie. Toutes ces familles éplorées, et dans le désespoir de la nature, auraient accusé Antoinette de leur avoir enlevé ce qu'ils avaient de plus cher au monde, et dont la privation leur rend la vie insupportable. Et en effet, si les satellites du despote Autrichien ont entamé pour un moment nos frontieres, et s'ils y commettent des atrocités dont l'histoire des peuples barbares ne fournit point encore d'exemple, si nos ports, si nos camps, si nos villes sont vendues ou livrées, n'est-ce pas évidemment le dernier résultat des manœuvres combinées au château des Tuileries, et dont Antoinette d'Autriche était l'instigatrice et le centre. Ce sont, citoyens jurés, tous ces évenemens politiques qui forment la masse des preuves qui accablent Antoinette.

Quant aux déclarations qui ont été faites dans l'instruction de ce procès, et aux débats qui ont eu lieu, il en est résulté quelques faits qui viennent directement à la preuve de l'accusation principale portée contre la veuve Capet. Tous les autres détails, faits pour servir à l'histoire de la révolution, ou au procès de quelques personnages fameux, et de quelques fonctionnaires publics infideles, disparaissent devant l'accusation de haute trahison qui pese essentiellement sur Antoinette d'Autriche, veuve du ci-devant roi.

Il est une observation générale à recueillir, c'est que l'accusée est convenue qu'elle avait la confiance de Louis Capet.

Il résulte encore de la déclaration de Valazé qu'Antoinette était consultée dans les affaires politiques, puisque le ci-devant roi voulait qu'elle fût consultée sur un certain plan, dont le témoin n'a pu ou voulu dire l'objet.

L'un des témoins, dont la précision et l'ingénuité ont été remarquables, vous a déclaré que le ci-devant duc de Coigny lui avait dit en 1788 qu'Antoinette avait fait passer à l'empereur son frere 200 millions, pour lui aider à soutenir la guerre qu'il faisait alors.

Depuis la révolution, un bon de 60 à 80,000 liv., signé *Antoinette*, et tiré sur Septeuil, a été donné à la Polignac, alors émigrée, et une lettre de Laporte recommandait à Septeuil de ne point laisser la moindre trace de ce don.

Lecointre de Versailles vous a dit, comme témoin oculaire, que, depuis l'année 1779, des sommes énormes avaient été dépensées à la cour, pour des fêtes dont Marie-Antoinette était toujours la déesse.

Le premier octobre, un repas, ou plutôt une orgie est ménagée entre les gardes-du-corps et les officiers du régiment

Digitized by Google

de Flandre, que la cour avait appellé à Versailles, pour servir ses projets. Antoinette y paraît avec le ci-devant roi et le dauphin qu'elle promene sur les rangs; les convives crient: vive le roi! vive la reine! vive le dauphin! au diable la nation! Le résultat de cette orgie est que l'on foule aux pieds la cocarde tricolore, et l'on arbore la cocarde blanche.

L'un des premiers jours d'octobre, le même témoin monte au château; il voit dans la galerie des femmes attachées à l'accusée distribuant des cocardes blanches, en disant à chacun de ceux qui avaient la bassesse de les recevoir: *conservez-la bien;* et ces esclaves mettant un genou en terre, baisaient ce signe odieux, qui devait faire couler le sang du peuple.

Lors du voyage connu sous le nom de Varennes, c'est l'accusée qui, de son aveu, a ouvert les portes pour la sortie du château; c'est elle qui a fait sortir la famille.

Au retour du voyage et à la descente de la voiture, l'on a observé sur le visage d'Antoinette et dans ses mouvemens le desir le plus marqué de vengeance.

Le 10 août, où les Suisses du château ont osé tirer sur le peuple, l'on a vu sous le lit d'Antoinette, des bouteilles vides et pleines. Un autre témoin a dit avoir connaissance que les jours qui ont précédé cette journée, les Suisses ont été *régalés*, pour me servir de son expression, et ce témoin habitait le château.

Quelques-uns des Suisses expirans dans cette journée, ont déclaré avoir reçu de l'argent d'une femme, et plusieurs personnes ont attesté qu'au procès de d'Affry, il est établi qu'Antoinette lui a demandé, à l'époque du 10 août, s'il pouvait répondre de ses Suises. Pouvons-nous, écrivait Antoinette à d'Affry, compter sur vos Suisses? feront-ils bonne contenance lorsqu'il en sera tems? Les personnes qui, par devoir de surveillance, fréquentaient le Temple, ont toujours remarqué dans Antoinette un ton de révolte contre la souveraineté du peuple. Elles ont saisi une image représentant un cœur, et cette image est un signe de ralliement dont presque tous les contre-révolutionnaires que la vengeance nationale a pu atteindre, étaient porteurs. Après la mort du tyran, Antoinette suivait au Temple, à l'égard de son fils, tout l'étiquette de l'ancienne cour. Le fils de Capet était traité en roi. Il avait dans tous les détails de la vie domestique, la préséance sur sa mere. A table il tenait le haut-bout, il était servi le premier.

Je ne vous parlerai point, citoyens jurés, de l'incident de la Conciergerie, de l'entrevue du chevalier de St.-Louis, de l'œillet laissé dans l'appartement de l'accusée, du papier piqueté donné ou plutôt préparé en réponse. Cet incident n'est qu'une intrigue de prison, qui ne peut figurer dans une accusation d'un si grand intérêt.

Digitized by Google

Je finis par une réflexion générale que j'ai déja eu occasion de vous présenter. C'est le peuple français qui accuse Antoinette ; tous les événemuns politiques qui ont eu lieu depuis cinq années, déposent contre elle.

Voici les questions que le tribunal a arrêté de vous soumettre :

1°. Est-il constant qu'il ait existé des manœuvres et intelligences avec les puissances étrangeres et autres ennemis extérieurs de la république ; lesdites manœuvres et intelligences tendant à leur fournir des secours en argent, à leur donner l'entrée du territoire français et à faciliter le progrès de leurs armes ?

2°. Marie-Antoinette d'Autriche, veuve de Louis Capet, est-elle convaincue d'avoir coopéré aux manœuvres et d'avoir entretenu ces intelligences ?

3°. Est-il constant qu'il ait existé un complot et conspiration tendant à allumer la guerre civile dans l'intérieur de la république ?

4°. Marie-Antoinette d'Autriche, veuve de Louis Capet, est-elle convaincue d'avoir participé à ce complot et conspiration ?

Les jurés après avoir resté environ une heure aux opinions, rentrent à l'audience et font une déclaration affirmative sur toutes les questions qui leur ont été soumises.

Le président prononce au peuple le discours suivant.

Si ce n'était pas des hommes libres, et qui par conséquent sentent toute la dignité de leur être, qui remplissent l'auditoire, je devrais peut-être leur rappeler qu'au moment où la justice nationale va prononcer la loi, la raison, la moralité, leur commandent le plus grand calme ; que la loi leur défend tout signe d'approbation, et qu'une personne de quelque crime qu'elle soit couverte, une fois atteinte par la loi, n'appartient plus qu'au malheur et à l'humanité.

L'accusée est amenée à l'audience.

Le président à l'accusée : Antoinette, voilà qu'elle est la déclaration du jury. On en donne lecture.

Vous allez entendre le réquisitoire de l'accusateur public.

Fouquier prend la parole et requiert que l'accusée soit condamnée à la peine de mort, conformément à l'art. premier de la premiere section du titre premier de la deuxieme partie du code pénal, lequel est ainsi conçu :

« Toute manœuvre, toute intelligence avec les ennemis de la France, tendant soit à faciliter leur entrée dans les dépendances de l'empire français ; soit à leur livrer des villes, forteresses, ports, vaisseaux, magasins ou arsenaux appartenant à la France, soit à leur fournir des secours en soldats, argent, vivres ou munitions, soit à favoriser d'une maniere quelconque le progrès de leurs armes sur le territoire français, ou contre nos forces de terre ou de mer, soit à ébranler la fidélité des

Digitized by Google

officiers, soldats et des autres citoyens, envers la nation française, seront punis de mort. »

Et encore à l'article II de la premiere section du titre Ier de la seconde partie du même code, lequel est ainsi conçu :

« Toutes conspirations et complots tendant à troubler l'état par une guerre civile, en armant les citoyens les uns contre les autres, ou contre l'exercice de l'autorité légitime, seront punis de mort. »

Le président interpelle l'accusée de déclarer si elle a quelques réclamations à faire sur l'application des lois invoquées par l'accusateur public. Antoinette secoue la tête en signe de négative. Sur la même interpellation faite aux défenseurs, Tronçon prend la parole et dit ; Citoyen président, la déclaration du jury étant precise, et la loi formelle à cet égard, j'annonce que mon ministere à l'égard de la veuve Capet, est terminé.

Le président recueille les opinions de ses collegues, et prononce le jugement suivant :

Le tribunal, d'après la déclaration unanime du jury, faisant droit sur le requisitoire de l'accusateur public, d'après les lois par lui citées, condamne ladite Marie-Antoinette, dite Lorraine d'Autriche, veuve de Louis Capet, à la peine de mort ; déclare, conformément à la loi du 10 mars dernier, ses biens, si aucun elle a dans l'étendue du territoire français, acquis et confisqués au profit de la République ; ordonne qu'à la requête de l'accusateur public le présent jugement sera exécuté sur la place de la Révolution, imprimé et affiché dans toute l'étendue de la République.

Le visage de la condamnée n'est nullement altéré. On la reconduit en la maison d'arrêt de la Conciergerie.

Le même tribunal, d'après la déclaration du jury, vient de condamner à la peine de mort, comme auteurs et complices de la conspiration qui a existé contre l'unité et l'indivisibilité de la République, Brissot, Vergniaud, Duperret, Carra, Gensonné, Gardien, Dufriche-Valazé, Duprat, Bruslard-Silery, Fauchet, Ducos, Boyer-Fonfrede, Lassource, Lesterp-Beauvais, Duchatel, Mainvielle, Lehardy, Boileau, Antiboul, Vigé, Lacase.

Valazé s'est tué à l'audience d'un coup de couteau à gaine, après avoir entendu l'accusateur public requérir la peine de mort. Son cadavre sera conduit dans une charrette particuliere, sur la place de la révolution, pour être ensuite, avec les autres condamnés, enterré dans le même lieu.

L'exécution se fera aujourd'hui 10 Brumaire.

Digitized by Google

(N°. 119. — 1793.)

MERCURE FRANÇAIS

DU NONODI, 2e. DÉCADE DE BRUMAIRE, *l'an* IIe. *de la République.*
(*Samedi 9 novembre* 1793, vieux style.)

POÉSIE.

LES MARMOTS.

COUPLETS. Air : *Du haut en bas*, etc.

Pour un marmot,
Bon Dieu ! que de bruit dans le monde,
Pour un marmot!
Par-tout hélas ! l'homme est si sot !
Jouissez, despotes du monde;
Tout est en feu, la terre et l'onde,
Pour un marmot.

Plus de marmot,
Que l'on couronne à la lisière;
Plus de marmot,
Que l'on adore en son maillot.
Chez nous un sceptre héréditaire
Était le hochet ordinaire
D'un roi marmot.

D'un roi marmot,
Qui remplissait le ministere,
D'un roi marmot ?
Un grand visir, fripon ou sot.
Trop souvent, une femme altiere
Mena la France à la lisiere,
Comme un marmot.

Princes marmots,
Des Français jadis la folie,
Princes marmots,
Qu'il en coûtait pour vos joyaux !
Malheur au peuple qui s'y fie !
Il payera bien cher la bouillie
De ces marmots.

(*Par un Républicain.*)

Digitized by Google

CHARADE.

De mes deux parts la premiere
Ne respire que bonté.
De même aussi la derniere
N'exprime que propreté.
Comment donc se peut-il faire
Que très-souvent en effet
Je ne suis ni bon, ni net?

LOGOGRIPHE.

A une demoiselle de 30 ans qui va se marier.

Le guerrier le plus intrépide
Ferait contre mes coups des efforts impuissans.
J'aurais fait reculer Alcide,
Si j'eusse existé de son tems.
Je vois que ce début, Églé, vous intimide.
Rassurez-vous; tranchez ma tête hardiment;
Alors de meurtrier que j'étais ci-devant
Je deviendrai paisible et douce créature,
Et je vous servirai, s'il vous plaît, de monture.
Sous les lois de l'hymen vous allez vous ranger.
C'est bien fait; à votre âge, il est tems d'y songer.
Le parti vous convient; que rien ne vous retienne;
Mais il faudra pourtant, en cette occasion,
Que votre bouche, Églé, s'abstienne
De prononcer le mot qui termine mon nom;
Sans quoi, je vous le dis, il n'est contrat qui tienne,
Si vous vous obstiniez à le dire toujours,
Vous effaroucheriez les ris et les amours.

Explication des Charade *et* Enigme *du* n°. 118.

Le mot de la Charade est *Délice*; celui de l'Enigme est *le Premier jour de l'An.*

Digitized by Google

VARIÉTÉ.

Discours relatif à l'instruction publique, prononcé à la barre de la Convention, par Antoine Maugard.

RÉPRÉSENTANS DU PEUPLE,

Vous avez établi la République : le fondement sur lequel elle doit reposer, pour être inébranlable, c'est la vertu : c'est donc à former des hommes vertueux que doit tendre l'instruction publique. Peu de préceptes, beaucoup d'exemples. Mais conservera-t-on la vieille habitude de n'aller chercher des modeles de vertu que chez les Grecs et chez les Romains, comme si notre sol n'en avait jamais produit ? Oui, sous le regne même de l'oppression, la France fut fertile en héros dignes d'être Républicains. Etudions donc de préférence l'histoire de notre nation ; mais défions-nous des livres modernes.

Des que le despotisme eut asservi les lettres, dès le commencement du regne de François I, peu d'écrivains oserent dire la vérité : la plupart même, serviles adulateurs, ne rougirent pas de lui substituer le mensonge. Des mains sacrileges altérerent et corrompirent tous les livres anciens qui pouvaient rappeller au peuple le souvenir de sa puissance et de ses imprescriptibles droits. Parmi des milliers d'altérations de ce genre, je n'en citerai qu'une, mais singulierement remarquable. Vers l'année 1150 on écrivait, en 1489 on imprimait librement cette maxime : *Ce lui qui a commis un crime capital, quel qu'il soit,* LE ROI MÊME, *doit subir le supplice auquel il aura été condamné par les juges et par les* CITOYENS. En faisant réimprimer, en 1554 et 1586, le livre où elle se trouve (1), Jean Meaugin eut l'audace d'établir précisément l'inverse. *Quiconque*, dit-il, *commettait homicide*, FORS (excepté) LE SOUVERAIN SEIGNEUR *qui était Mérovée, pour quelque cas que ce fût, il lui fallait souffrir mort.*

Recourons donc aux sources, aux monumens purs et intacts. La bibliotheque nationale en renferme un dépôt infiniment précieux. J'ai employé 33 années à la recherche et à la vérification de ceux qui sont conservés dans d'autres dépôts, et qui peuvent y être réunis. Je puis vous dire qu'avec de pareils matériaux il sera facile de faire une bonne histoire qui, comme celle de Tacite, sera en même tems un cours de morale et de politique.

(1) Tristan de Léonnois, liv. I, ch. 10.

Digitized by Google

Vous faire sentir la nécessité d'avoir recours aux anciens monumens, pour trouver la vérité, c'est vous convaincre de celle d'en entendre et par conséquent d'en étudier l'idiome. Cette étude, qui peut être rendue très-facile, serait d'ailleurs utile au progrès des lettres, et propre à enrichir notre langue moderne d'une multitude de termes énergiques qui n'ont pas été remplacés, et qui méritent de revoir le jour.

Les différens objets que je viens de faire passer rapidement sous vos yeux, sont développés dans un mémoire que j'ai l'honneur de vous présenter. J'y ai joint un tableau comparatif des langages de chaque siecle, depuis le moment où l'on a commencé à écrire en français jusqu'à ce jour.

Daignez, LÉGISLATEURS, en agréer l'hommage, et approuver, en faveur du motif, le zele qui m'a porté à venir interrompre un instant vos travaux, pour vous proposer de faire de l'étude de notre ancien langage une branche de l'instruction publique, pour le perfectionnement de l'histoire et le progrès des lettres, et de vous occuper en même tems de l'organisation de la bibliotheque nationale, sur-tout du dépôt des manuscrits; afin que la nation entiere puisse plus promptement jouir des richesses immenses enfouies dans ce trésor.

Signé, MAUGARD.

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

Etats des prisons, des hopitaux et des maisons de force; par John Howard. Traduit de l'anglais. Nouvelle édition, 2 vol. in-8°. A Paris, chez Maradan, libraire, rue du Cimetiere Saint-André.

JAMAIS peut-être il n'y eut un exemple de philantropie plus remarquable que celui qui a fait naître cet ouvrage. John Howard a parcouru l'Europe depuis Lisbonne jusqu'à Moscow, non pas comme tant d'autres voyageurs pour visiter les cours et les palais, les ateliers des arts, les sociétés littéraires, les monumens du luxe et de l'industrie, les édifices militaires et religieux, les chef-d'œuvres du génie en tout genre; il n'a cherché dans ses voyages que cette classe d'hommes qui souffre, ou de ses infirmités, ou de ses besoins, ou de ses fautes, c'est-à-dire, celle qui habite les hopitaux ou les prisons de toute espece. Si l'indigence et la maladie sont trop souvent négligées, il n'est pas étonnant que l'on donne encore moins de soin à ceux qui étant coupables ou présumés tels, semblent appeller sur eux moins d'intérêt et de pitié. Mais le bon Howard a cru, avec tous les philosophes, que tout individu doit être sous la garantie sociale, même lorsqu'il a violé les lois de la société, et qu'il ne doit souffrir d'autres peines

Digitized by Google

que celles que ces mêmes lois lui imposent. Toute extension arbitraire ajoutée à la punition légale est une injustice et une cruauté ; et l'on sait pourtant, malgré l'évidence de ce principe, combien la coupable insouciance des gouvernemens et des administrations a laissé d'abus vexatoires et oppressifs, non-seulement dans les maisons de détention, mais même dans celles de secours, dont le seul nom commandait toutes les attentions de l'humanité ; combien le prisonnier et le malade peuvent avoir à souffrir, soit de l'inattention, soit de l'avidité, soit de la tyrannie des préposés ; en un mot combien il est facile et commun d'ajouter une foule de maux injustes ou gratuits à un mal déjà si grand par lui-même, la perte de la liberté ou de la santé. Les gens de lettres n'ont cessé d'élever la voix, sur-tout de nos jours, contre cette inhumanité qui déshonore les nations policées ; et leurs réclamations, on doit l'avouer, n'ont pas été inutiles. S'ils n'ont pas détruit le mal, ils l'ont au moins fort adouci. Mais Howard a été le Lacédémonien : *ce qu'ils ont dit, je le ferai.* Il a voulu se transporter sur les lieux, et indépendamment des secours particuliers qu'il répandait dans ses tournées de bienfaisance, souvent ses remontrances courageuses, et ce respect pour la vertu, qu'on ne perd point, à moins qu'on n'ait renoncé à toute morale, ont amélioré le sort des prisonniers ou des infirmes qu'il visitait.

Il résulte généralement de ses observations que les prisons les mieux tenues sont celles de Hollande, et qu'à l'époque où il écrivait, vers 1780, les plus mal entretenues étaient celles de son pays, de cette Angleterre qui se glorifie d'avoir pourvu à toutes les commodités du peuple beaucoup mieux qu'on n'a fait par-tout ailleurs, mais qui apparemment n'avait pas cru devoir étendre ses soins jusques sur les prisons, non plus que sur sa procédure civile, l'une des plus mauvaises de l'Europe. Ne serait-ce pas que dans ce pays où l'on est accoutumé à tout évaluer en argent, on a raffiné sur toutes les petites jouissances journalières, qu'il peut procurer à quiconque en a ; mais que l'on ne s'occupe pas assez de ceux qui n'en ont pas ? Quoi qu'il en soit, il paraît que les recherches de John Howard n'ont pas été infructueuses, et ont amené d'utiles réformes dans les prisons anglaises. Une preuve trop confirmée de leur insalubrité et de leur infection, c'est la terrible maladie nommée *fièvre des prisons*, espece de contagion qui n'est connue que dans ce pays, où elle a fait souvent les plus grands ravages en différentes contrées, et d'où même elle s'est répandue quelquefois sur leurs flottes, apportée par des prisonniers, devenus matelots ou soldats. On peut croire que le moyen employé par le docteur John Hope, médecin de l'infirmerie d'Édimbourg, pourrait avoir le même succès dans les prisons qu'il eut dans cet hôpital. Il y régnait une fièvre putride très-dangereuse ; il détruisit les causes de cette maladie.

Digitized by Google

en blanchissant les murs, et l'on n'a point cessé depuis ce temps d'user de cette pratique salutaire. Probablement cette couverture renouvellée selon le besoin, enveloppe les miasmes morbifiques qui se mêlent naturellement à l'humidité des murailles nues : ce qui est certain, c'est que cette méthode, et l'habitude constante de laver tous les jours les chambres et les cours, et les escaliers, et les corridors des prisons, est un des meilleurs préservatifs contre les maladies qui peuvent s'y engendrer.

L'article des prisons de Paris m'est fort suspect, et j'ai lieu de croire que la traduction n'est pas fidele : je n'ai pu en acquérir la preuve, n'ayant pas sous les yeux l'original ; mais dès que j'aurai pû me le procurer, je vérifierai le fait. Je sais bien qu'en 1783, époque dont parle la premiere édition, l'on avait déja commencé quelques réformes dans les prisons ; mais elles ne s'étaient à-peu-près bornées à combler les cachots souterrains, et j'ai peine à comprendre que l'anglais Howard, qui n'avait aucune raison de dissimuler la vérité aux Français, quand il l'avait dite à ses compatriotes, ne parle de nos prisons, si l'on en excepte la Bastille et Bicêtre, que pour vanter la nouvelle administration qu'on y avait établie, et qui dans ce temps-là n'existait certainement qu'en théorie, comme toutes les réformes de l'ancien régime. Il est très-vraisemblable que cette premiere édition, qui passa par les mains des censeurs, fut mutilée à leur gré, et que le traducteur fut obligé de se soumettre à cette révision. La derniere édition aura été faite sur les cartons de la premiere, et c'est ainsi que l'erreur et le mensonge se perpétuent.

L'auteur, en reprochant aux prisons d'Ecosse de n'avoir pas de cour dans leur enceinte, ajoute : « ce qui semble l'effet de cette maxime sévere des lois de ce pays, qu'après qu'un débiteur est emprisonné, il ne doit plus jouir du grand air, pas même sous une garde ; car les créanciers ont intérêt que leurs débiteurs soient renfermés exactement : l'ennui, l'obscurité, la mal-propreté et la tristesse, sont autant de causes qui peuvent engager les débiteurs à payer leurs dettes. »

Cette *maxime* des lois d'Ecosse n'est pas *sévere* ; elle est barbare ; et je suis bien étonné que le philantrope Howard la cite sans la réfuter et la détester. A-t-il cru que la détention n'eût pas par elle-même assez *d'ennui et de tristesse*, et que le desir de recouvrer sa liberté ne suffit pas pour engager le débiteur à payer ? Ce qui prouve le contraire, c'est qu'il est rare que les débiteurs restent volontairement prisonniers, et que l'insolvabilité seule est pour la plupart ce qui ferme sur eux les verroux de leur prison. Rien n'a plus déshonoré la jurisprudence romaine, louable d'ailleurs à bien des égards, que les cruautés autorisées contre les débiteurs, même dans les plus beaux siecles de la République. Les lois protectrices portées par les tribuns du peuple eurent bien de la peine à

Digitized by Google

faire disparaître cet opprobre, et l'avarice résista long-tems à l'humanité. La République française est, je crois, la seule qui ait aboli la contrainte par corps contre les débiteurs, et cette disposition peut être justifiée par un dilemme bien simple et qui me paraît concluant : si le débiteur est solvable, vous avez la main-mise sur tous les biens, jusqu'à la concurrence de la pension alimentaire qui doit lui rester pour sa subsistance. S'il est insolvable, que gagnez-vous à le tenir en prison à vos frais ? S'agit-il de punir la mauvaise foi ou la confiance téméraire ? alors ce défaut de moralité doit être puni par une peine morale, la privation de toutes les charges publiques où un citoyen peut parvenir ; et en effet, celui qui s'est mis dans le cas d'emprunter sans être sûr de pouvoir rendre, ne mérite plus la confiance publique.

Si l'on veut comprendre combien c'est un tourment affreux que de respirer un air qui n'est jamais renouvellé, il n'y a qu'à se rappeller les premières paroles que prononça le malheureux Struensée, en sortant du cachot où il languissait depuis trois mois *O quel bonheur de respirer un air frais !* et il n'ignorait pas qu'on le menait à l'échaffaud.

Essayons de rendre cet article aussi utile qu'il peut l'être en rassemblant ici toutes les conditions requises pour construire la meilleure infirmerie possible, d'après ce que John Howard a observé dans tous les pays qu'il a parcourus, et en prenant dans chacun d'eux ce qu'il a vu de meilleur. Ce résumé peut servir quand la République s'occupera de la construction des hôpitaux.

« La situation d'un hôpital doit être sur un sol élevé, voisin » d'une rivière, à quelque distance d'une ville. L'entrée doit » être un escalier dont les degrés soient aisés, comme à Rome, » Florence et Madrid. Les salles en seront hautes de 25 à » 30 pieds, cintrées et sans autres bâtimens, sans autres salles » au-dessus, comme à Boulogne ou à Florence. Les rangées » des fenêtres seront opposées l'une à l'autre, de niveau avec » les lambris, arrêtées avec des crochets dans la partie supé- » rieure des châssis, pour qu'ils puissent s'ouvrir à volonté et » avec facilité, comme à Newport dans l'isle de Wight. Qu'une » galerie extérieure, en pierre, facilite encore cette ouverture, » comme à Bologne ; que les maladies chirurgicales et celles » qui doivent être soumises à l'inspection d'un médecin, » soient traitées dans des salles absolument distinctes, comme » à Bourges et à Bordeaux ; que les ouvertures du lambris et » de lambris même soient faits de lattes et de stuck, comme » dans les grands hôpitaux de Madrid et de Lyon ; que les » cheminées soient au milieu de la longueur de la salle, et » les lits placés dans des cintres spacieux, comme à Tolede » et à Burgos ; que lesdits soient de fer ; que ce fer soit peint ; » qu'ils soient montés avec des vis, afin qu'ils puissent être » démontés, remontés, élevés, abaissés avec facilité ; qu'ils

Digitized by Google

» reposent sur des planches vernies, et aient des matelas de » crin; qu'il y ait dans chaque salle un bassin rempli d'eau, » et une serviette à l'usage des malades, comme à Petersbourg » et à Moscow; que l'extérieur des salles soit voûté comme à » Milan et à Utrecht; qu'il y ait des chambres aérées et des » réfectoires particuliers pour les convalescens, comme à Lyon, » Pétersbourg, Vienne et Paris; qu'il y ait un bain convenable » et une descente aisée pour s'y rendre, comme à Worcester, » Glocester et Manchester; qu'il y ait une place, une prome- » nade spacieuse pour exciter les malades à prendre l'air, à » faire de l'exercice, comme à Haslar et à Plymouth; qu'il » y ait deux portes à chaque salle, et que l'une d'elles soit » un treillis de fer, comme à Boulogne; que ces salles et ces » chambres soit lavées une fois la semaine, ratissées et blan- » chies avec la chaux, au moins une fois par an, comme à » Edimbourg, à Haslar; enfin, que les malades soient lavés » lorsqu'ils entrent dans la maison, dans un bain froid ou un » bain chaud, selon les circonstances, et qu'ils se conforment » strictement aux regles de la propreté et de la convenance. »

SPECTACLES.

THÉATRE DE LA RÉPUBLIQUE.

Un bon cultivateur des environs de Versailles a le malheur d'avoir une jolie fille, qui plait à l'un des courtisans du roi de France; on lui enleve son enfant; il la réclame; on le charge sur un vaisseau qui le jette dans une isle déserte et volcanisée. Il y a vingt ans qu'il habite ce triste séjour; il a gravé sur une pierre, au bas du volcan, qu'il vaut mieux être voisin d'un volcan que d'un roi. Il a pour amis des sauvages qui, avant son arrivée dans l'isle, venaient rendre hommage au volcan comme à un Dieu. Il les éclaire, il les instruit en leur parlant par signes; car ils n'ont pu apprendre sa langue. Les sauvages ont voulu le choisir pour roi; mais il a rejetté ce titre odieux. Cependant un vaisseau aborde dans l'isle; une troupe d'Européens descend et apprend au vieillard l'étonnante révolution qui a commencé dans son pays, et qui a fait le tour de l'Europe. Tous les peuples ont repris leurs droits; tous les rois ont été détrônés, et dans l'assemblée de la République universelle, tenue à Paris, il a été arrêté que tous les *mangeurs d'hommes* seraient déportés dans une isle déserte. Le vieillard embrasse ses freres, et leur dit que son isle est très-bonne pour recevoir la cargaison de leur vaisseau. Alors un sans-culotte de chaque pays amene successivement les rois d'Autriche, de Prusse, d'Angleterre, d'Es-

Digitized by Google

pagne, de Naples, de Pologne, le saint-pere et l'impératrice de toutes les Russies. On les abandonne; ils se querellent, ils se reprochent mutuellement les fautes dont ils sont tous coupables; ils se battent pour une barrique de biscuit de mer qu'on leur a laissée par charité, lorsque le volcan les met tous d'accord en les engloutissant.

Tel est *le dernier Jugement des rois*, prophétie en un acte, donnée au théâtre de la République le 26e. jour du 1er. mois avec le plus grand succes.

L'auteur, qu'on a demandé à grands cris, est le citoyen Sylvain Maréchal, philosophe long-tems avant la révolution, avantageusement connu par beaucoup de productions littéraires, entr'autres par l'*Almanach des Honnêtes gens*, qui lui valut dans le tems deux lettres-de-cachet, et la brûlure par arrêt de la cour.

GEOGRAPHIE.

Carte du cours du Rhin, comprenant les Provinces-Unies et les Pays-Bas, les différens Etats compris dans les cercles de Westphalie, du haut et Bas-Rhin, de la Franconie, de la Souabe, la Suisse divisée par cantons, et la France par départemens, districts et cantons. Cette carte, en deux feuilles de colombier, offre quantité de détails intéressans pour les circonstances; par exemple, dans la partie d'Allemagne, on s'est principalement attaché à indiquer les différentes principautés, duchés, comtés, etc., avec les noms des souverains auxquels ils appartiennent; les champs de batailles, leurs époques, les villes fortes, châteaux et forts, les villes libres ou impériales, les villes ordinaires, les bourgs et autres lieux intéressans, les routes des postes, avec des cornets, pour indiquer les lieux où ils se trouvent placés.

Le dessin de cette carte est fait d'après les meilleurs originaux, et soumis aux observations astronomiques, par le citoyen Poirson, ingénieur-géographe, et gravé par le citoyen Tardieu.

Se trouve à Paris, chez Mondhare et Jean, rue Saint-Jean-de-Beauvais, nº. 4. Le prix de la carte est de 7 liv. 10 sols. Le cours du Rhône, qui fait suite à cette carte, paraîtra dans six semaines, par les mêmes auteurs.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 25 octobre 1793.

Les dernières lettres de Constantinople confirment ce qu'on débitait depuis quelque tems d'un commencement de mésintelligence entre la Porte Ottomane et la Russie, et disent positivement aujourd'hui que l'affaire des douanes a donné lieu à une contestation très-sérieuse qui a décidé la rupture dont elle a été l'occasion ou le prétexte. En conséquence, ajoutent-elles, la Porte arme par terre et par mer. Le citoyen Descorches a su tirer parti de ces circonstances pour se faire reconnaître formellement en qualité d'envoyé de la République française.

Cette dernière nouvelle moins sûre que l'autre est pourtant infiniment vraisemblable. Tout porte en effet à croire que le grand-seigneur, ou pour mieux dire son conseil composé d'hommes éclairés, sent aujourd'hui la nécessité d'avoir des alliances avec des nations puissantes; et ce ne serait peut-être pas trop s'avancer que de dire que les grands mouvemens que la Porte va faire sont concertés avec la Suède, le Danemarck, et sur-tout la Pologne qui veut briser ses fers avant que les puissances copartageantes aient eu le tems de les river, et de lui rendre ainsi le recouvrement de sa liberté plus difficile, pour ne pas dire impossible; et déja même on parle beaucoup ici d'une insurrection en Pologne contre les Russes et les Prussiens. Dans le fonds, c'est ce qui a déterminé Frédéric Guillaume à quitter si brusquement son armée sur le Rhin, armée que sa tête était incapable de diriger, mais qu'au moins sa présence animait par l'opinion d'une bravoure personnelle qu'on ne peut lui contester. Au reste, pour en revenir à l'empire ottoman, qui sans doute aura la principale part dans cette nouvelle guerre absolument prête d'éclater, on assure que le fameux Jussuf pacha, connu pour s'être mesuré avantageusement contre les Russes, vient d'être rappellé de son exil, et va prendre le commandement des escadres turques mises sur un pied respectable. L'Angleterre est trop jalouse, trop mécontente de la Russie, trop occupée ailleurs, trop curieuse de conserver ses rapports commerciaux avec le levant, pour s'empresser beaucoup d'aider la Czarine, qui ne tirera pas non plus de grands secours de ses complices dans le partage de la Pologne. On croit que le cabinet de Pétersbourg aura fait une

Digitized by Google

mauvaise économie en refusant à la Grande-Bretagne son contingent en numéraire dans la coalition actuelle. La Russie a donné le secret de sa faiblesse et de son indigence ; et ce n'est pas ainsi qu'on en impose à ses ennemis, et que l'on conserve ses amis, si toutefois l'on peut profaner ce dernier titre en le donnant aux espèces d'associations passagères pour commettre de grands brigandages qu'on appelle conquêtes, ou, dans la supposition la moins défavorable, aux liaisons d'intérêt plutôt des gouvernans que des gouvernés, qui rapprochent quelque tems les rois sans les unir.

La Suede et le Danemarck, dont encore un coup la Porte et la Pologne se sont assurées avant de rien entreprendre contre les déprédateurs du Nord, continuent de s'occuper de leur amélioration intérieure avec un succès qui honore le duc-régent et le ministre Bernstorff. Ces deux contrées jouiraient même complettement des avantages de la paix qui les fortifient pour une guerre peut-être prochaine, et du produit d'un commerce assez actif qui leur en fournira les fonds, si le cabinet de Londres n'inquiétait ce commerce, parce qu'il sent qu'il est utile à la France. Un navire suédois, venant de Stockholm, a été enlevé par les Anglais, et conduit à Livourne. Un autre qui repartait du Havre a été pris de même, et la cargaison mise à terre à Douvres, comme propriété française. Quelques bâtimens danois ont eu le même sort. Toutes ces vexations ont eu lieu contre la foi, la lettre même des traités, et pour peu qu'elles continuent, sans doute elles amèneront une rupture qui pourrait être funeste à la Grande-Bretagne, dont les forces maritimes, quoique considérables, ne sont point immenses, et se trouvent employées sur trop de points différens pour se déployer avec avantage sur aucun.

Les deux cours amies ont répondu à celles de Berlin et de Londres qui en demandant de faire cesser toute relation commerciale avec la France leur avaient demandé à peu près l'équivalent de cesser d'être neutres : d'ailleurs, cette demande s'était trouvée suivie d'instructions données aux vaisseaux anglais pour se conduire dans les ports du Danemarck comme si elle avait été accordée ; et le roi de Prusse avait joint à cette espèce d'injonction des instances pareilles. La réponse suivante du comte de Bernstorff prouve combien les notes de Berlin et de Londres étaient injustes et impérieuses : elle est ferme quoique mesurée ; et il est évident que la puissance qui sait parler ainsi saurait agir si l'on continuait d'exiger d'elle ce qui est incompatible avec sa dignité et ses intérêts. La Suede partage les mêmes sentimens ; et n'est pas plus disposée à se laisser avilir. Voici l'expression de cette façon de penser bien prononcée par le Danemarck.

« Sa majesté se voit, avec regret, dans la nécessité de se plaindre des procédés d'une puissance qu'elle a regardée si long-tems comme son amie ou son alliée ; où de combattre

Digitized by Google

les principes sur lesquels ces procédés sont fondés. Sa majesté croyait qu'en observant la plus stricte neutralité, et en se conformant littéralement au sens des traités existans, elle se mettrait à l'abri de toutes tracasseries ; mais le contenu de la note de M. Hailles, appuyée par un mémoire du comte Goltz, ambassadeur extraordinaire de sa majesté le roi de Prusse, ne lui permet plus de passer cet objet sous silence. »

» Le mémoire ci-joint contient les raisons que S. M. oppose à celles qui lui ont été soumises : ce n'est pas par entêtement qu'elle persiste dans les principes qu'elle a d'abord manifestés, mais uniquement parce qu'elle est intimement convaincue qu'il est de son plus grand intérêt de maintenir la paix, comme un objet ardemment desiré par tous ses sujets. »

» Sa majesté convaincue de l'amitié, de la justice et de la probité des puissances auxquelles elle adresse ce mémoire, ne hésite pas à leur manifester ses sentimens avec franchise et sans réserve. »

» Il ne s'agit pas ici de discuter les droits du Danemarck ; ils sont trop solidement établis pour être révoqués en doute, et le roi mon maître en appelle à la sensibilité des souverains, ses amis, si ce ne doit pas être une tâche bien pénible pour lui d'entrer en discussion, quand il ne s'agit que de l'exécution des traités universellement reconnus et consentis. »

» Sa majesté se flatte qu'on ne fera plus valoir, comme fondé en justice, aucun principe qui tendrait à établir, qu'un changement accidentel dans les circonstances dont une guerre est accompagnée, doit changer la nature des traités, ou faire regarder comme faveur ou privilége, ce qui est fondé sur un consentement mutuel, ou que certaines puissances ont droit de prescrire des réglemens à une autre puissance ; ou enfin, que pour alléger le fardeau d'une guerre qu'elles ont entreprise de leur propre mouvement, elles peuvent en faire supporter le poids par des voisins innocens et neutres. »

» Il est possible que les puissances respectables auxquelles S. M. soumet ces réflexions, aient là-dessus une façon de penser différente ; mais elle croirait les insulter, si elle les soupçonnait capables de persister dans leurs demandes, après ses représentations, et moins encore d'employer la violence pour faire valoir leurs prétentions. S. M. n'ayant pas eu d'explications à ce sujet avec les autres puissances neutres, ne connaît pas au juste leur façon de penser : mais elle est convaincue de l'unanimité de leur résolution, de s'opposer à toutes les atteintes qu'on chercherait à porter au système de neutralité qu'elles ont embrassé. »

» S. M. ne craint pas que sa conduite paraisse répréhensible, elle n'a rien demandé que ce qui est conforme aux traités ; elle a observé fidèlement tous les articles stipulés dans ces traités, ainsi que la neutralité elle-même. S. M. se

Digitized by Google

regarde comme la partie lésée ; elle ne conçoit pas comment sa majesté Britannique a pu donner aux commandans de ses vaisseaux de nouvelles instructions directement opposées aux anciens réglemens, ainsi qu'au sens littéral des traités stipulés entre sa majesté Britannique et la cour de Danemarck, sans en avoir prévenu celle-ci, ni demandé son consentement. ,,

,, Sa majesté comptait d'abord que ces instructions n'étaient relatives qu'à celles des puissances neutres qui n'avaient pas fait de convention décisive avec l'Angleterre ; mais bientôt convaincue du contraire, elle n'a pu se dispenser de protester contre ces instructions, comme une violation manifeste des traités, et une infraction d'une des lois les plus sacrées qui aient été établies parmi les hommes. S. M., en conséquence, prie S. M. Britannique de révoquer ces instructions, et d'y substituer des ordres conformes aux engagemens sacrés et aux traités qui subsistent entre les deux nations. ,,

,, S. M. veut bien en même-tems déclarer à S. M. Britannique, ainsi qu'à S. M. Prussienne et aux autres puissances coalisées, que son intention est de se conformer à leurs demandes en tout ce qui n'est pas contraire aux regles d'une stricte neutralité ou aux intérêts de la nation Danoise. En conséquence, elle consent de regarder comme bloqués tous ceux des ports de France devant lesquels se trouvera une force navale considérable, appartenante à l'Angleterre ou à ses alliés. Le gouvernement danois n'entrera en aucun accommodement avec la France, à l'effet de fournir des provisions à sa marine ou à ses armées. On ne permettra dans les ports danois, ni dans aucune partie du territoire de Danemarck, la vente d'aucune prise faite par les bâtimens armés de la France.

,, S. M. ne perdra aucune occasion de continuer, comme par le passé, à mériter l'amitié et l'estime de S. M. Britannique et de ses alliés, et fera tout ce qui dépend d'elle pour resserrer les nœuds de l'amitié et de l'alliance qui ont jusqu'ici uni les nations Britannique et Danoise. ,,

On mande de Copenhague, en date du 8 octobre, que M. Dougorth, agent de Suede à Paris, vient d'arriver ; il a eu une conférence avec le ministre, doit, dit-on, en avoir une seconde, et partir ensuite pour Stockholm, d'où il retournera reprendre ses fonctions à Paris. Cela prouve combien les efforts des puissances coalisées pour amener une rupture, ou seulement un refroidissement, ont été infructueux ; cela pourrait même ne pas tarder à prouver davantage.

La régence d'Hanovre a fait des plaintes très-ameres au sénat de notre ville il y a trois mois, sur ce qu'il tolérait des expéditions simulées de bled et de froment, pour la France, ainsi que sur la résidence du consul et de plusieurs agens de la République en ces murs. Le sénat a reçu ces plaintes très-

Digitized by Google

secrettes pour ne pas se brouiller avec les Français, et s'est légitimé comme il a pu. Néanmoins la régence d'Hanovre a fait parvenir ses plaintes contre Hambourg à la diete de Ratisbonne. Ces plaintes et la légitimation du sénat ont été rendues publiques dans plusieurs gazettes de l'empire, et les vues de la régence d'Hanovre sont toujours de forcer le sénat à défendre et à rendre impossibles les expéditions simulées, et à faire quitter aux officiers de la République française et la ville et son territoire. Le sénat et la bourgeoisie feront l'impossible pour éviter cette démarche; cependant il reste aux puissances coalisées des moyens suffisans pour les y forcer.

Voici quelques passages de la réponse de la régence au mémoire du magistrat de Hambourg. « La conduite de votre ville a fait beaucoup de bruit, et a révolté toute l'Allemagne; et la maniere elle-même dont vous cherchez à la justifier est de telle nature qu'elle confirme ces reproches, et les justifie..... Quant au scandale qui a eu lieu, et que l'on a laissé subsister si long-tems à Hambourg, d'une inclination et d'un parti déclaré pour la France et pour la révolution française; quant à la conduite que l'on a tenue lorsqu'il a été question de renvoyer le ci-devant ministre de France, nous n'en voulons pas parler pour le présent, mais plutôt l'ensevelir dans le silence. Cependant vous ne devez en aucune maniere être surpris s'il en a résulté des soupçons et des reproches unanimes de la part des états de l'empire contre la conduite de la ville impériale de Hambourg. »

De Francfort-sur-le-Mein, le 1er. novembre.

Les dernieres lettres de Vienne annoncent des pertes considérables en hommes, faites depuis le commencement de cette guerre désastreuse dont on ne prévoit pas encore le terme; car il est probable que l'entêtement continuera ce que l'orgueil a commencé. Voici à peu près comment elles s'expriment: La levée de 20,000 hommes de plus dans la Croatie, pour laquelle la cour a donné des ordres, sera si difficile qu'autant vaudrait-il dire impossible. L'armée de Cobourg a besoin de renforts. On s'était promis de tirer 25,000 hommes de la Haute-Allemagne, et cela se réduit à 6 bataillons qui vont se mettre en marche; les 20,000 Croates étaient pour le général Wurmser, qui demande 6 divisions de cavalerie et 6 bataillons d'infanterie, dont il sera forcé de se passer. Voilà le tableau des besoins; celui des ressources est loin d'y répondre. Une qui devrait à peine compter, et qui se trouve pourtant aujourd'hui une des principales, consiste dans les 6000 hommes vendus à l'empereur par le prince George de Hesse Darmstadt. Ce fournisseur est resté quatre mois à Vienne pour négocier son marché qu'il a fait, dit-on, à un taux fort avantageux; il est reparti le 9 octobre. Une autre ressource dont on ne

Digitized by Google

s'empresse pas de profiter, c'est l'offre faite par la bourgeoisie de Vienne de remplir tout le service militaire, afin que les régimens composant la garnison puissent se rendre à l'armée. On veut conserver des troupes de ligne dans la capitale où l'on sait qu'il y a des mécontens, et où il se fait beaucoup d'arrestations. La cour promet incessamment la paix, et voudrait faire croire que les Français seront forcés de la demander. Mais on a des nouvelles des Pays-Bas qui contrarient beaucoup ces espérances. On assure que nos troupes y sont sur la défensive, et cherchent à couvrir les frontières inondées par les Français, qu'il ne serait pas surprenant de revoir bientôt à Bruxelles. Cette ville ne pouvant être défendue que par les hauteurs d'Anderlecht, on a donné l'ordre de les fortifier; car il faut bien quelque chose qui repose l'imagination du soldat découragé. D'un autre côté, les fournisseurs ne pouvant obtenir les plus légers paiemens refusent de continuer leur service, et laissent les armées manquer de tout. Il faut des sommes énormes pour réparer ce dénuement et empêcher qu'il ne se renouvelle. Aussi l'administration, tout en prétendant qu'elle n'aura pas besoin d'un nouveau subside de guerre pour la campagne prochaine, prépare-t-elle pourtant les esprits à cette surcharge inévitable, en faisant circuler le bruit que s'il faut recourir à ce subside, il n'y aura que les riches qui le payeront, ou que du moins il portera principalement sur eux.

Ces appels de fonds en hommes et en argent démontrent jusqu'à l'évidence que, malgré nos relations de grandes victoires, nous avons perdu et dépensé prodigieusement de sang et d'or. Tous les gens sensés tremblent à l'idée d'une nouvelle campagne, qui, même en supposant les succès les plus brillans, ne nous dédommagerait jamais des dépenses excessives auxquelles elle donnerait lieu, dépenses que nous ne serions jamais d'ailleurs en état de faire, et qui, si l'on vient à bout de s'en procurer l'argent par quelque moyen, nous ruineront en cas de revers à ne pas nous en relever.

Voilà ce qu'on pense à Vienne; voilà ce qu'on dit, ce qu'on écrit: c'est du moins sur quoi s'accordent toutes les correspondances de ce pays avec notre ville de Francfort.

La seule chose qui relève et soutienne un peu les espérances, c'est l'arrivée prochaine du comte de Hardenberg, ministre plénipotentiaire de l'électorat de Hanovre, qui vient, dit-on, promettre des secours en hommes et en argent de la part de son maître, qui pourra sans doute, comme roi d'Angleterre, ce qui lui serait impossible comme Electeur. On se promet aussi beaucoup du plan d'opération du comte de Ferraris, vice-président du conseil de guerre, qui avait passé en Franconie auprès du roi de Prusse, pour le lui faire agréer. Cependant il s'est élevé des nuages, qui ne sont pas encore dissipés, entre cette puissance et la maison d'Autriche. On

Digitized by Google

assure qu'elle s'oppose absolument au partage de la Pologne, où son lot est aussi chétif que celui de Catherine et de Frédéric-Guillaume sont avantageux. Elle refuse sa ratification, qui sans être nécessaire est utile pour rassurer les deux puissances sur leurs possessions. Cette dernière nouvelle a besoin d'être confirmée ; elle semble supposer d'ailleurs plusieurs choses difficiles à croire : par exemple, que l'empereur romprait avec la Russie ; car il est censé ne pas avoir moins à se plaindre d'elle, dans ce partage, que du roi de Prusse. Cette rupture paroîtrait aussi devoir entraîner une union peu naturelle avec la Porte Ottomane ; il faudrait en outre pour faire avantageusement la guerre aux co-partageans, qu'il reconnût la République Française, pour pouvoir retirer les troupes nombreuses avec lesquelles il la combat aujourd'hui. Or, c'est ce que ne permet guères de penser l'alliance par laquelle il s'unit plus étroitement que jamais à la Grande-Bretagne, à moins qu'en effet l'Angleterre, qui sent que cette guerre dispendieuse peut produire dans son sein une explosion terrible, par laquelle ses finances et sa forme de gouvernement pourraient être bouleversées, ne cherche elle-même une ouverture pour sortir de ce pas, où ses ministres l'ont engagée témérairement ; et que jalouse sur-tout d'étendre son commerce, elle n'ait formé des plans nouveaux, tous relatifs à ce grand but, plans dans lesquels elle s'unirait à l'Autriche et à la Porte Ottomane, contre la Prusse et même la Russie, pour affoiblir ces deux puissances en relevant la Pologne, faisant restituer la Crimée, et garantissant contre de nouvelles invasions la Turquie, dont la reconnaissance lui donnerait le riche commerce du Levant, auquel la République Française ne pourrait, de quelques années du moins, rendre son activité et sa splendeur. Peut-être cherche-t-elle aussi à se ménager dans les états de la maison d'Autriche des débouchés pour ses manufactures, dont la France régénérée consommera moins que jamais, tandis qu'elle en absorbait à elle seule près des trois cinquièmes.

Ces considérations vraisemblables à quelques égards, sont sans doute beaucoup plus douteuses encore à quelques autres, et l'activité avec laquelle la Grande-Bretagne cherche à entraîner dans la coalition contre la France, tous les petits états qui voulaient rester neutres, semble les démentir. Au reste le cours des événemens ne tardera pas à nous instruire.

On sent bien que dans des conjonctures aussi délicates que celles-ci le voyage que François II devait faire à Bruxelles n'aura pas lieu cette année. Cependant il est toujours question, et même plus que jamais, du mariage de l'Archiduc Charles, avec une princesse d'Angleterre, qu'on ne désigne pourtant pas encore. Une circonstance vient à l'appui de cette nouvelle. On écrit de Vienne, en date du 2 octobre, qu'il est parti trois voitures de gala et 40 chevaux de selle, des écuries

écuries impériales, pour les Pays-Bas. Ces voitures et ces chevaux sont destinés à augmenter la splendeur de la cour de ce jeune prince.

Quant aux dispositions militaires, voilà tout ce qu'on en sait : le prince de Waldeck quitte l'armée de Wurmser pour prendre le commandement du corps d'armée dans le Brisgaw ; il est remplacé par le général Spleny. — Les troupes de Baviere qui devaient se rendre à Manheim, n'y arriveront pas cet automne ; il paraît qu'on ne les fera marcher que le printems prochain. — On assure positivement aussi que Mayence sera déclarée une forteresse de l'empire, et qu'il y aura constamment une garnison de quatre régimens d'infanterie et d'un de cavalerie. On pense que le gouvernement de cette place sera donné au prince de Nassau ou à celui de Hohenlohe.

Provinces-Unies et Belgique.

Les Français continuent à faire des incursions dans la province de Luxembourg, à ce que disent des lettres de Bruxelles du 21 octobre ; ils ne pillent pas précisément ; mais en général ils enlevent aux habitans, sans leur faire d'autre mal, leurs bestiaux nécessaires pour la subsistance des armées. On mande des environs de Saint-Hubert qu'ils font des rassemblemens considérables de ce côté-là, et qu'on s'y attend d'un moment à l'autre à quelqu'entreprise de leur part pour tâcher de pénétrer sur ce point de la frontiere, afin d'y opérer une diversion.

Les mêmes avis ajoutent que tous les couvens et les hôpitaux de Mons sont remplis de blessés qui y ont été conduits après les affaires du 15 et du 16. On en a transporté plus de 1900 dans cette ville depuis trois jours.

Une autre lettre de Mons même ajoute qu'après la retraite des Autrichiens, forcés de lever le blocus de Maubeuge, il est entré le jeudi, tant la nuit que le jour, une quantité prodigieuse de blessés qui sont resté 24 heures sans être visités. Le même jour, tous les bagages des Hollandais ont repassé par la ville dans la matinée : le corps même a été campé à Nimy sur la route de Bruxelles. A onze heures du soir, ce corps était revenu à Hion sous le canon de Mons.

On rentre toutes les farines de Condé dans les magasins qui sont considérables, et l'on se hâte de réparer les retranchemens de Flenu, où s'est donnée l'année derriere la fameuse bataille de Jemappe. Le dépôt des pionniers était à Sars. On a renvoyé le 21 à Nimy, avec une grande partie des bagages, les pontons des Hollandais qui étaient retournés la veille au camp d'Hion. En un mot, tout indiquait l'attente d'une prochaine attaque : au reste, les vœux des patriotes appellent les Français dans la Belgique, et sur-tout en Hollande. Il s'est

Digitized by Google

même fait dans Amsterdam des paris que Bruxelles serait entre leurs mains pour le 15 novembre au plus tard.

Le stadthouder vient de proposer aux états-généraux de prendre de nouvelles troupes étrangeres à la solde de la République; mais ce moyen de ruine et d'asservissement n'a pas été bien reçu.

Les lettres de la Haye du 23 représentent le stadthouder et son épouse comme fort embarrassés. Cette princesse, que les Bataves regardent comme leur Antoinette, voulait trancher de la protectrice; elle avait promis 6 millions aux émigrés sur le produit du 50e. denier, mais la levée de cet impôt se fait mal; elle ne va pas mieux que l'emprunt des princes qui sont tout étonnés de ne point trouver d'argent malgré la solidité de leur hypotheque, puisqu'ils affectent à cette opération les biens qu'ils ont en France. Les *Calonès* qui négocient cet emprunt de 12 millions de florins sont J. Bourcourd et Croese Edwartz, négocians à Amsterdam, et fameux aristocrates.

La flotte hollandaise, composée de 9 vaisseaux de ligne et de 6 frégates, commandés par l'amiral Lensbergen, était encore le 23 dans le Texel, et si, comme on le prétend, l'amiral Hood ne doit quitter Torbay que quand elle aura appareillé, il risque d'y passer l'hiver; car elle n'est pas encore entierement équipée. On craint que les Français ne la préviennent; la cour de la Haye et toute la cour diplomatique ont conçu de grandes inquiétudes sur la possibilité d'une seconde invasion, qui réussirait mieux par la Zeelande ou par la Nord-Hollande, sur-tout si les Français étaient maîtres d'Ostende, qu'une descente en Angleterre ou en Irlande, et qui dissiperait tout aussi bien la coalition, en forçant quelques-unes des puissances à demander la paix.

Les incursions dans la province de Limbourg ont jetté l'alarme dans les pays de Luxembourg et d'Outre-Meuse. Si les Français qui se rassemblent à Saint-Hubert s'emparaient du pays de Liége, l'armée de Cobourg serait coupée, et ne pourrait plus recevoir de secours d'Allemagne que par la Hollande.

La ville de Maestricht se trouvait le 27 octobre et est encore fort dégarnie de troupes, sur-tout de canonniers et de mineurs envoyés au fameux siége de Maubeuge. Cette place si facile à prendre contient pourtant des magasins immenses. C'est par-là que passera l'artillerie embarquée à Dort pour les armées combinées.

ITALIE ET SUISSE.

Le 8 octobre lord Harvey forçant en quelque maniere la porte du grand-duc, vint le sommer de la part de l'amiral Hood de se décider dans douze heures à rompre sa neutralité avec la France. On prétend qu'il porta l'excès d'insolence jusqu'à dire, en regardant sa montre: monseigneur, je compterai non seulement les heures, mais même les minutes. Au

Digitized by Google

reste, le grand-duc a justifié cette insulte par la bassesse de sa réponse, s'il ne l'a pas provoquée par une perfidie sans exemple. Voici le plat langage que lui prête le bruit public : " qu'il saisissait avec empressement l'occasion de témoigner à sa majesté Britannique le désir qu'il avait de lui être agréable. " L'ambassadeur de la République a répondu avec beaucoup de dignité à l'espece d'ordre du conseil de sortir de la Toscane. Il a sommé le grand-duc de procurer aux citoyens Français le moyen de retourner dans leur patrie, et n'est parti qu'après en avoir obtenu la promesse ; on verra comment elle sera respectée. Car on prétend que la cour de Naples a pressé le départ des Français, la veille de l'échéance des remboursemens et paiemens qu'ils avaient à recevoir.

Le grand-maître de Malthe vient, dit-on, de publier un manifeste, dans lequel il s'engage à garder la neutralité, quoiqu'il refuse d'ailleurs de reconnaître la République.

Les Anglais profitant de l'ascendant que leur donne la supériorité de leur marine, supériorité qu'il est bien étonnant que les ministres de la marine française n'aient point cherché à détruire ou du moins à balancer, viennent, à ce qu'on assure, de forcer la république de Gênes d'abandonner la neutralité ; ils ont bloqué son port au moyen d'une petite escadre, et y ont insulté, par des provocations gratuites, la *Modeste*, frégate française, dont ils ont assassiné l'équipage. Les forces de Gênes sont insuffisantes pour tirer vengeance de cet outrage : ils le savent bien, et se conduisent comme des lâches qu'enhardit l'impunité. Cette conduite est digne de ceux qui, ont profité d'une trahison pour s'emparer d'une ville devant laquelle ils auraient échoué, si elle eût été défendue comme elle devait l'être. N'ayant pas assez de monde pour la garder, ils y réunissent une garnison pour laquelle chacun des coalisés fournit son contingent.

Le 2 octobre une seconde division, composée de 2400 Napolitains choisis, et on ne saurait trop les choisir, vient d'être embarquée à Gayette avec cette destination. Le clergé de Naples et la noblesse s'empressent de faire des dons au gouvernement, pour soutenir une cause qu'ils regardent comme la leur propre.

Les Piémontais prétendent avoir eu des succès ; mais on sait bien le contraire, et l'on regarde aujourd'hui la Savoye et le comté de Nice comme entièrement perdus pour sa majesté Sarde.

Les dispositions ont bien changé depuis quelque tems dans le corps Helvétique. On écrivait de Bâle le 18 du mois dernier : " Toute la Suisse est pleine d'émigrés, et dans toutes les villes, bourgs et villages de la plupart des cantons Helvétiques, on ne voit que des croix de Saint-Louis, affublés de cocardes blanches. Le ministre de l'empereur fait tous ses efforts pour ébranler la fidélité du corps Helvétique, et les

Digitized by Google

cantons catholiques sur-tout sont ceux sur lesquels il croit compter le plus. Celui du roi d'Espagne ne néglige pas non plus tout ce qui est en son pouvoir pour se faire des amis. Il passe pour constant aujourd'hui que le major Weiss va être envoyé auprès de la République Française pour la reconnaître, ou du moins pour promettre la plus exacte neutralité.

Suivant des lettres de Berne, datées du 25 octobre, M. d'Artois ne viendra pas en Suisse; il devait y venir sur la fin de septembre loger, et s'arrêter une dixaine de jours à Rienberg, campagne du chevalier de Roll, à une petite lieue de Soleure et de là partir pour Turin. Déjà le baron Clopinant de Castelnau était venu le 30 de Constance à Soleure; déjà les émigrés de Soleure comptaient aller à la rencontre de M. d'Artois jusqu'à Balstal; déjà du 26 au 30, on tenait des soupers prêts, déjà M. d'Antichamp était venu à Berne négocier un emprunt pour les princes; mais il fut renvoyé tout penaud, comme l'année précédente l'avait été M. de Bouillé. Le conseil secret de Berne, conjointement avec celui de Soleure, ont déjoué ce magnifique projet, à la grande confusion de MM. d'Antichamp, Castelnau et compagnie, en déclarant au chevalier de Roll, qu'on ne verrait pas sans peine dans cette crise M. d'Artois en Suisse. Dans le même-tems S. M. Sarde a fait écrire à son gendre qu'il n'avait qu'à se tenir en Westphalie, n'ayant nullement besoin de sa visite.

ANGLETERRE. *De Londres, le 21 octobre.*

La capitale de l'Angleterre et les principales villes des trois royaumes sont remplies de mécontens de tous les ordres et de toutes les classes. Mais ces dispositions fermentent sourdement, et personne n'ose les manifester dans un pays moins libre que ceux où l'inquisition impose silence à la raison humaine, dans un pays où quiconque est convaincu d'avoir lu le livre de Thomas Payne est condamné à 200 liv. ster. d'amende. La tyrannie du fisc s'accroît dans la même proportion d'impudence, jamais les percepteurs des aides et gabelles françaises ne se sont permis contre les personnes d'avanies aussi avilissantes que celles que se permettent les subalternes des douanes anglaises. En un mot, pour peu que cela continue, la Grande-Bretagne ressemblera bientôt à la Turquie, ou même de la moins libre. Le parlement va s'assembler, car Pitt a beau vouloir reculer, il faut en venir-là, et peut-être sera-ce pour le 4 novembre au lieu du 27; jamais cette auguste représentation nationale n'aura eu tant de maux à réparer, tant de bien à faire. Le jour de sa rentrée est attendu avec la plus vive impatience par les amis de la patrie; ils espèrent la voir demander aux ministres un compte sévere de l'exercice d'un pouvoir dont ils ont abusé pour entraîner la nation dans une guerre vraiment désastreuse et qui ruine ses fa-

Digitized by Google

briques, son commerce, son agriculture et même sa population. Ces ministres auront vraisemblablement un accusateur dans la personne de M. Fox. L'aniversaire de l'élection de ce membre distingué des communes a été célébré le 10 par plus de 400 convives à la taverne de Sakespear. M. Fox, en remerciant de l'honneur qu'on lui faisait, y a vu la récompense de 13 ans de fidélité aux bons principes et a fait serment de ne jamais s'en écarter. Tout le monde, à son exemple, a bu à la *constitution conforme aux principes établis à l'époque de la glorieuse révolution.* On a célébré ensuite la liberté régnant par tout l'univers et les droits du peuple reconnus. La considération dont jouissent tous les membres qui composaient cette assemblée, prouve que leur rassemblement avait principalement pour objet de s'opposer à toutes les mesures que prend le ministere pour rétablir par-tout un système de corruption et d'oppression.

Lord Howe est encore rentré à Torbay le 14 octobre. On prétend que son escadre, quoiqu'elle ait embarqué des provisions pour quatre mois, ne mettra pas en mer avant d'avoir reçu des ordres ultérieurs, et qu'elle attendra même la jonction avec celle de sir John Jarvis, pour faire quelqu'expédition importante avant le départ de ce dernier pour les Indes.

On travaille depuis quelque tems à 70 bateaux qui auront chacun un canon sur le devant, des bordages en bois d'orme et de plus cinq cuirs de bœufs sur les côtés.

Le camp de Brighthelmstone allait être levé, mais il est venu un contr'ordre très-désagréable aux soldats, qui se flattaient d'aller en quartier d'hyver. Cette mesure et la suivante semblent indiquer la crainte de quelque descente de la part des Français, non pas peut-être en Irlande ou en Ecosse, comme on l'avait dit d'abord, mais bien dans les isles Scilly, où se rendront en cas de besoin les quatre régimens qui doivent revenir d'Ostende, sauf à passer à Toulon; si l'on se ravise en se rassurant.

Les habitans d'Ostende auraient grand besoin de garder ces troupes, car ils craignent eux-mêmes d'être attaqués d'un jour à l'autre.

Jamais les conseils de l'amirauté n'ont été plus fréquens. Toute la marine anglaise est mise en commission; reste à trouver des bras pour les manœuvres, c'est là le difficile. On unit la ruse à la force. Mounier a eu dernièrement une conférence avec lord Grenville, qui ne se retire pas plus que le ministre de l'intérieur, M. Dundas, comme on l'avait faussement avancé. Deux officiers de la marine qui étaient dans la Vendée ont reçu ordre du ministere de revenir promptement ici. Il paraît certain que ces officiers étaient chargés de s'aboucher avec M. Dhello, que Monsieur et le comte d'Artois avaient nommé commandant de l'armée royale et catholique, comme les insurgés l'appellent.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE MOYSE BAYLE.

Séance du octodi de la 1ere. décade de Brumaire.

C'est dans la vallée de Montmorency que J. J. Rousseau a composé son *Emile*; la Convention nationale, pour honorer la mémoire de ce grand homme, a décreté que la vallée de Montmorency s'appellera désormais la *vallée d'Emile*.

Un membre annonce que quelques citoyennes, se disant révolutionnaires, ont troublé hier la tranquillité de Paris. Coëffées d'un bonnet rouge, elles ont parcouru la Halle, et ont voulu forcer les autres femmes à prendre la même coëffure. Le comité de sûreté générale a été informé de ce désordre; et fera incessamment un rapport sur les institutions connues sous le nom de sociétés fraternelles de femmes. En attendant, la Convention nationale rend le décret suivant : « Nulle personne de l'un ou de l'autre sexe ne pourra contraindre aucun citoyen, ni citoyenne à se vêtir d'une maniere particuliere. La Convention n'entend point déroger aux précédens décrets, rendus sur le fait de la cocarde nationale, sur le costume des prêtres et sur les travestissemens, non plus qu'à tous autres décrets relatifs au même objet. »

Une députation de la société des amis de la liberté et de l'égalité, séante aux Jacobins, a été admise à la barre. L'orateur s'est plaint des formes qui retardent les jugemens du tribunal révolutionnaire, et enchaînent la conscience des jurés. Il a demandé l'anéantissement de ces formes qui entravent sa marche; et une loi qui autorisât les jurés à faire cesser les débats dès que leur conscience aurait acquis la conviction intime du fait.

Osselin convertit en motion la seconde demande des pétitionnaires, et demande le renvoi de la premiere aux comités réunis de législation et de salut public, pour en faire un rapport le lendemain. Après quelques débats, l'Assemblée décrete ce qui suit :

Art. Ier. Si un procès pendant au tribunal révolutionnaire a duré plus de trois jours, le président du tribunal est tenu de demander à l'ouverture de la séance du quatrieme jour, au jury, si sa conscience est suffisamment éclairée.

Art. II. Si le jury répond, *non*, l'instruction sera continuée jusqu'à ce que le jury ait déclaré que sa conscience est suffisamment éclairée : il sera aussi-tôt procedé au jugement.

Art. III. La Convention renvoie à son comité de législation

Digitized by Google

l'autre partie de la pétition tendante à débarrasser le tribunal des formes qui entravent sa marche. Le présent décret sera expédié sur-le-champ au tribunal révolutionnaire.

Séance du nonodi de la 1ere. décade de Brumaire.

Des citoyens de Corbeil, considerant que le regne de la raison et celui de la liberté sont inséparables, viennent faire hommage à la Convention d'une châsse d'argent doré qui contenait les cendres d'un vieux saint, et que l'on prétendait avoir à ce titre la vertu de faire des miracles.

Il y avait à Rheims des livres de prieres qui servaient au sacre des ci-devant rois de France; persuadés qu'il ne sera jamais plus question de tous ces imbécilles tyrans, les officiers municipaux de Rheims envoient les vieux parchemins aux Représentans du peuple pour en faire l'usage convenable. L'Assemble décrete qu'ils seront brûlés.

Au nom du comité de sûreté générale, Amar a entretenu la Convention des troubles qui ont eu lieu avant hier à Paris. Plusieurs femmes d'une société prétendue révolutionnaire, se promenaient le matin, dans les marchés, avec un pantalon et un bonnet rouge. Elles voulurent forcer les autres citoyennes à adopter le même costume. Il se forma un attroupement de près de six mille femmes. Elles dirent que les violences et les menaces ne les forceraient pas de prendre un costume qu'elles honoraient, mais qu'elles croyaient devoir être réservé aux hommes; qu'elles obéiraient aux lois faites par les législateurs et aux actes des magistrats du peuple; mais qu'elles ne céderaient pas aux volontés et aux caprices d'une centaine de femmes oisives et suspectes. Le soir, le même mouvement éclata avec plus de violence. Une rixe s'éleva. Plusieurs des femmes soi-disant révolutionnaires furent maltraitées. La section des Marchés, dans l'étendue de laquelle se passait la scene, prit connaissance du fait. Craignant que ce mouvement, dont le motif apparent était frivole, ne cachât le germe d'une espece de contre-révolution, elle prit un arrêté qu'elle vint communiquer au comité de sûreté générale. Elle demandait, 1°. que la Convention consacrât la liberté des costumes, sauf les exceptions décrétées; 2°. l'anéantissement des associations particulieres de femmes.

Après avoir examiné cet arrêté sous les différens rapports de la société, des convenances et de la politique, Amar a proposé, et la Convention a adopté le projet de décret suivant: « Les clubs et les sociétés populaires de femmes, sous quelques dénominations que ce soit, sont défendus; toutes les séances des sociétés populaires et celles des sociétés libres des arts doivent être publiques. »

Sur la proposition d'un membre du comité de législation, l'Assemblée rend le décret qui suit. « Tous jugemens intervenus sur les droits censuels, féodaux et autres, supprimés

Digitized by Google

par les lois antérieures, et rendus postérieurement à la promulgation des lois, sont nuls. Les frais de l'instruction faite postérieurement à la promulgation des lois, sont à la charge des avoués. Il est défendu aux juges, à peine de forfaiture, de prononcer sur des contestations lorsqu'elles sont littéralement anéanties par la loi. »

On fait lecture de la correspondance. Les Représentans du peuple écrivent de la Ville-affranchie, que ses remparts qui ont protégé les rebelles, et les palais fastueux qui servaient d'asyle à leurs chefs, sont tombés sous le marteau. Les Représentans du peuple envoient à la Convention celui avec lequel on a porté les premiers coups. L'esprit public de cette ville a grand besoin d'être régénéré. On disait encore dans un café, il y a trois jours : *nous nous sommes bien défendus.* — Sur la proposition de Barrere, la Convention nationale maintient provisoirement la commission nommée par les Représentans du peuple, pour juger les rebelles lyonnais. Les citoyens Collot-d'Herbois, Montaut et Fouché de Nantes, actuellement dans la Nievre, se rendront incessamment à la Ville-affranchie pour l'exécution des décrets, et pour prendre toutes les mesures de salut public. Ils sont revêtus des mêmes pouvoirs que les autres Représentans du peuple près les armées. Le citoyen Javogue se rendra dans le département de Seine et Loire, et les autres Représentans qui sont à Ville-affranchie se rendront incessamment dans le sein de la Convention.

Nota. Dans le cours de cette séance, il a été rendu un décret relatif à la liquidation des titres de créances sur la République. En voici le texte.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité des finances, décrete :

§ I.

De la remise des titres de créances dont la déchéance est définitivement prononcée.

ART. I. En exécution des lois des 12 février, 1er mai et 1er septembre 1792, les possesseurs d'offices militaires, de finances, des cautionnemens, des fonds d'avance, des brevets de retenue, des offices de judicature et ministériels, des jurandes, des maîtrises, des charges de perruquier; les créanciers de l'arriéré jusqu'au 1er juillet 1790, pour les maisons et bâtimens du ci devant roi, ect. ; de l'arriéré jusqu'au 1er janvier 1791, pour les départemens de la guerre, marine et finances ; les créanciers des établissemens ou corporations ecclésiastiques ou laïques supprimés ; des ci-devant pays d'Etat ; les administrations provinciales, générales et particulieres ; pour fournitures, ouvrages, frais judiciaires, et généralement tous les propriétaires des créances exigibles, soumises à la

Digitized by Google

liquidation, qui n'ont pas encore fourni au directeur-général de la liquidation, ou au corps administratifs, soit des mémoires, soit des copies collationnées, soit des titres originaux ou autres pieces, pour établir leurs créances, ou qui les auraient fournis postérieurement au 1er septembre 1792, sont définitivement déchus de toute répétition envers la République.

II. Sont exceptés des dispositions de l'article précédent, les payeurs et contrôleurs des rentes de l'hôtel-de-ville de Paris, qui n'ayant été supprimés que par la loi du 24 août dernier, sur la consolidation de la dette publique, n'ont été compris dans aucune loi de déchéance. Ils seront tenus de remettre leurs lettres au directeur-général de la liquidation, d'ici au premier jour de frimaire, troisieme mois de la seconde année républicaine (21 novembre 1793, vieux style) et faute par eux de le faire dans le délai prescrit, ils sont dès-à-présent déclarés déchus de toute répétition envers la République.

III. Sont aussi exceptés les aliénataires et engagistes des domaines nationaux, qui doivent présenter leurs titres à la liquidation, pour la remise desquels il sera prononcé par un décret particulier.

IV. Les possesseurs des dîmes, de quelque nature qu'elles soient, et ceux des créances dont la déchéance est définitivement prononcée par l'article premier, seront tenus de rapporter tous les titres et pieces qui constataient leurs créances et possessions, aux directoires de district, d'ici au premier jour de Nivos, quatrieme mois de l'année républicaine (21 décembre 1793, vieux style); et faute de remise dans le délai prescrit, ils sont dès-à-présent déclarés suspects, et seront, comme tels, mis en état d'arrestation, à la diligence du procureur-syndic de district, ou du comité de surveillance.

V. Pour mettre les administrations du district en état de connaître les personnes mentionnées à l'article précédent, le directeur-général de la liquidation adressera, d'ici au 15 de Frimaire, troisieme mois de la deuxieme année républicaine (6 décembre 1793, vieux style), au directoire de district, les états nominatifs des personnes qui sont en retard, d'après ceux qui lui ont été adressés en exécution des précédens décrets de suppression, et ceux des personnes qui ne lui ont remis que des copies collationnées postérieurement au premier septembre 1792; il leur fera passer aussi tous les renseignemens qu'il peut avoir.

VI. Les directoires de département feront aussi passer dans le même délai, aux directoires de district, les renseignemens qu'ils peuvent avoir, et la liste des personnes qui ne leur ont produit que des copies collationnées postérieurement au premier septembre 1792.

VII. Les directoires de district seront tenus de se procurer chez les notaires et autres dépositaires publics ou particuliers,

Digitized by Google

ou en consultant les préposés au droit de l'enrégistrement, et par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, la connaissance des détenteurs des titres, mentionnés aux articles I et IV.

VIII. Tous les titres et pieces mentionnés aux articles précédens, qui seront remis aux directoires de district ou qui ont été remis postérieurement au premier septembre 1792, soit aux corps administratifs, soit au directeur-général de la liquidation, seront coupés, de suite au moins en douze morceaux, et vendus à l'enchere par les administrateurs au pouvoir desquels ils se trouveront, pour le produit en être versé dans les caisses des receveurs de district, les frais de coupure et vente préablement prélevés.

IX. Le comité de liquidation nommera deux commissaires pour surveiller la coupure et vente qui sera faite par le directeur général de la liquidation, des titres mentionnés au présent décret.

§. II.

Pour ordonner le complément des productions des titres déja commencées, et la remise des titres originaux par ceux qui ont produit des copies collationnées, sous peine de déchéance.

X. A compter de la publication du présent décret, le directeur-général de la liquidation et les corps administratifs ne liquideront plus sur des copies collationnées ou sur des productions incomplettes; l'ordre des numéros de la liquidation ne sera suivi que pour les personnes qui auront fourni les titres originaux et complété leur production.

XI. Les liquidations qui sont préparées par le directeur-général sur des copies collationnées, seront terminées comme par le passé.

XII. Les possesseurs des créances exigibles mentionnés en l'article premier, même ceux des maisons du ci-devant roi et de ses freres, qui ont fourni, avant le 1^er^. septembre 1792, soit des mémoires, soit des copies collationnées, soit même des titres originaux incomplets ou autres pieces, seront tenus d'adresser au directeur-général de la liquidation, d'ici au 13^e^. jour de Nivos, 4^e^. mois de la seconde année républicaine, (1^er^. février 1794, vieux style), tous les originaux des pieces constatant leur créance; et faute par eux de les remettre dans le délai prescrit, ils sont dès-à-présent déclarés déchus de toute répétition envers la République.

XIII. La même déchéance aura lieu pour les possesseurs des créances qui ont fourni, soit des mémoires, soit des copies collationnées, soit même des titres originaux incomplets, aux corps administratifs, avant le 1^er^. septembre 1792, s'ils ne fournissent pas dans le même délai les originaux des pieces constatant leur créance.

Digitized by Google

XIV. A fur et mesure de la vérification des titres, le directeur-général de la liquidation avertira par des circulaires qu'il fera charger à la poste, et dont les frais seront payés par ceux à qui elles seront adressées, les créanciers qui lui auront fourni leurs noms, leurs adresses, et qui auront satisfait aux dispositions de l'article XII, dans le délai prescrit, s'ils ont oublié de fournir des pieces nécessaires à leur liquidation.

XV. Le registre prescrit par l'article VII du décret du 25 septembre dernier, servira aussi au directeur-général de la liquidation pour l'exécution des dispositions portées en l'article précédent.

XVI. Ceux qui n'auront pas envoyé leurs noms, prénoms et adresses, ou qui ne satisferont pas aux demandes que le directeur-général de la liquidation leur fera par lettre chargée, dans les trois mois de l'enregistrement des lettres sur le livre à ce destiné, sont dès-à-présent déclarés définitivement déchus de toute répétition envers la République.

XVII. Les entrepreneurs des bâtimens dont les mémoires ne sont pas réglés, et les propriétaires des créances dont les titres sont susceptibles d'être justifiés par des ordonnances des ministres, ordonnateurs ou autres agens, ou par des arrêtés des corps administratifs, sont autorisés à faire des poursuites et diligences contre les ministres, ordonnateurs, corps administratifs et autres agens qui doivent leur fournir les pieces qui leur sont nécessaires pour éviter la déchéance.

XVIII. Si la déchéance résulte de la faute des ministres, ordonnateurs, corps administratifs ou autres agens, ils seront responsables, envers les créanciers déchus, des pertes qu'ils leur auront occasionnées.

XIX. Les titres qui se trouvent déposés chez des notaires ou entre les mains des particuliers, pour servir de gage ou d'hypothèque, pourront être délivrés par les dépositaires, à la charge de notifier, lors de la remise, aux administrations publiques, les oppositions et autres actes faits entre leurs mains.

XX. Le directeur-général de la liquidation, et les corps administratifs, feront dresser, après les délais fixés pour les déchéances, la liste des créanciers qui, faute d'avoir remis leurs titres, sont déchus de toute répétition envers la République. Ils l'adresseront sans délai aux directoires de districts, qui poursuivront les créanciers en retard pour la remise de leurs titres; et en cas de refus, ils les feront arrêter comme suspects.

XXI. Les notaires et autres détenteurs des titres, provisions, contrats de vente et autres pieces qui pourraient constater les créances ou possessions des objets mentionnés au présent décret, seront tenus de les remettre aux directoires de districts, d'ici au 13e. jour de Nivos, 4e. mois de la 2e.

Digitized by Google

année républicaine, (1^er. février 1794, vieux style.) sous les peines portées par l'article IV.

XXII. Les directoires de districts nommeront deux commissaires qui se transporteront le 13^e. jour de Nivos, 4^e. mois de la 2^e. année républicaine, (1^er. février 1794, vieux style,) aux greffes et archives qui se trouveront dans leur territoire, pour y faire rechercher tous les titres, provisions et autres indications des titres mentionnés aux articles I et IV.

XXIII. Les titres qui seront fournis en exécution des articles précédens, et ceux dont la déchéance aura été encourue, faute de n'avoir pas completté les productions dans les délais prescrits, et qui se trouveront chez le directeur-général de la liquidation, ou aux corps administratifs, seront coupés au moins en douze parties, et vendus ensuite au profit de la République, ainsi qu'il est prescrit par les articles VIII et IX.

XXIV. Les mêmes dispositions auront lieu pour tous les titres de créances rejettés par décret, et pour les titres de féodalité déposés chez le directeur-général de la liquidation.

XXV. Afin de procurer aux citoyens qui ont remis ou qui remettront les titres mentionnés au présent décret, les moyens de constater cette remise, le directeur-général de la liquidation et les corps administratifs leur fourniront un récépissé conçu en ces termes :

Le citoyen..... a obéi à la loi du 9 Brumaire de la seconde année républicaine, par la remise des titres.

XXVI. A Paris, l'administration de département remplacera l'administration de district; et la trésorerie nationale, la caisse du receveur de district.

XXVII. Le présent décret sera imprimé demain au bulletin; tous les journalistes seront tenus de l'imprimer dans leurs feuilles, avec ces mots : *par ordre de la Convention.* Le directeur-général de la liquidation avertira, par affiches, journaux, avis, et même par lettres chargées, lorsqu'il le pourra, les créanciers qui ont remis ou qui ont à remettre à la liquidation des titres, afin qu'ils lui adressent leurs noms, prénoms et adresses, et qu'ils évitent les déchéances et peines prononcées par le présent décret.

Séance du décadi de la 1^ere. décade de Brumaire.

La Convention nationale décrete que toutes dénominations de ville, bourg et village sont supprimées, et que celle de commune leur est substituée.

On lit un grand nombre d'adresses de diverses communes, ou sociétés populaires. Elles invitent la Convention à rester à son poste jusqu'à ce que la République et la liberté aient triomphé de tous leurs ennemis.

Une lettre du commandant de Mezieres, datée du 5^e. jour de la premiere décade du second mois, annonce que la veille il a fait sortir de cette place douze cents hommes d'infanterie

Digitized by Google

avec cent cavaliers. Ce détachement s'est porté sur trois villages autrichiens, et en est revenu avec 133 bêtes à cornes, 64 moutons, 19 chevaux, une somme considérable d'argent en especes et en lingots, et une grande quantité de cuivre et de plomb. Le plomb et le cuivre seront convertis en instrumens pour donner la mort aux ennemis; l'or et l'argent iront à la monnoie.

Cette séance était consacrée, selon l'usage, à l'admission des pétitionnaires. Il s'est présenté plusieurs députations. Voici les plus remarquables.

Les citoyens de la commune de Ris ne veulent plus avoir désormais d'autre patron que Brutus, et ils demandent à la Convention de décréter que le bourg de Ris s'appellera le bourg de Brutus. Ils ont reconnu l'inutilité des prêtres pour des Républicains, et ils proposent à la Convention de supprimer leur curé, et d'accepter la remise de son traitement. Enfin, ils déposent sur l'autel de la patrie tous les objets précieux qui se sont trouvés dans leur église. — La premiere demande des Rissois est décrétée; la seconde est renvoyée au comité de législation.

La commune de Paris demande, pour la seconde fois, l'établissement d'un tribunal à la suite de l'armée révolutionnaire. — Renvoyé au comité de législation.

Une nombreuse députation de la société populaire du Muséum demande que tous les citoyens qui se trouvent à la campagne hors de leur véritable domicile, soient tenus de rentrer dans la ville où ils sont domiciliés, sous peine d'être traités comme suspects. Elle demande encore que l'usage de dire *vous* lorsqu'on ne parle qu'à une personne, soit supprimé, et que celui qui ne tutoyera pas son concitoyen soit déclaré suspect, comme adulateur.

Un membre demande l'insertion de la derniere pétition au bulletin, avec mention honorable: il pense que ce témoignage de l'assentiment de la Convention suffira pour déterminer les citoyens à fraterniser dans leur langage, comme dans leurs actions. Cette proposition est décrétée.

Nota. Dans la séance d'hier, le comité de législation a soumis à la délibération de l'Assemblée un projet de loi, concernant les enfans nés hors du mariage, et connus autrefois sous le nom d'enfans naturels. Ce projet a été adopté; en voici les principales dispositions:

« Les enfans actuellement existans, nés de pere et mere non engagés dans les liens du mariage, seront admis aux successions de leurs pere et mere, ouvertes depuis le 14 juillet 1789. Leurs droits de successibilité sont les mêmes que ceux des enfans légitimes. Ils ne pourront néanmoins déranger, de leur chef, les partages faits; mais ils prendront leur portion sur les lots existans. Si le pere ou la mere de l'enfant né hors

Digitized by Google

le mariage a transmis ses biens en tout ou en partie, soit *ab intestat*, soit par disposition, à des parens collatéraux, ou à des étrangers, ceux-ci, hors de la remise qu'ils feront à l'enfant né hors le mariage, pourront retenir le sixieme de ce qui leur est échu, ou de ce qui leur a été donné. Les enfans nés hors du mariage seront tenus de s'en rapporter à l'inventaire qui en aura été dressé à la mort de leurs pere et mere : ils ne pourront exiger les frais perçus par les héritiers antérieurs. Pour être admis à l'exercice des droits ci-dessus, les enfans nés hors le mariage seront tenus de prouver la possession d'état, qui ne pourra résulter que de la représentation d'écrits publics ou privés du pere ou de la mere décédé, ou de celui dont on poursuivra la succession, ou de la suite des soins donnés à leur entretien et éducation.

Les enfans nés hors le mariage, dont la situation sera prouvée de la maniere qui vient d'être déterminée, ne pourront prétendre à aucun droit de successibilité relativement aux parens collatéraux de leurs peres ou de leurs meres décédés, même depuis le 14 juillet 1789. A l'égard des enfans nés hors le mariage, dont le pere et la mere seront encore existans lors de la promulgation du code civil, leur état et leurs droits seront en tous points réglés par les dispositions du code. Néanmoins en cas de mort de la mere avant la publication du code, la reconnaissance du pere faite devant un officier public suffira pour constater, à son égard, l'état de l'enfant né hors le mariage, et le rendre habile à lui succéder. Il en sera de même dans le cas où la mere serait absente, et dans l'impossibilité absolue de confirmer par son aveu la reconnaissance du pere. Les enfans et descendans des enfans nés hors le mariage, décédés avant la publication de la présente loi, représenteront leur pere et mere dans l'exercice de leurs droits. Des arbitres choisis par les parties, ou nommés par le juge de paix du lieu de l'ouverture de la succession, termineront toutes les contestations qui pourront s'élever au sujet de la présente loi ; ces jugemens seront sans appel.

Séance du primidi de la 2e. décade de Brumaire.

On admet à la barre une nombreuse députation des citoyens de Nevers. Ils portent de grandes croix d'or, des crosses, des mîtres, des saints, et 17 malles remplies de vaisselle et autres effets d'argent. Parmi ces richesses, on remarque une cuvette remplie de pieces de monnaie, appellées ci-devant *doubles louis*, et plusieurs sacs remplis d'écus de six liv. Un membre de la Convention apperçoit une couronne ducale ; il demande qu'elle soit foulée aux pieds. Cette motion est accueillie par acclamation. Un huissier la prend, et la foule sous ses pieds, aux cris plusieurs fois répétés de *vive la République !* — L'orateur de la députation obtient la parole : « Représentans du peuple français, dit-il, les Sans-culottes de la

Digitized by Google

Nievre, pleins de mépris pour l'or et l'argent, viennent déposer dans votre sein les reliques du fanatisme et de l'orgueil. Les habitans des campagnes viennent eux-mêmes apporter l'argenterie de la table de leur dieu et de leurs ci-devant seigneurs : ils ont même exprimé le vœu formel pour la suppression des ministres du culte catholique, et demandant à la place des instituteurs de morale. On offre maintenant dans nos cités du numéraire en argent; il est devenu odieux au peuple qui sait qu'il fut toujours le prix de la corruption. Nous ne voulons plus que du pain et du fer... »

On fait ensuite lecture d'une lettre de Fouché, représentant du peuple, datée de Nevers, où il annonce l'envoi de ces richesses, dont une portion provient aussi des dons des Sans-culottes. « La défiance, l'avarice et l'aristocratie, ajoute-t-il, les avaient enfoui dans la terre; la confiance et la générosité du patriotisme, éclairés par la philosophie et la raison, les en font sortir. Chaque citoyen apporte son offrande avec empressement et avec joie, aux cris prolongés de *vive la Montagne! vive la Convention nationale!* — Je vous ferai dans peu un troisieme envoi. »

La commission des monnaies est chargée de dresser un état des effets précieux apportés par les citoyens du département de la Nievre, et de les envoyer à la trésorerie nationale.

Barrere, au nom du comité de salut public, fait rendre un décret interprétatif et complémentaire de la loi sur le maximum du prix des denrées. Voici en substance les principales dispositions qu'il contient : il sera fait incessamment un tableau portant, 1° le prix que chaque genre de marchandises comprises dans la loi du *maximum* valait dans le lieu de leur production ou fabrique en 1790, augmenté d'un tiers; 2° cinq pour cent de bénéfice pour le marchand en gros; 3° dix pour cent de bénéfice pour le marchand détaillant; 4° un prix fixé par lieue pour le transport; à raison de la distance de la fabrique. Ces quatre bases formeront irrévocablement le prix des marchandises pour toute l'étendue de la République.

La Convention nationale voulant venir au secours de la partie peu fortunée du peuple, décrete qu'il sera accordé une indemnité aux citoyens marchands ou fabriquans qui, par l'effet de la loi du *maximum*, justifieront avoir perdu leur entiere fortune au-dessous de 10,000 liv. de capital. Ils présenteront à cet effet leurs pétitions au chef-lieu de district, pour y être statué d'après les bases qui seront incessamment décrétées. Cette indemnité sera payée par le trésor public. Les fabricans et les marchands en gros qui depuis la loi du *maximum*, auraient cessé ou cesseraient leur fabrication et leur commerce, seront traités comme personnes suspectes.

Barrere a ensuite annoncé que plusieurs armées étaient en mouvement pour cerner et détruire la colonne des rebelles.

Digitized by Google

qui, de la Vendée se sont réfugiés dans le département de Mayenne et Loire. Il a fait rendre le décret suivant :

« Toute commune de la République qui recevra dans son sein des brigands, ou qui leur donnera des secours, ou qui ne les aura pas repoussés avec tous les moyens dont elle est capable, sera rasée et les biens des habitans seront confisqués au profit de la République. »

Sur la proposition d'Osselin, il est décrété sauf rédaction que tous les Français qui sont sortis de France avant la révolution, et qui n'y sont pas rentrés, seront considérés comme émigrés et traités comme tels.

D'après un rapport sur le mode d'exécution des lois relatives à la déportation, la Convention décrete que les mendians condamnés à la déportation, et tous autres qui le sont et le seront par suite des jugemens des tribunaux criminels et révolutionnaires, seront transportés à la partie du sud quart sud-est de l'isle de Madagascar, au lieu ci-devant dit le Fort-Dauphin, qui se nommera de ce jour le fort de la Loi.

Séance du duodi de la 2e. décade de Brumaire.

A l'ouverture de la séance, Beaudot s'est présenté à la tribune pour rendre compte de la conduite de ses collegues à Bordeaux. « La révolution, a-t-il dit, s'est faite en silence; elle n'en est pas moins inébranlable. La commission prétendue de salut public disait toujours qu'elle voulait la République, en employant tous les moyens pour la détruire. Notre premier plan fut de ne point l'attaquer d'abord de vive force, parce que nous n'avions pas un assez grand nombre d'hommes. Nous commençâmes à nous emparer de toutes les fortifications qui environnent la ville. Bientôt nous fûmes maîtres de Château-Trompette; alors nous déclarâmes nos projets. La commission sentant sa faiblesse, tenta de s'échapper; plusieurs de ses membres ont été pris et punis. Il y en a huit dans les prisons de Paris; il faut les renvoyer à Bordeaux, parce que l'exemple aura plus d'effet là qu'ici..... » On a observé qu'il y en a eu trois jugés ce matin. La Convention a décrété le renvoi des cinq autres membres à Bordeaux.

Beaudot a ajouté : « Une bonne opération que nous avons faite est le désarmement de tous les aristocrates. Vingt mille fusils nous ont été apportés. Bordeaux est entiérement à la République. »

Une députation de la municipalité de Senlis vient faire hommage à la patrie de l'argenterie de cette commune. Un membre observe que, tandis que le patriotisme des citoyens fait rentrer dans le trésor public les dépouilles du luxe, du fanatisme, de la superstition, la Convention doit s'occuper d'y ramener celles du despotisme. Il demande que les richesses scandaleuses de la courtisanne Dubarry soient confisquées au profit

Digitized by Google

profit de la République. — On observe que la Dubarry est en état d'arrestation, qu'elle va être traduite au tribunal révolutionnaire, et que le comité de sûreté générale a envoyé des commissaires à Luciennes. L'Assemblée passe à l'ordre du jour.

On fait lecture d'une adresse de la société populaire de Castres et du conseil du département du Tarn, qui annonce la levée d'un bataillon, dit *le Vengeur*, pour marcher contre Toulon. — Mention honorable.

Séance du tridi de la 2e. décade de Brumaire.

On admet à la barre une députation des ouvriers employés dans les manufactures extraordinaires d'armes établies à Paris :

« La Convention nationale, dit l'orateur, a demandé à la ville de Paris 360,000 fusils par an. Il faut ordinairement deux ans pour monter une manufacture d'armes. Voilà dix-huit mois que la manufacture d'armes de Moulins est commencée, et elle n'a pas encore produit un fusil. Voilà dix mois que la manufacture d'armes d'Autun est décrétée, il n'y a pas encore un fusil de produit. Voilà deux mois que la Convention a decreté une fabrication extraordinaire à Paris, et nous lui présentons des fusils fabriqués de toute piece dans cette grande commune. Les suppôts de puissances étrangeres de Pitt et de Cobourg se sont agités dans tous les sens pour entraver la fabrication ; plusieurs même se sont couverts du masque du patriotisme exalte pour arriver plus sûrement à leur but. Les trois administrations se sont réunies sous les ailes de votre comité de salut public, et aidées de sa puissance elles ont vaincu tous les obstacles.

» En ce moment, 19 ouvriers forgent des canons au Luxembourg, et 104 sont forgés ; 20 ouvriers à la place de l'Indivisibilité, et 134 sont forgés ; 30 platineurs montent les outils à l'attelier de la maison de Baschi, 40 travaillent à l'attelier du Marché-au-Poisson, section de Bonne-Nouvelle ; 36 aux écuries de Montmorency, 138 aux Chartreux ; 14 monteurs et ajusteurs travaillent à l'attelier des écuries du ci-devant Monsieur, rue Plumet ; 32 aux Jacobins, rue St.-Dominique, et 200 fusils y ont deja été fabriqués ; 62 à la maison d'Egmont, rue des Piques, et 175 y ont deja été fabriqués ; 130 ouvriers travaillent à l'attelier de rhabillage, isle de la Fraternité ; 112 aux Capucins, rue St.-Honoré ; ce qui fait 653 ouvriers en pleine activité dans les atteliers à Paris.

» Indépendamment de ce travail, 800 marchés sont passés par les ouvriers de Paris qui travaillent dans les atteliers, et deja 2000 ouvriers y travaillent. Les magasins sont approvisionnés de charbon de terre, de fer, d'acier et d'outils ; et cette fabrication subite de 1000 fusils par jour, qui aurait été un beau roman pour le reste de l'Europe, se réalise à Paris.

Dans la séance d'hier, la Convention avait décrété que les

Digitized by Google

geoliers et gardiens qui laisseraient échapper une personne confiée à leur garde seraient punis de la même peine que celle à laquelle la personne évadée aurait été condamnée ; aujourd'hui ce décret a été rapporté ; les geoliers convaincus d'avoir favorisé l'évasion de la personne confiée à leur garde, seront punis de mort.

Une lettre du citoyen Taillefer à la Convention nationale, en date de Rhodez le 5 du 9e. mois, lui rend compte de ses opérations.

" J'ai, en grande partie, dissipé les rassemblemens de la Lozere, de l'Aveyron et du Tarn, écrit le représentant du peuple. Déja divers corps de rebelles retranchés dans les bois, battaient la campagne, dévastaient les propriétés des patriotes qu'ils égorgeaient ou emmenaient; des détachemens envoyés contre divers partis avaient été taillés en pieces, désarmés et faits prisonniers. Ils avaient établi leur quartier général dans une vaste forêt, dite de Palangen. On évalue à 6000 hommes le nombre des brigands déja rassemblés; mais leur plan était beaucoup plus vaste et parfaitement lié avec ceux des rebelles de la Vendée et de Lyon. La grande majorité des communes enrégimentées par compagnies et brigades, était entrée dans la contre-révolution; ils avaient des intelligences dans toutes. Un inconnu, étranger à ce qu'il paraît, donnant des ordres par interprête, était leur chef apparent. Deux cents émissaires, au nom des freres du ci-devant roi, aidés des prêtres, parcouraient les campagnes pour grossir le parti. Les mots de ralliement et les signes de rébellion surpris sur quelques rebelles, sont, comme dans la Vendée et la Lozere, des cœurs enflammés surmontés de croix. "

" Dans la nuit du 13 au 14, ils devaient se lever à la fois, envahir Milhaud, Senerac et Rodez. Ils s'en seraient rendus maîtres sans tirer une amorce, tant leur plan était bien concerté. Le citoyen Perié, procureur syndic de Hauzerte, prit des mesures provisoires qui reculerent l'effet de leurs complots. J'envoyai aussi-tôt tout ce que je pus réunir de troupes, dont je confiai le commandement à l'ex législateur Marbot, général de brigade. Les departemens du Lot et du Cantal, déja privés de vivres, envoyerent tout ce qui leur en restait. La promptitude et le concert des mesures épouvanterent les rebelles, dont une grande partie regagnerent leurs domiciles, pensant n'être pas connus. Les chefs se cachent dans des cavernes inconnues, même aux habitans du pays, mais dont l'existence est certaine ; dans des forts qu'il faudra brûler pour les en faire sortir, et pour découvrir les issues de ces souterrains. Nous avons pris une fabrique de faux assignats ; ils n'en avaient encore émis aucuns. Nous avons déja pris quelques brigands, dont un chef, qui donnera des éclaircissemens, et quelques prêtres, qui ont déja essayé le tranchant

Digitized by Google

de la guillotine. Comme ce pays était très-vaste, je ne renverrai pas les troupes avant d'avoir balayé le pays. m

» J'ai établi des chaînes de postes et des quartiers principaux sur tous les points environnant les gorges, les forêts, les forts où l'on présume que les brigands se tiennent cachés. Les troupes formeront une battue en se portant de la circonférence au centre, fouillant les bois et autres lieux suspects, désarmant les communes mauvaises, incarcérant les individus qui ont trempé dans le complot, qui recelent les prêtres; et comme il y a plusieurs communes qui y ont coopéré en totalité, un exemple sévere contre les plus coupables dégoûtera les autres de la contre-révolution. Un juré militaire va être institué pour juger les prêtres suivant la loi du 18 mars, et un tribunal révolutionnaire pour faire le procès aux conspirateurs. On fera verser dans les magasins du peuple toutes les subsistances qui se trouveront chez les coupables. La masse du peuple est excellente; il lui suffit de lui montrer le bien pour qu'il le suive; mais les campagnes sont fanatisées, et des missionnaires zélés et intelligens vont les éclairer. J'annonce à la Convention que j'ai destitué et fait traduire au tribunal révolutionnaire le général de brigade Laferriere qui commandait dans la Lozere, et dont les mouvemens favorisaient les rebelles. »

Barrere, au nom du comité de salut public, annonce à la Convention que toutes les armées sont en mouvement. Les états-majors qui étaient presque tous gangrenés d'aristocratie sont épurés; de nouveaux chefs sont donnés aux armées de la République; de grandes mesures sont prises pour rendre Toulon à la République. Pour cet effet, l'Assemblée, sur la proposition de Barrere, proclame Dappet, général en chef de l'armée des Pyrénées orientales; Ligonier passe au commandement de l'armée d'Italie; mais il sera spécialement chargé de diriger le siége de Toulon. Cartaux commandera l'armée des Alpes.

Les mesures ultérieures sont prises pour les armées du Rhin et de la Moselle. Dans cette partie de la frontiere, il y a neuf commissaires; la Convention en rappelle sept et en envoie deux nouveaux. Elle rappelle dans son sein tous les représentans du peuple envoyés dans les départemens pour la levée des citoyens de la premiere requisition.

Barrere fait encore décréter que tous les bâtimens marchands chargés pour quelque destination que ce soit, et qui, conformément aux décrets précédens, ne seraient pas déchargés 15 jours après la publication du présent decret, qui sera envoyé sur-le-champ par des couriers extraordinaires par le conseil exécutif, toute matiere ou marchandise qui ne sera pas déchargée de dessus les divers bâtimens, à l'époque fixée, demeurera confisquée au profit de la République; le quart du produit appartiendra au dénonciateur.

Lors de la révolte des Lyonnais, les freres Jean, à la tête

Digitized by Google

d'une fonderie de canons qui était établie dans cette ville, enfouirent cent pieces de canons de bronze, afin que les rebelles ne pussent pas s'en servir : il est décrété que ces citoyens ont bien mérité de la patrie.

Barrere soumet ensuite à la délibération de l'Assemblée un projet de loi qui est adopté en ces termes : « Il est défendu, sous peine de mort, à tous généraux, officiers, sous-officiers et soldats de recevoir des déserteurs après le coup de retraite. Tout trompette qui se présentera ne pourra, sous peine de mort, passer les avant-postes, sans un ordre exprès et par écrit du général commandant la division auquel le trompette est adressé.

Un secrétaire fait lecture d'une lettre, des représentans du peuple dans la Charente inférieure, datée de Rochefort le 7e. jour du 1er. mois. En voici la copie.

» Nous vous envoyons des échantillons d'une friponnerie considérable autant qu'audacieuse, ce sont des bougies fournies à la marine pour les vaisseaux et pour les signaux; c'est, comme vous le verrez, un gros noyau de térébentine et de graisse, recouvert d'une légere couche de cire. Une bougie qui devrait durer 24 heures dure 21 minutes, montre en main. Il en reste ici dans le magasin pour une cinquantaine de mille livres, et la fourniture a peut-être été sextuple. Nous avons appréhendé le fournisseur, nommé Riviere, et un tribunal va le faire éclairer. »

» Les honnêtes gens de ce pays nous disent que c'est le plus honnête homme de la terre; il en est ainsi de l'état-major de l'*Apollon*, venu de Toulon ici pour livrer le port aux Anglais; il en est ainsi des comtes, évêques et prêtres arrivés l'autre jour au Bagne, qui se sont révoltés en route, dont plusieurs se sont échappés; les outils avec lesquels ils coupaient leurs chaînes ont été trouvés sur les autres. Le tribunal révolutionnaire que nous formons est chargé de donner à tous ces messieurs des certificats de civisme. »

Signés, LAIGNELOT et LEQUINIO.

Séance du quartidi de la 2e. décade de Brumaire.

André Dumont, de retour des départemens de Nord-d'ouest, s'est présenté à la tribune, et a rendu compte de ses opérations. « On m'a cru brouillé avec la religion, a-t-il dit; eh bien! sur ma réquisition, trois ou quatre cents saints m'ont demandé à venir à la monnaie; j'ai trouvé dans une abbaye de moines, près d'Hesdin, 61,000 liv. dont j'ai fait hommage à la Convention. J'ai fait arrêter les Harcourt, les Beuvron, les Faucigny. J'ai trouvé une médaille d'argent, représentant le mariage du ci-devant roi, avec une lettre por-

Digitized by Google

tant que, quand on veut émigrer, il faut être muni de cette médaille pour la montrer. Il n'existe plus dans les églises du département de la Somme, ni plomb, ni cuivre, ni argent. Les lampes sont de fer-blanc, les chandeliers sont de bois, et les calices de verre. Les flammes de la liberté ont succédé aux croix des clochers, et les citoyens ont par-tout crié : *vive la République.* »

Plusieurs malles, pleines des effets annoncés par Dumont, sont apportées et déposées au milieu de la salle. La Convention nationale décrète la mention honorable de la conduite des administrateurs qui ont secondé le zele du représentant dans ses recherches, et l'insertion de son rapport au bulletin.

Legendre, arrivé de Rouen, fait part à la Convention de la détresse de cette ville au sujet des subsistances. Les habitans sont réduits à un quarteron de pain par jour pour chacun d'eux. On disait sans cesse que Rouen renfermait des magasins de blé ; les représentans du peuple ont fait toutes les recherches et toutes les perquisitions possibles ; mais leurs soins ont été inutiles. Ils ont destitué l'administration du département ; 8 à 10 millions ont été imposés sur les riches. Ils sont destinés à acheter des subsistances ; mais, en attendant, il faut pourvoir aux besoins pressans du peuple. Legendre demande que le ministre fasse passer des subsistances à Rouen dans le plus bref délai, et que Coupé (de l'Oise), qui a répété plusieurs fois qu'il y avait des magasins à Rouen, soit adjoint aux représentans députés dans cette ville.

Au nom du comité de salut public, Barrere annonce qu'il prépare un rapport sur tout ce qui a suivi la journée du 5 de ce mois, où l'armée de la République est partie de Château-Gontier pour poursuivre les rebelles réfugiés à Laval.

Des dépêches de l'armée du Rhin apprennent que les ennemis s'étaient avancés sur Saverne, et qu'un combat, où ils ont perdu 500 hommes, a été livré.

PARIS, *le septidi de la 2e. décade de Brumaire.*

Philippe d'Orléans arriva dans cette ville, avec son fils Montpensier, le duodi de la 2e. décade de Brumaire. Il fut conduit à la Conciergerie. Son procès n'a pas été long. Après lui avoir fait subir un interrogatoire secret, le tribunal a commencé l'instruction publique hier matin ; son jugement de mort a été prononcé à 3 heures après-midi, et son exécution a eu lieu à 5 heures. Quatre autres personnes ont été conduites avec lui dans la même charette. Un garçon serrurier, convaincu d'avoir insulté aux couleurs nationales, et provoqué par ses

Digitized by Google

propos le rétablissement de la royauté. Constard, ex-député, mis hors la loi, un homme convaincu d'accaparement de pain, et un autre coupable de projets contre-révolutionnaires. Le serrurier avait seul un confesseur. Philippe d'Orléans avait l'air assez distrait, ne parlant à personne, et regardant de tems en tems la foule qui l'environnait, et qui criait : *Vive la République!*

Un jugement du même tribunal a condamné à la peine de mort Olympe de Gouges, femme de lettres, se disant veuve Aubry, âgée de 38 ans, convaincu d'être auteur d'écrits tendans à l'établissement d'un pouvoir attentatoire à la souveraineté du peuple. — Adam Lux, professeur de philosophie, demeurant à Hosteink, vis-à-vis Mayence, venu en France, le 30 mars 1793 (vieux style), pour demander la réunion de son pays à la France, et convaincu d'avoir par ses écrits provoqué la dissolution de la Convention nationale, a été condamné à la peine de mort.

Bailly a été transféré de la Force à la Conciergerie ; on croit que son procès ne tardera pas à être instruit. — Jeanne Vaubernyer-Dubarry, demeurant à Luciennes, a été conduite le nonodi de la 1ere. décade de Brumaire à la maison d'arrêt des femmes. — Marie-Françoise Beauharnais, et la mere des deux Mirabeau ont été enfermées à Sainte-Pélagie. — Le ci-devant général Kellermann a été conduit à l'Abbaye.

Luckner, arrêté aux environs de Metz, a été conduit à Paris, et traduit au Luxembourg.

Des lettres de Brest du septidi de la 2e. décade de Brumaire portent, que six de nos frégates sont rentrés dans ce port : l'une d'elles, la *Carmagnole*, s'est emparée de la frégate anglaise la *Thétis*, de 32 canons, dont vingt-six de 12 en batterie. Le capitaine ayant demandé la liberté sur sa parole, le représentant Jean-Bon-Saint-André lui a dit : « Si nous nous modélions sur la conduite de votre amiral infâme Hood, vous ne devriez vous attendre à aucune faveur ; mais une grande nation ne s'écarte pas des principes, et n'oublie jamais les droits de l'humanité. » Les blessés ont été conduits à l'hôpital de la marine, où ils sont traités avec toute l'humanité possible. Nos frégates ont aussi arrêté plusieurs navires anglais chargés pour des puissances ennemies. De ce nombre, neuf sont arrivés à Brest et un à l'Orient.

On écrit de Montreuil que, le 6, plusieurs frégates anglaises, accompagnées de plusieurs lougres et de plusieurs cutters, courant du Sud au Nord, se sont approchés de la côte du district de Montreuil. Un de ces bâtimens s'étant placés sous le feu des batteries du poste du Haubanch, a été vivement canonné. Il chercha alors à s'éloigner, mais la mer étant orageuse, il est venu se briser pendant la nuit sur les

Digitized by Google

bancs de la baie d'Anthée. Dix hommes de son équipage ont été noyés ; le reste a été fait prisonnier.

Nous apprenons de Saverne que la trahison qui a livré à nos ennemis les lignes de Wissembourg, n'a fait que redoubler l'ardeur de nos braves défenseurs républicains. Ils se sont ralliés pour les repousser de notre territoire ; chaque jour ils les harcellent par des attaques où le succès est sans cesse de notre côté. Le 23 octobre (vieux style), les Autrichiens attaquèrent une hauteur que nous occupions entre Steinbruch et Saint-Jean. Le feu fut très-vif de part et d'autre, et dura presque toute la journée. Mais deux canons et deux obus le décidèrent enfin en notre faveur, et l'ennemi se retira au-delà de Steinbruch, après avoir perdu 500 hommes dans cette affaire.

Les émigrés sont à Hoxhfelden, ils traitent de la manière la plus barbare tous les patriotes qui ont le malheur de tomber entre leurs mains : ces malheureux oublient à quelles représailles ils s'exposent.

Le passage de Saarboug et Bouquenom, par Saverne et Phalsbourg, sont toujours libres, et la communication entre notre armée du Rhin et celle de la Moselle n'est point interrompue. Les Autrichiens ont fait mine de vouloir la couper ; mais leurs forces ne leur ont pas permis de réaliser leur projet à cet égard ; et ils ne seraient jamais venus à bout de former des retranchemens à Buschweiler et Ingweiler, si quelques communes de ces contrées ne leur avaient prêté une assistance perfide.

Cependant ils craignent d'être attaqués dans ces postes ; et ils témoignent quelque inquiétude d'avoir passé le Rhin, ayant d'avoir reçu les renforts qu'ils attendent. Les nôtres arrivent journellement, et nos bataillons brûlent d'impatience de se mesurer avec eux, tandis qu'ils souillent notre territoire.

Il s'est élevé des débats dans l'Amérique septentrionale sur le parti à prendre par les états unis dans la guerre actuelle de la France et des cours alliées. L'aide que les Américains ont reçu des Français pour conquérir leur liberté paraissait un motif déterminant à quelques esprits généreux pour se décider en faveur de la République française ; mais il a été décidé par la politique qu'il convenait de s'en tenir à une exacte neutralité. Cette décision a donné lieu à des plaintes assez vives de la part du citoyen Genet, ambassadeur de France, et c'est au général Washington qu'il les a adressées. « C'est à vous seul, lui a-t-il écrit, que je me suis plaint des principes que

Digitized by Google

vous avez adoptés, et des décisions qui en ont été la suite ; c'est à vous seul que le gouvernement Américain, loin d'avoir égard à notre conduite généreuse envers ce pays, sacrifiait nos intérêts à ceux de nos ennemis par l'interprétation des traités qui existent entre nous ; c'est à vous que j'ai représenté que cette conduite ne paraissait pas répondre aux vues du peuple Américain, à leur desir d'être fideles à leurs engagemens ; et enfin à leur amour pour la liberté. . . . . Cependant on m'a calomnié ; on a publié que je vous ai manqué en vous menaçant d'en appeller au peuple, comme si l'appel au peuple pouvait offenser un magistrat qui remplissant bien son devoir ne peut que le desirer.

Il est devenu nécessaire, monsieur, de dissiper ces noires calomnies. J'ose attendre de votre probité une déclaration qui porte que je n'ai jamais manifesté l'intention d'en appeller au peuple.

J'ai toujours déclaré librement mes pensées, et signé mes écrits ; et si d'autres ont cru savoir mes vues par des paragraphes dans les papiers publics, ils se sont trompés ; une bonne cause n'a pas besoin d'avocats.

Réponse de Jefferson, secrétaire d'état, à Genet.

« Le président des Etats-Unis a reçu la lettre que vous lui avez écrite de New-Yorck, le 13 de ce mois ; et je vous observerai que ce n'est point l'usage que les agens diplomatiques aient une correspondance directe avec lui ; le secrétaire d'état est l'organe par lequel leurs communications doivent lui parvenir.

Le président ne croit pas qu'il convienne à sa qualité ni à son devoir de faire une déclaration qui peut n'être pas exacte, soit que lui ou d'autres aient été menacés de l'appel au peuple. Il refuse donc de se mêler de cette affaire. »

(*Extrait tiré des nouvelles politiques.*)

Digitized by Google

(N°. 120. — 1793.)

MERCURE FRANÇAIS.

DU SEXTIDI, 26 BRUMAIRE, *l'an IIe. de la République.*
(*Samedi* 16 *novembre* 1793, vieux style.)

POÉSIE.

Vers pour être mis au bas du buste de MARAT, *placé dans le lieu de l'assemblée de la section des Piques.*

Du vrai Républicain unique et chere idole,
De ta perte, *Marat*, ton image console :
Qui chérit un grand homme, adopte ses vertus ;
Les cendres de *Scevole* ont fait naître *Brutus*.

Vers pour être mis au bas du buste de LEPELLETIER, *placé dans le même endroit.*

Représentant du Peuple, et son appui fidele,
Pelletier, patriote actif, ami des mœurs,
Des vertus, des talens nous laissa le modele.
L'univers l'a perdu ; mais il vit dans nos cœurs.

Par SADE, *citoyen de la section des Piques.*

CHARADE.

Mon premier, cher lecteur, au chant est employé.
Si mon autre partie offre l'obscurité,
Mon tout de mon second te donne la moitié.

ÉNIGME.

Sans souci, sans fatigue,
Sans cabale et sans brigue,
Sans crédit, sans amis,
Incessamment je m'enrichis.
Chez moi tous les jours vient la foule.
Du hasard inconstant la boule
Pour moi roule uniformément :
Je reçois tout fort sérieusement.
Simple, paisible et sans parure,
Jamais je ne souris aux dons de la nature.

Digitized by Google

A tous je fais un froid accueil ;
Et quelquefois aussi je montre de l'orgueil.
Peut-être ce vice vous blesse ;
Mais passez-moi cette faiblesse.
Chacun n'a-t-il pas ses défauts ?
Le mien n'est dû qu'au vain esprit des gros,
Qui follement veulent que je décele
Par un côté tout ce que je recele.
Mais qu'ai-je dit ? me voilà tout à nu.
D'accord, lecteur ; je veux être connu.
Pour toi je ne puis disparaître,
Et c'est le tems de me connaître,
Ou bien jamais, puisqu'entrant sous mon toit
On me trouve, et pourtant personne ne me voit.

LOGOGRIPHE.

PAR la vertu de ma substance,
Sur quatre pieds je file en France.
Lecteur, dans mes pieds décousus,
J'offre dix mots bien apperçus.
L'un fait voir un local environné par l'onde,
Et l'autre un grain que la terre féconde ;
Celui-ci, ce qui vient au secours de la dent ;
Et celui-là n'offre qu'un sédiment ;
Cinq plus petits, à leur maniere,
Présentent la combinaison
De deux pronoms, d'un article, d'un ton,
De ce qu'on trouve entre ses deux lisieres ;
Je donne encore un instrument d'acier ;
L'anagramme de mon entier ;
A connaître je suis facile ;
Je fus celébré par Virgile ;
D'une antique cité le nom
Me donne le plus grand renom.
Enfin, permets-moi de le dire,
Je suis, adorable Thémire,
Le symbole de ta candeur,
Et l'emblême de ta douceur.

Explication des Charade *et* Logogriphe *du* N°. 119.

Le mot de la Charade est *Bonnet ;* celui du Logogriphe est *Canon*, ôtez *C*, reste *anon ;* ôtez *a*, reste *non*.

Digitized by Google

VARIÉTÉ.

Fragmens des Mémoires secrets et critiques de Gorani.

Au défaut de nouveautés, qui puissent nous fournir des articles interessans et entretenir l'esprit public, (ce qui est toujours notre principal objet,) nous croyons ne pouvoir mieux faire que de donner à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les *Mémoires* de Gorani, des extraits de ce livre, bien propres à nourrir ce mépris de la superstition, et cette haine du despotisme, qui forment l'essence du caractere républicain.

Puissance des moines dans le royaume de Naples.

« Les gens d'église jouissent du plus grand crédit et d'un » pouvoir immense dans ce royaume. La justice les redoute » et n'ose punir les crimes dont ils se rendent coupables. »

« Pendant que j'étais à Naples, un moine du couvent de » Saint-Augustin tua une femme dans l'église. Le scélérat vit » encore tranquillement dans le même monastere, sans qu'on » ait fait aucune poursuite relative à ce meurtre abominable. » Il était doublement à l'abri des tribunaux, d'abord comme » moine, ensuite comme appartenant à une famille noble, » appellée *Gennaro*. Voici quelle fut la cause de cet horrible » assassinat : »

« Ce moine entretenait une fille très-jolie. Les voisins s'en » étant apperçus, en parlaient entr'eux. Une des amies de la » demoiselle lui recommanda d'avoir de la prudence en » recevant les visites de ce religieux, parce que cela faisait » jaser sur son compte. La maîtresse du moine fit confidence » à son amant de cet avis charitable, et lui dit en même-» tems le nom de la donneuse d'avis. Cet homme atroce prit » la résolution de se venger. Cette pauvre femme étant allée » au salut dans l'église du couvent, le moine l'aborda et » s'entretint avec elle jusqu'à ce que le monde fût sorti. Alors » il tira tout-à-coup un poignard caché sous sa robe, et le » plongea dans le sein de cette infortunée. Ce scélérat alla » tout de suite se prosterner aux pieds de son supérieur, » qui l'aimait et qui le prit sous sa protection. On l'envoya » dans un autre couvent à peu de distance, où il se tint caché » jusqu'à ce que le bruit causé par cet assassinat fût dissipé. » Quatre mois seulement s'étant écoulés, il revint à Naples,

Digitized by Google

» st continua de desservir la même église qu'il avait profanée » par cet énorme attentat. »

C'est tout comme chez nous, dit le proverbe ; et c'est ce qu'on pouvait dire avant la révolution. C'était une des belles maximes du gouvernement et de la police de fermer les yeux sur les crimes des prêtres et des moines, et de les dérober aux tribunaux, *de peur* (disait-on), *de causer du scandale et de faire triompher les impies ;* comme si l'on eut pû anéantir le crime en le dérobant à la peine capitale, ou comme s'il pouvait y avoir un plus grand *scandale* que l'impunité du crime ? Mais la haute politique de l'ancien régime n'allait pas plus loin, et l'on sait où elle l'a conduit.

Il est de fait que les églises, et sur-tout les cloîtres, ont souvent recelé de grands forfaits : les exemples en sont connus et se conservent dans les recueils d'anecdotes. Aucun de ces forfaits ne fut jamais puni. On se contentait, comme à Naples, de faire passer les coupables dans d'autres maisons : *il ne faut pas* (disait-on), *déshonorer une maison religieuse ;* et le gouvernement aimait mieux se déshonorer lui-même ; car vous imaginez bien que tout ce qu'on voulait le mieux cacher, était sû de tout le monde. Il fut public à Paris, il y a une vingtaine d'années, que dans une des capucinieres de cette capitale, qui étaient, comme la plupart des couvents, des repaires de corruption et de discorde, on s'était battu à coups de couteau avec tant de rage, que plusieurs moines furent tués et d'autres griévement blessés. La justice n'en prit aucune connaissance. — Dans une ville de Provence, un chanoine tua d'un coup de couteau, au pied de l'autel, une demoiselle dont il était amoureux et qui venait de se marier. On le laissa s'évader, et il échappa au supplice. Enfin ce n'est que depuis la révolution que ce misérable abbé Bardi, convaincu d'avoir assassiné son frere pour le voler, a subi la peine de son crime : jusques-là il avait été renfermé et soustrait à la vindicte publique. — Toute la France a sû qu'un marquis de Ragny, coupable aussi d'un assassinat prouvé, a fini ses jours à Pierre-Encise, où il avait une table de douze couverts et apparemment des convives : ils étaient plus méprisables que lui. — Il est mort dans la même prison un duc d'Olonne, c'est-à-dire (comme on parlait alors) un des plus grands seigneurs de France, qui avait séduit et payé un malheureux pour commettre un meurtre : celui-ci fut roué, et le monstre qui avait médité et salarié le crime, reçut une *lettre-de-cachet*, par laquelle le roi ordonnait à *son cousin* de se rendre à Pierre-Encise. Il y alla sur sa bonne-foi, sans être conduit ni gardé, et y fut traité comme Ragny ; et tous les jours on pendait *des gens du peuple*, pour avoir pris une serviette ou un écu.

Digitized by Google

De tout tems indigné de cette rigueur atroce pour *les petits* et de cette lâche complaisance pour *les grands*, qui caractérisait le gouvernement français, j'avais fait pour mon usage un relevé de toutes ces iniquités ministérielles et des nombreux assassinats juridiques commis par les parlemens. J'ai perdu cet écrit, avec d'autres papiers, dans un déménagement, et j'ai lieu de croire qu'on me l'a dérobé, parce que j'avais annoncé que mon intention était de le publier; mais les faits sont présens à ma mémoire, et rentreront dans le plan d'un autre ouvrage.

A l'égard des ecclésiastiques et des moines, ils avaient tant de moyens pour maintenir la jurisdiction indépendante et illégale qu'ils exerçaient chez eux, qu'il était très-difficile, même à l'autorité absolue qui regnait alors, de s'en faire obéir et de leur dérober une victime. J'en puis citer pour preuve un fait que j'ai appris de la bouche même du plus puissant ministre de Louis XV, Choiseul. Il reçut avis que dans une chartreuse de province il y avait un malheureux enfermé dans un cachot souterrain, d'où ses gémissemens s'étaient fait entendre, un jour, dans une petite route détournée, voisine des murs du couvent. Il fut fort embarrassé : s'il eût donné l'ordre de le délivrer, on n'eût pas manqué d'expédier le pauvre captif, et d'envoyer l'extrait mortuaire. Voici comme il s'y prit. Il fit partir un officier de police fort intelligent avec une lettre pour l'intendant de la province, qui devait lui fournir la force armée qu'il réquerrait, et des ordres pour se faire ouvrir le couvent. L'officier commença par s'assurer, autant qu'il lui fut possible, de l'endroit où devait être le souterrain. Quand il se fut fait ouvrir les portes, il fit occuper par ses soldats toutes les communications intérieures, et ayant ensuite assemblé tous les individus du couvent, sans exception, il demanda le prisonnier; sur quoi on lui répondit, comme il s'y attendait, qu'on ne le connaissait pas. Alors il leur déclara qu'il les constituait tous prisonniers, chacun dans leur chambre, jusqu'à ce qu'on lui eût remis le captif, et que si dans 24 heures il ne l'avait pas, il avait ordre de leur faire vider les lieux, et de fouiller la maison depuis les fondemens jusqu'aux combles, et que le supérieur répondrait de l'événement. Il fallut plier, et on offrit d'aller chercher le moine captif. Deux soldats accompagnerent le conducteur, et tirerent l'infortuné du cachot où il était depuis bien des années; et l'on ne trouva d'autre moyen de le mettre en sûreté contre la vengeance monacale, que de le faire sécullariser. Je reviens aux *Mémoires* de Gorani.

« Il existe entre le roi de Naples et le margrave d'Anspach » une correspondance intime et suivie sur tout ce qui est relatif » à la chasse. Chacun de ces princes tient un registre exact » dans lequel sont inscrits, jour par jour, heure par heure,

Digitized by Google

» les hauts faits qui les illustrent. Pendant le différend qui » brouilla les deux monarques, rois d'Espagne et de Naples, » Ferdinand eut grand soin de se procurer le journal des » chasses de son pere, et envoya toujours exactement le sien » à sa majesté catholique. La politique n'influa jamais sur des » objets si chers à tous deux. Les journaux étaient constam- » ment remplis de la liste des bêtes fauves sacrifices à » l'amusement du prince ; le gibier et les volatiles n'étaient » pas oubliés : on y décrivait les difficultés qu'il avait fallu » surmonter ; on y faisait mention du nombre des personnes » qui avaient accompagné le roi, et mention honorable de » ceux qui après lui s'étaient le plus distingués..... La rela- » tion des prouesses du roi de Naples était plus volumineuse » que celle du margrave, et les caméléons de sa cour ne man- » quaient jamais de flatter sa manie, en lui décernant le prix » de la science et de l'habileté, et disant que le roi son pere » ne l'emportait sur lui que par l'immense étendue de ses » forêts. »

Ne voilà-t-il pas une émulation bien *noble* et une correspondance bien *royale !* L'auteur observe que tous les Bourbons ont été chasseurs à outrance. Louis XV, qui était en ce genre aussi Bourbon qu'il fût possible, disait un jour à un de ses valets de chasse, homme franc et brusque, et en possession, je ne sais trop comment, de lui dire sa pensée dans l'occasion : *Comment se portent mes chiens aujourd'hui ? Fort bien, sire. — Bon ; je chasserai à midi. — Eh ! palsambleu, vous ne demandez pas comment se portent les hommes.*

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

Zéna, ou *la Jalousie et le Bonheur*, *rêve sentimental ; par M. L. Villeterque : seconde édition*, *broch. in-8°., de l'imprimerie de Didot le jeune. A Paris, chez Bobin, libraire, rue Saint-Jacques*, n°. 21 ; *et Magimel, quai des Augustins*, n°. 73.

Cette brochure réunit quelques autres morceaux, soit drames, soit romans, entr'autres une petite comédie, qui a été représentée avec succès sur un des nouveaux théâtres de la capitale : l'intrigue en est un peu froide ; mais le dialogue est ingénieux. En général, l'auteur montre de l'esprit et de l'imagination ; mais il est à desirer qu'il assujettisse l'une à la raison et à la vraisemblance, et qu'il corrige l'autre d'une espece d'intempérance qui nuit à toutes ses productions. Dans

Digitized by Google

ce qu'il invente, il cherche trop la surprise et l'effet, même aux dépens du bon sens ; et dans son style, il ne songe qu'à aiguiser chaque phrase et à en faire un trait, même aux dépens de la clarté et de la justesse. Ces défauts, sans doute, sont ceux de la jeunesse et ne prouvent rien contre les dispositions naturelles. Mais l'auteur doit songer que pour être lû, il faut absolument offrir aux bons esprits une nourriture plus solide, et se rendre un compte exact et réfléchi de ses propres idées. Il paraît être capable d'y réussir, s'il veut étudier mûrement les bons modeles et suivre les bons principes ; car ses defauts semblent tenir en grande partie à la contagion des mauvais exemples.

ANNONCES.

Le Code de morale et de politique, mis à la portée des jeunes Républicains, par demandes et par réponses. Ce petit ouvrage du citoyen Boinvilliers qui, présenté par lui à la Convention nationale, a mérité la mention honorable, se trouve à Paris, chez Cailleau, rue Galande, nº. 64; et à Versailles, chez l'auteur.

GRAVURE.

Portrait de Montesquieu, de forme ovale, grandeur de 9 pouces sur sept trois quarts, peint par Garnerey, et gravé au lavis en couleur par P. M. Alix. Ce portrait fait suite à ceux de Voltaire, J. J. Rousseau, Mably, Montaigne, Linné, Bouffon, Mirabeau, Fénélon, Helvétius, Diderot, Raynal et Marat ; ce dernier ne paraîtra que dans les premiers jours de frimaire.

Ces Portraits se vendent 6 liv. chacun. A Paris, chez Marie-François Drouhin, rue Christine, nº. 2.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE.
ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 2 novembre 1793.

Il est sûr que la Porte Ottomane garde la neutralité avec la République Française. Il est presque sûr, ou du moins très-probable, que cette neutralité pourra prendre un caractere encore plus amical et produire par contre-coup une diversion en faveur des Français; par contre-coup, en ce que l'empereur, s'il veut rester fidele à ses liaisons avec le cabinet de Pétersbourg, sera obligé de fournir des troupes à la Russie, qui ne tardera vraisemblablement pas d'être attaquée par la Porte Ottomane, enfin éclairée sur ses véritables intérêts.

Telles sont les idées qu'on ne peut s'empêcher de concevoir, d'après les dernieres lettres de Constantinople. Voici ce que portent celles du 25 septembre : « Une frégate française, sous pavillon turc, arrivant de Smyrne et ayant à bord une partie des équipages de Sémonville, vient d'entrer dans notre port, y a déployé le pavillon tricolor et s'est déclarée sous la protection du chargé d'affaires de France. — Les ministres des cours coalisées ont trouvé des sujets d'alarmes et de plaintes dans les circonstances du voyage de ce bâtiment. On assure qu'ils ont fait représenter à sa hautesse que cette démarche était absolument contraire au système de neutralité qu'elle a déclaré vouloir suivre, puisque les puissances neutres ne sont pas libres d'accorder leur pavillon aux sujets de celles qui se trouvent en état de guerre. Environ 200 balots, que l'on dit contenir des choses fort précieuses, ont été déposés chez le citoyen Descorches. »

Suivant d'autres avis du 2 octobre, l'assemblée des pachas, appellés des différentes provinces pour éclairer le divan de leurs lumieres, n'a pas été infructueuse, du moins s'il faut en juger par le changement qui s'est fait dans l'esprit général du gouvernement. La Porte ne craint plus de prendre ouvertement des mesures contre le despotisme que les agens de la Russie osaient exercer dans toutes les mers de l'Empire Ottoman et dans sa capitale même. Le chargé d'affaires n'acquittait que ce qu'il voulait du péage dû par les navires russes qui passent le détroit. On l'a forcé de remplir littéralement cette partie du dernier traité. Les mesures vigoureuses prises à cet égard ont l'approbation du peuple, qui vote hautement pour la guerre contre la Russie. L'ambassadeur extraordinaire de cette puissance doit pourtant faire son entrée solemnelle à Pera le 6 du mois d'octobre, et même le chargé d'affaires

Digitized by Google

dispose les préparatifs de cette cérémonie. Cet agent diplomatique est parti le 18 septembre, pour aller au-devant du représentant de Catherine ; il emporte une forte provision d'humeur, car il a essuyé un très-grand désagrément un peu avant son départ.

Quelques matelots russes ayant eu querelle dans un cabaret à Galata, on y envoya la garde turque ; un soldat de cette garde fut blessé dans cette occasion, en même-tems qu'un Ulma accouru au bruit devant sa porte, et injuriant les Russes, fut battu par l'un d'eux. Le ministere ottoman s'est trouvé si offensé de cette injure, que le reis-effendi a exigé pour réparation la bastonnade publique des coupables, menaçant même le premier interprête de la légation russe. Le pauvre chargé d'affaires s'est vu forcé d'en passer par-là ; il a fait appliquer sur les épaules de chacun des matelots qui avaient blessé le soldat turc deux cents coups de bâton devant la grand-garde, et à celui qui avait battu l'ulema tout autant, devant la porte de ce dernier. Cette punition terrible et publique, dont il n'y a pas eu d'exemple ici, a satisfait les Turcs qui ont vu avec une vraie satisfaction l'orgueil de la cour de Russie, cruellement humilié. Le chargé d'affaires a tenté de relever le crédit de sa souveraine ; il s'est imaginé qu'ayant accédé à la demande du reis-effendi, celui-ci se montrerait à son tour disposé à accorder à la Russie une réparation quelconque de l'insulte faite à un de ses vaisseaux qu'on a visité de force, sous prétexte qu'il s'y trouvait des familles grecques qui voulaient emigrer ; mais le ministere ottoman, qui avait encore mieux senti la faiblesse de la cour de Russie par la condescendance de son chargé d'affaires, a répondu de nouveau qu'il était très-fort en droit de faire faire de pareilles visites, où en tout cas personne n'était maltraité. Nos préparatifs de guerre continuent, et leur objet ne paraît plus douteux ; on peut donc s'attendre que le nouvel ambassadeur ne fera pas un long séjour dans cette capitale.

Il ne serait pas même impossible que cet ambassadeur arrivant sous des auspices si défavorables fût bientôt mis aux Sept-tours. En effet, les commerçans des ports de la Grece et de ceux du Levant ont présenté des mémoires sur les vexations que les navires russes se permettaient dans ces différentes échelles. Le divan a très-bien accueilli ces réclamations, et s'il déclare la guerre à la Russie, il doit compter sur le concours de tous les Turcs pour repousser les armées de Catherine. — On applaudit en général à la sagesse de ceux qui tiennent actuellement les rênes du gouvernement ; ils veillent avec soin à la subsistance du peuple, et viennent de le rassurer contre la crainte d'une disette par l'établissement de magasins d'abondance toujours nécessaires dans une grande ville.

Jamais la Turquie n'aurait eu une plus belle occasion d'attaquer son ennemie, si l'on peut ajouter quelque foi à la

Digitized by Google

nouvelle suivante. Il y a, disent plusieurs lettres venues de Prusse, une insurrection complette en Russie, dont le foyer est à Moscow. Les mêmes avis portent que l'impératrice a disparu de Pétersbourg, en emmenant ses petits-fils les princes Constantin et Alexandre qui lui servent pour ainsi d'ôtage contre le grand-duc, que ses remords lui présentent toujours comme un vengeur de l'assassinat de son époux. La grande duchesse leur mere a, dit-on, été proclamée régente par les seigneurs Russes qui esperent peut-être gouverner sous son nom; car on sait qu'il regne depuis sept ou huit ans de la mésintelligence entre elle et son mari. Cette nouvelle demande confirmation, mais il est certain que la majeure partie des Russes est mécontente, que les vexations du gouvernement ont ruiné l'état et les particuliers. On n'y trouve plus d'argent, et le cuivre y est fort rare, malgré les grandes ressources qu'offre à cet égard la Sibérie. On présume que l'inondation que l'on a annoncé avoir eu lieu dans les fameuses mines de cette contrée n'est qu'une invention du gouvernement pour éloigner le paiement des intérêts de la dette publique.

Nous commençons ici à concevoir des alarmes sur les vues ambitieuses que laisse percer le cabinet de Berlin : on menace Hambourg du même sort que la ville de Dantzick, et nous entrons, dit-on, dans le plan d'envahissement d'une puissance qui cherche depuis long-tems à se créer une marine et à se rendre maîtresse de tout le commerce du Nord. Nous espérons néanmoins que la Suede et le Danemarck ne souffriront point tranquillement que la Prusse s'aggrandisse d'une maniere aussi dangereuse pour ses voisins.

De Francfort-sur-le-Mein, le 8 novembre.

Le bruit avait d'abord couru à Vienne que l'empereur avait enfin consenti au partage de la Pologne, et même signé l'acte de garantie; mais cette nouvelle est démentie par les dernieres lettres reçues de Vienne : elles assurent que la cour impériale s'y refusera absolument, à moins qu'on ne l'indemnise des frais de la guerre actuelle. François II aurait bien desiré de s'emparer de l'Alsace pour prix de cette indemnité; mais les forces formidables que les Français ont déployées sur ces frontieres lui interdisent ce doux espoir. C'est sur-tout depuis la disgrace et le renvoi du comte de Cobentzel, ministre qui tenait beaucoup à la Russie, qu'éclatent ces sentimens défavorables à la cour de Pétersbourg et même à celle de Berlin. On en veut au roi de Prusse de son prompt départ pour la Pologne, qui a pour ainsi dire rendu nul tout-à-coup le premier avantage remporté près des lignes de Weissembourg, et dont on se promettait beaucoup.

On sent d'avance toute la peine qu'on aura à faire une troisieme campagne. On est sur-tout effrayé de la quantité de

Digitized by Google

bras qu'elle exigera, bras si nécessaires à l'agriculture que la disette est une chose presque certaine, si on les lui arrache. Cette vérité est si bien sentie que les recrues se font mal, et que les Etats héréditaires vont demander un sursis pour les nouvelles levées. Plus le gouvernement sent sa faiblesse, plus il devient ombrageux. Tous les jours on arrête dans la capitale un grand nombre de personnes regardées comme suspectes, parce qu'on croit qu'il se tient dans des souterreins et autres lieux cachés, des assemblées où les cœurs s'électrisent par le desir d'une liberté que l'inquisition ministérielle leur rend d'autant plus chere qu'elle les en tient plus éloignés.

Le gouvernement autrichien, pour favoriser la nouvelle levée des troupes et relever le courage abattu des habitans des villes et des campagnes, a eu grand soin de faire publier dans la gazette de notre ville, que le prince de Cobourg et le comte de Clairfayt ont attaqué et battu le général Jourdan sous les murs de Maubeuge. Selon cette gazette 12,000 Français ont été tués, et on leur a pris leur camp avec tout le bagage. La vérité ne se découvrira que trop tôt pour les rois coalisés, et les peuples de la crédulité desquels ils se jouent, se lasseront de verser leur sang pour des imposteurs, dont l'insolent égoïsme le prodigue sans pitié, sans remords au desir de la vengeance, à une vaine gloire ou à l'insatiable ambition.

On a publié dans cet esprit deux bulletins officiels des armées d'Autriche et de Prusse sur le Rhin, l'un en date du 12 octobre, de Deux-Ponts, et l'autre, du 13, de la rive du Rhin à Lauterbourg. Le premier en rendant compte des mouvemens militaires exécutés depuis le 26 jusqu'au 30 septembre en revendique, comme cela était sûr d'avance, tout l'avantage, pour les armées combinées; il prétend que dans la journée du 26 à la suite d'une attaque générale contre tous les postes français entre la Sarre et Bitsche, les commandans Français retranchés près de Bliescastel firent une grande faute. « L'ennemi retranché dans ce lieu voyant, disent-ils, son flanc gauche affaibli ne se soutint pas long-tems dans cette position, et après quelque canonnade il se retira sur Fravenbrurg, abandonnant trop légerement un poste qui était la clef de ses positions. Le prince de Hohenlohe qui se trouvait entre Deux-Ponts et Nieder-Averbach ne manqua pas de profiter de cette précipitation de l'ennemi; il rassembla vers le coucher du soleil une grosse partie de ses forces sur les collines de Einot, et marcha jusqu'à minuit sur Schervartrackis, Birsbach et Lanstechen jusqu'à Bliescastel, où il passa la Bliess; et le 27 au matin à la grande surprise de l'ennemi, il parut en arriere de son camp d'Hornbach vers Becweiler : le roi passa la Bliess en personne avec le corps du prince Royal, et eut la satisfaction de voir que par cette manœuvre habile et la marche du duc de Brunswick en ayant du front de l'ennemi, les Fran-

Digitized by Google

çais se trouvaient forcés de quitter en hâte le camp d'Hornbach, de brûler leurs magasins et de se replier sous le canon de Bitsche. »

Il paraît que le 28 les Prussiens passerent des hauteurs de Becweiler, prises la veille, au camp d'Eisweiler, et que le 29 le duc de Brunswick étant arrivé de bonne heure à Echweiler, où avait été posté le quartier-général, le roi de Prusse quitta définitivement l'armée pour gagner ses nouvelles acquisitions dans la Grande-Pologne, où l'on dit aujourd'hui qu'il restera.

Les Français, toujours suivant le même bulletin, attaquerent aussi-tôt après son départ les avant-postes des Prussiens, dont ils espéraient surprendre le camp, mais ils furent obligés de se retirer sur Pirmasens, avec perte de 200 hommes.

Le 30, ajoute la relation, nous recueillîmes le succès de cet avantage; l'ennemi quitta son camp de Bitsche, se portant en hâte par les défiles de Rohrbach sur Sarguemines, abandonnant aux armées Prussiennes cette partie de la Lorraine qui environne la forteresse de Bitsche.

Le second bulletin officiel prend encore un ton plus triomphant. Il rend compte de la maniere dont un corps de 12,000 hommes passa le Rhin, le 13 à 4 heures du matin, à Plittendorf près de Rastadt, à la suite d'une fausse attaque commencée la veille à 9 heures du soir, depuis Kelh jusqu'à Schweigen.

Les premiers qui passerent, dit la relation, eurent le bonheur de faire prisonniers le piquet entier des Français, ce qui fut cause que ceux-ci ne furent informés du passage du prince de Waldeck, exécuté avec une promptitude incroyable, que lorsqu'ils se virent attaqués par sa colonne. Il faut avouer qu'il y a trahison, quand un piquet se laisse surprendre et enlever en entier. On voudrait bien faire croire aussi que les Impériaux, adoptant le genre d'attaque propre aux Français, foncerent avec la bayonnette. Le reste du bulletin est consacré à rendre compte de la retraite des Français, attaqués par Wurmser et mettant le feu au village de Selz et de Scheiden, pour couvrir leur retraite sur Haguenau: il annonce pour le 14 une poursuite générale et la prochaine attaque des lignes dans tous les points combinés entre les Impériaux et le duc de Brunswick, qui devait avoir pris dans la soirée du dimanche sa position pour les appuyer. Lauterbourg est en effet pris: des lâches ont ouvert les portes à coups de hache; le 15, le magistrat a prêté serment à l'évêque de Spire, et l'ancien régime est rétabli.

Enfin vient une note du quartier-général à Weissembourg, à une heure du matin; la voici: « L'ennemi est battu; les lignes depuis Lauterbourg jusqu'à Weissembourg sont aux Impériaux. Nous avons enlevé trois camps retranchés et pris quantité d'armes et de munitions, ainsi que 23 pieces de ca-

Digitized by Google

non et leurs affûts, et fait 700 prisonniers. Aujourd'hui à la pointe du jour nous poursuivrons l'ennemi.

Le fils de Frédéric-Guillaume a la prétention de prendre, en l'absence de son pere, la forteresse de Landau : tel est le coup d'éclat par lequel il veut se distinguer.

Le commissariat prussien de guerre rappelle de Mayence, d'où l'on transporte l'artillerie à Landau, va être établi à Kaiserslautern. Quant au quartier-général des Impériaux, il est à Brumpt en Alsace. Les dragons de l'empereur sont entrés dans les maisons de ce bourg et y ont égorgé les hommes, les femmes et les enfans. Bischweiler et Pfaffenhofen, autres bourgs, ont été livrés au pillage et ensuite aux flammes.

Le roi de Prusse dégarnit un peu l'armée destinée à agir contre la République Française ; car on prépare dans le pays d'Anspach des cantonnemens pour les hussards de Kohler, les dragons de Tihierski, l'infanterie de Wagener, de Kronsaz ; ce qui forme ensemble 10,000 hommes, et en outre pour trois bataillons de la garde de 3000 hommes, en tout, 13,000 hommes.

Le duc de Wirtemberg est mort subitement à Studgardt, le 22 octobre. Ce prince n'est point regretté, et son successeur ne le sera vraisemblablement pas davantage, lorsqu'il terminera sa carriere, aprés avoir vexé pendant 15 à 20 ans, plus ou moins, les hommes ses égaux, que l'orgueil des princes appelle des sujets.

Provinces-Unies et Belgique.

On avait d'abord eu les plus vives inquiétudes dans la Belgique, où les Français commençaient à faire des progrès vraiment effrayans. Déja même on tremblait sur le sort d'Ostende. A Bruges on se hâtait de vider les magasins, et l'on se préparait à faire partir de cette ville pour Anvers les malades et les blessés, qui y étaient déja en grand nombre et y arrivaient journellement. Mais on s'est un peu rassuré, du moins pour quelque tems, depuis qu'on sait que les Français d'abord victorieux ont été depuis repoussés par-tout, sans pouvoir conserver d'autres places que Marchiennes et Menin.

Comme on craignait beaucoup pour Niewport, on avait embarqué à Ostende, le 19 octobre, les 19e., 27e., 42e. et 57e. régimens fournis par les Anglais, vraisemblablement dans l'intention d'arrêter la marche rapide des républicains, dont une colonne attaqua le 22 tout le cordon des troupes alliées qui s'étend depuis Tournay jusqu'à la mer. Ces précautions étaient importantes ; car rien ne résistait à leur impétuosité, et après être entré dans Furnes à la suite d'un combat engagé à la bayonnette, ils s'avancerent en effet sur Niewport qu'ils sommerent de se rendre. Le magistrat de cette ville répondit que c'était au commandant militaire et non à lui qu'il fallait

Digitized by Google

s'adresser. Alors le général Hoché fit chauffer la place par des bombes et des boulets. Mais la garnison ayant lâché les grandes écluses, les Français furent obligés de se replier et entrerent le 23 à Menin, après nous avoir blessé ou tué 4 à 500 hommes. Malgré cela nous ne sommes pas fort tranquilles, car ces enragés (le prince Cobourg ne leur donne plus d'autre nom,) pourraient revenir d'un moment à l'autre; et l'armée Anglaise se trouve affaiblie d'un corps de 2500 hommes qui retournent dans leur patrie, pour contribuer à la défendre contre une invasion que l'on craint de la part des Français.

D'ailleurs on remarque avec peine que les Brabançons ne se pressent pas beaucoup de fournir des hommes ni de l'argent.

Une lettre d'Utrecht, du 28 octobre, s'exprime ainsi, en parlant de l'armée Hollandaise : « Depuis quelques jours nous n'avons eu aucune nouvelle de notre armée, qui est toujours campée près de Mons, sur la route de Brukelles. On nous marque seulement que les armées combinées sont exténuées de fatigues, par les marches et contremarches continuelles que nécessitent les attaques vigoureuses des Français sur les différens points de la Belgique. » Cette lettre ajoute les réflexions suivantes, infiniment sages : nos Etats, de jour en jour plus embarrassés pour fournir aux dépenses énormes d'une guerre dans laquelle Pitt les a entraînés, déliberent actuellement sur l'établissement de nouveaux impôts devenus indispensables; mais on n'est point du tout d'accord ni sur quoi ni comment les établir, et certes la besogne n'est pas facile : tout est déja si fort taxé qu'on ne saurait y faire une augmentation, sans indisposer le peuple qui commence à murmurer. Il s'agit aussi de supprimer les différens colléges de l'amirauté, et de n'en laisser qu'un principal; ce qui augmenterait encore l'influence funeste du statdhouder. L'épouse de ce prince a été désolée de la suspension du décret de la Convention qui enveloppait les patriotes Batavcs dans les dispositions rigoureuses contre les étrangers.

ANGLETERRE. *De Londres, le 28 octobre.*

Lord Elgin de retour de ses courses diplomatiques dans cette capitale, a de fréquentes conférences avec les ministres. On trouve, dit-on, tant de difficultés dans tous les moyens proposés pour une nouvelle campagne que la fixation des bases pour une pacification générale paraît être en dernière analyse le but de toutes ces conférences ministérielles. — M. Pitt, l'instigateur de cette guerre est le seul qui veuille la continuer. Il se flatte encore de l'espoir de quelques trahisons dans différentes villes frontieres de la France. Il avait déja profité pour donner du poids à son opinion de la mort de Louis Capet; il profite encore de celle de Marie-Antoinette. On en a reçu ici la nouvelle officielle, le 23 à 11 heures. Aussi-tôt le lord chambellan a notifié aux di-

Digitized by Google

recteurs du théâtre de Covent-Garden que LL. MM. n'iraient point au spectacle ; et la cour a pris le deuil pour 13 jours. — Malgré tous les efforts du gouvernement pour ranimer ce qu'il appelle l'esprit public, et nationaliser cette guerre en soufflant par-tout la haine du nom français, nous ne saurions la soutenir encore long-tems sans courir à notre perte. Il suffira pour s'en convaincre de jetter un coup-d'œil sur le morceau suivant :

Le total des différentes branches du revenu public, compris sous le titre de douane, accise, timbre et parties casuelles, monte, pour l'année finie au 10 octobre 1793, à 14,136,492 liv. sterling. Or, en comparant ce total avec celui de l'année derniere, le déficit est 1,376,048 liv. Nous ne sommes cependant en guerre que depuis six mois, donc cette somme ne peut être regardée que comme le déficit d'une demi-année, et en admettant la même proportion pour les six mois restans, il sera de 2,752,097 liv. sterling. Lorsque le ministre présentera les comptes du 5 avril 1793 au 5 avril 1794, les gazettes, la trésorerie, peuvent bien dire, parce qu'on le leur ordonne, que le déficit n'est pas si alarmant que les opposans à la guerre le prétendent; toutes les phrases emphatiques ne détruisent pas la justesse du calcul.

Ce tableau fait partie d'un autre beaucoup plus effrayant et que les véritables amis de la patrie, les vrais enfans de la Grande-Bretagne, en un mot, ceux qui savent qu'elle ne peut se soutenir sans les ressources du commerce et par conséquent sans la paix, ont grand soin de reproduire, pour arrêter s'il se peut, par un salutaire effroi, la main imprudente qui nous entraîne dans l'abîme. Notre dette nationale est évaluée à 270 millions sterlings, somme énorme et dont l'esprit humain peut à peine se former une idée ; un cultivateur a trouvé que si cette somme était en guinées rangées en droite ligne à côté les unes des autres, elle s'étendrait à 430 mille ; en schelings, elle couvrirait trois fois et demie la surface du globe. Pour la porter il faudrait 60,400 chevaux, à raison de 1500 liv. pesant par cheval.

La chûte arriverait bien plus vîte si, comme on l'assure, une compagnie de coquins à-peu-près protégée par notre cabinet immoral pour fabriquer de faux assignats trouvant trop de difficultés aujourd'hui à les faire passer en France, commence à faire de faux billets de la banque d'Angleterre, imités au point de s'y méprendre. Aussi le gouvernement est-il dans des transes mortelles. L'écrit suivant adressé à tous les amis de la liberté a encore redoublé ses alarmes. Il a promis une récompense de 500 liv. sterlings à celui qui en découvrirait l'auteur. Voici cette piece proscrite :

« Amis et concitoyens, c'est avec la plus vive joie que je vous félicite sur la défaite des tyrans coalisés. Soyez assurés que la cause de la liberté et de l'égalité prévaudra enfin. Tremble,

Digitized by Google

ô toi oppresseur du peuple, qui sieges sur un trône usurpé ! et vous, ministres d'état, pleurez votre chûte prochaine ! pleurez, vous tous, vils conducteurs de cette guerre scélérate ; vous qui pressurez le peuple, opprimez le pauvre et réduisez à la famine l'industrieux artiste !

„ Ah ! mes amis, on vous écrase, vous le savez : vengez-vous. Le lord Buckingham, mort depuis peu de jours, avait 30 mille liv. sterl. pour ne rien faire, sinon de s'assembler nonchalamment dans la chambre des pairs. Réfléchissez sur cette situation, vous qui, réduits au travail le plus rude, avez à peine un morceau de pain à manger ! Combien de malheureux auraient été soulagés, si on avait réparti entre eux une somme aussi considérable ! Enfin, mes amis, la liberté vous appelle : puissent tous ceux d'entre vous qui entendront sa voix, être libres et heureux ! Puisse celui qui ne l'entendra pas périr de misere, et s'en aller à tous les diables !

„ *N. B.* Courage ! et vous serez heureux. Que tous ceux qui aiment la liberté se rendent à Cheap-Field, à 5 heures du soir, pour commencer une glorieuse révolution. „

Il faut encore ajouter à cette triste situation les inquiétudes qu'ont données et que donnent encore les insurrections arrivées à Birmingham et à Liverpool ; parce que, quoique appaisés, ces mouvemens peuvent se reproduire, puisque leur cause, qui consiste dans un mécontentement général, amené par la cessation du travail des manufactures, loin d'être éteinte, ne peut qu'augmenter. On a encore un autre chagrin, c'est que l'expédition des vaisseaux pour les Indes orientales ne pourra vraisemblablement avoir lieu cette année. C'est encore moins la saison avancée que le manque de bras pour les manœuvres qui en empêchera. On a voulu faire appareiller le 26, de Porstmouth pour Ostende, ce qui n'a pu s'effectuer. A Torbay, l'amiral Howe a mis avec peine à la voile pour la Manche ; le 24 au matin un coup de vent l'a forcé de rentrer ; il a essayé de repartir le 25, et d'après l'impatience des officiers, il est aisé de conjecturer qu'il s'agit d'une expédition importante.

Nous ne nous flattons pas d'être puissamment secondés dans nos entreprises sur mer par la flotte Hollandaise. Ceux qui la composent sont plutôt des marins marchands que des marins guerriers. Au reste, l'escadre destinée à agir dans la Méditerrannée est confiée à un homme de mérite ; c'est l'amiral Melville qui la commande.

Notre cabinet est fort mécontent de Catherine II, qui n'a point fourni les 12,000 Russes qu'elle avait promis ; il lui en sait d'autant plus mauvais gré, que les hommes sont ce dont nous sentons davantage le manque. On se plaint aussi que le roi de Sardaigne se fait payer d'avance les victoires qu'il ne remportera peut-être pas. Ce prince anticipe sur le subside promis, dont il a demandé et obtenu le quart, montant

à

Digitized by Google

à 50,000 livres sterlings : il nous en a déja coûté beaucoup d'argent pour entraîner Naples, la Toscane et Gênes dans la coalition ; il nous en coûtera encore pour les y retenir. Les menaces, la violence, ont bien produit quelque effet ; mais cela n'aurait pas suffi. Nous avons aussi beaucoup dépensé pour acheter les traîtres qui nous ont livré Toulon, et pour y établir une garnison considérable, d'après laquelle on pût se promettre raisonnablement de pouvoir conserver cette place. Mais cette garnison, qui monte aujourd'hui à plus de 18,000 hommes, n'en vaut pas une moins nombreuse, où il régnerait de la bonne intelligence. Des dissentions se sont élevées entre les Napolitains, et sur-tout les Espagnols et nous ; si bien que l'on craint que ces derniers ne nous quittent. Une chose certaine, c'est qu'il y a eu des rixes entre leurs soldats et les nôtres.

Un fait assez singulier, c'est qu'il a été ordonné à nos vaisseaux de laisser sortir de ce port *l'Union*, *l'Aquilon*, *le Patriote* et *l'Entreprenant*, vaisseaux Français de 74 canons, mais armés en flutes.

On doute aujourd'hui que le parlement rentre, comme on l'avait dit, le 27 novembre. M. Pitt, qui craint probablement les reproches du parti de l'opposition, fera tout son possible pour différer jusqu'à ce qu'il ait acheté assez de voix, ou que quelque évenement avantageux, quelque coup de faveur de la fortune lui permette de se présenter avec confiance devant des approbateurs et non des juges sévères.

On croit l'expédition sur la Martinique ajournée, parce qu'il a fallu détacher une partie des 12,000 hommes qu'on y destinait pour les envoyer à Ostende.

Un papier de Corck a répandu ces jours derniers la nouvelle que les Etats-Unis avaient déclaré la guerre à la France. Le navire le *Wrigth*, capitaine Strel, de New-Yorck, arrivé à Corck le 14 de ce mois, a, dit-on, apporté cette nouvelle. Vingt autres lettres la contredisent et affirment que le congrès a déclaré qu'il s'en tiendrait à la plus exacte neutralité.

ERRATA.

Numéro 119, page 68, article Angleterre, lignes 13 et 14, au lieu de : ou même de la moins libre ; *lisez*, ou même sera moins libre.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE MOYSE BAYLE.

Séance du quintidi 15 Brumaire.

La séance s'est ouverte par la lecture d'un grand nombre d'adresses qui marquent les progrès de l'esprit public. On y invite la Convention à rester à son poste et à continuer avec la même énergie ses travaux importans. Plusieurs prêtres écrivent de divers endroits qu'ils ont brûlé leurs lettres de prêtrise.

Les représentans du peuple, Lequinio et Laignelot, écrivent qu'ils ont annullé dans la Charente inférieure et dans les départemens voisins des assignats royalisés par les rebelles de la Vendée qui se sont avisés d'y apposer un timbre de leur façon, ainsi conçu : *Bon pour... Au nom du roi.* Ils demandent que cette mesure soit généralisée. — Adopté.

Une autre lettre des mêmes députés, datée de Rochefort, apprend à la Convention nationale que huit bénisseurs du culte catholique et un ministre du culte protestant viennent de se déprêtriser en présence de tout le peuple assemblé dans le temple de la vérité, ci-devant l'église paroissiale de cette ville. « Ils ont juré, disent les représentans, de n'enseigner désormais que les grands principes de morale et de la saine philosophie; de prêcher contre toutes les tyrannies politiques et religieuses. Ils ont scellé leur serment, en brûlant dans un vase plein d'encens, leurs lettres de prêtrise. Tout le peuple, les protestans et les catholiques ont juré par acclamation, avec l'oubli de leurs anciennes superstitions, celui des querelles qui ont si long-tems inondé le pays du sang humain, versé par les rois et les prêtres. Il n'y aura plus dans cette ville qu'une maniere de prêcher la morale; qu'un seul temple, celui de la vérité. Un grand tableau des droits de l'homme va remplacer les tabernacles, et plusieurs autres tableaux porteront sur les murs l'acte constitutionnel. » Les représentans ajoutent que cette scène n'était que la suite d'une fête civique où tout le peuple est venu rendre hommage aux vertus de deux héros morts glorieusement pour la défense de la liberté. Ce sont les citoyens Mulon et Tartu. Le premier commandait la frégate la *Cléopatre*. Sa mort, au milieu du combat, contre deux frégates anglaises, dont il en avait pris une, a été suivie de la prise de sa frégate. Le second n'ayant eu que la cuisse emportée, a

Digitized by Google

survécu quelques momens à sa blessure. Il les a employés à encourager son équipage et à donner des leçons de patriotisme à son fils, mousse sur son bord. *Je meurs*, lui a-t-il dit, *pour la liberté de mon pays, je meurs content : apprends à combattre pour elle et sois toujours l'ennemi des tyrans.* La frégate l'*Uranie* que commandait ce brave homme avait déjà fait plusieurs prises, et elle tenait en calle 250 prisonniers Espagnols qui l'entravaient. Elle a battu complettement la frégate anglaise, mais elle n'a pu s'en emparer. Elle est rentrée à Rochefort suivie de la corvette qu'elle avait prise quelques jours auparavant. L'*Uranie* portera désormais le nom de *Turlot*.

Une députation de la société des amis de la liberté et de l'égalité, séant aux Jacobins, vient demander le rapport d'une loi toute entière en faveur des riches : c'est celle qui exige des cautionnemens pour occuper certaines places de la République. — Renvoyé aux comités de législation et des finances réunis.

Une députation de citoyennes qui composaient la société des femmes révolutionnaires, vient réclamer contre le décret qui leur défend de s'assembler. Celle qui portait la parole est interrompue, et l'Assemblée passe unanimement à l'ordre du jour.

La veuve Kelly, condamnée à la peine de mort, implore, par une pétition, la clémence de la Convention pour elle, en faveur de trois enfans en bas âge. La Convention ne pouvant commuer la peine, passe à l'ordre du jour. Mais elle assure, par un décret, aux enfans infortunés des personnes condamnées à mort dont on confisque les biens, une maison de bienfaisance où ils recevront les secours convenables à leur âge, et l'éducation due aux enfans de la patrie.

La commune de Boulogne est venue demander à la Convention des subsistances. Sa pétition a été renvoyée à la commission des subsistances et approvisionnemens. Si les administrations, a dit à cette occasion un membre, avaient remis au ministre de l'intérieur l'état des subsistances qui se trouvent sur leur territoire ; le ministre aurait fait un état général qu'on aurait publié ; et chacun connaissant aujourd'hui les besoins et les ressources de la République, ne concevrait plus des craintes qui s'accroissent toujours par elles-mêmes quand il s'agit de subsistances. — La Convention a décrété que les administrations seront tenues de faire passer au ministre de l'intérieur l'état des farines et des grains qui sont dans leur département, et que les administrateurs qui dans quinzaine n'auront pas obéi à la loi seront mis en état d'arrestation.

Une lettre d'André Dumont annonce une nouvelle découverte souterraine de cinquante mille livres en or et en argent.

Sur la motion d'un membre, la Convention décrete que le

Digitized by Google

ministre de la guerre et celui de la marine rendront compte, dans la huitaine, de l'état de l'échange des prisonniers Français qui ont été faits et sont détenus par les ennemis avec lesquels la République Française est en guerre.

On fait lecture d'une lettre des représentans du peuple près les côtes de Brest et de l'Orient. Ils annoncent qu'il était tems d'épurer notre marine ; qu'ils y travaillent avec zele et activité ; que déja leur ouvrage avance ; que de bons patriotes remplacent les amis de l'ancien régime, et qu'ils brûlent de faire triompher sur les mers le pavillon tricolor.

La séance s'est terminée par un rapport de Barrere sur les débris de l'armée des rebelles de la Vendée. Parmi les lettres qui sont arrivées aujourdhui, il y en a une des représentans du peuple qui sont à Coutances. Elle porte qu'on est debout pour marcher à l'ennemi ; que le désarmement des hommes suspects à Caen a servi pour armer de bons Républicains ; qu'il est parti des bataillons pour remplacer l'armée de Cherbourg ; que tout est en réquisition et que tout le monde a obéi. » Nous avons ouvert, ajoutent les représentans, une communication entre Rennes et notre département. L'armée de la Manche, qui, suivant toute conjecture, doit être très-nombreuse, s'avance vers l'ennemi. Nos braves défenseurs ont juré de ne point revenir dans leurs foyers que le dernier des brigands de la Vendée ne soit exterminé. »

On attend le résultat des mouvemens qui vont s'opérer.

Séance du sextidi 16 Brumaire.

Parmi les diverses adresses lues à l'ouverture de cette séance, on a remarqué celle d'une citoyenne de Reims qui veut rester inconnue. Au nom de toutes les mères de famille, elle remercie la Convention de son zele et de ses travaux pour la régénération des mœurs. Elle offre à la patrie une bourse de jettons d'argent.

Les représentans du peuple près l'armée du Rhin et de la Moselle, instruisent la Convention du résultat de leurs soins pour procurer des renforts à cette armée. Ils ont fait un appel à tous les citoyens de bonne volonté qui se sentiraient assez de force et assez de courage pour supporter dans cette saison les fatigues de la guerre et porter un grand coup à l'ennemi. Leur attente n'a pas été trompée. Depuis Saverne jusqu'à Metz, ils n'ont trouvé que des Républicains qui se sont levés aussi-tôt pour marcher à l'ennemi. A Lunéville il y avait un tel empressement, que les représentans ont été obligés de modérer la générosité de ceux des sans-culottes qui, hors d'état de marcher, se dépouillaient de tout, pour les femmes et enfans de ceux qui allaient partir. A Nancy, arrivés au soir, à peine en-t-on connu le sujet de leur mission, que dans la nuit même six

Digitized by Google

cents citoyens furent armés et équipés, et se mirent en marche, au matin, pour Saverne, avec quatre pieces d'artillerie. A Pont-à-Mousson, même zele, même républicanisme; c'était à qui partirait, c'était à qui ferait des offrandes civiques. A Metz, demander et obtenir, proposer et exécuter, tout été l'effet du moment : deux mille hommes d'élite, dont la plupart avaient servi, se sont présentés pour voler au secours des départemens du Haut et du Bas-Rhin. L'empressement des uns et des autres était si grand qu'ils ont voulu partir la nuit même, et ont laissé à leurs concitoyens le soin de pourvoir à leurs approvisionnemens et équipement particuliers, ainsi qu'à l'entretien de leurs familles. Ceux-ci ont fait tout ce que la générosité peut inspirer. Dans la journée, près de 500 mille livres ont été déposées à la maison commune, et un grand nombre d'habits, vestes, chemises etc. Sur les dix heures du soir cette belle troupe, composée d'hommes robustes, s'est mise en marche aux acclamations de *vive la République !* Toutes les rues ont été illuminées; une musique guerriere répétait des hymnes à la liberté.

Le représentant du peuple dans le Calvados écrit de Caen, que le grand exemple de la régénération de cette ville, entraînera le reste du département à faire oublier ses erreurs passées; qu'il a rencontré un grand nombre de citoyens animés du feu du plus pur patriotisme; qu'il a tout lieu de compter sur eux pour réchauffer les tiedes, affermir les autres dans les bons principes et propager généralement tous les sentimens républicains; qu'enfin il doit partir le lendemain, avec les généraux Sepher et Tilly, à la tête des troupes qu'il a fait rassembler, pour se diriger sur Falaise et s'opposer aux rebelles échappés de la Vendée, qu'on présume vouloir pénétrer par ce point dans le Calvados, ou dans le département de la Manche.

Merlin de Thionville, qui arrive de la Vendée, s'est présenté aujourd'hui dans le sein de la Convention. « La Vendée, a-t-il dit, n'est plus qu'un monceau de cendres arrosé de sang, excepté la ville de Cholet et quelques villages qui sont venus au-devant des républicains leur jurer fraternité et les seconder dans la guerre de la liberté. Par une lâcheté inconcevable, on n'a pas fermé le passage de la Loire et les restes des brigands sont allés porter leur rage et leur désespoir dans les départemens environnans; mais leur perte n'est que différée; au moment où je parle, tous les patriotes se levent en masse, pour achever de détruire ces ennemis détestables à qui nous avons porté des coups terribles et nombreux. »

Le conseil exécutif adresse à la Convention le compte qu'elle lui a demandé le 5 de brumaire, relativement aux échanges des prisonniers. Ce compte est renvoyé au comité de salut public.

Digitized by Google

Une députation de la société populaire de Menneci est admise à la barre; les uns portent des vases d'église, d'autres des bannieres, quelques-uns sont revêtus de chasubles. « Nous venons, disent-ils, abjurer dans votre sein les préjugés de la superstition. Déja nous avons arrêté de mettre la statue de la liberté sur le grand autel de notre ci devant paroisse. Nous ne voulons plus de curé et nous vous offrons son traitement et sa dépouille. »

La députation a ensuite sollicité la liberté de plusieurs individus arrêtés à Menneci, et dont la commune entiere se rend responsable.

La derniere partie de cette pétition a été renvoyée au comité de sûreté générale. La premiere a donné lieu au décret suivant, qui a été proclamé au milieu des applaudissemens.

« Sur la proposition des habitans de la commune de Menneci, département de Seine et Oise, dans leur pétition à la barre de la Convention nationale, d'abolir l'établissement d'une paroisse dans l'arrondissement de leur commune, la Convention nationale passe à l'ordre du jour, motivé sur le droit qu'ont tous les citoyens d'adopter le culte qui leur convient et de supprimer les institutions religieuses qui leur déplaisent, décrete l'insertion de la proposition des habitans de la commune de Mennecy, et des motifs de sa détermination au bulletin. »

A cette députation en succede une autre de Versailles, qui apprend à la Convention le décès de l'évêque du département de Seine et Oise, et demande qu'il ne soit point remplacé. Elle lit une adresse dont les principes annoncent le progrès de la raison et la ruine entiere du fanatisme. — Mention honorable.

Sur la proposition de Romme, la Convention nationale décrete qu'on ne sera point obligé d'ôter les signes de royauté et de féodalité qui peuvent se trouver sur les poids et mesures de la République, attendu leur renouvellement prochain.

Un membre, en présentant à l'Assemblée une somme de deux mille livres en argent qui lui avait été remise par une citoyenne pour être changée avec des assignats, demandait la mention honorable de ce fait. Cambon s'y est refusé. « On s'extasie encore, a-t-il dit, devant l'or et l'argent; et pour moi, je m'indigne de cet enthousiasme. Le tems approche, où vous signalerez, je l'espere, votre mépris pour ces métaux que les tyrans sont allés chercher par-delà les mers pour nous mieux asservir. Il vous est réservé de traiter l'or et l'argent comme le poison corrupteur des Républiques. Plaignez-vous seulement d'avoir été devancés à cet égard par l'opinion publique. Je m'oppose à la mention honorable, et j'annonce

Digitized by Google

que bientôt je présenterai à la Convention un projet de loi somptuaire qui remplira les vues de tous ceux qui aiment sincèrement la liberté. »

Séance du soir, du 16 brumaire.

L'Assemblée a renouvellé le bureau par appel nominal. Laloi est élu président.

PRÉSIDENCE DE LA LOI.

Séance du septidi, 17 Brumaire.

On admet à la barre deux officiers de l'armée révolutionnaire et une députation du comité de surveillance de la Commune de Beauvais. « Nous venons, dit l'orateur, vous rendre compte des travaux auxquels nous nous sommes livrés. Aidés de l'énergie des deux représentans du peuple, Dumont et le Vasseur, nous sommes parvenus à faire des habitans de Beauvais un peuple de bons républicains. Des mesures de rigueur ont été nécessaires. Secondés par le détachement de l'armée révolutionnaire, nous avons arrêté les projets des malveillans. C'est dans des caves que nous avons trouvé l'or et l'argent que nous apportons; 17,208 livres en or, tant en doubles louis qu'en quadruples; 45,559 livres 4 sous en argent; 18 vieilles médailles en or; 124 marcs d'argent, 20 croix qui servaient à décorer les ci-devant chevaliers du poignard. Si la cavalerie révolutionnaire, dont le zele nous a parfaitement secondés, eût fait un plus long séjour à Beauvais, nos recherches eussent été plus fructueuses encore: mais vos ordres les ont appelés ailleurs. Nous demandons à être entendus au comité de salut public pour lui donner de plus amples détails sur nos opérations ».

Le citoyen Beaufort, horloger liégeois, fait hommage à la Convention d'une montre décimale, conforme à la nouvelle computation: une même aiguille marque à-la-fois l'heure et la minute nouvelles et l'heure ancienne. Un cercle divisé en 60 parties sert à marquer la minute ancienne, le quantième du mois et celui de la décade. Le mouvement est ancien; tout le travail est dans le cadran. — La Convention agrée l'hommage et en ordonne la mention à la barre.

Le président annonce que les autorités constituées du département et de la Commune de Paris accompagnent à la barre l'évêque Gobet, ses vicaires et plusieurs curés de cette ville, et demandent à être entendus. Voici le discours qu'a prononcé l'orateur de cette mémorable députation: « Citoyens législateurs, le département de Paris, la Municipalité, des membres des sociétés populaires et quelques administrateurs de la Nievre qui ont demandé à se réunir à nous, viennent accompagner

Digitized by Google

dans le sein de la Convention des citoyens qui demandent à se régénérer et à redevenir hommes.

Vous voyez devant vous l'évêque de Paris, ses grands vicaires et quelques autres prêtres dont la liste vous sera remise. Conduits par la raison, ils viennent se dépouiller du caractère que leur avait donné la superstition. Ce grand exemple sera imité par leurs collègues. C'est ainsi que les fauteurs du despotisme concourent à sa destruction; c'est ainsi que bientôt la République Française n'aura d'autre culte que celui de la liberté, de l'égalité et de l'éternelle vérité; culte qui sera bientôt universel, grâces à vos immortels travaux.

Après ce discours, le citoyen Gobet a fait la déclaration suivante :

« Né Plébéien, j'eus de bonne-heure l'amour de la liberté et de l'égalité; appelé par mes concitoyens à l'Assemblée constituante, je n'attendis pas que la déclaration des droits de l'homme fût publiée pour connaître la souveraineté du peuple. J'eus plus d'une occasion de manifester ce principe qui a été depuis la règle constante de ma conduite. La volonté du peuple fut ma première loi, la soumission à sa volonté mon premier devoir; cette volonté m'a élevé au siége épiscopal de Paris. Ma conscience me dit qu'en obéissant au peuple, je ne l'ai pas trompé.

J'ai profité de l'influence que me donnait ma place sur le peuple, pour augmenter son amour pour la liberté et l'égalité. Mais aujourd'hui que la fin de la révolution approche; aujourd'hui que la liberté marche à grands pas, que tous les sentimens se trouvent réunis; aujourd'hui qu'il ne doit y avoir d'autre culte national que celui de la liberté et de l'égalité, je renonce à mes fonctions de ministre du culte catholique; mes vicaires font la même déclaration : nous déposons sur votre bureau nos lettres de prêtrise. Puisse cet exemple consolider le règne de la liberté et de l'égalité ! *Vive la République !*

Ce cri est répété unanimement par les membres de l'Assemblée et les spectateurs. De vifs applaudissemens retentissent de toutes parts.

« Citoyens, répond le président de la Convention, l'exemple que vous venez de donner, est l'effet des efforts de la philosophie pour éclairer les humains. Il était réservé à la Commune de Paris de venir la première annoncer le triomphe de la raison. Citoyens, qui venez de sacrifier sur l'autel de la patrie ces hochets gothiques de la superstition, vous êtes dignes de la République, Citoyens, qui venez d'abjurer l'erreur, vous ne voulez prêcher désormais que la pratique des vertus sociales et morales, c'est le culte que l'Être suprême trouve agréable; vous êtes dignes de lui. »

La députation, le citoyen Gobet et ses vicaires, entrent dans le sein de la Convention. A peine étaient-ils placés,

Digitized by Google

que plusieurs membres de l'Assemblée, exerçant des fonctions ecclésiastiques, entourent la tribune, et s'empressent de rendre hommage aux principes qui venaient d'être développés à la barre, renoncent à l'exercice de leur ministere, et au traitement attaché à leurs travaux apostoliques.

Le représentant du peuple Fouché, écrit de Nevers qu'il fait passer à la Convention un quatrieme envoi d'or et d'argent, qui s'éleve à plusieurs millions. Le mépris pour le superflu est tel ici, ajoute-t-il, que celui qui en possede croit avoir sur lui le fléau de la réprobation. Le goût des vertus républicaines et des formes austeres a pénétré toutes les ames depuis qu'elles ne sont plus corrompues par les prêtres.

Le procès-verbal de cette séance où la raison éternelle a triomphé de la superstition, sera envoyé à tous les départemens pour perpétuer la mémoire de ce triomphe. David a proposé d'élever un monument dans l'enceinte de la commune de Paris, qui transmettra à nos descendans le premier trophée élevé par le peuple souverain de sa victoire sur les tyrans. » Que les débris tronqués de leurs statues, a dit David, forment un monument durable de la gloire du peuple et de leur avilissement; que le voyageur qui parcourt cette terre nouvelle, reportant dans sa patrie des leçons utiles aux peuples, dise : j'avais vu des rois dans Paris; j'y ai repassé et ils n'étaient plus. Je propose de placer ce monument sur la place du Pont-Neuf; il représentera l'image du peuple géant, du peuple Français. »

Que cette image, imposante par son caractere de force et de simplicité, porte écrit, en gros caracteres, sur son front, *lumiere*; sur sa poitrine, *nature, vérité*; sur les bras, *force, courage*. Que sur l'une de ses mains les figures de la liberté et de l'égalité, serrées l'une contre l'autre et prêtes à parcourir le monde, montrent à tous qu'elles ne reposent que sur le génie et la vertu du peuple! Que cette image du peuple debout, tienne dans son autre main cette massue terrible dont les anciens armaient leur Hercule! C'est à nous à élever un tel monument; les peuples qui ont aimé la liberté en ont élevé de semblables. Non loin de nous sont les ossemens des esclaves des tyrans qui voulurent attaquer la liberté helvétique; ils sont élevés en pyramide et menacent les rois téméraires qui oseraient souiller le territoire des hommes libres.

« Ainsi dans Paris les effigies des rois, et les débris de leurs vils attributs et ceux de la superstition seront entassés confusément et serviront de piédestal à l'emblême du peuple Français. »

Ce projet a été décrété.

Séance du octodi, 18 *Brumaire*.

Une lettre de la commune de Brives annonce que Lidon,

Digitized by Google

député de cette ville, mis hors de la loi pour sa coalition avec le parti de la Gironde, s'est donné la mort d'un coup de pistolet, sa femme, son frere et sa maîtresse ont été mis en état d'arrestation.

Plusieurs sociétés populaires invitent la Convention à rester à son poste. D'autres envoient de l'argent et des assignats en don patriotique.

La section des Tuileries par l'organe de ses commissaires, instruit l'Assemblée qu'au récit de la scène mémorable à laquelle a donné lieu la démarche vraiment philosophique de l'évêque de Paris et des autres prêtres qui l'accompagnaient, tous les citoyens présens ont manifesté leur allégresse, et la section a unanimement arrêté que les jour de repos de chaque décade, il serait célébré une fête morale et patriotique en l'honneur de la vérité. Les commissaires demandent à être renvoyés au comité d'instruction publique pour se concerter avec lui sur les moyens d'exécution. — Le renvoi à ce comité est décrété.

Une députation de l'administration de la maison nationale des militaires Invalides, est admise à la barre. « Nous vous apportons, dit l'orateur, la dépouille de l'hypocrisie et les hochets de la superstition qu'il était bien tems de faire servir au succès de la liberté, après avoir été, pendant tant de générations, l'appui du despotisme et l'instrument de l'esclavage des peuples. »

Un des pétitionnaires ajoute qu'il existe encore dans cette maison 756 marcs d'argent qu'ils apporteront à la premiere requisition.

La commune de Paris présente à la Convention les artistes de la musique de la garde nationale qui exécutent différens morceaux de musique et demandent l'établissement d'un institut national de musique à Paris où puissent se former des artistes pour les fêtes nationales.

Cette proposition est convertie en motion et décrétée.

Le comité des finances fait décréter que l'indemnité de trois livres par jour, accordée aux membres des comités révolutionnaires, sera portée à cinq livres. Ces indemnités seront avancées par le trésor public et prélevées sur les détenus. Les détenus qui l'auront été injustement, obtiendront décharge de ladite taxe.

Une députation de la société populaire de Nantes vient justifier Dubayet, commandant la division de l'armée de Mayence envoyée à la Vendée. Elle assure que ce général mérite toujours la confiance de la Convention. Sur la demande de Montaut, l'Assemblée a passé à l'ordre du jour.

Barrere, au nom du comité de salut public, a exposé que

Digitized by Google

des malveillans cherchent à détourner les jeunes gens mis en réquisition pour la fabrication des armes. Il fait décréter que tout citoyen qui s'opposerait à cette réquisition, serait puni de deux années de fer. Sur la proposition du même membre, le conseil exécutif sera chargé de prononcer sur la validité des prises faites par les corsaires.

Séance du nonodi, 19 *Brumaire*.

On fait lecture de la lettre suivante.

Paul Rolland à la Convention nationale. — Binos, district de Saint-Gaudens, le 9 *brumaire.*

« Citoyens législateurs, vous entendez la voix d'un prêtre qui a vécu 40 ans de son métier; il y renonce aujourd'hui avec plaisir. J'étais de bonne foi, et je ne crains pas que des souvenirs amers me suivent dans ma retraite. Je ne prêchai que la fraternité et la bienfaisance, jamais la sottise des dogmes. Mon village n'est qu'une famille d'amis que je ne confesse plus, mais que je conseillerai toujours. Aussi n'y veux-je plus être comme curé; j'abjure ce titre devant la raison. La morale universelle est devenue mon évangile, et désormais je ne parlerai que d'elle, de la patrie et pour sa liberté : je l'ai promise hier à la messe que j'ai dite pour la derniere fois. Puisse mon exemple être imité!

» Législateurs, je vais faire ma confession publique, et déclarer mon repentir. Pourquoi ménager encore les préjugés? Je crois donc qu'en aucun pays du monde, les religions ne sont la vérité; je crois qu'elles sont toutes filles de l'orgueil et de l'ignorance. Je crois que l'intérêt les a rendues sacrées, et que par-tout ces dominateurs du peuple s'en sont servis pour leur puissance. Je crois que la superstition a toujours été l'ouvrage des prêtres, que les prêtres eux-mêmes sont partout les ministres, ou méchans ou abusés, du mensonge et de la tyrannie.

» Je crois sur-tout que la véritable religion est la justice; qu'il ne faut qu'un culte sur la terre, la pratique de la vertu. Je crois aussi que le ciel n'est autre chose que le bonheur d'avoir été vertueux. Je rends cet hommage solemnel à la vérité; le fanatisme ne voudra pas m'entendre, mais je brave ses anathêmes.

» Législateurs, il faut l'accoutumer à cette vérité pour le convertir à la raison, et espérer que bientôt les prêtres de toutes les religions comprendront, pour le triomphe de la philosophie et de la liberté des nations, qu'il y a encore de la différence entre un prêtre et un honnête homme.

» Pour moi j'ai choisi, et je remets à l'État une pension de 1500 liv.; mais parce que j'ai 60 ans, et que je suis sans

Digitized by Google

fortune, je demande à la nation le moyen d'avoir dans ma retraite du pain et du lait. »

L'Assemblée décrète l'insertion de cette lettre au bulletin, avec mention honorable.

Un bulletin de l'armée de la Vendée transmet à la Convention des traits de courage et de patriotisme.

A la malheureuse affaire de Machecoul, Arnaud Saillant, âgé de 18 ans, natif d'Alençon, volontaire au bat. de l'Orne, fut atteint à la tempe gauche, d'une balle qui lui sortit par la tempe droite : ce coup lui ravit la vue. Ses camarades volent à son secours : *Laissez-moi*, dit-il, *si je ne puis voir l'ennemi, je l'entendrai, et je pourrai le combattre.* Saillant, resté sur le champ de bataille, reçoit plusieurs coups de sabre à la cuisse, et est fait prisonnier : jetté dans un cachot, il est resté plusieurs jours sans secours. A la reprise de Machecoul, pouvant à peine se soutenir, il saute à bas de son lit, et va au devant de l'armée patriote pour la féliciter.

Dans le nombre des prisonniers délivrés à Beaupréau, s'est trouvé le citoyen Laveau, natif de Melun, volontaire dans le bataillon départementaire de Nantes. Il venait de tomber entre les mains des brigands ; quand on lui eut annoncé son arrêt de mort pour le lendemain : Je veux mourir comme un homme libre, s'écria-t-il ; je veux même qu'après ma mort le corps d'un républicain ne puisse être confondu avec ceux de ces vils esclaves. » A ces mots, faisant des incisions sur son bras, il y a tracé le mot *liberté*.

Ces traits, vivement applaudis, seront inserés dans le recueil des belles actions que le comité d'instruction publique est chargé de rédiger.

Une députation de l'administration du district et des sans-culottes de Meaux, apporte à la Convention 1114 marcs d'argent, provenant des dépouilles de la superstition. C'est le quatrieme envoi que fait ce district ; le cinquieme suivra de près.

La commune de Bercy, district de Corbeil, celle de Nemours et d'autres, déposent aussi sur l'autel de la patrie l'argenterie et les pierres précieuses qui servaient aux cérémonies de leur culte.

Duquesnoy qui revient des armées expose que nos freres d'armes manquent des objets de premiere nécessité. Il voudrait que chaque citoyen qui aurait plus de six chemises, en donnât au moins une ; que ce dépôt se fît dans chaque chef-lieu de canton ; que les citoyens fussent aussi obligés à donner des bas, des souliers, etc. — La Convention se borne à faire une simple invitation. Les sections, ou les chefs-lieux de cantons, ouvriront un registre où l'on inscrira les noms de ceux qui donneront, avec la nature des offrandes.

Digitized by Google

Sur un rapport du comité de sûreté générale, la Convention a décrété d'accusation Osselin, l'un de ses membres, pour avoir sollicité la liberté de la femme Charri, prévenue d'émigration, et s'être rendu caution pour elle, et lui avoir procuré un asyle chez son frere, curé de Saint-Aubin, département de Seine et Oise.

Soulès et Froidure, administrateurs de police de la municipalité de Paris, seront traduits au tribunal révolutionnaire, pour avoir mis en liberté la femme Charri.

Séance du décadi, 20 Brumaire.

La séance s'est ouverte par la lecture d'un grand nombre d'adresses. Les unes invitent la Convention à continuer ses glorieux travaux, jusqu'au moment où la République aura triomphé de tous ses ennemis; les autres contiennent des abjurations de plusieurs prêtres.

Syeyes s'est présenté à la tribune : Citoyens; a-t-il dit, mes vœux appellaient depuis long-tems le triomphe de la raison sur la superstition et le fanatisme. Ce jour est arrivé; je m'en réjouis comme d'un des plus grands bienfaits de la République Française..... Qu'il me soit permis de déclarer encore que je ne connais d'autre culte que celui de la *liberté*, de l'*égalité*; d'autre religion que l'amour de l'*humanité* et de la *patrie*. J'ai vécu victime de la superstition; jamais je n'en ai été l'apôtre ou l'instrument : j'ai souffert de l'erreur des autres; personne n'a souffert de la mienne; nul homme sur la terre ne peut dire avoir été trompé par moi; plusieurs m'ont dû d'avoir ouvert leurs yeux à la vérité..... Je ne puis pas, comme plusieurs de mes collegues, vous livrer les titres de mon ancien état, depuis long-tems ils n'existent plus. Je n'ai point de démission à vous donner, parce que je n'ai aucun emploi ecclésiastique; mais il me reste une offrande à faire à la patrie, celle de la pension qui m'avait été donnée pour indemnité d'anciens bénéfices. Souffrez que je dépose sur votre bureau ma renonciation formelle à cette pension, et que j'en demande acte, ainsi que de ma déclaration. — La Convention a décrété l'insertion du discours de Syeyes dans le bulletin.

Une lettre de Taillefer assure qu'on a exagéré, en disant que les mouvemens contre-révolutionnaires du Midi s'étendaient dans les departemens du Gard et de l'Hérault; ils se sont toujours bornés à ceux de l'Ardêche et de l'Aveyron, et les rassemblemens sont maintenant dissipés. Des sommes immenses en or et en argent ont été prises, ainsi qu'une grande quantité de plomb et de fer. L'armée révolutionnaire a rendu les plus grands services, et Taillefer croit que la Convention doit lui témoigner une marque de la reconnaissance natio-

Digitized by Google

male. — La Convention décrete que l'armée révolutionnaire a bien mérité de la patrie.

Duquesnoy a paru à la tribune pour rendre compte de sa mission à l'armée du Nord. « Envoyé pour surveiller les traîtres, a-t-il dit, j'ai destitué le général de division, Mereneau, commandant le parc d'artillerie, parce qu'un jour de combat il avait laissé les troupes sans munitions. Je l'ai envoyé à la commission militaire à Arras pour y être jugé. J'ai destitué le général de brigade, Gratien, parce qu'après avoir reçu l'ordre d'attaquer l'ennemi, il battit en retraite et recula d'une demi-lieue. J'ai destitué Chancelle, commandant à Maubeuge, parce qu'il resta dans l'inaction, lorsqu'il aurait dû profiter du moment où Jourdan battait Cobourg pour faire une sortie. J'ai destitué Beauregard, général de division de l'armée des Ardennes, parce qu'il avait affaibli nos forces en les disséminant. J'ai destitué le général Cordelier, parce qu'il avait donné un faux mot d'ordre, ce qui exposait nos troupes à s'entr'égorger ; vous savez que le militaire qui commet cette faute a mérité la mort. J'ai destitué le général Davesnes, commandant le cordon de troupes depuis Dunkerque jusqu'à Cambray, parce qu'il resta tranquille dans le camp de Cassel lorsqu'il aurait dû attaquer l'ennemi du côté d'Ypres, pour nous faciliter le moyen d'arriver à Ostende. Il est bon que vous sachiez que ce Davesnes était écuyer, il n'y a pas deux ans, dans les haras de la maison d'Autriche. J'ai destitué le commandant de la ville d'Avesnes, parce qu'il avait négligé de fournir des secours aux citoyens blessés, tandis qu'il avait préparé de beaux appartemens pour les généraux Autrichiens qu'il attendait. J'ai fait arrêter Gillet, officier du génie, parce qu'il faisait des rapports infidèles aux généraux ; ce monsieur-là était, il y a deux ans, garde du corps de l'empereur. Enfin, j'ai destitué plusieurs chefs de bataillons et une grande quantité d'officiers muscadins.

Après avoir fait tant de destitutions, et par conséquent m'être fait beaucoup d'ennemi, il n'est pas surprenant que je sois dénoncé, je l'ai été aux Jacobins, mais j'ai répondu d'une manière victorieuse.

La Convention a approuvé la conduite de Duquesnoy.

Philippeaux a obtenu la parole pour une motion d'ordre : il a demandé que les députés et tous les fonctionnaires civils et militaires fussent tenus de rendre compte de leur fortune : après quelques débats, la Convention a passé à l'ordre du jour, motivé sur ce qu'il existe une loi qui renferme cette disposition.

Une proposition de Chabot tendante à établir, comme principe, qu'aucun membre de la Convention, ne serait renvoyé devant le tribunal révolutionnaire sans avoir été entendu,

Digitized by Google

a fait naître une assez longue discussion. Voici le décret qui en est résulté : « Aucun membre de la Convention ne pourra être décrété d'accusation qu'il n'ait préalablement été entendu. Néanmoins, d'après le rapport du comité de sûreté générale, il sera mis en état d'arrestation et les scellés apposés sur ses papiers. En cas d'évasion, il sera décrété d'accusation huit jours après le décret d'arrestation.

Barrere a donné lecture d'une lettre des représentans du peuple près l'armée de l'Ouest. Elle annonce une victoire remportée sur les rebelles dans le district de Châlons.

Le meilleur esprit regne dans l'armée des Pyrénées occidentales. La situation actuelle de Bayonne, Saint-Jean-de-Luz, et de tous les départemens voisins est très-satisfaisante ; tout y est à la hauteur de la révolution, graces aux mesures salutaires des représentans.

Sur la fin de la séance les autorités constituées de Paris se sont présentées à la barre. Chaumette, procureur de la commune, a dit : « Le peuple vient de faire un sacrifice à la raison dans la ci-devant église métropolitaine. Il vient en offrir un autre dans le sanctuaire de la loi. Je prie la Convention de l'admettre. »

Un groupe de jeunes musiciens ouvrent la marche. Ils exécutent divers morceaux de musique. Les jeunes orphelins des défenseurs de la patrie viennent ensuite : ils chantent une hymne patriotique qu'on répete en chœur. Des citoyens couverts du bonnet rouge s'avancent, en répétant les cris : *vive la République ! vive la Montagne !* Les membres de la Convention mêlent leurs cris à ceux des citoyens. La salle retentit d'applaudissemens.

Mais une musique guerrière fait entendre les airs chéris de la révolution. Elle précede un cortège de jeunes femmes, vêtues de blanc, ceintes d'un ruban tricolore, la tête ornée de fleurs. Après elles s'avance la déesse de la raison ; la déesse est représentée par une femme belle et jeune comme la raison ; car toutes les deux étaient à leur printems. Une draperie blanche, recouverte à moitié par un manteau bleu céleste, ses cheveux épars et un bonnet de la liberté sur la tête, composaient tous ses atours. Elle tenait une pique dont le fer était d'ébene.

Le silence succede aux acclamations. « Vous l'avez vu, citoyens législateurs, a dit Chaumette, le fanatisme a lâché prise. Il a abandonné la place à la raison, à la justice et à la vérité. Ses yeux louches n'ont pu soutenir l'éclat de la lumiere ; il s'est enfui. Nous nous sommes emparés de ses temples : ils sont régénérés. Aujourd'hui tout le peuple de Paris s'est transporté sous ses voûtes gothiques, frappées si long-tems de la voix de l'erreur, et qui, pour la premiere

Digitized by Google

fois, ont retenti du cri de la vérité. Là, nous avons sacrifié à la liberté, à l'égalité, à la nature. Nous n'avons point offert nos sacrifices à de vaines images, à des idoles inanimées. Non, c'est un chef-d'œuvre de la nature que nous avons choisi pour la représenter, et cette image sacrée a enflammé tous les cœurs. Un seul vœu, un seul cri s'est fait entendre de toutes parts; le peuple a dit : *Plus de prêtres, plus d'autres dieux que ceux que la nature nous offre.* ,,

Chaumette a ensuite demandé que la ci-devant église de Notre-Dame fût consacrée au culte de la raison. La Convention nationale a aussi-tôt décrété que l'édifice connu sous le nom de *Notre-Dame de Paris*, s'appellerait désormais le temple de *la Raison*. Elle s'est ensuite mêlée avec le peuple, et s'est transportée au milieu des acclamations d'une joie universelle, au temple de la Raison pour y chanter l'hymne à la liberté.

Séance du primidi, 21 *Brumaire*.

La correspondance de ce jour a offert beaucoup de renonciations de communes à leur curé, et de renonciations de prêtres à leurs fonctions. La Convention a ordonné l'insertion au bulletin de ces différentes déclarations.

Une députation des sections et sociétés populaires de Paris est venue demander une loi, par laquelle nul citoyen ne fut tenu de contribuer au salaire de cultes auxquels il ne croit pas. — La Convention nationale a décrété la mention honorable de cette pétition et son renvoi aux comités des finances et d'instruction publique, où devront s'adresser toutes les pétitions qui suivront celle-là. Le comité des finances est chargé de présenter sous huit jours un projet de décret, pour accorder du secours aux prêtres qui n'ayant pas de ressources, renonceraient cependant à leurs fonctions ecclésiastiques.

Une lettre de l'accusateur public près le tribunal révolutionnaire, annonce à la Convention que Cussy, député à la Convention, Girey-Dupré et un autre, arrêtés à Bordeaux, sont arrivés hier à Paris, et ont été mis à la Conciergerie. Le tribunal se disposait à les juger; mais une difficulté s'est élevée relativement à Cussy. Ce député, qui a partagé la révolte de Buzot, Gorsas, Barbaroux, et qui avait fomenté, de concert avec eux, les troubles du Calvados, n'a cependant point été compris dans le décret qui les mettait hors de la loi; et le dernier décret qui accuse Fonfrede et Lacaze, n'innovant rien au premier, le tribunal ne sait quelle doit être sa conduite à l'égard de Cussy; il consulte l'Assemblée.

Renvoyé au comité de sûreté générale.

Barrere, au nom du comité de salut public, instruit la Convention que le général Jourdan a été appellé à Paris, et que

Digitized by Google

que dans ce moment on combine des mesures ultérieures qui embrasseront le Nord et le Rhin.

Paganel est envoyé dans le département du Lot, pour épurer les autorités constituées et y prendre les mesures de salut public qui sont nécessaires.

PARIS, *quartidi*, 24 *Brumaire*.

La fête de la Raison et de la Vérité, à laquelle ont assisté toutes les autorités constituées de Paris, a été célébrée, décadi 20 brumaire. Dans la nef de la ci-devant église de Notre-Dame s'élevait sur la cime d'une montagne, un temple d'une architecture très-simple, sur la façade duquel étaient inscrits ces mots : *A la Philosophie*; devant la porte de ce temple etaient placés les bustes des philosophes les plus revérés; vers le milieu de la hauteur du rocher, brillait le flambeau de la Vérité sur l'autel de la Raison. Voici l'ordre qui a été suivi dans cette fête. Aux accents, doux et fiers, d'une musique républicaine on voyait descendre de jeunes filles vêtues de blanc et couronnées de chêne, qui venaient se réunir devant l'autel de la Raison, chacune d'elles se prosternait devant son flambeau et remontait ensuite sur le sommet de la montagne; la Liberté sortait alors du temple de la Philosophie, et venait sur un trône de verdure recevoir les hommages des républicains et des républicaines qui chantaient une hymne en son honneur en tendant les bras vers elle et lui disant :

Descends, ô Liberté, fille de la Nature, (1)
Le Peuple à reconquis son pouvoir immortel;
Sur les pompeux débris de l'antique imposture,
Ses mains relèvent ton autel.

Venez, vainqueurs des rois, l'Europe vous comtemple,
Venez, sur les faux dieux étendez vos succés;
Toi, sainte Liberté, viens habiter ce temple,
Sois la Déesse des Français.

---

(1) Cette hymne est de Chénier, et la musique de Gossec.

Digitized by Google

Ton aspect réjouit le mont le plus sauvage,
Au milieu des rochers enfante les moissons;
Embelli par tes mains, le plus affreux rivage
Rit environné de glaçons.

Tu doubles les plaisirs, les vertus, le génie;
L'homme est toujours vainqueur sous tes saints étendards,
Avant de te connaître il ignore la vie:
Il est créé par tes regards.

Au peuple souverain, tous les rois font la guerre;
Qu'à tes pieds, ô Déesse, ils tombent désormais!
Bientôt sur le cercueil des tyrans de la terre
Les Peuples vont jurer la paix.

Guerriers libérateurs, race puissante et brave,
Armés d'un glaive humain, sanctifiez l'effroi!
Terrassé par vos coups, que le dernier esclave
Suive au tombeau le dernier roi!

La Liberté remontait ensuite dans le temple de la Philosophie; elle se tournait pour jetter encore un regard de bienfaisance sur ses amis.

La même fête, qui avait été célébrée en l'absence de la Convention, l'a été, le soir, en sa présence.

Plusieurs sections se sont empressées de suivre le grand exemple donné par les autorités constituées dans la célébration de la fête de la Raison. Elles ont abjuré tout autre culte que celui de la Raison et de la Philosophie.

La liberté est leur divinité, l'amour de la patrie, leur seule religion, et elles ne connaissent plus d'autres saints que les grands Hommes; elles sont venues déclarer au conseil qu'elles avaient ordonné la fermeture des églises de leur arrondissement, et qu'elles se proposent d'en porter les ornemens et les effets à la Convention, pour être déposés à la monnaie.

Sur la demande de la section de la Cité, le conseil a arrêté que cette section se nommera section de la *Raison*, et que le pont, la rue et le parvis de Notre-Dame porteront le même nom. Par un autre arrêté, le conseil général a fait ouvrir un regître sur lequel on inscrira les déclarations des citoyens qui desireront abjurer l'état de ministres ou d'officiers publics d'un culte quelconque.

Digitized by Google

Le comité révolutionnaire de la section du Panthéon Français a fait porter la châsse Sainte-Geneviève à la Monnaie.

Depuis la révolution, quantité de personnes qui habitaient auparavant à Paris, se sont retirées dans des villes de départemens et dans des maisons de campagne, les uns par peur, ou pour ne pas partager avec les braves sans-culottes les soins de veiller au salût de la chose publique, d'autres pour se soustraire à la vigilance des bons patriotes. Anaxagoras Chaumette a présenté au conseil-général la nécessité de faire rentrer dans Paris ces insoucians modérés, ainsi que ces partisans secrets du fédéralisme, qui, abusent de la crédulité des habitans des campagnes, leur font adopter leurs dangereux principes, et les empêchent d'apporter leurs denrées à Paris. Sur son réquisitoire, le conseil a arrêté, que l'on écrirait à tous les absens pour les engager à rentrer à Paris; qu'il serait fait une pétition à la Convention, pour lui demander de décréter, que les biens de tous ceux qui, ayant un domicile à Paris, n'y rentreraient pas dans un délai fixé, seraient réputés biens nationaux et mis en vente.

Le tribunal révolutionnaire a condamné à mort Marie-Jeanne Philipon, femme de Roland, ci-devant ministre de l'intérieur, convaincue d'avoir conspiré contre l'unité et l'indivisibilité de la République, et contre la liberté et la sûreté du peuple Français.

Jean-Silvain Bailly, ancien maire de Paris, convaincu d'être l'auteur ou complice de l'exécution d'un complot qui a existé entre Louis Capet, sa femme et autres, tendant à troubler la tranquillité intérieure de l'Etat, à provoquer la guerre civile, en armant les citoyens les uns contre les autres, et dont la suite a causé la mort à un nombre de citoyens au Champ-de-Mars, le 17 juillet 1791, a été condamné à la peine de mort. Il a subi son jugement entre le Champ-de-Mars et la rivière de Seine.

On a arrêté à Betfort le comte de Hatzfeld, cousin de l'électeur de Mayence, et sa femme. Ils ont été conduits dans une maison d'arrêt.

On écrit du Havre qu'un courier y a apporté l'ordre d'élargir tous les Anglais qui contribuaient à enrichir la France par leur industrie; ils sont en liberté, et leurs biens leur seront rendus. (*Cette nouvelle est tirée des feuilles politiques.*)

Des lettres de Lille annoncent que l'esprit public y est au plus haut degré d'élévation. Les patriotes viennent d'organiser une armée révolutionnaire qui manquait à cette commune. On doit d'autant mieux compter sur son zele et la fermeté de ses principes, qu'elle est commandée par de vrais amis de la liberté et de l'égalité. Le corps, dit de *Saint-Georges*,

Digitized by Google

treizieme des chasseurs, était le seul dont la composition pût ne pas inspirer toute confiance. Il n'a pas échappé à la surveillance du ministre de la guerre qui vient de lui donner pour chef un vrai Sans-culotte ; les habitans de la campagne vont être armés avec 4000 fusils arrivés de Menin.

A Bordeaux le club national, stimulé par les représentans du peuple, Isabeau et Tallien, développe et propage dans tous les cœurs les principes brûlans d'amour du bien public et du républicanisme. Il passe au scrutin épuratoire les états-majors des trois bataillons en réquisition. La jeunesse part tous les jours avec l'ardeur et l'allégresse qui présagent la victoire. Tous ceux qui ont des habits uniformes s'empressent de les offrir pour être distribués à leurs frères d'armes appellés à la défense de la patrie. Bertonneau, chef de la commission populaire, et qui était en fuite, se voyant sur le point d'être pris, a tiré un coup de pistolet à celui qui vouvoulait l'arrêter, il l'a manqué ; il s'est tué de son second coup.

On apprend de Marseille que les Français si lâchement renvoyés de Naples et avec tant de précipitation qu'ils n'avaient aucun moyen de pourvoir à leur départ, ont heureusement abordé la terre de la liberté.

Ce sont deux vaisseaux Suédois qui les ont amené sains et saufs, malgré les menaces des Anglais et des Espagnols. Ceux qui après quinze jour d'absence, rentrent aujourd'hui dans Marseille par la porte d'Aix, sont frappés du spectacle qui s'offre à leurs regards. Un immense attelier sorti comme de dessous terre, et construit en 3 jours, couvre de sa longueur près de la moitié de l'allée du Cours, à la proximité des deux fontaines ou pieces d'eau. Là, dès le point du jour, les forges publiques sont allumées, le marteau résonne, on dérouille les canons de fusil, on ajuste les bois, un peuple d'ouvriers les remplit, un peuple de spectateurs les encourage. Sur le port, à la Cannebière, à l'ancienne comédie, sur la place de la nouvelle, mêmes atteliers, vastes et commodes, même activité dans les travaux. Menuisiers, serruriers, taillandiers, armuriers, coutelliers, charpentiers, ébénistes, sont en réquisition, et travaillent avec joie. Le fer ne manquera pas. On a mis en réquisition celui qui se trouve en grande quantité dans les magasins, toutes les grilles des églises, et celles des bastides et jusqu'aux tringues des lits et des rideaux, pour faire des baguettes de fusils.

Sous peu de jours une fonderie de canons, de boulets, de mortiers et de bombes sera en pleine activité. De tous côtés, les châteaux à creneaux et à fossés s'écroulent sous le marteau patriotique ; mais, amis des arts, les représentant du peuple

Digitized by Google

ont excepté de cette proscription tous les monumens antiques construits par les Romains, tel que l'amphithéâtre de Fréjus, les arcades de son aqueduc, un petit temple de Vulcain et une tour bâtie par César dans le village des Arts, ainsi que les antiquités de Riès.

On connaît l'attentat commis par les Anglais dans le port de Gênes envers l'équipage de la frégate française, la *Modeste*, et pour ainsi dire sous les yeux du sénat. Comme satisfaction n'est pas encore rendue à la République, les représentans ont mis provisoirement l'embargo à Marseille sur tous les bâtimens gênois.

NOUVELLES DES ARMÉES.

L'Autrichien profitant de ce que le mauvais tems empêcha nos troupes de faire ce qu'elles devaient dans les différentes parties de la frontière du Nord, avait envahi quelques points du district de Réunion-sur-Oise. Il y a eu une action le 17, dans laquelle les républicains ont eu l'avantage. Voici la lettre du général Belair :

« L'ennemi nous a attaqués sur tous les points aujourd'hui. Après des succès long-tems balancés, il a été repoussé malgré sa grande supériorité. Différens rapports d'espions, confirmés par ceux des prisonniers que je viens d'interroger, donnent à croire qu'il a rassemblé devant ma petite armée entre 25 à 30,000 hommes ; il est certain qu'il était fort supérieur à nous de tous les côtés. Comme la victoire paraissait vouloir se décider en faveur des républicains, le 5e. régiment d'hussards est venu précipiter la retraite des ennemis.

» Ils ont perdu beaucoup d'hommes, encore plus de chevaux. Nous avons perdu quelques lâches, qui ont été sabrés par les hulans, après avoir jetté leurs armes pour mieux s'enfuir. J'ai donné des ordres pour arrêter les fuyards, et ils ont eu un bon succès.

J'ai pris des mesures pour interdire désormais l'entrée de cette ville à tous les militaires qui s'y présenteraient sans ordre. Cela ne pourra faire que très-bien pour forcer les tièdes et les lâches de rester à leur poste, où ils seront électrisés par l'exemple de nos braves républicains. Il faudra endurer quelques murmures, je les supporterai, pour que la République soit mieux servie. L'artillerie a fait des merveilles, à son ordinaire. Le 5e. régiment d'hussards a parfaitement débuté. Mes deux aides-de-camp, les citoyens Galland et Gallais, ont beaucoup contribué à faire bien emplacer l'artillerie, et à déter-

Digitized by Google

mener la victoire par leur zele et par le bon exemple qu'ils ont donné. ,,

Lettre du citoyen Milhaud, représentant du peuple près l'armée du Rhin, datée de Strasbourg.

,, La terreur est à l'ordre du jour sur cette frontiere; les tribunaux révolutionnaires et militaires rivalisent de sévérité contre les égoïstes et les conspirateurs. Tous les riches contre-révolutionnaires et fanatiques des villes et des campagnes sont arrêté par nos ordres. Nous croyons que leurs trésors, qui sont encore sous le scellé, produiront à la République plus de 15 millions en assignats et numéraire. 3 à 4 jugemens du tribunal révolutionnaire ont fait verser, dans les caisses publiques, plus de 600,000 liv. d'amendes. Nos collegues Saint-Just et Lebas ont fait déporter dans l'intérieur tous les corps administratifs, et nous avons fait arrêter et déporter à Dijon tout l'état-major de la garde nationale. C'est ainsi que l'infâme complot de livrer Strasbourg s'exécute. Plusieurs officiers supérieurs et soldats ont été fusillés à la tête des corps. Le peuple sans-culotte se réveille, l'armée du Rhin s'électrise; celle des rois et des esclaves reculle déjà d'effroi; l'aîle droite des ennemi vient d'abandonner deux lieues de terrein et plusieurs villages, dont les habitans fanatiques ont émigrés. Nous vous envoyons le neveu du général Autrichien Wurmser, qui a été pris à Strasbourg ,,.

Lettre de Laplanche, représentant commissaire à l'armée de l'Ouest.

Presque tous les défenseurs de la liberté ont déjà vu le feu, et sont dans les meilleures dispositions. Les rapports sur le nombre des brigands varient. La plupart le fixent à 15 mille. Ils sont suivis d'un grand nombre de femmes, d'enfans, de prêtres et de gens de robe qui sont attachés par la terreur à la partie active des brigands. Le fait le plus positif à leur égard, est qu'ils meurent de faim, qu'ils pillent avec la même fureur les aristocrates et les patriotes, et qu'ils traitent avec barbarie les membres des autorités constituées qui tombent en leur pouvoir.

P. S. Je viens d'apprendre par une lettre de Lecarpentier, qu'une colonne de brigands a marché sur Dol et Saint-Malo, et qu'une autre s'est avancée sur Avranches. Lecarpentier craignait pour le fort de Saint-Michel, où il avait fait renfermer un grand nombre de prêtres réfractaires. Il les a fait transférer ailleurs sous une sûre escorte de gendarmerie.

J'appelle toute l'indignation de la Convention sur la commune de Fougeres. Plusieurs scélérats, habitans de cette ville, ont fusillé les défenseurs de la patrie, au moment où ils tra-

Digitized by Google

versaient dans les rues, et la garde nationale de Fougeres était immobile à son poste. Quoique les brigands aient une artillerie formidable, nous n'en serons pas moins victorieux. Je pars demain matin pour Grandville où je trouverai notre collegue Lecarpentier. Là nous nous concilierons pour effectuer la jonction de nos deux armées. L'armée de l'Ouest aura le tems d'arriver avec celle de Rennes. Nous pouvons essuyer des revers, mais nous vaincrons.

Lacombe Saint-Michel, au président de la Convention nationale. — Calvi, ce 16 octobre, l'an 2e. de la République.

Citoyen président, je vous dénonce une atrocité commise par des Anglais contre des Français. Pendant l'attaque de Saint-Florent, nous ignorions à Calvi ce qui s'y passait; je fis partir une gondole contenant des malades qui allaient à Bastia; de ce nombre était le commissaire des guerres Boërio, beau-frere de Salicetti, un médecin de l'ambulance, un grenadier du 26e. regiment d'infanterie, un officier du 61e., et un gendarme et autres passagers. Cette gondole étant hors d'état de faire aucune résistance contre 4 vaisseaux de guerre, les hommes qu'elle portait furent faits prisonniers par les Anglais; mais le commandant a eu la lâcheté de les livrer à Paoli; ces malheureux ont été conduits liés et garottés à la bastille de Corté. Je demande justice de ce Forban, ou bien qu'il soit usé de représailles contre les prisonniers anglais. Apprenons enfin à cette nation, autrefois généreuse, à respecter enore le droit des gens.

Notice des séances subséquentes de la Convention, du 22 et du 23 Brumaire.

22 *Brumaire.* Une dépêche arrivée de l'isle ci-devant Bourbou, annonce que cette colonie est à la hauteur de la révolution, et que dans tous les cantons le serment a été prêté à la République une et indivisible.

Il résulte des pieces originales présentées par le comité de sûreté générale, que le député Osselin est gravement compromis dans l'affaire de l'émigrée Charry.

Barrere a demandé et a obtenu le rapport du décret portant qu'aucun député ne pourra être décrété d'accusation, sans avoir été entendu.

Les brigands de la Vendée en évacuant Laval, Ernéa, Mayenne et plusieurs autres villes, prouvent clairement qu'ils

Digitized by Google

sont en pleine fuite et qu'ils ne se sentent pas assez forts pour se cantonner. Ils sont pressés depuis Rennes jusqu'à Saint-Malo, par l'armée que commande Rossignol, et d'un autre côté, les armées des côtes de Cherbourg et de l'Ouest les poussent avec vigueur.

23 *Brumaire.* La Convention nationale, après avoir entendu son comité de sûreté générale et de surveillance décrete ce qui suit :

Art. Ier. Tout métal d'or et d'argent monnayé ou non monnayé, les diamans, bijoux, galons d'or et d'argent, et tous les autres meubles ou effets précieux qu'on aura découverts, ou qu'on découvrira enfouis dans la terre, ou cachés dans les caves, dans l'intérieur des murs, des combles, parquets ou pavés, âtres ou tuyaux de cheminées et autres lieux secrets, sont saisis et confisqués au profit de la République.

II. Tout Dénonciateur qui procurera la découverte de pareils objets, recevra le vingtieme de leur valeur en assignats.

III. La Convention nationale autorise son comité de sûreté générale à verser au trésor public le produit de tout ce qui a été saisi et apporté jusqu'à ce jour audit comité, en suivant le mode déterminé par les articles ci-après.

IV. Les effets, l'or et l'argent saisis jusqu'à ce jour et qui pourront l'être à l'avenir, soit d'autorité des représentans du peuple, soit par les Comités révolutionnaires, soit par les commissaires munis des pouvoirs du Comité de sûreté générale, seront envoyés d'abord audit Comité avec les procès-verbaux de capture et des inventaires.

V. Le Comité de sûreté générale ne retiendra de ces dépôts que les papiers suspects, les faux assignats, s'il y en a, et les pieces de conviction, lorsqu'il se trouvera des prévenus susceptibles d'être traduits devant les tribunaux.

VI. L'or et l'argent, vaisselle, bijoux et autres effets quelconques, seront envoyés sur le champ avec les inventaires au Comité des inspecteurs de la salle qui fera passer, sans délai, les especes monnayées à la trésorerie nationale et l'argenterie à la monnaie.

VII. A l'égard des bijoux, meubles et autres effets, ils seront vendus à l'enchère, à la diligence du même Comité qui en fera passer le produit à la trésorerie, et en rendra compte à la Convention nationale.

Digitized by Google

(N°. 121. — 1793.)

MERCURE FRANÇAIS

DU TRIDI, 1ere. DÉCADE DE FRIMAIRE, *l'an* IIe. *de la République.*
(*Samedi* 23 *novembre* 1793, vieux style.)

POÉSIE.

Le Pénitencier raisonnable. ANÉCDOTE.

CHEZ bien des gens encor quelle simplicité !
Chez certains papegots quelle cagoterie !
Témoin ce nouveau trait : écoutez, je vous prie,
Lecteur : voici comment on me l'a raconté.

Un fermier de Soucy, je le tiens de lui-même,
Se confessait d'avoir, dans le cours du carême,
Mangé par fois la soupe au lard.
Comment ! dit son curé, mais c'est un cas à part ;
C'est une chose affreuse, horrible, abominable.
Bref, il l'envoie au grand pénitencier,
Pour avoir le pardon d'un crime impardonnable.
Mon manant qui se croit damné, du moins damnable,
Y va, conte le cas qui le fait renvoyer
A ce tribunal redoutable.
Quoi ! n'est-ce que cela, dit l'homme au blanc rochet ?
Ton curé devait donc t'envoyer jusqu'à Rome.
Le sot ! va, mon enfant, sois toujours honnête homme ;
Et mange du salé, faute de bon brochet.

(BENOIST-LAMOTHE.)

CHARADE.

ESPÈRE, ami lecteur, que tu me connaîtras ;
L'article indéfini fait mon premier partage ;
Mon second au piquet donne un grand avantage ;
Mais qui nomme mon tout nomme ce qui n'est pas.

Digitized by Google

ÉNIGME.

JE ne suis rien encor, mais à la veille d'être.
Que ne puis-je à tous ceux qui doivent me connaître
Promettre également des plaisirs assurés !
Trop inutiles vœux ! dès qu'on m'aura vu naître
Je ferai des heureux et des désespérés.
Tout le monde m'attend, et cependant, peut-être,
Tel songe à m'employer qui n'en sera pas maître.
On m'appelle d'un nom que je perds en naissant.
Mon futur successeur à l'instant s'en empare.
Ainsi, jamais présent, par un destin bizarre,
Mon nom meurt et renaît dans le même moment.

LOGOGRIPHE.

JE suis le mot chéri de la paresse,
L'espoir et le tourment des cœurs ambitieux,
Toujours à redouter pour qui se trouve heureux,
Souvent à desirer pour qui sent la détresse.
J'ai six pieds, cher lecteur : combine, désunis;
Tu trouveras en moi la source des richesses,
Le mois cher aux amans, et celle des déesses
Qui voyait par trois noms trois cultes réunis;
Le timide gibier qui fuyait devant elle;
De tous nos *oremus* la finale éternelle;
Ce que Phœbus ramène à la fin de son cours;
Un prêtre musulman, un coursier d'Arcadie;
Ce que preux chevalier adorera toujours;
Ce qui meut notre corps et nous donne la vie;
Ce qu'on donne à l'autel alors qu'on se marie.
En est-ce assez, lecteur? Tiens, j'ai pitié de toi :
En me lisant le soir, on est plus près de moi.

Explic. des Charade, Enigme *et* Logogriphe *du* N°. 120.

Le mot de la Charade est *Minuit*; celui de l'Enigme est *Tombeau*; celui du Logogriphe est *Miel* (de Narbonne); où l'on trouve *isle*, *mil*, *mie*, *lie*, *me*, *il*, *le*, *mi*, *lé* (largeur d'une étoffe), *lime*.

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

Le véritable Evangile, par le citoyen Gallet. A Paris, de l'imprimerie du Cercle-social, rue du Théâtre-français, n°. 4; brochure in-8°. Prix, 1 liv. 10 sols; et 2 liv., franc de port, pour les départemens.

Si jamais, aux yeux des patriotes observateurs, notre révolution a dû paraître bien affermie, c'est sur-tout depuis le triomphe général et solemnel remporté sur la superstition. En effet, si l'on veut y faire attention, une révolution telle que la nôtre ne peut se maintenir que par les mêmes moyens qui l'ont fondée : c'est l'opinion qui l'a faite, et c'est l'opinion qui doit la consolider. L'opinion, c'est-à-dire la raison universelle, lui a donné pour bases les droits naturels de l'homme; donc les plus grands ennemis qu'elle ait à combattre sont les préjugés; ce sont même les seuls véritablement à craindre, parce qu'ils agissent sans cesse et en tout sens, et qu'ils ne peuvent être détruits par la force. Les hommes qui réfléchissent n'ont jamais beaucoup redouté pour nous les ligues royales et les armées étrangères : instruits par l'histoire, ils ont vu que toutes ces grandes conspirations tramées dans les cabinets de la politique, ces associations momentanées et monstrueuses de puissances ennemies ou jalouses les unes des autres, n'avaient jamais pu en écraser une (1), pas même la petite république de Venise, à qui la fameuse ligue de Cambray n'ôta rien. L'Empire, l'Angleterre, la Hollande, la Savoye, et ce qui est plus que tout cela, Eugene, Marlborough et Guillaume, trois grands hommes, ne purent sous Louis XIV entamer la France qui avait alors beaucoup moins de ressources qu'aujourd'hui, et pourtant ces puissances avaient un même intérêt bien reconnu, celui d'abaisser un monarque ambitieux qui voulait tout asservir; que doit-ce être de sept ou huit despotes, grands ou petits, accoutumés à se craindre ou à se combattre

(1) La Pologne n'est point une exception à cette vérité confirmée par toute l'histoire moderne : la Pologne a succombé sous sa propre anarchie, et n'a pas même combattu. C'est le sort que tous les gens de bons sens annonçaient depuis long-tems à un état où il n'y avait qu'une noblesse factieuse, une diète mercenaire et un peuple serf. On avait prédit cent fois qu'il devait être la proie de ses voisins.

Digitized by Google

mutuellement, et qui ne sont reunis que par la seule fantaisie d'empêcher que la France ne soit libre ? Cette manie puérile peut-elle changer la nature des choses, et rapprocher véritablement des intérêts toujours opposés ? Croira-t-on que des Autrichiens et des Prussiens, qui se détestent depuis 50 ans, soient bien réconciliés, marchent ensemble de bien bon cœur, et se servent les uns les autres de bien bonne foi ! Des Anglais et des Espagnols, deux races d'hommes entièrement incompatibles, sympatiseront-ils ensemble ? Non, toujours les défiances, les jalousies, les soupçons régneront entr'eux, et chacun craindra de faire trop pour les autres. C'est le sort de toutes ces ligues. Que doit-il donc vraisemblablement arriver de celle-ci ? Hélas ! ce qu'on a deja vu : une grande perte d'hommes et d'argent, beaucoup de sang très inutilement répandu, quelques batailles perdues ou gagnées, quelques villes prises et reprises, en un mot les chances ordinaires de la guerre, sans aucun résultat que la honte d'avoir sacrifié les peuples pour une cause odieuse, et de leur avoir montré encore une fois à quel point les rois se jouent des nations.

Mais si la France, formidable par sa masse, et faisant face de tout côté, peut se flatter plus que jamais de voir se briser autour de ses boulevards tous ces flots d'étrangers qui grondent contre sa liberté, elle a toujours dû craindre dans son intérieur l'obstination des préjugés et la lutte des intérêts personnels, et parmi ces habitudes invétérées, la plus contraire à un gouvernement libre, était certainement l'influence du sacerdoce et des idées superstitieuses. Les philosophes n'ont cessé de le répéter : le sacerdoce et la royauté sont naturellement alliés, et ces deux trônes, également fondés sur l'erreur, foulent également les humains. Dans le traité qu'ils ont fait entr'eux, le premier s'était chargé d'aveugler les hommes pour les asservir au second, sous la condition de partager les dépouilles. Il y a eu quelquefois dispute sur le partage ; mais toujours ils se réunissaient dans l'intérêt commun de faire des dupes et des esclaves ; et les clefs de l'autre monde que portaient les prêtres étaient en effet celles des trésors des nations, qu'ils ouvraient pour les rois et pour eux. Nous les avons fermés aux uns et aux autres ; et quand les charlatans à sceptres et à couronnes sont tombés, les charlatans à étoles et à mitres ont pris le parti de descendre de leurs tréteaux et de jetter leur masque : ils ont fait très-sagement : il n'y avait plus rien à gagner, et ce n'est pas la peine de tromper pour rien.

Tricher au jeu sans gagner est d'un sot,

a dit Voltaire, et en général les prêtres ne sont pas des sots. Ce qu'il y a de plus remarquable dans leur conversion vo-

Digitized by Google

lontaire, et ce qui donne pleinement gain de cause à la philosophie, c'est qu'il est bien prouvé par la démarche qu'ils ont faite, qu'eux-mêmes ne croyaient pas ce qu'ils enseignaient; car lorsqu'il y a conviction dans la croyance religieuse, elle ne saurait dépendre du plus ou moins de profit, et rien n'empêche qu'on soit chrétien avec mille écus comme avec cent mille. Voilà donc les peuples bien convaincus que les prêtres se moquaient d'eux, et s'ils ne profitent pas de la leçon, pour le coup ce sera leur faute.

Pascal disait, en parlant des apôtres : *J'en crois des témoins qui se font égorger.* Il raisonnait fort mal; car on ne peut nier que le fanatisme ne brave la mort, quand il voit le ciel ouvert; il y en a des exemples sans nombre. Mais lorsque des prêtres viennent nous dire, sans y être forcés en aucune maniere : *en conscience, mes amis, nous vous trompions*; il n'est pas possible de ne pas les croire.

Le lieutenant de police Hérault disait un jour à Voltaire : *vous avez beau faire avec tout votre esprit; vous ne détruirez pas la religion chrétienne. — Monsieur, c'est ce qu'il faudra voir.* S'il eût été témoin de ce qui se passe depuis quelques semaines dans tous les départemens de la France, il eût trouvé que l'ouvrage était bien avancé. Mais il faut avouer aussi que s'il le commença, c'est la liberté qui l'acheve; c'était à elle à rompre toute espece de joug; et je le répete, comme le despotisme et la superstition tiennent à deux préjugés intimement liés ensemble, l'entiere destruction du dernier est le coup mortel pour l'autre.

Et quel avantage encore n'en résulte-t-il pas pour la chose publique, sur-tout dans les circonstances où nous sommes, et dans le besoin que nous avons de toutes les ressources possibles pour soutenir une guerre si dispendieuse! Tous ces inutiles trésors des églises ne sont pris à personne et servisont à tous. Il était bien tems que la superstition, qui a levé tant de tributs sur les peuples, payât le sien pour la premiere fois, et l'on ne peut pas dire qu'il soit onereux à qui que ce soit au monde; c'est une restitution tardive, mais ample, et qui ne pouvait venir plus à-propos. Les temples ne peuvent être ni appauvris ni enrichis; mais l'or et l'argent que la crédulité y avait déposés et qu'elle consacrait ridiculement, deviennent véritablement sacrés, en servant aux besoins de la patrie et à la défense de la liberté.

L'ouvrage qui a donné lieu à ces réflexions, *le nouvel Evangile*, n'est en effet qu'un *Evangile* moral, dégagé de toutes les merveilles fabuleuses, ornemens ordinaires de toutes les révélations, et sous ce point de vue les intentions de l'auteur sont louables; mais le plan et l'exécution de son livre ne

Digitized by Google

peuvent être d'aucune utilité, quoiqu'il l'annonce avec le ton d'importance fastueuse qu'il est d'usage de prendre aujourd'hui. Voici comme il s'exprime dans un *discours préliminaire* :

« L'Evangile que Jésus laissa aux hommes doit fixer en ce » jour l'attention de la philosophie ; il fut dicté par la raison ; » il était pur et digne du heros dont il exaltait la gloire ; » il formait le lien social et religieux des hommes. Mais » l'ambition, voulant en faire *un ressort* de sa puissance, *le* » *couvrit* du voile du merveilleux, afin *d'enflammer*, à son » aspect, l'enthousiasme des peuples, et de *couvrir*, *à son* » *abri*, *ses coups perfides*. Sa marche a été long-tems cachée ; » nous la découvrons enfin, etc. »

Tout cela est aussi mal pensé que mal écrit ; mais laissons le style et voyons les choses. Jésus n'a point *laissé d'Evangile aux hommes ;* car on sait qu'il n'a jamais rien écrit. Les philosophes pensent que ce fut un sage, qui, blessé de l'hypocrisie des Scribes et des Pharisiens, et de la rapacité des Publicains, eut assez de courage pour s'élever contre eux tous, en substituant à leurs mensonges la morale naturelle, et eut une éloquence assez persuasive pour se faire beaucoup d'approbateurs et de disciples ; ce qui donna lieu aux prêtres Juifs de l'accuser d'irreligion et d'impiété auprès du grand-pontife, et d'ambition et de révolte auprès du gouverneur Romain. Pilate eut l'équité de reconnaître son innocence et cherchait à le sauver ; mais il crut devoir céder à l'animosité furieuse du Sanhédrin, qui fit intervenir le nom de César ; (c'était Tibere), et il leur abandonna leur victime avec cette sorte de faiblesse ou d'indifférence qu'ont trop souvent les grands, quand il s'agit d'un homme qui n'a que sa vertu pour appui.

Après sa mort, ceux de ses disciples qui étaient les plus enthousiastes ou les plus ambitieux, et sur-tout le fanatique Paul, se répandirent hors de la Judée, et chercherent à mettre à profit ce que la doctrine de leur maître avait d'attirant ou même de sublime, en prêchant l'égalité fraternelle, la communauté des biens, la pureté des mœurs, et y joignirent le merveilleux, dont on ne peut se passer, quand on veut fonder une religion ; et ils la fondaient d'abord pour eux ; car elle leur donnait une existence que par eux-mêmes ils n'avaient pas. Ces premiers missionnaires etaient pauvres, et leur ministere mettait à leurs pieds tous les biens des premiers fideles, à qui l'on promettait le royaume des cieux. C'est toujours par-là que l'on commence, et l'on voit dans les épitres de Paul qu'il prétend bien qu'en les instruisant il a le droit de vivre aux dépens des Néophytes. A l'égard de leur bonne-foi ou de leurs lumieres, on peut juger de ce

Digitized by Google

qu'en avaient des hommes qui prétendaient avoir vû ressusciter leur maître au bout de trois jours, et le Saint-Esprit descendre sur eux en langues de feu. Je ne m'étendrai point ici sur les diverses causes qui favoriserent les progrès de leur doctrine; on peut les voir dans les livres des philosophes, et sur-tout dans ceux de Freret, qui a très-judicieusement approfondi cette matiere.

L'auteur du *véritable Evangile* prétend que celui que nous avons *était pur, dicté par la raison*, etc., et que c'est dans des traductions infideles qu'on y a interpolé cette multitude de miracles qui révoltait Rousseau lui-même, d'ailleurs admirateur passionné des écritures. Cette assertion n'a aucun fondement, et fait voir que l'auteur est destitué de toute critique et de toute connaissance de l'histoire. Nous avons des évangiles des premiers siécles, autres que les quatre qui sont réputés canoniques, et tous sont remplis de miracles. Il est même très-probable que sans ce merveilleux ils n'auraient pas fait fortune, et Paul et les autres disciples qui ont incontestablement écrit peu de tems après la mort de Jésus, n'étaient pas assez philosophes, à beaucoup près, pour donner un évangile *pur et dicté par la raison*. Le seul législateur religieux qui n'ait jamais prêché que la morale, dégagée de toute superstition, est Confutzée; et si sa doctrine est celle des Chinois instruits, la multitude a toujours préféré le culte de Fo, c'est-à-dire les merveilles et les fables, *Ad populum phaleras*. Il faut, pour s'en passer, être au point où en est l'Europe lettrée, et si parmi nous les hommes même les moins instruits ouvrent enfin les yeux, c'est un exemple unique et qui n'est dû, comme je l'ai dit, qu'à une sorte de révolution qui n'a pas non plus d'exemple dans l'univers.

Quant à la morale de l'Evangile, on peut présumer que sa simplicité touchante et quelquefois sublime, appartient originairement aux paroles du maître et non pas aux écrits des disciples, d'abord parce que ce sont presque les mêmes termes dans les quatre Evangiles; ce qui prouve qu'ils avaient écrit sur une même tradition orale; ensuite parce que les autres livres composés par eux n'ont rien qui soit dans le même goût. Cependant il y a dans cette même morale de Jésus des choses outrées et déraisonnables, (comme on l'a remarqué ailleurs), et en total elle n'est pas plus admirable que les pensées de Marc-Aurele, les beaux endroits de Sénéque, les lois de Zaleucus, et les préceptes du Shasta.

L'auteur en arrangeant à sa maniere *le véritable Evangile*, n'a fait autre chose que substituer aux guérisons miraculeuses des conversions morales, qui ne sont gueres plus vraisemblables; car on ne guérit pas les maladies de l'ame en quatre lignes. Il a fait pis; il a substitué à l'onction pénétrante et

Digitized by Google

à l'intéressante simplicité de l'original, un faste d'expressions ambitieuses, vagues, insignifiantes, souvent même du plus mauvais goût, et son livre entier ne vaut pas le sermon sur la montagne.

Enfin, nous ne devons pas être les disciples de Jésus, ni de Socrate, ni d'aucun autre : des disciples sont bientôt des sectaires. Prenons dans les écrits des grands moralistes ce qu'il y a de mieux pensé et de mieux dit; mais n'appartenons jamais qu'à la raison. Dieu et la conscience, voilà la religion des hommes libres.

ANNONCES.

Le Code de morale et de politique, mis à la portée des jeunes Républicains, par demandes et par réponses. Ce petit ouvrage du citoyen Boinvilliers qui, présenté par lui à la Convention nationale, a mérité la mention honorable, se trouve à Paris, chez Cailleau, rue Galande, n°. 64; et à Versailles, chez l'auteur.

GRAVURE.

Portrait de Montesquieu, de forme ovale, grandeur de 9 pouces sur sept trois quarts, peint par Garnerey, et gravé au lavis en couleur par P. M. Alix. Ce portrait fait suite à ceux de Voltaire, J. J. Rousseau, Mably, Montaigne, Linné, Bouffon, Mirabeau, Fénélon, Helvétius, Diderot, Raynal et Marat; ce dernier ne paraîtra que dans les premiers jours de frimaire.

Ces Portraits se vendent 6 liv. chacun. A Paris, chez Marie-François Drouhin, rue Christine, n°. 2.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 9 novembre 1793.

On a reçu ici la nouvelle que la Porte Ottomane a fait annoncer au duc de Sudermanie son intention d'envoyer à Stockholm un ambassadeur. — Cette démarche, à laquelle la fierté musulmane n'est pas accoutumée à plier, passe néanmoins pour certaine, et paraît confirmer le bruit d'une alliance entre la Porte, la Suede et le Danemarck, alliance où s'engagerait aussi la république de Venise pour se soustraire au ton exigeant et vexatoire, et peut-être même aux empiétemens de l'Autriche et de la Russie, puissances chrétiennes dont le voisinage serait beaucoup moins sûr que celui des infideles, témoin le dernier démembrement de la Pologne, dans lequel la Russie a professé sans pudeur des maximes de brigandage et de rapine trop fidélement pratiquées à l'égard des malheureux Polonais, jadis les égaux et même les vainqueurs de ceux qui les oppriment aujourd'hui.

L'ambassadeur, ou pour mieux dire le vice-roi de l'ambitieuse Catherine avait d'abord indigné les esprits en faisant incarcérer plusieurs membres de la diète de Grodno dont la voix s'était élevée avec quelqu'énergie en faveur des principes de la liberté. On avait espéré que ces violences électriseraient les ames au point de produire quelque mouvement révolutionnaire, dont le peuple, le vrai peuple profiterait pour revendiquer ses droits; mais on s'est trompé: et il y a encore moins d'espérance pour l'avenir, d'après les précautions prises dans le traité d'alliance signé à Grodno le 14 octobre. Elles sont véritablement révoltantes pour des hommes libres, et doivent le paraître même à ceux qui ont cessé de l'être, et à qui l'indignation devrait inspirer le desir, comme elle leur fournirait la force, de briser leurs chaines: c'est ce que la Turquie invite la Pologne à faire, et ce qu'elle fera s'il lui reste une étincelle du feu sacré dont tant de Polonais se vantaient d'entretenir la flamme.

Voici les six premiers articles de ce traité de société léonine; il ne nous en est encore parvenu que cela.

Art. Ier. Il y aura dès-à-présent une amitié constante, une union non-interrompue, et une alliance défensive illimitée entre l'impératrice de Russie, ses successeurs au trône et son

Digitized by Google

empire d'une part, et la république de Pologne d'une autre part.

II. Le traité de Moscow de 1686, ainsi que les traités de Varsovie de 1768 et 1773, et les actes séparés qui y sont relatifs, de même que l'acte concernant la délimitation de la Russie-Blanche et le gouvernement de Katherinowstaw, et le traité conclu dernierement à Grodno, avec tous les articles séparés, sont renouvellés et approuvés dans toutes leurs clauses et délimitations, autant qu'ils ne se contredisent pas entr'eux, et ne sont pas contraires au présent traité.

III. En conformité de leur étroite union, les deux nations se garantissent solemnellement toutes leurs possessions actuelles en Europe, et s'obligent réciproquement de s'assister de toutes leurs forces et moyens, dans le cas où l'une ou l'autre seraient attaquées hostilement en Europe; elles s'engagent à ne point conclure d'armistice ni de traité de paix sans le consentement ou participation mutuels.

IV. Lorsqu'il y aura une guerre commune, le commandement et la direction des opérations militaires appartiendront à celles des deux nations qui aura fourni le plus de troupes.

V. Le commandement en chef étant ainsi réglé, les autres généraux et officiers Russes et Polonais seront considérés et traités selon leur rang. Dans le cas où une division de troupes polonaises serait plus forte que la division russe, l'officier de la division polonaise aura le commandement des deux divisions réunies.

VI. Comme, par les engagemens que prennent les deux cours, le plus grand fardeau d'une guerre commune tombera infailliblement sur la Russie, le roi et la république de Pologne ont jugé équitable et avantageux d'abandonner à la Russie la voie de l'influence auprès des cours étrangeres, lors des négociations que l'on concertera préalablement, et qui auront pour but d'éloigner la guerre, de la soutenir ou d'y renoncer honorablement.

La Russie, vraisemblablement instruite de la prochaine arrivée de l'ambassadeur Turc en Suede, et sentant qu'elle aura toujours trop à faire en cas d'une rupture, prend le caractere des lâches rampans dans l'adversité, et cherche à capter une cour qu'elle bravait autrefois avec une insolence révoltante. Le cabinet de Pétersbourg après avoir rappellé, il y a quelque tems, de Stockholm l'audacieux comte Stackelberg que la Russie, dans ce qu'elle appelait ses jours de gloire envoyait aux nations qu'elle voulait outrager, le remplace par le comte de Romantzow, d'un caractere tout opposé. — Ce qui vaut ces égards à la Suede, c'est sans doute l'état de sa marine assez bien montée pour pouvoir reformer sans hésiter un nombre considérable de bâtimens. Voici ce qu'en disent des

Digitized by Google

lettres du 18 octobre : L'intendant général de notre marine, M. de Royalin, a fait une visite de la flotte à Carlscrone, dont le résultat est qu'il a été résolu d'indiquer pour le 13 novembre prochain une vente de 46 vieux bâtimens, chaloupes, cutters, prames et autres petits vaisseaux de guerre.

Si la vieillesse de l'ambitieuse Catherine est troublée par des inquiétudes, la jeunesse de François II son allié l'est aussi. Voici ce qu'on mande de Vienne en date du 26 : le baron de Herbert, internonce impérial à Constantinople, a sollicité vivement auprès de la Porte la permission pour les Autrichiens de construire des magasins à Galacz, où les bâtimens descendus par le Danube viennent décharger leurs marchandises pour les transporter ensuite par mer. Le refus obstiné de la cour Ottomane d'accorder cette demande fait le plus grand tort à notre commerce sur le Danube et dans la mer noire. — On aurait néanmoins été bien aise de faire jouir de ces avantages la nation Hongroise à laquelle on a de grandes demandes à faire, et qui, dit une gazette de la cour, que l'on peut soupçonner d'exagération, prévenant ces demandes a offert à l'empereur de lever une armée de cinquante mille hommes pour le commencement de la campagne prochaine. — Cependant les contributions des états de Hongrie pour la guerre actuelle montent à deux millions de florins de moins que la taxe imposée lors de la guerre contre les Turcs ; ce qui fait croire qu'il y sera suppléé par un emprunt. Il est heureux que la Hongrie se trouve dans ces dispositions pour l'empereur, si tant est qu'elle y soit réellement ; car les états d'Autriche ne paraissent pas aussi bien résignés à continuer leurs sacrifices : ils ont fait de nouvelles représentations sur la dernière levée de soldats ; ils insistent vivement sur les cruels effets qui en résultent pour la population de l'archiduché, et ils ajoutent cette phrase remarquable : « Il serait sans doute juste que chaque bras enlevé à l'agriculture et aux manufactures occasionnât une diminution dans les impositions que le fléau de la guerre, si souvent injuste, continue à exiger, comme si les reproductions étaient les mêmes après l'enlevement des hommes utiles qui les font naître. »

Ce qui d'ailleurs étonne et inquiette même de vieux officiers qui ont servi dans la fameuse guerre de sept ans, c'est l'énergie des Français qu'ils doivent peut-être à l'assurance qu'ils ont d'être soutenus ou remplacés par leurs freres d'armes; énergie dont le ressort a été terrible dans l'affaire de Maubeuge. Tout se sait à la longue, et la vérité perce. Les alliés avouent avoir perdu plus de 5000 hommes dans les journées des 14, 15 et 16.

Combien les différentes actions que l'on a eu à soutenir contre un ennemi si impétueux ont dû être meurtrieres, puisqu'on fait marcher même la garnison de la capitale ! C'est à

Digitized by Google

quoi ont reçu l'ordre de se préparer les cuirassiers de Walsech. — Les troupes des frontieres de Péterwaradin se préparent aussi à se porter vers la France. Il faut des besoins bien urgens pour déterminer de pareilles marches dans cette saison, où elles sont plus meurtrieres que des batailles.

De Francfort-sur-le-Mein, le 14 novembre.

La cour de Vienne confisque tout ce qui peut appartenir aux Français; elle a défendu d'en rien laisser sortir des états Autrichiens. — Tandis que l'empereur agit avec cette sévérité, cette injustice même à l'égard des Français, il ne néglige rien pour se montrer chez lui très-populaire. Les courtisans renchérissent encore en imitant leur maître; si bien que cela va de leur part jusqu'à la bassesse. Malgré ces soins pour capter la bienveillance, on murmure en général contre la cour où les Italiens ont trop d'influence puisqu'ils jouissent de toute la confiance du jeune empereur, et le dirigent absolument. Les riches de cette capitale craignent aussi qu'on ne les soumette à une contribution militaire pour payer les frais de la troisieme campagne; et c'est une mesure dont on ne pourra gueres se dispenser, l'empereur étant déja si fort aux expédiens que c'est avec l'argent de la Prusse qu'il paie son armée dans ce mois-ci. On assure que la disgrace du comte de Cobentzel tient en partie au mauvais gré qu'on lui a su de n'avoir pas eu le talent de presser l'éponge, ensorte qu'elle rendît. D'autres personnes prétendent qu'on l'a puni de son trop d'attachement à la Czarine dont on est l'allié sans en être l'ami.

Il semblerait que le roi de Prusse devrait faire pour la troisieme campagne à peu près les mêmes préparatifs que l'Autriche, puissamment stimulée par le fugitif Calonne qui se trouve en ce moment à Vienne. Mais il n'en est rien; car des lettres de Berlin du 26 octobre disent positivement: « On ne voit gueres ici de préparatifs militaires, et on ne parle plus du-tout de faire marcher de nouvelles troupes. » Mais tout cela s'explique d'après la nouvelle suivante: Le vieux comte de Hertzberg est rappellé au ministere. On sait qu'il a toujours été opposé aux vues ambitieuses de la maison d'Autriche, et son rappel donne lieu à des conjectures que confirment le peu d'activité qu'on remarque dans les préparatifs nécessaires pour soutenir et continuer la guerre. En effet, le sage, le temporiseur Hertzberg n'est point homme à souffrir que son pays s'épuise plus long-tems pour solder l'armée de Cobourg, faute qui a pourtant déja été faite, témoin la lettre suivante: « J'ai vu moi-même, dit un officier revenu de l'armée, passer le convoi qui consistait en trois tonneaux, et l'officier qui les conduisait (c'est un lieutenant du régiment du prince de Ligne) m'a assuré qu'ils étaient pleins de bihémes (pieces de la valeur de

Digitized by Google

trois creutzers), pour payer l'armée de Cobourg. » D'après cela on serait tenté d'ajouter foi au bruit qui court que l'empereur veut faire dans ses états une espece d'émission d'assignats, c'est à-dire de papier-monnaie dont il faut avouer que l'hypotheque ne serait pas aisée à assigner.

Au moment d'en venir à cette mesure, qui annonce la pénurie, les cours coalisées ont appris que le trésor de la nouvelle République regorgeait d'or et d'argent, qu'il en arrivait tous les jours en abondance, et que la dépouille des églises, volontairement offerte par un peuple qui a déchiré le bandeau de la superstition religieuse, réunie aux métaux précieux que la superstition politique avait accumulés dans le séjour des rois et des grands, passerait la somme de deux milliards; ce qui joint au produit de l'emprunt forcé, mettrait la République en état d'acheter abondamment des grains, des chevaux pour se monter une cavalerie, et enfin les matériaux d'une marine faite pour tenir un rang distingué sur les mers, sous le double rapport et de forces navales et de moyens de faire un commerce très-étendu. — Cette nouvelle récemment connue, mais bien constatée, a produit le même effet que si l'on eût appris qu'il venait de se joindre à la France, déjà si forte par elle-même, deux puissans alliés. On n'ose ramener ses regards sur le tableau mesquin de ses ressources pécuniaires, pour le comparer avec celles du pays qu'on se proposait d'anéantir, et le découragement s'est glissé dans les cœurs jadis si fiers de Frédéric-Guillaume et de François II, qui se craignent d'ailleurs et s'observent réciproquement, tremblans chacun que l'autre ne fasse sa paix particuliere d'une maniere avantageuse, ne l'abandonne à l'ennemi, et n'aide même à écraser celui auprès de qui il combattait naguères.

Le roi, qui jouit toujours d'une parfaite santé, disent des lettres de Berlin, arrivera le 3 novembre à Kosel, dans la Haute-Silesie, après avoir visité d'un bout à l'autre, c'est-à-dire depuis Posen jusqu'à Czenstochan, ses nouveaux Etats en Pologne. De Kosel il se rendra le 4 à Breslau, où il passera quelques jours; ensuite il reviendra le 8 dans cette capitale : tout est déja préparé pour sa réception. Les deux princes ses fils reviendront également ici vers la fin de novembre, et leurs mariages auront lieu dans le courant du mois de janvier. Le carnaval sera très-brillant cette année, à cause de ce double mariage dans la famille royale; tous les grands et les principaux nobles des provinces Polonaises nouvellement acquises, sont invités aux fêtes que le roi donnera à cette occasion. La cour qui veut se servir de leur influence pour affermir son empire en Pologne, cherche à les cajoler, et aura grand soin, pendant leur séjour ici, de les attirer dans ses intérêts par des prévenances et des promesses.

Digitized by Google

Quoique Frédéric-Guillaume soit peut-être prêt d'abandonner la partie (résolution sage à laquelle les conseils du ministre, nouvellement rappellé, ne contribueront pas peu), ce prince ne saurait néanmoins la quitter brusquement; d'ailleurs, il voudrait se ménager une retraite honnête, et finir par quelque coup d'éclat, ensorte que cette résolution ne parût pas forcée. En conséquence, c'est à la prise de Landau que son fils le prince Louis s'attache; mais cette place se défend bien, très-bien même, quoique bombardée et battue à boulets rouges depuis le 28 octobre. Comme l'on avait été informé que sept mille hommes de l'armée de la Moselle volaient à son secours, le corps Prussien près de Bitsche a été joindre le corps sous les ordres du prince Hohenlohe, pour les arrêter dans leur marche. L'armée française, forte de 50,000 hommes, est campée entre Saverne et Hochfeld; rien à faire contre Strasbourg avant de l'avoir battue et délogée; ce qui n'est pas facile. — On a appris le 30, que les Prussiens s'étaient repliés vers Pirmesens; ce qui rend la position des Autrichiens en Alsace extrêmement critique.

Les armées combinées sentent bien qu'elles ne pourront pas rester dans cette province, à moins qu'elles ne s'en emparent entierement : en conséquence, on a donné l'ordre d'abattre les ponts de pierre, et de les remplacer par des ponts de bois, plus faciles à couper en cas d'une retraite forcée qui pourrait bien se trouver avant peu à l'ordre du jour, à la manière dont se montrent les troupes et les habitans de ce département, qui sont aussi des troupes et même de très-bonnes.

Le général Schœnfeld blessé à Pirmesens, a été obligé de se faire transporter à Hanau.

Des avis de Carlsruhe portent que les puissances coalisées ont été forcées de lever le siège de Landau, et que les Français, d'attaqués qu'ils étaient, devenus attaquans, marchent en force sur Mayence par Treves.

On dit aussi que le prince de Condé a été tué par l'éclat d'un obus.

Provinces-Unies et Belgique.

Tout le monde regarde ici la campagne comme finie pour cette année, disent des lettres de Namur du 24. La perte des Autrichiens devant Maubeuge monte à 12,000 hommes, quoiqu'ils n'en avouent que 3,000. Il est certain que Cobourg a demandé 40,000 hommes, sans quoi il lui serait impossible de lutter avec avantage, ou seulement de se défendre contre un ennemi déja très-nombreux, et qui se multiplie encore par son activité prodigieuse.

Digitized by Google

Ces mêmes lettres laissent entrevoir que les Autrichiens, épuisés d'hommes et d'argent, pourraient bien profiter de l'espece de cessation d'armes forcée qu'amenera l'hiver pour entamer des négociations, dont le préliminaire indispensable sera de reconnaître la République.

On écrit aussi que les Liégeois patriotes, et ils le sont presque tous, desirent et comptent voir entrer incessamment chez eux les Français. Ils leur préparent même des magasins, d'un desquels le général Beaulieu s'est emparé fort à propos; car son armée manquait de tout. Cette disette des troupes impériales n'est pas étonnante, les vivriers ne pouvant pas obtenir le paiement de leurs avances n'en veulent pas faire d'autres. Tout ce qu'ils ont pu tirer du gouvernement se borne à une sauve-garde contre les poursuites de leurs créanciers; mais cette ressource injuste n'est que passagere; elle porte un coup mortel au crédit public : il est tellement ébranlé que les états ont refusé de cautionner l'emprunt ouvert à Bruxelles, ce qui l'a empêché d'avoir lieu. La seule chose qui le soutienne encore dans ce pays, c'est l'argenterie du clergé du Brabant que la peur le détermine à porter à la monnaie.

Une lettre de la Haye, datée du 8 novembre, après avoir parlé du grand nombre de malades et de blessés qu'un témoin oculaire a vu entasser dans les hopitaux de Bruxelles ou passer pour aller chercher de la place dans d'autres, annonce qu'on attendait dans cette ville 4 ou 5000 Hessois soudoyés par l'Angleterre. Mais elle ajoute qu'on attendait aussi à Namur et à Charleroi les Français qui se portaient en force sur ces deux places, et qui auraient d'autant meilleur marché de leurs ennemis, que l'on croyait Cobourg et Clairfayt brouillés depuis leur défaite devant Maubeuge.

Une lettre du même endroit, antérieure de cinq jours, avait parlé d'une grande victoire remportée le 31 octobre sur le général Jourdan, victoire à la suite de laquelle les Français affaiblis de 5000 hommes, dont 3000 tués et 2000 faits prisonniers, auraient évacué toute la Flandre. Mais ce bruit ne s'est pas confirmé, et le prince de Cobourg qui devait avoir repassé la Sambre pour poursuivre l'armée Française mise en déroute, est vraisemblablement encore à la même place, que la prudence lui fait un devoir de ne pas quitter.

Ce qui parait un peu plus certain, c'est qu'on voudrait à tout prix engager le Danemarck dans la coalition; le voyage et le séjour de M. Fagel à Copenhague n'a pas d'autre but. On doit y distribuer l'or corrupteur; mais ces gens-là connaissent bien peu le principal ministre, l'integre Bernstorff; ils ne s'y prendraient pas mieux quand ils voudraient échouer; c'est ce qui leur arrivera.

Digitized by Google

M. Brantsen, chargé de faire comprendre aux Etats de Brabant qu'il est de leur intérêt de seconder de tous leurs moyens l'empereur, dont la reconnaissance le fera condescendre à toutes leurs demandes, paraît avoir eu plus de succès à Bruxelles, où il doit rester tout l'hyver. Les Etats de Brabant, influencés par lui, se sont ravisés et ont bien voulu consentir à faire sur leur garantie formelle l'ouverture d'un nouvel emprunt. Au reste il ne prend gueres mieux que celui qu'on avait essayé de négocier à Amsterdam, également pour le compte de l'empereur.

Il n'est plus du tout question du ridicule emprunt ouvert à Amsterdam par deux banquiers aristocrates, au nom et au profit des MM. Capet, emprunt à 5 pour cent, qui devait être rempli moitié en argent, moitié en effets royaux de la République Française. Il paraît que les spéculateurs calculant un peu mieux que les augustes freres, ont craint que ce ne fût placer leur argent à fond et à rente perdus. On attendra que l'édit portant création soit enregistré au parlement de Paris. *Monsieur*, rebuté, découragé même de ce mauvais succes, ainsi que de la perte de sa bonne ville de Lyon, va décidément transporter en Espagne sa très-corpulente altesse et ses prétentions à la régence. Quant au cadet, on ne sait trop ce qu'il devient. Madame la stadthouder n'a pas le plus léger reproche à se faire en cette occasion; elle n'a rien négligé pour faire réussir l'emprunt. Il est bien malheureux pour une grande princesse de ne pouvoir être utile en rien à ses amis. Tel est pourtant son sort, car le prince de Cobourg, en rendant compte de sa déconfiture près de Maubeuge, dit formellement que la cavalerie hollandaise a pris la fuite au milieu du combat, et qu'au lieu de couvrir sa retraite, elle s'est hâtée de passer la Sambre à la nage, ne jugeant pas dans sa prudence que ce fût trop d'une riviere entre elle et l'ennemi.

Une lettre de Newport, après avoir rendu compte d'une vive attaque contre cette place, effectuée le 25 octobre par les troupes de la République, ajoute: le 26 elles sont revenues à la charge, mais avec aussi peu de succès; enfin retirées derriere l'inondation faite au moyen de l'ouverture de notre grande écluse, on les voit encore s'occuper à y élever des batteries; mais elles ne peuvent nous faire grand mal, vu l'éloignement... Nous pensons avoir rendu un grand service à la ville d'Ostende, dont le ministre Pitt a été sur le point de retirer la garnison; mais on a appris qu'il travaille à réparer cette faute grave, dont l'effet infaillible aurait été d'interrompre toute communication avec l'Angleterre et les armées du continent: sans la nouvelle mesure d'envoyer de gros renforts en troupes et en vaisseaux à Ostende, il aurait fallu remonter jusques à Flessingue pour aller à l'aide du duc d'Yorck.

ITALIE

Digitized by Google

Dès que le ministre de France auprès de la République de Gênes eut été averti de la prise de la frégate la *Modeste*, attaquée contre tout droit des gens dans le port neutre de cette ville, il ne manqua pas d'en demander satisfaction : le lendemain même le ministre Britannique déclara nettement au sénat qu'il ne rendrait point la frégate ; mais en colorant cette atrocité du prétexte spécieux de représailles, des vaisseaux Anglais ayant été attaqués, suivant lui, par des Français dans des ports neutres. Le premier mouvement du petit conseil fut d'ordonner la restitution qui n'a pourtant pas eu lieu, parce que le sénat moins juste ou plus timide a révoqué l'ordre, ce dont les Anglais ont profité pour emmener leur prise à Toulon.

On ne sait pas encore positivement si malgré cette atteinte portée à la neutralité, la République de Gênes l'a tout-à-fait rompue ; on présume même que non, et tout porte à croire que l'apparition d'une flotte Française dans ces parages ferait bien vite reprendre aux Génois les sentimens qu'ils portent dans le cœur et contre lesquels la crainte seule les a forcés d'agir. Au reste, si les Anglais ont joui dans cette occasion du fruit de leur violence, ils en ont été privés dans une autre. Une frégate Française qui se trouvait à Livourne, où le lord Hervey, ambassadeur d'Angleterre, dicte impérieusement aujourd'hui des loix au nom de son maître, reçut le 14 octobre l'ordre d'en sortir sur-le-champ. En conséquence elle fit voile pour le golfe de Spezia, et se mit sous la protection du fort de Sainte-Marie. L'équipage averti qu'il n'y serait pas en sûreté, prit le parti de piller la frégate et la coula à fond à la vue de quatre vaisseaux Anglais. Ces marins se sont ensuite rendus à Gênes où ils ont été logés au Lazareth.

Des lettres de Milan du 15 octobre disent : on a reçu l'ordre ici de préparer des quartiers pour plusieurs bataillons et divisions de cavalerie qui doivent aller joindre l'armée. Mais on a aussi des lettres de Lugano, suivant lesquelles la cour est dans la plus grande détresse ; le dette publique s'accroît ; l'argent manque absolument, et cette penurie excite par-tout des murmures, de même que les enrôlemens forcés, pour lesquels on employe tous les moyens de violence.

La cour de Naples continue aussi à faire des préparatifs ; cependant ses forces de terre et de mer se réduisent à peu de chose, puisqu'on a laissé dépérir la marine qui ne peut se réparer qu'à grands frais, et que l'observateur éclairé ne voit dans les troupes qu'une milice mal disciplinée. La majesté qui trembla l'année dernière devant un grenadier Français, toute fière d'avoir envoyé son contingent de garnison à Toulon, a donné des ordres très-précis pour chasser et persé-

Digitized by Google

cuter les Français dans tous ses états. Cette persécution a également lieu dans toute la Toscane. Le ministre Laflotte a été obligé de quitter sa résidence, et les armes de France ont été enlevées à la porte de l'hôtel de la légation française: les armes de la République ont été aussi enlevées de la porte du consul Français à Livourne.

On mande de Rome, en date du 18, que le pape est attaqué depuis quelques jours de la fievre, accompagnée d'une légere plaie au pied. Le chef de l'église paraît profondément affecté de la révolution française, et semble pressentir que l'héritage de son fils aîné qui a brisé le joug, et s'est permis de faire un schisme politique avec tous les royaumes, ne tardera vraisemblablement pas à faire aussi un schisme spirituel avec toutes ses ouailles. Des considérations plus particulieres ajoutent encore à la mélancolie du successeur de St. Pierre. Tout l'avertit que le moment approche où il sera obligé de faire place à un successeur : il vient de perdre deux amis à peu près de son âge; le cardinal Ranieri Rinochetti est mort la semaine derniere à l'âge de 78 ans; Charles Gioro, archevêque d'Avignon, est décédé à la 64e. année de son âge : on croit que le pape a déja jetté les yeux sur le fameux abbé Maury pour remplir cette place vacante. Les amis du nouveau prélat ne lui conseilleront sûrement pas de venir de si-tôt prendre possession de ce siége. Hélas ! c'est encore un évêché *in partibus infidelium !*

ANGLETERRE. *De Londres, le 3 novembrs.*

M. Pitt a fait imprimer et publier dans cette capitale une déclaration en anglais et en français, adressée à la nation Française, dont il a eu grand soin d'envoyer des exemplaires à tous les ministres des puissances coalisées.

Cette piece apologétique, vraiment curieuse, commence par protester au peuple Français, au nom du roi d'Anglerre, qu'aucun motif d'ambition, aucune vue d'aggrandissement, n'a fait entrer ce prince dans la coalition. Ses raisons déterminantes ont été le soin de sa propre défense, le maintien des traités avec ses alliés, le besoin de repousser des principes destructeurs de tout ordre social; il assure n'avoir d'autre desir que le rétablissement de ce même ordre et de la paix en France; mais l'obéissance seule pourra faire jouir de ce bonheur la nation qu'il combat. En conséquence il l'exhorte à rétablir la monarchie héréditaire ou l'équivalent, puisque c'est la seule forme qui permette d'entamer les négociations propres à conduire les deux Etats à une paix desirable, et dont la nécessité doit être sentie de part et d'autre. Cependant il ajoute qu'il ne contestera pas à la France le droit de réformer ses lois.

Digitized by Google

On assure que ce manifeste a été fabriqué à Toulon, que c'est de-là que sir Elliot l'a rapporté, et qu'un certain comte de Howdest est chargé de la faire repasser dans la Vendée, où par une suite de leurs principes de loyauté et de délicatesse, les ministres Britanniques entretiennent toujours des correspondances.

La rentrée du parlement est encore différée, et l'on croit que M. Pitt ne souffrira pas qu'il s'assemble avant le 16 janvier prochain; il reste à savoir si des evenemens majeurs ne lui forceront pas la main. Il n'en faudrait pas beaucoup comme celui-ci :

Le 29 du mois dernier, une foule nombreuse se porta, sur les 10 heures du matin, dans la cour d'un ancien pompier de cette ville, nommé Thomas Beillet; elle y fut haranguée par celui-ci en ces termes : « Il n'y aura jamais de paix ni de bonheur sur la terre, jusqu'à ce que les rois en soient chassés; pour moi, je souhaite et désire ardemment que les Français débarquent cent mille hommes en Angleterre, pour détruire le parti du gouvernement.

Cependant les magistrats de Londres informés de ce rassemblement, y dépêcherent quelques officiers de police pour le dissiper; mais ils ne purent y parvenir; vivement alarmés, les magistrats se rendirent eux mêmes sur le lieu, et n'osant se montrer, ils envoyerent quelques personnes qui engagerent enfin la foule à se dissiper, ce qui n'eût lieu néanmoins que bien avant dans la nuit. Quand elle eut entierement disparu, les magistrats firent arrêter les principaux auteurs du rassemblement, et Thomas Beillet entr'autres. Celui-ci, dans l'interogatoire qu'on lui a fait subir, n'a pas hésité de convenir qu'il avoit conseillé au peuple de s'assembler pour une réforme parlementaire. D'après cet aveu, il fut conduit en prison, mais le peuple força le magistrat à le relâcher et à se contenter d'un cautionnement, au cas qu'il fût obligé de comparaître devant le tribunal.

Le camp de Brighthelmstone va être enfin levé; les régimens qui le composaient doivent en partir successivement. Huit seront cantonnés sur les côtes de Sussex, pour s'opposer à la descente dont on se croit menacé par les Français, et qu'on affecte de regarder comme impossible, quoiqu'on la craigne réellement : témoin les précautions de tout genre que ne cesse de prendre.

On vient d'envoyer à Douvres des ordres à tous les militaires de se tenir prêts au premier signal, et au commandant de la place de monter incessamment tous les canons sur les remparts.

Digitized by Google

Toutes les sociétés populaires de la Grande-Bretagne ont nommé des députés pour assister à la convention qui doit se tenir en Ecosse, afin d'aviser aux moyens d'obtenir une réforme parlementaire et la cessation d'une guerre qui ruine absolument le commerce des trois royaumes, surchargés d'impôts au point qu'on ne sait plus sur quoi le génie fiscal de M. Pitt, quel qu'inventif qu'il soit, pourra en asseoir de nouveaux ; car il en faut absolument : sa derniere ressource est, dit-on, de lever une taxe sur les chiens et les cheminées, mais quand elle passerait au parlement, où il s'est ménagé des déserteurs qui abandonneront le parti de l'opposition pour se ranger dans le sien, il y a tout à parier que cette taxe ne passerait pas au tribunal du peuple ; et que peut l'influence ministérielle contre l'opposition nationale !

Les troupes témoignent leur mécontentement des quartiers d'hyver qui leur sont assignés. A la chûte du jour, le cri général dans le camp est ; *point de granges*, *point de granges*, et ce cri est entendu par tous les officiers, qui en sont fort embarrassés. Un aide-de-camp, envoyé pour appaiser le tumulte, a failli être foulé et fort maltraité. Les officiers subalternes menacent de donner leur démission, si on les envoie hyverner dans des granges ou dans des cantons inhabités et exposés à toutes les intempéries des saisons. Ces dispositions ne sont pas rassurantes, et d'ailleurs il y a des rixes entre les catholiques et les protestans Irlandais.

L'impératrice de Russie va, dit on, être sommée de fournir les 12,000 hommes qu'elle a promis, et dont on a le plus grand besoin : en cas de refus, on l'exclura de la coalition, à laquelle elle veut avoir la gloire de tenir, sans y contribuer en rien.

Le roi vient de signer une ordonnance pour payer au comte de Front, envoyé de Sardaigne, la somme de 50 mille livres sterling, formant le quart et *par avance* de 200 mille livres sterling que notre ministere est tenu, par les traités, de payer annuellement à la cour de Turin, pour les frais de la guerre. Ce *cher* allié a soin d'anticiper sur ses subsides sans avoir anticipé sur les conquêtes qu'il était chargé de faire pour la coalition. Il prouve qu'il sait mieux trouver la clef de nos coffres forts que le *chemin de Paris*.

On écrit d'Hallifax que le capitaine Coleman, revenu depuis peu de la pêche de la baleine, a touché dans le cours de son voyage, au port de Désiré à la côte des Patagons. Il y a vu 5 ou 600 naturels du pays ; leur taille est entre 7 pieds et demi et 8 pieds. Ils se sont conduits d'une maniere amicale avec l'équipage anglais ; ils montaient de bons chevaux, et sont vêtus d'une peau serrée sur leur corps, ce qui développe la beauté de leur taille. Leurs armes sont des lances, des arcs et des flèches. Les côtes ne sont pas habitées, ce qui fait que les navigateurs sont rarement à même de voir des Patagons.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE LALOI.

Séance du duodi de la 3e. décade de Brumaire.

Parmi les lettres qu'a offertes la correspondance de ce jour, il y en avait une, portant pour suscription : *Aux très-dignes juges et président du parlement de Paris.* C'était un galérien qui ignorant la réforme des abus, demandait que son procès fût revisé.

Les représentans du peuple à Rochefort annoncent qu'ils ont formé dans cette ville un tribunal révolutionnaire dont ils ont nommé les membres. Voici ce qu'ils ajoutent : « Une flotte vient encore de nous arriver ici de Toulon. Nous venons de prendre à son égard les mêmes mesures dont on a usé envers le vaisseau l'*Apollon*. Le tribunal révolutionnaire tamisera tous ceux qui sur ces vaisseaux viennent ici pour substanter la rage et l'ambition du scélérat Pitt. »

De Lacroix et Legendre mandent de Rouen, en date du 20 brumaire, que deux bataillons formés des citoyens de cette commune, partent pour Lisieux pour y attendre les ordres du général Sepher. Ils sont suivis de trois pieces de canon de campagne, de 75 canonniers et de 100 cavaliers de la cavalerie nationale du département de la Seine inférieure. Ce renfort sera d'une grande utilité aux Républicains qui combattent les rebelles.

Une lettre de Lacombe St.-Michel, datée de Calvi le 16 octobre (vieux style,) apprend à la Convention nationale une nouvelle atrocité des Anglais. (Voyez le dernier n°.)

Sur la proposition d'un membre, il a été décrété que le comité de salut public présenterait ses vues sur les moyens d'user de représailles envers les ennemis extérieurs de la République.

On fait lecture d'une lettre de la Planche qui donne des détails sur l'état des rebelles. (Voyez le dernier n°.) Cette lettre est renvoyée au comité de salut public.

On introduit à la barre plusieurs députations. Elles viennent, au nom de plusieurs sections de Paris, faire hommage à la Convention des richesses de leurs églises. La superbe arche de Saint Paul, un grand nombre de châsses, plusieurs brancards surchargés de calices, de candelabres, de soleils, de chappes et mille autres objets provenant de différentes églises, entr'autres de celles de Saint Paul et Saint Sulpice, un caisson

Digitized by Google

plein d'écus, et le contenu d'un chariot plein d'or et d'argent venu du département de la Nievre entrent dans la salle des séances de la Convention au bruit des applaudissemens universels.

A ces députations en succedent d'autres de différentes communes qui apportent également les effets précieux de leur culte. Sergent annonce que le comité d'inspection et celui de la commission des arts sont encombrés de trésors pareils. Sur sa proposition, l'Assemblée rend deux decrets. Par le premier, elle adjoint au comité huit membres qui seront chargés de recevoir avec lui les matieres précieuses d'or et d'argent qui seront déposées dans le sein de la Convention, provenant des dépouilles de la superstition. Ces huit membres seront chargés, avec les commissaires inspecteurs, de remettre à la monnaie ces objets, d'en dresser proces-verbal, d'assister à la vérification de leur poids, et d'en donner décharge aux députés des communes. La commission des monumens chargera trois de ses membres de se transporter, soit au comité d'inspection, soit à la monnaie, pour distraire les objets précieux d'art qui dépendront de ces matieres déposées, et en dresseront procès-verbal conjointement avec les commissaires d'inspection. ,,

Voici le second décret : « Il sera créé une commission composée de douze membres. Le comité des finances nommera deux de ses membres, le comité de législation deux, le comité de sûreté générale deux, le comité d'inspection deux, les comités d'instruction et des monumens chacun deux. Ces douze membres composeront la commission.

,, Cette commission est spécialement et uniquement chargée de proposer un projet de loi conservatoire, au moyen de laquelle les objets offerts à la patrie, les matieres d'or et d'argent et autres objets précieux, dont la nation se trouve ou se trouverait mise en possession, soient fidellement recueillis ou vendus, ou convertis en monnaie, et que la responsabilité des agens employés à la manutention de ces objets ne soit pas illusoire. ,,

Barrere est à la tribune. Il demande la parole sur la loi du 20 Brumaire, portant qu'aucun député ne serait décrété d'accusation sans avoir été entendu. « Il n'y a d'inviolable, dit-il, que le peuple et sa liberté. De quel droit pouvez-vous établir une démarcation entre les représentans du peuple et les autres citoyens ? Devant le juré d'accusation tous sont les mêmes ; le juré d'accusation doit prononcer sur les pieces, et jamais il ne doit être influencé par l'audition de l'accusé. ..... La Convention gravit un rocher glissant et élevé ; elle ne peut qu'aller en avant ; si elle rétrograde, tout est perdu. On nous calomnie : ne répondons que par de bonnes lois. Que le crime soit d'un côté et l'échafaud de l'autre. Je demande le rapport du décret. ,, Il est rapporté.

Digitized by Google

Barrere annonce ensuite que les pouvoirs du comité expirent aujourd'hui ; l'Assemblée les proroge pour un mois.

Nota. Dans le cours de cette séance, Cambon a fait un rapport sur les moyens de faire rentrer dans le trésor public environ deux milliards, en révoquant les aliénations des domaines engagés par la ci-devant cour. La Convention a ordonné l'impression et l'ajournement de ce projet.

Séance du tridi, 23 Brumaire.

Plusieurs prêtres envoient à l'Assemblée la démission de leurs fonctions. La multiplicité de ces hommages rendus à la vérité, a déterminé la Convention à décréter que les autorités constituées seraient autorisées à recevoir, dans chaque district, les déclarations des prêtres qui abdiqueraient les fonctions du ministere, et que la liste des noms de ces citoyens serait envoyée tous les quinze jours au comité des finances.

Vadier, au nom du comité de sûreté générale, a fait adopter un décret qui déclare confisqués au profit de la République l'or, l'argent ouvrés ou monnoyés qui seraient trouvés cachés chez les citoyens. (Voyez ce décret dans le dernier n°.)

La Convention, sur la proposition de Forestier, a suspendu un arrêté pris par un des représentans du peuple près l'armée du Centre et de l'Ouest, tendant à obliger les citoyens du département de l'Allier, possesseurs de numéraire, et d'effets en or ou en argent, à les déposer à la caisse du district.

Une députation de la société des amis de la liberté et de l'égalité, séante aux jacobins est admise à la barre ; Dufourny, orateur, a dit : « Représentans, les français l'ont juré, *vivre libre ou mourir.* La Convention l'a juré : la liberté, l'égalité triompheront : tels sont nos sermens, tels sont nos devoirs. Nous tenons nos sermens. Les français s'élancent aux frontieres et sur les cadavres des tyrans et de leurs soldats. La victoire ouvre la marche triomphale de la liberté, qui, du sommet de son char, distribuer le bonheur aux nations détrompées, annonce et proclame enfin la paix universelle.

» Nous tenons aussi nos sermens à l'intérieur, en réduisant les villes rebelles, en exterminant les brigands, et c'est ainsi que le fer et la flamme devoreront tous les ennemis ouverts de la République ; mais ils est des ennemis cachés, il est des traîtres, des conspirateurs, et il est aussi des patriotes immuables qui les jugent, et enfin la hache si tardive de la justice les extermine sans distinction. Il est enfin des hommes suspects, des malveillans, des intrigans, et les plus méprisables de tous, des indifférens dont la coalition coupable corrompt l'esprit public, enfouit les subsistances, souille les élections ; mais la prudence tendant ses filets pour la sûreté générale a ordonné leur arrestation ; et fidelles à leurs sermens, les Français les ont enchaînés.

» Le précipice était ouvert ; les conspirateurs qui avaient

Digitized by Google

jusques dans votre sein établi le foyer du volcan qui devait tout engloutir, avaient fait nommer cette exécrable Commission des douze qui devait proscrire tous les patriotes; mais le peuple était-là; mais toute la France, qui a juré d'être libre ou de périr, était révolutionnaire. Paris, les autorités constituées étaient révolutionnaires. Grâces vous soient rendues, représentant, vous avez enfin organisé la révolution. Des comités de salut publique et de sureté générale, des comités de surveillance, des comités révolutionnaires sont sous l'œil des autorités constituées, le départ des individus de toute la France: et c'est ainsi que la patrie sera sauvée par la valeur dans les combats, par l'inflexibilité dans les tribunaux, et plus encore peut-être par cette sévérité qui imprime aux hommes suspects une terreur salutaire. Oui, représentans, le Français dans son dévouement ne connaît que le courage ou la mort, la justice ou la mort, le terreur ou la mort pour assurer la liberté.

» La terreur, elle est le salut même de ces lâches ennemis que la pitié veut bien épargner. Continuez donc, représentans, par pitié même, la Meduse de la terreur; opposez aussi cette Méduse à ces mielleux et perfides orateurs qui, avant la paix générale, voudraient vous toucher en faveur de leurs amis, ou peut-être même de leurs complices. Les sociétés populaires, chargées de surveiller toutes les trames, de dénoncer tous les traîtres, de crier vengeance et justice, d'épurer enfin sur la coupelle de l'opinion publique toute la masse des citoyens, pour n'employer aux fonctions que des hommes purs, vous dénoncent aujourd'hui le projet de faire avorter toutes les mesures révolutionnaires en les mitigeant, dans l'espérance de parvenir enfin à faire égorger les patriotes, qui en auront été les principaux agens. Déja l'audace des perfides se ranime, et d'après le signal contre-révolutionnaire qui en a été impunement donné dans cette enceinte, ils répetent: « Quand donc cessera cette boucherie de députés? » Repondez, représentans, lors du supplice du dernier des coupables, lorsque l'Assemblée la plus auguste sera aussi la plus pure: quand aucun audacieux n'osera improuver la vengeance nationale, calomnier la fidelle sévérité du tribunal révolutionnaire, condamner l'austere super-vigilance du comité de sûreté générale, engourdir le zele admirable des comités révolutionnaires, ou réfroidir cet esprit public qui dicte à toute la France cette unité de volonté, cette unité de résistance par lesquelles seules nous obtiendrons le bonheur.

» Sachez donc, représentans, que lors même que toutes les hordes de brigands, pâles de trémeur, observent le silence de l'effroi, elles ont dans votre sein des orateurs, des excitateurs d'opinions qui, par des mots insidieux, fournissent à nos ennemis le funeste paradoxe qu'ils doivent accréditer chaque jour, la phrase contre-révolutionnaire qui, répétée dans toutes la France, doit altérer l'esprit, amortir le mouvement révolu-

Digitized by Google

tionnaire, et favoriser les plus odieux complots. Ne souffrez donc pas, représentans, qu'on vous dise impunément que la terreur glaçant une partie de la Convention, ses délibérations ne sont pas libres. La Convention ne fut jamais plus libre; jamais elle ne fut plus grande que depuis le 31 mai; ses immortels decrets l'attestent à l'univers, la terreur ne peut glacer que des coupables ou des lâches. Que ceux-là soient punis, que ceux-ci se retirent: qu'ils se retirent! non, qu'ils restent. Le tourment des esclaves est de voir des hommes libres; le supplice des coupables est de voir le triomphe de la vertu; qu'ils restent, mais dans le silence, les coupables et les lâches ne peuvent être les représentans des Français vertueux et intrépides.

» Ne souffrez donc pas, représentans, qu'on ose encore vous dire que la terreur glaçant les hommes purs dans les départemens, aucun n'osera accepter les fonctions de législateurs. Oui, sans doute, la terreur écartera les intrigans et les lâches; mais l'homme pur mettra toujours sa gloire à occuper après vous sur cette montagne, cette place d'où vous défendites la liberté; et la vertu courageuse acceptera toujours la mission suprême d'être l'organe de la volonté du peuple et d'être l'instrument de son bonheur.

» Ne souffrez donc pas qu'on ose vous dire: Ce que vous faites est souvent l'ouvrage de la précipitation et des passions; il faut un parti d'opposition; il faut relever le courage de ce côté droit, que la terreur fait ramper aux pieds de cette toute puissante montagne, il faut qu'il se ranime, qu'il leve la tête avec confiance, qu'il lutte même contre les patriotes. Oui, sans doute, il faut une discussion, mais opérée par la seule diversité des lumieres et de la nature des esprits, qui tendent fraternellement à un même but, et sans former un parti ou un côté droit. C'est cette discussion qui a lieu actuellement de la maniere la plus libre; et qui peut mieux constater cette liberté, que l'audace impunie de ceux qui, insultant à l'Assemblée, la réclament?

» Profitez, représentans, de l'imprudent avis qui vous est donné. Oui, il existe encore un côté droit; il n'attend que du courage et un chef. Ses plaintes tremulantes ne sont pas, à la vérité, du courage; mais suspendez, ajournez la terreur, et ce chef, n'en doutez pas, ce chef paraîtra, peut être même est-il déja indiqué. Quoi donc! vous qui êtes la Minerve des Français, touchés d'une imprudente pitié, vous laisseriez le crime enlever de dessus votre égide la Méduse de la terreur, afin que désarmés les vrais représentans du peuple puissent être égorgés. Non, représentans, non, nous ne le souffrirons pas. Redoublez de sévérité; paralisez les méchans; accusez sans distinction d'auteurs et de complices; accusez sans exception tous les coupables; que les tribunaux prononcent avec sévérité. Pour nous, nous vous dénoncerons tous les traîtres et les perfi-

Digitized by Google

des, et sur-tout les plus dangereux par leurs pouvoirs, ceux qui seraient revêtus, mais indignes des fonctions de général ou de député. Suspendre un mouvement révolutionnaire, s'arrêter au milieu de la victoire, représantans, c'est reculer, c'est perdre la liberté, c'est se faire égorger sur le champ de bataille. Reculerez-vous ? Non; mais certes, les Français libres ne reculeront jamais; ils ne s'arrêteront pas; ils seront toujours fidelles à leurs sermens, toujours révolutionnaires, toujours l'appui de la Montagne; qu'un parti, qu'un côté droit, ose reparaître, et il disparaîtra.

» Non, le salut public n'est pas seulement dans les mains des représentans, ils en sont les instrumens honorables; mais il réside dans la volonté, la justice et la force du peuple; il donne son appui, et la vertu triomphe; il imprime la terreur, et les monstres rentrent dans leurs cavernes. Les patriotes immuables de la société des amis de la liberté et de l'égalité, séante aux Jacobins, ceux des sociétés affiliées de Montauban, d'Yvetot, de Landernau et de huit sociétés voisines; de Rennes, de Honfleur, ceux des sections de la Montagne, des Amis de la Patrie, de la Fontaine-Grenelle, du Contrat-Social, de la Fraternité, ont pris avant-hier la résolution de vous présenter une suite de vœux. Les trophées de la superstition, mise en fuite par les habitans de Franciade, occupaient hier la barre. Nous nous présentons aujourd'hui, non avec des lingots et des pierreries, avec les trésors que vous prisez le plus, ceux des principes. C'est en vous les retraçant sans cesse que nous vous demandons, 1°. de maintenir l'égalité, en livrant au tribunal révolutionnaire, avec les grands coupables, tous leurs complices, et sur-tout de traiter plus sévérement encore les généraux et les représentans; 2°. de maintenir dans toute leur rigueur, toutes les mesures révolutionnaires, et à cet effet d'imprimer aux comités qui sont chargés de leur exécution, et sur-tout au comité de sûreté générale, la plénitude des pouvoirs de confiance dont vous êtes investis, pour les préserver de toute résurrection du côté droit, et de toute formation de parti; 3°. de réprimer tout membre qui oserait, par la témérité de ses propositions, dégrader la liberté des opinions, dirait calomnieusement que le tribunal révolutionnaire prononce des boucheries, donnerait aux mécontens pour signal ces mots de convention, que les journaux leur transmettent, qui relevent leurs espérances et appellent la persécution sur les patriotes; quiconque enfin voudrait former un parti et ressusciter le côté droit; 4°. de retirer le décret d'exception porté le 20 Brumaire en faveur des députés susceptibles d'arrestation et d'accusation. Surveillance, vigueur, justice, unité, égalité ! Montagne, vous l'avez juré avec toute la République, vous remplirez vos devoirs, et les Français tiendront leurs sermens. »

La mention honorable et l'insertion au bulletin de ce dis-

Digitized by Google

cours ont été décrétées, et les pétitionnaires admis aux honneurs de la séance.

Basire, Chabot et Thuriot ont successivement parlé sur cette pétition; ils ont rejetté loin d'eux l'inculpation de vouloir élever dans l'Assemblée un parti d'opposition, et de chercher à entraver la marche de la révolution. Tous ont rappellé les services qu'ils avaient rendus à la patrie; ils ont de nouveau juré de combattre les ennemis de la République, et ont appuyé les propositions faites par les pétitionnaires.

Sur la demande de Montaut, la Convention a décrété que sous huit jours le comité de sûreté générale présenterait le rapport dont il était chargé, sur les soixante-trois membres mis en état d'arrestation.

Plusieurs communes ont déposé sur l'autel de la patrie les vases et les dépouilles de leurs églises. C'est au milieu de ces offrandes que la Convention a rendu un décret pour réhabiliter la mémoire de l'infortuné Labarre, victime du fanatisme. Ses biens, ainsi que ceux de ses malheureux compagnons, seront rendus aux héritiers des uns et des autres.

Séance du quartidi, 24 Brumaire.

Un courier était porteur de deux paquets de Lecarpentier, représentant du peuple auprès de l'armée des Ardennes; l'un adressé au président de la Convention, l'autre au comité de salut public. Un commissaire civil du conseil exécutif a arrêté à Saint-Germain-en-Laye le premier paquet, et a laissé passer l'autre. La Convention instruite de ce fait, a ordonné que ce commissaire fût traduit à la barre, pour y rendre compte de ses motifs, et que le conseil exécutif donnât des renseignemens sur cet objet. Elle a décrété en outre que le conseil exécutif rendra compte de l'exécution de la loi qui révoque les pouvoirs des commissaires civils délégués par lui; désormais le comité de salut public aura seul la faculté d'en envoyer.

Sur le rapport de Vadier, organe du comité de sûreté générale, la Convention rapporte son décret du 8 avril dernier, relatif à la citoyenne Egalité; elle charge en conséquence son comité de sûreté générale de la faire traduire à Paris, et de prendre à son égard les mesures que la sûreté générale exige, en exécution du décret du 17 septembre dernier.

Sur la proposition de David, la Convention décrete que les honneurs du Panthéon sont décernés à Marat, l'*Ami* et le *Représentant du Peuple*. Elle déroge à cet effet au décret relatif à l'époque où ces honneurs doivent être décernés. Le comité d'instruction publique présentera le plan de la cérémonie. Les tableaux de Lepelletier et de Marat, peints par David et offerts par lui à la nation, seront placés dans le lieu des séances des représentans du peuple. Ces tableaux seront gravés sous la direction de David. Il sera distribué un exemplaire

Digitized by Google

de chaque gravure à chaque membre de la Convention et à chaque administrateur de département.

La barre s'est ouverte à diverses députations. La commune de Soisy-sous-Etiole apporte, avec l'argenterie de sa paroisse, les lettres de prêtrise du curé et du vicaire, et demande en échange le buste de Marat.

La commune de Fontainebleau offre 216 marcs d'argent. Celle de Dorsé offre les meubles d'argent de son église; celles de Boulogne, département de Paris, de Belleville et de St. Cloud, font la même offrande.

La société populaire de Clermont-sur-Oise présente à la Convention un ci-devant prêtre et une ci-devant religieuse, unis par les liens du mariage.

Séance du quintidi, 25 *Brumaire*.

Le conseil-général de la commune de Paris s'est présenté à la barre. Il a demandé la suppression de toutes les lotteries et sur-tout de la lotterie ci-devant royale; le transport de l'Opéra dans la salle du théâtre Français, et les bâtimens du ci-devant évêché de cette ville, pour y établir un hospice d'humanité. Ces différentes demandes sont accueillies. Thuriot a converti en motion celle relative aux lotteries; elle a été décrétée. Cambon, en appuyant la troisieme, a demandé que dans toutes les communes, les presbyteres supprimés fussent employés au soulagement des infortunés et à l'instruction publique. Cette proposition a été adoptée. Quant à la pétition du conseil-général relative à l'Opéra, l'Assemblée l'a renvoyée aux comités des domaines et d'aliénation réunis.

Après la lecture de plusieurs lettres de prêtres qui renoncent à l'exercice de leurs fonctions, un secrétaire a donné à l'Assemblée communication de la dépêche suivante :

Rouen, *le* 23 *brumaire*. « Citoyens collegues, informés hier au soir qu'un particulier avait été trouvé mort à 5 lieues d'ici, et sur la grande route de Paris à Rouen; instruits qu'on avait trouvé dans ses poches des papiers qui faisaient soupçonner que ce pouvait être Roland, ex-ministre de l'intérieur, nous avons arrêté qu'un de nous s'y transporterait sur-le-champ. Legendre s'y est rendu pendant la nuit, il s'est fait représenter le cadavre, et a reconnu facilement que c'était celui de l'ex-ministre Roland qui s'était rendu justice pour se soustraire au glaive de la loi. Le juge de paix nous a remis quatre pieces qui ont été trouvées dans ses poches. La premiere contient l'apologie de sa vie et de sa mort, avec quelques imprécations prophétiques. Sur le *verso* il donne les prétendus motifs de sa mort; les deux autres sont les cartes de sa section. La quatrieme est l'adresse d'une personne chez laquelle sans doute il se proposait de descendre à Rouen : elle est en état d'arres-

Digitized by Google

tation. Nous avons requis le juge de paix de le faire enterrer à l'endroit où il a été trouvé. La Convention nationale trouvera peut-être nécessaire de faire planter sur sa fosse un poteau sur lequel sera une inscription qui transmettra à la postérité la fin tragique d'un ministre pervers, qui avait empoisonné l'opinion publique, qui avait acheté fort cher la réputation d'un homme vertueux, et qui était le chef de la coalition criminelle qui a voulu sauver le tyran, et anéantir la République. » *Signés*, LEGENDRE et LACROIX.

L'Assemblée a renvoyé cette lettre au comité de sûreté générale, et a passé à l'ordre du jour sur la demande d'élever un poteau infamant à l'endroit où l'ex-ministre a été inhumé.

La Convention réhabilita dans la séance d'hier la mémoire de la Barre et d'Etalonde, victimes de la superstition et de l'ignorance. Pour honorer les mœurs nouvelles, elle a décrété aujourd'hui, qu'il serait élevé sur la place où Calas mourut, une colonne portant cette inscription : *La Convention nationale, à la nature, à l'amour paternel.*

Encore une nouvelle trahison ; mais elle a été déjouée. On mande de Givet qu'un complot était formé pour livrer cette place aux Autrichiens ; ils devaient y entrer au nombre de 5000 hommes, à une heure indiquée, et égorger tous les habitans. Le chef de cette conspiration était un nommé Liancourt qui s'est évadé. On est à la recherche de ses complices.

Une lettre de Dunkerque porte que le peuple de Gand et d'Anvers s'est soulevé, à l'occasion d'une levée qu'on voulait faire. L'empereur envoyait pour armer cette levée, cent mille fusils ; le peuple s'en est emparé, et il les tourne contre son tyran. Il est parti des troupes ; mais le tems rend les chemins presque impraticables.

Sur le rapport de Barrere, la Convention a rendu un décret relatif aux subsistances dont voici deux principales dispositions :

« Les corps administratifs, les municipalités, les citoyens ne pourront s'opposer à la circulation et au transport des grains mis en réquisition pour les armées, pour le département de Paris, et pour l'approvisionnemens des marchés, sous quelque prétexte que ce soit, quand même ils prétendraient n'en avoir pas une quantité suffisante pour leur consommation. La commission des subsistances et des approvisionnemens fera remplacer successivement, et à proportion des besoins réels et effectifs, la quantité de grains qui aura été tirée de chaque commune ou canton, et qui sera nécessaire à la consommation des habitans ou des armées.

Dans cette séance de très-nombreuses offrandes ont été présentées à la Convention par diverses communes qui ne veulent plus reconnaître d'autre culte que celui de la liberté et de l'égalité.

Le commissaire du conseil exécutif qui avait arrêté à Saint-

Digitized by Google

Germain une dépêche adressée à la Convention, s'est présenté à la barre. Il a demandé que la Convention le renvoyât devant le comité de sûreté générale pour rendre compte des faits. — Adopté.

Séance du sextidi 26 de Brumaire.

On apprend de diverses parties de la République que les biens des émigrés se vendent avec rapidité et bien au-dessus de l'estimation.

Une foule de prêtres de toutes qualités, évêques, curés, vicaires, moines, etc., s'empressent d'abjurer leurs erreurs, et déclarent ne reconnaître d'autre divinité que la raison et la nature.

Plusieurs communes viennent déposer dans le sein de la Convention l'argenterie et les ornemens de leurs églises. Les dépouilles de celle de Brunoy sont apportées dans trois chariots qui prennent la route de la Monnaie.

Les administrateurs de Cher et Loir annoncent qu'un rassemblement de contre-révolutionnaires qui s'était formé dans le district de Mont-Doubleau a été entièrement dissipé. Trois chefs ont expié leurs forfaits sur l'échafaud. Le reste est rentré dans le devoir.

Rhul qui vient d'arriver des départemens de la Marne et de la Haute-Marne, monte à la tribune pour rendre compte de sa mission. Par-tout, il a vu se développer avec la plus grande énergie le zele des jeunes citoyens pour la défense de la patrie. Il est parti du département de la Marne seul, 13,283 Républicains. Dans celui de la Haute-Marne, déja quatre ateliers s'élevent pour la fabrication des armes à feu. Langres, Chaumont, Nogent, présentent des manufactures de lames de sabre de la plus grande activité.

Séance du septidi, 27 Brumaire.

Cette séance a été principalement occupée par un rapport de Robespierre sur la situation politique de l'Europe, relativement à la République française. Nous croyons faire plaisir à nos lecteurs en lui offrant, dans son intégrité, ce discours plein d'éloquence, de raison et de talent, les grands intérêts qui y sont discutés nous en feraient d'ailleurs un devoir. (Voyez ce rapport à la suite des séances.)

L'Assemblée a appris avec douleur la mort de Gaspatin, représentant du peuple, envoyé près l'armée de Toulon.

Séance d'octodi, 28 Brumaire.

La citoyenne Louise, ci-devant Bourbon, écrit de Marseille pour prier la Convention nationale d'accepter l'hommage de sa fortune évaluée à onze millions qu'elle destine au soulagement des veuves et orphelins dont les époux ou les peres sont

Digitized by Google

morts en combattant pour la République ; elle demande la liberté de se retirer dans un coin de la France où elle puisse vivre tranquille et ignorée. — Renvoyé au comité de salut public.

Amar paraît à la tribune au nom du comité de sûreté générale. — Une horrible conspiration vient d'être découverte, dit-il ; le système des conspirateurs était de chercher à dissoudre la Convention, en employant la diffamation d'une part et la corruption de l'autre. Quatre représentans du peuple sont impliqués dans cette affaire. Bazire et Chabot ont eu connaissance de ce complot, ils l'ont dénoncé au comité de sûreté générale, en assurant qu'ils n'avaient paru y prendre part que pour le mieux connaître. Julien de Toulouse et Delaunay d'Angers sont accusés par Bazire et Chabot d'en être les principaux agens, et Chabot a déja remis 100,000 l. en assignats au comité, comme un commencement de preuve de la corruption qui plane sur la Convention nationale, et dont plusieurs représentans du peuple paraissent avoir été atteints ; d'autres hommes, étrangers à la Convention nationale, sont agens dans cette intrigue effrayante et ténébreuse. Il a fallu prendre des mesures promptes pour s'assurer des coupables et des personnes suspectes.

Vos deux comités de salut public et de sûreté générale se sont réunis pour aviser aux mesures qu'il convenait de prendre dans une circonstance aussi grave, et qui semble compromettre la sûreté de l'état. Nous avons cru devoir mettre en état d'arrestation Chabot et Bazire, sans rien préjuger sur leur compte. Si nous ne vous avons pas donné hier connaissance de cette affaire, c'est que tous les conspirateurs n'étaient pas encore arrêtés. Ils ne le sont pas encore ; c'est pourquoi je vous prie, au nom des deux comités réunis, afin de ne laisser échapper aucun coupable, de retarder de quelques jours la lecture des pieces qui doivent jetter un grand jour sur les projets des conspirateurs. Les fils de cette conspiration sont dans plusieurs mains : déja le Comité en a saisi plusieurs, et il croit pouvoir vous promettre de n'en laisser échapper aucun.

La Convention approuve l'arrestation des citoyens Chabot, Bazire, Julien de Toulouse et Delaunay d'Angers : elle charge ses comités de lui présenter incessamment un rapport sur la conspiration dont il s'agit.

Billaud-Varennes, au nom du comité de salut public, a fait un rapport sur l'organisation provisoire du gouvernement pour l'intérieur ; ce rapport et le projet de décret qui l'a suivi seront imprimés sans délai.

Digitized by Google

Rapport fait à la Convention nationale, au nom du comité de salut public, par le citoyen Robespierre, membre de ce comité, sur la situation politique de la République française, le 27 brumaire, l'an deux de la République.

Nous appelons aujourd'hui l'attention de la Convention nationale sur les plus grands intérêts de la patrie. Nous venons remettre sous vos yeux la situation de la République à l'égard des diverses puissances de la terre, et sur-tout à l'égard des peuples que la nature et la raison attachent à notre cause; mais que l'intrigue et la perfidie cherchent à ranger au nombre de nos ennemis.

Au sortir du chaos où les trahisons d'une cour criminelle, et le regne des factions avaient plongé le gouvernement, il faut que les législateurs du peuple Français fixent les principes de leur politique envers les amis et les ennemis de la République; il faut qu'ils déploient aux yeux de l'Univers le véritable caractere de la nation qu'ils ont la gloire de représenter. Il faut apprendre aux imbécilles qui l'ignorent, ou aux traîtres qui feignent d'en douter, que la République Française existe; qu'il n'y a de précaire dans le monde que le triomphe du crime, et la durée du despotisme. Il faut que nos alliés se confient à notre sagesse et à notre fortune, autant que les tyrans armés contre nous redoutent notre courage et notre puissance.

La révolution française a imprimé une secousse au monde. Les élans d'un grand peuple vers la liberté devaient déplaire aux rois qui l'entourent. Mais il y avait loin de cette disposition secrette à la résolution périlleuse de déclarer la guerre au peuple Français, et sur-tout à la ligue monstrueuse de tant tiellement divisées d'intérêts.

Pour les réunir, il fallait la politique de deux cours dont l'influence dominait toutes les autres; pour les enhardir, il fallait l'alliance du roi même des Français, et les trahisons de toutes les factions, qui le caresserent et le menacerent tour-à-tour pour régner sous son nom, ou pour élever un étranger sur les débris de sa puissance.

Les tems qui devaient enfanter le plus grand des prodiges de la raison, devaient aussi être souillés par les derniers excès de la corruption humaine. Les crimes accélérerent les progrès de la liberté, et les progrès de la liberté ont multiplié les crimes de la tyrannie, en redoublant ses alarmes et ses fureurs. Il y a eu entre le peuple et ses ennemis une lutte dont la violence progressive a opéré en peu d'années l'ouvrage de plusieurs siecles.

Il est connu aujourd'hui de tout le monde que la politique

Digitized by Google

que du cabinet de Londres contribua beaucoup à donner le premier branle à notre révolution. Le projet de Pitt était vaste; il voulait, au milieu des plaies politiques, conduire la France épuisée et démembrée à un changement de dynastie, et placer le duc d'Yorck sur le trône de Louis XVI. Ce projet devait être favorisé par les intrigues et par la puissance de la maison d'Orléans, dont le chef, ennemi de la cour de France était depuis long-tems étroitement lié avec celle d'Angleterre. Content des honneurs de la vengeance et du titre de beau-père du roi, l'insouciant Philippe aurait facilement consenti à finir sa carrière au sein du repos et de la volupté. L'exécution de ce plan devait assurer à l'Angleterre les trois grands objets de son ambition ou de sa jalousie, Toulon, Dunkerque, et nos Colonies. Maîtres à la fois de ces importantes possessions, maîtres de la mer et de la France, le gouvernement Anglais aurait bientôt forcé l'Amérique à rentrer sous la domination de Georges. Il est à remarquer que Pitt a conduit de front, en France et dans les Etats-Unis, deux intrigues pareilles qui tendaient au même but : tandis qu'il cherchait à séparer le Midi de la France, du Nord, il conspirait pour détacher les provinces septentrionales de l'Amérique, des provinces méridionales; et comme on s'efforce encore aujourd'hui de fédéraliser notre République, on a travaillé à Philadelphie à rompre les liens de la confédération, qui unissent les différentes portions de la République américaine.

Ce plan était hardi, mais le génie consiste moins à former des plans hardis qu'à calculer les moyens qu'on a de les exécuter. L'homme le moins propre à deviner le caractere et les ressources d'un grand peuple est peut-être celui qui est le plus habile dans l'art de corrompre un parlement. Qui peut moins apprécier les prodiges qu'enfante l'amour de la liberté, que l'homme vil, dont le métier fut de mettre en jeu tous les vices des esclaves? Semblable à un enfant dont la main débile est blessée par une urne terrible qu'elle a l'imprudence de toucher, Pitt voulut jouer avec le peuple Français, et il a été foudroyé.

Pitt s'est grossièrement trompé sur notre révolution; comme Louis XVI et les aristocrates français, abusés par leur mépris pour le peuple, mépris fondé uniquement sur la conscience de leur propre bassesse, trop immorale pour croire aux vertus républicaines, trop peu philosophe pour faire un pas vers l'avenir, le ministre de George fut vaincu par son siecle; le siecle s'élançait vers la liberté, et Pitt voulait le faire rétrograder vers la barbarie et vers le despotisme. Aussi l'ensemble des événemens a trahi jusqu'ici ses rêves ambitieux; il a vu briser, tour-à-tour, par la force populaire, les divers instrumens dont il s'est servi; il a vu disparaître Necker, d'Orléans, Lafayette, Lameth, Dumourier, Custine, Brissot et tous les pygmées de la Gironde. Le peuple Français

Digitized by Google

s'est dégagé jusqu'ici des fils de ses intrigues, comme Hercule d'une toile d'araignée.

Voyez, comme chaque crise de notre révolution l'entraîne toujours au-delà du point où il voulait s'arrêter ; voyez avec quels pénibles efforts il cherche à faire reculer la raison publique et à arrêter la marche de la révolution : voyez ensuite quels crimes prodigués pour l'étouffer ! A la fin de 1792, il croyait préparer insensiblement la chûte du roi Capet, en conservant le trône pour le fils de son maître. Mais le 10 août a lui, et la République est fondée. C'est en vain que, pour l'étouffer dans son berceau, la faction Girondine et tous les lâches émissaires des tyrans étrangers appellent de toutes parts les serpens de la calomnie, le démon de la guerre civile, l'hydre du fédéralisme, le monstre de l'aristocratie. Le 31 mai, le peuple se leve, et les traîtres ont vécu. La Convention se montre aussi juste que le peuple, aussi grande que sa mission. Un nouveau pacte social est proclamé, cimenté par le vœu unanime des Français. Le génie de la liberté plane, d'une aile rapide, sur la surface de cet empire, en rapproche toutes les parties prêtes à se dissoudre, et le raffermit sur ses vastes fondemens.

Mais ce qui prouve à quel point le principal ministre de George III manque de génie, en dépit de l'attention dont nous l'avons honoré, c'est le système entier de son administration. Il a voulu allier deux choses évidemment contradictoires ; l'extension sans bornes de la prérogative royale, c'est-à-dire, le despotisme, avec l'accroissement de la prospérité commerciale de l'Angleterre, comme si le despotisme n'était pas le fléau du commerce, comme si un peuple qui a eu quelque idée de la liberté pouvait descendre à la servitude, sans perdre l'énergie qui seule peut être la source de ses succès. Pitt n'est pas moins coupable envers l'Angleterre, dont il a mille fois violé la constitution, qu'envers la France. Le projet même de placer un prince Anglais sur le trône des Bourbon, était un attentat contre la liberté de son pays. Un roi d'Angleterre, dont la famille régnerait en France et en Hanovre, tiendrait dans ses mains tous les moyens de l'asservir. Comment, chez une nation qui a craint de remettre une armée entre les mains de son roi, chez qui on a si souvent agité la question, si le peuple Anglais devait souffrir qu'il réunit la puissance et le titre du duc de Hanovre ; comment chez un tel peuple peut-on tolérer un ministre qui ruine sa patrie, pour donner des couronnes à son maître ? Au reste, je n'ai plus besoin d'observer que le cours des événemens imprévus de notre révolution a dû nécessairement le forcer de faire, selon les circonstances, beaucoup d'amendemens à ses premiers plans, multiplier ses embarras et par conséquent ses noirceurs. Il ne serait plus même étonnant que celui qui voulut donner un roi à la France fût réduit aujourd'hui à

Digitized by Google

épuiser ses dernieres ressources pour conserver le sien, ou même pour sauver sa tête.

Dès l'année 1791, la faction anglaise et tous les ennemis de la liberté s'étaient apperçus qu'il existait en France un parti républicain, qui ne transigerait pas avec la tyrannie. Ce parti était le peuple. Les assassinats partiels, tels que ceux du Champ de Mars et de Nanci, leur paraissaient insuffisans pour le détruire; ils résolurent de lui donner la guerre; de-là la monstrueuse alliance de l'Autriche et de la Prusse, et ensuite la ligue de toutes les puissances armées contre nous. Il serait absurde d'attribuer principalement ce phénomene à l'influence des émigrés, qui fatiguerent long-tems toutes les cours de leurs clameurs impuissantes, et au crédit de la cour de France; il fut l'ouvrage de la politique étrangere, soutenue du pouvoir des factieux qui gouvernaient la France.

Pour engager les rois dans cette téméraire entreprise, il ne suffisait pas d'avoir cherché à leur persuader que, hors un petit nombre de républicains, toute la nation haïssait en secret le nouveau régime et les attendait comme des libérateurs; il ne suffisait pas de leur avoir garanti la trahison de tous ceux qui tenaient les rênes ou qui commandaient nos armées; pour justifier cette odieuse entreprise aux yeux de leurs sujets épuisés, il fallait leur épargner jusqu'à l'embarras de nous déclarer la guerre. Quand ils furent prêts, la faction dominante la leur déclara à eux-mêmes. Vous vous rappellez avec quelle astuce profonde elle sut intéresser au succès de ses perfides projets le courage des Français et l'enthousiasme civique des sociétés populaires. Vous savez avec quelle impudence machiavélique ceux qui laissaient nos gardes nationales sans armes, nos places fortes sans munitions, nos armées entre les mains des traîtres, nous incitaient à aller planter l'étendard tricolor jusques sur les bornes du monde. Déclamateurs perfides, ils insultaient aux tyrans, pour les servir; d'un seul trait de plume, ils renversaient tous les trônes, et ajoutaient l'Europe à l'empire Français; moyen sûr d'assurer le succès des intrigues de nos ennemis, dans le moment où tous les gouvernemens venaient de se déclarer contre nous.

Les partisans sinceres de la République avaient d'autres pensées. Avant de briser les chaînes de l'univers, ils voulaient assurer la liberté de leur pays. Avant de porter la guerre chez les despotes étrangers, ils voulaient la faire au tyran qui les trahissait; convaincus d'ailleurs qu'un roi était un mauvais guide, pour conduire un peuple à la conquête de la liberté universelle; et que c'est à la puissance de la raison, non à la force des armes, de propager les principes de notre glorieuse révolution.

Les amis de la liberté chercherent de tout tems les moyens les plus sûrs de la faire triompher; les agens de nos ennemis ne l'embrasserent que pour l'assassiner; tour à tour ex-

travagans ou modérés, prêchant la faiblesse et le sommeil où il fallait de la vigilance et du courage ; la témérité et l'exagération, où il s'agit de prudence et de circonspection. Ceux qui, à la fin de 1791, voulaient briser tous les sceptres du monde, sont les mêmes qui, au mois d'août, voulaient parer le coup qui fit tomber celui du tyran. Le char de la révolution roule sur un terrain inégal : ils ont voulu l'enrayer dans les chemins faciles, et le précipiter avec violence dans ses routes périlleuses ; ils cherchèrent à le briser contre le but.

Tel est le caractere des faux patriotes ; telle est la mission des émissaires stipendiés par les cours étrangères. Peuple ! tu pourras les distinguer à ces traits.

Voilà les hommes qui naguere encore réglaient les relations de la France avec les autres nations. Reprenons le fil de leurs machinations.

Le moment était arrivé, où le gouvernement britannique, après nous avoir suscité tant d'ennemis, avait résolu d'entrer lui-même ouvertement dans la ligue. Mais le vœu national et le parti de l'opposition contrariaient ce projet du ministere ; Brissot la fit déclarer ; on la déclara en même-tems à la Hollande ; on la déclara peu de tems après à l'Espagne ; parce que nous n'étions nullement préparés à combattre ce nouvel ennemi, que la flotte Espagnole était prête pour se joindre à la flotte Anglaise.

Avec quelle lâche hypocrisie les traîtres faisaient valoir de prétendues insultes à nos envoyés, concertées d'avance entre eux et les puissances étrangères ! Avec quelle indécence ils invoquaient la dignité de la nation dont ils se jouaient insolemment !

Les lâches ! ils avaient sauvé le despote prussien et son armée ; ils avaient engraissé la Belgique du plus pur sang des Français ; ils parlaient naguere de municipaliser l'Europe, et ils repoussaient les malheureux Belges dans les bras de leurs tyrans ; ils avaient livré à nos ennemis nos trésors, nos magasins, nos subsistances, nos défenseurs ; sur de leur appui, et fier de tant de crimes, le vil Dumourier avait osé menacer la liberté jusques dans son sanctuaire. . . . O patrie ! quelle divinité tutélaire a donc pu t'arracher de l'abîme immense, creusé pour l'engloutir, dans ces jours de crimes et de calamités, où, ligués avec tes innombrables ennemis, les enfans ingrats s'longeaient dans ton sein leurs mains parricides, et semblaient se disputer tes membres épars, pour les livrer tout sanglans aux tyrans féroces conjurés contre toi ; dans ces jours affreux, où la vertu était proscrite, la perfidie couronnée, la calomnie triomphante, où tes ports, tes flottes, tes armées, tes forteresses, tes administrateurs, tes municipalités étaient vendus à tes ennemis ! Ce n'était point assez d'avoir armé les tyrans contre nous, on voulait nous vouer à la haine des nations, et

Digitized by Google

rendre la révolution hideuse aux yeux de l'univers. Nos journalistes étaient à la solde des cours étrangeres, comme nos ministres et une partie de nos législateurs. Le despotisme et la trahison présentaient le peuple Français à tous les peuples, comme une faction éphémere et méprisable; le berceau de la République comme le repaire du crime; l'auguste liberté était travestie en une ville prostituée. Pour comble de perfidie, les traitres cherchaient à pousser le patriotisme même à des démarches inconsidérées, et préparaient eux-mêmes la matiere de leurs calomnies: couverts de tous les crimes, ils en accusaient la vertu qu'ils plongeaient dans les cachots, et chargeaient de leur propre extravagance les amis de la patrie qui en étaient les vengeurs ou les victimes. Graces à la coalition de tous les hommes puissans et corrompus, qui remettaient à-la-fois dans des mains perfides tous les ressorts du gouvernement, toutes les richesses, toutes les trompettes de la renommée, tous les censeurs de l'opinion, la République française ne trouvait plus un seul defenseur dans l'Europe, et la vérité captive ne pouvait trouver une issue pour franchir les limites de la France ou les murs de Paris.

Ils se sont attachés particulierement à mettre en opposition l'opinion de Paris avec celle du reste de la République, et celle de la République entiere avec les préjugés des nations étrangeres. Il est deux moyens de tout perdre; l'un de faire des choses mauvaises par leur nature, l'autre de faire mal ou à contre-tems, les choses même qui sont bonnes en soi. Ils les ont employé tour à-tour. Ils ont sur-tout manié l'arme du fanatisme, avec un art nouveau. On a cru quelquefois qu'ils voulaient le détruire, ils ne voulaient que l'armer, et repousser par les préjugés religieux, ceux qui étaient attachés à notre révolution par les principes de morale et du bonheur public.

Dumourier, dans la Belgique, excitait les volontaires nationaux à dépouiller les églises, et à jouer avec les saints d'argent; et le traître publiait en même-tems des manifestes religieux dignes du pontife de Rome, qui vouaient les Français à l'horreur des Belges et du genre humain. Ainsi les traitres de l'intérieur déclamaient ici contre les prêtres, et ils favorisaient la rébellion du Midi et de l'Ouest. Combien de choses le bon esprit du peuple a tournées au profit de la liberté, que les perfides émissaires de la France avaient imaginées pour la perdre!

Cependant le peuple Français, seul dans l'univers, combattait pour la cause commune. Peuples alliés de la France, qu'étiez-vous devenus? n'étiez-vous que les alliés du roi, et non ceux de la nation? Américains, est-ce l'automate couronné nommé Louis XVI, qui vous aida secouer le joug de vos oppresseurs, ou bien nos bras et nos armées? Est-ce le patrimoine d'une cour méprisable, qui vous alimentait, ou bien les tributs du peuple Français, et les productions de notre sol favorisé des

Digitized by Google

cieux ? Non, citoyens, vos alliés n'ont point abjuré les sentimens qu'ils vous doivent. Mais s'ils ne se sont point détachés de votre cause, s'ils ne se sont pas rangés même au nombre de vos ennemis, ce n'est point la faute de la faction qui nous gouvernait.

Par une fatalité bien bizarre, la République se trouve encore représentée auprès d'eux, par les agens des traîtres qu'elle a punis. Le beau-frere de Brissot, est le consul général de la France, auprès les Etats-Unis. Un autre homme, nommé Genest, envoyé par Lebrun et par Brissot, en qualité d'agent plénipotentiaire, réside aussi à Philadelphie; il a rempli fidelement leurs vues et leurs instructions. Il a employé les moyens les plus extraordinaires pour irriter le gouvernement américain contre nous; il a affecté de lui parler, sans aucun prétexte, avec le ton de la menace, et de lui faire des propositions également contraires aux intérêts de deux nations; il s'est efforcé de rendre nos principes suspects ou redoutables, en les outrant par les applications les plus ridicules. Par un contraste bien remarquable, tandis qu'à Paris, ceux qui l'avaient envoyé, persécutaient les sociétés populaires; dénonçaient comme anarchistes les Jacobins luttant avec courage contre la tyrannie, Genest à Philadelphie, se faisait chef de club en Amérique, et ne cessait de faire et provoquer des motions aussi injurieuses qu'inquiétantes pour le gouvernement. C'est ainsi que la même faction qui en France voulait réduire tous les pauvres à la condition d'ilotes, et soumettre le peuple à l'aristocratie des riches, voulait en un instant affranchir et armer tous les Négres pour détruire nos colonies.

Les mêmes manœuvres furent employées à la Porte, par Choiseul-Gouffier et son successeur. Qui croirait que l'on a établi des clubs français à Constantinople, que l'on y a tenu des assemblées primaires ? On sent que cette opération ne pouvait être utile ni à notre cause, ni à nos principes, mais elle était faite pour inquieter et pour irriter la cour Ottomane. Le Turc, l'ennemi nécessaire de nos ennemis, l'utile et fidelle allié de la France, négligé par le gouvernement Français, circonvenu par les intrigues du cabinet britannique, a gardé jusqu'ici une neutralité plus funeste à ses propres intérêts qu'à ceux de la République Française. Il paraît néanmoins qu'il est prêt à se réveiller; mais c'est le cabinet de Saint-James qui dirige le divan: il ne portera point ses forces contre l'Autriche, notre commun ennemi, qu'il lui sera si facile d'accabler, mais contre la Russie, dont la puissance intacte peut devenir encore une fois l'écueil des armées ottomanes.

Il est un autre peuple uni à notre cause par des liens non moins puissans, un peuple dont la gloire est d'avoir brisé les fers des mêmes tyrans qui nous font la guerre; un peuple dont l'alliance avec nos rois offre quelque chose de bizarre, mais dont l'union avec la France libre est aussi naturelle qu'impo-

Digitized by Google

sante; un peuple enfin que les Français libres peuvent estimer; je veux parler des Suisses. La politique de nos ennemis a jusqu'ici épuisé toutes ses ressources pour les armer contre nous; l'imprudence, l'insouciance, la perfidie, ont concouru à les seconder; quelques violations de territoire, des chicanes inutiles, des injures gratuites insérées dans certains journaux, et une intrigue très-active, dont les principaux foyers sont Geneve, le Mont-Terrible et certains comités ténébreux, qui se tiennent à Paris, composés de banquiers, d'étrangers et d'intrigans couverts d'une masque de patriotisme; tout a été mis en usage pour les déterminer à grossir la ligue de nos ennemis. La sagesse helvétique a résisté à toutes les provocations des malveillans, aux caresses perfides de l'Autriche, aux sollicitations des Français fugitifs refugiés dans cette contrée, et aux intrigues de toutes les Cours confédérées. Les Suisses se sont bornés à présenter amicalement leurs réclamations au gouvernement. Le comité de salut public les a trouvées justes en général; il s'en était occupé d'avance : il a résolu, non-seulement d'en faire cesser les causes, mais de prouver aux cantons Suisses, par tous les moyens qui peuvent se concilier avec la défense de notre liberté, les sentimens de bienveillance et de fraternité dont le peuple Français est animé envers les autres nations, et particulierement envers celles que leur caractere rend dignes de son alliance.

Voulez-vous connaître d'un seul trait toute l'importance que ceux-ci mettent au succès de ces machinations, et en même-tems toute la lâcheté de leurs moyens; il suffira de vous faire part du bisarre stratagême que les Autrichiens viennent d'employer. Au moment où j'avais terminé ce rapport, le comité de salut public a reçu une note authentique, que l'Autriche avait fait remettre au gouvernement Bernois.

Le gouvernement Bernois inquiet, la communiqua à notre ambassadeur en Suisse, en le priant de dissiper toutes les craintes à ce sujet. Croiriez vous que vos ennemis ont encore trouvé le moyen d'enchérir sur un artifice aussi grossier? Eh bien! il faut vous dire qu'au moment où je parle, les gazettes allemandes publient dans toute l'Europe, que le comité de salut public a résolu de faire déclarer la guerre à la Suisse, et que je suis chargé de vous faire un rapport qui tend à ce but.

Afin que vous puissiez appercevoir encore mieux la perfidie autrichienne, je vous dirai qu'il y a plus d'un mois, il avait été fait au comité une proposition qui offrait à la France un avantage infiniment précieux dans les circonstances où nous étions; il ne s'agissait, pour l'obtenir, que de faire une invasion dans un petit Etat enclavé dans notre territoire, et allié de la Suisse. Mais cette proposition était injuste et contraire à la foi des traités; nous la rejettâmes avec indignation.

Au reste, les Suisses ont évité les piéges que leur tendaient

Digitized by Google

nos ennemis communs ; quoique notre cause ait des ennemis dans cette contrée, ils ont vu que les divers griefs dont ils auraient pu avoir à se plaindre, étaient en partie les effets des mouvemens orageux inséparables de la révolution, en partie ceux d'une malveillance dirigée contre la République et contre la Suisse ; ils ont constamment consulté les véritables intérêts de leur patrie, et l'affection naturelle qui attache à la France le peuple des Cantons.

Le comité suivra les mêmes principes avec toutes les nations amies ; nous vous proposerons des mesures fondées sur cette base. Au reste, la seule exposition que je viens de faire de vos principes déconcertera les trames ourdies dans l'ombre depuis long-tems. La garantie est dans les maximes raisonnables qui dirigent notre gouvernement ; tel est l'avantage d'une république puissante ; sa diplomatie est dans sa bonne-foi, et comme un honnête homme peut ouvrir impunément à ses concitoyens son cœur et sa maison, un peuple libre peut dévoiler aux nations toutes les bases de sa politique.

Quel que soit le résultat de ce plan de conduite, il ne peut être que favorable à notre cause ; et s'il arrivait qu'un genie ennemi de l'humanité poussât le gouvernement de quelque nation neutre dans le parti de nos ennemis communs, il trahirait le peuple qu'il régit, sans servir les tyrans ; du moins il se perdrait. Nous serons plus forts contre lui de sa propre bassesse et de notre loyauté ; car la justice est une grande partie de la puissance.

Mais il importe dès ce moment d'embrasser d'une seule vue le tableau de l'Europe ; il faut nous donner ici le spectacle du monde politique, qui s'agite autour de nous, et à cause de nous.

Dès le moment où on forma le projet d'une ligue contre la France, on songea à intéresser les diverses puissances, par un projet de partage de cette belle contrée. L'existence de ce plan est attestée aujourd'hui, non-seulement par les événemens, mais par des pieces authentiques. A l'époque où le comité de salut public fut formé, un plan d'attaque et de démembrement de la France, arrêté par le cabinet Britannique, fut communiqué aux membres qui le composoient alors. On y fit peu d'attention dans ce tems-là, parce qu'il paraissait peu vraisemblable, et que la défiance pour ces sortes de confidences est assez naturelle. Les faits depuis cette époque l'ont vérifiée chaque jour. L'Angleterre ne s'était pas oubliée dans ce partage : elle devait avoir Dunkerque, Toulon, les colonies, sans compter la chance de la couronne pour le duc d'Yorck, à laquelle on ne renonçait pas, mais dont on sacrifiait les portions qui devaient former le lot des autres puissances. Il n'était pas difficile de faire entrer dans la ligue le stathouder de Hollande, qui, comme on sait, est moins le

Digitized by Google

prince des Bataves que le sujet de sa femme, et par conséquent de la cour de Berlin.

Quant au phénomène politique de l'alliance du roi de Prusse avec le chef de la maison d'Autriche, nous l'avons déjà expliqué. Comme deux brigands, qui se battent pour partager les dépouilles d'un voyageur qu'ils ont assassiné, oublient leur querelle pour courir ensemble à une nouvelle proie, ainsi le monarque de Vienne et celui de Berlin suspendirent leurs anciens différends pour tomber sur la France, et pour dévorer la République naissante. Cependant le concert apparent de ces deux puissances cache une division réelle.

Mais l'Autriche est ici la dupe de la Prusse, dont le cabinet est actuellement dirigé par la Russie, quoique ce fait ne soit pas connu de tout le monde.

La maison d'Autriche, épuisée par les extravagances de Joseph II et de Léopold, jetée depuis long-tems hors des regles de la politique de Charles-Quint, de Philippe II et des ministres de Marie-Thérese; l'Autriche, gouvernée aujourd'hui par les caprices et par l'ignorance d'une jeune cour, expire dans le Hainault français et dans la Belgique. Si nous ne la secondons nous-mêmes par notre imprudence, ses derniers efforts contre la France peuvent être regardés comme les convulsions de son agonie.

Déjà l'impératrice de Russie et le roi de Prusse viennent de partager la Pologne sans daigner faire une part à leur compagnon, et lui ont présenté, pour tout dédommagement, les conquêtes qu'il ferait en France avec leur secours, c'est-à-dire la Lorraine, l'Alsace et la Flandre française. L'Angleterre encourage sa folie pour nous ruiner, en la perdant elle-même. Elle cherche à ménager ses forces en épuisant celles de son allié, et marche à son but particulier, en lui laissant tout le poids de la guerre. D'un autre côté, le Roussillon, la Navarre française et les départemens limitrophes de l'Espagne, ont été promis à la majesté catholique.

Il n'y a pas jusqu'au petit roi Sarde que l'on ne berce de l'espoir de devenir un jour le roi du Dauphiné, de la Provence et des pays voisins de ses états.

Que pouvait-on offrir aux puissances d'Italie, qui ne peuvent survivre à la perte de la France? rien. Elles ont long-tems résisté aux sollicitations de la ligue; mais elles ont cédé à l'intrigue, ou plutôt aux ordres du ministre Anglais, qui les menaçait des flottes de l'Angleterre. Le territoire de Gênes a été le théâtre d'un crime dont l'histoire d'Angleterre peut seule offrir un exemple. Des vaisseaux de cette nation, joints à des vaisseaux français, livrés par les comités de Toulon, sont entrés dans le port de Gênes: aussi-tôt les barbares qui les montaient, Anglais et Français rebelles, se sont emparés des bâtimens de la République qui étaient dans ce port sous la sauve-garde du droit des gens, et tous les Français qui

Digitized by Google

s'y trouvaient ont été égorgés. Qu'il est lâche ce sénat de Gênes, qui n'est pas mort tout entier, pour prévenir ou venger cet outrage, qui a pu trahir à-la-fois l'honneur, le peuple génois et l'humanité entière !

Venise, plus puissante et en même-tems plus politique, a conservé une neutralité utile à ses intérêts. Florence, celui de tous les Etats d'Italie à qui le triomphe de nos ennemis serait le plus fatal, a été enfin subjuguée par eux, et entraînée malgré elle à sa ruine. Ainsi le despotisme pese jusques sur ses complices, et les tyrans armés contre la République, sont les ennemis de leurs propres alliés. En général, les puissances Italiennes sont peut-être plus dignes de la pitié que de la colere de la France ; l'Angleterre les a recrutées comme ses matelots, elle a exercé la presse contre les peuples d'Italie ; le plus coupable des princes de cette contrée est le roi de Naples, qui s'est montré digne du sang des Bourbons, en embrassant leur cause. Nous pouvons vous lire à ce sujet une lettre écrite de la main de ce prince, à son cousin le catholique, qui servira du moins à vous prouver que la terreur n'est point étrangere au cœur des rois ligués contre nous. L'Angleterre a aussi fait menacer le Danemarck par ses escadres, pour le forcer à accéder à sa ligue ; mais le Danemarck, régi par un ministre habile, a repoussé avec dignité ces insolentes sommations.

Au reste, pour avoir une idée un peu exacte des causes qui agitent l'Europe, il faut connaître la politique et l'ascendant de la Russie. On ne peut voir que de la folie dans la résolution qu'avait prise le roi de Suede, Gustave III, de devenir le généralissime des rois coalisés ; l'histoire des sottises humaines n'offre rien de comparable au délire de ce moderne Agamemnon, qui épuisait ses Etats, qui abandonnait sa couronne à la merci de ses ennemis, pour venir à Paris affermir celle du roi de France.

Le régent, plus sage, a mieux consulté les intérêts de son pays et les siens ; il s'est renfermé dans les termes de la neutralité.

Vous pouvez avoir maintenant en quelque sorte devant les yeux le bilan de toutes les nations Européanes et le vôtre, vous pouvez en tirer le résultat suivant.

C'est que l'univers est intéressé à la conservation de la République Française. De tous les fripons décorés du nom de roi, d'empereur, de ministres, de politique, on assure, et nous ne sommes pas éloignés de le croire, que le plus adroit est Catherine de Russie, ou plutôt ses ministres ; car il faut se défier du charlatanisme de ces réputations lointaines et impériales, protégées par la politique. La vérité est que sous les vieilles impératrices, comme sous toutes les femmes qui tiennent le sceptre, ce sont les hommes qui gouvernent. Au reste, la politique de la Russie est impérieusement dé-

Digitized by Google

terminée, par la nature même des choses : cette contrée présente le contraste de la férocité des sauvages, avec les vices des peuples civilisés qui la dominent : ces derniers ont un grand pouvoir, et de grandes richesses; ils ont le goût, l'idée, l'ambition du luxe et des arts de l'Europe ; ce contraste de leur situation a nécessairement excité leur ambition.

Il paraît assez prouvé que Pitt lui-même est la dupe et l'instrument de la veuve Pierre III, et qu'il joue en même-tems et l'empereur et le roi de Prusse, lesquels ont aussi l'intention de se jouer entre eux; du moins, dans cette grande partie des escrocs couronnés de l'Europe, Catherine est la seule qui joue à coup sûr.

En effet, tandis que ses deux puissans voisins viennent follement briser leurs forces contre le rocher inébranlable de la République Française : tandis que nous nous affaiblissons nous-mêmes, du moins selon le calcul du despotisme, en écrasant nos ennemis ; Catherine ménageant les siennes, augmente chaque jour ses trésors et ses moyens, se prépare à étendre sa puissance colossale, aux dépens de tous ses rivaux, et à devenir la première puissance. Après avoir partagé la Pologne avec la Prusse, sans l'Autriche, elle a envoyé l'empereur se morfondre contre les rochers de la République Française. Spectatrice des querelles de l'Europe, elle promene ses regards avec un secrette joie ; d'un côté sur les vastes contrées soumises à la domination du Turc : de l'autre sur la Pologne, la Suède, le Dannemark, et sur tous les états germaniques ; d'un côté vers le commerce ; de l'autre vers la conquête des fertiles contrées qui l'environnent à l'Ouest et au Midi. La Russie beaucoup plus redoutable à toutes les puissances qui l'entourent, a beaucoup contribué à former la ligue contre la France, et s'est dispensée de fournir son contingent; soit qu'elle puise des fonds sur la Suède, qu'elle divise et qu'elle paralyse; soit qu'elle veuille arracher de nouvelles provinces au Turc qu'elle tient en échec, et qui se trahit lui-même par son inaction impolitique ; soit qu'elle veuille étendre son empire aux dépens des puissances germaniques ou de la Pologne, par-tout elle envisage des conquêtes rapides, ou des usurpations secrettes ; elle sera bientôt en état de donner la loi à la Prusse et à l'Autriche épuisées par leurs entreprises insensées ; et dans les partages où elle admettait ces deux compagnons de ses augustes brigandages, elle pourra du moins prendre impunément la part du lion.

Vous avez sous les yeux le bilan de l'Europe et le vôtre, et vous pouvez déja en tirer un grand résultat; c'est que l'univers est intéressé à notre conservation. Supposons la France anéantie ou démembrée, le monde politique s'écroule. Otez cet allié puissant et nécessaire, qui garantissait les médiocres Etats contre les grands despotes, l'Europe entiere est asservie. Les petits princes Germaniques, les villes réputées libres de

Digitized by Google

l'Allemagne, sont englouties par les maisons ambitieuses de l'Autriche et du Brandebourg; la Suede et le Danemarck deviennent tôt ou tard la proie de leurs puissans voisins; le turc est repoussé au-delà du Bosphore et, rayé de la liste des puissances européannes; Venise perd ses richesses, son commerce et sa considération; la Toscanne, son existence; Gênes est effacée; l'Italie n'est plus que le jouet des despotes qui l'entourent; la Suisse est réduite à la misere, et ne recouvre plus l'énergie que son antique pauvreté lui avait donnée; les descendans avilis de Guillaume-Tell succomberaient sous les efforts des tyrans humiliés et vaincus par leurs ayeux. Comment oseraient ils invoquer seulement les vertus de leurs peres et le nom sacré de la liberté, si la République Française avait été détruite sous leurs yeux? Que serait-ce s'ils avaient contribué à sa ruine? Et vous, braves Américains, dont la liberté cimentée par notre sang, fut encore garantie par notre alliance, quelle serait votre destinée si nous n'éxistions plus? Vous retomberiez sous le joug honteux de votre ennemi : La mémoire de nos communs exploits serait flétrie; les titres de la liberté, la déclaration des droits de l'humanité, seraient anéantis dans les deux mondes.

Que dis-je! Que deviendrait l'Angleterre elle-même? L'éclat éblouissant d'un triomphe criminel couvrirait-il long-tems sa détresse réelle et ses plaies invétérées? Il est un terme aux prestiges qui soutiennent l'existence précaire d'une puissance artificielle. Quoi qu'on puisse dire, les véritables puissances sont celles qui possedent la terre. Qu'un jour elles veuillent franchir l'intervalle qui les sépare d'un peuple purement maritime, le lendemain il ne sera plus. C'est envain qu'une île commerçante croit s'appuyer sur le trident des mers, si ses rivages ne sont défendus par la justice et l'intérêt commun des Nations. Bientôt peut-être nous donnerons au monde la démonstration de cette vérité politique. A notre défaut, l'Angleterre la donnerait elle-même. Déja odieuse à tous les peuples, énorgueillie du succès de ses crimes, elle forcerait bientôt ses rivaux à la punir.

Mais avant de perdre son existence physique et commerciale, elle perdrait son existence morale et politique. Comment conserverait-elle les restes de sa liberté, quand la France aurait perdu la sienne, quand le dernier espoir des amis de l'humanité serait évanoui avec elle? Comment les hommes attachés à sa constitution, telle qu'elle est, ou qui en desirent la réforme, pourraient-ils lutter contre un ministere tyrannique, devenu plus insolent par le succès de ses intrigues, et qui abuserait de sa prospérité pour étouffer la raison, pour enchaîner la pensée, pour opprimer la nation?

(*La suite au numéro prochain.*)

Digitized by Google

PARIS, *primidi*, 1 *Frimaire*.

Toutes les sections ont renoncé au culte catholique pour ne reconnaître que celui de la vérité, de la raison et de la philosophie ; elles ont fermé leurs églises, congédié leurs prêtres, et ont fait hommage à la patrie des dépouilles du fanatisme et de la superstition. Elles se sont empressées de consacrer une époque aussi mémorable par des fêtes où le peuple a célébré le triomphe de sa liberté sur le despotisme sacerdotal.

Les citoyens ci-devant Juifs ont rendu le même hommage à la vérité, et ont apporté eux-mêmes aux comités révolutionnaire de leur section toutes les reliques et tous les ornemens auxquels leurs jongleurs attachaient tant d'importance, entr'autres la fameuse chape qui, dit-on, a appartenu à Moyse, et que ses descendans ont portée, de pere en fils, jusqu'à nos jours.

Sur le requisitoire du procureur de la commune, le conseil a arrêté que l'Hôtel-Dieu sera appellé désormais *maison de l'humanité*. Chaumette, saisissant toujours avec empressement l'occasion d'être utile à l'humanité, a exposé au conseil la nécessité d'avoir les yeux ouverts sur les établissemens publics. Il a excité la sensibilité sur les femmes en couche et sur les enfans nouveau-nés, dont la santé se trouve journellement compromise par l'insalubrité de l'air qu'ils respirent, et le manque de secours si nécessaire à l'enfance. Il a demandé qu'un lieu mieux situé et plus sain fût destiné à ces victimes du malheur, et qu'il fût pourvu à leurs besoins. Il a proposé d'inscrire sur la maison destinée à recevoir les femmes en couche, ces paroles : *Respect aux femmes en couche, espoir de la patrie ;* et sur celle destinée à recevoir les enfans : *Respect au malheur.* Ce requisitoire philantropique a été adopté dans toutes ses parties.

Les prisonniers du Temple, nécessitant une surcharge de service et de dépenses, le conseil a arrêté qu'il se transporteroit en masse à la Convention nationale, pour lui demander que ces détenus soient transférés dans les prisons ordinaires, et traités comme les autres prisonniers.

L'ex-député Volney a été mis en état d'arrestation. — Le citoyen Laborde, si connu par ses grands biens, a été arrêté dans sa maison de campagne de Merville, près d'Etampes, d'où il a été transféré à Paris. — Barnave, ex-député de l'Assem-

Digitized by Google

blée constituante, détenu depuis long-tems dans différentes prisons du département de l'Isere, a été conduit à Paris, et enfermé à la Conciergerie. On dit qu'il a déja subi son premier interrogatoire.

Pierre Manuel, ci-devant procureur de la commune, et Gaspard Brunet ont subi le jugement de mort, prononcé contre eux par le tribunal révolutionnaire. Voici les principaux chefs d'accusation intentés contre Manuel. Il a été accusé d'avoir été un des complices de la faction liberticide, d'avoir tout employé pour soulever les départemens contre Paris, et à cette fin Pétion et lui imaginerent les journées des 2 et 3 septembre. Bien loin d'empêcher l'effet de ces malheureuses journées, en sa qualité de procureur de la commune, il encouragea les auteurs du massacre en leur donnant à boire au moment où il était à dîner avec plusieurs députés de l'Assemblée législative, ses complices; d'avoir, de complicité avec Pétion et autres, dirigé le vol fait au garde-meubles dans le même mois; et en effet, les auteurs de ces vols ont été reconnus tous pour être échapés des prisons de Paris dans les journées des 2 et 3 septembre. Manuel, est-il encore dit dans l'acte d'accusation, abusant du pouvoir que lui donnait sa place de procureur de la commune, a procuré l'évasion du ci-devant prince de Poix, mis en arrestation quelques jours après la journée du 10 août. Quant à l'ex-général Brunet, il a été accusé et convaincu d'être complice d'une conspiration qui a existé contre l'unité et l'indivisibilité de la République, et contre la liberté du peuple Français.

Jean-Nicolas Houchard, âgé de 53 ans, natif de Forbac, commandant général de l'armée de la Moselle, ensuite de celle du Nord, convaincu d'être l'un des auteurs ou complices des manœuvres et intelligences pratiquées et ménagées avec les ennemis de la République, pour faciliter leur entrée en France, et favoriser les progrès de leur armée, notamment dans les mois de juin et juillet 1793, à l'armée de la Moselle, commandée pour secourir Mayence, et dans le mois de septembre dernier pour secourir Dunkerque, a été condamné à la peine de mort.

On écrit de Longwy qu'un détachement de l'armée de la République s'est porté, des postes qu'il occupe au-dessus de Bouillon, sur le village de Bertrix, en a chassé les Autrichiens, et a ramené deux mille bêtes à cornes. C'est un moyen économique d'approvisionnemens qu'emploient avec un succès journalier nos troupes détachées du camp d'Yvoy-Carignan; elles font de fréquentes excursions jusqu'à la vallée autrichienne de Virton, d'où elles enlevent beaucoup de grains et de bestiaux. Des familles entieres de ce canton, dépouillées

Digitized by Google

et maltraitées par les soldats de la tyrannie, viennent dans nos communes demander asyle et protection ; on s'empresse de les y secourir.

Tout respire à Rocroy le patriotisme le plus ardent, et les habitans le disputent de zele à leurs freres d'armes qui composent la garnison. Ceux-ci font de fréquentes sorties, et ne rentrent pas sans avoir remporté des avantages. L'ennemi se présente dans les environs, mais n'ose pas approcher.

On apprend de Givet, en date du 18, qu'un détachement de la garnison a fait reculer l'ennemi jusqu'à Dinan. Il a ramené quelques prisonniers, des bœufs et des porcs, et n'a pas perdu un seul homme. On doit tout attendre de l'énergie vraiment républicaine de la garde nationale de cette ville.

L'armée révolutionnaire pour le département du Haut-Rhin s'organise à Colmar. L'esprit public se vivifie et se déploie avec une grande énergie. Le général Scherer tient dans un état formidable de defense la ligne du Rhin. L'ordre et la discipline regnent dans l'armée qu'il commande. Voici l'extrait d'une lettre écrite au bivouac en avant du village de l'Erstel : « Freres et amis, je vous fais part d'une nouvelle que vous apprendrez avec plaisir, puisque c'est la mort d'un tyran. La voici prise dans la copie de l'ordre de l'armée, du 2 novembre : — D'après les renseignemens qui viennent de se donner au général, il prévient ses freres d'armes que rien n'est plus vrai que la mort du despote Condé. Il fut tué dimanche après-midi d'un coup de canon, dirigé par les canonniers du 6e. bataillon de la Drôme. Les émigrés sont dans la consternation d'avoir perdu leur chef. *Signé*, Alexis Dubois, *général*. — Salut et fraternité. *Le chef de brigade attaché au 6e. bataillon de la Drôme*, Championet. »

Les dernieres lettres de Strasbourg annoncent que les représentans du peuple et le général Pichegru ont pris de grandes mesures de salut public. La discipline est excellente ; l'armée et le tribunal révolutionnaire font chaque jour des miracles. Le bruit court dans ce moment qu'un détachement des troupes de la République, commandé par le général Dubois, a battu et chassé l'ennemi, dans une affaire qui a eu lieu près Oefelden. — La garnison de Landau a fait une vigoureuse sortie ; elle a haché en pieces un régiment ennemi.

Il paraît que les rebelles ont formé le plan de s'emparer d'un port de mer ; mais il est impossible dans leur position qu'ils puissent échapper, toutes les mesures sont prises pour les cerner de toutes parts. Voici ce qu'on écrit de Rennes le 24 Brumaire. « On se propose une attaque générale, trois

Digitized by Google

colonnes de notre garnison vont partir cet après-midi pour aller à la rencontre des brigands. Ils sont à Dol et aux environs. Leurs éclaireurs sont venus hier jusqu'à trois lieues de Rennes. Suivant un rapport d'un des brigands pris, ils ont 10 mille hommes armés, 5 à 6 mille femmes, 3 à 4 mille prêtres et 6 à 7 mille paysans non armés. Ils manquent de munitions de toute espèce. Saint-Malo est inabordable, Cancale aussi, la côte est bien gardée. Chambertin commande les divisions sorties de Rennes; Rossignol reste ici avec le quartier de réserve. »

Le même jour, une partie des rebelles sortis d'Avranches, voulurent s'emparer de Granville, port de mer. Trois fois ils tentèrent l'assaut, trois fois ils furent repoussés : la résistance seule peut être comparée à l'impétuosité de leur attaque. Ce combat a duré 23 heures.

Les rebelles ont été par-tout repoussés et massacrés, et ils se sont retirés après une grande perte d'hommes et d'artillerie.

Le général Léchelle qui commandait en chef l'armée de l'Ouest contre les brigands, et qui est cause de la déroute de Laval, s'est empoisonné à Nantes le 21 brumaire. Il est mort deux heures après; les scellés ont été mis sur ses papiers. Le lendemain on battit la générale pour prévenir un complot qu'on avait découvert. Il ne s'agissait rien moins, dit-on, que d'égorger les représentans du peuple qui sont dans cette ville, et toutes les autorités constituées. On a arrêté beaucoup d'individus soupçonnés d'être de ce complot.

Digitized by Google

(N°. 122. — 1793.)

MERCURE FRANÇAIS.

DU DÉCADI, 10 FRIMAIRE, l'an IIe. de la République.
(*Samedi 30 novembre 1793, vieux style.*)

POÉSIE.

Inscription sur un chêne planté en l'honneur de la Liberté.

UN arbre, si l'on croit aux contes de Moyse,
Nous rendit tous sujets de Belzébuth ;
Un arbre, si l'on croit aux dogmes de l'église,
Rouvrit pour nous le chemin du salut.
Mais sur ces arbres-là quelle étrange croyance !
Quels souvenirs tous deux ils offrent au chrétien !
L'un devint par son fruit l'écueil de l'innocence,
L'autre vit sur son bois ~~périr~~ l'homme de bien.
L'arbre auquel tout Français consacre un juste hommage,
N'offrira pas au moins ces pensers déchirans :
L'auguste liberté, par un plus digne usage,
En fera tour-à-tour la couronne du sage
Et le supplice des tyrans.

Par le citoyen LA CHABEAUSSIÈRE, *chef des bureaux du ministre de l'intérieur.*

CHARADE.

NI laide, ni jolie, Adele est mon entier.
Leste et légère, elle court avec grace ;
Et quand sur la surface
De mon dernier
Adele a porté mon premier,
Elle en laisse à peine la trace.

Par le cit. HUET, *vicaire épiscopal*

Digitized by Google

ENIGME.

Jadis je fus un Dieu,
Aujourd'hui je suis ta maîtresse,
En effet, cher lecteur, tu la traites sans cesse,
Comme autrefois en certain lieu
Me traitait l'ignorance,
Et comme encor certains mortels
Chez qui j'ai des autels
Me traitent fort loin de la France.
Toutes les deux on nous pare de fleurs,
Ce qu'on a de plus cher on nous le sacrifie;
On nous demande des faveurs
Que souvent un ingrat oublie.
Si tu veux me trouver, lecteur,
Cherche bien ce que ton amie
Est pour ton cœur.

LOGOGRIPHE.

De la nature heureux présent,
De la nature don funeste,
Tantôt je t'offre un charme décevant,
Tantôt le malheureux que je vais poursuivant
Me fuit en vain, et me déteste.
Amans heureux, combien vous me devez!
Pour vous sur-tout j'ai mille charmes;
Mais vous, maris jaloux, si trop vous me suivez
Je vous coûterai bien des larmes.
Sans vouloir me détruire il faut me réprimer.
Telle est au moins la devise du sage;
Car il n'est rien en réglant mon usage
Que je ne sache embellir, animer;
Mais il n'est rien, aussi que je ne défigure,
Si l'on me laisse aller sans borne et sans mesure.
Pour toi, lecteur, si tu veux t'amuser,
Sers toi de moi pour me décomposer.

Digitized by Google

J'ai bien de quoi te donner de l'ouvrage;
Sur onze pieds sans cesse je voyage;
Ce n'est pas trop ; je fais tant de chemin !
Tu trouveras d'abord ce qui couvre ta main ;
Le plus petit de tous les hommes ;
Ce pourquoi tous tant que nous sommes
Faisons de bien sinceres vœux,
Et dont nous faisons tous partie ;
Ce qu'on veut faire à tous les jeux ;
Plus, certain mot malencontreux
Que ne dira jamais fille qui se marie,
Une folle célebre ; un beau moment du jour ;
Ce qu'est l'enfant dans son jeune âge ;
Le mortel enflammé par les feux de l'amour ;
Celui que l'amitié t'engage ;
Ce que tu mets entre tes deux chevaux ;
Ce qui précede une vallée.
Arrêtons-nous ; je dois borner là mes travaux,
Car je te suis déja peut-être dévoilée.
Je pourrais bien t'offrir encore plus d'un mot,
Mais ma regle doit être, assez et rien de trop.

Explic. des Charade, Enigme *et* Logogriphe *du* N°. 121.

Le mot de la Charade est *Demain* ; celui de l'Enigme est *Demain* ; celui du Logogriphe est *Demain*, où l'on trouve *mine*, *mai*, *Dieu*, *dain*, *amen*, *an*, *Iman*, *âne*, *mit*, *ame*, *main*.

Digitized by Google

VARIÉTÉ.

Nouveaux extraits des Mémoires secrets et critiques de Gorani.

On connaît la satyre de Juvenal, intitulée *le Turbot;* c'est une de ses meilleures. Le sujet est une fantaisie bisarre d'un tyran de Rome, de Domitien, qui s'avisa de convoquer chez lui tout le sénat, au milieu de la nuit, pour décider comment on apprêterait un turbot. Voici un conseil d'Etat de la même force, qui pourrait fournir aussi une bonne satyre à un homme qui aurait le talent de Boileau; ce qui vaudrait mieux ici que celui de Juvenal.

« Au mois de février, on tint à Naples un conseil d'Etat » extraordinaire. Il remplit plusieurs séances, et le sujet en » fut ignoré des cours de St. James, de Berlin, de Copen- » hague et du ministere de Hollande. Il s'écoulerait plus d'un » siecle avant que l'on pût comprendre comment deux *ma-* » *jestés* et plusieurs ministres ont pu s'assembler et traiter » gravement un sujet de la nature de celui que nous allons » faire connaître. Il ne s'agissait ni de paix, ni de guerre, » ni de mariage, ni de traité d'alliance, ni de conquête, ni » d'aliénation de domaines, etc. L'archevêque de Tarente » avait fait insérer dans le rituel de son diocese un office » qu'il avait pris la peine de composer en l'honneur de *Saint* » *Cataldus*, patron de la métropole....." Il s'agissait d'exa- » miner la requête que les chanoines de cette métropole » avaient présentée à leur archevêque, à l'effet d'obtenir de » lui la suppression de cet office, qui surchargeait leur bré- » viaire..... Après quelques débats aussi ridicules que l'objet » même, le conseil n'osa décider entre l'archevêque et les » chanoines. Il y eut ordre d'assembler les interprêtes des » volontés du Très-haut, pour savoir d'eux si le nouvel office » de ce saint ignoré devait subsister. Les confesseurs de la » cour furent priés d'examiner cette affaire, que l'on soumit » aussi à la décision des plus fameux théologiens des Deux- » Siciles..... La faculté théologique décida unanimement que » l'archevêque avait le droit, sans consulter le saint-siége, » de faire insérer dans le rituel général l'office des saints » particuliers à son diocese. »

C'est tout comme chez nous : cette scene digne du Lutrin, me rappelle un procès tout semblable entre l'archevêque de Lyon, Montazet, et les chanoines du *noble chapitre*, appellés *comtes de Lyon*. Le prélat avait fait composer un nouveau

Digitized by Google

bréviaire pour ses diocésains, et le chapitre soutenait qu'il n'en avait pas le droit, à moins que ce ne fût de leur consentement. Il faut être juste : ce n'était point de la part du prélat une affaire de cagotisme ; on ne pouvait pas le lui reprocher ; ce n'était pas aux saints qu'il était le plus dévot, et le bréviaire était le moindre de ses soucis. Mais ce livre en 4 volumes se vendait fort cher et à son profit ; aucun ecclésiastique ne pouvait se dispenser de l'avoir ; ce qui ne signifie pas qu'il fût obligé de le lire, et la vente était un objet de spéculation mercantile fort considérable. Le chapitre qui haïssait l'archevêque, comme c'était assez l'usage, voulait lui enlever ce nouveau bénéfice, et il fallut plaider au parlement de Paris. Le procès dura plusieurs années : les parties contendantes mirent en œuvre toutes les puissances, et l'archevêque l'emporta ; mais il resta toute sa vie brouillé avec le chapitre ; car on sait que les prêtres étaient rancuneux.

Tantæ ne animis cœlestibus iræ ?

« Il y avait à Naples un Minime fort âgé, qui, je ne sais » comment, était parvenu à se faire croire un saint. Cette » opinion, très-profitable au couvent, était propagée par les » religieux ses confreres. Ils avaient fait répandre le bruit » que la calotte du vieillard avait la vertu de faciliter le tra- » vail de l'enfantement. Tout ce qui à Naples portait un nom, » envoyait chercher la sainte calotte. Les femmes s'en affublaient » à l'approche du moment critique ; elles s'arrachaient ce pré- » cieux talisman, devenu pour les Minimes une mine d'or. On » sait de quoi la foi est capable : un seul petit grain de cette » vertu cardinale suffit pour *transporter des montagnes*, ce qui » est plus difficile à opérer que d'accoucher une femme ; on » ne sera donc pas surpris d'apprendre que cette calotte fit » des merveilles. Comme la plupart de celles qui s'en ser- » virent se délivrerent heureusement, la réputation de la » calotte alla toujours croissant, et la guérison prompte des » femmes bien constituées lui fut attribuée. Quant à celles » qui succomberent, c'est que la foi leur avait manqué. » J'ignore si cette facétie dure encore ; mais je présume que » la jalousie de métier l'aura fait passer de mode, et que la » calotte aura été remplacée par le cordon de quelqu'autre » moine. »

Ce genre de miracle est curieux. On savait bien que la fécondité était une des vertus monastiques, et à cet égard le cordon de Saint-François était célebre ; mais étendre cette vertu jusqu'à la calotte, c'était enchérir sur les siecles passés, et cette précieuse relique sera sans doute conservée dans le muséum de Naples, pour l'édification des âges suivans.

« Le roi de Naples et le roi de Suede se promenaient un » jour à pied sur le rivage de la mer, du côté de Portici.

Digitized by Google

» Le roi de Suede était dans l'enchantement. Ce point de » vue est véritablement un des plus beaux de l'Europe. Après » avoir long-tems examiné les divers objets qui s'offraient à » ses yeux, il remarqua que Naples est situé de maniere à » rendre un bombardement très-facile, et même à faire crain- » dre une invasion. *Je me fais fort*, dit-il, *de prendre votre* » *capitale en moins de deux heures, à l'aide de ma flotte, et de* » *m'emparer de votre personne, de celle de la reine et de vos* » *enfans.* Ferdinand entraîné par l'habitude, fit un geste gros- » sier, accompagné d'un sifflement prolongé, et dit : *vois-tu,* » *mon frere ! si je m'avisais de répéter ce signal trois fois de* » *suite, tu verrais accourir* 150,000 *hommes, qui s'empareraient* » *de ta personne royale, de tes troupes et de tes navires.* Ce fut » ainsi que le roi de Naples, qui ne s'était point attendu à » la gasconnade du monarque de la Suede, la lui rendit par » une autre de même force. »

Je ne suis pas tout-à-fait de l'avis de l'auteur, et si le pro- pos du roi de Suède était peu courtois et peu fraternel, il n'é- tait pas si *gascon*, et Gustave ne se vantait en ce moment que de ce qu'il pouvait faire. Il est très-vrai que la position de Naples et l'extrême faiblesse de sa marine et de *ses* trou- pes l'exposent à un coup de main et la laissent à la merci d'une flotte ennemie : cela est prouvé par les faits. On ne sait pas assez que la démarche fiere et hardie de ce grenadier Fran- çais qui l'année derniere alla dicter des lois au roi de Naples, au milieu de sa cour, pendant que notre flotte était à la rade, et qui en fut reçu avec toute la politesse royale, après lui avoir parlé en vrai sans-culotte, n'était qu'une répétition de ce qu'avait fait le capitaine Anglais, Martin, en 1741. Voici comme Voltaire raconte ce fait. « On fut étonné, le 18 août, » de voir paraître, à la vue du port de Naples, une esca- » dre Anglaise composée de six vaisseaux de 60 canons, » de six frégates et de deux galiotes à bombes. Le capitaine » Martin, depuis amiral, qui commandait cette escadre, » envoya à terre un officier avec une lettre au premier-ministre, » qui portait en substance qu'il fallait que le roi rappellât » ses troupes de l'armée Espagnole, ou que l'on allât dans » l'instant bombarder la ville. On tint quelques conférences ; » le capitaine Anglais dit enfin, en mettant la montre sur le » tillac, qu'il ne donnait qu'une heure pour se déterminer. Le » port était mal pourvu d'artillerie ; on n'avait point pris les » précautions nécessaires contre une insulte qu'on n'atten- » dait pas. On fut obligé de promettre tout ce que le comman- » dant Anglais voulut, et même il fallut le tenir jusqu'à ce » qu'on eût le tems de pourvoir à la défense du port et du » royaume. »

Si le capitaine Anglais se fit obéir ainsi avec deux vais- seaux, pourquoi le roi de Suède qui peut aisément en armer

Digitized by Google

trente, et dont la marine est une des meilleures de l'Europe, ne ferait il pas trembler Naples, s'il le voulait? Quant aux *cent cinquante mille Napolitains* que le bon Ferdinand se flattait d'armer d'un coup de sifflet, je n'y ai pas grande foi, et je croirais plutôt qu'aux premieres décharges d'artillerie, ils courraient dans les églises invoquer Saint-Janvier, ce qui pourrait bien n'être pas d'un grand secours contre le bombardement.

Concluons que quand on a une capitale sur le bord de la mer, il faut mettre sa marine et son port dans un état de défense respectable, et prendre des mesures habituelles et soutenues pour être hors d'insulte; et le gouvernement Napolitain est loin d'avoir assez d'énergie et de sagesse pour prendre de pareilles mesures.

« L'empereur ayant supprimé un couvent de religieuses » dans la Pologne Autrichienne, on trouva, parmi les notes » de la trésorerie de la communauté, une somme de trente- » six mille écus que le couvent avait fait remettre à la cour de » Rome pour la canonisation d'une des religieuses. Le prince » écrivit au cardinal de Herzan dont je tiens l'anecdote, pour » qu'il se fit rendre cette somme, ou que le pape canonisât » tout de suite cette religieuse. On répondit au cardinal » qu'on ne connaissait rien qui eût rapport à cette affaire, et » que sans doute c'était une bévue des religieuses. L'empe- » reur ne fut pas satisfait de cette réponse, et s'étant procuré » des détails exacts, il écrivit de maniere qu'on ne put éluder » sa réclamation. La chambre apostolique répondit qu'effecti- » vement on avait reçu la somme; mais qu'il fallait encore » deux miracles pour terminer le procès de canonisation, » et qu'on garderait, en attendant, la somme déposée qui » ne suffisait pas, et à laquelle il faudrait ajouter la somme » qui devait faire le complément des cent mille écus, prix » ordinaire des canonisations. L'empereur dissimula pour le » moment; mais quelque tems après le college de la Pro- » pagande ayant mis en vente des fonds qu'il possédait en » Gallicie, on les séquestra par ordre du prince, et l'on » écrivit à la cour de Rome qu'on ne les restituerait point » que les trente-six mille écus n'eussent été rendus. La » chambre apostolique s'obstina à garder cette somme, et » l'empereur se saisit des fonds de la Propagande. »

Je ne connais rien de plus plaisant que la réponse de la chambre apostolique. On s'imagine avoir droit de répéter sur elle une somme de 36,000 écus : point du tout : il lui faut encore 2 miracles et 62,000 écus, en sorte que c'est elle qui reste encore créanciere pour les miracles et pour l'argent : cela s'appelle entendre les affaires. Les 2 miracles n'étaient pas ce qu'il y avait de plus difficile : on en a plus aisément que des

Digitized by Google

écus. Mais si l'empereur faisait fort peu de cas des uns, il prisait les autres un peu davantage. On sera peut-être surpris que la cour de Rome ne prît pas le parti d'accorder tout de suite la canonisation. Mais c'est que la politique romaine est un peu plus fine que la nôtre, et que chacun dans son commerce en sait toujours plus que les autres. Ne voit-on pas tous les jours des marchands se résoudre à perdre pour ne pas faire baisser le prix d'une denrée ? Que deviendrait celle des canonisations, s'il y avait eu un exemple qu'on pût en avoir pour trente-six mille écus ? La chambre apostolique se conduisit donc très-sagement, et d'autant plus qu'on ne peut pas en conscience trouver que ce soit trop de cent mille écus pour faire un saint.

Nous nous croyons fort habiles, parce que nous rions de toutes ces sottises. C'est bien quelque chose ; mais les prêtres Romains en savent encore plus que nous. Ils rient comme les autres et se font payer. C'est quand personne ne les payera plus, qu'ils n'auront plus envie de rire. Jusques-là les meilleurs plaisans sont encore de leur côté.

ANNONCES.

L'Albert moderne, ou nouveaux secrets et procédés utiles et curieux, pour l'entretien de la beauté et de la santé, la guérison des maux et des maladies, la conservation et les diverses préparations des alimens et des boissons, les diverses parties de l'économie tant civile que rurale, les arts et métiers des villes et des campagnes : 4e. édition, augmentée de conseils et avis pour apprécier ces secrets, et d'un 3e. volume. A Paris, chez Duchesne, libraire, rue Saint-Jacques, n°. 47. 3 vol. *in*-12. Prix, 7 liv. 10 sols brochés, et 10 liv. reliés.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 14 novembre 1793.

Nous apprenons par des lettres de Varsovie l'histoire scandaleuse des derniers événemens qui ont amené la Pologne à une nullité peut-être plus honteuse, et certainement tout aussi complette que celle des parties démembrées qui obéissent aujourd'hui à la famille des trois ravisseurs, par qui une partie de ce pays fut enlevée il y a vingt ans. La signature forcée du traité avec la Prusse et la Russie vient d'achever ce plan d'usurpation que l'on peut regarder comme rempli, à moins qu'il ne prenne aux puissances co-partageantes un regret et un remords d'avoir laissé quelque chose. Au reste, voici comment s'est consommé ce brigandage inouï, s'il n'était, comme nous l'avons dit, la répétition de celui qui eut lieu il y a vingt ans.

En réponse à la note remise par les chanceliers de la diète au représentant de Catherine, ce dernier prie les sérénissimes états assemblés en diète confédérée d'enjoindre à la députation, nommée à cet effet, de signer purement et simplement le traité avec le roi de Prusse, tel qu'il a été arrêté par lui Siewers, ajoutant que tout délai ne saurait qu'aggraver le sort de la République. Le ministre Russe, pour aider les sénateurs à se décider, avait, comme on sait, fait entourer de soldats la salle de la diète, braqué quatre pieces de canon, et mettre en arrestation quelques nonces. Cette note ayant provoqué les humbles représentations de la diète qui avait aussi réclamé la liberté de ses nonces, l'ambassadeur de Russie déclare du ton le plus impérieux que ses notes seront suivies à la rigueur, et qu'il n'y laissera pas changer une syllabe. — Au même moment qu'il parlait ainsi en maître, le général Russe, introduit dans la salle, employait promesses et menaces pour s'assurer des voix, et bravant le faible Stanislas lui remettait pour le faire passer en loi le projet annexé à la note de l'ambassadeur. — La salle de la diète étant devenue une place en état de siége, les membres furent bien forcés de céder. Mais pour conserver leur inaction passive, ils convinrent entr'eux que lorsque le maréchal demanderait le consentement d'usage, au lieu de répondre trois fois par l'affirmation usitée, au lieu de recueillir les voix on garderait un morne silence dont il serait tenu note dans un verbal séparé, mais fait pour être ajouté au décret qui ferait men-

Digitized by Google

tion des violences que le corps législatif avait eu à essuyer. Ce parti pris, la députation précédemment nommée pour traiter avec le ministre du roi de Prusse fut autorisée à signer le le traité qui sanctionne l'usurpation de son maître. — On imagine bien que la Russie qui s'est donné la peine de ménager de si bonnes conditions aux autres ne s'est point oubliée en faisant directement ses affaires. Voici la suite du traité qu'elle a conclu avec le squelette de République Polonaise. On en connaît déja les sept premiers articles.

« VIII. Les troupes russes à leur passage, et dans leur séjour en Pologne, doivent observer la plus sévere discipline, ne se mêler en rien des affaires de l'intérieur, et payer tout ce dont elles pourront avoir besoin, comptant ou en assignations valables.

» IX. En même-tems qu'il sera pourvu à l'entretien et à la sûreté des soldats, l'habitant Polonais et sa propriété seront mis à l'abri de toute violence, vexation et dommage.

» X. Dans le cas d'une guerre, la Pologne fournira par une levée extraordinaire de troupes, une augmentation qui suppléera au nombre déterminé de l'armée en tems de paix.

» XI. Comme désormais l'indépendance, l'intégrité et l'existence politique de la Pologne devient un objet de la plus grande importance pour la Russie, la Pologne s'engage à n'entrer dans aucune liaison, ni convention, avec aucune puissance étrangere, sans en donner connaissance à la Russie, sans en avoir son approbation, et de ne faire, sans sa participation, aucune démarche essentielle capable d'influer sur le repos public.

» XII. En échange la Russie appuyera avec vigueur toutes les démarches et représentations de la Pologne auprès des puissances étrangeres, dont on sera convenu préliminairement entre les deux cours.

» XIII. Les envoyés Russes et Polonais auprès des puissances étrangeres, observeront entre eux la plus étroite intelligence, s'appuieront réciproquement dans tous les cas qui pourront se présenter.

» XIV. Dans les cours étrangeres auxquelles la Pologne n'enverra pas de ministre, le ministre de Russie se chargera des intérêts de la Pologne, et en prendra le même soin, que si c'était les affaires propres de la Russie ou des sujets de cette puissance.

» XV. L'impératrice de Russie et ses successeurs veulent garantir la constitution et les lois que la république de Pologne pourra faire dans une suivante diète. En échange, la Pologne s'engage à ne faire aucun changement à l'avenir dans la forme de son gouvernement, sans en avoir auparavant conféré avec l'impératrice de Russie ou ses successeurs.

» XVI. Les gentilshommes Russes en Pologne, et les gentilshommes Polonais en Russie, jouiront désormais, dans

Digitized by Google

les états respectifs, des mêmes libertés et privileges que ce droit de naissance assure aux gentilshommes dans lesdits états : cependant les gentilshommes Russes ne pourront parvenir aux emplois civils en Pologne, avant d'y avoir acquis des terres et prêté le serment de fidélité à la République.

» XVII. Ainsi qu'il en est de la noblesse, les négocians Russes en Pologne jouiront des mêmes droits, avantages et franchises dont jouissent les négocians nés dans les états respectifs, et seront assujettis aux mêmes lois subsistantes relativement au commerce, et aux mêmes contributions que les citoyens.

» Comme cette déclaration embrasse toutes les stipulations qui pourraient être déterminées en détail dans un traité de commerce, dont les deux parties contractantes s'étaient proposé la conclusion ; si dans la suite il se présente des cas de commerce qui exigent des réglemens utiles au bien des deux états, cet article sera regardé comme le fondement général sur lequel ils seront stipulés.

» Le présent traité sera ratifié dans l'espace de six semaines, ou plutôt s'il est possible. » Fait à Grodno, le 16 octobre 1793.

Signés, J. Siewers, J. S. Massalski.

La déclaration de la diète, enregistrée aux actes territoriaux de Grodno le 24 septembre 1793, et annexée séparément à l'injonction donnée pour la signature du traité prussien, contient d'abord des plaintes ameres des violences exercées par la Prusse et la Russie qui y sont qualifiées, et surtout la derniere, de prépotence. Les nonces entourés de soldats étrangers, menacés, voyant enlever leurs collegues d'au milieu d'eux, à l'heure indue de la nuit jusqu'à laquelle on les a retenus comme prisonniers, remettent à leurs descendans le devoir sacré de sauver la patrie s'ils en ont les moyens, et finissent pourtant, à la grande surprise des lecteurs, par dire : « Forcés d'accepter ainsi le projet transmis dans notre chambre par son excellence M. l'ambassadeur, — quoique contraire à nos vœux, contraire à nos droits, — cédant uniquement aux motifs énoncés ci-dessus, — *nous l'acceptons.* »

Ce qui paraîtra bien plus étonnant encore, c'est que c'est le propre neveu du roi, le comte Tyrzinwicz, qui vient d'être nommé ambassadeur extraordinaire pour aller complimenter l'oppresseur de son pays sur l'heureuse union cimentée entre la Russie et la République.

La confédération dont on n'a plus besoin va être cassée. M. Siewers a écrit à cet égard au maréchal Pulawski de prévenir toute sorte de réclamations indécentes et inutiles, que l'esprit de parti ou quelqu'intérêt sordide pourrait faire naître.

Quelque sage, quelque doux même que soit le gouvernement du duc de Sudermanie, de nouveaux troubles ont éclaté

Digitized by Google

à Upsal. Le chancelier de justice s'est empressé de s'y rendre, et pour les appaiser et pour en connaître les auteurs. On n'est pas positivement sûr, mais du moins on soupçonne fort que la cour de Russie entre pour beaucoup dans ces mouvemens. Son intention est de les faire attribuer aux Français, afin de dégoûter de la neutralité une nation qui aurait droit de se plaindre d'être traitée ainsi par son amie, puisque n'être pas contre elle, c'est être pour elle dans un moment où la République est attaquée par presque toute l'Europe. Les gens clairvoyans s'apperçoivent à merveille que par ses manœuvres la Russie tend ici, comme elle l'a fait ailleurs, à forcer à épuiser le gouvernement pour profiter ensuite à son gré de cette faiblesse. C'est à peu près la même marche qu'elle a suivie en Pologne; mais la différence de constitution nous sauvera de ces suggestions perfides, et l'ordre des paysans qui n'est point opprimé en Suede comme les malheureux serfs l'étaient en Pologne, qui d'ailleurs a sa place politique dans l'état, ne se laissera pas séduire pour en opérer le bouleversement.

Les lettres de Stockholm, dont on vient de voir la substance, ajoutent que le régent fait diversion à ces attaques intérieures, en s'occupant beaucoup de la prospérité de l'état, et en se tenant en mesure avec les agens de la Russie qu'il fait observer comme ceux d'une puissance avec laquelle il pourrait bientôt être en guerre. — Il résulte des dispositions générales du gouvernement Suédois que la France peut continuer à compter sur sa neutralité et sur celle du Danemarck.

Les dernieres lettres de Constantinople portent que M. Kutuzoff, ambassadeur extraordinaire de l'impératrice des Russies, a fait son entrée dans cette ville au commencement du mois, et qu'il a voulu engager le divan à défendre aux Français de paraître en public avec la cocarde tricolore; mais le ministre ottoman n'a point obtempéré à cette demande; on lui a même fait sentir un peu rudement ce qu'elle avait d'insolent et de déplacé, et M. l'ambassadeur est forcé de voir le plus grand nombre des Français porter le signe sacré de la liberté. — Ce même ministre avait déja témoigné beaucoup de hauteur lors de l'entrée pompeuse faite quelques jours auparavant à Andrinople.

De Francfort-sur-le-Mein, le 20 novembre.

On mande de Vienne qu'on y a reçu une copie de la déclaration en forme de manifeste, adressée par George III à tout ce qu'il appelle les bons Français. Cette piece est admirée dans la capitale de l'Autriche par toute la gent moutonniere comme un véritable chef-d'œuvre. Quelques philosophes, quelques amis de la liberté, qui se gardent bien de donner

Digitized by Google

tout haut leur avis n'en jugent pas de même : ils ne voient dans cet assemblage de phrases qu'un aveu de la faiblesse de l'Angleterre, qui voudrait bien épargner son argent, et opérer par des mots ce que les bras qui lui manquent ne feront pas. Au reste, ce calcul économique de l'Angleterre n'est point du tout d'accord avec les espérances de l'Autriche en particulier, et de la coalition en général. Cette ligue compte bien que le parlement Britannique votera, dès les premieres séances de sa rentrée, force beaux millions sterlings, qui seront répartis entre les puissances belligérantes, hors d'état d'aller, si l'argent, ce nerf de la guerre, leur manque; et qui, n'ayant plus rien dans leurs coffres, s'accoutument à regarder George III comme le bailleur de fonds dans cette grande entreprise, et M. Pitt comme le caissier-général de l'armée Européenne, dont la paye est bien aventurée, en cas que l'empereur et le roi de Prusse soient obligés de la faire à leurs frais pour la troisieme campagne, puisqu'ils ont déja bien de la peine à fournir à cette seconde.

Au reste, si l'Angleterre donne de l'argent, il faudra bien que l'Autriche et la Prusse donnent des hommes : le recrutement de la premiere est arrêté; on le porte à 95,000 hommes, dont la seule ville de Vienne doiten fournir 8000. Mais ce recrutement n'est encore que sur le papier, et néanmoins il répand déja de la terreur dans les Etats héréditaires. La Bohême surtout, déja épuisée par de nombreuses levées, est dans la consternation : elle sent que son agriculture et son peu de commerce vont périr tout-à-fait. On assure que le mécontentement est aussi à son comble à Berlin; il y prend un autre caractere, la disposition à la résistance. Tout cela prouve assez combien est faux l'état répandu des troupes Autrichiennes employées contre la France, que l'on voudrait faire croire être de 260,000 hommes effectifs.

Les cours de Berlin et de Vienne sentent quel poids mettrait dans la balance l'accession des cantons Helvétiques. Aussi l'Autriche fait-elle tous ses efforts pour les arracher à la neutralité. Les prieres, les menaces, tous les moyens usités en pareil cas ont été employés, et les personnes qui tiennent aux intérêts de la cour publient, même avec affectation, que les Suisses doivent se déclarer contre la nation Française avant l'ouverture de la campagne prochaine. Cette jactance ministérielle ne rencontre pas autant de croyans qu'on le voudrait : cependant elle sert à rassurer les bons bourgeois de Vienne. Quoi qu'il en soit, la maison d'Autriche vient de témoigner, par les éloges les plus astucieux, la satisfaction qu'elle a ressentie de la conduite que les Ligues Grises ont tenue pendant cette guerre. Mais personne n'a eu la honte de mériter ces complimens que quelques familles aristocrates, qui ont contribué à l'arrestation de Semonville, ou du moins ont averti à tems les piquets autrichiens postés en embuscade

Digitized by Google

pour le surprendre. Ainsi il ne faut pas beaucoup compter sur les Suisses, que leur intérêt attache à la France, et qui ont d'ailleurs avec elle des habitudes de plusieurs siecles, auxquelles ils tiennent sûrement trop pour les rompre facilement, puisque cette rupture entraînerait la perte de leur commerce, le seul moyen de se procurer de l'argent dont les bons Helvétiens, un peu dégénérés de la simplicité de leurs ancêtres ou perfectionnés par le goût des arts, ne peuvent plus se passer. Les Ligues Grises ont au contraire moins de rapports avec la France qu'avec le Milanais. — L'argenterie des habitans de ce dernier pays, convertie en espèces, est arrivée à Vienne dans plusieurs chariots escortés, et va, dit-on, passer tout de suite aux armées du Rhin et de Flandre, où l'on en a le plus grand besoin, les guinées de l'Angleterre n'arrivant pas encore, et pouvant se faire attendre long-tems; car charité bien ordonnée commence par soi-même, et la Grande-Bretagne, qui n'a pas assez d'hommes pour une guerre plus continentale que maritime, emploie son argent à acheter les sujets de plusieurs petits princes Allemands, dont elle fera des soldats tels quels, mais enfin des soldats.

Provinces-Unies et Belgique.

Une lettre de la Haye du 13 novembre, annonce que le baromètre politique est au beau pour les amis de la liberté : ce sont ses propres expressions. Les visages des courtisans, des esclaves sont alongés; la tristesse regne à la cour stadthoudérienne; tout le monde y paraît encore étourdi d'un coup violent; c'est le fruit de la grande nouvelle de la levée du siége de Landau, à la suite duquel les Prussiens se sont repliés, et qui forcera probablement les Autrichiens d'abandonner les lignes de Weissembourg et de Lauterbourg.

Autre sujet d'inquiétude et d'anxiété pour nos tyrans, dit encore la lettre; la misere et la désertion désolent l'armée stadthoudérienne; elle manque de tout, souvent les soldats et même les officiers n'ont que du pain sec et de l'eau pour toute nourriture. On a essayé d'ouvrir dans plusieurs de nos villes des souscriptions pour procurer des vivres et des rafraîchissemens à nos défenseurs; mais nos patriotes Bataves qui n'y voient pas leurs défenseurs font la sourde oreille. . . . . Le gouvernement ne pouvant compléter l'armée entierement délabrée et harcelée par les attaques continuelles des *enragés*, a pris le parti d'offrir au général Cobourg et au ministre impérial, Mercy d'Argenteau, un subside en argent à la place des troupes qu'il a fourni jusqu'ici. On a fait passer cette proposition à la cour de Vienne, et l'on attend la réponse que l'on devine d'avance : l'Autriche s'empressera d'accepter 15 millions de bons florins, et de dispenser le stadthouder et de lui donner quelques milliers de mauvais soldats; ou du moins rendus tels

Digitized by Google

par des officiers encore plus mauvais : elle n'hésitera pas un instant pour peu qu'elle consulte le général Beaulieu : cet officier a la plus pauvre idée des militaires formés par son altesse monseigneur le prince d'Orange : il a d'ailleurs personnellement à se plaindre de ces messieurs qui se font battre ou se laissent battre, et en rejettent ensuite la faute sur lui. . . . . L'ambassadeur Anglais, milord Auckland, dont les gazettiers avaient annoncé le départ, est toujours à cette cour. Les reines catholiques et dévotes ont un directeur qui leur fait faire ce qu'il veut : madame la princesse d'Orange a pour directeur politique cet ami de Pitt ; elle ne fait rien sans le consulter, et c'est de lui qu'elle tire les ordres d'Angleterre qu'elle transmet à son débonnaire époux qui les fait executer ponctuellement.

Une autre lettre de Rotterdam, à peu près de la même époque, cite la proclamation suivante déjà faite dans plusieurs autres villes :

« Bailli, bourguemestres et échevins de la ville de Rotterdam, notifions à tous les propriétaires, *teneurs d'effets français*, demeurant en cette ville et sa banlieue, ainsi qu'à tous ceux que cela peut intéresser, qu'à commencer mercredi 13 novembre prochain, on vaquera tous les jours, depuis midi jusqu'à deux heures, à la maison de ville pour, *l'enregistrement* et *estimation* de tous les *effets français* qui seront présentés à cet effet par, ou de la part des propriétaires, auxquels il sera délivré en outre, s'ils le desirent, un certificat authentique de cet enregistrement.

» Ainsi arrêté *in collegio* de messieurs les bailli, bourguemestres et échevins susdits ; ce jourd'hui 9 novembre 1793. »

Sans entreprendre d'en expliquer le véritable but, on lui suppose la double intention de favoriser l'emprunt des freres Capets, et d'imposer, de vexer même tous ceux qui ont des fonds en France.

Il y a eu des débats très-vifs dans l'assemblée des Etats de Brabant, principalement convoquée pour se procurer des fonds ; on ne sait point encore le résultat des délibérations de ce corps, tant de fois dupe de l'empereur, auquel il pourrait se rendre aujourd'hui redoutable ; comme en même-tems il deviendrait cher à son pays, s'il l'arrachait au joug du despotisme. Tout ce qui a transpiré, c'est que le petit-neveu de Joseph a confirmé la constitution Belgique dans tous ses points ; ce qui lui a valu de la part des Etats respectifs de ce pays une somme très-considérable qui est votée, enrégistrée ; et qu'il ne s'agit plus que de lever.

L'insurrection de Gand dont on avait conçu les plus vives inquiétudes est enfin appaisée ; mais il serait possible qu'elle ne tardât pas à recommencer : ce qui le fait croire, ce sont les précautions mêmes que prend le gouvernement pour l'empêcher, puisqu'elles sont excessives ; c'est aussi l'arrestation d'un grand nombre de personnes accusées de professer se-

Digitized by Google

crettement les principes de la révolution française ; c'est enfin l'arrivée prochaine des Français dans le cœur de la Belgique vers laquelle ils marchent en forces, et que l'on redoute beaucoup, témoins les aveux suivans échappés au courier de la Belgique, journal publié avec l'approbation du gouvernement de Bruxelles.

« Les Républicains Français, semblables à l'hydre, se multiplient et renaissent à mesure qu'on les bat. Dans vingt affaires, qui ont eu lieu depuis le 15 octobre, ils ont beaucoup souffert, et cependant ils font tous les jours des attaques très-meurtrieres du côté de la Flandre occidentale, de Tournay et de Maubeuge. L'armée du général Beaulieu s'est prodigieusement affaiblie dans ces affaires répétées : on assure que 10 mille hommes sont en marche pour la renforcer. Il est à remarquer que les Français, vainqueurs ou vaincus, sacrifient toujours quelques pieces de canon à l'avantage de prolonger leur feu plus que d'autres troupes ne le prolongeraient dans les mêmes occasions : c'est ce qui rend nos pertes plus graves, et ce qu'ils ne pourraient faire, si leur artillerie n'était pas aussi nombreuse que vivement servie. »

Ce qu'il y a de sûr c'est que les Français ont pénétré dans la principauté de Chimay et dans le Luxembourg, et qu'ils en ont ramené 2000 têtes de bétail. Ils font assez souvent de ces incursions qui leur réussissent au total. Ce qui serait imprudence dans d'autres n'en est plus une chez eux, grace à leur activité prodigieuse.

On conjecture qu'il ne se fera plus de siége cette campagne, parce qu'on vient de préparer à Malines l'emplacement destiné à remiser une partie de l'artillerie de siége, dont cette ville est le dépôt accoutumé.

ITALIE.

La petite plaie à la jambe dont le pape était attaqué se trouve être aujourd'hui un ulcere qui prend un caractere de malignité rébelle à tous les efforts de la médecine, dont les plus habiles professeurs ont été consultés. — On n'a pas manqué de faire fermer toutes les salles de spectacle et d'ouvrir toutes les églises où les vieilles princesses Françaises, les dames Romaines et la nombreuse prélature accourent en foule aux prieres publiques offertes au ciel pour les jours de Pie VI. Le peuple aigri par la faim et la misere est bien loin de partager ces sentimens ; il semble désirer un nouveau regne, et telle est la malveillance de ses dispositions qu'il se porta le 29 sur le passage des princesses au moment où elles allaient à la Basilique de Saint-Pierre et les accabla d'injures, leur reprochant que c'était à ses dépens qu'elles vivaient à Rome. Le cardinal de Bernis et l'abbé Maury eurent beaucoup de peine à calmer les mécontens auxquels ils distribuerent quelques

Digitized by Google

quelques pieces d'or après les avoir harangués. La frayeur des princesses, qui sentaient que cette affaire désagréable pouvait aller plus loin, a été telle, qu'elles s'évanouirent et furent ramenées dans cet état à leur palais dont la crainte leur a fait depuis une espece de prison. On présume aisément d'après cela quelle fermentation regne dans Rome et par quelle explosion elle pourrait finir.

La République de Gênes n'a point encore rompu la neutralité, malgré tous les efforts des Anglais pour l'entraîner dans la coalition ; elle craint avec raison qu'on ne se serve d'elle que comme d'un instrument que l'on brise après en avoir fait usage, et que la haine ouverte des coalisés ne lui soit moins dangereuse que leur amitié perfide.

Le gouvernement alarmé de la grande affluence d'étrangers qui étaient ici sans état, et des émigrés Français dont la misere n'a pas détruit l'insolence, s'occupait des mesures à prendre pour s'en débarrasser, mais une découverte importante le forcera à la sévérité. On a une connaissance assurée d'un complot tramé entre les coalisés et les émigrés de s'emparer des défenses de la ville. Aussi-tôt toute l'artillerie a été braquée, et défense à tout bâtiment de sortir du port, sous peine d'être coulé bas. Le peuple furieux d'une pareille trahison a fait justice de plusieurs conjurés. Il paraît certain que l'ambassadeur Sarde était à la tête du complot.

Le vaisseau de ligne le *Samnite* de 74 canons, est parti de Naples le 22 octobre avec un transport de 1560 hommes et d'armes pour Toulon, où l'on dit que le pape envoie aussi 2000 hommes.

On a reçu à Livourne des lettres de Madrid datées du 3^er^. novembre ; elles annoncent que le gouvernement vient de promettre par proclamation une récompense de dix pour cent à tous ceux qui dénonceraient des biens-meubles ou immeubles appartenans à des Français. On assure que les délations faites en vertu de cette proclamation produisent des sommes considérables dont la cour a très-grand besoin pour continuer la guerre, le projet d'augmenter les impôts ayant été rejetté au conseil, après qu'il a été instruit que les peuples ne verraient pas d'un œil indifférent cette augmentation.

On a appris depuis que la totalité des confiscations contenues dans une premiere liste, y compris les papiers, meubles, maisons, marchandises, effets de toute espece, et même les livres de raison, ainsi que les lettres de change et les cargaisons des isles, s'élevaient à près de 12,000,000 réaux de vellon, ce qui fait à-peu-près 3,000,000 liv. tournois.

On attend avec impatience l'arrivée de 80 millions de

Digitized by Google

piastres que les Mexicains et les Péruviens envoient, dit-on, à S. M. C. pour l'aider à combattre les Français ; une escadre espagnole de 15 vaisseaux de ligne et de 3 frégates croise dans ce moment à la hauteur des Açores, afin de protéger les vaisseaux chargés de transporter ce précieux trésor. — Les Espagnols sont entrés le 23 juillet au nombre de 13 mille hommes dans la partie française de Saint-Domingue, et s'en sont emparés.

ANGLETERRE. *De Londres, le 12 novembre.*

L'amiral Hood qui ne se croit pas trop en sûreté à Toulon fait tous les jours de nouvelles demandes de troupes ; on dit qu'on vient de lui envoyer sept régimens.

D'un autre côté, notre gouvernement médite quelque chose contre les isles françaises, c'est du moins ce qu'on imagine en voyant Bouillé avoir des conférences plus fréquentes que jamais avec les ministres. Les gens sensés voudraient que ceux qui sont à la tête des affaires renonçassent à cette manie aussi impolitique qu'injuste d'envahir plus qu'on ne peut garder ; ils préféreraient que nous fissions la paix avec les Français, et qu'on essayât de ranimer en eux le goût pour les objets de notre fabrique, dont ils consommaient à eux seuls près de trois cinquièmes ; ce qui alimentait nos manufactures, et faisait vivre un nombre prodigieux d'ouvriers aujourd'hui sans pain, à l'horrible misère desquels doivent s'attribuer presque toutes les sédition qui éclatent depuis quelque temps dans les principales villes des trois royaumes.

M. Pitt, dont l'embarras est extrême, n'osant mettre de nouvelles taxes sur un peuple déja surchargé, ou du moins craignant de l'aigrir et de le faire soulever par l'apparence de nouveaux impôts, mais n'en voulant pas moins arriver à son but qui est de satisfaire au besoin qu'il a d'argent, est résolu, dit-on, d'augmenter les taxes déja existantes d'une certaine somme pour cent. On croit qu'il finira néanmoins, si cela ne lui suffit pas, par assujettir les cheminées et les chiens à un nouvel impôt.

A Coventry, les manufactures en soie ont renvoyé depuis trois mois un très-grand nombre de leurs ouvriers, vu que depuis la guerre l'exportation du produit de leurs fabriques se trouve considérablement diminuée.

L'amiral Macbride est parti de cette capitale pour aller reprendre le commandement de l'escadre devant Niewport.

Les mouvemens les plus effrayans continuent à Liverpool ; le peuple est indigné de l'excessive sévérité avec laquelle se fait la presse pour le service de la marine, et les magistrats qui ne peuvent se refuser à la justice de ses réclamations, et

Digitized by Google

qui craignent d'ailleurs en le poussant à bout de lui faire déployer toute son énergie, mettent la plus grande modération dans les moyens qu'ils emploient pour calmer ces mouvemens populaires..... Nous apprenons dans ce moment que les séditions de cette ville sont terminées, mais cinq ou six maisons ont été démolies. Le bruit se répandit ici le 3 de ce mois qu'une armée de 100,000 hommes était assemblée à Cherbourg, pour exécuter le projet d'une invasion en Angleterre; on croit que c'est sur les côtes de Dorsetshire que la descente aura lieu; il faudra, disent nos papiers, qu'elle soit très-prompte, sans cela nos escadres pourront la rendre fatale à l'ennemi. Les milices de Rutland et de Radnor, qui avaient quitté Douvres, ont eu ordre de rentrer dans les cantonnemens qu'on leur avait assignés aux environs de cette place, ce qui annonce que l'on craint en effet une descente.

Ce serait une chose terrible dans les circonstances actuelles, puisqu'hier 7 il y a eu à Spitalfield une emeute qui a obligé les magistrats de cette ville d'appeller les troupes de ligne à leur secours.

La flotte du lord Howe a été forcée par le dernier coup de vent de sud-ouest de rentrer pour la quatrieme fois à Torbay. L'*Alfred*, de 74 canons, y a perdu sa vergue de misaine, et l'*Hébé*, de 38, son grand mât de hune. Beaucoup d'autres vaisseaux ont été endommagés dans leur mâture.

Quarante Français ont fait une petite expédition dans l'isle d'Alderney, où ils ont pris 14 hommes et quelques têtes de bétail.

L'abbé de Calonne, frère du ci-devant contrôleur ou plutôt dissipateur des finances de France, a eu un long entretien secret avec M. Pitt, où il lui a probablement rendu compte de la tournée d'espionnage de son frere dans les différentes cours de l'Europe, pour susciter des ennemis à la République Française.

Une particularité que nous savons, et que l'on ignore peut-être en France, c'est que Félix Wimpfen, connu d'abord par la belle défense de Thionville et ensuite pour s'être mis à la tête de l'armée du Calvados, s'est embarqué au Havre pour passer dans l'Amérique septentrionale.

On mande de ce pays que Genest, l'ex-ambassadeur, n'est pas encore embarqué pour revenir en France, et qu'il n'y reviendra peut-être pas, parce qu'il craint le juste châtiment de ses crimes politiques. Il avait trouvé mauvais que les fonds remontassent en raison de la neutralité proclamée. Dans ces

Digitized by Google

intentions perfides, il avait donné des lettres de marque pour faire prendre des vaisseaux anglais, les faire vendre ensuite dans les ports de l'Amérique, et déterminer ainsi la guerre. Mais heureusement personne n'a donné dans le piége, et tout le monde se félicite du rappel de ce mauvais citoyen.

De New-Yorck, le 19 septembre.

On est ici fort alarmé d'une maladie épidémique qui regne depuis trois semaines à Philadelphie, et qui a été apportée des colonies. Cette maladie s'appelle *la fievre jaune*. Ses premiers symptômes sont des sueurs froides et des douleurs violentes dans le dos et dans la tête : la jaunisse paraît, le malade tombe dans le délire, et meurt en trois jours. Les progrès de cette maladie sont effrayans, plusieurs sont morts dans les rues. Des lettres particulieres nous apprennent que le samedi il en mourut 90, le dimanche 150., et le lundi 200. Il faut remarquer que pour l'ordinaire il n'y meurt qu'une personne par jour. Plus de 5000 habitans des plus riches ont abandonné la ville ; les boutiques sont fermées et toutes affaires suspendues.

On a pris toutes les précautions nécessaires pour empêcher l'entrée de cette ville ; les quais et les avenues sont gardés.

P. S. Une lettre de la même ville, du 26 septembre, apprend que ce fléau continue ses ravages. Deux vaisseaux français de 74 canons et quatre frégates sont partis de New Yorck au commencement d'octobre ; on présume qu'ils ont le projet d'attaquer Halifax, dont le gouverneur a demandé du secours, ou de troubler la pêche de Terre Neuve. On a distribué des vêtemens chauds, ce qui prouve que l'expédition doit avoir lieu dans les parages du Nord.

On a la consolation d'apprendre que cette maladie terrible, que l'on pouvait regarder comme une espece de peste, commence à cesser ses ravages, et l'on espere en être bientôt délivré.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE LA LOI.

Fin du Rapport fait à la Convention nationale, au nom du comité de salut public, par le citoyen Robespierre, membre de ce comité, sur la situation politique de la République Française, le 27 brumaire, l'an deux de la République.

Si un pays qui semble être le domaine de l'intrigue et de la corruption, peut produire quelques philosophes politiques capables de connaître et de défendre les véritables intérêts; s'il est vrai que les adversaires d'un ministre corrompu sont autre chose que des intrigans, qui disputent avec lui d'habileté à tromper le peuple, il faut convenir que les ministres anglais ne sauraient reculer trop loin le terme de ce parlement dont le fantôme semble troubler leur sommeil.

Ainsi la politique des gouvernemens doit redouter la chûte de la République française; que sera-ce donc de la philosophie et de l'humanité? Que la liberté périsse en France; la nature entiere se couvre d'un voile sombre, et la raison humaine recule jusqu'aux abîmes de l'ignorance et de la barbarie. L'Europe entiere serait la proie de deux ou trois brigands, qui ne vengeraient l'humanité qu'en se faisant la guerre; et dont le plus féroce écrasant ses rivaux, nous ramenerait au regne des Huns et des Tartares. Après un si grand exemple, et tant de prodiges inutiles, qui osera jamais déclarer la guerre au crime sur le trône. Le despotisme, comme une mer sans rivages, se déborderait sur la surface du globe, il engloutirait les montagnes lumineuses où est déposée l'arche qui renferme les chartes de l'humanité; le monde ne serait plus que le patrimoine du crime; et le blasphême reproché au second des Catons (ô Vertu, tu n'es donc qu'un vain nom!) trop justifié par l'impuissance de nos généreux efforts, serait le cri de toutes les ames magnanimes! Que les vérités que nous venons de publier, au lieu de se perdre dans cette étroite enceinte, retentissent au même instant dans toute l'Europe!

Oh! qui de nous ne sent pas s'agrandir toutes ses facultés, qui de nous ne croit pas s'élever au-dessus de l'humanité même, en songeant que ce n'est pas pour un peuple que nous combattons, mais pour l'univers; pour les hommes qui vivent aujourd'hui, mais pour tous ceux qui existeront. Ah! plût au ciel que nous pussions en ce moment faire entendre notre

Digitized by Google

voix de tous les peuples; au même instant les flambeaux de la guerre seraient étouffés, les prestiges de l'imposture disparaîtraient, les chaînes de l'univers seraient brisées, les sources des calamités publiques seraient taries, tous les peuples ne seraient plus qu'un peuple de freres, et vous auriez autant d'amis qu'il existe d'hommes sur la terre. Si vous ne pouvez faire entendre ces vérités à l'univers entier, votre devoir est du moins de les publier et de les répandre autant qu'il est en votre pouvoir. Ce manifeste de la raison, cette proclamation solennelle de vos principes, sera plus puissante que les lâches intrigues des cours, et vous vaudra peut-être plus d'une armée.

Au reste, dût l'Europe entiere se déclarer contre vous, vous êtes plus forts que l'Europe. La République Française est invincible comme la raison; elle est immortelle comme la vérité. Quand la liberté a fait une conquête telle que la France, nulle puissance humaine ne peut l'en chasser. Tyrans, prodiguez vos trésors, rassemblez vos satellites, et vous hâterez la ruine de votre coupable puissance. J'en atteste vos revers; j'en atteste sur tout vos succès. Un port et deux ou trois forteresses acheté par votre or ! quelle digne prix des efforts de tant de rois, guidés pendant près de cinq années par les chefs de nos armées et par notre gouvernement même ! Apprenez qu'un peuple que vous n'avez pu vaincre avec de tels moyens, est un peuple invincible.

Monarques généreux, sensibles despotes, vous ne prodiguez, dites-vous, tant d'hommes et de trésors que pour rendre à la France le bonheur et la paix ! Vous avez si bien réussi à faire le bonheur de vos sujets, que vos ames royales n'ont plus maintenant à s'occuper que du nôtre ! Prenez garde, les rois ont assez long-tems châtié les peuples; les peuples, à leur tour, pourraient bien aussi châtier les rois.

Pour mieux assurer notre bonheur, vous voulez, dit-on, nous affamer, et vous avez entrepris le blocus de la France avec une centaine de vaisseaux ! prenez garde, la nature est moins cruelle pour nous, que les tyrans qui l'outragent. Le blocus de la France pourrait bien n'être pas plus heureux que celui de Maubeuge et de Dunkerque. Au reste, un grand peuple, quand on ose le menacer de la famine, est un ennemi terrible; quand il lui reste du fer, il ne reçoit point de ses oppresseurs du pain et des alimens; il leur donne la mort. Pour vous, représentans du peuple Français, qui au milieu de toutes les agitations de l'Europe, êtes appelés à fonder la République, elle doit être sauvée avant six mois, où elle sera plus en danger que jamais. Vos ennemis savent bien que s'ils pouvaient désormais vous perdre, ce ne serait que par vous-même; faites en tout le contraire de ce qu'ils veulent que vous fassiez : suivez toujours un plan invariable de gouvernement fondé sur les principes d'une sage et vigoureuse poli-

Digitized by Google

tique. Le plus beau de tous les titres est celui de représentant du peuple; nous serons tous assez grands, assez glorieux quand tous ensemble nous aurons sauvé la patrie.

Vos ennemis cherchent à couvrir la cause sainte que vous défendez, d'un air de légereté et de folie; défendez-la avec la dignité de la raison: on veut vous diviser, restez toujours amis: on veut réveiller au milieu de vous l'orgueil, la jalousie, la défiance, et toutes les petites passions: on veut annuller et avilir le gouvernement républicain dans sa naissance, donnez-lui l'activité, le ressort et la considération dont il a besoin: ils veulent que le vaisseau de la République flotte au gré des tempêtes, sans pilote et sans but, saisissez le gouvernail d'une main ferme, et conduisez-le, à travers les écueils, au port de la paix et du bonheur.

La force peut renverser un trône, la sagesse seule peut affermir la République; démêlez les pieges des moyens perfides de nos ennemis; soyez révolutionnaires et politiques; soyez terribles aux méchans et secourables aux malheureux; fuyez à la fois le cruel modéralisme et l'exagération systématique de vos ennemis; soyez dignes du peuple que vous représentez; le peuple hait tous les excès, il ne veut être ni trompé, ni protégé; il veut qu'on le défende en l'honorant; ne soyez point effrayés de la hauteur où vous êtes placés. Représentans du peuple Français, sentez votre force et votre dignité; vous pouvez concevoir un orgueil légitime; vous avez aboli la royauté et puni les rois; vous avez brisé toutes les idoles coupables devant qui vous avez trouvé le monde prosterné; vous avez donné un grand exemple, en promenant le glaive des lois sur les têtes coupables qui s'élevaient au milieu de vous.

Portez la lumiere dans l'antre de ces modernes Cacus, où l'on partage les dépouilles du peuple en conspirant contre sa liberté! étouffez-les dans leurs repaires, et punissez enfin le plus odieux de tous les forfaits, celui de revêtir la contre-révolution des emblêmes sacrés du patriotisme, et d'assassiner la liberté avec ses propres armes.

La période où vous êtes sera celle qui est destinée à éprouver le plus fortement la vertu républicaine. A la fin de cette campagne, l'infâme ministre de Londres a vu au dehors la ligue presque minée par ses criminels efforts; les armes anglaises déshonorées; sa fortune ébranlée, et la liberté assurée par le caractere de vigueur que vous avez pris: au-dedans, il entend les cris des Anglais même, prêts à lui demander compte de ses crimes. Dans sa frayeur, il a reculé jusqu'au mois de janvier la tenue de ce parlement, dont l'approche l'épouvante. Il va employer ce tems à commettre parmi vous les derniers attentats qu'il médite, pour suppléer à l'impuissance de vous vaincre. Tous les indices, toutes les nouvelles, toutes les pieces saisies depuis quelque tems se rapportent à ce projet. Corrompre les représentans du peuple, susceptibles de l'être;

Digitized by Google

calomnier ou égorger ceux qu'ils n'ont pu perdre : enfin, arriver à la dissolution de la représentation nationale ; voilà le but auquel tendent toutes les manœuvres dont nous sommes les témoins, tous les moyens patriotiquement contre-révolutionnaires, que la perfidie prodigue pour exciter une émeute dans Paris et bouleverser la République entiere, avilir et dissoudre la Convention, voilà le but auquel ils marchent avec rapidité. Ils ont tendu autour de nous les filets de la volupté et de l'avarice ; mais vous ne perdrez pas l'honneur d'avoir jusqu'ici écrasé toutes les factions sous le poids du niveau national. Ce que l'histoire n'a jamais raconté ; ce que la fable n'a osé imaginer, vous l'avez fait ; vous avez entassé des siecles dans les bornes d'une seule année.

Quel que soit le sort personnel qui vous attend, votre triomphe est certain. La mo[illegible] même des fondateurs de la liberté est un triomphe. Tout meurt, et les héros de l'humanité et les tyrans qui l'oppriment, mais à des conditions différentes.

Jusques sous le regne des lâches empereurs de Rome, on adorait les images sacrées des héros qui étaient morts en combattant contre eux. On les appellait les derniers des Romains. L'opinion publique disait chaque jour au tyran : nous ne sommes plus des hommes, nous avons perdu ce titre en tombant dans tes fers ; il n'est dû qu'à ceux qui ont eu le courage de délivrer la terre.

Pleins de ces idées, pénétrés de ces principes, nous seconderons votre énergie de tout notre pouvoir ; en butte aux attaques de toutes les passions, obligés de lutter à-la-fois contre les puissances ennemies de la République et contre les hommes corrompus qui déchirent son sein ; placés entre la lâcheté hypocrite et la fougue imprudente du zele, comment aurions-nous osé nous charger d'un tel fardeau sans les ordres sacrés de la patrie ? Qui pourrait le porter si nous n'avions été élevés au-dessus de notre faiblesse par[illegible] grandeur même de notre mission, si nous ne nous étions reposés avec confiance, et sur votre propre vertu et sur le caractere sublime du peuple que nous avons la gloire de représenter.

L'un de nos devoirs les plus sacrés était de vous faire respecter au-dedans et au-dehors. Nous avons voulu aujourd'hui vous présenter un tableau fidele de votre situation politique, et donner à l'Europe une haute idée de vos principes. Cette discussion a aussi un objet particulier, de déjouer les intrigues de vos ennemis pour armer contre vous les cantons Suisses. Nous vous proposons à cet égard le décret suivant :

La Convention nationale voulant attester à tous les peuples les principes qui la dirigent et qui doivent présider aux relations de toutes les sociétés politiques ; voulant en même-tems déconcerter les manœuvres perfides employées par ses

Digitized by Google

ennemis, pour alarmer sur ses intentions les deux fideles alliés de la nation Française, les cantons Suisses et les Etats-Unis d'Amérique.

La Convention nationale déclare, au nom du peuple Français, que la résolution constante de la République Française est de se montrer terrible envers ses ennemis, généreuse envers ses alliés, juste envers tous les peuples. — Les traités qui lient le peuple Français aux Etats-Unis d'Amérique et aux cantons Suisses, seront loyalement exécutés. — Quant aux modifications qui auraient pu être nécessitées par la révolution qui a changé le gouvernement de la nation Française, ou les mesures générales et extraordinaires qu'elle a été obligée de prendre momentanément pour la défense de son indépendance et de sa liberté, la Convention nationale se repose sur la loyauté respective et sur l'intérêt réciproque de la France et de ses alliés. — La Convention nationale enjoint aux citoyens, et à tous les officiers civils et militaires de la République, de respecter et faire respecter le territoire de toutes les nations, neutres ou alliées. — Elle leur défend particuliérement de violer le territoire des cantons Suisses, ou des pays qui leur sont unis par des traités d'alliance ou de combourgeoisie.

Le comité de salut public est chargé de rechercher les moyens de resserrer les liens de l'union et de l'amitié entre la République et ses alliés, et de faire jouir les puissances neutres de tous les avantages de la neutralité. — Dans toutes les discussions sur les objets particuliers de réclamations respectives, il manifestera aux cantons et aux Etats-Unis d'Amérique, par tous les moyens compatibles avec les circonstances impérieuses où se trouve la République, les sentimens d'équité, de bienveillance et d'estime dont la nation française est animée envers les deux nations. — Le présent décret et le rapport du comité de salut public seront imprimés et traduits dans toutes les langues, et répandus dans toute la République et dans les pays étrangers, pour attester à toutes les nations les principes de la République Française, et les attentats de ses ennemis contre la sûreté générale des peuples.

Séance du nonodi, 29 *Brumaire*.

Plusieurs députations de commune sont venues déposer sur l'autel de la patrie les dépouilles de leurs églises. Elles étaient accompagnées de leurs curés, qui ont renoncé à leurs fonctions ecclésiastiques.

Le comité des décrets a lu plusieurs pieces envoyées par l'administration du district de Tarascon, qui paraissent accuser Bernard, député suppléant, d'avoir donné son adhésion aux arrêtés contre-révolutionnaires du département des Bouches-du-Rhône. Ces arrêtés sont revêtus de la signature de Bernard. Celui-ci, présent à la séance, a nié les faits; il a offert de prouver qu'il n'était point à Tarascon lorsque la

Digitized by Google

délibération fut prise de ne plus reconnaître les décrets de la Convention. Pour rendre la justification de ce député plus éclatante, la Convention a décrété que Bernard et ses dénonciateurs seront mis en état d'arrestation, et que les pieces originales seront envoyées au comité de sûreté générale, chargé de vérifier la signature et de faire incessamment un rapport.

Sur la proposition de Montant, la Convention a décrété que les biens des criminels de lèse-nation, mis en état d'accusation, ou hors la loi, et qui préviendraient leurs jugemens en se donnant la mort, seront confisqués au profit de la République. Le comité de législation est chargé de présenter la rédaction de ce décret.

Après un court rapport du même comité le décret suivant a été rendu. « Les ministres du culte catholique qui se sont mariés, ou qui, antérieurement au présent décret, auront réglé les conditions de leur mariage, par un acte authentique, et seront en état de justifier la publication de leurs bans, ne seront point sujets à la déportation, quand même ils n'auraient pas prêté les sermens exigés par la loi des 14 juillet et 14 novembre 1791. Ils sont assimilés aux autres citoyens. Néanmoins, en cas d'incivisme, ils peuvent être dénoncés, poursuivis, et déportés : la dénonciation devra être signée de trois citoyens reconnus patriotes par la société populaire, s'il y en a une, et par les autorités constituées. »

La Convention a prolongé jusqu'au 1^er. nivos, le terme où les déclarations relatives à l'emprunt forcé, devront être faites.

Une lettre de Lecarpentier à la Convention nationale lui donne des détails sur le siége de Grandville par les rébelles et sur leur déroute. (Voyez le dernier n°.) La Convention déclare que la garnison et les habitans de Grandville ont bien mérité de la patrie.

Séance du décadi, 30 Brumaire.

Une députation du département du Cantal a été introduite à la barre. « Les habitans du Cantal, a dit l'orateur, nous envoient pour renouveller, au sein de la Convention, le serment de maintenir la République dans son unité, dans son indépendance, ou de nous ensévelir sous ses ruines. Législateurs, vous connaissez les habitans du Cantal; leur instinct pour la liberté les a préservés des insinuations perfides qui ont égaré tant d'autres départemens. Au cri de la liberté en danger, ils ont marché en masse contre les aristocrates, les fanatiques et les contre-révolutionnaires qui infestaient les départemens voisins de la Lozere et de l'Aveyron. Un comité central de surveillance, une armée révolutionnaire ont été établis dans notre département. Les aristocrates, les gens suspects, douteux, les modérés, les égoïstes, tous les *mes-*

Digitized by Google

sieurs, sans distinction de ceux qui n'ont rien fait pour la révolution d'avec ceux qui ont agi contr'elle, attendent, dans les lieux de réclusion, les mesures ultérieures que nécessitera l'intérêt de la République : j'ai dit sans distinction des insoucians d'avec les suspects ; car nous tenons à ces paroles de Solon ; *Qui n'est pas pour nous, est nécessairement contre nous.* Une grande révolution vient encore de s'opérer dans notre département ; mais cette révolution, ouvrage de la raison et de la philosophie, n'a excité chez nous aucun mouvement, le peuple a renoncé à ses prêtres, aux erreurs de la superstition, et l'éternel n'aura plus d'autres temples que nos cœurs, seuls sanctuaires qui soient dignes de lui. »

Ce discours, souvent applaudi, a été suivi de la déclaration du citoyen Vanel, curé d'Aurillac, qui abdique ses fonctions de prêtre.

Un très-grand nombre de communes, et plusieurs sections de Paris, sont venues rendre également hommage à la vérité, abjurer une religion qui tant de fois a fait verser le sang des Français, et offrir à la patrie les dépouilles de la superstition. Tous leurs discours, inspirés par l'amour de la liberté et de l'humanité, seront insérés au bulletin.

Séance du primidi, 1^er^. *Frimaire.*

La séance s'est ouverte par la lecture de deux lettres de Sarbruck qui annoncent plusieurs avantages remportés par les troupes de la République sur les Prussiens.

Dubouchet, de retour de sa mission dans le département de Seine et Marne, a lu une lettre qu'il adressait à la Convention nationale pendant le cours de ses opérations, et sur laquelle on avait gardé le silence : « Les mesures révolutionnaires, écrivait il, se continuent avec célérité et avec énergie. Les arrestations se multiplient. J'ai fait saisir à Fontainebleau soixante-six réfugiés, nobles, membres du parlement de Paris et autres. Des contributions ont été exigées de la part des riches. Les visites domiciliaires ont produit beaucoup d'argenterie armoiriée. Toutes les craintes, toutes les alarmes sur les subsistances doivent se dissiper. Les récoltes ont été abondantes dans ce département. S'il n'y a point de dilapidations, le calme doit renaître avec les approvisionnemens... L'argenterie des églises et les cloches sont à la disposition de la nation. *Vive la République ;* tel est le cri unanime de tous les citoyens du département de Seine et Marne. » Après cet exposé, Dubouchet s'est plaint des calomnies répandues contre lui par un commissaire du conseil exécutif. La Convention a renvoyé le compte des opérations de ce représentant au comité de salut public.

Cambon a fait, au nom du Comité des finances, un rapport relatif aux domaines engagés. « Je viens, a-t-il dit, donner un

Digitized by Google

nouveau gage de 15,00 millions aux assignats, non pas qu'ils en aient besoin; car je dois vous dire, et à la France entiere, que l'assignat est au pair avec le numéraire; je dois vous annoncer qu'on se battait aujourd'hui à la porte de la trésorerie pour se faire inscrire sur le grand livre, et pour présenter ses fonds tant à l'emprunt forcé qu'à l'emprunt volontaire; les égoïstes qui, il y a quelque tems, avaient peine à payer, même en assignats, les domaines nationaux qu'ils avaient acquis de la République, nous apportent aujourd'hui leur or; graces en soient rendues à la mesure que vous avez prise de confisquer les dépôts cachés. Les égoïstes, qui voient que les comités révolutionnaires sont à la recherche de leurs trésors, se trouvent trop heureux qu'on veuille bien recevoir leur argent en paiement de ce qu'ils doivent à la République.... Déjà les sommes qui proviennent de l'emprunt volontaire s'élevent à 38 ou 40 millions, seulement à Paris, et un grand nombre d'individus l'ont souscrit en espèces. La crainte des comités révolutionnaires a agi avec un tel succès, que des receveurs généraux des finances, qui avaient enfoui leur or, sont venus offrir en paiement à la nation des lingots d'or et d'argent. Ils ont été refusés, l'Assemblée ayant décrété la confiscation de ces objets. — Ainsi la France présente, quand on la croyait épuisée, un gage intarissable pour les assignats qu'elle a émis, et des monceaux d'or et d'argent que l'égoïsme laisse enfin circuler, et que chacun s'empresse de faire refluer dans le trésor national. Que nos ennemis tremblent! si la guerre qu'ils nous font est au dernier écu, ils seront épuisés avant même que nous ayons entamé les trésors que la superstition mourante remet entre nos mains! que l'Europe soit à vendre, et nous sommes prêts à l'acheter! Attendent-ils leurs succès de la force des armes, du nombre d'hommes qu'ils ont à nous opposer? La nation Française est prête à les combattre toute entiere; une seule levée a produit plus de huit cent mille hommes. Nous avons des manufactures d'armes qui produisent, à Paris seulement, mille fusils par jour; d'immenses fonderies de canons et des fabriques qui produisent du salpêtre au-delà de nos besoins,

« C'est en frappant les égoïstes et en prenant des mesures révolutionnaires que vous avez assis le crédit des assignats et assuré la liberté de la France. Occupons-nous maintenant de faire rentrer dans les mains de la nation les biens que la flatterie des courtisans avait extorqués aux tyrans. Notre système est fort simple, le voici. Nous annullons les dons faits par la faveur au détriment du Peuple; nous remboursons ce qui est légitimement dû, et nous rentrons dans les propriétés de la nation, qui dès lors seront régies comme les autres biens nationaux. Voilà tout le système du comité; il est simple, et je ne pense pas qu'il puisse être contesté avec succes. Mais parmi ces droits aliénés, il y avait des droits

Digitized by Google

de péage, des droits de minage, des droits que l'on nommait seigneuriaux. Nous avons pensé que nous pouvions laisser à ces Messieurs les honneurs du banc à l'église, l'encens et autres ridicules. Nous leur avons dit : vous aimez les bancs, nous les avons brûlés, mais les honneurs vous en restent ; vous aimez l'encens, nous le détestons, gardez-le : mais vous aimez les propriétés qui ont été escroquées par vos ayeux à la faiblesse des Monarques : elles appartenaient dans l'origine au Peuple, nous les lui rendons, si vous voulez bien le permettre ".

Cambon a terminé ce rapport en présentant à la discussion son projet de décret sur la révocation des aliénations des domaines. Ce projet, qui comprend cinquante-trois articles, a été adopté, et sera imprimé en entier dans le bulletin.

Séance du soir, 1er. *Frimaire.*

Julien de Toulouse, l'un des quatre députés décrétés d'arrestation, était à cette époque chargé d'une commission. A l'aide de son passe-port, il a su se soustraire à la poursuite des gendarmes chargés de l'arrêter. La Convention a annullé ce passeport et ordonné à toutes les autorités constituées, à tous les citoyens de la République de saisir Julien de Toulouse, et de le conduire au comité de sûreté générale.

L'Assemblée a procédé au renouvellement du bureau. Romme est élu président,

Séance du duodi, 2 *Frimaire.*

PRÉSIDENCE DE ROMME.

On a lu, à l'ouverture de la séance, une lettre de Collot d'Herbois et Fouché de Nantes, datée de Commune-Affranchie le 26 Brumaire. La voici :

" Nous poursuivons notre mission avec l'énergie de républicains qui ont le sentiment profond de leur caractere ; nous ne le déposerons point, nous ne descendrons point de la hauteur où le peuple nous a placés, pour nous occuper des misérables intérêts de quelques hommes plus ou moins coupables envers la patrie. Nous avons éloigné de nous tous les individus, parce que nous n'avons point de tems à perdre, point de faveurs à accorder ; nous ne devons voir et nous ne voyons que la République, que vos décrets qui nous commandent de donner un grand exemple, une leçon éclatante ; nous n'écoutons que le cri du peuple qui veut que tout le sang des patriotes soit vengé d'une maniere prompte et terrible, pour que l'humanité n'ait plus à pleurer de le voir couler de nouveau.

" Convaincus qu'il n'y a d'innocent dans cette infâme

Digitized by Google

été que celui qui fut opprimé ou chargé de fers par les assassins du peuple, nous sommes en défiance contre les larmes du repentir; rien ne peut désarmer notre sévérité. Ils l'ont bien senti ceux qui cherchent à vous surprendre, ceux qui viennent de vous arracher un décret de sursis en faveur d'un détenu : nous sommes sur les lieux, vous nous avez investis de votre confiance, et nous n'avons pas été consultés.

» Nous devons vous le dire, citoyens collègues, l'indulgence est une faiblesse dangereuse, propre à rallumer les espérances criminelles au moment où il faut les détruire : on l'a provoquée envers un individu, on l'a provoquée envers tous ceux de son espece, afin de rendre illusoire l'effet de votre justice; on n'ose pas encore vous demander le rapport de votre premier décret sur l'anéantissement de la ville de Lyon; mais on n'a presque rien fait jusqu'ici pour l'exécuter. Les démolitions sont trop lentes, il faut des moyens plus rapides à l'impatience républicaine. L'explosion de la mine et l'activité dévorante de la flamme peuvent seules exprimer la toute-puissance du peuple; sa volonté ne peut être arrêtée comme celle des tyrans, elle doit avoir les effets du tonnerre. »

Au nom des comités de finances et de législation, un membre a présenté à la discussion le projet d'un décret relatif au traitement des prêtres qui abdiquent leurs fonctions. Après quelques débats, il a été adopté ainsi qu'il suit :

Art. 1er. Les évêques, curés et vicaires, qui ont abdiqué ou qui abdiqueront leur état et fonctions de prêtrise, recevront de la République par forme de secours annuels, savoir, ceux qui sont actuellement d'un âge au-dessous de 50 ans, la somme de 800 liv.; ceux de 50 ans accomplis jusqu'à 70 accomplis, celle de 1000 liv., et ceux au-dessus de ce dernier âge, la somme de 1200 liv.

II. Les secours divers mentionnés en l'article ci-dessus ne seront pas susceptibles d'accroissement en passant d'un des trois âges déterminés à l'autre; ils seront payables à l'échéance de chaque semestre par le receveur du district du domicile de chaque individu, qui sera tenu de justifier de ses certificats de résidence, de non-émigration, de paiement de contributions, et de civisme.

III. Le quartier commencé le 1er. octobre, et qui finira au 1er. janvier prochain, sera payé sur le pied actuel.

Barrere, au nom du comité de salut public, a donné des nouvelles de l'armée de la Moselle, de Toulon et de la nouvelle Vendée. Il en résulte que les divisions de l'armée de la Moselle ont attaqué et chassé, de hauteur en hauteur et de tous les postes, les ennemis : Bitche est libre et nos troupes occupent la position d'Horubach. Quant à Toulon, l'armée de la République se fortifie chaque jour en munitions, en artillerie. Bientôt la rade, les forts, la ville seront attaqués à la fois.

Digitized by Google

Les armées qui doivent achever la destruction des brigands de la Vendée, ont opéré leur jonction. Le coup décisif va être frappé.

Nota. Dans le cours de cette séance, il a été fait un rapport sur les moyens d'incorporer dans les anciens cadres de l'armée, les nouveaux bataillons formés par les jeunes gens de la premiere requisition. L'important décret qui en a été la suite, a été adopté. L'Assemblée a en même-tems déclaré que les citoyens compris dans la premiere requisition qui se seraient tachés pour s'y soustraire, seront réputés émigrés s'ils ne se présentent pas dans la décade qui suivra la publication du présent decret.

Séance de tridi, 3 Frimaire.

Les représentans du peuple dans les départemens de l'Yonne, de la Somme, et de Maine et Loire, instuisent la Convention des fêtes célébrées en l'honneur de la raison, dans les diverses contrées qu'ils parcourent. Par-tout le fanatisme expire, les prêtres abjurent leurs erreurs, les communes s'empressent d'offrir à la patrie, les richesses de leurs églises. L'évêque d'Angers a donné la démission de ses fonctions ecclésiastiques.

Plusieurs députations de communes sont admises à la barre. Elles déposent sur l'autel de la patrie les ornemens de leurs églises. — La plupart sont accompagnées de leurs ci-devant curés, qui prononcent leur renonciation aux fonctions ecclésiastiques.

Delcombe, représentant du peuple écrit de Strasbourg en date du 29 brumaire: hier nous avons attaqué l'ennemi sur tous les points à la fois. Notre armée s'est emparée de la redoute et du moulin d'Arantznau. Je présume que demain nous serons à Wissembourg. L'ennemi est tenu de près; il ne lui reste que le Rhin à boire ou à sauter.

Ruhl a fait une motion d'ordre. On ne parle point, a-t-il dit, des représentans du peuple qui gémissent dans les prisons autrichiennes par l'effet de la trahison de Dumourier, ou de la violation du droit des gens. Je demande qu'ils soient échangés contre les ôtages qui sont à Paris. Cette motion a été appuyée par Merlin de Thionville, qui a proposé de les échanger contre les trois princes de Linange, prisonniers de guerre. Levasseur s'est opposé à cette négociation; il n'a pas pensé que des princes pussent être mis en balance avec des représentans du peuple pris par la plus infâme trahison: tous les rois de l'Europe, coalisés contre la France, s'est-il écrié, ne valent pas un de ses représentans. Après de légers débats, toutes les propositions ont été renvoyées au comité de salut public.

Billaud-Varennes a présenté à la discussion le projet du

Digitized by Google

comité de salut public sur un mode de gouvernement provisoire et révolutionnaire. Le premier titre est relatif à la publication des lois, que le comité propose de faire par la voie d'un bulletin des lois qui serait imprimé à Paris, et envoyé directement à toutes les administrations de district.

Au milieu de la discussion, Danton a émis une opinion dont voici l'analyse : « Le but du comité a été de donner de la force au gouvernement, de rallier à l'autorité centrale le faisceau départementaire, de donner au comité de salut public une action immediate sur les administrations ; mais je ne vois pas que par ce projet de décret aucun nouveau moyen de force soit proposé. Il correspondra, il est vrai, avec les procureurs-généraux-syndics ; mais ces hommes, élus sur les lieux, soumis à toutes les influences locales, présentent-ils toute la confiance nécessaire ? Le comité, dit-on, les surveillera, car déjà il a droit de nommer directement des agens. Eh bien ! au lieu d'agens éphémeret, ambulans, je vous propose un établissement stable. Je demande que chaque département ait un procureur national ; que pour détruire l'influence de la parenté, de la fortune et de la richesse, ce soit le comité de salut public qui nomme ces surveillans, ces agens du peuple entier, qui ne seront plus, comme ils le sont en ce moment, les hommes des localités, mais ceux de la République. »

Thuriot a demandé la suppression des procureurs-généraux des départemens, des procureurs-syndics de districts et des procureurs de commune, ainsi que de leurs substituts, comme inutiles à l'administration, quand ils n'y sont pas dangereux.

Billaud a combattu la proposition de Danton, comme subversive du gouvernement électif. Il a combattu aussi la suppression proposée par Thuriot, pensant toutefois que la prudence serait peut-être de diminuer le nombre des administrateurs.

Après quelques débats intéressans sur ces deux motions, l'Assemblée a renvoyé l'examen du tout au comité de salut public.

Séance du quartidi, 4 Frimaire.

La section des Tuileries s'est présentée toute entiere à la Convention. Une douleur profonde était peinte sur le visage des peres et des mères qui défilaient dans le sanctuaire des lois. L'orateur a pris la parole : « Représentans du peuple, a-t-il dit, nous sommes trahis.... Une partie de cette nombreuse jeunesse qui fait l'espoir de la patrie, a meconu sa voix..... La section des Tuileries a la douleur de compter parmi ses enfans, s'il faut encore leur donner ce nom, des traîtres qui ont abandonné la cause de la liberté.... qui, presqu'en face de l'ennemi, ont eu la lâcheté de

Digitized by Google

de répéter ce chant impie : *ô Richard, ô mon roi !* ..... Les peres, les meres, viennent dans votre sein vous demander leur punition. Qu'un prompt, qu'un éclatant jugement fasse disparaître de la terre de la liberté, les coupables ! que l'exemple terrible d'une punition si méritée, effraye les perfides qui seraient tenté de les imiter, ,,

Voici l'arrêté de la section : « Les comités de surveillance révolutionnaire et civil de la section des Tuileries réunis, » profondément affligés du récit contenu en la lettre du représentant du peuple, Laplanche, concernant le 11e. bataillon de la premiere réquisition des sections réunies des » Tuileries, des Champs-Elysées et des Invalides, sur la proposition du citoyen d'Aubigny, membre du comité révolutionnaire, arrêtent à l'unanimité, qu'il sera fait une » pétition à la Convention nationale pour lui exprimer leur » profonde douleur et leur vive indignation de la conduite » criminelle et contre-révolutionnaire de ce bataillon rebelle, » et lui demander la punition des traîtres qui ont eu l'infamie » et la bassesse de trahir leur patrie, et que, par un exemple » terrible, elle effraye les lâches, s'il en est qui seraient » tentés de les imiter.

« Arrêtent en outre que le présent arrêté sera communiqué à l'assemblée générale, pour l'inviter d'y donner son approbation. ,,

Cette adresse excite dans l'Assemblée l'intérêt le plus touchant. « Non, s'écrie Thuriot, jamais image ne fut plus grande, plus digne d'un peuple Républicain ; non les annales de l'histoire ne contiennent rien de comparable à la scene touchante qui vient de se passer dans cette Assemblée. Brutus était par sa place obligé de condamner son fils au supplice ; mais ici des peres de famille, simples particuliers, forment volontairement un jury national pour juger leurs enfans.... Mais applaudissons nous de pouvoir espérer qu'il n'y a qu'une portion qui soit coupable et que l'autre n'a été qu'égarée. C'est au comité de salut public à prendre des renseignemens, à analiser tous les faits ; alors la Convention prononcera.... ,,

Tremblez, tyrans du nord, s'écrie à son tour Merlin de Thionville ; cet acte héroïque est votre arrêt de mort ; mais que le coupable seul périsse. — La magnanimité de la section des Tuileries ne peut être dignement louée que par le simple récit des faits. « Hier, ajoute Léonard Bourdon, je me trouvai à la section, au moment où fut lue la lettre de Laplanche. A cette horrible nouvelle, partit ce cri unanime : que l'on fusille les traîtres. ,, — Enfin la Convention, au milieu des acclamations et des cris de vive la République, ordonne l'insertion, l'envoi, la mention honorable de l'adresse de la section des Tuileries, le renvoi au comité de salut public ;

Digitized by Google

la transcription dans le tableau des vertus héroïques, et décrete que la section des Tuileries a bien mérité de la patrie.

Bientôt après, la section des Champs-Elysées a été admise pour le même objet, et a offert l'exemple du même devouement. La Convention a étendu ses décrets aux deux sections.

Un membre du comité des finances demandait au nom de ce comité une prolongation de délai pour la reddition des comptes des ci-devant compagnies des finances. Voilà la centieme fois, a interrompu Bourdon de l'Oise, que l'on parle des comptes des fermiers-généraux. Je demande que ces sang-sues publiques soient arrêtés, et que si leurs comptes ne sont pas rendus dans un mois, la Convention les livre au glaive de la loi. Cette proposition est décrétée, et étendue aux régisseurs-généraux, intendans des finances, et administrateurs des domaines nationaux.

Il résulte des lettres lues par Barrere, au nom du comité de salut public, que les rébelles ont été poursuivis par les armées de la République; que l'armée de Mayence les a attaqués à leur sortie de Dol, sur la route de Pontorson et les a taillés en pieces. Les brigands ont perdu leur artillerie, et après cette action, il ne leur restait plus que 400 hommes de cavalerie.

Séance du quintidi, 5 *Frimaire*.

Les malveillans qui s'agitent en tous sens publiaient déja que la Convention en annullant les donations et les testament faits depuis le 14 juillet 1789, avait entendu anéantir même les legs faits à d'anciens domestiques par leur maître. Cambon a demandé un décret qui maintint les legs et pensions faits en faveur des ci-devant domestiques par des gens riches; comme aussi les dispositions en faveur des personnes peu fortunées, quand même les legs et pensions seraient stipulés dans des testamens postérieurs au 14 juillet 1789. Ces propositions ont été adoptées.

Une députation de la commune de Paris est venue présenter une pétition, par laquelle elle demande que la sœur du dernier tyran des Français soit traduite au tribunal révolutionnaire; que les enfans de Capet soient enfermés dans une prison définitive, et qu'il soit fait une loi pour obliger tous les individus qui habitent la campagne et qui payent leurs impositions à Paris, à rentrer dans cette ville. — Renvoyé au comité de salut public.

Sur un raport fait par Chénier, la Convention considérant qu'il n'est point de grand homme sans vertus, a décrété que le corps de Mirabeau sera retiré du Panthéon, le jour même où l'on y déposera celui de Marat. La Convention nationale, le conseil exécutif provisoire, les autorités consti-

Digitized by Google

tuées de Paris et les sociétés populaires assisteront en corps à cette cérémonie.

Coupé de l'Oise a demandé que la fête de Marat fût célébrée le même jour, à la même heure, dans toute la République. Décrété.

Barrere a présenté un tableau rapide des opérations de cette campagne. Il s'est plaint fortement de l'inexécution des arrêtés du comité de salut public ; c'est à cette inexécution qu'il attribue tous les échecs de nos armées. Toutes les fois, a-t-il dit, que nos généraux ont adopté le système des *masses*, des réunions de forces, nous avons eu des succès ; toutes les fois que nos troupes morcelées ont soutenu le choc de l'ennemi, nous avons éprouvé des revers. La nouvelle Vendée, Toulon, et le Nord sont les points qui attirent en ce moment les regards. A quelle époque ont commencé nos véritables succès dans l'exécrable Vendée ; c'est lorsque le comité a proposé de réunir sous un même général l'armée des côtes de Brest et celle des côtes de la Rochelle, sous le nom de l'armée des côtes de Brest ? C'est au moment où le comité a envoyé des commissaires pour concerter l'exécution du décret qui réunissait toutes les forces de l'Ouest dans la même main. A quelle époque avons-nous éprouvé des revers ? C'est lorsque l'armée de l'Ouest s'est divisée en deux parties indépendantes l'une de l'autre, l'une à Nantes, l'autre à Château-Gontier. Mais nous avons revu la victoire sous nos drapeaux, lorsque le système des masses et des réunions a pu se reproduire, au moment où les brigands fugitifs de la Vendée traversaient en courant les départemens d'Indre et Loire, de Mayenne et autres. Qu'eût-ce été si, tandis que la garnison de Grandville s'honorait par une brillante défense, les armées de Brest et de l'Ouest réunies étaient venues la secourir, et si l'armée du Calvados avait pu arriver à tems ; mais l'on compte encore la petite armée du Calvados, celle de l'Orne, celle de Cherbourg, celle des côtes de Brest, celle des côtes de l'Ouest ; aussi les echecs se succedent-ils promptement aux avantages. Une dépêche, datée de Rennes le 2 Frimaire, est arrivée ce matin et a confirmé la nouvelle de notre victoire près de Dol. Une heure après, le comité a reçu une autre dépêche, en date du 3, annonçant que l'armée commandée par Rossignol a été obligée de se rallier à Rennes, et que l'ennemi occupe le poste d'Antrain.

Ce rapport très-interessant, et qu'il serait difficile d'analyser, est terminé par l'annonce d'un avantage remporté dans le Nord par l'armée républicaine. Il a été suivi d'un décret qui enjoint aux représentans du peuple envoyés en commission, de se conformer exactement aux arrêtés du comité de salut public. Les généraux et autres agens du pouvoir exécutif, ne pourront s'autoriser d'aucun ordre particulier pour se refuser à l'exécution desdits arrêtés.

Digitized by Google

PARIS. *Octodi*, 8 *Frimaire*.

Les atrocités commises par les brigands de la Vendée et les fanatiques du côté de Laval, dont Minier et Félix ont envoyé des détails à la commune, ont donné lieu à Chaumette de proposer un réglement propre à prévenir les dissensions intestines qui pourraient naître pour cause de religion, si l'on n'arrêtait dans son principe les manœuvres sourdes de certains prêtres. Sur son requisitoire, le conseil a arrêté 1°. qu'attendu que le peuple de Paris a déclaré ne reconnaître d'autre culte que celui de la vérité et de la raison, toutes les églises ou temples des différentes religions ou autres qui existent à Paris, seront sur-le-champ fermés; 2°. que tous les troubles qui pourraient avoir lieu à Paris pour des motifs de religion, seront sous la responsabilité personnelle et individuelle des prêtres ou ministres de ces religions; 3°. que chaque individu qui demandera l'ouverture soit d'un temple, soit d'une église, sera arrêté comme suspect; 4°. que les comités révolutionnaires sont invités à surveiller tous les prêtres de fort près; 5°. qu'il sera fait une pétition à la Convention nationale pour l'inviter à porter un décret qui exclue les prêtres de toutes especes de fonctions et administrations publiques, ainsi que de tout emploi dans les manufactures d'armes.

Le procès-verbal de la translation de la fameuse châsse de Sainte-Genevieve est trop curieux pour ne pas l'offrir à nos lecteurs. «Après nous être transportés, disent les commissaires, dans un bâtiment situé à la monnaie, après avoir reconnu que les scellés apposés sur la porte de la chambre où était enfermée la châsse de Sainte-Genevieve étaient sains et entiers, examen fait de ladite châsse, les susnommés ont reconnu que l'opinion publique avait été grandement trompée sur le prix exagéré auquel on a porté la valeur de cette châsse, dont la majeure partie des pieres sont fausses; les diamans, les perles fines et fausses ont été estimés la somme de 12,830 liv., et les parties d'or et d'argent, 11,000 liv. Total, 28,830 liv. Nous avons trouvé dans cette châsse une caisse, en forme de tombeau, couverte et collée de peau de mouton blanche, et garnie de bandes de fer dans toutes ses parties, de deux pieds neuf pouces de long, neuf pouces de large et 15 pouces de hauteur; ladite caisse contenue avec du coton, sur lequel nous avons trouvé une petite bourse en soie cramoisi, ayant d'un côté un aigle à double tête, et de l'autre deux aigles avec une fleur-de-lys au milieu, brodée en or, dans la bourse un petit morceau de voile de soie, dans lequel est enveloppé une espece de

Digitized by Google

terre : dans le cercueil il s'est trouvé deux petites lanieres en peau jaune; dans une des extrémités, un paquet de toile blanche, attaché avec un lacet de fil; dans ce paquet, 24 autres petits paquets, les uns de toile, d'autres de peau, et plusieurs bourses de peau de différentes couleurs : une phiole lacrymatoire, bouchée avec du chiffon, et contenant un peu de liqueur brunâtre desséchée; une bande de parchemin, sur laquelle est écrit : *Una pars casulæ sancti Petri principis apostolorum*, et plusieurs autres inscripions sur parchemin que nous n'avons pu déchiffrer. Ces 24 paquets en contenaient beaucoup d'autres petits, renfermant de petites parties de terre qu'il n'est pas possible de décrire. Un de ces paquets, en forme de bourse, contient une tête en émail noir, de la grosseur d'une petite noix, et d'une figure hideuse, dans laquelle est un papier contenant une petite partie d'ossemens; un autre paquet de toile blanche gomée, contenant les ossemens d'un cadavre et une tête, sur laquelle il y avait plusieurs dépôts de sel de nitre ou plâtre crystallisé. Nous n'y avons pas trouvé les os du bassin; nous avons aussi trouvé une bande de parchemin portant ces mots : *Hic jacet humatum sanctæ corpus Genovesæ*. Plus un stilet de cuivre en forme de pêle d'un côté, et pointu de l'autre; cet instrument servait aux anciens à tracer sur des tables de cire.

Cette châsse a été faite en 706, par le ci-devant soi-disant St. Eloi, orfevre et évêque de Paris; elle a été réparée en 1614 par Nicole, orfevre de Paris. Il paraît que c'est à cette époque que l'on a substitué des pierres fausses en place des fines qui y étaient. Le corps de la châsse est de bois de chêne très-épais. Entr'autres choses fort extraordinaires et fort ridicules, nous avons remarqué sur cette châsse une agathe gravée en creux, représentant Mutius Scævola, brûlant sa main, pour la punir d'avoir manqué le tyran Porsenna : au-dessous est gravé, *Circonstantia*. Sur une autre pierre, un vil Ganimede enlevé par l'aigle de Jupiter, pour servir de giton au maître des dieux; et sur d'autres pierres, des Vénus, des amours, etc., et autres attributs de la fable. Tous les ornemens qui couvrent la châsse sont des placages d'argent doré tous minces.

L'ex-député du Chastaux, convaincu d'avoir publié des écrits contre l'unité et l'indivisibilité de la République, a été condamné à mort par le tribunal révolutionnaire de Rochefort; Thouret, président au tribunal de cassation, et Chabroux, membre du même tribunal, ont été arrêtés.

Le tribunal révolutionnaire a condamné à mort Girey-Dupré, l'un des rédacteurs du journal, dit *le Patriote-Français*, et Boisguyon, ci-devant adjudant-général de l'armée des côtes de Brest, convaincus d'être complices de la conspiration qui

Digitized by Google

a existé contre l'unité et l'indivisibilité de la République, la liberté et la sûreté du peuple Français.

La même peine a été portée contre Laverdy, âgé de 70 ans, ancien contrôleur général des finances, convaincu d'être l'auteur ou complice d'un complot tendant à livrer le peuple aux horreurs de la famine, en jettant et faisant pourrir dans une pièce d'eau des grains destinés à sa subsistance, et parvenir par ce moyen à exciter la guerre civile, en armant les citoyens les uns contre les autres.

Le directoire du département a chargé quatre citoyens de visiter toutes les maisons d'arrêt du département, d'y recevoir les plaintes des détenus, et de lui faire un rapport détaillé des réformes qu'ils jugeront convenables. Il a invité les bons citoyens à dénoncer à ces quatre commissaires les abus qui peuvent être à leur connaissance dans le régime des prisons, et à leur communiquer leurs vues pour l'amélioration du sort des détenus.

Cet arrêté honore le patriotisme et atteste l'humanité du département.

Le total des prisonniers s'élevait, le 5 Frimaire, à 3494.

Le comité de salut public de la Convention a écrit à la société des Jacobins pour l'inviter à composer une liste des citoyens qu'elle croira les plus propres à remplir les différens emplois de la République, et à noter le genre d'emploi qui leur convient. La société a arrêté de former un comité de six commissaires qui n'aient aucune prétention aux places, et qui aient donné depuis 1789 des preuves non équivoques de patriotisme, pour faire la liste demandée par le comité de salut public.

Les ordres sont partis pour rappeller Genest, ministre de la République française auprès des Etats Unis de l'Amérique. Le citoyen Rauchet, secrétaire du conseil exécutif, est nommé pour le remplacer.

Il est entré dans la rade de Brest le bricq anglais, le *Commerce de Londres*, chargé de draps et autres marchandises venant de Londres et allant aux Bermudes : il a été pris par la frégate française la *Galathée*. Cette frégate a fait trois autres prises richement chargées.

On écrit du Havre qu'un navire danois est arrivé dans ce port avec un chargement de bleds ; il a annoncé qu'il serait bientôt suivi par d'autres navires avec de pareilles cargaisons.

Sept bâtimens chargés de grains sont entrés dans le port de Calais.

Digitized by Google

Quoique l'intéressant rapport fait par Barrere dans la séance du 5, sur la situation militaire de la République, soit peu susceptible d'une analyse ; nous croyons cependant devoir en offrir le résultat à nos lecteurs. Après avoir prouvé par le tableau de nos succès et de nos revers que les premiers ont toujours été attachés au système de la réunion de nos forces, et les seconds au morcellement de nos armées, Barrere a fixé l'attention de l'Assemblée sur la nouvelle Vendée, le Nord et Toulon. Nous avons extrait, dans la séance où a été fait ce rapport, ce qui concerne les rebelles. Voici ce qui est relatif à notre situation dans le Nord et dans le Midi.

« Vous vous le rappellez, a dit Barrere ; des intelligences coupables et multipliées avaient presque assuré à l'Autriche et à la Prusse les places importantes du Bas-Rhin.

» A une époque donnée, Landau, Bitche, fort-Vauban et Strasbourg devaient tomber au pouvoir de l'ennemi.

» Pleins de confiance dans le succès de leur système de corruption, ils se sont engagés entre les défilés des Vosges et le Rhin. Ils ne tarderont pas à s'en repentir, si nous en jugeons par les premiers évènemens qui nous ont été annoncés. Le comité de salut public a pris un arrêté pour la défense de cette partie intéressante de la frontiere du Rhin, et il a envoyé deux représentans, qui ont, en peu de jours, ranimé l'espoir des patriotes, déjoué les complots, fusillé les traîtres à la tête des troupes, rallié les forces disséminées, ravivé l'esprit public et fortement imposé l'avarice et l'égoïsme. Déja les premiers mouvemens de cette armée sont marqués par la victoire, et dans peu, nous espérons vous apprendre l'expulsion des ennemis de cette partie de la République, et la défaite de cette armée étrangere, qui ne s'approche jamais de nos places que quand les trahisons et la vénalité lui en ont préparé la route. »

(Ici Barrere fait lecture d'une lettre des représentans du peuple, Saint-Just et Lebas. En voici l'extrait :)

« Un émigré, qui avait été ingénieur à Bitche, et qui connaît tous les secrets de la défense de cette place, était le principal agent de la corruption qui devait la livrer à l'ennemi. Le commandant était d'intelligence avec lui. Il n'avait ni barricadé les portes, ni fait lever les ponts levis. Déja l'ennemi qui entourait la ville, au nombre de 10,000 hommes, avait pénétré dans les premieres rues. Le seul bataillon du Cher a sauvé le fort. Chaque soldat ne prit commandement que de son courage. Les canonniers firent des merveilles. L'ennemi fut accablé par les grenades et assommé par nos volon-

Digitized by Google

faires à coups de bûche. Nous avons vu les fossés, les glacis, les murs et les escaliers des maisons par où l'ennemi avait pénétré, teints de son sang.

» Une commission militaire va juger sur l'heure les émigrés faits prisonniers Les autres émigrés, au nombre de 4 à 500 seront conduits à Strasbourg. L'ennemi avait choisi pour ce coup de main ce qu'il avait de plus robustes soldats; un de nos républicains, âgé de 16 ans, a désarmé 15 Autrichiens. Nous avons demandé les noms des braves qui ont sauvé ce fort; nous vous les ferons passer, afin que la Convention recompense les auteurs de la plus belle défense qui ait été faite depuis le commencement de cette guerre. La République a la fortune de César, et elle la mérite. Nous espérons que le courage de nos soldats ne se ralentira pas que l'ennemi ne soit exterminé.

» Que reste-t-il maintenant à la sollicitude de la Convention nationale, alors que le Rhin sera libre, que l'Autrichien a été arrêté dans le Nord, que l'Espagnol a perdu l'espoir d'envahir les Pyrénées, que Lyon a fait place à Ville-Affranchie, que les Piémontais ont jonché de cadavres le pays qu'ils avaient voulu souiller de leur présence, que l'armée de Nice s'est maintenue malgré les trahisons de Brunet et le dénûment où elle s'est trouvée par le crime des Lyonnais qui avaient intercepté tous les secours ?

» Que reste-t-il à la sollicitude des représentans ? Les brigands fugitifs de la Vendée, transplantés dans la Manche, et poursuivis dans leur fuite, les acheteurs étrangers de l'infâme Toulon et les possesseurs cruels de Valenciennes, de Condé et du Quesnoy..... Cette Vendée honteuse du Midi, cette espérance des rois, Toulon a formé plusieurs jours de suite la matiere des délibérations du comité. Il s'est entouré de citoyens qui connaissent les localités, et les moyens d'attaque. Le brave Castagnier, dont les batteries flottantes ont déja sauvé Dunkerque, va poursuivre encore les Anglais sur les bords de la Méditerranée. Toutes les forces disponibles du Midi de la France s'y rendent de toutes parts, l'artillerie, les munitions et les approvisionnemens y arrivent tous les jours, et des ingénieurs habiles y sont envoyés.

» C'est encore là que la réunion des forces va produire son effet, qu'une masse de 60 mille hommes commandera à l'Angleterre et à l'Espagne cette fuite honteuse dont ils ont donné un si honorable exemple à Dunkerque, à Bergues, à Andaye, à Perpignan. Si les arrêtés envoyés par le Comité sont exécutés, la Méditerranée, affranchie du joug anglais, verra bientôt les triomphes de la République Française.

» Que la Convention daigne jetter un regard sur la situation de la République, qu'elle ne cesse jamais de se soutenir à cette belle hauteur où la destinée de la République lui a commandé de s'élever pour être digne d'elle. Ce n'est point dans le

Digitized by Google

temple de la liberté, dans le centre de la révolution que la terreur doit habiter, que les courages doivent être glacés, que la parole doit être paralysée; ce n'est point ici que les ames doivent être timides, l'énergie émoussée, où le caractere de l'homme libre doit être effacé. C'est de ce sanctuaire que la terreur doit partir pour comprimer les ennemis domestiques, les calomniateurs de la représentation populaire, les fauteurs effrontés, innombrables du parti de l'étranger. C'est de cette tribune que doivent partir les récompenses et les encouragemens pour les armées de la République, et l'effroi pour les cohortes étrangeres.

" Où était la République au commencement de la campagne ? Dans quelques décrets, dans le cœur d'un petit nombre d'hommes fermes et dévoués à la mort pour s'être élevés à la liberté.

" Où est aujourd'hui la République ? Dans le vœu constant des représentans, dans le courage des armées, dans la volonté du peuple, dans les sociétés populaires, dans les victoires de la Vendée et de Lyon, et dans le cœur de ces francs Sans-Culottes, dégagés des préjugés monarchiques et religieux, et ne connaissant plus que le Dieu de la nature et de la liberté ".

Qu'avions-nous au commencement de la campagne ? Des recrues faites au milieu de la guerre civile et des murmures produits par les malveillans; des armées dénuées et incomplettes, des fédéralistes en têtes de tous les départemens, et des royalistes effrénés où des traîtres venaux à la tête des armées; une Vendée caressée par des administrations, nourrie par des levées aristocratiques, grossies par des paysans hébêtés et des prêtres fanatiques; une Convention déchirée de ses propres mains, une minorité républicaine vouée aux poignards et à la calomnie; une ville industrieuse changée en un camp de rebelles; des manufactures d'armes paralysées, ou d'un produit détourné ou insuffisant; les subsistances portées à un prix exorbitant; le Midi menacé d'une défection morale et d'une invasion militaire; le Nord et le Rhin trahis, vendus à l'Autriche et à l'Angleterre; l'esprit républicain dégradé, avili, tourmenté, dénoncé même à l'opinion fédéraliste; le trésor public desséché, la fortune publique pillée, la monnaie républicaine avilie, et enfin tous les tyrans de l'Europe, de concert avec les prêtres, les nobles, les intrigans, les fripons, les calomniateurs, les fanatiques, les faibles et les imbéciles. — Quelle effroyable majorité pour un pays sans constitution et sans amour de la patrie !

Qu'avez-vous au moment où je parle ? une constitution républicaine, où la sainte égalité est consacrée pour la premiere fois sur la terre, douze armées en pleine activité, ou plutôt une nation immense devenue toute militaire; une levée de 600,000 jeunes citoyens, commandée par un décret d'une

Digitized by Google

ligne, exécutée par un mouvement spontanée, presqu'à la fois, au moment même où les subsistances étaient cachées, et où les armes manquaient; le royalisme anéanti ou déporté avec la race qui pouvait le reproduire; le fédéralisme mené à l'échafaud, et livré à l'infamie dans toutes les générations; la Vendée arrachée de ses repaires et taillée en pieces dans sa fuite; une Convention purgée, mais rappellée enfin à sa dignité, à son unité et à l'énergie que doivent avoir les représentans d'une République; la superstition traduite à la barre avec ses trésors pour grossir le trésor public; l'agriculture mise en état de surveillance; le commerce contre-révolutionnaire mis en état d'arrestation, et l'esprit public déneutralisé et ramené enfin à la hauteur qu'il n'aurait jamais dû perdre; les autorités constituées épurées par-tout; les représentans du peuple réduits dans leur nombre, et ramenés au centre du pouvoir; les états-majors purgés; un gouvernement révolutionnaire fondé jusqu'à la paix.

Lyon ramené violemment au sein de la République; le parti de l'etranger connu, démasqué et terrassé par l'opinion générale; le trésor public grossi des richesses du fanatisme et des trésors que l'avarice préférait à la patrie; l'assignat remonté à sa valeur qu'il n'eût jamais dû perdre.

Avilis comme la boue, les metaux qui ont corrompu l'Europe, ces rivaux funestes de la monnaie républicaine, affluent dans la caisse nationale, apportés par la peur et l'avarice, pour effrayer ensuite les tyrans contre qui nous aurons le dernier écu, le dernier pain, la dernière cartouche et le dernier coup de canon, c'est-à-dire le droit de commander la paix et la liberté à l'Europe asservie.

Après avoir comparé notre situation au commencement et à la fin de la campagne, comparons donc avec cette sécurité républicaine qui nous sied si bien, comparons notre situation avec celle des rois coalisés.

Nous avons des armées nombreuses et renouvellées.

Les rois ont leurs armées décomposées et à renouveller.

Nous avons 600 mille hommes de plus par un simple décret.

Les rois ne peuvent obtenir des recrues et des milices qu'avec des menaces, des violences et des chaînes.

Nous avons de nouvelles troupes qui courent aux frontieres en chantant.

Les rois font des prisonniers dans les villes, et traînent les hommes des campagnes pour renforcer leurs armées.

Nous avons des richesses immenses dans les biens des fanatiques et des rebelles.

Les rois ont épuisé le peuple d'impôts.

Nous dépensons 400 millions par mois sans impôts nouveaux.

Les rois n'osent pas réclamer des subsides des peuples desséchés ou asservis.

Digitized by Google

Nous avons des trésors nouveaux dans les temples, chez les riches avares, et les rois ont épuisé leurs trésors.

Notre République est une et indivisible, les rois sont fédéralisés.

Nous avons une nation de 27 millions d'hommes libres, énergiques, se battant pour leurs droits; les rois ont des prêtres, des nobles et des machines à fusil.

Quel résultat le comité veut-il tirer de ce rapport ? C'est de ramener tout à l'unité, à la centralité du gouvernement.

C'est à l'unité de pouvoir que le comité vous propose de ramener fortement, par un décret solennel, les représentans du peuple, les ministres, les généraux, et tous ceux qui sont chargés de l'exécution des lois ou des arrêtes pris par le gouvernement national révolutionnaire.

L'unité est votre maxime fondamentale.

L'unité est votre défense.

L'unité est votre salut.

NOUVELLES.

ARMÉE DU RHIN. *Strasbourg, le 1er. Frimaire.*

Les nouvelles qui nous arrivent des différens points de l'armée annoncent la plus grande ardeur à poursuivre les ennemis de la République qui sont forcés de se retirer. Deja la division de Strasbourg a repris le poste de Vantruen, et se trouve aux portes de Haguenau; celle de Saverne est en avant de Bournette; l'armée de la Moselle avance de son côté; le quartier général est à Brumpt. Tout annonce que le territoire de la République ne sera pas souillé long-tems par la présence des satellites du despotisme.

ARMÉE DE LA MOSELLE. *De Bliescastel, le 29 Brumaire.*

De cinq divisions de l'armée de la Moselle, quatre ont chassé et battu l'ennemi, la cinquieme ne l'a pas fait parce qu'elle était en observation. L'attaque a commencé le 27 vers les 6 heures du matin, et pendant trois lieues de hauteur en hauteur, par un épais brouillard et des chemins détestables, les Sans-culottes ont repoussé les *biens vêtus*. Arrivés enfin sur les hauteurs de Biesugne, ces messieurs s'y portèrent. La division de droite à qui le général Hoche ordonna de charger, le fit vigoureusement. Le combat dura jusqu'à la nuit; les ennemis en profiterent pour se retirer vers Hombourg et Deux-Ponts. La division de Vincent, le même jour les poussa jusqu'à Saint-Imbert; et une quatrieme, commandée par Ambert, sortit de Sarre-Libre, et les envoya souper au-delà de Lebaek, après leur avoir fait bon nombre de prisonniers, cavalerie et infan-

Digitized by Google

terie ; enfin, Bitche qu'ils ont tenté de prendre de vive force est libre, et la position de Hornebach sera occupée ce soir.

Du quartier-général, à Deux-Ponts, le premier Frimaire.

« L'armée de la République a séjourné à Biescastel, pour donner à la colonne d'Ambert, venant de Sarre-Libre, le tems d'arriver à la hauteur, et attaquer le même jour. Une colonne partie de Bliescastel, est allée hier, sous les ordres du général Taponnier, occuper le poste de Horneback. Elle n'a trouvé aucun obstacle sur sa route ; mais arrivée près d'Horneback, l'ennemi a voulu lui disputer cette position, que les braves soldats de la République ont emportée malgré la résistance qu'ils ont éprouvée ; nous n'y avons perdu que peu de monde.

» L'ennemi, qui occupait à gauche les hauteurs de Milleback au-dessus de Deux-Ponts, pouvant inquiéter les convois qui se rendaient à Horneback, l'on fit sortir hier soir de Bliescastel cinq bataillons, une compagnie d'artillerie légere et de la cavalerie pour les repousser ; les ennemis les reçurent avec une grêle d'obus et de boulets, auxquels nos braves soldats répondaient par le cri de *vive la République*. Ce feu très-vif dura jusqu'au moment où notre artillerie légere eut pris deux positions à droite et à gauche ; et nous eûmes la satisfaction de voir nos batteries, par un feu croisé, faire sur-le-champ taire celui de l'ennemi, qui s'enfuit avec précipitation, laissant des morts sur le champ de bataille.

» Il fut suivi avec la même célérité, et se retira sur une position fort avantageuse, défendue par 16 pieces d'artillerie, en quatre batteries, derriere des retranchemens. Il recommença de là un feu le plus vif. Nous n'avions avec nous que deux pieces d'artillerie légere, qui néanmoins lui répondirent pendant long-tems, sans espérer de faire taire un feu aussi supérieur. Ne pouvant le déloger de-là, attendu qu'il était déja tard, la partie fut remise à ce matin. Les troupes ont occupé, pendant la nuit, la premiere position dont elles avaient chassé l'ennemi, et qui facilitait l'attaque projettée pour aujourd'hui des hauteurs de Deux-Ponts.

» Le général Hoche est parti ce matin de Bliescastel avec sa colonne pour s'en emparer ; l'ennemi les avait abandonnées pendant la nuit, et nous sommes arrivés à Deux-Ponts sans avoir éprouvé le moindre obstacle.

» Le général Aubert, venu de Sarre-Libre, et le général Vincent, venu de Saarbruck, doivent attaquer ce matin Hombourg et Carsberg.

ARMÉE DES PYRÉNÉES.

» Relevé à peine des douleurs de quelques blessures reçues en combattant à la tête de mes camarades, mais ne pouvant

Digitized by Google

plus tenir contre l'inaction des troupes de la République, à Saint-Jean-Pied-de-Port, depuis mon départ, je me suis fait traîner comme j'ai pu de cinquante lieues par le plus gros tems, les pluies, les neiges les plus abondantes. Tout rien oublié, puisque je suis devant l'ennemi, puisque je puis remplir encore utilement les fonctions de représentant du peuple et de soldat Français, et prouver à la République que je n'ai de sentiment que pour sa gloire et son bonheur. Le lendemain de mon arrivée, nos troupes ont fait un premier mouvement sur le territoire ennemi, et j'ai marché, suivant mon usage, à la tête de l'avant-garde. Ce sera mon poste tant que la volonté de la Convention me retiendra près des armées. Le général de brigade Duprat, déjà connu par ses talens et son expérience, commandait.

» Nous avons conquis pour la République le pays de Valcarlos et Lucayde, appartenant au tyran espagnol.

» La résistance a été, pour ainsi dire, nulle; l'ennemi n'a pas osé nous attendre. Nous n'avons qu'un grenadier blessé; l'Espagnol a perdu quelques hommes; il a été chassé également du poste de la Fonderie par le général Arnaudat.

» Toutes les troupes se sont comportées à leur ordinaire, c'est-à-dire avec ce courage et cette intrépidité qui caractérisent le soldat républicain. Je dois dire que l'ardeur est ici à un point que les canonniers ont traîné une piece de huit à bras sur une grande hauteur inaccessible aux chevaux, et qu'une piece de quatre, étant tombée dans la riviere, ils s'y sont jettés nuds, malgre la froideur des eaux, et l'en ont retirée.

» L'importance du pays de Valcardos et de Lacayde nous a déterminés à y laisser un détachement très-fort avec du canon; nous espérons en retirer deux à trois mille quintaux de blé d'Inde, nourriture ordinaire dans ce pays, trois à quatre mille quintaux de fourrage, qui nous est d'une nécessité absolue; le pays nous fournira encore tout le bois nécessaire pour le chauffage de l'armée pendant plus d'un an, une quantité suffisante de planches pour nos barraques ou établissemens d'hiver, et pour tous nos ouvrages de fortifications.

» Ce succès est le prélude de succès plus considérables; le général de division Lalais, à qui mes collegues ont confié le commandement des troupes françaises à Saint-Jean-Pied-de-Port, et qui le mérite, a bien promis de faire son devoir; il le fera.

» Tout commence à reprendre son harmonie ordinaire un peu relâchée pendant mon absence. Soyez sûrs que nous ne laisserons aucun repos à nos ennemis, (si l'on veut exécuter ma pensée) qu'ils ne soient tous exterminés, et que le trône du tyran espagnol ne soit en poudre.

» J'espere qu'incessamment vous apprendrez quelques nouveaux avantages. *Signé* FERAND ».

Digitized by Google

« L'armée que j'ai su rassembler et que commande le général en chef Sepher, après plusieurs marches qui ont étonné et défié les rebelles, est venue occuper hier Avranches, après une marche forcée de 14 lieues. Elle était partie de Coutances à sept heures du matin. La défense de la brave garnison de Granville, ainsi que de ses habitans, et ces retranchemens formés à Vire, ainsi qu'à St. Lo, avec une célérité dont il y a peu d'exemples, mettent parfaitement à couvert les départemens de la Manche et du Calvados. L'adjudant-général Beaufort, que j'ai placé dans cette dernière commune, a su faire en 15 heures pour la mettre en un état de défense respectable, ce qui, sans son activité, aurait exigé deux mois de travaux assidus. Je ne peux donner trop d'éloges à son zèle et à ses talens. Le poste de Saint-Côme, près Carentan, et qui couvre Cherbourg, peut être regardé comme imprenable depuis qu'on y a élevé des batteries. Soyez tranquilles sur le sort des départemens de la Manche et du Calvados.

» Nous avons trouvé hier, à notre arrivée ici, beaucoup de rebelles qui étaient restés en arrière, et auxquels notre arrivée inopinée dans cette commune n'a pas donné le tems de fuir. L'hôpital en était également rempli. La vengeance nationale s'est exercée sur eux, et il n'en est plus question. Dans le nombre était une femme qui avait cherché un asyle dans une auberge, sous prétexte de maladie. On lui a surpris 19 louis tant en or qu'en argent et en assignats, mais en petit nombre, qui ont été distribués aux républicains qui l'ont découverte et arrêtée. J'adresserai le numéraire à la Convention.

» Les rebelles ont été sur le point d'être trahis par leurs chefs au siége de Grandville. Ces derniers voulaient s'échapper en gagnant Jersey; leur projet a été découvert, et ils n'ont obtenu de nouveau la confiance des leurs qu'en leur promettant de les reconduire dans les anciennes provinces d'Anjou, d'Aunis et de Poitou, dont ils sont presque tous originaires.

» Talmon, un de leurs généraux, a voulu séduire un des pêcheurs des environs de cette commune, pour le débarquer à Jersey; cent louis d'or et douze de ses plus beaux chevaux eussent été le prix de sa complaisance. Le pêcheur a refusé, et je me propose de l'interroger, pour obtenir de plus amples éclaircissemens sur la proposition qui lui a été faite.

» Sur la demande des citoyens du Saint-Lo, j'ai changé le nom de leur ville en celui de Rocher de la Liberté, et je vous invite à confirmer cette décision.

» Les femmes de cette commune ne sont pas moins bonnes républicaines que les hommes; elles s'occupent sans cesse à préparer

Digitized by Google

des moyens de défense. Je les ai vues moi-même, il y a peu de jours, réunies au nombre de 600, occupées, suivant leur usage journalier, à faire des sacs de peau, de la charpie, et préparer des gargousses dans la société populaire, pendant les lectures et les délibérations patriotiques. Je demande qu'il soit fait mention honorable de leur zele et de leur patriotisme en faveur de ces travaux utiles.

» La Convention sera peut-être curieuse de voir un échantillon de la monnaie des rebelles ; je le joins ici. C'est avec elle qu'ils paient les dépenses qu'ils font ; mais ceux qui la reçoivent n'en sont pas dupes. LAPLANCHE.

Notice des séances subséquentes de la Convention, du 6 et du 7 Frimaire.

Plusieurs prêtres sont venus offrir leur démission. Danton a observé à la Convention qu'il existe un décret portant que ces abjurations se feront en présence des corps administratifs ; il l'a invité à s'occuper exclusivement des grands intérêts de la patrie. Il a demandé que les comités de salut public et de sûreté générale fissent au plutôt leur rapport sur la nouvelle conspiration qu'ils ont dénoncée et sur le gouvernement révolutionnaire provisoire. Ces propositions ont été décrétées. On a lu la lettre suivante :

Lubersac, district d'Uzerche. 30 Brumaire.

« Républicains, le monstre Chambon ne souille plus de sa présence le sol de la liberté. Instruits aujourd'hui qu'il était réfugié dans une grange d'un village de notre commune, nous nous sommes empressés, avec le comité révolutionnaire, de l'arrêter.

» Aux approches de la grange, le scélérat se voyant pris, a cherché à s'évader ; armé de pistolets et d'un sabre, il a tiré un coup de pistolet à un de nos freres, et l'a grievement blessé. Après l'avoir sommé, au nom de la loi, de se rendre, cela a été inutile.

» Nos freres, indignés de voir leur camarade baigné dans son sang, voyant que dans sa fureur le malheureux marquait la plus vive résistance, ont délivré la République du monstre que vous avez mis hors de la loi.

» Ainsi périssent tous les scélérats : *Vive la République ! vive la Montagne !* Nous l'invitons à rester à son poste jusqu'à ce que tous les tyrans et les fédéralistes soient exterminés.

Salut et fraternité, *Signés les membres de la municipalité de Lubersac.*

Digitized by Google

Les représentans Lequinio et Laignelot font passer de Rochefort l'acte d'accusation contre les officiers du vaisseau l'*Apollon*, envoyés par les Anglais de Toulon, dans ce port, pour y préparer une contre-révolution. Ces lâches ennemis ont aussi envoyé à Bordeaux, pour le même dessein, la flûte *Lepluvier*, à bord de laquelle était un ingénieur, qui se voyant découvert s'est brûlé la cervelle. Le guillotineur de Rochefort, auquel les représentans ont donné un nom plus noble, celui de *Vengeur du peuple*, a fait tomber la hache de la loi sur deux enseignes de vaisseau qui voulaient un roi. Après cette exécution, il a été fait un *auto-da-fe* solemnel d'une grande quantité de livres et de tableaux d'églises : les protestans et les juifs n'ont pas voulu rester en arriere dans cette circonstance ; ils ont fait apporter leurs bouquins, et le tout a été brûlé aux cris de *vive la République.*

7 *Frimaire.* Dans cette séance il a été rendu quelques décrets relatifs à la législation et à la maniere de juger les fonctionnaires publics prévenus de malversations relatives aux domaines nationaux. Il n'a été lu d'autres lettres des armées que la suivante du représentant du peuple, Breard, datée de Brest le 25 Brumaire.

« Un grand nombre de drapeaux et d'étendards enlevés aux satellites des despotes par les braves soldats de la République, sont suspendus aux voûtes des avenues de la salle des séances de la Convention nationale. Nous pensons que le pavillon de la frégate anglaise la *Tamise*, prise par nos braves marins, doit y trouver sa place. Nous y avons substitué le pavillon national. Sous peu de jours la frégate sera hors du port, et nous espérons que les intrépides Républicains qui vont la monter, nous fourniront dans peu l'occasion de vous envoyer de nouvelles dépouilles des tyrans. »

Le tribunal révolutionnaire a condamné à mort Lamarliere, ex-général de division à l'armée du Nord, et commandant de Lille. Il a été déclaré convaincu d'être l'auteur le et complice d'un complot tendant à faciliter les progrès de l'ennemi sur le territoire de la République, et à lui livrer la ville de Lille.

Les arrestations des gens suspects continuent ; tous les fermiers généraux sont enfermés dans la communauté ci-devant Port-royal où ils travailleront à rendre leurs comptes qui leur sont demandés depuis si long-tems.

Plusieurs banquiers ont aussi été arrêtés. De ce nombre est Durucy. On assure que Barnave, ex-député, et Duport Dutertre, ex-ministre de la justice, sont aujourd'hui devant le tribunal révolutionnaire.

Digitized by Google

NOUVEL AVIS

AUX SOUSCRIPTEURS

DU MERCURE FRANÇAIS,

HISTORIQUE, POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

Nous nous croyons obligés de rendre compte aux souscripteurs des raisons qui nous avaient déterminés à changer le plan *très-ancien* du Mercure et des nouveaux motifs qui nous engagent à le rétablir dans son ancienne forme ; car il nous importe qu'on ne nous croie ni légers, ni inconsidérés dans nos opérations commerciales. A mon retour d'un voyage que je fis en 1792, relatif à l'Encyclopédie, je me fis rendre compte des souscriptions du *Mercure français* et du Journal *historique et politique* dit de Geneve. Je présumais bien que les évenemens publics, à compter du 10 août, devaient en avoir considérablement diminué le nombre ; mais je ne croyais pas la perte aussi grande qu'elle l'était réellement.

Nous joignons ici (voyez page dernière) l'état très-exact du nombre de souscripteurs du Journal historique et politique dit de Geneve, dans les mois de septembre à décembre de 1791 et 1792.

On voit par ce tableau que ce journal a perdu en moins de quatre mois (on observe que ce sont les trois mois de l'année où il y a le moins de souscriptions) la quantité de 777 souscripteurs.

Or, tout le monde sait que le Mercure historique et politique, qui forme les cinq sixiemes du Mercure Français, est la même chose que le Journal, dit de Genêve, et comme nous touchions à la grande époque du renouvellement des souscriptions ; c'est-à-dire au mois de janvier, j'ai dû croire avec fondement que le Journal, dit de Genêve, étant détruit, le Mercure Français subirait inévitablement le même sort, (et cependant cela n'est point arrivé ;) c'était pour conserver à la nation un Journal qui existe depuis plus de 150 ans que j'imaginai de le faire paraître tous les jours, et que j'en publiai le Prospectus : mais soit que j'aie commencé cette opération trop tard, soit que l'exécution du nouveau Mercure n'ait pas eu d'abord toute la perfection que j'espérais obtenir, soit que le public, déja attaché à d'autres Feuilles de tous les jours, n'ait pas voulu me faire partager sa faveur, bientôt je m'apperçus que je n'avais plus un assez grand nombre de souscripteurs pour tenir tous les engagemens que j'avais pris envers le public ; et en effet, je lui avais promis tant de choses que

Digitized by Google

pour réaliser ces espérances dans toute leur étendue, il aurait fallu que je conservasse un nombre égal à la quantité des souscripteurs que j'avais eu jusqu'alors.

Puisque l'événement n'a pas répondu à mes espérances, et qu'un grand nombre de souscripteurs nous ont témoigné leurs regrets sur le changement de forme de l'ancien Mercure, nous nous déterminons à le faire paraître comme auparavant tous les huit jours, en lui conservant le format actuel *in*-8°. et le même caractere; nous nous déterminons à conserver de ce format pour gagner de l'espace, et par conséquent donner à nos lecteurs plus de matiere. Les personnes instruites en typographie, savent que la même feuille *in*-12 contient moins de discours que celle *in*-8°. à cause des *blancs* qui se multiplient.

Chaque Mercure sera composé de six demi-feuilles *in*-8°., caractere petit romain. Nous lui conserverons la même justification, c'est-à-dire, les mêmes longueur et largeur de page que les demi-feuilles qui ont paru jusqu'à ce jour. Ce court détail nous a paru nécessaire, afin de mettre les souscripteurs à portée de s'assurer que chaque Mercure *in*-8°. contiendra à-peu-près le double de discours que la feuille de ce même Mercure lorsqu'il paraissait *in*-12, imprimé en caractere *cicero* ou de *philosophie*.

Le premier Mercure (1) sera numéroté 87. La pagination suivra celle de la derniere demi-feuille. Cette petite attention nous a paru nécessaire pour les souscripteurs qui font relier leurs journaux, et qui réunissent 3 ou 4 mois ensemble.

Pour conserver le plus d'intérêt possible aux nouvelles politiques et aux articles de la Convention nationale, nous venons de prendre la résolution de ne faire tirer que *la nuit* la derniere demi-feuille de chaque Mercure qui doit paraître; et les auteurs devant ajouter dans cette derniere demi-feuille les nouvelles du jeudi au Mercure qui paraîtra régulierement le samedi, il contiendra donc toutes les nouvelles les plus fraîches que l'on puisse donner. Par cette disposition, on sera dispensé d'un *gazetin* ou *supplément*. Ces nouvelles du jeudi seront insérées par *post-scriptum* et d'une maniere sommaire, afin de pouvoir les reprendre à l'ordinaire suivant.

Nous allons maintenant entrer dans quelques détails sur la composition et rédaction de la partie littéraire et politique du Mercure François.

La partie littéraire sera composée, comme ci-devant, d'une piece de poésie, d'une énigme, d'un logogriphe et d'une charade, d'extraits littéraires, de contes, de spectacles et de l'annonce de livres nouveaux, musique et estampes. Pour gagner du ter-

(1) Ce premier Mercure ne pourra paraître que mardi.

Digitized by Google

rain, on imprimera en petit texte la poésie, les spectacles, et les annonces. Cette partie composera chaque ordinaire une demi-feuille.

Les feuilles suivantes seront toujours consacrées aux nouvelles politiques et aux articles de la Convention nationale.

Si ce journal ne satisfait plus la curiosité comme une feuille de tous les jours, il a sur celle-ci des avantages bien plus solides et durables, les auteurs ayant plus de tems pour murir leurs travaux et pour les rédiger, *les faits y sont plus exacts, les résultats plus sûrs, les nouvelles mieux jugées, les rapprochemens mieux saisis, le coup-d'œil sur les événemens plus étendus, et la marche de l'esprit public mieux observée.* Le public y trouvera l'avantage de l'insertion d'une foule d'articles, de pieces ministerielles et officielles que les bornes étroites de nos derniers numéros nous forçait de supprimer, et qui pourront trouver place dans un Journal hebdomadaire.

L'article de la Convention nationale sur-tout en présentera le tableau vivant et animé; on y peindra la séance de chaque jour; on en donnera un précis plus fidele et plus complet, et sans se permettre jamais aucune personalité offensante; on fera sur les discours qui y sont prononcés, des réflexions simples et courtes, propres à faire connaître l'esprit et le résultat des discussions; on présentera, sur-tout dans les occasions importantes, le caractere qui les aura animées, et l'effet qu'elles auront produit; on n'oubliera point d'y publier *les Décrets essentiels et généraux qui auront été rendus dans chaque Séance.*

On y joindra encore le tableau des nouvelles de Paris et des Départemens, considérées dans leurs rapports avec l'ordre public et les progrès de la Liberté; enfin, les nouvelles de nos armées et des armées étrangeres, auxquelles seront jointes les pieces officielles qui peuvent servir un jour de matériaux à l'histoire.

Le Mercure Français, quant à la partie littéraire, continuera d'être composée par les citoyens la Harpe, J. J. Lenoir de la Roche, ancien membre de l'assemblée nationale constituante, s'est chargé des articles de Paris, de la commune et de la rédaction entiere des articles de la Convention nationale, et Charles Denis rédige les articles de politique intérieure et extérieure. Nous y joindrons régulierement l'article d'Angleterre, dont les mesures politiques et militaires, ainsi que les délibérations parlementaires, ont dans les circonstances actuelles un intérêt dominant. On insérera dans le Mercure du premier samedi de chaque mois, un tableau moral résultant des événemens politiques de l'Europe. Les contes continueront d'être fournis par le citoyen Marmontel; et les spectacles, par Framery.

Le Mercure paraissant ainsi toutes les semaines, nous per,

Digitized by Google

mettra de tenir tous les engagemens que nous avions pris et que nous n'avons pu tenir en le faisant paraître dans une demi-feuille journaliere, où, voulant parler de tout, on est obligé de tout tronquer, faute d'espace. Le prix de la souscription pour l'année entiere, est de 36 liv. rendu franc de port. Nous laissons la liberté de souscrire pour une demi-année, en ne payant que 18 liv. Il faut s'adrrer aux citoyen GUTH, chef du bureau dudit Mercure rue des Poitevins, n° 18. Il faut avoir la plus grande attension d'affranchir les lettres et l'argent, et de faire charger les lettres lorsquelles contiennent des assignats.

Tous les objets littéraires doivent être adressés au citoyen la Harpe, rue du Hasard, n°. 2. Tous les autres objets relatifs au Journal, au citoyen la Roche, rue Madame, derriere le jardin du Luxembourg.

N. B. On joindra tous les mois au Mercure Français, l'état civil de la capitale; savoir, divorces, naissances, mariages, décès; la Loterie tous les 15 jours; le cours des changes toutes les semaines,

---

TABLEAU comparatif des souscriptions du Journal historiqus et politique, dit de Geneve, dans les quatre derniers mois de..... 1791 *et* 1792.

Septembre.....	182	31
Octobre.....	356	64.
Novembre.....	198	33.
Décembre.....	204	35.
	940	163.
Janvier 1792.....	2300. 1793.	434.

Le Public peut s'assurer par ce Tableau, que depuis la révolution du 10 août, ce Journal a perdu 777 souscripteurs, et qu'à la fait grande époque de janvier, de 2300 souscriptions, on en a que 434 : *position si cruelle*, qu'elle m'a forcé d'abandonner le *Journal, dit de Genève*; car nous n'aurions pas eu assez de souscripteurs pour faire le tiers des frais, sur-tout si l'on considere que le papier est doublé de prix, et que tous les autres frais sont augmentés au moins d'un tiers. Nous nous sommes réduits à proposer au petit nombre de souscripteurs restant dudit *Journal de Genève*, de prendre le *Mercure Français* pour compléter leurs souscriptions.

P. S. On peut croire, d'après la leçon de l'expérience, qui est la plus sûre de toute, qu'il ne sera plus fait désormais aucun changement dans la forme du Mercure, à laquelle le public paraît depuis si long-tems attaché.

Digitized by Google

(N°. 87. — 1793.)

MERCURE FRANÇAIS.

SAMEDI 30 MARS, *l'an deuxieme de la République.*

VERS

A M. DE FLORIAN.

Le poëte de la nature,
Lafontaine, en eut les couleurs,
La peignit simple et sans parure,
Belle sans art, sans imposture,
Sans autres ornemens que ses fruits et ses fleurs.
Ce favori de tous les âges,
Qui, par le charme de ses vers,
Sut, en ses immortels ouvrages,
Des animaux faire des sages,
Et mieux qu'Esope encore éclaira l'univers,
Dans vos ingénieuses fables
Je le retrouve tout entier;
Je revois ses graces aimables,
Ses traits naïfs, inimitables,
Et reconnais enfin son heureux héritier.

CHARADE.

Mon premier dans les bois sait jetter la terreur;
Mon second d'un bon cœur est la preuve parfaite.
Mon tout du préjugé tient son éclat trompeur,
Ou du bon saint François fait parure complette.

Par le citoyen MARCHANT.

ÉNIGME.

De Léopold, qui ne fut pas un roi,
Nom cher à la vertu, nom fameux dans l'histoire,
Je vous rappellerai sans cesse la mémoire.
Custine et Dumourier marchent toujours sans moi;
Je presse Kellerman: seule devant la loi,
Devant la liberté (ce qu'on n'osera croire)
Seule et toujours je tiens le premier pas;
De servir Tell j'ai seule encor deux fois la gloire...

Digitized by Google

Quoi donc ! lecteur, tu ne me connais pas !
Eh ! je suis devant toi, je suis devant la Loire ;
Enfin, j'ai précédé Louis jusqu'au trépas.
Me tiens-tu ? non. Le fait est bien notoire,
Gherche à la fin d'avril, lecteur, tu m'y verras.

Par le citoyen BOINVILLIERS.

LOGOGRIPHE.

Je suis un animal peu connu dans la France ;
Sur sept pieds je m'éleve, et me fais voir au jour.
Otez ma tête, et je suis le séjour
Qu'habitent ma bergere et l'aimable innocence.

(Par le même.)

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

Etat actuel de l'Empire Ottoman ; contenant des détails plus exacts que tous ceux qui ont paru jusqu'à présent, sur la religion, le gouvernement, la milice, les mœurs et les amusemens des Turcs, avec une description particuliere de la cour et du serrail du grand-seigneur, ainsi que plusieurs anecdotes singulieres et intéressantes ; par Elias Abesci, qui a résidé plusieurs années à Constantinople, attaché au service du grand-seigneur : traduit de l'Anglais par M. Fontanelle, 2 vol. in-8°. ; *à Paris, chez Lavillette, libraire, rue du Battoir, n°.* 8.

Il y a long-tems que j'ai osé (car cela n'était pas sans quelque danger) faire remarquer combien on mettait de charlatanisme dans les titres de livres, et combien en ce genre de commerce la science de l'étiquette avait fait de progrès ; mais depuis ce tems ils ont été poussés encore bien au-delà, et je ne sais plus comment l'on pourra faire pour aller plus loin. Ce n'est pas aujourd'hui que Boileau dirait :

Un auteur à genoux, dans une humble préface,
Au public dédaigneux a beau demander grace.

S'il y avait peut-être alors un peu trop de soumission, l'on s'en est bien corrigé depuis. Mais comme les hommes se corrigent le plus souvent, c'est-à-dire, en donnant dans l'excès contraire : bien loin de *demander grace au public*, on lui fait la loi, et l'on oublie que si l'un de ces moyens est inutile, l'autre est très-déplacé et très-ridicule ; que le respect pour les convenances fondées sur le bon sens, défend à tout écrivain de dicter aux lecteurs ce qu'ils doivent penser de son ou-

Digitized by Google

rage ; qu'il n'en doit dire ni bien, ni mal, mais attendre que les connaisseurs et le tems aient prononcé. Il n'y a point d'exemple qu'aucun écrivain d'un vrai mérite ait manqué à l'observation de cette loi, qui est celle de la raison et de la décence. Il semble, au contraire, que les autres aient voulu rivaliser avec les charlatans de place, et disputer entre eux de forfanterie : c'est à qui enchérira sur ses confrères pour attraper les chalans. On invente des titres fastueux et mensongers pour des bagatelles ou des rapsodies ; on couvre toute la première page de son livre, non pas de toutes les qualités qu'il a, mais de celles qu'il devrait avoir, et qui ne peuvent lui être assurées que par le jugement public ; on nous assure d'avance que l'ouvrage est *utile*, *nécessaire*, *nouveau*, *indispensable* (quoique cela ne soit pas même Français), *philosophique*, *curieux*, *intéressant*, *important*, etc. Le lecteur raisonnable a beau dire, comme le Misantrope, *nous verrons bien*, l'auteur ou l'éditeur, ou le libraire (c'est tout un) a décidé d'avance, et il faut l'en croire. On nous annonce des *histoires impartiales*, comme si ce n'était pas le devoir de tout historien d'être *impartial*, et comme si le public n'était pas le seul juge de cette *impartialité*. On fait courir des catalogues de livres oubliés dans les magazins, et les titres y paraissent non pas en lettres majuscules (ce qui signifie un peu plus grandes), mais en lettres d'une grandeur énorme, en lettres d'écriteau, et l'on met au-dessous de chaque titre, en petits caracteres, le plus magnifique éloge, un éloge auquel il ne manque rien ; car on peut être sûr qu'il est (comme de raison) de la main de l'auteur lui-même. C'est par cet excès de charlatanerie, par cet oubli de toute bienséance et de toute pudeur que l'on déshonore plus que jamais notre littérature chancelante, et qu'on la transforme en un vil trafic de papier. Il fallait marquer ce travers honteux qui est de nos jours, parce qu'à l'époque où nous sommes, un plan d'instruction publique bien conçu et bien executé peut seul rendre aux lettres et aux arts toute leur noblesse naturelle, en leur imprimant ce grand caractère de liberté et d'énergie qui seul leur manquait, et qui doit leur donner de nouveaux moyens et un nouvel éclat.

Quoique ces réflexions, qu'on a eu occasion de faire cent fois, se soient présentées ici à l'inspection du titre de l'ouvrage que nous annonçons, ce n'est pas celui qui est le plus susceptible de reproches en ce genre ; mais pourtant on ne peut s'empêcher de remarquer qu'il ne fallait pas nous dire qu'il *contient des détails plus exacts que tous ceux qui ont paru, des anecdotes singulières et intéressantes ;* car premierement c'est au lecteur à voir si elles le sont en effet, et si ces *détails* sont réellement *plus exacts ;* de plus, il est très-permis de penser (et ce sera l'opinion des hommes qui ont étudié l'histoire) que Ricaut, Marsilly, Detott, Volney, Mouradjeah, etc., ont écrit sur l'Empire Ottoman des ouvrages bien plus in-

Digitized by Google

tructifs que celui-ci, dont tout le mérite consiste à-peu-près dans une notice plus détaillée de tous les emplois de l'administration turque. La nomenclature en est ici très-complette, et l'auteur y a joint l'exposé des fonctions; c'est une espece d'*almanach royal* (1) de l'empire Turc; mais quant à l'esprit général qui fait mouvoir ce vaste corps, quant à la politique et aux mœurs, il s'en faut bien que l'on trouve ici des notions suffisantes, justes et réfléchies, ni qu'on nous apprenne ce qu'il y avait de plus important à expliquer; pourquoi cet immense Empire est aujourd'hui si fort au-dessous de ce qu'il a été, et quels ont été les principes de ses prospérités et de sa décadence.

Cet examen demandait sur-tout des connaissances historiques et philosophiques qui paraissent manquer à l'auteur. Il commence par un précis des annales Ottomanes, en remontant jusqu'au fondateur du mahométisme, et ce morceau est plein de fautes graves. L'auteur prétend que Mahomet *subjugua une grande partie de l'Afrique, quelques provinces d'Europe, toute la Syrie, l'Égypte, Damas, Jérusalem, Antioche, et une portion de la Perse, et qu'il mourut, laissant à ses successeurs un vaste empire à gouverner.* Il est bien étrange que l'auteur tombe dans des erreurs si grossières sur une histoire aussi connue que celle de Mahomet, et que le traducteur ne les ait pas relevées. On sait avec certitude, par le témoignage unanime de tous les historiens Orientaux, que Mahomet ne mit jamais le pied en Afrique, ni en Europe, qu'il n'alla pas même dans la Palestine, ni à Jérusalem, et que ses con-

(1) Cet *almanach royal* était au nombre des mille et une bêtises de l'ancien régime. Demandez-moi un peu ce qu'un *almanach* peut avoir de *royal*? mais alors tout était *à la royale*; on décrotait *à la royale*; on donnait un coup de peigne *à la royale*, etc. Comment veut-on que dans une nation nourrie si long-tems de ces niaiseries puériles, il n'y ait pas encore bien des gens qui s'imaginent bonnement qu'on ne peut pas se passer de roi? Il est tems que l'instruction et l'éducation détruisent radicalement ces préjugés d'habitude, et substituent un mépris raisonné à une prévention stupide. On sait assez combien l'ancien régime était odieux et oppressif: on ne sait pas assez combien il était absurde et ridicule, et c'est ce qu'il importe de faire sentir; c'est aussi ce que je tâche de faire, toutes les fois que j'en trouve l'occasion, soit au Lycée, soit ailleurs. Si j'étais chargé de quelque partie de l'instruction publique, je voudrais, au bout de quelque tems, mettre les élèves au point de ne plus parler de la royauté que comme on parle depuis long-tems des sorciers et des possédés; je voudrais qu'ils dissent, en lisant des résumés historiques faits dans cet esprit: est-il possible que nos peres aient été si sots? L'instruction, l'instruction, c'est le remede à tous les maux nés de l'ignorance. Les erreurs d'une certaine partie du peuple viennent de ce qu'elle ne connait pas plus aujourd'hui la liberté, qu'elle ne connaissait la royauté: il faut lui apprendre ce que c'est que l'une et l'autre.

Digitized by Google

quêtes se bornerent à une partie de l'Arabie et à quelques cantons de la Syrie ; toutes celles dont parle ici l'auteur furent l'ouvrage des premiers califes, successeurs du prophète ; elles furent en effet très-rapides, et leur coûterent beaucoup moins de peine qu'il n'en avait éprouvé à se rendre maître de l'Arabie ; c'est qu'en ce genre les premiers pas sont toujours les plus difficiles ; que ces califes avaient des états, des richesses et une armée d'enthousiastes, et que Mahomet en commençant, n'avait que son génie et des chameaux.

« Le titre de Khalife, *dont il avait été revêtu* lorsqu'il ceignit » le diadême dans la Mecque soumise, n'avait qu'un sens li- » mité, et n'exprimait rien de plus qu'*un grand prêtre*, etc. » Autant de mots, autant d'erreurs. Jamais Mahomet ne s'appella khalife ; ce mot signifie vicaire, et ce fut Aboubekre, premier successeur de Mahomet, qui prit ce nom de khalife, en y joignant deux mots arabes, de maniere que le tout ensemble voulait dire, *vicaire de l'envoyé de Dieu* ; et depuis, les historiens Orientaux ont désigné (par abréviation) les successeurs de Mahomet par le seul mot de khalifes. A l'égard de Mahomet, il ne porta jamais d'autre titre que celui d'Al-Nabi, le prophète.

Dans une espece de parallèle entre Soliman second et Charles-Quint, l'auteur dit : « Charles *fut vrai*, fidèle à *ses engagemens*, etc. » Le contraire est prouvé par l'histoire. On sait qu'il se piquait fort peu de tenir sa parole, quoiqu'il jurât toujours *sa foi d'homme de bien*, que tous ses traités étaient équivoques et captieux, et que la politique de Machiavel était la sienne.

On nous donne ici, sur la religion des Turcs, des renseignemens bien opposés aux idées que nous en avions, d'après le témoignage de tous les écrivains qui ont observé ce peuple. Il passe généralement pour superstitieux et fataliste : Elias Abesci nous le représente comme généralement athée. « L'a- » théisme a prévalu depuis peu ; *c'est-là que le déisme con- » duit malheureusement trop souvent.* » Comme je n'ai point été à Constantinople, je ne saurais nier formellement cette assertion d'un homme qui en revient ; mais d'abord s'il n'a pas été observateur plus exact qu'il n'est bon raisonneur, on est fort en droit de douter de son rapport ; ensuite, comme il contredit celui de tous ceux qui ont écrit et vu avant lui, il devait au moins s'appuyer de quelques preuves. C'est une très-mauvaise induction que de nous dire que le déisme, qui *est un principe religieux chez les Turcs* (ce sont ces termes), *conduit à l'athéisme* ; c'est comme si l'on disait que la dévotion conduit à l'incrédulité. Ce qu'il ajoute, que *cela peut servir d'avertissement aux déistes multipliés dans les pays chrétiens*, fait voir que sa pensée se portait sur nous plus que sur les Turcs, et ce rapprochement, qui est très-peu réfléchi, est ici un principe d'erreur. L'auteur n'a pas songé que parmi nous le déisme est une opinion philosophique, et irréligieuse dans

Digitized by Google

le sens des Chrétiens, parce qu'elle est opposée à ce qu'ils appellent la révélation; ainsi, chez une nation qui commence à opposer le raisonnement à la croyance vulgaire, il se peut faire que plusieurs, qui n'ont d'abord été déistes qu'en raison de l'absurdité d'une révélation, deviennent ensuite athées, en raison des vains efforts qu'ils auront fait pour s'expliquer la divinité et la création; c'est un abus de la philosophie; c'est un effet, ou de la faiblesse d'esprit, qui ne peut supporter une ignorance invincible, ou de l'orgueil qui voudrait expliquer ce qui est inexplicable, et qui finit par trouver plus court de nier tout. Mais rien de tout cela n'a dû se rencontrer naturellement chez les Turcs, tels du moins qu'on nous les a peints jusqu'ici. Ils sont dévôts au déisme, comme les bons chrétiens à l'incarnation, c'est-à-dire, parce que l'unité de Dieu leur a été révélée par leur prophete Mahomet; ils sont même extrêmement fiers de cette croyance, qu'ils s'attribuent exclusivement, et traitent tous les autres peuples de polythéistes et d'idolâtres, nous particulierement, à cause de notre Trinité et du culte que nous rendons aux images. Pour revenir de-là jusqu'à l'athéisme, il faut faire un terrible chemin. L'auteur nous assure qu'ils l'ont fait *depuis peu*; il faut donc croire qu'ils sont devenus tout-à-coup raisonneurs et philosophes, et l'on devrait bien nous dire ce qui a pu opérer cette métamorphose si subite chez celui de tous les peuples qui passe pour raisonner le moins, au dire de ceux qui l'ont observé; chez un peuple dont le caractere reconnu est l'insouciance la plus absolue, le plus indolent abandon à la destinée, le plus aveugle attachement à sa croyance et à ses coutumes; enfin, chez un peuple qui ne lit point, et qui communique très-peu avec les étrangers. Un paradoxe si étrange méritait bien que l'auteur se donnât la peine d'en développer les preuves; jusques-là je prendrai la liberté de n'en pas croire un mot.

« C'est en s'entretenant avec les Turcs distingués par leurs » rangs, leur fortune ou leurs emplois que l'on peut découvrir sûrement *la dégénération de la race Ottomane.* Quelques-uns sont Pythagoriciens, et d'autres sont Pyrrhoniens, etc.; » c'est parmi des *hommes de cette disposition flexible* que le muphti » est choisi. »

Il est difficile d'accorder beaucoup de confiance à un écrivain qui connaît si peu la liaison des idées. Qu'a de commun le Pythagoréisme ou le Pyrrhonisme, avec la *dégénération de la race ottomane!* L'auteur dit plus bas que les Turcs ne croyent plus qu'ils seront enlevés au ciel par leur prophète, s'ils meurent en combattant contre les infidèles. Il paraît persuadé que, s'ils sont battus sans cesse depuis quinze ans, c'est qu'ils n'ont plus cet enthousiasme religieux, aiguillon de leur ancienne valeur. Encore une fois cela se peut; car si l'auteur n'en donne pas de preuves positives, je n'ai pas non plus de preuves certaines du contraire. Mais comment ferme-t-il les yeux

Digitized by Google

sur les autres causes très connues de la décadence de l'empire Turc? Comment n'a-t-il pas vu qu'un peuple qui ne chmine pas avec ses voisins, est bientôt dans un état d'infériorité qui va toujours en augmentant, en raison de la supériorité progressive des autres? L'Espagne, sans aller plus loin en est un exemple assez frappant: elle était au commencement du dernier siecle, la premiere puissance de l'europe, à dater de Charles-Quint: qu'est-elle devenue? Elle est à peine aujourd'hui au troisieme rang pour les forces de terre et de mer et pour le commerce; elle est au dernier pour les lumieres et les arts. Il est avéré que les Turcs sont relativement aux peuples de l'europe, en arriere de deux siecles, sous tous les rapports: ils ont sans cesse décliné depuis Soliman II, qui était un homme de génie, et le dernier de leurs empereurs qui en ait eu. Ils ont été redoutables à l'europe, tant que la discipline militaire y a été inconnue; alors la valeur et le nombre décidaient de tout, et ils avaient ces deux avantages; ils opposaient aux princes chrétiens qui avaient peu de troupes réglées, des armées innombrables et continuellement aguerries sous des sultans belliqueux. Au contraire depuis Louis XIV, dont l'ambition donna aux autres princes l'exemple et le besoin des troupes réglées, depuis cette époque où se formerent à la fois, en Allemagne, en Suede, en Angleterre, en France, quantité de grands capitaines, les Turcs n'ont gueres eu que des empereurs médiocres ou ineptes. La tactique, le génie, l'artillerie ont fait, parmi nous, des progrès immenses, et ces arts protecteurs des empires, sont restés dans l'enfance chez les Turcs. Leur gouvernement intérieur, qui du moins avait de la vigueur, quoiqu'avec des moyens tyranniques accommodés à la servile stupidité des peuples, s'est affoibli dans la même proportion par la mollesse et l'ignorance de leurs sultans et de leurs visirs. Parmi ces derniers, Coprogli est le seul, depuis deux cents ans, qui ait eu du mérite. Aussi n'est-ce pas seulement depuis quinze ans qu'on les voit toujours vaincus par les chrétiens; il y a cinquante ans que dans les célebres campagnes d'Eugene, leurs armées de cent cinquante mille hommes, ont été écrasées par quelques bataillons. Après cet exposé incontestable, n'est-il pas ridicule de chercher dans l'athéisme et le pythagoréisme les causes de la *dégénération de la race Ottomanne*?

On pourrait encore demander à l'auteur sur quoi il appuie quelques assertions fort singulieres, relatives à l'intérieur du Harem. « *Il n'est pas permis* au grand seigneur de faire amener » une vierge dans son lit, si ce n'est pendant les fêtes so- » lemnelles, ou à l'occasion de quelques réjouissances » extraordinaires, ou à l'arrivée d'une bonne nouvelle ». *Il n'est pas permis*? sur quoi se fonde cette étrange prohibition? est-ce sur une loi? Il fallait la citer. Toutes les lois générales des Turcs sont religieuses: où se trouve celle

Digitized by Google

là ? C'est-là le cas ou jamais d'alléguer des autorités : l'auteur est dans l'habitude de n'en citer aucune : se serait-il persuadé qu'on dût l'en croire sur sa parole ?

Il nous répete que le *sultan est l'héritier universel de tous ses sujets.* Voltaire l'a nié, et il a eu raison. Une pareille loi serait le renversement de tout ordre social : elle n'a pu subsister nulle part. Il n'y a point de pays où le fils soit privé de l'héritage de son pere. Qu'on nous dise donc où est cette loi ? Est-ce dans l'Alcoran ou ses commentaires ? Est-ce une décision de l'Ulléma (le corps des gens de loi) ? L'auteur avoue que *cette loi n'est jamais exécu ée à la rigueur.* Je le crois bien, *Mais elle existe* (dit-il). Encore une fois où est la preuve ? *C'est un droit du souverain.* Non, nous savons que le *droit du souverain* est borné en ce genre à réunir au fisc l'héritage de ceux qui ont occupé des emplois parce qu'on suppose toujours que leur fortune est la dépouille des peuples, supposition trop fondee et digne d'un tel gouvernement, et il est digne aussi d'un despote d'être, en titre d'office, le premier spoliateur de ses sujets.

" On ne peut attribuer leurs infortunes dans la derniere " guerre qu'à la mauvaise exécution *des plans les mieux concertés* " dans le cabinet. Aucune nation sur la terre ne les surpasse " *dans la connaissance des circonstanees les plus favorables pour* " *eommencer une guerre, etc.*

On n'a jamais rien avancé de plus contraire à la vérité reconnue. On a remarqué cent fois, (et l'histoire le confirme depuis deux cents ans) qu'un des grands vices de la politique des Turcs, c'est de ne pas attaquer leurs ennemis quand ils les voient attaqués par d'autres ; et ce n'est pas générosité, c'est indolence du gouvernement. Et qui sait si dans ce moment-ci, qui leur est si *favorable* pour prendre leur revanche contre les Russes, ils ne seront pas assez stupides pour se refuser à nos sollicitations et à leurs intérêts, qui leur prescrivent d'envoyer cent mille hommes en Pologne, et cent mille sur le Danube ?

Au reste, le style de cette traduction fait voir à quel excès on porte aujourd'hui la barbarie du langage et le mépris pour les lecteurs. Il est impossible d'écrire plus mal. Sur vingt phrases, dix-neuf ne sont pas françaises. " Quand quelqu'une " des femmes du sérail sort de ce lieu inaccessible *pour faire* " *une incursion à la campagne* avec sa hautesse, elle fait ordi- " nairement le voyage en bateau, etc. " Qui jamais s'est avisé d'appeler *incursion* une promenade de femmes à la campagne ?

" Comme le rétablissement de ces emplois a été *en agita-* " *tion* plusieurs fois, etc. " L'auteur a voulu dire, *a été agité* plusieurs fois, parce qu'alors on parle d'une chose mise en question comme de la question même ; mais si l'on dit *agiter une question*, a-t-on jamais dit mettre une question *en agitation* ? On n'en citera pas davantage ; des fautes de cette nature suffisent pour donner une idée du reste.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 7 mars.

On nous mande de Pétersbourg, en date du 20 février, qu'il en est parti le 27 du mois précédent 1500 matelots, en chariots de poste, pour la flotte de la mer Noire, que l'on augmente de cent chaloupes canonnieres. Ces matelots ne tarderont pas à être suivis de 2,500 autres. On avait d'abord cru que ce serait l'amiral Kotzakoff, qui commanderait la petite flotte de la mer Baltique; on se fondait sur ce que cet officier avait déja rempli avec distinction un pareil commandement dans la guerre contre la Suede; mais il se trouve aujourd'hui que c'est l'amiral Uschakoff: il laisse son commandement de la mer Noire au contre-amiral Ribas. Le but de ces préparatifs est encore inconnu : ce qu'il y a de sûr, c'est que l'ambassadeur Russe, destiné pour Constantinople, doit incessamment prendre le chemin de cette capitale de l'Empire Turc, d'où l'on envoie en échange à Pétersbourg un ministre qui s'est, dit-on, mis en marche avec la suite la plus brillante et la plus magnifique; les mêmes personnes qui donnent cette ambassade pour certaine, ne manquent pas d'ajouter qu'à la nouvelle d'un projet de guerre contre la Russie, le peuple de Constantinople, transporté de fureur, avait jetté dans le canal beaucoup de Français, et qu'entre autres plusieurs membres de la nouvelle légation avaient péri dans cette émeute. Rien de plus douteux que cette histoire; et même, s'il faut en croire des nouvelles plus récentes et plus probables, tout cela se borne à ce que la régence Française a perdu la majeure partie de son crédit auprès de Sélim III. Ce prince a fait assurer les deux cours Impériales, qu'il se conformerait scrupuleusement aux derniers traités. Du reste, le divan n'a pas mis l'opposition que sollicitaient les ambassadeurs des puissances étrangeres, à l'érection de l'arbre de la liberté devant l'hôtel de France.

Non contente de chercher à aigrir la Porte contre son plus ancien et son plus fidele allié, Catherine II vient d'ordonner un deuil de six semaines, *sur la nouvelle de l'impie assassinat, commis par des factieux, contre la personne de Louis XVI leur souverain.* Elle a de plus fait publier, le 19 février, une ukase que voici, et d'après laquelle on pourra juger des sentimens qui l'animent contre les Français :

« Les désordres qui ont eu lieu en France depuis 1789, devaient certainement attirer l'attention de tout Etat bien ordonné. Tant qu'il y a eu quelque espérance, que le tems et les circonstances pourraient contribuer à ramener les esprits égarés, et que

Digitized by Google

le bon ordre et un gouvernement légitime pourrait être rétabli, nous avons toléré le séjour des Français dans nos Etats, et avons permis à nos sujets de communiquer avec eux : mais ayant observé que la révolte et la désobéissance contre leur souverain, fait de plus en plus des progrès dans ce pays, et que l'obstination avec laquelle les révoltés s'efforcent de répandre les principes de l'impiété, de l'anarchie et de l'immoralité, non-seulement dans leurs propres provinces, mais encore à les propager sur toute la terre, gagne de plus en plus ; nous avons rompu toute correspondance politique avec la France, en en rappelant notre ministre avec toute sa suite, et en éloignant de notre cour le chargé d'affaires de cette puissance. Nous fûmes sur-tout engagés à prendre cette mesure, par la considération que, comme l'envoi des ministres respectifs avait été convenu entre le feu roi et nous, il eût été peu convenable à notre dignité, après avoir vu ce prince dépouillé de son autorité, tenu indignement dans une contrainte perpétuelle, où il avait sans cesse tout à craindre ; d'avoir, de quelque manière que ce fût, l'apparence d'entretenir des liaisons avec ceux qui avaient fait des entreprises si violentes sur ses droits, et s'étaient emparés de son gouvernement. Mais aujourd'hui que la mesure des plus noirs forfaits est comblée ; que cette malheureuse nation vient de se déshonorer ; que l'indignation publique s'est élevée contr'elle ; qu'il s'y trouve plus de sept cents monstres, parvenus à la tête d'un gouvernement usurpé par l'entassement de tous les crimes, et dont ils ont fait l'usage le plus criant, en portant leurs mains meurtrieres sur l'oint du Seigneur, leur légitime souverain, qui est tombé victime de leur cruauté et de leur inhumanité, le 21 janvier dernier ; nous croyons devant Dieu et notre conscience, être obligés, jusqu'à ce que la justice du Très-Haut ait écrasé tout les auteurs de ces épouvantables forfaits, et jusqu'à ce que par sa sainte volonté, il ait trouvé à propos de mettre un terme aux désastres qui affligent la France ; de ne point permettre qu'il y ait entre notre empire et ce malheureux royaume, aucune des liaisons qui subsistent entre des Etats légitimes et bien ordonnés ; en conséquence nous ordonnons ce qui suit :

« 1°. Tous les effets du traité de commerce conclu le 30 décembre 1786, entre nous et le feu roi Louis XVI, sont suspendus, jusqu'à l'époque où l'ordre sera rétabli, et où il y aura une autorité légitime dans ce royaume.

« 2°. Nous défendons jusqu'à cette même époque, l'entrée des navires Français, soit sous leur propre pavillon, soit sous pavillon étranger, dans tous nos ports situés dans les diverses mers ; et défendons pareillement à nos négocians et maîtres de navires, de faire rentrer leurs vaisseaux dans les ports de France.

« 3°. Nous voulons aussi que les ci-devant consuls Français, vice-consuls, agens et leur suite, s'éloignent de nos deux résidences, ainsi que de tous les lieux où il s'en trouve, et qu'il soit signifié à chacun d'eux, qu'il lui est fixé un terme de trois semaines pour mettre ses affaires en ordre, lequel écoulé, il doit infailliblement abandonner le lieu de sa résidence, et être hors des frontieres de la Russie, dans le terme désigné dans son passeport. Quant à ceux d'entre eux qui ont un commerce en Russie, et ont exercé le consulat ou séjourné sous d'autres titres ou charges, s'ils desirent demeurer dans l'Empire uniquement pour continuer leurs affaires, on se conduira à leur égard comme il est dit dans l'article VI.

Digitized by Google

« 4°. Il est de même ordonné à tous nos consuls, vice-consuls, avec leurs gens, et en général à tous les Russes des deux sexes, d'abandonner sans retard, dès qu'ils en auront reçu l'ordre, le royaume de France; mais comme ces ordres, vu l'interruption de toute correspondance, pourraient ne pas leur parvenir, ils n'en seront pas moins tenus de s'y conformer, dès le moment qu'ils en auront eu connaissance par les gazettes étrangeres, où nous ferons insérer fidélement, et mot pour mot, la présente ordonnance.

« 5°. Nous ordonnons qu'on ne tolere point, et qu'on éloigne de notre Empire tous les Français, de quelque sexe que ce soit, sans exception, qui s'appliquent au commerce ou à quelqu'autre art, fabriquans, gens de professions, ouvriers, gens en service auprès des particuliers, gouverneurs, précepteurs ou gouvernantes; en un mot, tous ceux qui reconnaissent le gouvernement actuel de leur pays, et s'en regardent comme dépendans; qu'on fixe à chacun un terme de trois semaines pour mettre ordre à leurs affaires, en leur enjoignant en même-tems, qu'après ce terme écoulé, ils soient hors des frontieres de l'Empire au bout du tems désigné dans leur passe-port, et de n'y plus remettre les pieds à l'avenir, sous les peines portées par les lois.

« 6°. Nous exceptons de la présente ordonnance tous les Français de l'un et de l'autre sexe, qui étant appellés devant le gouvernement du lieu où ils sont établis, pour être instruits de notre volonté actuelle, témoigneront un desir sincere d'abjurer les principes impies et séditieux, qui ont maintenant la vogue dans leur pays, comme ayant été introduits par des usurpateurs de la puissance légitime; tous ceux qui regardent l'horrible attentat que des monstres ont consommé en la personne de leur roi, avec toute l'horreur qu'il inspire à tout homme qui pense bien, et à tout bon citoyen; tous ceux qui, pénétré d'un zele sincere pour la religion dans laquelle ils sont nés, témoigneront un même desir de demeurer fideles sujets du roi, à qui écheoit la couronne, suivant le droit d'hérédité; qui s'engageront en conséquence, pendant tout le cours de leur séjour en Russie, et jusqu'au rétablissement du bon ordre dans leur patrie, à rompre toute correspondance avec ceux de leurs compatriotes, qui se sont soumis à ceux qui se sont emparés de ce gouvernement monstrueux qui regne maintenant dans leur patrie; tous ceux, de l'un et de l'autre sexe, qui confirmeront tous ces engagemens par un serment solemnel, peuvent librement et sans obstacle habiter en Russie, sous la protection de nos lois, et y exercer sans crainte leur commerce, leurs actes, leurs professions, et toutes les occupations de leur industrie, sur lesquelles il n'y a point de prohibition. Mais afin qu'aucun d'eux ne s'imagine, qu'il peut seulement en apparence, et dans des vues hypocrites, faire la présente abjuration, dans l'espérance que la chose demeurera inconnue à leurs compatriotes; il leur sera clairement représenté, que cette abjuration sera insérée dans les gazettes Russes et étrangeres, avec les noms de ceux qui l'auront jurée et soussignée.

» 7°. Cette abjuration doit être prononcée dans l'église catholique, dans tous les lieux où il y en a, et en présence du gouvernement de l'endroit; et lorsque le serment aura été émis, chacun devra le confirmer en baisant la croix, et par sa signature; alors il recevra un certificat des mains des gouverneurs de la ville, avec la signature du prêtre qui aura été présent à cette action religieuse. Dans les lieux où il n'y a point d'église catholique, le serment

Digitized by Google

se fera dans la salle même du gouvernement, en présence de ses membres. Un tel certificat servira à celui qui l'aura reçu de témoignage, qu'il peut habiter librement en Russie, et y exercer sa profession en toute sûreté selon les lois. Ceux des Français ci-dessus désignés, qui sont de la religion protestante, feront la même abjuration dans les églises de leur croyance; et là où il n'y en a point, ce sera dans la salle du gouvernement du lieu où ils sont établis.

» 8°. Dès que la publication de cette ordonnance aura été faite dans nos deux résidences, on mettra tout de suite la main à l'œuvre pour son exécution : on appellera en conséquence tous les Français, selon les quartiers de la ville dans lesquels ils sont distribués, devant la police; et après leur avoir manifesté notre volonté, on désignera à ceux qui se trouveront disposés à faire l'abjuration, le jour et l'heure auxquels ils devront prêter ce serment. Ceux qui ne voudront pas le prêter, seront incontinent annoncés au gouverneur, afin qu'il puisse, sans délai, prendre les mesures convenables pour leur transportation, conformément au 5e. article. Au surplus, notre collége des affaires étrangeres, sur la réquisition que lui en fera le gouvernement, nommera des personnes qui pourront remplir cet office, ainsi que de servir d'interprètes à la police là où il sera nécessaire.

» 9°. Le terme de trois semaines qui est accordé aux Français pour mettre en ordre leurs affaires, sera compté du jour auquel il leur aura été signifié qu'il doivent abandonner nos frontieres. Il sera aussi désigné expressément dans nos passeports, par quel chemin et dans quel tems ils devront en être dehors, et le tems fixé pour cet effet, sera régle sur la possibilité du trajet, eu égard à l'éloignement.

» 10°. Il est défendu à tous nos sujets de voyager en France, ou d'avoir la moindre communication avec des Français, soit dans leur patrie, soit les lieux où sont leurs armées, jusqu'à ce que nous leur en donnions la permission, après le rétablissement de l'ordre, et d'une autorité légitime dans le pays.

» 11°. Il est défendu d'introduire en Russie, des gazettes, journaux, ou autres écrits du tems, qui sortent des presses de France.

» 12°. Nous défendons enfin très-sérieusement l'entrée dans notre empire, soit par terre soit par mer, de tout Français, excepté de ceux ou celles qui, abhorrant les fureurs enragées de leurs criminels compatriotes, désirent de vivre sous la protection de nos lois, et dans la profession de la religion chrétienne dans laquelle ils sont nés; mais ils ne pourront y être admis, qu'en produisant un certificat des princes Français, et nommément du comte de Provence et du comte d'Artois, frères du roi défunt, ainsi que du prince de Condé; et après que, par l'entremise de notre ministre le plus près du lieu de leur résidence, ils auront auparavant demandé la permission de venir en Russie, et d'y prendre du service, ou d'y exercer quelque art ou profession. Bien entendu qu'en arrivant sur nos frontieres, ils seront tenus de faire l'abjuration énoncée dans l'article VI de cet édit. »

Formule du serment.

» Je soussigné, jure par le dieu tout puissant et par son saint-évangile que, comme je n'ai jamais donné mon approbation, ni sciemment ni de fait, aux principes impies et séditieux qui ont

Digitized by Google

été introduits en France, et que je reconnais le gouvernement qui vient d'y être établi, comme illégitime et usurpé en violation de toutes les lois, ainsi que le meurtre du roi très-chrétien Louis XVI, comme le plus abominable de tous les attentats et la plus détestable trahison envers un souverain légitime; que j'en maudis avec exécration les auteurs, ainsi que tout homme qui pense bien doit le faire; que je suis convaincu dans ma conscience de l'excellence de la religion..... telle que mes ancêtres me l'ont transmise, et de l'obligation où je suis de demeurer fidele et obéissant au roi, à qui, suivant l'ordre de la succession, échoit la couronne de France; je promets et m'engage en conséquence, tant que je jouirai de la protection assurée que S. M. l'impératrice de toutes les Russies a gracieusement daigné m'accorder, d'y vivre dans l'observation des préceptes de la religion... dans laquelle je suis né; d'être soumis aux lois et au gouvernement de S. M. I.; de rompre toute correspondance dans ma patrie avec les Français qui reconnaissent la forme monstrueuse de gouvernement qui existe aujourd'hui en France, et de ne la reprendre, qu'après que l'ordre et la tranquillité d'un gouvernement légitime dans ce royaume étant rétablis, j'en aurai reçu la permission de S. M. l'impératrice. Et dans le cas où je viendrais à me rendre coupable d'avoir violé ce serment, je me soumets à toute la sévérité des lois dans cette vie, et pour celle qui est à venir, à l'épouvantable jugement de dieu. Et pour sceller ce serment, je baise le saint évangile et la croix de mon sauveur. *Amen.*

Tandis que l'impératrice persécute les Français qui restent attachés de cœur à la mere-patrie, elle accueille leurs ennemis les plus cruels, et leur offre un établissement sur les bords de la mer Noire. Elle a pourvu aux premiers besoins des émigrés, en envoyant une somme de 800,000 liv. à leur distribuer. Ceux qui voudront s'établir sur son territoire seront embarqués à Ulm, transportés et défrayés à ses dépens. Les gentilshommes et officiers des derniers grades recevront chacun à leur arrivée une maison, deux vaches, deux chevaux, six brebis, soixante arpens de terre, mesure de Russie, ce qui revient à 80 ou 90 arpens mesure de France. Pendant deux ans des alimens, et autant de roubles en argent que d'arpens de terre. Les quatre années suivantes, les alimens et les roubles seront diminués de moitié : il y aura moitié plus de tous ces objets pour ceux qui ont une femme, et moitié encore par chaque tête d'enfant. On élevera les garçons depuis l'âge de six ans jusqu'à douze dans une maison d'éducation instituée à cet effet sous le nom d'école des cadets de la mer Noire. Ils auront la perspective d'entrer ensuite au service en qualité d'officiers. L'impératrice confere les susdits biens aux Français émigrés, à titre féodal; par conséquent, tous les habitans des terres qu'on leur partagera seront les serfs des possesseurs. On n'oublie point les domestiques; ils auront aussi quelques arpens, mais en propriété desquels ils n'entreront qu'au bout de six années, et qui resteront toujours dans la mouvance des seigneuries de leurs maîtres. Pour mieux conserver la hiérarchie des pouvoirs, et la subordination de la basse noblesse à

Digitized by Google

la moyenne, et de la moyenne à la haute ; en un mot, l'aristocratie dans toute sa pureté primitive ; on donnera plus de bestiaux, d'argent et de terres aux officiers du premier grade. Quant au prince de Condé, tout le pays sera érigé pour lui en principauté, relevant néanmoins de la couronne de Russie.

Voici ce que portent les dernieres nouvelles de Stockholm. — Le régent, personnellement mécontent du comte de Stackelberg qui a cherché à susciter chez lui des troubles, a demandé, dit-on, son rappel au cabinet de Pétersbourg : sentant d'ailleurs combien il doit se méfier de la Russie, dont les efforts pour l'entraîner dans la coalition contre la France ne se bornent pas à de pressantes sollicitations, mais vont jusqu'aux menaces, ce prince juste, prudent et courageux, prépare deux camps d'exercice et d'observation, dont l'un de 22,000 hommes en Finlande, et l'autre de 26,000 entre Stockholm et Norkoping. L'amiral Ehrensehwerd, à qui le duc de Sudermanie a rendu toute la confiance dont Gustave l'avait injustement privé, a l'ordre de presser l'armement de 14 frégates à Carlscrone pour défendre les côtes.

Les préparatifs pour la guerre, en cas qu'on la provoque, ne font point oublier au régent de profiter des loisirs de la paix pour travailler à l'amélioration du pays et des hommes. Un comité composé des officiers civils et de deux prud'hommes déja admis au travail du comptoir d'état, va s'occuper de lois somptuaires pour réprimer le luxe funeste à ce pays pauvre. — Il existe un autre comité qui doit revoir avec des experts tous les projets relatifs à l'économie rurale des provinces, que feront passer les gouverneurs.

Les états de Poméranie ont fait un emprunt de 25,000 rixdalers pour acquitter leurs dettes. Cela deviendra plus facile si, comme le bruit s'en répand, Sa Sainteté a fait faire en Suede une commande considérable de canons et de boulets.

Malgré les craintes de la vieille femme dont nous avons parlé, malgré les dénonciations contre les prétendus jacobins de Suede qui se sont trouvées fausses, et la maladie épidémique régnant dans les environs d'Upsal, le duc régent y a conduit le jeune roi pour assister au jubilé de l'université, durant lequel un régiment d'infanterie et un détachement de cuirassiers formeront la garnison de cette ville savante, où les étudians ont arboré des cocardes, chantent des chansons et des odes à la Liberté, et se forment souvent en assemblées primaires.

On parle, mais bien vaguement, d'une entrevue du roi, du régent et de l'impératrice de Russie sur les confins des deux Etats.

Les dernieres lettres de Copenhague ne disent rien autre chose sinon que le contingent que le roi de Dahemarck, en sa qualité de duc de Holstein, doit fournir à l'armée de l'Empire, vient d'être fixé à 1184 hommes, et à 24,000 florins d'Allemagne; mais on ignore encore si ce contingent sera fourni

Digitized by Google

en nature ou compensé par un subside pécuniaire. — Les assureurs de la capitale signent pour toutes les propriétés neutres, du transport desquelles les Danois se sont chargés. — Il a passé par Copenhague, dans les premiers jours de mars, un courrier Russe allant à Stockholm. On est persuadé qu'il est question des affaires de la France dans ces dépêches pour la cour de Danemarck, aussi bien que dans celles qu'il apporte en Suede.

L'asservissement de la Pologne existe, et tout présage que le nouveau démembrement commencé ne va pas tarder de s'achever à la discrétion des puissances co-partageantes. Des lettres de Varsovie, du 6 mars, viennent à l'appui de cette conjecture. En effet, il est déja arrivé dans la Volhynie et les provinces adjacentes, des arpenteurs Russes. D'un autre côté, les Prussiens, à ce qu'on assure, ne sont plus éloignés de cette capitale que de quelques milles. Le couvent fortifié de Ctzenstochow est occupé par eux; le quartier général est à Lowitz. Le général Rauner occupe les environs de Dantzick. — Quinze jours auparavant, la direction Prussienne de douane, établie dans son voisinage à Fahrwasser, a intimé au commerce de cette ville, où il se fait tant d'exportations de bleds, que le roi attendait de sa part qu'il n'expédierait aucune espece de grains pour la France. La direction n'a pas dissimulé qu'elle avait l'ordre de les confisquer.

De Vienne, le 8 mars.

Les dons *patriotiques* par lesquels les sujets de l'empereur qui partagent sa haine contre les Français, s'empressent de l'aider à leur faire la guerre ne se ralentissent pas. Le mouvement est imprimé; il entraîne tout le monde. Le prince de Dietrichstein a remis à l'empereur 20 mille florins. Il a aussi reçu un petit bélier en argent, placé sur un piédestal noir, autour duquel se trouve une galerie de cœurs marqués de lettres, dont la réunion présentait en deux lignes rimées le sens suivant : « Nous, garçons bouchers, offrons à François II nos vies et biens ». Au reste, c'est plutôt l'intention que la valeur de ce dernier présent qui a dû flatter S. M. I., car ce bélier ne contenait pas plus de 178 ducats.

On avait d'abord dit que les Français Charton, Colombe ci-devant gouverneur du comte de Collorédo, Mauri et autres, arrêtés sur des soupçons d'une correspondance suspecte, avaient été mis en liberté. Mais il se trouve, au contraire, que l'infortuné Colombe a subi pendant trois jours la peine infâmante du pilori, et est condamné à 40 ans de prison dans une forteresse.

Les délibérations de la diete sur le reste du décret de commission impériale du 1er. septembre 1792, ont recommencé le 4 de mars. Tout le monde est persuadé que la diete requérera l'empereur de déclarer la guerre à la France. Cela

Digitized by Google

est assez inutile, puisqu'elle se fait; mais enfin ce sont les formalités : au reste, François II n'agit encore que comme grand-duc d'Autriche et roi de Hongrie.

Le décret de ratification impériale concernant la caisse militaire de l'Empire, sera porté le 9 de ce mois à la dictature de la diete.

Tous les Flamands qui se trouvent dans cette capitale paraissent très-satisfaits de ce que le département des Pays-Bas a été séparé des autres, et confié directement à M. le comte de Trautmansdorff. Une chose digne de remarque, c'est que ce nouveau chancelier après avoir prêté le serment de fidélité entre les mains de l'empereur n'a pas été faire sa cour chez les ci-devant gouverneurs des Pays-Bas, d'où l'on augure, avec vraisemblance, qu'il ne prendra point à l'avenir leurs ordres en cette qualité.

L'abbaye des bénédictins de St. Blaise dans la forêt Noire, en Souabe, a envoyé à la monnoie impériale de Gunsbourg quatre cents marcs d'argent, en don patriotique pour la guerre.

De Francfort-sur-le-Mein, le 19 mars.

Les préparatifs de François II et de Frédéric Guillaume contre la France continuent avec d'autant plus d'activité que la campagne ne peut tarder à s'ouvrir du côté du Rhin, et que les deux chefs de la coalition ont intérêt qu'elle soit la derniere, le délabrement de leurs finances ne leur permettant gueres d'en entreprendre une troisieme; ainsi il faut mettre le tems à profit.

On mande du Haut-Palatinat, qu'il passe de la Bohême de fortes divisions de charrois pour l'armée du Rhin : il en est arrivé une à Schwartzenfeld; elle consiste en chariots de munitions et de bagages, et en un transport de deux canons de dix-huit livres de balle, neuf de douze; dix pour l'artillerie à cheval, de six à sept livres de balle, et sept obusiers : on jugera combien ces transports sont dispendieux par les frais journaliers dans le Palatinat, qui montent à plus de 500 florins. — On juge d'après les préparatifs que les impériaux font du côté de Manheim, qu'ils ne tarderont pas à passer le Rhin de ce côté. — Les troupes auxiliaires de l'électeur de Saxe ont défilé par cette ville les 17 et 18, et elles ont pris leurs cantonnemens dans ces environs en-deçà et au-delà du Mein.

Les lettres de Hanovre du 8 mars disent; nous avons reçu le 3 un courier de Londres, porteur de l'ordre du départ des troupes; en conséquence, la premiere colonne, composée de gardes à pied des 5e., 8e. et 10e. régimens d'infanterie, emmenant une partie de l'artillerie, se mettra en marche le 15 pour la Hollande; quinze jours après partira la deuxieme colonne, composée des 4e., 7e., 11e. et 12e. régimens d'infanterie, avec lesquels partiront les gardes-du-corps des 4e., 5e., 9e.

Digitized by Google

9e. et 10e. régimens de cavalerie que suivra le reste de l'artillerie. Le corps entier que le duc d'Yorck commandera doit être de 16,000 hommes; mais on doute de la possibilité de completter ce nombre, tant le recrutement a présenté de difficultés.

On mande de Luxembourg, que le prince d'Anhalt-Zerbst, frère de l'impératrice de Russie, général au service de l'empereur, y est mort le 3 de ce mois, à la suite d'une apoplexie, dans la 59e. année de son âge.

Le colonel Ruttenberg, qui commandait près de Bergen et de Horkheim a quitté le service de France; il est ici depuis le 13.

S'il faut en croire des lettres de Coblentz du 21 mars, les premieres attaques contre Mayence devaient commencer sous trois jours. A l'époque où on les écrivait, on faisait passer de ce côté une nombreuse artillerie de siege, et 10,000 Prussiens étaient déja remontés jusqu'à S. Goar: on avait même jetté près de cette ville un pont de bateaux destiné au passage du Rhin que devait effectuer une partie de l'armée, pour essayer de déloger les Français de Bingen, et de rompre leur cordon. Quelques personnes prétendent que l'attaque commencera par Kreutznach.

Le prince de Condé a reçu dans la nuit du 6 au 7 une nouvelle consolante, et qu'il n'espérait plus; il avait annoncé le 4 mars à son armée qu'elle serait dissoute au 1er. avril, mais aujourd'hui les puissances coalisées, sentant le parti qu'elles en peuvent tirer, sur-tout pour l'artillerie, la conservent et la prennent à leur solde.

ITALIE. *De Venise, le 8 mars.*

On a lu hier au soir dans le sénat des dépêches de Rome, qui annoncent que S. A. R. le grand duc de Toscane a offert au pape sa médiation entre lui et la France. Voici qu'elles auraient été les bases de cet accommodement refusé. Sa sainteté aurait reçu un nouvel envoyé de la République, et de plus elle lui aurait permis de placer à la porte de son palais le nouvel écusson de France, seconde condition préliminaire absolument indispensable, et sans laquelle on ne pourrait répondre que les Français ne débarqueraient point aux environs de Livourne, sur un territoire ami, pour se porter plus loin, ce qu'on voudrait peut-être alors, mais trop tard, prévenir par les voies de la conciliation. — Le Saint-Père a répondu qu'il serait peu convenable au chef de l'église de varier dans les principes d'après lesquels il a dû s'opposer à tout ce qui blesserait la sainteté de son ministere; que quelque chose qui pût en arriver, il s'en reposait entièrement sur la justice de sa cause, et sur les secours du Ciel. — Pie VI compte tellement sur cet allié de l'église Militante, qui peut la rendre

Digitized by Google

triomphante, que le duc de Toscane en est pour ses bonnes intentions et ses offres.

Provinces-Unies et Belgique.

De la Haye, le 14 mars.

Le stadthouder fait poursuivre le procès du comte Alexandre Byland, major-général et commandant de Bréda. Cet officier a déja subi plusieurs interrogatoires sur les motifs qui lui ont fait rendre une place importante confiée à sa garde, sans qu'aucune attaque en forme faite aux fortifications qui n'étaient pas même endommagées, ni que la perte d'un seul homme de la garnison, ait pu masquer cette espece d'intelligence avec l'ennemi : car voilà comme on voit la chose ; ce qui pourrait bien lui coûter la tête. — Au reste, Williamstadt est défendu par un grand nombre de chaloupes et de vaisseaux renforces de la frégate anglaise *la Syrène* : voilà pour le côté de l'eau. Du côté de terre, cette ville présente aussi une défense respectable. De plus, 13 chaloupes canonnieres et plusieurs vaisseaux anglais se sont joints à la flottille stationnée vers l'isle de Dart.

Des lettres de Bréda, du 21, témoignent la plus vive inquiétude d'éprouver la vengeance du stadthouder, si l'approche d'un corps considérable de Prussiens, venant de Bois-le-Duc, forcent, comme il n'est que trop probable, la garnison Française à se retirer. — Ces mêmes lettres se plaignent amérement de ce que le conseil exécutif n'a pas envoyé à tems quelques frégates s'emparer de l'embouchure de l'Escaut, et fermer ce fleuve aux Anglais. — Enfin d'autres lettres de Bruxelles, du 22, annoncent l'abandon du siége de Williamstadt, l'évacuation de Klundert, et le transport de tous les magasins de vivres et de fourages qu'on avait commencé d'y former. — Elles ajoutent que la garnison Hollandaise de Batz a profité de la nuit pour saisir deux bâtimens Français, qui étaient en station sur l'Escaut, sous le canon de Lillo et de Liefkenshoek.

Nous apprenons aussi par deux lettres d'Anvers de la même date, que l'armée Française, qui devait être de 120,000 hommes, n'est tout au plus que de 65 à 70,000, et que la bravoure des renforts de gardes nationaux, qui arrivent tous les jours, ne peut compenser le manque d'expérience et de discipline. « Depuis samedi dernier, disent-elles, jusqu'à hier au soir, on s'est battu sans discontinuer ; il y a un monde étonnant perdu de part et d'autre. Samedi, les Français étaient encore à trois lieues au-delà de Saint-Tron : aujourd'hui, ils sont retranchés sur la montagne de Fer, où l'on assure que leur position est forte et avantageuse. Les Autrichiens se battent avec une fureur extrême. Les généraux Valence et La-

Digitized by Google

morliere ont été grièvement blessés ; on dit que le fils d'Egalité l'est aussi. Le patriote Batave Staatman, aide-de-camp de Valence, a été haché en pieces. Les généraux allaient eux-mêmes au milieu du feu à la tête de leurs colonnes. Dumourier s'est élancé six fois le sabre à la main sur l'ennemi. La conduite de Miranda est fort suspecte. L'armée Autrichienne est tellement forte et nombreuse, qu'il y a beaucoup à craindre que les Français ne soient incessamment forcés de se replier sur Mons et Valenciennes. Les Prussiens marchent par la mairie de Bois-le-Duc sur Bréda et Anvers. Vous jugerez facilement de notre position au milieu d'un peuple fanatisé par ses prêtres, aigri par ses nobles, et en général peu content des Français. »

« Les suites de la bataille de Nervinde sont incalculables ; le désordre de l'aile gauche de l'armée Française a été causé par trois bataillons de volontaires qui se sont retirés en criant *sauve qui peut*, et en abandonnant leurs canons. L'ennemi a profité de cette fuite insensée pour pénétrer dans le pays, et actuellement il est maître de Diest. Les garnisons de Breda, de Gertruidenberg, et le reste de la brave armée qui se trouve encore sur le territoire Hollandais, courent le plus grand risque d'être coupés, si l'on néglige de les faire replier d'abord sur la Belgique. — Le général Dumourier vient de casser le corps des hussards de la liberté. La grande armée se trouve toujours sur la montagne de Fer, près de Louvain.

Le bruit court que les Belges ont remis, depuis plus d'un mois, à des banquiers d'Amsterdam, 12 millions de florins pour les faire passer, comme un don volontaire, au chef de la maison d'Autriche, dont ils se félicitaient tant d'avoir secoué le joug. Cette importante contribution sera doublée, à ce qu'on assure, à l'époque de l'entrée des troupes impériales à Bruxelles. Trois mille Belges viennent de se réunir aux armées Autrichiennes pour combattre les Français, ruiner leurs armées dans la Belgique, y semer le désordre, s'emparer de leurs magasins et sur-tout de leur artillerie. Tel est le nouveau plan du général Clairfayt. Il lui a réussi, s'il est vrai qu'on ait trouvé, comme on le prétend, à Ruremonde près de 30 mille sacs de froment et beaucoup de munitions, ainsi que dans les magasins de Maseick et de Boin.

ANGLETERRE. *De Londres, le 19 mars.*

Sir James Murray arriva le 16 du continent dans cette capitale ; il n'y avait que quelques jours qu'il avait quitté le roi de Prusse, dont l'armée n'était pas encore en mouvement, et ne devait s'y mettre qu'à la fin du mois : ce rapport rend assez vraisemblable le bruit qui s'est répandu hier. On dit que les dernieres dépêches du lord Auckland instruisent le ministere de la déclaration formelle des Prussiens, de ne continuer les

Digitized by Google

opérations de la campagne qu'autant qu'ils seront certains de la réunion sincere de la Grande-Bretagne à la coalition, pour rétablir en France l'ancien ordre des choses, et pour les autres objets connus que se sont proposés les trois hautes puissances contractantes. — Ces objets connus d'elles ne sont que soupçonnés du public; mais on est tenté de croire qu'il s'agit du nouveau partage de la Pologne, et du démembrement de quelques provinces de la France, qu'il n'est pas aussi facile d'effectuer que de desirer.

Une lettre de Portsmouth, en date du 17, nous apprend qu'un exprès arrivé la veille en sept heures de Londres, a apporté l'ordre de suspendre le départ de l'escadre de l'amiral Gardner, et du convoi qu'il devait escorter : le lendemain on a réparti sur les vaisseaux de ligne prêts à mettre en mer, tous les équipages de ceux qui sont dans le port. Si des vents contraires n'eussent retenu plusieurs jours l'amiral Gardner à Spithead, vraisemblablement il aurait rencontré les Français et perdu son riche convoi. — Le lord Hood va, dit-on, partir pour Portsmouth, et les Anglais n'en sortiront qu'avec des forces supérieures à celles des Français. *Le Saint-Georges* de 98 canons, commandé par le contre-amiral Gell, devait accompagner l'escadre de l'amiral Gardner, jusqu'au cap de Finistere, et aller ensuite attendre la flotte de l'amiral Hood à Gibraltar.

L'Edgard de 74 canons, capitaine Bertie, vient d'arriver en rade à Portsmouth. Sur-le-champ, le capitaine a interdit toute communication, et est parti en poste pour Londres. Ce silence, la célérité de sa marche, car il a pris quatre chevaux, tout fait penser qu'il porte au gouvernement des nouvelles de la plus haute importance.... On sait aujourd'hui 19, quelles sont ces nouvelles. Avant-hier, le premier lieutenant de la frégate *le Phaëton* est venu prévenir l'amirauté qu'une escadre française, forte de sept vaisseaux de ligne et de trois frégates, était sortie de Brest, et qu'elle faisait voile pour les indes occidentales. Hier le capitaine Bertie est venu confirmer la même nouvelle à l'amirauté.

Le sloop de guerre *le Scourge*, capitaine Brissac, a pris le corsaire français *le Sans-Culotte*; mais ce n'a été qu'après un combat très-vif et très-soutenu, puisqu'il a duré près de quatre heures. Le corsaire avait 12 canons et 92 hommes : six ont été tués et vingt-un blessés. *Le Scourge* a ramené en même-tems à Plymouth deux autres prises. — On avait publié que *l'Edgard* avait pris la frégate française *la Proserpine*; nouvelle qui se trouve démentie.

Le vénérable comte de Mansfield, qui a rempli pendant tant d'années la place de juge en chef du tribunal du King's-Bench, vient de mourir âgé de 89 ans; c'est le lord Stormont, autrefois ambassadeur en France, qui hérite de son titre et de ses grands biens.

M. Pitt, après avoir porté les dépenses de l'année courante

Digitized by Google

à 11,145,000 liv. sterl. (voyez le n°. 83 du Mercure Français), a présenté l'état suivant des ressources, dont plusieurs parties lui ont été contestées.

Suite du Budged.

Produit annuel de la taxe sur les terres et sur la drêche . . . . . 2,750,000 l.

Surplus reçu le 5 janvier, provenant du produit immense du revenu . . . . . 435,000 l.

A quoi il fallait ajouter le surplus jusqu'au 5 d'avril, qu'il portait en total à . . . . . 700,000 l.

Le surplus de 435,000 liv. sterl. provenant des trois premiers quartiers, avait déja été voté.

Afin de donner l'état le plus approximatif possible du revenu futur, il présenta celui des quatre dernieres années :

Total du revenu au 5 janvier	1790	13,423,000 l.
Idem	1791	13,879,000 l.
Idem	1792	14,172,000 l.
Idem	1793	14,412,000 l.
Total des quatre années		55,886,000 l.

Laquelle somme divisée par 4 donnait une moyenne proportionnelle de . . . . . 13,971,000 l.

En deduisant pour les charges la somme de	11,391,000 l.	
Et pour les charges futures additionnelles	240,000 l.	
Le total des charges se montait à		11,631,000 l.

Ce qui laisserait en quatre quartiers un surplus disponible de plus de . . . . . 2,185,000 l.

En addition à cette somme disponible, M. Pitt proposait la continuation des taxes temporaires mises pour défrayer l'armement d'Espagne, dont le produit annel était de 225,000 liv. sterling.

Les finances de l'Inde fournissaient une autre ressource de 500,000 liv. sterl. Cependant il y avait à déduire de cette somme, celle de 1,650,000 liv. sterl., dont les commissaires préposés à la réduction de la dette nationale, seraient en possession dans un mois, et qu'ils pouvaient approprier, soit à des nouveaux emprunts, soit à racheter de vieux fonds. Il resterait donc un emprunt à faire de deux millions neuf cent mille liv. sterl. pour parer à toutes les dépenses.

M. Pitt avait cru qu'il était de son devoir de présenter l'état des finances du pays, avant de parler d'aucun emprunt, afin de l'obte-

Digitized by Google

nir à des termes plus avantageux. Si la somme qui devait être empruntée, pouvait se tirer des fonds à 3 p. c., qui étaient à 75, l'intérêt, avec l'addition d'un p. c. sur le capital requise par l'acte, se monterait à la somme de 240,000 l. st. à charger sur le revenu du fonds consolidé.

Pour payer cet intérêt, il proposait de rendre permanent l'impôt additionel sur les lettres de change, et sur les permissions de chasse, dont le produit se montait à 85,000 l.

Ainsi que l'impôt additionnel d'un sou par gallon sur tous les esprits qui se distillaient en Angleterre, et dont le produit était de. . . . . 112,000 l.

Et enfin la continuation permanente des 10 p. c. additionnels sur les taxes cotisées. . . . . 90,000 l.

Formant ensemble un total de. . . . . 287,000 l.

Ce qui laissait un surplus pour les dépenses imprévues.

FRANCE.

Essai de fêtes de sections.

Comment nos anciens despotes parvenaient-ils à décider 300 mille hommes, qui ne les aimaient, ni ne les connaissaient, à se faire tuer pour eux? Comment, en Asie et en Afrique, des rois qui n'ont pas l'intelligence de nos chiens de chasse, ont-ils pu amener des hommes à se précipiter vivans dans leurs tombeaux, ou à se faire plâtrer vivans aussi, dans les fondemens de leurs palais? Comment des prêtres Indiens sont-ils parvenus à déterminer une femme à se faire brûler vive, pour un mari que souvent elle détestait? Comment enfin, vient-on à bout de faire faire aux hommes indistinctement ce qui leur convient ou leur nuit?

En s'emparant des passions; en excitant l'enthousiasme, qui n'est souvent qu'un louable égarement de la raison; en faisant plier le caractere sous le joug monotône des habitudes. Ainsi, de quelque nature que soit un gouvernement nouveau, le peuple a besoin d'y être préparé par des mesures accessoires aux lois. S'il est destiné au bonheur de vivre sous un gouvernement libre, il lui faut des mœurs; il les recevra plutôt de ses usages que des lois: les lois sont trop positives; on ne prescrit pas les mœurs, elles viennent d'elles-mêmes; mais des lois peuvent provoquer les habitudes du peuple, d'où naissent ses usages.

Nous avons un gouvernement libre, mais nous manquons de mœurs. Renonçons d'abord aux habitudes qui nous les ont fait perdre. Le meilleur moyen de se défaire des anciennes habitudes, est d'en contracter de nouvelles; je propose un essai.

Digitized by Google

Ce n'est pas assez de dire, fraternisons; fraterniser, c'est s'aimer; pour s'aimer il faut se connaître; pour se connaître, il faut se voir souvent; pour se voir souvent, il faut avoir des occasions fréquentes de se réunir : faisons-les naître.

Nos fêtes de sections n'ont encore été jusqu'ici que des cérémonies; j'y vois des voisins, et j'y vois peu de freres; l'ame y est resserrée par une sorte de contrainte; on y vient pour satisfaire à une obligation, plutôt que pour se donner une jouissance; la franche égalité, la tendre fraternité n'y assistent point encore; je n'ai vu que leurs noms inscrits sur des bannieres.

Les fêtes républicaines ne doivent point coûter d'argent; il ne faut, comme dit Rousseau, qu'enfoncer un pieu dans la plaine, et se réunir autour. Voilà l'été qui approche; que ses feux développent dans nos cœurs les germes d'union qu'y a semés la sainte liberté ! Tous les beaux jours de dimanche, plantons le drapeau de notre section, tantôt au bois de Boulogne, tantôt à celui de Vincennes, tantôt à celui de Romainville. Chaque famille se rendrait au lieu convenu, en portant avec elle son repas; on dînerait tous en cercle assis sur l'herbe; on boirait au courage de nos défenseurs. Ensuite, la jeunesse formerait des danses, chanterait des hymnes patriotiques; les peres et meres présideraient à leurs jeux, et s'y mêleraient quelquefois. On finirait par se connaître tous; les mauvaises mœurs ne tiendraient pas long-tems contre des épreuves simples et naturelles; chaque section deviendrait une famille, dont aucun des membres ne pourrait plus avoir un besoin, sans qu'il fût bientôt soulagé par ses freres; l'ame émoussée par les faux plaisirs du luxe, reprendrait son velouté primitif : de-là, l'exercice des vertus philantropiques, hospitalieres; de-là, plus de pauvres, plus de malheureux, que les méchans.

Nous n'appellerons point mauvais citoyens, ceux qui n'assisteront pas d'abord à ces fêtes, cela les empêcherait d'y venir jamais. Il faut les y attirer par le charme, par le besoin d'être aimé de leurs concitoyens. Je conçois que ce besoin ne sera de long-tems éprouvé par les riches, les gens de mauvaises mœurs, les joueurs : eh bien ! laissons-les préférer l'air stagnant et méphitique de leurs appartemens, a l'air circulant et chargé des émanations odoriférantes des fleurs; l'éclat pénible et incertain de leurs bougies à la lumiere pure du soleil, la fatigue de leurs vains plaisirs aux doux épanchemens de l'ame : je réponds que leurs enfans seront des nôtres. Ah ! commençons dès dimanche; avec quelle joie je porterais à cette fête ma chere Clarisse sur mon dos ! Mes yeux se mouillent à cette pensée. Elle est dans l'âge où les impressions des tableaux de ce genre, se gravent dans l'ame pour ne plus s'effacer; elle passe de six mois le premier et le plus beau lustre de sa vie; elle a travaillé au champ de la Fédération, le soir elle a tetté sa mere; et elle se souvient

Digitized by Google

de ce beau jour ; jugez combien sa mémoire se prêtera facilement aux souvenirs des fêtes de l'égalité.

ROUSSEL.

PARIS.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE JEAN-DE-BRIE.

Articles additionnels à la séance du mardi 26 mars.

Le président proclame la liste des membres qui doivent composer le comité de défense générale. Ce sont les citoyens Dubois-Crancé, Pétion, Danton, Gensonné, Sieyes, Guitton-Morveau, Robespierre l'aîné, Barbaroux, Ribes, Vergniaux, Fabre d'Eglantine, Buzot, Delmas, Guadet, Condorcet, Bréard, Prieur, Camus, Duhem, Barrère, Jean-de-Brie, Isnard, Lasource, Quinette et Cambacérès.

Voici le décret d'organisation de ce comité, tel qu'il a été adopté dans la séance d'hier :

Art. Ier. Le comité de défense générale sera composé de 25 membres ; il sera chargé de présenter toutes les lois relatives à la sûreté intérieure et extérieure de la République.

II. Il appellera à ses séances, au moins deux fois par semaine, le conseil exécutif.

III. Le conseil exécutif, et chacun des ministres en particulier, lui donneront tous les éclaircissemens qui pourront être nécessaires pour ses opérations.

IV. Le comité rendra compte, tous les huit jours, à la Convention, de l'état de la République.

V. Le rapporteur du comité obtiendra, extraordinairement, la parole toutes les fois qu'il la demandera.

Décret relatif au désarmement des ci-devant nobles, etc.

Art. Ier. Les ci-devant nobles, ci-devant seigneurs, autres que ceux employés dans l'armée de la République, ou qui sont fonctionnaires civils ou militaires ; les prêtres, autres que les évêques, curés et vicaires, ou qui sont employés dans nos armées, seront désarmés, ainsi que les domestiques des ci-devant nobles, ci-devant seigneurs et prêtres.

II. Les conseils-généraux des communes pourront faire désarmer les autres personnes reconnues suspectes ; à défaut des conseils-généraux des communes, les directoires de district ou de département, pourront ordonner ledit désarmement.

III. Les conseils-généraux des communes, ou, à leur défaut, les autres corps administratifs prendront, selon les lo-

Digitized by Google

talités, toutes les mesures convenables pour que ce désarmement ait lieu sans troubler la tranquillité publique, et pour que les personnes et les propriétés soient respectées. Le désarmement ne pourra avoir lieu la nuit.

IV. Il sera fait des états des armes; elles seront provisoirement déposées dans chaque commune, dans les lieux indiqués par le corps administratif qui aura fait procéder au désarmement, et il en sera disposé suivant les besoins de la République.

V. Les personnes désignées par la présente loi, reconnues comme suspectes, qui, après avoir été désarmées, seront trouvées saisies de nouvelles armes, seront de nouveau désarmées, et punies de six mois de détention.

VI. Ceux qui seront convaincus d'avoir recélé des armes appartenantes aux personnes dont le désarmement a été décrété par l'article premier, seront punis de trois mois de détention.

Séance du mercredi, 27 mars.

Le ministre de l'intérieur a instruit la Convention de quelques troubles qui ont eu lieu à Castres, chef-lieu du département du Tarn; les aristocrates y ont abattu l'arbre de la liberté. La municipalité en a fait planter un nouveau et a fait élever à côté un autel. Elle desire que les frais qu'a occasionné la construction de cet autel soient payés par les gens suspects de la ville. L'Assemblée a accordé cette autorisation. Les commissaires, dans le département du Loiret, Laplanche et Collot-d'Herbois ont écrit d'Orléans pour démentir le rapport fait par Tallien sur les dispositions des habitans de cette ville; ils se plaignent qu'on n'ait pas eu deux lettres qu'ils ont adressées à la Convention, dans lesquelles ils exposaient les faits tels qu'ils étaient. La municipalité a bien commencé une procédure, mais elle l'a dirigée d'une maniere qui lui fût favorable; des témoins ont été entendus; mais auparavant on les endoctrinait, et leurs dépositions étaient insignifiantes, ou ne regardaient pas les vrais coupables. Aussi il n'y a qu'un seul accusé en prison. Le nombre des aristocrates surpasse celui des patriotes. Les riches ont vendu leurs chevaux de luxe, ils ont caché les bons fusils qu'ils avaient et en ont pris de mauvais. Les commissaires sont menacés à chaque pas qu'ils font, dimanche en passant sur la place ils ont manqué d'être assassinés par six malveillans qui avaient la tournure de ci-devant militaires. Les commissaires ajoutent que le rapport du décret qui avait déclaré la ville d'Orléans en état de rébellion leur paraît prématuré, puisque cette ville n'a encore rien fait pour prouver qu'elle a en horreur l'assassinat commis sur un représentant du peuple.

A la suite de cette lettre on en a lu une des administrateurs du département du Loiret, par laquelle ils remercient

Digitized by Google

la Convention de leur avoir rendu justice en rapportant le décret. Mais les témoignages de reconnaissance ont été prématurés, car la convention, sur la proposition de Marat, appuyée par d'autres membres, le décret a été rétabli. Marat a ainsi motivé son opinion. Il a vu la cause des troubles qui agitent diverses parties de la République, dans l'impéritie des chefs de ces troubles. Qu'avez-vous fait, a-t-il dit, aux chefs des émeutes qui ont eu lieu dans le département d'Eure et Loire au sujet des subsistances? Quelle peine ont subi ces femmes de cour, ces valets d'émigrés qui dirigeaient le pillage fait chez les épiciers. Il conclut en demandant que le décret qui avait déclaré la ville d'Orleans en état de rébellion, soit rétabli. — Bourbotte, l'un des commissaires à Orleans, pour faire exécuter le décret contre cette ville, a confirmé les faits contenus dans la lettre, et la Convention a adopté la proposition de Marat. — Les commissaires envoyés à Chantilly ont écrit à la Convention qu'ils avaient fait diverses recherches dans le château du ci-devant prince de Condé. Ils ont trouvé dans des cachettes pratiquées dans les murs et des souterrains, une assez grande quantité de canons de fusils, des coulevrines, des lingots, trois cents liasses de papiers, des pendules d'un grand prix, des bijoux précieux, plusieurs objets curieux d'histoire naturelle, et de riches étoffes. Les commissaires demandent une extension de pouvoirs pour faire lever les scellés apposés sur les effets des personnes attachées au ci-devant prince de Condé, ou faire arrêter celles qui leur paraîtront suspectes. La Convention a accordé l'extension de pouvoirs demandée.

Duquesnoy a obtenu la parole pour faire une motion d'ordre. Il s'est plaint que le décret qui ordonnait aux étrangers sans aveu de sortir de Paris dans 24 heures, et de la République dans 8 jours, n'ait point encore été exécuté. Pour prouver combien il est instant de mettre ce décret à exécution, il a rapporté qu'en allant hier soir chez un de ses collegues, il a été menacé par deux hommes qu'il a jugé être des aristocrates; mais il leur en a imposé en leur montrant deux pistolets, et ils l'ont laissé passer. — Le ministre a été mandé pour rendre compte, séance tenante, de l'exécution de ce décret. — Taillefer a demandé à ce sujet que le conseil exécutif, qui devait se rendre hier à l'Assemblée pour rendre compte des troubles contre-révolutionnaires de la ci-devant Bretagne, qu'il savait depuis 3 mois se méditer, soit tenu de s'y rendre aujourd'hui. Cette proposition a été adoptée.—Ducos en a fait une autre, c'était de demander aux ministres si, contre un décret exprès de l'Assemblée Constituante, des membres de la Convention n'avaient pas sollicité auprès d'eux quelque place pour leurs parens ou amis.

Danton a pris la parole; je déclare, a-t-il dit, avoir recommandé aux ministres d'excellens patriotes, d'excellens

Digitized by Google

révolutionnaires. Il n'y a aucune loi qui puisse ôter à un représentans du peuple sa pensée. La loi ancienne qu'on veut rappeler était absurde ; elle a été révoquée par la révolution. Il faut enfin que la Convention nationale soit un corps révolutionnaire : il faut qu'elle soit peuple ; il est tems qu'elle déclare la guerre la plus implacable aux ennemis de l'intérieur. Quoi ! la guerre civile est allumée de toutes parts, et la Convention reste immobile ! Un tribunal révolutionnaire a été créé, qui devait punir tous les conspirateurs, et ce tribunal n'est pas encore en activité ! Que dira donc ce peuple ? car il est prêt à se lever en masse..... (Des applaudissemens prolongés se font entendre dans les tribunes et dans une partie de l'Assemblée. — Il s'élève quelques murmures. — Danton s'élance à la tribune.) Que dira donc ce peuple? car il est prêt à se lever en masse ; il le doit, il le sent. Il dira : Quoi donc ! des passions misérables agitent nos représentans, et cependant les contre-révolutionnaires tuent la liberté !

Je dois enfin vous dire la vérité, je vous la dirai sans mélange ; que m'importent toutes les chimeres qu'on peut répandre contre moi, pourvu que je puisse servir la patrie ! Oui, citoyens, vous ne faites pas votre devoir. Vous dites que le peuple est égaré ; mais pourquoi vous éloignez-vous de ce peuple. Rapprochez-vous de lui, il entendra la raison. La révolution ne peut marcher, ne peut être consolidée qu'avec le peuple. Ce peuple en est l'instrument ; c'est à vous de vous en servir. En vain, dites-vous que les sociétés populaires fourmillent de dénonciateurs absurdes, de dénonciateurs atroces. Eh bien ! que n'y allez-vous? Une nation en révolution est comme l'airain qui bout et se régénere dans le creuset. La statue de la liberté n'est pas fondue. Ce métal bouillonne, si vous n'en surveillez le fourneau, vous en serez tous brûlés. (On applaudit.) Comment se fait-il que vous ne sentiez pas que c'est aujourd'hui qu'il faut que la Convention décrete que tout homme du peuple aura une pique aux frais de la nation. Les riches la payeront, ils la payeront en vertu d'une loi ; les propriétés ne seront pas violées. Il faut décréter encore que, dans les départemens où la contre-révolution s'est manifestée, quiconque a l'audace d'appeler cette contre-révolution, sera mis hors de la loi. A Rome, Valérius Publicola eut le courage de proposer une loi qui portait peine de mort contre quiconque appellerait la tyrannie. Eh bien ! moi, je déclare que, puisque dans les rues, dans les places publiques, les patriotes sont insultés ; puisque dans les spectacles on applaudit avec fureur aux applications qui se rapportent avec les malheurs de la patrie ; je déclare, dis-je, que quiconque oserait appeler la destruction de la liberté, ne périra que de ma main, dussé-je après porter ma tête sur l'échafaud ; heureux d'avoir donné un exemple de vertu à ma patrie. (On

Digitized by Google

applaudit.) Je demande qu'on passe à l'ordre du jour sur la motion qui m'a donné lieu de parler. Je demande que, dans toute la République, chaque citoyen ait une pique aux frais de la nation. Je demande que le tribunal révolutionnaire soit mis en activité. Je demande que la Convention déclare au peuple Français, à l'Europe, à l'Univers, qu'elle est un corps révolutionnaire ; qu'elle est résolue de maintenir la liberté, d'étouffer les serpens qui déchirent le sein de la patrie.

Montrez-vous révolutionnaires ; montrez-vous peuple, et alors la liberté n'est plus en péril. Les nations qui veulent être grandes, doivent, comme les héros, être élevées à l'école du malheur. Sans doute nous avons eu des revers ; mais si, au mois de septembre, on vous eût dit : la tête du tyran tombera sous le glaive des lois ; l'ennemi sera chassé du territoire de la République ; cent mille hommes seront à Mayence ; nous aurons une armée à Tournai ; vous eussiez vu la Liberté triomphante. Eh bien ! telle est encore notre position. Nous avons perdu un tems précieux. Il faut le réparer. On a cru que la révolution était faite. On a crié aux factieux. Eh bien ! ce sont ces factieux qui tombent sous les poignards des assassins.

Et toi, Pelletier, quand tu périssais victime de ta haine pour les tyrans, on criait aussi que tu étais un factieux ! Il faut sortir de cette léthargie politique. Marseille sait déja que Paris n'a jamais voulu opprimer la République, n'a jamais voulu que la liberté. Marseille s'est déclarée la montagne de la République. Elle se gonflera cette montagne ; elle roulera les rochers de la Liberté, et les ennemis de la Liberté seront écrasés. (On applaudit.) Je ne veux pas rappeler de fâcheux débats. Je ne veux pas faire l'historique des haines dirigées contre les patriotes. Je ne dirai qu'un mot.

Je vous dirai que Roland écrivait à Dumourier, (et c'est ce général qui nous a montré la lettre, à Lacroix et à moi.) Il faut vous ligner avec nous pour écraser ce parti de Paris, et sur-tout ce Danton. (On murmure.) Jugez si une imagination frappée au point de tracer de pareils tableaux, a dû avoir une grande influence sur toute la République. Mais tirons le rideau sur le passé. Il faut nous réunir. C'est cette réunion qui devrait établir la Liberté d'un pôle à l'autre, aux deux tropiques, et sur la ligne de la Convention. Je ne demande pas d'embrassade particuliere. Quant à moi, je fais serment de mourir pour défendre mon plus cruel ennemi. Je demande que ce sentiment sacré enflamme toutes les ames. Il faut tuer les ennemis intérieurs pour triompher des ennemis extérieurs. Vous deviendrez victimes de vos passions ou de votre ignorance, si vous ne sauvez la République. La République ! elle est immortelle ! L'ennemi pourrait bien faire encore quelques progrès, il pourrait prendre encore quelques-unes de nos places ; mais il s'y consumerait lui-même. Que nos échecs

Digitized by Google

tournent à notre avantage ! Que le Français, en touchant la terre de son pays, comme le géant de la fable, reprenne de nouvelles forces. (On applaudit.)

J'insiste sur ce qui est plus qu'une loi, sur ce que la nécessité vous commande, soyons peuple. Que tout homme qui porte encore dans son cœur une étincelle de liberté, ne s'éloigne pas du peuple. Nous ne sommes pas ses peres, nous sommes ses enfans. Exposons-lui nos besoins et ses ressources, disons-lui qu'il sera inviolable s'il veut être uni. Qu'on se rappelle l'époque mémorable et terrible de la révolution du mois d'août ; toutes les passions se croisaient. Paris ne voulait pas sortir de ses murs. J'ai, moi, car il faut bien quelquefois se citer, j'ai amené le conseil exécutif à se réunir à la mairie avec tous les magistrats du peuple. Le peuple vit notre réunion, il la seconda, et l'ennemi a été vaincu. Si on se réunit, si on aime les sociétés populaires, si on y assiste, malgré ce qu'il peut y avoir en elles de défectueux ; car il n'y a rien de parfait sur la terre, la France reprendra sa force, redeviendra victorieuse, et bientôt les despotes se repentiront de ces triomphes éphémeres qui n'auront été que plus funestes pour eux.

On conduit Danton jusqu'à sa place. La Convention a adopté la proposition qu'il avait faite d'armer tous les citoyens pauvres d'une pique aux frais de la nation. — Cambon a pensé qu'un des principaux moyens de tirer la patrie du danger où elle se trouvait, était de veiller sur la conduite des généraux. Il a proposé d'entendre demain les généraux Lanoue et Stengel mandés à la barre ; d'imprimer la correspondance de Dumourier, et sur-tout la lettre qu'il a écrite le 12 mars à la Convention, et qui n'a pas été lue. Ces propositions sont décrétées.

Robespierre a dit que les dangers de la patrie venaient de la pusillanimité et de l'ignorance volontaire de la Convention; que des mesures ordinaires ne pourraient nous sauver ; lorsque nous avions été trahis à Aix-la-Chapelle et à Maëstricht ; lorsque d'immenses magasins étaient livrés à l'ennemi ; lorsqu'on va annoncer la perte d'une seconde bataille ; lorsque nos places frontieres sont sans défense ; lorsque Custines rétrograde ; lorsqu'un général (Dumourier) commande en dictateur, qu'il compte 4 millions à l'ennemi, qu'il est prévenu contre la Convention, etc. Il conclud en demandant que tous les Bourbons soient tenus de sortir de la République dans huit jours, que la ci-devant reine fût traduite devant le tribunal révolutionnaire, et que le ci-devant Dauphin fût gardé au Temple. — Lamarque a combattu l'expulsion des Bourbons proposée par Robespierre ; et la Convention est passée à l'ordre du jour.

La section du Théâtre Français est venue annoncer à la Convention que la force armée de cette section était prête à partir pour aller soumettre les rebelles.

Digitized by Google

On a lu une adresse de la société populaire de Marseille, qui dénonce le ministre des affaires étrangeres, pour avoir négligé de faire partir Semonville pour l'ambassade de la Porte Ottomane, et pour l'avoir dernièrement destitué de cette place.

On a lu une lettre des administrateurs de la Loire inférieure, qui apprend que les séditieux sont entiérement dispersés dans ce département.

Avant de terminer la séance, la Convention a fait un acte de justice; elle a cassé un jugement à mort porté par le tribunal criminel de Paris, contre les dispositions de la loi.

Un membre du comité des décrets fait adopter le décret suivant. La Convention nationale, après avoir entendu le compte qui lui a été rendu par son comité des décrets, sur l'exécution de la loi du 8 mars, qui déclare nuls les congés donnés à ses membres, et rappelle à leur poste ceux qui sont absens par congé, décrete:

Art. 1er. Les membres qui obtiendront des congés de la Convention, seront tenus de notifier au comité des décrets le jour de leur départ et celui de leur retour.

II. Il sera tenu registre de ces declarations par le comité des décrets, qui enverra sur le champ au bureau des mandats copie certifiée des déclarations faites, pour en être fait note en marge du registre des mandats.

III. Les membres absens par congé, rappelés à leur poste et non rentrés, notifieront leur retour au comité des décrets.

IV. Ceux déja rappelés, et qui ne seront pas rentrés dans le délai de trois semaines, à compter de ce jour, seront censés avoir donné leur démission, et leurs suppléans seront appelés.

V. Sont exceptés des dispositions de l'article précédent, ceux qui justifieront des causes légitimes de leur non retour; lesquelles seront jugées par la Convention.

Buzot a prétendu que la réponse du président suffisait pour réponse à la question des pétitionnaires. — Barrere a pensé que la Convention devait déclarer formellement qu'elle est capable de répondre du salut de la patrie; et il a appuyé la proposition de Fonfrede, qui a été décrétée.

Les commissaires de l'armée de la Belgique réunis à Lille, ont annoncé que l'évacuation de la presque totalité de la Belgique rendait leur présence inutile dans ce pays, et en conséquence ils demandent à revenir au sein de la Convention.

On avait accusé le ministre de la guerre d'avoir nommé à des places d'officiers des hommes suspects, entre autres, Wittenkolf et d'Ermilly. Il a écrit aujourd'hui à la Convention, que Wittenkolf est en effet le même qui commandait la 17me. division; mais qu'il avait été nommé par l'ex-ministre Servan. Quant à d'Ermilly, il déclare qu'il n'existe pas dans les armées de la République d'officiers de ce nom.

Le lieutenant-général Lanoue et le maréchal-de-camp Sten-

Digitized by Google

tel, qui commandaient lors de la retraite d'Aix-la-Chapelle, mandés à la barre pour rendre compte de leur conduite, ont été introduits. Lanoue, qui a été interrogé le premier, a répondu que ce n'était pas lui, mais les commandans en chef qui avaient placés les cantonnemens sur 12 ou 14 lieues de terrein; qu'il avait été instruit de l'arrivée des Autrichiens, et qu'il avait pris les dispositions nécessaires pour se préparer à les recevoir; qu'il était alors à son poste, et que son neveu présent avec lui à la barre, et combattant alors à ses côtés, a eu un cheval tué sous lui. Ici, Julien de Toulouse a demandé que le neveu qui avait suggéré cette réponse à Lanoue, fût prié de se retirer. — Danton a prétendu qu'un accusé pouvait avoir auprès de lui tous ceux qui pouvaient attester la vérité de ces déclarations; que la Convention devait sans doute être plus jalouse de trouver la vérité que des coupables; il a donc demandé que la Convention entendît avec le sang-froid et la dignité qui lui conviennent. — Lanoue, en répondant aux questions qui lui étaient faites, a déclaré qu'il ignorait quels officiers étaient absens, et que lors de la retraite, il marchait le dernier. — La Convention a cru que la série des questions ne contenait pas tous les faits sur lesquels Lanoue pouvait être interroge; en conséquence, elle a renvoyé au comité de législation et de la guerre, qui seront chargés d'en faire un rapport, et de présenter une nouvelle série de questions.

La séance a été levée à 5 heures.

Séance du Jeudi 28 mars.

On a lu un grand nombre de lettres des commissaires envoyés dans les départemens. On y a vu que le recrutement se fait par-tout avec la plus grande activité. — Les inspecteurs des fournitures des armées dénoncent les dilapidations des fournisseurs, et sollicitent une loi répressive de ces délits. Lidon a annoncé que le comité de la guerre est saisi d'une lettre par laquelle un ministre ordonnait à un commissaire-ordonnateur de recevoir des fournitures que celui-ci lui avait dénoncés. Sur la proposition de Valazé, la Convention a décrété qu'elle entendrait sous trois jours le rapport relatif à l'administration de Pache. — Sur le rapport d'un membre du comité d'agriculture et des finances, la Convention a accordé à la société civique de la ville d'Amiens une indemnité de 348,533 liv.; au citoyen Jourdain, dit de l'Eloge, 35,441 l.; au citoyen Davalay, 7,569 liv.; aux citoyens Morgand, pere et fils, 5,513 l. pour les pertes que ces citoyens ont éprouvées sur les grains qu'ils avaient achetés pour venir au secours de la ci-devant Picardie et de la ville d'Amiens. Cette somme sera supportée par la commune d'Amiens, et prise sur le 16ème. du bénéfice revenant à la municipalité d'Amiens.

La Convention nationale avait décrété qu'elle entendrait au-

Digitized by Google

jourd'hui la lecture de la correspondance de Dumourier, et que le conseil exécutif rendrait compte des mesures qu'il a dû prendre pour étouffer la conspiration de la ci-devant Bretagne. Bentabolle a réclamé l'exécution de ces deux décrets, et sa proposition a été adoptée. Duquesnoy a lu une lettre satisfaisante qui lui est adressée d'Angers. Elle lui annonce que 1200 révoltés ont été faits prisonniers, que la jonction de l'armée d'Angers et de celle de Nantes est opérée, que lors de l'évacuation d'Ingrand les rebelles ont voulu passer la Loire sur des batelets, les batelets ont été coulés à fond. L'ardeur des troupes nous promet la défaite prochaine des conspirateurs. — Le ministre de la justice renvoie à la Convention la liste des membres acceptant et refusant du tribunal révolutionnaire. Le nombre des jurés qui acceptent est de dix. Un membre a demandé que ces dix jurés entrassent sur-le-champ en exercice, et formassent le jury. Cette proposition a été décrétée.

Le président annonce qu'il reçoit de l'ex-ministre Roland une lettre relative à sa dénonciation. Quelques voix demandaient l'ordre du jour, Danton au contraire a demandé que la lettre fût lue, et il a même ajouté que si Roland voulait paraître à la barre, il s'expliquerait à sa face. Voici la lettre de Roland :

Paris, 27 mars 1793, l'an 2e. de la République.

L'ex-ministre de l'intérieur au président de la Convention nationale.

J'apprends, dans l'instant, que je viens d'être dénoncé à la tribune de la Convention, comme ayant écrit au général Dumourier « de se liguer avec moi contre les factieux et contre Danton. » Je ne chercherai point ce que signifie l'annonce d'un prétendu fait, que l'on prie en même-tems d'oublier, comme pour se donner à-la-fois les profits de la dénonciation et les honneurs de la clémence : je ne chercherai point si de nouvelles imputations faites avec éclat, au moment où l'on craint quelques agitations, peuvent seconder ou cacher des desseins. Je m'en tiens à affirmer que je n'ai jamais cherché à former aucune espece de *ligue* ; que je n'ai rien écrit que je ne puisse avancer, et qui ne soit conforme à tout ce qu'on peut et doit attendre d'un homme public.

Je supplie la Convention de ne point oublier les dénonciations faites contre moi, de faire sur-tout une grande attention à celle-ci ; mais d'exiger les preuves de toutes.

Il est absurde, il est odieux d'accuser, d'inculper éternellement un homme, et de soulever contre lui l'opinion, sans être tenu de justifier ce qu'on avance, et sans encourir les risques de la honte et du châtiment, si l'on s'est rendu coupable de faux. C'est une justice à joindre à celle que je sollicite si vivement de faire appurer mes comptes.

Signé, ROLAND.

Le

Digitized by Google

Le rapporteur du comité des secours a proposé et la Convention a adopté un projet de décret, qui établit une commission centrale de bienfaisance dans la ville de Paris, pour y administrer, sous la surveillance des corps administratifs, les revenus de dotation appartenant aux pauvres des paroisses de Paris, autres que ceux des hôpitaux. Cette commission sera composée d'un citoyen de chaque section, c'est-à-dire de 48 citoyens, dont les fonctions seront gratuites. Les secours seront répartis en proportion des infirmes et nécessiteux de chaque section.

Camus a rendu compte, au nom du comité de salut public, des différentes mesures concertées entre les autorités constituées, réunies avec ce comité pour sauver la patrie. Le résultat de ces conférences a été deux projets de décrets, qui ont été adoptés en ces termes :

1°. La municipalité de Paris suspendra la délivrance des passe-ports, jusqu'après l'exécution du décret sur le désarmement des gens suspects.

2°. Pendant ce tems, la municipalité placera des gardes aux barrieres ; elle y enverra des commissaires qui seront autorisés à arrêter les gens suspects, les gens sans passe-ports, ou ceux qui en auraient des muuicipalités de Calais et de Boulogne-sur-Mer.

3°. Les commissaires pourront provisoirement faire arrêter et mettre en fourriere les chevaux de luxe.

4°. Le conseil exécutif enverra des courriers aux municipalités voisines, pour faire arrêter les gens suspects ou sans passe-ports, faire surveiller les châteaux, maisons de campagne, et faire désarmer ceux sur lesquels on aurait des soupçons.

5°. Il sera fait une adresse au peuple Français, pour le prémunir contre les scélérats qui cherchent à l'égarer.

Camus fait ensuite adopter un autre décret, dont le but est d'indiquer aux communes les moyens de faire rejoindre sûrement les volontaires choisis dans leur sein, et d'empêcher que des armes ou autres effets d'équipemens donnés pour la défense de la patrie, ne deviennent le gage d'un honteux trafic.

Une députation des 48 sections de Paris s'est présentée à la barre, ayant le maire à sa tête. Elle a commencé par se plaindre de la lenteur que l'on met dans l'exécution des lois rendues pour sauver la patrie dans les circonstances actuelles ; et elle finit par demander à la Convention de déclarer si elle peut répondre de sauver la patrie. — Le président a répondu que la Convention nationale appartenait à la République entiere, que Paris en était dépositaire, qu'elle surveillerait, combattrait, et punirait les traîtres. Magistrats immédiats du peuple, a ajouté le président, éclairez avec nous le peuple qu'on égare, et que son bonheur soit le prix de nos soins communs. — Un citoyen de la députation a demandé à proposer de grandes mesures, qu'il a, dit-il, méditées depuis 1789.

Digitized by Google

Ces mesures sont : que tous les citoyens depuis 16 jusqu'à 50 ans, soient en état de réquisition ; que toute affaire civile soit suspendue pendant trois mois, qu'on ne s'occupe que de la guerre, que sur-le-champ le canon d'allarme annonce le danger de la patrie, que la moitié des citoyens se portassent aux frontieres et que l'autre moitié restât dans l'intérieur. Si la premiere partie périt, l'autre partie ira la remplacer, que la moitié des membres de la Convention conduisît les citoyens aux combat. Chaque section aura une caisse militaire pour fournir au besoins des volontaires qui iront aux frontieres, et une caisse de l'intérieur pour fournir aux besoins de la moitié qui restera dans l'intérieur. — Sur toutes ces observations la Convention est passée à l'ordre du jour. — Pétion a déclaré qu'il ne croyait pas qu'elle pût répondre de sauver la République, si elle n'était pas investie de toute la confiance dont elle a besoin ; or, a-t-il ajouté, d'après tout ce qui s'est passé ici, d'après ce système suivi depuis quelque tems de dégrader, d'avilir la Convention, d'après ces pétitions mêmes qui ont été faites tendantes à faire croire que quelques membres de la Convention n'ont pas la confiance, je soutiens que vous ne pouvez pas répondre de sauver la patrie. La question est de vous assurer si vous avez la confiance, et je demande que pour cela les assemblées primaires s'assemblent et déclarent que chacun de nous a, ou n'a pas la confiance du peuple. Vous devez répondre, a dit Boyer-Fonfrede, aux pétitionnaires ; qui ont droit de s'inquiéter du sort de la République, d'une maniere qui les tranquillise. Dites leur donc : la Convention répond de sauver la patrie, et vous, vous répondez du sort de la Convention.

Séance du vendredi, 29 mars.

La séance a été ouverte par la lecture d'un très-grand nombre de lettres des commissaires envoyés dans les départemens. Toutes annoncent que le recrutement se fait avec beaucoup d'activité.

On a lu une lettre du général Santerre, par laquelle il informait la Convention que la tranquillité avait régné hier dans Paris ; que des patrouilles avaient circulé hier dans toutes les rues de Paris, et que la tranquillité avait régné par-tout.

Le ministre de la marine a instruit la Convention que les officiers de marine de Rochefort abandonnaient leur poste pour aller combattre les rebelles qui désolent les départemens. On doit applaudir au zele de ces marins ; mais ils doivent arrêter leur ardeur, et attendre le moment où ils pourront donner des preuves de leur courage, en disputant aux Anglais l'empire de la mer, dont ils se flattent, avec trop d'orgueil, d'être les maîtres.

Charlier a demandé que pour fixer l'opinion sur les circonstances de l'expédition de la Belgique et de la Hollande, le

Digitized by Google

conseil exécutif rendît compte, sous trois jours, des mesures qu'il a prises pour le succès de cette expédition, et qu'il fît imprimer sa correspondance avec les généraux. L'Assemblée a adopté cette proposition, qui servira à éclaircir tous les bruits de trahison, de mésintelligence et d'impéritie qu'on répand, soit à l'égard des généraux, soit à l'égard des ministres et des autres agens.

La Convention était informée que Léonard Bourdon n'était pas dangereusement blessé; un membre a annoncé aujourd'hui qu'il était parti d'Orléans pour continuer sa mission.

Le département de la Drôme a fait passer à la Convention un arrêté, par lequel il a annullé les certificats de civisme délivrés par les conseils généraux des communes aux notaires, avoués, hommes de loi et autres fonctionnaires non élus par le peuple; et défendu à ces fonctionnaires de continuer leurs fonctions, si dans le délai du mois d'avril ils n'obtiennent un nouveau certificat de civisme.

Les commissaires dans les départemens de Maine et Loire et de la Sarthe, ont écrit d'Angers, en date du 25 de ce mois, que nos forces réunies sur différens points marchent en ce moment sur les rebelles, qui commencent à se replier. Un de nos corps a fouillé hier dans un de leurs repaires, en a pris deux cents et beaucoup de munitions. L'Assemblée a applaudi à ces heureuses nouvelles.

Dans un moment où la Convention envoie des commissaires dans tous les départemens, il est important de fixer l'indemnité qu'il convient de leur accorder. Un membre du comité des inspecteurs de la salle a proposé de leur accorder 12 liv. par jour outre le traitement de député, et de les défrayer des frais de poste. — Lesage a fait observer que les commissaires pouvaient aussi bien vivre avec 18 liv. en province qu'à Paris. Il a demandé en conséquence la question préalable sur la partie du décret qui accordait aux commissaires 12 liv. au-dessus de leur traitement de député. L'Assemblée a adopté cette proposition, et a de plus décrété que le compte des dépenses faites par les commissaires seront imprimés. — Cette discussion était terminée, le décret était rendu, Marat a obtenu la parole pour une motion d'ordre; mais avant d'en venir à sa motion, il n'a pu se dispenser de remarquer que la discussion qui venait d'avoir lieu était une machination de la *faction scélérate* qui ne se contentait pas de faire assassiner les commissaires, mais qui voulait encore les diffamer. Les murmures qui ont interrompu Marat lui ont donné l'occasion de répéter sa phrase, qui a été couverte de nouveau par des murmures. Il a demandé ensuite que le ministre de la guerre rendît compte, séance tenante, de l'état de Verdun, qu'il a appris être dans un dénuement absolu d'armes et de provisions de bouche; que le maire de Paris donna à la Convention le nom de toutes les personnes arrêtées hier; et enfin,

Digitized by Google

que Danton, Lacroix et Camus présentassent le tableau de la Belgique. — Buzot a combattu les propositions faites par Marat; il a fait remarquer à son tour que les patriotes n'étaient pas ceux qui avaient la popularité des tribunes ou de quelques individus, mais bien ceux qui ont conservé la confiance de leurs commettans, et qui tous les jours reçoivent des témoignages de cette confiance. On faisait des inculpations à Buzot, il a répondu aux interrupteurs que ceux qui la perdaient la chose publique, qui faisaient tous les décrets de la Convention, et que ce n'était pas lui, ni ce qu'on appelle *son parti* qui menait la Convention. L'ordre du jour qu'il proposait sur la motion de Marat a été adopté.

David est monté à la tribune pour faire hommage à la Convention d'un tableau de sa composition, représentant Michel Lepelletier expirant sous les coups de son assassin. Chacun paie à la patrie le tribut des talens qu'il a reçu de la nature, j'admire les talens de ceux qui, enflammés du saint amour de la liberté, viennent ici à cette tribune émouvoir nos ames, et nous transmettre les beaux sentimens qui les animent. Moi je me suis proposé, en frappant les yeux, de porter dans le cœur de mes concitoyens ce zele vif que j'éprouve pour concourir au bonheur de ma patrie. L'Assemblée a applaudi à plusieurs reprises aux généreux sentimens de David, et a admiré le tableau dont il lui faisait l'hommage. — Une députation de la municipalité de Paris a demandé l'admission à la barre, pour présenter des mesures de sûreté générale. Elle a présenté à la sanction de la Convention un arrêté, portant que tout propriétaire de maison ou principal locataire sera tenu, dans l'espace de trois jours, de faire afficher à la porte de sa maison le nom, l'âge, le lieu de naissance et la profession de ceux qu'il loge dans sa maison. — Lacaze a converti cet arrêté en motion. — Osselin a généralisé la mesure pour toute la République. La Convention a adopté les diverses propositions ainsi qu'il suit :

La Convention nationale décrete ce qui suit :

Art. Ier. Dans trois jours de la promulgation de la présente loi, tous propriétaires et principaux locataires, concierges, fermiers, régisseurs, portiers, logeurs et hotelliers des maisons et de toutes habitations dans le territoire de la République, seront tenus d'afficher à l'extérieur des maisons, fermes et habitations, dans un endroit apparent et en caracteres bien lisibles, les noms, prénoms, surnoms, âges et professions de tous les individus résidans actuellement ou habituellement dans lesdites maisons, fermes ou habitations.

II. Lesdites affiches seront renouvellées toutes les fois qu'il y aura mutation d'individus ou détérioration de l'affiche.

III. Dans toutes les villes et lieux de la République d'une population de dix mille ames et au-dessus, les copies des affiches certifiées des propriétaires, principaux locataires, fer-

Digitized by Google

miers, concierges ou portiers, seront par eux remises aux comités des communes ou sections des communes, et en tireront récépissé.

IV. En cas de négligence ou d'infidélité dans l'exécution de la présente loi, les délinquans seront punis d'un emprisonnement qui ne pourra être moindre d'un mois, ni excéder six mois, et seront condamnés en outre à une amende égale au double du montant de leurs contributions; les propriétaires, principaux locataires et tout chef de maison, sera responsable de la négligence ou de l'infidélité de leurs agens.

A cette députation en a succédé une de la section de la Halle au Bled, qui a dénoncé le chef du bureau de la liquidation, pour avoir admis dans ses bureaux des mauvais citoyens. Cette section a arrêté hier un commis dans les bureaux de la liquidation, nommé Rouilhac. On lui a demandé s'il avait prêté le serment de la liberté et de l'égalité. Ce Rouilhac a répondu que ce serment était contraire à sa conscience. Sur une pareille réponse, la section l'a mis en lieu de sûreté. — Normandie a obtenu de paraître à la barre pour se justifier. Il a dit qu'il n'était pas chargé d'examiner le civisme de ses commis; mais qu'il devait ne pas les payer, s'ils ne lui présentaient un certificat de civisme : c'est ce qu'il a fait à l'égard de quelques-uns. La Convention a paru satisfaite des éclaircissemens donnés par Normandie, et l'a admis aux honneurs de la séance.

Sur le rapport du comité colonial, la Convention a décrété que les bâtimens des Etats-Unis, Saint-Domingue et ceux des nations avec lesquelles la République Française n'est point en guerre, jouiront en France des mêmes faveurs que les bâtimens de la République. — Sur le rapport de Fonfrede la course sur mer a été abolie à l'égard des navires de la ville d'Hambourg et ceux des villes Anséatiques. — Plusieurs membres ont demandé que les généraux Lanoue et Stengel fussent renvoyés devant le comité de défense générale pour y être interrogés. Cette proposition a été adoptée.

Tandis que l'aristocratie excite des mouvemens contre-révolutionnaires dans une partie de la République, elle prépare de semblables mouvemens, dans une autre, par des écrits où elle ne craint pas de dévoiler ses coupables projets, et où elle distile avec perfidie les calomnies les plus atroces pour les faire réussir. Lamarque au nom du comité de sûreté générale a dénoncé qu'on a fait circuler dans les départemens des écrits où l'on demande la dissolution de la Convention, et le rétablissement de la royauté, où l'on indique comme le seul moyen d'avoir la paix et d'être heureux, le retour de l'ancien régime. Trente libelles différens où ces principes étaient publiés avec plus ou moins de perfidie ont été trouvés chez deux libraires de Paris, nommés Hebert et Lacloye. On y invite les Parisiens à chasser la Convention, à faire tombe

Digitized by Google

les chaînes de ce qu'ils appellent le *jeune monarque*, et à le remettre sur le trône. Quelqu'étendue que doive être la liberté de la presse, on ne peut pas la porter jusques-là, il ne peut pas être permis de provoquer l'anéantissement de la République; aussi Lamarque a proposé et la Convention a décrété la peine de mort contre les auteurs et imprimeurs de pareils écrits, et deux années de fers pour les colporteurs qui les vendroient. — Chenier a voulu qu'on prononçât la peine de mort contre les provocateurs au meurtre et au pillage. L'Assemblée, presqu'entière, a applaudi avec transport à cette motion. — Marat et Duhem ont trouvé cette proposition trop vague, ils l'ont regardée, ils ont dit qu'elle n'était propre qu'à faire immoler les patriotes. Ces observations n'ont pas fait impression sur la Convention qui a adopté la proposition. — Gohier, ministre de la justice, a instruit la Convention que le tribunal révolutionnaire avait été installé hier. Le ministre de la guerre a annoncé l'arrivée du général Miranda à Paris.

Sur le rapport du comité de législation la Convention a décrété qu'à compter du premier avril les chevaux de poste seront payés par les voyageurs et les couriers extraordinaires à raison de 40 sols par cheval par poste, et le guide 15 sols. Les couriers des malles continueront de payer 30 sols par cheval par poste, et 15 sols de guide au postillon.

La séance a été levée à cinq heures.

Séance du samedi 30 mars,

Sur la proposition de Danton, il a été décrété dans une des dernières séances, que tous les aristocrates sont mis hors la loi. Aujourd'hui un membre a cru voir dans cette disposition la tolérance de l'assassinat; mais un autre membre a observé que mettre un individu hors la loi, ce n'est pas permettre à chacun de le tuer, mais déclarer qu'il sera jugé par les tribunaux extraordinaires que la Convention vient d'établir. La Convention est passée à l'ordre du jour motivé sur cette explication. — Sur la proposition de Buzot, la Convention a décrété que le ministre de la guerre fera passer dans le département de l'Eure quatre canons, dont le prix sera acquitté par ce département.

Sur le rapport de Mallarmé, la Convention a décrété que l'abolition de la contrainte par corps n'aura pas d'effets par rapport aux citoyens chargés du maniement des deniers publics. — Sans doute une surveillance active, et sur-tout bien dirigée, est nécessaire dans toutes les parties de la République, où l'aristocratie se montre sous toutes les formes. Les commissaires envoyés dans les départemens de la Gironde et du Lot et Garonne, annoncent que, même à Bordeaux, les conspirateurs levent la tête, et qu'ils ont cru devoir établir dans cette ville un comité de surveillance. Cette mesure a été

Digitized by Google

approuvée de la Convention. — Si la ville de Bordeaux renferme des malveillans dans son sein, la conduite qu'elle a constamment tenue depuis la revolution, les sacrifices en tout genre qu'elle n'a cessé de faire, prouvent bien qu'elle renferme encore un beaucoup plus grand nombre de bons citoyens. Mais si cette ville s'est épuisée pour venir dans toutes les circonstances fâcheuses au secours de la patrie, il est juste aussi que dans ses pressans besoins, le trésor national lui soit ouvert. Sur la demande de Boyer-Fonfrede, la Convention a décreté qu'une avance de deux millions serait faite à la ville de Bordeaux, pour assurer ses subsistances.

La désorganisation d'une armée jusques-là victorieuse, d'une armée dont ses succès devaient assurer sa liberté au monde, paraît être trop bien combinée avec tous les fléaux qui désolent la République, pour n'être pas l'ouvrage des ennemis de notre patrie. Mais ces ennemis qu'auraient-ils pu faire, s'ils n'eussent trouvé parmi nous, au sein même de nos armées, à la tête de nos administrations, des hommes prêts à favoriser leurs coupables projets? Il était donc du devoir de la Convention de prendre toutes les mesures nécessaires pour découvrir les causes du malheureux état où se trouve l'armée de la Belgique; en conséquence, la Convention, sur la proposition de Camus, organe du comité de défense générale, a proposé un projet qu'elle a unanimement adopté en ces termes :

La Convention nationale, ouï le rapport de son comité de défense générale, décrete ce qui suit:

Art. 1er. La Convention nationale mande à la barre le général Dumourier.

II. Le ministre de la guerre partira à l'instant pour l'armée du nord, à l'effet d'en connaître l'état, et d'en rendre compte à la Convention nationale.

III. Cinq commissaires pris dans la Convention nationale se rendront de suite à ladite armée, avec pouvoir de suspendre et faire arrêter tous généraux, officiers militaires quels qu'ils soient, fonctionnaires publics et autres citoyens qui leur paraîtront suspects, de les faire traduire à la barre, et d'apposer les scellés sur leurs papiers.

IV. Lesdits commissaires ne pourront agir qu'autant qu'ils seront réunis au nombre de quatre.

V. Les commissaires qui sont actuellement auprès de l'armée de la Belgique se rendront dans le sein de la Convention nationale, pour lui donner de vive voix tous les renseignemens qu'ils ont acquis sur l'état de l'armée et des frontieres.

Les commissaires sont les citoyens Camus, Lamarque, Bancal, Quinette et Carnot.

Pendant l'absence de Beurnonville, le ministre des affaires étrangeres sera chargé des signatures des dépêches du département de la guerre. — Lareviliere-Lepaux a donné lecture d'une lettre des citoyens Antoine et Levasseur, commissaires

Digitized by Google

dans les départemens de la Meurthe et de la Moselle, ils annoncent que le recrutement s'est terminé, et qu'ainsi l'objet de leur mission est rempli. Ils dénoncent en même-tems une lettre adressée par Salles, député à la Convention, au président du département de la Meurthe. Dans cette lettre, ils prétendent que Salles a cherché à abuser de son influence sur les administrateurs de la ville de Nancy, pour les égarer sur les mesures prises par la Convention, et qu'il a essayé de répandre les impressions les plus défavorables sur le compte des commissaires. Ils ne doutent pas que l'esprit d'incivisme qu'ils ont observé en arrivant dans ce département ne soit le résultat de la correspondance de ce député avec les administrateurs. Ils se plaignent sur-tout du peu de ménagement avec lequel il parlent d'eux commissaires ; et à cet égard, ils citent plusieurs phrases de la lettre où Salles dit que Levasseur est un tartufe et un hypocrite ; que les commissaires envoyés dans les départemens sont les agens d'une faction désorganisatrice, qui cherche à établir un nouveau pouvoir despotique ; que le tribunal révolutionnaire est un tribunal de sang, mais dont le glaive pourra bien frapper ceux qui en ont provoqué l'établissement. Enfin, Salles exhorte à retenir les commissaires en otage s'ils excitent des troubles, et il termine sa lettre, en invitant celui auquel il l'adresse à la communiquer aux commissaires eux-mêmes.

Comment peut-on voir dans ma lettre, a dit Salles, un complot contre les commissaires de la Convention, lorsque j'invite celui à qui je l'adresse à la communiquer aux commissaires eux-mêmes. J'observe d'ailleurs que cette lettre est étrangement défigurée dans la maniere dont en parlent ces commissaires. C'est à un ami que j'écris, et non pas à mon département. Je n'ai fait qu'exprimer mes craintes sur notre situation actuelle, sur les suites de la conspiration qui vous est connue à tous ; et je n'ai fait que répéter dans ma lettre ce que j'ai dit au comité de défense générale. Comment peut-on m'accuser d'avoir voulu entraver le recrutement, par mon influence, dans mon département, lorsque dans mon pays natal, où j'ai mon frere et toute ma famille, le recrutement s'y est fait avec le plus grand zele. Au reste, pour éclaircir tous les soupçons, je demande que la lettre soit envoyée à la Convention, pour y être lue, et pour être ensuite livrée à l'impression. — Danton voulait qu'on publiât toute la correspondance de Salles avec le président du département de la Meurthe ; Salles a appuyé cette proposition : mais la Convention l'a rejettée, et elle a décreté seulement la proposition de Salles.

Si les malveillans ont pu parvenir à désorganiser l'armée de la Belgique, du moins leurs tentatives contre celle des Vosges ont été jusqu'alors inutiles. Custines a su, par sa fermeté inflexible, maintenir l'ordre et la discipline. On se souvient que naguères il a renvoyé, dans l'intérieur de la République,

Digitized by Google

des gendarmes indisciplinés, dont l'insubordination et la mauvaise conduite font aujourd'hui l'espoir des ennemis de la République.

L'armée des Vosges, dit Haussmann, l'un des commissaires envoyés à Mayence, est dans le meilleur état possible, l'ordre et la discipline y regne. Custines, à la tête de 40 mille hommes, vient de repousser l'ennemi, à qui il a tué beaucoup de monde et fait 30 prisonniers; il l'a chassé du château de Flamberg, dont il s'est emparé. L'armée est maintenant dans la position la plus avantageuse; elle occupe des défilés inaccessibles; elle est presque au complet, il n'y a pas un déserteur, il n'y a pas même un congé de donné. Nous avons dit aux soldats: " Quels seraient vos regrets, si vous " quittiez le poste d'honneur, et que l'ennemi vint nous " attaquer! " et ils sont tous restés. Nous avons écrit à leurs départemens pour leurs affaires personnelles. Depuis Landau jusqu'à Mayence, il y a une infinité de redoutes, l'artillerie et les munitions sont en abondance; Mayence et Cassel sont, au dire des commissaires, deux places imprenables. Elles sont en état de soutenir un siége de plus de six mois contre une armée de 100 mille hommes. Quant à la conduite des soldats Français, à l'égard des Mayençais, elle est telle que les habitans des campagnes nous ont assuré que loin de rien exiger d'eux, ils partageaient avec eux ce qu'ils avaient. La Convention peut compter sur la bravoure et le courage de Custines; c'est un véritable Républicain. Haussmann a fini par déclarer qu'on avait formé le projet de faire rétrograder cette armée, et de lui faire abandonner le poste avantageux qu'elle occupe.

Lassource a annoncé qu'une lettre interceptée écrite par un émigré et envoyée au comité de sûreté générale, présente un plan formé de désorganiser l'armée des Vosges, comme on a désorganisé celle de la Belgique. Dans cette lettre on voit que ces MM. comptent beaucoup sur une insurrection en Alsace. Le rétablissement de l'ordre et de la paix en France fait leur désespoir. Ils se réjouissent beaucoup de la conduite de certains hommes qui les servent si bien sans s'en douter. Lassource a promis de faire imprimer incessamment une liste des étrangers qui sont employés dans nos armées, dans nos administrations, ect.; par cette liste on verra, dit-il, que bien des gens qui sont ici des sans-culottes, sont chez eux, barons, comtes ou marquis. — Danton a annoncé qu'il était tems enfin de tout dire, tout dévoiler sur les causes des évenemens qui viennent d'avoir lieu dans la Belgique. Il a demandé que le conseil exécutif fût tenu de faire un rapport sur l'affaire de la Belgique, et qu'il fut entendu ensuite lui-même pour tous les détails qu'il a à donner, et qui doivent faire paraître au grand jour la vérité des évenemens. Lassource a observé qu'on ne pouvait porter un jugement sur les causes des éve-

Digitized by Google

nemens dans la Belgique avant d'avoir entendu le général Dumourier, en conséquence et il a demandé que Danton ne fût entendu qu'à cette époque ; décrété. — Des députés de Convention Mayençaise ont été introduits et en remerciant les représentans du peuple Français du bienfait de la liberté qu'il leur a donnée, ils demandent leur réunion à la République Française.

Le conseil exécutif a fait passer à la Convention l'extrait des dépêches qu'il a reçues des départemens de l'intérieur. Dans les départemens de l'Isle et Vilaine, les rebelles sont entièrement vaincus et désarmés. On les conduit à Rennes, enchaînés comme des troupeaux. La garde nationale montre un zele infatigable. A Montauban, près Montfort, 20 jeunes gens bien armés, bien retranchés, ont soutenu l'effort de 500 révoltés ; ils en ont tué une vingtaine et poursuivi le reste. Le fanatisme de ces malheureux est inconcevable. On a vu des vieillards de 70 ans avouer qu'ils étaient venus pour brûler le district et massacrer les habitans ; qu'ils ne craignaient pas la mort en combattant pour leur religion. — Une lettre de Labourdonnaye annonce que le calme est rétabli dans les environs de Brest. On a enlevé les cloches, pour empêcher les rassemblemens. Dans le département des Côtes du Nord, un chef des révoltés a été exécuté le 23 mars. — Le ministre de la guerre annonce qu'il a donné ordre au général Servan, de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la défense des frontieres d'Espagne. — Les noms des 20 jeunes héros qui ont mis en fuite 500 brigands, seront mentionnés honorablement au procès-verbal. Cette séance a été terminée par un décret de bienfaisance, et c'est Marat qui l'a proposé. La Convention a chargé le ministre de la guerre de donner des secours aux Belges et aux Liégeois qui sont à la suite des armées Françaises.

Séance du dimanche 31 mars.

Il n'y a qu'une masse de forces imposante qui puisse soumettre entierement les rébelles. Le moindre succès les encourage. Aucun revers ne les abat parce qu'ils preferent recevoir la mort dans le combat que par le glaive de la loi. Qu'on les accable donc par de grandes forces, l'étendart de la rébellion souillera moins de tems la terre de la liberté, et moins de patriotes tomberont sous leurs coupables coups. Mellinet a instruit la Convention que les rébelles couvraient la rive gauche de la Loire depuis Ingraud jusqu'à Maure, et qu'ils y avaient établi plusieurs batteries de canon. 85 patriotes les ont attaqués dans un de leurs retranchemens, leur ont tué 200 hommes et fait 300 prisonniers, que dans leur fureur ils ont mis à mort. Cette terrible défaite a augmenté la rage des contre-révolutionnaires, ils sont revenus à la charge et ont fait prisonniers les 85 patriotes. On craint et avec juste

Digitized by Google

raison que les Anglais ne profitent du moment où les rébelles ont l'avantage pour faire une descente ; cette crainte est d'autant mieux fondée que le cri de ralliement des révoltés est *vivent les Anglais*. Mellinet a demandé, et la Convention a décrété que le ministre de la marine mettrait en croisiere sur ces côtes toutes les forces maritimes dont il peut disposer. On a lu ensuite une lettre des administrateurs du département de la Loire inférieure, qui a fait sentir combien il est instant d'arrêter les progres des contre-révolutionnaires ; notre département, disent les administrateurs, est dans une situation affligeante. Il descend tous les jours sur nos côtes des émigrés et des prêtres réfractaires et assomment les plus ardents patriotes, envoyez nous des forces si vous voulez sauver la République. La garde nationale montre un grand courage, mais elle a besoin d'être commandée par des chefs expérimentés et patriotes, nous allons faire partir de Nantes 800 hommes pour assurer la libre communication entre cette ville et Paris. Des secours, répetent les administrateurs, ou nous courons les plus grands dangers.

L'ordre du jour était l'admission des pétitionnaires. Les épiciers dont les propriétés ont été pillées les 25 et 26 février, sont venus réclamer une indemnité. Ils ont fait observer ce que tous les gens de bonne-foi savaient déja, que c'était à tort qu'on les avait accusés d'être des accapareurs. S'il existe des accapareurs, ce qui n'est peut-être que trop vrai, ce ne sont pas les petits marchands qui n'ont de marchandise, dans leurs boutiques que pour 15 jours ou trois semaines. Mais il fallait bien que les auteurs du pillage palliassent, de quelque maniere, cette violation des propriétés. Par qui doivent être payés les dédommagemens réclamés par les épiciers. Une loi le détermine. Les magistrats et ensuite tous les citoyens de la commune, sont responsables des dommages occasionnés par les désordres qu'ils auraient pu empêcher. Bentabole non seulement ne s'est pas rappellé de cette loi, mais il a fait une proposition qui était au moins bien inconsidérée, si elle n'était pas perfide. Les épiciers, a-t-il dit, demandent des indemnités ; qu'ils commencent par restituer les gains et les usures qu'ils ont faites. — L'Assemblée presque entiere a témoigné son indignation contre une pareille proposition. Plusieurs membres réclamaient la parole pour parler contre la proposition. De toutes parts on demandait qu'elle fût improuvée. Après bien des débats, la Convention a prononcé l'improbation et a renvoyé à son comité des finances la pétition des épiciers.

A cette députation en a succédé une de la municipalité de Paris.

L'orateur de la députation a dit : Les dernieres nouvelles arrivées de la Belgique ont fait dans Paris une vive et douloureuse impression. La municipalité s'en est occupée avec sa sollicitude ordinaire. Le maire n'est pas avec nous. Il s'en est

Digitized by Google

excusé sur les fatigues de ces derniers jours ; mais nous croyons que sa véritable raison est dans ses démêlés avec Dumourier. C'est une nouvelle preuve de la délicatesse de sa belle ame. Le procureur de la commune va vous donner lecture de la pétition que nous sommes chargés de vous présenter.

Chaumet. Les nouveaux dangers de la République ont excité nos inquiétudes, un général imprudent et perfide a fait assassiner nos frères, et failli perdre la chose publique. L'opinion publique est à présent fixée sur son compte. Aujourd'hui que ce nouveau Brennus n'a pas craint de mettre dans la balance de l'ambition la vie des citoyens ; nous demandons la juste punition de tous ceux qui, comme lui, voudraient abaisser la souveraineté nationale. En vain tenterait-on de nous abuser sur son armée. Elle est composée de Français, son chef peut vouloir un roi ; elle a juré d'être libre ou de mourir. L'armée qui a vaincu à Gemmappe saura bien prouver qu'elle n'a pas été vaincue, mais trahie. Des chefs Plébéiens, Républicains, qui n'aient point respiré l'air empoisonné des cours, voilà le moyen de faire triompher les armes de la République. Serrons-nous les uns contre les autres. Que l'homme vil, que l'ambitieux qui peut trahir sa patrie pour satisfaire des passions haineuses, reste seul dans un coin. Que tous les patriotes fassent un faisceau, et la patrie est sauvée. (On applaudit.)

La Convention ordonne l'impression de cette adresse.

Barbaroux a instruit la Convention que la peste désolait les côtes de Barbarie, il a demandé que le comité de marine fut chargé de chercher les moyens d'empêcher que cette contagion ne pénétrât sur les côtes de France. La proposition de Barbaroux a été prise en considération.

Le reste de la séance a été employé à entendre des pétitions d'un intérêt particulier. La séance a été levée à 4 heures.

Séance du lundi premier avril.

Un des premiers actes de la premiere Assemblée des représentans du peuple Français, fut d'assurer l'inviolabilité de chacun de ses membres. Aujourd'hui Biroteau a cru voir le salut du peuple intéressé à ce que sans égard pour cette inviolabilité tout représentant du peuple soupçonné de quelque complot libertin, pût être mis en état d'accusation. Cette proposition a été adoptée par la Convention au même-tems qu'elle a été faite. Marat après avoir réclamé tout le calme et toute l'attention que mérite une grande affaire, a dénoncé le comité de sûreté générale pour avoir fait arrêter trois commissaires du conseil exécutif envoyés dans la Belgique pour examiner la conduite de Dumourier il accuse sur-tout Brissot, Guadet, Vergniaux d'être les auteurs de cette arrestation. Plusieurs membres ont attesté que ni Brissot, ni Guadet, ni Vergniaux n'étaient au comité lorsque sur la demande de Fabre Desglantines il a décidé que

Digitized by Google

les trois commissaires seraient mis en arrestation chez eux pour leur propre sûreté, et la Convention est passée à l'ordre du jour. — Cambacerès a pris alors la parole au nom du comité de défense générale, et a fait lecture de trois pieces importantes. La premiere est la lettre de Dumourier, datée du 12 mars, et qui a été insérée dans plusieurs journaux; la seconde est une lettre du général Dumourier au ministre de la guerre; et la troisieme, un proces-verbal des citoyens Proly, Pereyra et Dubuisson.

Lettre du général Dumourier, général en chef de l'armée du Nord, à la Convention nationale.

Louvain, ce 12 mars, l'an 2e. de la République Française.

Citoyen président, le salut du peuple est la loi suprême: je viens de lui sacrifier une conquête presqu'assurée, en quittant la portion victorieuse de l'armée prête à entrer dans le cœur de la Hollande, pour venir au secours de celle qui vient d'essuyer un revers, qu'on doit à des causes physiques et morales, que je vais vous développer avec cette franchise qui est plus nécessaire que jamais, et qui eût toujours opéré le salut de la République, si tous les agens qui la servent l'eussent employée dans les comptes qu'ils rendaient, et si elle eût toujours été écoutée avec plus de complaisance que la flatterie mensongere.

Vous savez, citoyens représentans, dans quel état de désorganisation et de souffrance les armées de la Belgique ont été mises par un ministre et par des bureaux qui ont conduit la France sur le penchant de sa ruine. Ce ministre et ces bureaux ont été changés; mais bien loin de les punir, Pache, Hassenfratz sont passés à la place importante de la mairie de Paris, et dès-lors la capitale a vu se renouveller dans la rue des Lombards des scenes de sang et de carnage.

Je vous ai présenté, au mois de décembre, dans quatre mémoires, les griefs qu'il fallait redresser; je vous ai indiqué les seuls moyens qui pouvaient faire cesser le mal, et rendre à nos armées toutes leurs forces; ainsi qu'à la cause de la nation toute la justice, qui doit être son caractere. Ces mémoires ont été écartés; vous ne les connaissez pas: faites-vous les représenter, vous y trouverez la prédiction de tout ce qui vous arrive, vous y trouverez aussi le remede aux autres dangers qui nous environnent et qui menacent notre République naissante. Les armées de la Belgique réunies dans le pays d'Aix-la-Chapelle et de Liége y ont souffert tous les genres de besoin, sans murmurer; mais en perdant continuellement par les maladies et les escarmouches contre l'ennemi, par l'abandon de quantité d'officiers et de soldats, plus de la moitié de leur force.

Ce n'est que depuis l'entrée du général Beurnonville dans le ministere, qu'on commence à s'occuper de son recrutement

Digitized by Google

et de ses besoins. Mais il y a si peu de tems, que nous éprouvons encore tout le fléau désorganisateur dont nous avons été les victimes ! Telle était notre situation, lorsque, le 1er. février, vous avez cru devoir à l'honneur de la nation, la déclaration de guerre contre l'Angleterre et la Hollande. Dès-lors j'ai sacrifié tous mes chagrins ; je n'ai plus pensé à ma démission, que vous trouverez consignée dans mes quatre mémoires ; je ne me suis occupé que des énormes dangers et du salut de ma patrie. J'ai cherché à prévenir les ennemis, et cette armée souffrante a oublié tous ses maux pour attaquer la Hollande. Pendant qu'avec de nouvelles troupes, arrivées de France, je prenais Bréda, Klundert et Gertruydenberg, me préparant à pousser plus loin ces conquêtes, l'armée de la Belgique, conduite par des généraux remplis de courage et de civisme, entreprenait le bombardement de Maëstricht.

Tout manquait pour cette expédition, le nouveau régime d'administration n'était point encore établi. L'ancien était vicieux et criminel ; on regorgeait de numéraire, mais les formes nouvelles qu'on avait mises à la trésorerie nationale, empêchaient qu'aucune partie du service ne reçût d'argent. Je ne puis pas encore détailler les causes de l'échec qu'ont reçu nos armées, puisque je ne fais que d'arriver ; non-seulement elles ont abandonné l'espoir de prendre Maëstricht, mais elles ont reculé avec confusion et avec perte ; les magasins de toute espece, qu'on commençait à ramasser à Liége, sont devenus la proie de l'ennemi, ainsi qu'une partie de l'artillerie de campagne et des bataillons ; cette retraite nous a attiré de nouveaux ennemis, et c'est ici que je vais développer les causes de nos maux.

Il a existé, de tout tems, dans les événemens humains, une récompense des vertus, et une punition des vices. Les particuliers peuvent échapper à cette providence, qu'on appellera comme on voudra, parce que ce sont des points imperceptibles ; mais parcourez l'histoire, vous y verrez que les peuples n'y échappent jamais. Tant que notre cause a été juste, nous avons vaincu l'ennemi : dès que l'avarice et l'injustice ont guidé nos pas, nous nous sommes détruits nous-mêmes, et nos ennemis en profitent.

On vous flatte, on vous trompe ; je vais achever de déchirer le bandeau. On a fait éprouver aux Belges tous les genres de vexations ; on a violé à leur égard les droits sacrés de la liberté ; on a insulté avec impudence leurs opinions religieuses ; on a profané par un brigandage très-peu lucratif, les instrumens de leur culte ; on vous a menti sur leur caractere et sur leurs intentions ; on a opéré la réunion du Hainault à coups de sabres et à coups de fusils ; celle de Bruxelles a été faite par une vaingtaine d'hommes, qui ne pouvaient trouver d'existence que dans le trouble, et par quelques

Digitized by Google

hommes de sang qu'on a ressemblés pour intimider les citoyens. Parcourez l'histoire des Pays-Bas ; vous trouverez que le peuple de la Belgique est bon, franc, brave et impatient du joug. Le duc d'Albe, le plus cruel des satellites de Philippe II, en a fait périr 18 mille par la main des bourreaux. Les Belges se sont vengés par trente ans de guerres civiles, et leur attachement à la religion de leurs peres a pu seul les faire rentrer sous le joug Espagnol.

Représentans de la nation, j'invoque votre probité et vos devoirs ; j'invoque les principes sacrés expliqués dans la déclaration des droits de l'homme, et j'attends avec impatience votre décision. En ce moment, vous tenez dans vos mains le sort de l'empire, et je suis persuadé que la vérité et la vertu conduiront vos décisions, et que vous ne souffrirez pas que vos armées soient souillées par le crime, et en deviennent les victimes. *Le général en chef* DUMOURIER.

Copie de la lettre écrite par le général Dumourier au général Beurnonville, ministre de la guerre, datée de Tournay, le 28 *mars* 1793, *l'an* 2 *de la République.*

Le citoyen Dubuisson, mon cher Beurnonville, qui m'a été envoyé par Lebrun, avec deux autres personnes, vous fera un tableau exact de ce qu'il a vu et de ce que je lui ai dit. Ce tableau funeste ne peint pas encore la moitié de nos désastres, du brigandage et du désordre désespérant où nous sommes plongés.

Depuis le départ du citoyen Dubuisson, j'apprends, 1°. qu'à ma droite, les généraux Férand et Neuilly ont été forcés, par la honteuse désertion des troupes, d'abandonner nuitamment Mons, et qu'à peine ont-ils de quoi jetter dans les places du Quesnoy, Condé et Valenciennes non pas de garnisons suffisantes ; mais de quoi rassurer les administrateurs et les habitans sur la premiere terreur, de quoi désencombrer ces places de soldats de toutes armes, et sur-tout des volontaires qui s'y sont réfugiés, qui pillent les magasins, et commettent tous les crimes.

2°. Je viens d'apprendre qu'à ma gauche, le lieutenant Marassé vient d'être trop heureux de pouvoir sauver par capitulation et par l'évacuation d'Anvers et de sa citadelle, un corps de dix mille hommes qu'il va ramener dans la Flandre maritime, et qui est tout mon espoir pour jetter dans les places d'Aires, Saint-Omer, Dunkerque, etc. Le général Marassé a d'autant mieux fait, et est d'autant plus heureux d'avoir fait capitulation, qu'aussi-tôt après l'évacuation de Malines, les Autrichiens se sont avancés par Allost sur Lermonde, qu'actuellement ils attaquent Gand, qu'ainsi la retraite du général Marassé eût été entierement interceptée, si elle n'eût pas été assurée par une capitulation.

J'apprends aussi que le colonel Thouvenot est dans Gand

Digitized by Google

avec 3500 hommes, qu'il a à Deyns 1400 hommes, à Oudenarde 1900 hommes, et qu'il est attaqué, quoique faiblement, dans le moment où il m'écrit. Il me mande aussi que le colonel Leclair est avec un corps d'environ 3000 hommes à Bevezen, sur la route d'Anvers à Gand, et que notre convoi de Malines est arrêté à Bruges par les administrateurs avec le commodore Moulifon.

En conséquence, je viens d'envoyer ordre au colonel Leclair de se porter à Bruges pour délivrer le convoi et l'escorter jusqu'à Dunkerque, et au colonel Thouvenot de se rendre avec les 6000 et quelques cents hommes à Oudenarde, de Deyns et Gand à Cassel, où le lieutenant général Omoran tâchera de faire un rassemblement. Je donne ordre en même tems au général Marassé de faire sa retraite par Bruges; et dès qu'il sera aux frontieres de France, de se jeter dans Saint-Omer, avec 6 bataillons et la moitié de sa cavalerie; de jeter le général Ruault dans Aires, avec 6 bataillons et le reste de sa cavalerie, et d'envoyer le surplus de ses forces à Cassel, pour renforcer le corps que va rassembler le général Omoran, que je destine au commandement du camp retranché de Dunkerque, étant moins âgé et un peu plus allant que Marassé, qui sera excellant dans une place.

J'envoie sur le champ le lieutenant général Duval prendre le commandement de Lille, où regne un désordre effrayant, et qui renferme plus de 10 mille fuyards qui se livrent à tous les excès.

Vous jugez que n'ayant plus la possibilité du camp d'Arlebeck pour appuyer ma gauche, le camp de Mons n'existant plus pour appuyer ma droite; je ne peux plus garder longtems la position de Tournai; j'ai déja envoyé au camp de Maulde tout ce que j'ai pu rassembler ici de l'armée des Ardennes, pour la séparer et la refaire. Je me suis replié sur les hauteurs de Chocq, derriere la citadelle, l'Escaut devant moi. J'ai jeté la moitié de mon avant-garde sur la rive droite de l'Escaut. Je veux tenir ferme dans cette position, le plus long-temps que je pourrai, pour savoir où sont passées mes autres troupes, et me retirer ensuite lentement et militairement dans la trouée de Clermuq que vous connaissez bien, d'où je couvrirai la plaine d'Orchies, et toutes mes places. J'ignore encore si je réussirai à faire cette retraite d'une maniere imposante, comme je suis parvenu jusqu'à présent dans la portion d'armée que je commande moi-même. Je n'ai aucune nouvelle du général Darville; mais j'espere qu'il aura pu effectuer sa retraite sur Maubeuge et Givet.

Je vois avec la plus grande affliction que de jour en jour nos maux et des périls s'aggravent. Vous verrez par le procès-verbal du commissaire ordonnateur Petitjean, que nous n'avons pas sur toute cette frontiere pour dix jours de vivres. Le prétendu secours d'hommes qu'on nous a envoyée des départemens

Digitized by Google

départemens du Nord et du Pas-de-Calais, est un ramassis de vieillards, d'enfans et de vagabonds, sans armes, qui n'ont fait qu'augmenter l'effroi et le désordre à Bruxelles, à Gand, découragé le reste de nos troupes et les entraîner dans leur fuite. Ces hommes n'ont fait que nous affamer; et tels sont les secours qu'on envoie à grands frais, et sur lesquels on fonde l'espoir de soutenir notre liberté. Je vous déclare bien positivement que si on ne recrute pas avec promptitude les bataillons de ligne aux dépens des volontaires; que si cinquante autorités plus absurdes les unes que les autres contrarient et traversent l'autorité militaire et ses opérations, je saurai, avec quelques braves gens, m'ensevelir sous les ruines de ma patrie; mais qu'il m'est impossible d'empêcher l'ennemi de pénétrer dans telle partie de notre frontiere qu'il voudra, de prendre sans résistance telle place qu'il jugera à propos, et d'arriver à Paris.

Pensez bien que même, sans s'arrêter à prendre nos places, il a vingt mille hommes de cavalerie, avec lesquels il peut mettre à feu et à sang toute la partie du royaume qui avoisine Paris; que je n'ai pas la même ressource que j'avais en Champagne pour l'arrêter; qu'alors l'energie du républicanisme était dans toute sa force; qu'alors la Convention nationale avait de l'ensemble et de l'autorité; qu'alors le royaume n'était pas déchiré par la guerre civile; qu'alors enfin il y avait des ressources pécuniaires qui n'existent plus. Pesez bien ces tristes vérités, et voyez quel parti on croira devoir prendre; jamais crise n'a été plus dangereuse pour un peuple, et jamais il n'a été plus frappé de l'esprit de vertige: l'ennemi est à nos portes, et je ne peux lui opposer que des fuyards sans armes, sans habits, sans vivres et sans munitions. Ces mêmes ennemis paraissent employer vis-à-vis de nous des ménagemens dont il est possible de profiter. Ils ont éloigné, sur les derrieres, tous les émigrés, et n'en souffrent aucun dans leur armée; ils traitent avec douceur nos prisonniers et nos blessés, quoiqu'ils n'ignorent pas que beaucoup de lâches d'entre nous aient massacré les leurs. La capitulation qu'ils viennent d'accorder au général Marassé, est encore un exemple rare de modération.

Réfléchissez sur cette conduite à laquelle je ne me suis pas attendu d'après nos excès; prenez un parti avec le conseil et les comités, et instruisez-moi sur-le-champ de ce que je dois faire. Je ne dirai ni mes opinions ni mes conjectures, car malheureusement on a craint jusqu'à présent de suivre mes avis, et ces avis sont devenus autant de prophéties funestes. Si l'imprudence et l'exagération dirigent encore les personnes qui gouvernent, la France entiere sera perdue. J'ai toujours dit, et je le répete, qu'on ne fonde les Républiques que sur la vertu, et qu'on ne les soutient qu'avec du courage, de l'ordre et de la sagesse.

Signé, le général en chef, DUMOURIER.

Digitized by Google

Procès-verbal des trois conférences que les citoyens Proly, Pereyra et Dubuisson ont eues avec le général Dumourier, mardi, mercredi, et la nuit des jeudi et vendredi derniers, à Tournay.

Chargés par le ministre des affaires étrangeres d'une mission particuliere et très-importante, et de se rendre, chemin faisant, auprès du général Dumourier, pour se concerter avec lui sur les moyens de maintenir la réunion de la Belgique, et d'obtenir quelques explications sur les proclamations qu'il y avait faites, les citoyens Proly, Pereyra et Dubuisson étaient en route pour se rendre à leur double destination, lorsqu'ils apprirent le malheureux succès des affaires de Nerwinde, et des jours suivans. Ils se déterminerent néanmoins à continuer leur voyage, et à joindre le général dans sa retraite. Déja ils approchaient de Bruxelles, lorsqu'ils apprirent qu'on en commençait l'évacuation. Témoins douloureux du désordre qui régnait parmi les troupes, et qui couvrait les routes d'une multitude de fuyards, ils s'arrêterent à Valenciennes, où ils acquirent des connaissances exactes sur tous les événemens de la semaine. Informés de la direction des mouvemens rétrogrades, ils parvinrent à joindre le général à Tournay, le mardi au soir 26, au même instant qu'il y entrait avec son avant-garde.

En apprenant qu'il n'avait que peu d'heures à y passer, et qu'il se disposait à repartir dans la nuit pour Ath, où était le corps de bataille, le citoyen Proly, déjà connu assez particulierement du général, se rendit d'abord seul auprès de lui pour annoncer ses collegues, et faire part de leur mission commune. Il le trouva dans une maison occupée par madame Sillery, mesdemoiselles Egalité et Pamela; le général était accompagné des généraux Valence, Egalité, et d'une partie de son état-major. Il était de plus entouré par beaucoup de monde, et notamment d'une députation des districts de Valenciennes et Cambray.

L'entrevue commença par une réception peu amicale de la part du général, et par des reproches très-amers, auxquels ne s'attendait nullement le citoyen Proly, puisqu'il n'y avait donné aucun sujet. Le général avait été induit en erreur par de mauvais journaux, et par une relation fausse d'une séance des Jacobins, inserée d'une maniere très-inexacte dans le journal des débats de la société. La conversation fut très-aigre, et Proly, fort de son innocence, en parla le langage avec quelque dignité.

Le général passa ensuite à une multitude de reproches contre la Convention et les Jacobins. Entre autres propos extrêmement inconsidérés, qu'il tenait devant tout le monde: il dit positivement que la Convention et les Jacobins étaient la cause de tout le mal de la France; mais que lui, général, était assez fort pour se battre par devant et par derriere, et

Digitized by Google

que dût-on l'appeller César, Cromwel ou Monck, il sauverait la France seul et malgré la Convention. Proly trouva convenable de se retirer à l'instant, se souciant peu de servir d'occasion au général pour dire tant de folies devant tant de monde. Au retour de leur collegue, les citoyens Péreyra et Dubuisson, informés de tous ces détails, et sentant combien il importait à la chose publique de ne pas laisser le général en proie à des sentimens si extraordinaires, furent décidés par Proly à aller le trouver seul sur-le-champ, pour tâcher de ramener son esprit à des sentimens plus équitables.

Ils présenterent leurs lettres de créance du ministre Lebrun, et demanderent un entretien particulier, afin que le général ne fût pas entraîné publiquement comme avec Proly, aux expansives expressions de son humeur, qu'ils n'attribuaient alors qu'au chagrin des échecs multipliés que nos armées venaient de souffrir. Le général les fit passer dans un appartement voisin, où ils s'occuperent d'abord à calmer, s'il était possible, cette humeur violente, dont il paraissait maîtrisé. Leurs efforts furent presque heureux, et après ses diatribes répétées contre la Convention entiere, le conseil exécutif, et les Jacobins, ils parvinrent à lui inspirer plus de confiance, et se trouverent à-peu-près certains de savoir dans une troisieme conversation, ce que pensait véritablement un homme qui paraissait livré à mille idées contradictoires, et n'avait pas cependant énoncé assez clairement son plan de contre-révolution, pour en tirer un résultat utile à la chose publique. Il était huit heures du soir, le général allait partir pour Ath ; ils solliciterent donc une troisieme entrevue commune à eux trois, pour le lendemain l'apres-midi, aussi-tôt son retour; elle leur fut promise positivement, et le général, devenu très-raisonnable, se porta vers eux avec un mouvement amical, et sans doute pour leur faire oublier les duretés personnelles qu'il leur avait prodiguées d'abord, comme Jacobins; il les embrassa en les quittant, et monta de suite en voiture pour se rendre à Ath.

Les trois collegues réunis se communiquerent tout ce qui leur avait été dit par le général, virent clairement que le salut de la République dépendait de ce moment, c'est-à-dire, de savoir au juste le secret de Dumourier, et s'il y avait véritablement quelque consistance dans ses projets. Ils écrivirent la nuit même au ministre Lebrun, et lui annoncerent qu'ils prévoyaient qu'un d'entre eux se rendrait incessamment auprès de lui pour lui rendre compte de certains objets essentiels que des lettres expliqueraient mal. Ils se concerterent le lendemain sur les moyens de prudence à employer pour connaître Dumourier tout entier dans la troisieme entrevue. Il revint d'Ath, sur les cinq heures du soir, avec son corps de bataille, qu'il plaça aux environs, et sous les murs de Tournai. Le citoyen Proly et ses deux collegues se trouverent sur son passage, à son entrée à l'abbaye Saint-Martin, où était son

Digitized by Google

logement et le quartier-général. Ils remarquerent que Dumourier avait l'air plus de mauvaise humeur que jamais ; ils sentirent que ce n'était pas là le moment convenable pour se présenter à lui, et apprirent de son aide-de-camp Devaux qu'il soupait chez le général Egalité, c'est-à-dire, chez Madame Sillery, lieu de leurs premieres entrevues. Ils se décidérent à l'y voir encore, et après deux heures d'attente, ils se rendaient chez cette dame au moment que Dumourier y arrivait.

En les appercevant, il leur dit avec un ton d'humeur très-renforcé, je ne suis pas ici chez moi, je suis chez Egalité ; si vous voulez me parler, vous me trouverez après souper à l'abbaye Saint-Martin. Ils se retirerent sans répliquer un seul mot, bien résolus à essuyer tous les désagrémens possibles pour rendre définitive cette derniere entrevue nocturne. A 9 heures et demie, ils étaient dans son appartement à l'attendre et à recorder leurs idées.

Ils y passerent une heure et demie, pendant laquelle des adjudans et autres officiers les entretinrent de propos très-inconsidérés, très-anti-patriotiques, et de la même teinte que ceux de leur général. Celui-ci parut enfin, et malgré les traces de son humeur violente, fortement imprimées sur sa physionomie, il semblait desirer lui-même la conversation qui se préparait. Cette nuance n'échappa point aux trois collegues ; il les fit asseoir, renvoya tout le monde ; et quand ils furent seuls avec lui, il recommença les mêmes sorties véhémentes contre la Convention et les sociétés populaires.

Après une multitude d'idées que les citoyens Proly, Pereira et Dubuisson, lui présentaient successivement avec rapidité, pour parvenir à détruire cette méfiance qu'il semblait avoir reprise contre eux ; ils lui firent reprendre lui-même cette premiere idée de la veille ; qu'il sauverait la patrie *seul*, sans la *Convention* et *malgré la Convention*. Il répéta qu'elle était composée de 745 tyrans, tous régicides ; qu'il ne faisait aucune différence des appelans et non appelans, qu'il les avait tous en horreur ; qu'il se moquait de leurs décrets ; qu'il avait déja dit à Danton, que bientôt ils n'auraient de validité que dans la banlieue de Paris ; de-là il passe à une sortie virulente sur l'armée, sur les volontaires qui étaient des poltrons, et dit qu'il ne veut que des troupes de ligne ; il s'enflamme et se transporte de fureur, en parlant du nouveau tribunal révolutionnaire, jure qu'il ne souffrira pas son existence, qu'il est horrible. Vainement on veut lui en démontrer la nécessité par la gravité des circonstances, et par les mouvemens de cette guerre civile (dont il avait parlé avec une sorte de complaisance,) il s'emporte de plus en plus, et dit trois ou quatre fois que tant qu'il aura *quatre pouces de lame à son côté*, il saura bien empêcher cette horreur ; que si on renouvelle à Paris des scenes sanglantes, il marche à l'instant sur Paris ; qu'au

Digitized by Google

reste, la Convention n'a pas pour trois semaines d'existence.

Cette derniere phrase, répétée dès la veille, engagea à hasarder enfin de lui demander ce qu'il compte mettre à la place de cette Convention annihilée, et à laquelle il annonçait ne pas vouloir de successeurs,

Pressé vivement dès la veille par le citoyen Dubuisson, il hésite encore à s'expliquer; enfin, serré vivement par des argumens sans réplique, il se décide à parler cathégoriquement, et à développer ses idées.

Ici les mots sont devenus si précieux, que pour en conserver la plupart dans leur intégrité textuelle, il faudra quelquefois tracer textuellemet le dialogue.

Vous ne voulez donc pas de constitution, lui disent les trois collegues? Non, la nouvelle est trop bête; et pour un homme d'esprit, en vérité, Condorcet n'y a rien entendu. — Mais que mettrez-vous donc à la place? — L'ancienne; toute médiocre et vicieuse qu'elle soit. — A la bonne heure; mais sans royauté, sans doute? — Avec un roi; car il en faut un et absolument.

Ici deux d'entre nous concentrent leur indignation, le troisieme ne peut la contenir, et dit vivement que pas un Français n'y souscrira, qu'ils ont tous juré le contraire, qu'ils aimeraient mieux mourir jusqu'au dernier, et que pour lui le nom de Louis..... Dumourier interrompt, et réplique: peu importe qu'il s'appelle Louis ou Jacobus....

Ou Philippus, dit Proly. A ce mot, Dumourier se livre à un mouvement de violence, dit que c'est une atrocité des Jacobins, qui, depuis long-tems, lui reprochent d'être du parti d'Orléans, parce qu'après l'affaire de Gemmappe, il avait rendu à la Convention un compte avantageux de la conduite courageuse de ce jeune homme qu'il forme au métier.

On n'insiste pas sur cet incident, et on le ramene doucement à sa premiere idée de faire adopter l'ancienne constitution; même avec un roi, puisqu'il le voulait. Mais comment, lui dit-on, et par qui ferez-vous accepter cette constitution, puisque vous insistez sur la destruction préalable de la Convention actuelle, et que vous entendez qu'aucun corps représentatif ne la remplace en ce moment? Dumourier répond sans hésiter, qu'il fera remplacer cette Convention par un moyen tout simple: J'ai, dit-il, mes gens tout trouvés sans les assemblées primaires qui prendraient trop de tems à se convoquer, enfin j'ai les présidens des districts.

Ici la conversation fut interrompue par l'entrée subite du général Valence et de l'aide-de-camp Montjoie, qui annonçaient l'évacuation de Mons.

Le citoyen Proly et ses collegues eurent l'air de vouloir se retirer; Dumourier leur dit d'attendre un instant.

Après quelques minutes, il forme une espece d'*à parte* avec le citoyen Proly, pendant lequel il parle d'une négociation qu'il

Digitized by Google

avait entamée avec le général Cobourg, pour quelques arrangemens relatifs aux blessés laissés dans les hôpitaux de Bruxelles; négociation dont il comptait, disait-il, profiter adroitement pour retirer dix-huit bataillons qui sont dans les garnisons de Bréda et Gertruydenberg.

Il lui est observé, par Proly, que ce commencement de négociation pourrait conduire à la paix. Dumourier répond que c'était bien-là aussi son objet; mais qu'il la ferait seul, parce qu'aucune des puissances belligérantes ne voudrait jamais traiter avec la Convention, ni avec le conseil exécutif, qui était subordonné à 745 tyrans.

Pendant ce petit moment de conversation particuliere, les deux autres collegues s'entretenaient avec le général Valence et l'aide-de-camp Montjoie.

Ils entendaient aussi, de leur part, de vives plaintes contre le tribunal nouveau. Montjoie généralisait son mépris pour tous les décrets de la Convention, et disait tout naïvement qu'elle n'avait pas le droit d'exiger son obéissance, parce qu'il n'y avait pas donné son consentement. Ce singulier principe de droit public donna la juste mesure de la judiciaire et du civisme de l'aide-de-camp.

Après quelques minutes, Dumourier rentra dans le cercle, et en tira Dubuisson qu'il conduisit dans un coin de l'appartement éloigné du reste de la compagnie. Aussi-tôt celui-ci lui fit reprendre la conversation où elle était restée, c'est-à-dire, à l'emploi que, dans son plan contre-révolutionnaire, il comptait faire incessamment des présidens des districts.

Dumourier se livre alors verbeusement à tous les développemens. Mais, dit Dubuisson, je vois bien environ 500 présidens de district, énonçant ce qu'ils appelleront le vœu du peuple, et sans doute qu'ils se rassembleront à cet effet.

Dumourier répond : non, ce serait trop long, et dans trois semaines les Autrichiens seront à Paris si je ne fais la paix. Il ne s'agit plus de République, ni de liberté; j'y ai cru trois jours; c'est une folie, une absurdité; et depuis la bataille de Jemmappe, j'ai pleuré toutes les fois que j'ai eu des succès pour une aussi mauvaise cause; mais il faut sauver la patrie, en reprenant bien vîte un roi, et faisant la paix; car ce serait bien pis, si le territoire était envahi, et il le sera, si je veux, dans moins de trois semaines.

Cela se peut, reprend Dubuisson; mais rendez-moi donc plus clairs vos moyens-pratiques de sauver la patrie. Vous ne voulez pas de rassemblemens des présidens de district; qui donc aura l'initiative pour émettre le vœu de rétablir un roi, et de reprendre la premiere constitution?

Dumourier dit : mon armée.

Silence de la part de Dubuisson, pendant lequel Dumourier répete : mon armée,... oui, l'armée des Mamelucs. Elle le sera, l'armée des Mamelucs, pas pour long-tems, mais enfin elle le

Digitized by Google

sera : et de mon camp, ou du sein d'une place forte, elle dira qu'elle veut un roi. Les présidens de district sont chargés de le faire accepter, chacun dans son arrondissement. La moitié et plus de la France le desire. Et alors, moi, je ferai la paix dans peu de tems et facilement.

Dubuisson lui fait à l'instant beaucoup d'objections sur les moyens d'exécution, et lui représente le danger personnel que lui, Dumourier, courait, s'il était soupçonné ou traversé dans la réussite. Il répond que si ses projets échouent, et qu'il soit décrété d'accusation, comme il nous l'avait déja dit plusieurs fois, qu'il s'en moquoit, et de ce décret et de tous autres; qu'il défiait la Convention de le faire mettre à exécution au milieu de son armée, et qu'au reste, il avait toujours pour derniere ressource, un tems de galop vers les Autrichiens.

Dubuisson lui représente que le sort de Lafayette n'était pas tentant pour ses imitateurs. Il réplique : Lafayette avait inspiré le mépris par ses talens, et la haine par la journée du 6 octobre à Versailles, à toutes les puissances du Nord; mais moi, je suis aimé et estimé d'elles toutes ; d'ailleurs, je passerai chez elles de maniere à m'en bien faire recevoir. Enfin Dubuisson, cherchant tous les moyens de l'engager de renoncer à ses idées, imagine de lui proposer un autre plan de contre-révolution, qui aurait un même but, mais qui serait plus adroit et moins risquable.

Dumourier l'écoute avec complaisance, et lui dit que, quoique meilleur que le sien, il ne peut l'adopter, parce que le tems manquerait; qu'enfin le sien est plus propre aux circonstances, et qu'il aurait déja commencé ostensiblement à l'exécuter, s'il n'avait craint pour les jours de cette infortunée qui est au Temple et pour ceux de sa précieuse famille. Dubuisson saisit cette idée dilatoire, la lui présente plusieurs fois sous diverses expressions, pour l'engager à renoncer à un plan qui compromettait de fait l'existence royale, à laquelle il prenait tant d'intérêt.

Il répond : après que le dernier des Bourbons serait tué, même ceux de Coblentz, la France n'en aurait pas moins un roi ; mais que si Paris ajoutait les meurtres du Temple à tous les autres, il marchait dans l'instant sur cette ville, mais qu'il n'en ferait pas le siege à la maniere de *Broglio*, qui était un imbécille qui n'avait pas connu sa besogne; mais que lui, Dumourier, se faisait fort de réduire Paris dans huit jours avec douze mille hommes, dont un corps à *Pont-Saint-Maxence*, un autre à *Nogent*, ect. et autres postes sur les rivieres ; qu'ainsi il l'aurait bientôt réduit par famine ; qu'au reste la déclaration de guerre avec l'Angleterre, ouvrage ridicule et perfide de Brissot, menerait à faire capituler la France entiere par disette de grains, attendu qu'elle n'en recueillait pas assez pour se nourrir, et que les corsaires anglais ne laisseraient pas entrer dans nos ports un seul navire chargé de grains.

Digitized by Google

Dubuisson lui répliqua que cette dernière donnée était inexacte ; mais que sans s'arrêter à le lui démontrer, il voulait encore l'arrêter par le même intérêt pour les jours de la famille royale, qui seraient certainement dans le plus grand danger, au premier acte qui signalerait son plan.

Alors Dumourier se tait un instant, et ensuite s'écrie, comme inspiré par la force de sa situation : Eh bien ! vos Jacobins, à qui vous tenez tant, ont ici moyen de s'illustrer à jamais, et de faire oublier tous leurs crimes ; qu'ils couvrent de leurs corps ceux de la famille royale ; qu'ils fassent faire une troisieme insurrection qui rachete les crimes de celles de 1789 et de 1792, et que le fruit de cette derniere insurrection soit la dispersion des 745 tyrans, à quelque prix que ce soit : pendant ce tems, je marche avec mon armée, et je proclame le roi.

Dubuisson, effrayé de cette scélératesse, pressentant dès-lors que l'auteur de semblables confidences, au milieu d'une armée et d'une ville étrangere, pourrait fort bien, après une heure de réflexion, punir sa propre imprudence, qui l'entraînait si légerement à tant d'atroces confidences. Alors il gagne assez sur lui-même pour chercher à assurer sa retraite et celle de ses collegues ; il se décide rapidement à faire accroire à Dumourier qu'il trouve son idée belle et possible dans l'exécution ; qu'il va partir pour Paris, et qu'il espere fonder adroitement les Jacobins sur cet objet, qu'il ne doute même pas du succès.

Ici, les confidences se multiplient de la part de Dumourier. Il avoue qu'il a pensé à enlever à la maison d'Autriche la Belgique, pour se faire reconnaître le chef de la nouvelle République Belgique, amie, alliée de la France. Il déclara nettement que c'est la seule haine que les ingrats de la France lui ont portée, qui l'a barré dans ce projet ; mais il fait entendre qu'il peut encore se réaliser pour la Belgique et pour lui, sous la protection de la maison d'Autriche.

Enfin Dubuisson, fatigué d'être dépositaire, malgré lui, de tant de projets liberticides, demande à trois heures du matin, la permission de se retirer. Dumourier lui dit de partir pour Paris avec ses collegues, mais de revenir seul dans 5 ou 6 jours, après avoir jeté les racines de l'insurrection des Jacobins, pour opérer la dispersion et même plus, des membres de la Convention, et la protection tutélaire qu'ils donneraient à la famille royale jusqu'à son arrivée.

Dubuisson se retire avec Proly, qui était resté seul, et lui dit dès qu'il se vit libre : partons pour Paris, nous n'avons plus rien à faire ; les horreurs que je viens d'entendre sont plus fortes encore que celles qu'il nous a dites en commun. Les chevaux de poste sont demandés, et les trois collegues indignés quittent sur-le-champ Tournay.

Dumourier ne s'était pas couché tout de suite. Il fait une lettre au ministre Beurnonville, et annonce le citoyen Dubuisson. Cette lettre est arrivée par un courier de dépêche.

Digitized by Google

Proly et ses collegues rencontrerent à Lille les députés Lacroix, Robert et Gossuin. Sans leur développer toutes les pensées cruelles qui les agitaient, ils leur firent entendre que le salut public demandait que la ville de Lille fût à l'instant déclarée en état de siége, et qu'ils la surveillassent exactement; qu'il était d'une importance majeure d'en faire autant pour toutes les places frontieres, que défendrait mal l'armée en partie dispersée, on à la disposition d'un homme qui, d'après trois jours de conversation, leur paraissait devenu très-dangereux au salut de la République. Les députés parurent le considérer dans ce sens, et même énoncerent le desir qu'ils avaient déja eu de lui envoyer l'ordre d'aller se reposer à Paris. Les citoyens Proly, Péreyra et Dubuisson, un peu plus tranquilles sur le sort de Lille, par la présence des commissaires, se rendirent de suite à Paris, où ils ne purent arriver que hier, samedi, à huit heures du matin, malgré le desir qu'ils avaient de déposer d'aussi grands intérêts entre les mains de la puissance protectrice de la République, et du ministre qui avait eu confiance dans leur véracité.

Paris, ce 31 mars, l'an 2 de la République, etc. avons signé tous trois collectivement pour ce qui a été dit aux trois en commun, et chacun séparément pour ce qui regarde les conversations particulieres.

PROLY, PEREYRA, DUBUISSON.

Cambacérès a annoncé que le comité de défense générale avait pris des mesures pour s'assurer des complices de Dumourier, qu'il avait fait mettre en état d'arrestation toutes les personnes qui par leur naissance, leurs relations et leurs habitudes, pouvaient être soupçonnées d'avoir eu part au complot; qu'il avait appellé dans leur sein les citoyens Égalité et Sillery, que par respect pour la représentation nationale, il n'avait pas cru devoir faire arrêter; que les deux citoyens avait demandé eux-mêmes le plus scrupuleux examen de leur conduite, afin de prouver à ceux qui les calomnient et à la France entiere, qu'ils n'ont jamais eu d'autre passion que celle du bien public; enfin qu'ils ont demandé que les scellés fussent apposés sur leurs papiers, qu'on prît à leur égard toutes les mesures que le comité croiroit nécessaires pour la découverte de ce grand complot. — Penieres a demandé la parole pour des faits : il a accusé Lacroix d'avoir dit, au comité de défense générale, qu'il aimerait mieux porter sa tête sur l'échaffaud, que de souffrir que Dumourier fût décrété d'accusation, que ce général dans ce moment-ci, était très-utile à l'armée. Il a accusé Danton de n'avoir pas proposé le décret d'accusation, comme il l'avait promis, contre Dumourier, s'il ne lui faisait pas rétracter sa lettre du 12 mars. Danton a répondu qu'en arrivant de la Belgique, il s'était rendu au comité auquel il avait déclaré qu'on ne pou-

Digitized by Google

vait plus à rendre rien de bon de Dumourier, que ses opinions politiques étaient très-mauvaises ; mais qu'il avait cru qu'il ne serait pas facile d'enlever Dumourier à son armée au moment où elle était en présence de l'ennemi, dans une retraite où il se livrait chaque jour des combats.

Lassource à son tour a déclaré que la conduite des commissaires lui avait donné de très-forts soupçons ; qu'il trouvait étonnant que Danton, voyant qu'il n'y avait plus rien d'abord à espérer de Dumourier, ait craint de demander contre lui le décret d'accusation, lorsqu'il avait dit au comité que si les soldats de Dumourier lisaient ce décret d'accusation, ils l'ammeneraient eux-mêmes à la barre. Au contraire, a-t-il dit, les commissaires ont témoigné la plus grande sécurité. Danton s'efforçait de couvrir les mauvaises opinions politiques de Dumourier, en relevant ses talens militaires. Lassource croit avoir remarqué dans la conduite des commissaires tout ce qu'il fallait faire pour le succès du complot de Dumourier ; ils ont fait tout ce qui convenait pour le conserver en place, ils ont tâché de lui gagner de la popularité. Danton est revenu à Paris, tandis que Lacroix est resté auprès de Dumourier, afin de tenir les deux extrémités du fil de la conspiration. Danton à son retour de la Belgique, a parlé de Dumourier d'une maniere très-insignifiante. Au moment où Dumourier veut dissoudre la Convention, Danton est venu lui reprocher sa faiblesse, la ravaler en même-tems qu'il éleve Dumourier. Il invite le peuple à se lever, et contre qui ? contre Dumourier ? Non, sans doute, puisqu'il parle de lui d'une maniere avantageuse. L'indignation ne pouvait donc être dirigée que contre la Convention.

Danton a essayé de prouver qu'il était absurde de supposer qu'il s'entendait avec Dumourier, lorsqu'il n'avait cessé de combattre ses opinions ; que toujours Dumourier avait été en contradiction avec lui ; qu'il se trouve toujours au nombre de ceux des commissaires que Dumourier accuse. Dumourier, a-t-il ajouté, se plaint de la réunion de la Belgique, des sociétés populaires, du tribunal révolutionnaire, et c'est moi qui ai provoqué toutes ces mesures ; c'est moi qui ai proposé ces institutions. Il finit par dire que ceux-là veulent rétablir la tyrannie, qui ont voulu sauver le tyran, et qu'eux seuls peuvent être les complices de Dumourier.

Lassource, à la fin de son discours, avait proposé d'établir une commission chargée de rechercher les auteurs et les complices de la conspiration contre la liberté, et sur-tout d'examiner la conduite du général Dumourier, et des commissaires Danton et Lacroix. — Danton a appuyé cette proposition, qui a été décrétée.

Un membre du comité de sûreté générale a proposé un projet de décret, qui a été adopté en ces termes :

Digitized by Google

Art. Ier. La municipalité de Paris est autorisée de continuer, jusqu'à nouvel ordre, la surveillance qu'elle exerce en ce moment aux barrières de la ville de Paris, et à y placer des forces suffisantes pour viser les passe-ports, et arrêter les déserteurs et autres gens suspects.

II. Tous officiers et soldats, sans cartouche ou sans congé valables; tout citoyen qui ne serait pas muni de sa carte civique, sera conduit à la section dont il se réclamera; et dans le cas où il n'en désignerait pas, à une des sections les plus voisines.

III. Les comités de surveillance des sections examineront les certificats, billets d'hôpitaux, passe-ports, cartouches, congés ou autres pieces qui seront représentés; dans le cas où lesdites pieces paraîtront suspectes ou non valables, le prévenu sera retenu en état d'arrestation, jusqu'à ce que, sur le compte qui sera rendu par les comités de section, à la municipalité, il ait été statué par le corps municipal, sur la validité des pieces représentées, et sur la légitimité des motifs pour lesquels le prevenu aura quitté l'armée.

IV. Le corps municipal appellera, si besoin est, un ou plusieurs commissaires des guerres, pour être entendus auparavant de donner sa décision sur les prévenus.

V. Le corps municipal est autorisé à faire conduire dans les casernes qui sont, à cet effet, destinées par le ministre de la guerre, tous ceux qui ne justifieront pas de causes légitimes pour avoir quitté l'armée, ou qui ne représenteront pas des certificats, congés, passe-ports ou cartouches valables.

VI. L'état nominatif des prévenus de désertion qui ont déja été arrêtés et conduits dans des maisons d'arrêts, sera remis à la municipalité, qui statuera à cet égard.

VII. La municipalité informera le ministre de la guerre des résultats de ses opérations, et lui fera remettre les états nominatifs des soldats, officiers qui n'auront pas justifié de congés, passe-ports ou cartouches valables, de ceux dont le renvoi à l'armée est nécessaire.

VIII. La Convention nationale charge son comité de la guerre de lui présenter, sans délai, un projet de décret qui déterminera le mode d'application aux prévenus de désertion, des lois rendues contre les soldats des ci-devant troupes de ligne qui ont abandonné leurs drapeaux. ,,

La séance a été levée à 6 heures.

Notice des objets les plus importans des trois dernieres séances.

Séance du mardi, 2 *avril*. Isnard, membre du comité de défense générale, fait lecture des dépêches arrivées hier au soir de l'armée de la Belgique.

Digitized by Google

Lettre des commissaires du département du Nord, au général Dumourier.

De Lille, le 29 mars.

Les commissaires de la Convention préviennent le général Dumourier de se rendre à Lille pour des explications graves qui le concernent. Il donnera le commandement de l'armée au général qu'il croira le plus digne.

Signés, GOSSUIN, MERLIN, TREILHARD.

Dumourier aux commissaires.

De Tournay, le 30 mars.

Il m'est impossible de laisser l'armée un seul instant; Clairfayt me menace; si je quittais l'armée, elle courrait des dangers; je me rendrai à Lille, mais pour en expulser les lâches déserteurs qui y sont; je ne peux plaider et commander à-la-fois.

Signé, DUMOURIER.

Dumourier au ministre Beurnonville.

De Tournay, le 30 mars,

Je viens de recevoir la capitulation du général Marassé; il mérite des éloges par sa prudence. Je compte voir le major-général du prince de Cobourg, afin d'obtenir une capitulation favorable pour les garnisons de Bréda, etc. Par ce moyen je sauverai 8,000 hommes que je saurai employer utilement; je me défendrai avec autant de vigueur contre les ennemis de l'extérieur que de l'intérieur. Revenu sur la frontiere, je me partagerai en deux parties; avec l'une je résisterai à l'ennemi; avec l'autre j'irai rendre à la partie avilie de l'Assemblée nationale l'autorité qui lui est due, et que réclament les départemens.

Les commissaires viennent de me sommer de me rendre à Lille, pour répondre à des inculpations. Il m'est impossible de quitter l'armée; d'ailleurs, ma tête est trop précieuse pour la livrer à un tribunal arbitraire; je ne veux être jugé que par la nation pendant ma vie, comme je le serai après ma mort par l'histoire.

Les Jacobins m'ont proposé les plus belles choses du monde, si je voulais aider à culebuter la Convention: ces promesses sont peu capables de m'éblouir. Il faut en finir; je vous prie de communiquer mes lettres, vous savez qu'elles seront publiques; quand il s'agit de sauver l'état, il ne faut rien négliger.

Au reste, je vous déclare que la prudence dirigera toutes mes démarches; j'ai déja joué le rôle de Décius en me préci-

Digitized by Google

pitant au milieu des bataillons ennemis; mais je ne jouerai pas celui de Curtius en me jettant dans un gouffre. Je vous manderai les réflexions profondes que j'ai faites, la raison me dirigera toujours; le vrai courage est ferme et constant; cependant je vous préviens qu'il ne suffit pas d'être debout, il faut agir; ce n'est pas avec des mots, des poignards et des piques, mais avec de la sagesse et de bonnes armes que nous pouvons résister; vous savez combien notre armée est désorganisée, elle manque de tout; je ne puis me soutenir dans Mons et Tournay, Pache a fait abattre les fortifications; vous êtes arrivé trop tard au ministere.

Je vous le dis avec franchise, puisque vous n'avez pas la force de vous battre, songez à négocier.

Signé, DUMOURIER.

Séance du mercredi, 3 avril.

Lacroix, membre de la commission dans la Belgique, fait un rapport de sa derniere entrevue avec Dumourier, de la résolution où il était de brûler la cervelle au traître Dumourier, si ses collegues et lui ne pouvaient s'en saisir. Mais les nouveaux commissaires étant venus les remplacer ils repartent, et entre Péronne et la poste suivante ils reçoivent un courier extraordinaire des administrateurs du département du Nord qui leur apprend que Dumourier avait fait arrêter les quatre commissaires de la Convention, ainsi que le ministre de la guerre. Le courier leur remet copie de la lettre écrite par Dumourier aux administrateurs.

Citoyens administrateurs, la tyrannie, l'assassinat, le crime, sont à leur comble à Paris; l'anarchie le dévore, et sous le nom sacré de la liberté, nous sommes tombés dans l'esclavage; plus nos dangers sont grands, plus la Convention met d'aveuglement dans sa conduite. Je lui ai dit des vérités dans ma lettre du 13 mars, et elle a envoyé pour m'arrêter, ou se défaire de moi, quatre commissaires; le ministre de la guerre Beurnonville, dont j'ai fait la fortune militaire, les accompagne. Depuis plusieurs jours, l'armée est révoltée des attentats et des calomnies dirigées contre son général, et ils auraient été victimes de leurs commettans si je n'avais retenu son indignation. Je les ai fait arrêter et les ai envoyés dans un lieu sûr, pour servir d'ôtages en cas qu'il soit commis de nouveaux meurtres et de nouveaux crimes. Je ne tarderai plus à marcher sur Paris, et à faire cesser la sanglante anarchie qui y regne. J'ai trop bien défendu la liberté jusqu'à présent, pour m'arrêter au moment où elle est le plus en danger. Nous avons juré, les années 1789, 90, et 91, une constitution qui nous assujettissait à un gouvernement stable; ce n'est que depuis que nous l'avons renversée, que nos malheurs ont commencé; en la reprenant, je suis sûr de faire cesser la licence et le brigandage, et de faire la paix avec les puissances.

Digitized by Google

Je reconnais la sagesse du département où je suis né, et dont j'ai été le libérateur; puissé-je bientôt l'être de la France entière. Je jure que je suis loin d'aspirer à la dictature, et je m'engage à quitter toute fonction publique, lorsque la patrie sera sauvée.

Signé, DUMOURIER.

Sur la proposition de Thuriot, Dumourier est déclaré infâme et traître à la patrie, sa tête est proscrite et une récompense de 300 mille livres sera accordée à celui qui l'arrêtera mort ou vif.

La Convention se déclare permanente et mande toutes les autorités constituées pour maintenir la tranquillité publique.

On fait lecture des dépêches du général Custines qui annonce la défection de quatre compagnies de grenadiers, et le peu d'accord du général Newingen; il a reçu un échec à Bingen, et il a été forcé de se replier à Worms, laissant l'artillerie et une forte garnison à Mayence. — Des lettres de Valenciennes annoncent que Dumourier y a fait publier une proclamation, dans laquelle il dit qu'on s'égorge à Paris, et que la Convention est dissoute. Les citoyens et les soldats ont foulé aux pieds cette proclamation. — Robespierre dénonce Brissot, comme complice de Dumourier.

La proclamation de Dumourier, datée de Saint-Amand, à onze heures du soir, est ainsi conçue: « Mes compagnons, quatre commissaires de la Convention, accompagnés du ministre de la guerre, sont venus pour m'arrêter, je les ai mis en lieu de sûreté. Souffrirai-vous qu'on arrête votre pere, celui qui vous a toujours menés à la victoire, qui tout récemment encore vient de vous faire faire une retraite honorable? Resterez-vous plus long-tems sans émettre votre vœu? Il est tems de rendre à notre malheureuse patrie le repos qu'elle a perdue par les crimes de ses représentans; il est temps de reprendre une constitution qui nous assure de bonnes lois, nous garantit la liberté, et détruit l'anarchie.

On annonce que Dumourier avait donné des ordres à Maziuski de s'emparer de Lille avec 4000 hommes, et de prendre la caisse militaire; mais les courageux habitans de cette ville n'ont laissé entrer que 150 hommes, et ont fait camper le reste sur les bastions jusqu'à nouvel ordre, et leur ont dit que les canons de la place, chargés à mitraille, tireraient sur eux, s'ils osaient remuer. — La séance n'a été levée qu'à trois heures du matin.

Du jeudi 4. Un officier de l'état-major de l'armée de Dumourier est admis à la barre, et confirme la nouvelle que les quatre commissaires ont été arrêtés de l'ordre de Dumourier, et envoyés à Tournay, ainsi que Beurnonville, qui a fait résistance et a reçu un coup de sabre. — Les commissaires de la Convention écrivent de Valenciennes que le traître Dumourier est re-

Digitized by Google

connu pour tel, et qu'il n'y aurait point de salut pour ce perfide. — La femme et les enfans du général Valence, la citoyenne Montesson, la femme de L. P. Egalité, et la citoyenne Sillery, sont mis en état d'arrestation. — Le général Dampierre remplace Dumourier, et Bouchotte, commandant à Cambrai, est ministre de la guerre.

Liste des personnes contre lesquelles le comité de défense générale de la Convention nationale a donné des mandats d'arrêt, avec ordre d'apposer les scellés sur leurs papiers.

Les citoyens d'Espagnac; Malus, ci-devant commissaire-ordonnateur dans l'armée de Dumourier; Hébert, ci-devant secrétaire d'Adrien Duport; Bonne-Carrère, ci-devant directeur des affaires étrangeres; Gouy-d'Arcy, Asseline, soupçonnés d'être agens du ci-devant duc de Liancourt; la Sonde, à Cambrai; Candeyron, ci-devant maire de Cambrai; Berneron, officier-général dans l'armée de Dumourier; la citoyenne Boisvert, maîtresse de Dumourier; Westermann, officier-général; Victor Broglie; Boisgelin, ci-devant maître de la garde-robe de Louis Capet; la citoyenne Sillery, à Tournay; Choderlos, officier-général; Valence, gendre de Sillery; les deux fils du citoyen Egalité; Sauvan, ancien officier du citoyen Egalité.

Le comité de défense générale a fait apposer les scellés sur les papiers de l'ex-ministre Roland.

N. B. La nature et l'importance des événemens ont seuls retardé la publication de ce numéro, qui est composé de deux demi-feuilles de plus. Nous publierons, samedi prochain, deux numéros à-la-fois, et ce journal paraîtra régulièrement tous les samedis.

LYCÉE.

L'ouverture de la seconde époque des cours du Lycée aura lieu lundi prochain, 8 de ce mois, à 7 heures du soir. Le citoyen Lacroix y lira un morceau sur *l'influence des maurs dans les Républiques*; et le citoyen la Harpe terminera la séance par la lecture d'un morceau de poésie.

ANNONCES.

Petit nécessaire de tous les jours, le plus utile aux gens d'affaires, négocians, militaires et voyageurs, et en général pour tous les états. Il renferme huit objets intéressans, Savoir:

1°. La carte de France divisée en 84 départemens; 2°. le tableau indicatif des 84 départemens et des 543 districts ren-

Digitized by Google

fermés dans ces départemens ; 3°. l'Itinéraire de la France, contenant les routes les plus fréquentées du royaume, toutes calculées en lieues de poste ; 4°. la carte du plan et département de Paris ; 5°. une table d'escompte utile aux banquiers, caissiers, négocians et gens d'affaires ; 6°. Une table générale de la distance des principales villes de France entr'elles ; 7°. la carte de toutes les villes et places fortifiées ; et celle des principales routes de la France avec le cours des rivieres navigables ; 8°. enfin la nouvelle carte militaire du théâtre de la guerre, pour suivre la marche des armées françaises dans l'Allemagne et dans les Pays-Bas, avec tablettes et porte-feuille, pour écrire sur le nouveau papier, avec le stilet qui en fait la fermeture. Il se vend 10 livres, franc de port. A Paris, chez le citoyen Desnos, ingénieur-géographe pour les globes et spheres, rue Saint-Jacques, n°. 254.

Le Sens commun, adressé aux habitans de l'Amérique par Thomas Payne, secrétaire du congrès Américain, membre de la Convention nationale de France ; traduit sur la derniere édition in-8°. Prix ; 30 sols broché, et 36 sols franc de port pour les départemens. A Paris, chez Buisson, libraire, n°. 20, rue Hautefeuille.

Histoire de la Révolution de Pologne, en 1791 ; avec un examen de la nouvelle constitution détruite par Catherine. 1 vol. *in*-8°. Seconde édition, par M. Méhée. A Paris, chez Buisson, imprimeur-libraire, rue haute-feuille, n°. 20 ; et à Lyon, chez Bruyset freres, rue Saint-Dominique. Prix, 4 liv. broché, et 4 liv. 10 sols rendu franc de port dans tous les départemens.

Code du divorce et de l'état civil du citoyen, nouvelle édition augmentée des articles additionnels décrétés par la Convention ; on a joint des notes aux articles qui avaient besoin d'être expliqués ; à la fin se trouvent les formules des actes de naissance, mariage, divorce et décès : par Maurice Méjan, homme de loi ; pour discours préliminaires les rapports de Muraire et Languineux. Belle édition du prix de 2 livres 5 sols franc de port, et 2 liv. pour Paris, où il se trouve chez Devaux, libr. au ci-devant Palais-Royal, n°. 181, ou rue de Chartres.

Devaux, libraire, palais Egalité, n°. 181, vient de mettre en vente le neuvieme volume du *Code militaire* contenant toutes les lois sur l'organisation de l'armée, *in*-12. 432 pag., 3 liv. ; pour Paris, 2 liv. 10 sols. On trouve, chez le même, les huit premiers volumes ; dont il reste peu d'exemplaires ; les neuf volumes, 21 liv. franc de port.

Digitized by Google

(Nos. 88 et 89. — 1793.)

MERCURE FRANÇAIS.

SAMEDI 13 AVRIL, *l'an deuxieme de la République.*

POÉSIE.

Traduction libre de la sixieme Elégie du 1er. *livre de Tibulle.*

Sæpe ego tentavi, etc.

J'AI souvent essayé de noyer mon chagrin
Dans les flots bienfaisans de ton nectar divin,
O Bacchus! mais l'amour et les sombres alarmes
Corrompaient sa douceur et le changeaient en larmes.
Auprès de vingt beautés, faciles à mes vœux,
Je cherchai le bonheur, et ne fus point heureux:
Emma, dans ces instans, plus belle, plus chérie,
Occupait ma pensée et mon ame attendrie;
Et ces vaines beautés dont je parus épris,
De cent propos moqueurs aiguisant leurs récits,
Font retomber sur moi le poids de leur colere.
Je ne redoute point leur ironie amere.
Je crains bien plus, Emma, tes regards séduisans,
Et l'or de tes cheveux abandonnés aux vents.
C'est ainsi que Thétis, à l'hymen appellée,
Fendit les flots d'azur, et s'offrit à Pelée.
Hélas! ce qui détruit le charme de mes jours,
Ce qui pourra sans doute en abréger le cours,
C'est de voir un Crassus mettre à prix ta tendresse,
Et son agente infâme assiéger ta jeunesse.

Vieille, qu'en sa fureur a dû vomir l'enfer,
Puisses-tu t'abreuver du fiel le plus amer!
Puisses-tu t'assouvir d'une horrible pâture!
De mets ensanglantés remplir ta bouche impure!
Que des mânes plaintifs errans autour de toi
Les lamentables cris glacent ton cœur d'effroi!
Toute en proie à la rage, à la faim dévorante,
Arrache des tombeaux l'herbe pâle et mourante!

Digitized by Google

Vil rebut de la terre, et des cieux en courroux ;
Va dévorer les os que te cedent les loups !
Que des chiens affamés la troupe horrible, immonde,
Accompagne en tous lieux ta course vagabonde !
Mêle tes cris affreux à leurs longs hurlemens ;
Que ta nudité même ajoute à tes tourmens !
Crains mes vœux, crains ces maux : un dieu te les annonce ;
Un dieu dans ce moment par ma bouche prononce.
Certes ! il est des dieux ; protecteurs des amans,
Abusés et trahis sur la foi des sermens !

Mais toi, ma chere Emma, ton amant t'en conjure,
Repousse ta mégere, et ne sois point parjure.
Ne suis point ses avis ; chasse-la dès ce jour.
Faut-il que l'intérêt l'emporte sur l'amour ?
Préfére un amant pauvre : ah ! de sa complaisance
Tu n'as point fait encor la douce expérience.
Heureux à tes côtés, heureux à tes genoux,
Le premier, tu le vois voler au rendez-vous.
Si tu marches, sa main active, officieuse,
Écarte prudemment la foule curieuse.
Tantôt il te précede, et tantôt suit tes pas :
Son œil incessamment veille sur tes appas.
Chez des amis discrets il conduit sa maîtresse ;
Là, transporté d'amour, et plein de son ivresse,
A des soins délicats, à des riens attentif,
Il défait le cordon qui tient son pied captif.
Hélas ! je parle en vain : ta porte inexorable
Reste sourde à la voix d'un amant misérable.
Je la verrais s'ouvrir cette porte d'airain,
Si je me présentais un trésor à la main.

Eh bien ! rival heureux, ô toi qu'Emma préfere !
Tremble ; dans ses bienfaits la fortune est légere.
Tremble ; tous tes plaisirs sont autant de larcins :
Ma vengeance est écrite au livre des destins.

Par le Citoyen CLOTTEREAU.

CHARADE.

Un baudet porte mon premier ;
Mon second porte mon entier.

Digitized by Google

ÉNIGME.

Je tiens d'une vulgaire main
Le jour, la taille et la figure.
Je suis de légere nature,
Quand je n'ai pas le ventre plein.
Souvent je porte dans mon sein
Les chiffons, la fange et l'ordure.
Mon corps, de grossiére structure,
N'est pourtant pas fait sans dessein.
Quoique j'habite le village,
Je suis à la ville en usage.
Souvent on m'y laisse en repos.
Mais que ne fait pas le caprice?
Aussi-tôt que je rends service,
Mon maître me tourne le dos.

LOGOGRIPHE.

Je change de couleurs en changeant de climats;
Verte dans le midi, vers le nord toute noire,
Ici jaune foncé; là d'un vif incarnat,
Ici tout-à-fait blanche, on ferait une histoire
De mes variétés et des différens sens
Qu'on attache aux couleurs dont je me trouve ornée;
En France en général on me voit panachée,
Et l'on aime les sentimens
Dont mes couleurs donnent l'idée;
Mais c'en est trop, déja tu me connais,
Arrivons vîte à mes métamorphoses,
Combien dans mes sept pieds tu vas trouver de choses!
D'abord un lourd métal cause de maints forfaits;
Un lieu qui sert, aux vaisseaux, de refuge,
Ce qui souvent les fait périr;
Un instrument qui fait courir;
Ce que craint un voleur au moment qu'on le juge;
Ce que ce voleur fait souvent pendant la nuit;
Un légume assez plat, sur-tout quand il est cuit;

Digitized by Google

Une note ; des lois le complet assemblage ;
Un oiseau fabuleux ; une arme d'un sauvage ;
Celle d'un batelier ;
Ce dont se faisait gloire un noble chevalier ;
Une conjonction ; une œuvre du génie ;
Un ancien peuple et féroce et guerrier ;
Mais j'interromps ma froide litanie,
Qui parle trop finit par ennuyer.

(Par M. Ch. M. D. V.)

Explic. des Charade *et* Logogriphe *du* N°. 87.

Le mot de la Charade est *Cordon* ; celui de l'Enigme est la lettre *L* ; celui du Logogriphe est *Chanteau*.

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

Fables de M. de Florian, de l'académie française, de celles de Madrid, Florence. A Paris, de l'imprimerie de Didot l'aîné ; et se vend chez Girod et Teissier, rue de la Harpe, au coin des Deux-Portes, n°. 162 ; et chez Debure, rue Serpente, hôtel Ferrand.

Des nombreux recueils de Fables qui ont paru dans ce siecle, celui-ci me paraît le meilleur ; c'est celui où il me semble que l'on a le mieux saisi le véritable esprit et le vrai ton de la Fable. La morale est généralement bien choisie et bien adaptée au sujet. Il ne s'agit pas du mérite de l'invention : l'auteur avoue lui-même, dans un discours préliminaire sur la Fable, qu'il a emprunté d'Esope, de Pilpay, de Gay, des Fabulistes Allemands, et sur-tout d'un poëte Espagnol, Yriarté, *qui lui a fourni ses apologues les plus heureux.* Il a tout mis à contribution ; il a bien fait ; il ne s'en cache pas, et c'est encore mieux. Je ne vois là-dessus nulle chicane à lui faire ; car s'il existe un fonds littéraire qui appartienne particulièrement à celui qui le fait valoir, c'est assurément l'apologue, puisque la leçon est perdue, si vous ne lui donnez pas l'agrément et l'intérêt qui la fait retenir. Depuis que la vérité est nue, il lui est arrivé souvent de se morfondre : honneur à celui qui sait l'habiller, de maniere à la produire dans le monde avec succès !

Et c'est la seule vierge en ce vaste univers,
Qu'on aime à voir un peu vêtue.

Boufflers.

Le bon, en tous les genres, prédomine dans ce recueil :

Digitized by Google

vous y trouvez des Fables d'un intérêt attendrissant, d'autres d'une gaîté douce et badine, d'autres d'une finesse piquante, d'autres d'un ton plus relevé, sans être au-dessus de celui de la Fable. Le poëte sait varier ses couleurs avec les sujets ; il sait décrire et converser, raconter et moraliser ; nulle part on ne sent l'effort, et toujours on apperçoit la mesure. Veut on des tableaux animés par la poésie ? en voici.

Sur la corde tendue, un jeune voltigeur
Apprenait à danser, et déja son adresse,
Ses tours de force, de souplesse,
Faisaient venir maint spectateur.
Sur son étroit chemin on le voit qui s'avance,
Le balancier en main, l'air libre, le corps droit,
Hardi, léger autant qu'adroit,
Il s'éleve, descend, revient, plus haut s'élance,
Retombe, remonte en cadence ;
Et semblable à certains oiseaux
Qui rasent en volant la surface des eaux,
Son pied touche, sans qu'on le voie,
A la corde qui plie, et dans l'air le renvoye.

Veut-on de l'enjouement ?

Contraint de renoncer à la chevalerie,
Don Quichotte voulut, pour se dédommager,
Mener une plus douce vie,
Et choisit l'état de berger.
Le voilà donc qui prend panetiere et houlette,
Le petit chapeau rond garni d'un ruban vert,
Sous le menton faisant rosette.
Jugez de la grace et de l'air
De ce nouveau Tircis ! Sur sa rauque musette,
Il s'essaie à charmer l'écho de ces cantons,
Achete au boucher deux moutons,
Prend un roquet galeux, et dans cet équipage,
Par l'hiver le plus froid qu'on eût vu de long-tems,
Dispersant son troupeau sur les rives du Tage,
Au milieu de la neige il chante le printems.

Dispersant son troupeau, (deux moutons achetés au boucher), est un trait fort heureux ; c'est l'espece de plaisanterie douce qui convient à la Fable. Voici une peinture d'une autre espece ; elle est intéressante et grave.

C'est ainsi que pensait un sage,
Un bon fermier de mon pays.

Digitized by Google

Depuis quatre-vingts ans, de tout le voisinage,
On venait écouter et suivre ses avis,
Chaque mot qu'il disait était une sentence ;
Son exemple sur-tout aidait son éloquence :
Et lorsqu'environné de ses quarante enfans,
Fils, petits-fils, bruz, gendres, filles,
Il jugeait les procès et réglait les familles ;
Nul n'eût osé mentir devant ses cheveux blancs.

Ce dernier vers, qui est admirable, fait voir que la fable peut quelquefois s'élever jusqu'au style sublime, mais il y faut beaucoup de réserve et de choix. Ce n'est gueres que dans les idées morales que l'on peut aller jusques-là, parce que la morale est l'essence de l'apologue. Ici, par exemple, l'expression est d'une énergie imposante ; mais l'intention et l'effet tiennent à ce respect naturel pour la vieillesse, sentiment commun à tous les hommes, qui fait de l'expérience et de la sagesse d'une longue vie, une sorte de magistrature. La force et l'élévation des discours du paysan du Danube, dans Lafontaine, tiennent aussi à ce fond de moralité ; c'est le cri de l'opprimé contre la tyrannie. Mais pour peu qu'un fabuliste recherchât des traits pareils, bientôt l'ambition du style poétique ferait disparaître cette simplicité enjouée et attirante qui est le premier caractere et le charme de la fable.

On reconnaît ce caractere dans une foule de différens traits dont l'auteur a semé sa narration. Voyez cette jolie fable (la 8e. du 3e. livre), où le rat de collège juge la querelle entre le hibou, l'oison et le chat sur les Egyptiens, les Grecs et les Romains.

Quand un rat qui de loin entendait la dispute,
Rat savant, qui mangeait des themes dans sa hutte, etc.]

Et celle de la Mort, voulant choisir son premier ministre :

Pour remplir cet emploi sinistre,
Du fond du noir Tartare arrivent à pas lents,
La fievre, la goutte et la guerre :
C'étaient trois sujets excellens.
Tout l'enfer et toute la terre
Rendaient justice à leurs talens.
La mort leur fit accueil. La peste vint ensuite.
On ne pouvait nier qu'elle n'eût du mérite.

Ce badinage simple et facile, est, ce me semble, celui qui appartient à ce genre d'écrire.

Je citerai encore la fable du singe qui montre la lanterne magique, et qui n'a rien oublié, si ce n'est de l'éclairer.

Voyez la naissance du monde.
Voyez... les spectateurs dans une nuit profonde,

Digitized by Google

Ecarquillaient leurs yeux et ne pouvaient rien voir,
L'appartement, le mur, tout était noir.
Ma foi, disait un chat, de toutes les merveilles
Dont il étourdit nos oreilles,
Le fait est que je ne vois rien.
Ni moi non plus, disait un chien.
Moi, disait un dindon, je vois bien quelque chose ;
Mais je ne sais pour quelle cause
Je ne distingue pas très-bien, etc.

Ici la finesse se joint à la naïveté ; l'une est dans la pensée de l'auteur, l'autre dans le langage qu'il prête à ses personnages ; c'est le mérite propre à la fable.

Écoutez la pie, jasant chez la tourterelle sa voisine.

Lorsque par son époux, la pie était battue,
Chez sa voisine elle venait,
Là jasait, criait, se plaignait,
Et faisait la longue revue
Des défauts de son cher époux :
» Il est fier, exigeant, dur, emporté, jaloux.
» De plus, je sais fort bien qu'il va voir des corneilles, etc. »

Ce dernier trait est fort heureux ; c'est ce qui s'appelle se mettre à la place de ses acteurs ; c'est un talent du poëte fabuliste, comme du poëte dramatique.

Nous avons trop peu d'espace pour multiplier les citations et les éloges. Sur une centaine de fables, il y en a les trois quarts de très-jolies, et plusieurs sont, à mon gré, de petits chef-d'œuvres : telles sont l'*Aveugle et le Paralytique*, les *Singes et le Léopard*, le *Savant et le Fermier*, le *Roi et les deux Fermiers*, *Don Quichotte*, le *Lapin et la Sarcelle*, le *bon Homme et le Trésor*, etc.

Il en est aussi quelques-unes, je l'avoue, que je voudrais retrancher. La dernière du second livre a pour titre *Myzon*. C'est un sage de Grece, qui vit *seul* dans les bois, *méditant sans cesse, et par fois riant aux éclats*. Deux Grecs, surpris de sa gaîté, lui disent :

Tu vis seul : comment peux-tu rire ?
Vraiment, répondit-il, voilà pourquoi je ris.

D'abord, je n'ai jamais conçu, ni ne concevrai jamais comment un sage *vit tout seul*. *Pour vivre seul* (dit Aristote, et c'est une des meilleures choses qu'il ait dites), *il faut être un dieu ou une bête féroce*. Je suis de l'avis d'Aristote. De plus, je suis de l'avis des deux Grecs, et je ne comprends pas comment un homme *seul* a tant d'envie de rire. La *méditation* n'est point gaye ; il est même reconnu que l'observateur est triste.

Digitized by Google

Je n'aime pas davantage celle du *rhinocéros* et du *dromadaire*. Le premier s'étonne de la préférence que les hommes donnent au second. Il prétend que le rhinocéros, en raison de sa force, pourrait être aussi utile que le chameau. Celui-ci, au lieu de lui répondre que la force ne suffit pas, au lieu de rappeller tous les avantages de l'espece dromadaire, qui la rendent d'une utilité unique et inappréciable dans les pays chauds, lui répond :

De notre sort ne soyez point jaloux,
C'est peu de servir l'homme, il faut encor lui plaire.
Vous êtes étonné qu'on nous préfere à vous;
Mais de cette faveur voici tout le mystere :
Nous savons plier les genoux.

Non, assurément, *ce n'est pas là tout le mystere*. Il ne faut pas que la moralité d'une fable consiste dans un jeu de mots et dans une équivoque, qui, dans l'application, ne produit qu'une pensée fausse. Quiconque connaît les propriétés du chameau, sait bien que, si l'on y met tant de prix, ce n'est pas parce qu'*il plie les genoux*.

C'est encore un jeu de mots qui forme l'affabulation de l'apologue suivant : *le rossignol et le paon*. Celui-ci reproche à l'autre ses chansons amoureuses, et prétend que c'est à lui, qui est beau, de célébrer la beauté. Le rossignol répond :

Allez, puisqu'amour n'y voit goutte,
C'est l'oreille qu'il faut charmer.

Pensée fausse : qui peut ignorer qu'en amour l'attrait le plus universel, c'est la beauté?

Et pour une qu'il prend par l'ame,
Il en prend mille par les yeux.

C'est Lafontaine qui l'a dit. Le rossignol pouvait répondre : vous plaisez par votre plumage, et moi par mes chants; chacun de nous a son partage. Cela était raisonnable; mais aussi cela rentrait dans un ancien apologue connu, et il valait mieux ne pas faire la fable.

C'est un défaut dans l'apologue, (et l'auteur y tombe quelquefois) de revenir sur une leçon déja donnée, à moins qu'on ne la rende plus directe et plus frappante, et que d'ailleurs l'exécution n'en soit supérieure; car il est toujours permis de mieux faire qu'on n'a fait. On connaît une excellente fable de Boisard, (et ce n'est pas la seule, quoique parmi une foule de médiocres;) elle a pour objet de faire voir que, pour parvenir, il faut être endurant et insensible aux outrages. Il introduit sur la scene un cheval, un bœuf, un mouton et un âne. Il s'agit d'entrer dans un gras paturage, dont Martin Bâton défend l'accès. Le cheval, le bœuf et le mouton, chacun pour des

Digitized by Google

raisons que l'auteur tire habilement de leur caractere, résistent à la tentation. Pour l'âne, il va son train.

On a beau le frapper, on ne peut s'en défaire.
Ce ladre sans pudeur avance sous les coups;
D'un saut victorieux il franchit la barriere,
Et le voilà dans l'herbe enfin jusqu'aux genoux,
Se vautrant, gambadant, et broutant sans rancune.
Ses discrets compagnons le poursuivaient en vain
De leurs regards jaloux : amis, dit le roussin,
Voilà comme l'on fait fortune.

M. de Florian a traité précisément le même sujet, et n'a guère changé que les personnages. Ce sont, chez lui, *l'hermine*, *le castor* et *le sanglier*, qui, en voyageant, apperçoivent un canton riche et fertile, des prés, des eaux, des bois, des vergers pleins de fruits; mais ils en sont séparés par un marais rempli de lezards, de serpens et de crapauds. L'hermine s'arrête et craint de se salir; le castor propose de bâtir un pont, mais ce serait l'ouvrage de quinze jours. Le sanglier veut aller plus vîte.

Le voilà qui se précipite
Au plus fort du bourbier, s'y plonge jusqu'au dos,
A travers les serpens, les lezards, les crapauds;
Marche, pousse à son but, arrive plein de boue;
Et là, tandis qu'il se secoue,
Jettant à ses amis un regard de dédain,
Apprenez, leur dit-il, comme on fait son chemin.

Je puis me tromper; mais je préfere de beaucoup la premiere fable, et pour l'invention et pour l'exécution. Je pourrais en donner bien des raisons; mais elles seraient trop longues à déduire : je m'en rapporte au jugement des lecteurs.

Les enfans et les perdreaux rappellent aussi une autre fable, dont le fond et la morale sont absolument la même chose, et qu'un de nos confreres (1) à l'académie, connu par son esprit et ses graces, lut, il y a quelques années, dans une de nos séances publiques. Mais il est très-possible que M. de Florian ne la connût pas, puisqu'elle n'a jamais été imprimée. Elle avait pour titre : *les grenouilles et les polissons*. Ceux-ci, en jouant aux bords d'un marécage, s'amusaient à prendre des grenouilles et à se les jetter à la tête. Une d'elles leur adressait ces deux vers, qui finissaient la fable :

Vous ne vous faites point de mal;
Et c'est nous qui perdons la vie.

1) Le ci-devant duc de Nivernois.

Digitized by Google

Ici ce sont les enfans d'un fermier qui se jettent de même à la tête de petits perdreaux qu'ils ont attrappés, et dont le partage est devenu un sujet de querelle. Le pere leur dit :

Comment donc, petits rois, vos discordes cruelles,
Font que tant d'innocens expirent sous vos coups !
De quel droit, s'il vous plaît, dans vos tristes querelles,
Faut-il que l'on meure pour vous ?

Ces deux fables sont un emblême ingénieux des guerres royales, dont les peuples ont été jusqu'ici les instrumens et les victimes. Il y a tant d'atrocité d'une part et tant de bêtise de l'autre, que ce n'est pas trop de deux apologues pour combattre cet abominable système, qui dure depuis tant de siecles. La fable de M. de Florian est d'ailleurs fort bien narrée, à ces mots près :

Le fermier qui passait en revenant des champs,
Voit ce *spectacle sanguinaire.*

Sanguinaire, qui exprime toujours une disposition à répandre le sang, ne peut s'appliquer au mot *spectacle*. L'auteur aurait pu mettre :

Voit ce passe-tems sanguinaire,

parce qu'alors ce qu'on dit du passe-tems peut s'appliquer, par une métonymie très-permise, à ceux qui se donnent ce passe-tems.

Puisque nous en sommes à la diction, j'observerai quelques fautes que l'auteur ne doit pas laisser dans un ouvrage où regne en général le bon goût, et cette élégance sans recherche et sans parure, qui est celle du genre. Ces fautes sont en très-petit nombre; on est étonné qu'il y en ait contre les regles de la versification : ce sont sans doute des inadvertances.

De rossignols une centaine
S'écrie : épargne *le*, nous n'avons plus que lui.

L'auteur a oublié que l'*e* muet n'a point de valeur à la césure, qui est le repos du vers; et de plus, épargne *le* ne peut se prononcer sans offenser l'oreille.

Armés d'*hoyaux*, de pics, etc.

L'*h* est aspirée dans *hoyaux* : il faut absolument prononcer *armés de hoyaux*

Notre *lievre*, *hors* d'haleine.

Même faute : *hors* est aspiré. Il fallait, *le lievre hors d'haleine.*

Les inversions dures sont un défaut par-tout, mais particuliérement dans la fable, où tout doit être aisé et coulant.

Ceux qui louaient le plus *de son chant l'harmonie.*

Digitized by Google

Les regles de la construction poétique, senties par les oreilles délicates et exercées, exigeaient que l'on mît :

Tous ceux qui de son chant admiraient l'harmonie.

De cette maniere l'inversion est bien placée, au lieu que les deux substantifs rapprochés forment un hémistiche, d'une dureté choquante.

L'inversion n'est point admise dans ce qu'on appelle les phrases faites, telle que celle-ci : il parle beaucoup et ne dit rien. C'est une raison pour condamner ces deux vers :

Et chacun, comme à l'ordinaire,
Parle beaucoup *et rien ne dit.*

La contrainte de la rime se fait trop sentir ici : on ne doit la sentir nulle part, mais dans la fable moins que par-tout ailleurs.

On voit que ce peu de fautes et de petites fautes (et l'on n'en trouverait guères d'autres), ne saurait nuire au mérite de ce recueil, qui prouve un véritable talent, et doit être pour son auteur un titre durable. C'est sur-tout par ce motif que je desirerais que M. de Florian supprimât un passage que tous les gens instruits réprouveront. Ce dernier reproche que l'on peut lui faire, ne porte nullement sur le fonds ni sur les détails de ses fables. Il est par lui-même d'une nature assez délicate; car il s'agit d'un abus outré de la louange, et je n'en parlerais pas, si je ne me croyais trop franchement au-dessus de tout soupçon à cet égard, et s'il n'importait pas à l'honneur des lettres que dans un livre fait pour rester, un homme de talent ne louât pas le talent, de maniere à se faire tort à lui-même, sans honorer celui qu'il célebre. M. de Florian adresse une de ses fables à l'abbé Delille, et l'on s'imagine bien que ce n'est pas là ce que je blâme; mais il lui dit :

Digne rival, *souvent vainqueur*
Du chantre fameux d'Ausonie.

Il y a des vérités si généralement reconnues qu'il n'est pas permis de les démentir. Virgile passe universellement pour l'homme de la terre qui a le mieux fait des vers; c'est même à ce seul titre que la postérité l'a placé à côté d'Homere, qui l'emporte sur lui de beaucoup par l'invention, la fable et les caracteres. La langue de Virgile est aussi, de l'aveu de tout homme lettré, très-supérieure à la nôtre; et les *Géorgiques* sont l'ouvrage le plus parfait de Virgile. Comment donc serait-il possible que son traducteur l'eût *souvent vaincu?* C'est-le cas de dire :

Et l'on manque le but en voulant le passer.

A coup sûr, l'abbé Delille lui-même sait mieux que personne combien une pareille louange est hors de toute mesure.

Digitized by Google

Il a dû être beaucoup plus flatté de ces deux vers de Voltaire :

De Virgile élégant traducteur,
Delille a quelquefois égalé son auteur.

Quand on songe à la perfection du poëte latin et à la différence des deux langues, on sent combien cet éloge est grand, donné par un juge tel que Voltaire. Certes, personne n'admire plus que moi le rare talent de l'abbé Delille, l'un des meilleurs versificateurs de notre siecle, et là-dessus ma profession de foi a été publique dans mes écrits, au Lycée, par-tout; mais je suis à portée de sentir aussi bien qu'un autre, en lisant sa belle traduction des *Georgiques*, combien de fois, malgré tous les efforts et tous les équivalens possibles, l'infériorité de l'idiôme et du rythme le laisse fort au-dessous de l'original, sans qu'il y ait de reproches à faire au traducteur. J'invite donc M. de Florian à rayer ces lignes inconsidérées, qui sont une injure à la vérité et à Virgile, sans être un honneur pour son excellent traducteur. Il ne faut pas que dans un livre moral la louange ressemble à l'adulation; il vaudrait mieux faire une bonne fable sur l'abus de la louange.

CONTE.

Suite des Souvenirs du coin du feu.

L'AVENTURE du comte le Danois, dit Closiere, après le soupé, m'en rappelle une assez semblable, et qui fit la fortune d'un bon Flamand, avec qui mon pere était en relation de commerce et en liaison d'amitié.

Ce négociant de Courtrai, Simon Bakler, avait un fils d'une figure aimable et d'un excellent naturel : c'était son unique espérance. Mais dès l'âge de dix-huit ans, ce jeune homme d'ailleurs si heureusement né, se dégoutant de son état, s'était pris d'une passion irrésistible pour le métier des armes. Son pere, autant qu'il était possible, différait de céder à cette fougue de jeunesse, lorsque la guerre vint lui fournir d'éloquentes leçons à donner à son fils. La derniere fut celle du champ de Fontenoi, le lendemain de la bataille il l'y mena, lui fit parcourir, dans un long et morne silence, et après l'avoir ainsi livré à ses réflexions; Fabrice, lui dit-il, en s'arrêtant sur le bord d'un ravin comblé de morts, j'honore autant que toi l'homme libre qui se dévoue au service de sa patrie : ceux que tu vois ont eu ce généreux courage : que leur ame repose en paix, et que jamais leur pays ne les nomme qu'avec un sentiment d'estime et de reconnaissance. Mais toi, que le ciel m'a donné pour unique soulagement à mes travaux et à mes peines, et pour soutien dans mes vieux ans, es-tu libre, dis moi, de délaisser ton pere? Et dans

Digitized by Google

la querelle des rois, toi, mon fils, à qui ta naissance ni ta condition n'impose l'obligation de t'y engager, peux-tu par inclination, par goût, vouloir être du nombre, ou de ceux que tu vois couchés sur la poussiere, ou de ceux qui les ont percés de coups mortels, et se sont baignés dans leur sang!

Comme le pere disait ces mots, ils apperçurent parmi les morts qu'on avait dépouillés, un beau jeune homme que soulevait sa tête, et qui aupuyé sur l'une de ses mains, regardait çà et là, s'il n'y aurait pas quelqu'un qui pût le secourir. Un boulet de canon lui avait emporté une jambe et fracassé l'os de la cuisse: l'excès de la douleur et le sang qu'il avait perdu, lui avait ôté l'usage de ses sens; la fievre le lui avait rendu. Ils vont à lui. C'était un jeune Anglais, appellé Henri Adelton. L'aridité de son haleine et de sa langue ne lui permit d'abord d'exprimer que par signes qu'il était dévoré d'une soif ardente, et que pour tout soulagement il demandait à l'étancher. Le jeune Flamand l'entendit; il courut vîte à un ruisseau voisin; et son chapeau lui tenant lieu de vase, il apporta de l'eau, que l'Anglais but avidemment.

Alors les regardant avec des yeux attendris de reconnaissance, il leur montra du doigt le ciel, comme celui qui devait les récompenser, mit la main sur son cœur, la porta sur ses levres, et leur disant adieu d'un air doux et sensible, se laissa retomber, comme n'ayant plus qu'à mourir.

Vous pensez bien que mes deux Flamands n'abandonnerent pas ce malheureux jeune homme. Bakker l'ayant fait enlever, et déposer chez lui, en prit les mêmes soins que s'il avait été son pere. Tous les secours de l'art lui furent prodigués. Il lui fallut subir une amputation cruelle; il l'a soutint avec un courage et un sang froid inaltérable; et en se voyant mutilé: Mon ami, dit-il à Fabrice, pour le coup me voilà réduit au célibat et au repos. Heureusement j'ai une sœur, jeune, belle et bien faite, qui me donnera des neveux, ces neveux seront mes enfans.

Ambroisine, sœur de Henri, l'aimait et en était aimé avec une extrême tendresse. Ils étaient orphelins, et sans aucun partage, ils jouissaient ensemble d'une fortune considérable. Miss Ambroisine Adelton était l'objet des vœux de la plus brillante jeunesse; mais heureuse auprès de son frere, elle avait atteint ses vingt ans; sans avoir encore pu soutenir la pensée de s'engager à vivre pour un autre que lui. Dès qu'elle apprit qu'il était blessé, elle partit de Londres, et vint le trouver à Courtrai. Sa douleur fut profonde en le voyant estropié; mais il lui eût bientôt inspiré son courage. Ma sœur, lui dit-il, un grand nombre de braves gens ont péri dans la même action où je n'ai été que blessé. Rendez graces au ciel, et à ces hôtes secourables qui m'ont tiré de la foule des morts. Je vis; il me reste des yeux pour vous revoir, des mains

Digitized by Google

pour essuyer vos larmes, un cœur pour vous aimer ; c'en est assez. Quand j'aurais tout perdu avec la vie, ce n'eût été que l'accomplissement de l'offrande et du sacrifice que j'avais fait à ma patrie : je n'en avais rien réservé.

Dès-lors cette noble constance qui soutient sans affliction le malheur attaché aux actions louables, passa de l'ame de Henri dans celle de sa sœur. Elle ne s'éloignait du chevet de son lit qu'autant que l'exigeait absolument la bienséance ; et Fabrice, de son côté, assidu auprès du malade, ne cessait de lui rendre les soins les plus touchans : si bien que le frere et la sœur, dans leurs confidences les plus intimes, n'eurent bientôt plus de secrets pour lui.

Henri avait conçu à Londres pour la comtesse d'Elve, jeune veuve charmante, une inclination qu'il croyait malheureuse : non que la comtesse opposât aux vœux de son amour une froideur désespérante ; mais quoiqu'elle en parut flattée, elle s'y montrait peu sensible ; ce qu'elle aimait mieux au monde, disait elle, c'était sa chere liberté. Eh bien, ma sœur ? dit-il un jour devant Fabrice, mes amours, les voila dans un piteux état ! Et si avant mon accident, j'ai trouvé tant de résistance dans le cœur de la jeune veuve, combien, lorsqu'elle va me voir avec une jambe de moins, ne sera-t-elle pas plus inflexible encore ? Ah ! si elle avait, dit Ambroisine, une étincelle de mon ame !..... Non, dit-il, ce n'est plus à moi de songer à l'amour, ni de prétendre au mariage ; et c'est à vous, ma sœur, de m'en dédommager. Ce bon lord Alfred Orombel, a pour vous la plus sincere affection : je lui ai donné quelque espérance ; il est jeune, il n'a pas encore l'air, le ton, le langage de la galanterie ; il ne songe pas même à s'en donner les agrémens. Mais si ce n'est pas un amant des plus aimables, ce sera, je l'espere, un des plus excellens maris. Ne parlons pas de moi, dit Ambroisine en souriant, et laissons-là vos résolutions de malade : on est trop sage, et trop froidement raisonnable, lorsqu'on a perdu tout son sang.

Cet entretien fut interrompu par l'arrivée d'une lettre de Londres. Elle était de la belle veuve, de la comtesse d'Elve, à sir Henri Adelton. « Mon cher chevalier, lui disait-elle, c'est vous, jusqu'ici, que l'amour a voulu éprouver ; maintenant c'est moi qu'il éprouve. Avant votre malheur, vous demandiez ma main ; après votre malheur, c'est moi qui demande la vôtre. Si vous m'aimez, comme je le crois, ce sera pour vous une consolation. Je vous ai résisté ; mais ne m'imitez pas : je ne veux point de résistance ; et de quelque délicatesse que fût assaisonné un refus, il m'offenserait. Je vous veux pour époux tel que vous êtes, entendez vous ? Point de réplique. Obéissez ; et prenez bien soin d'une vie qui, dès ce moment, m'appartient. » *Cécile* AIGLAND, *comtesse d'*ELVE.

Ah ! mon frere, l'aimable lettre, s'écria Ambroisine : en

Digitized by Google

vérité, quand je l'aurais dictée, elle n'aurait pas été mieux. Sir Henri la baisa avec le plus tendre respect, et répondit en peu de mots (car il était bien faible encore), qu'il n'aurait jamais cru qu'un boulet de canon lui ferait tant de bien en lui cassant la cuisse; et qu'avec sa jambe de bois et son allure de héros invalide, s'il pouvait se flatter de ne pas lui déplaire, il lui serait plus que jamais dévoué, fidele et soumis.

Fabrice, confident du frere et de la sœur, ne cessait d'admirer la candeur, la noblesse, la bonté de leur caractere. Insensiblement et bientôt il conçut pour la jeune Anglaise, non pas ce qu'on appelle aujourd'hui de l'amour, espece de goût si frivole, et dont le langage est si vain, si léger et si téméraire; mais ce sentiment vrai, profond, respectueux, dont l'expression la plus vive est l'embarras et le silence : car c'était ainsi qu'autrefois s'exprimait un amour naissant. Oh ! mon dieu, oui, diront les femmes qui écoutaient ce récit : les yeux à peine osaient parler; et tout au plus quelques regards, quelques soupirs échappés çà et là, disaient ce quon était bien-aise de savoir; mais ce qu'on eût rougi d'entendre. Aussi, reprit Closiere, dans le cœur du jeune Flamand sa passion se tenait-elle bien modestement renfermée. Parmi les soins affectueux qu'il s'empressait de rendre au frere, se mêlaient seulement, de l'air le plus timide, les attentions qu'il devait à la sœur, sans lui témoigner rien de plus. Mais ne devinait-elle rien de ce que lui dissimulait cette humble et tendre modestie? C'est de quoi je ne réponds pas. Ni moi non plus, dit madame de Balme. Et moi je gagerais, dit madame d'Elmont, qu'elle en soupçonnait quelque chose : l'amour qui se cache le plus, n'est pas toujours celui qui se cache le mieux.

La guérison de sir Henri fut longue, continua Closiere; et durant ce tems-là, l'économe Bakler fut magnifique dans sa dépense. Cependant le frere et la sœur, en s'en allant, n'oserent lui parler que de leurs obligations, et du ressentiment qu'il en avaient dans l'ame : ils auraient rougi de toucher à l'article des frais qu'il avait fait pour eux. Mais à peine arrivé à Londres, le premier mouvement de sir Henri fut d'acquitter au moins cette dette légere. Il écrivit donc à Bakler; et aux plus vives assurances d'une amitié inaltérable, d'une reconnaissance infinie, éternelle, il joignit humblement une lettre de change de mille livres sterling.

Bakler en la voyant fronça le sourcil, et rougit. Fabrice, dit-il à son fils, cet Anglais ne nous connaît pas. Il répondit à la lettre amicale et tendre de sir Henri, avec sa cordialité flamande; mais sans lui dire un mot de la lettre-de-change, il la lui renvoya.

Cette noble délicatesse humilia le jeune Anglais : il sentit qu'il l'avait blessée; et pour faire à son hôte un de ces présens qu'un ami reçoit sans façon d'un ami, il composa le sien de ce qu'on a pas même au prix de l'or, du plus précieux

Digitized by Google

thé de la Chine, café d'Arabie le plus pur et le plus exquis, des vins de liqueur les plus rares.

Son présent ne fut pas rigoureusement rebuté ; mais en retour, lui-même il reçut, pour sa sœur, les plus riches tissus de la Perse et de l'Inde ; et comme il se plaignait que c'était affliger et gêner sa reconnaissance : ne vous en plaignez qu'à vous-même, lui répondit Bakler, à vous qui prétendez mettre un prix à des choses qui n'en ont point, aux devoirs de l'humanité. Laissez à ces devoirs leur saint et sacré caractere : les payer c'est les avilir. Si vous voulez m'humilier, et déshonorer votre asyle, vous le pouvez à peu de frais ; et nous aurons bientôt réglé le mémoire de vos dépenses. Mais si en ligne de compte vous mettiez votre vie, et le bonheur que nous avons eu, mon fils et moi, de vous la conserver, j'ose vous dire, sir Henri, que vous resteriez insolvable. Sachez nous gré tant qu'il vous plaira d'une action pourtant si simple, si naturelle et si commune ; mais plus de présens, je vous prie : vous me ruineriez en échange. Dans mon pays je passe pour avare ; mais ce bien que j'épargne tous les jours de ma vie, je saurai, s'il le faut, le prodiguer tout en un jour.

Quoi ! dit le jeune Anglais en recevant sa lettre, cet homme qui ne nous doit rien, veut traiter d'égal avec nous qui lui devons tout ! Je crois connaître, dit Ambroisine, un présent à lui faire qui serait accepté, sans lui rien coûter de retour. — Ah ! combien vous me soulagez ! Parlez, ma sœur, et dites moi ce que nous pourrions lui offrir. Ma main pour son fils, lui dit-elle. — Oui, de tout mon cœur, votre main, si vous y consentez, et avec votre main la moitié de notre fortune. Mais ce jeune Lord qui vous aime, et dont j'ai flatté l'espérance... Je me charge, dit Ambrosine, de nous dégager d'avec lui.

Lord Alfred Orombel était sorti des écoles d'Oxfort avec deux qualités bien estimables dans un jeune homme, un cœur droit et un esprit sage. Pour lui le vrai, l'honnête et le juste étaient tout ; l'utile n'était rien. Il ne se piquait que de deux choses, de raison et de loyauté, mais sur ces deux articles il ne le cédait à personne. Son goût pour la logique et la métaphysique en avait fait un homme abstrait, tout en définitions, en maximes, en règles : chez lui le sens moral dominait tous les autres sens.

Depuis le retour de sir Henri et de sa sœur, il avait redoublé de soins et d'assiduités près de l'un et de l'autre. Ce jour-là même il vint les voir ; et Ambroisine se trouvant un moment seule et tête à tête avec lui ; nous sommes bien reconnaissans, Milord, lui dit-elle, mon frere et moi, de l'intérêt aimable que vous voulez bien prendre à nous ! Vraiment, répondit-il, je m'intéresse à ce que j'aime : y a-t-il rien de plus naturel ? Et pourquoi l'un et l'autre en seriez-vous reconnaissans ? Me les suis-je donnés ces sentimens si justes, et dont vous êtes tous deux si dignes ? L'amour et l'amitié sont des biens que l'on

Digitized by Google

l'on nous procure : c'est à celui qui les reçoit de remercier ceux qui les lui font connaître ; et avec vous il est si facile de s'y livrer et si doux d'en jouir, qu'il faudroit être, en vérité, bien vain pour vouloir s'en faire un mérite ! J'aime Henri, parce qu'il est tel que je desirais un ami. J'aime Ambroisine, parce qu'elle est telle que je désire une compagne : voilà, je crois tout le mystere de l'amour et de l'amitié.

Je vois, lui dit-elle, Milord, que dans vos sentimens, vous ne mettez ni ostentation ni jactance. Oh ! non, dit-il, je tâche d'exprimer au plus juste ce que je sens. La mauvaise foi, le mensonge me sont antipathiques ; je hais la charlatanerie en toutes choses ; mais je la hais sur-tout en fait de sentimens ; et je méprise mille fois moins le fripon qui, pour me tromper, fait piaffer un mauvais cheval, et sait m'en dérober les vices, que celui qui dans le commerce de l'amitié ou de l'amour exagere ses affections, et déguise ou farde son ame.

Vous ne croyez donc pas, Milord, à ces amours extrêmes, insensés, éperdus, qui ne respectent rien, et qui veulent que tout leur cede ? — J'y crois comme au délire, et comme au transport de la fievre ; mais je crois cette maladie beaucoup plus rare qu'on ne pense ; et bientôt elle cesserait si on la traitait froidement. J'ai vu jouer la frénésie par des gens qui ne laissaient pas d'être sains d'esprit et de sens. L'amour, dans son état naturel et durable, n'a point ces violens accès : c'est tout simplement, belle Miss, une prédilection de l'amour de soi-même, pour un objet unique, et que nous croyons seul capable de nous rendre heureux.

Soit donc que dans cette croyance il entre plus ou moins d'illusion ou de réalité ; soit que dans le desir qu'elle fait naître et quelle anime, chacun selon son naturel, soit plus vif ou plus modéré ; la vérité constante est que, même en amour, c'est premierement soi qu'on aime. Par exemple, moi qui vous parle, pourquoi préférai-je Ambroisine à tout ce que je vois de plus aimable au monde ? Je me le demande souvent, et voici qu'elle est ma réponse : parce que mon esprit s'allie avec le sien ; parce que mon ame s'accorde et se complaît avec la sienne ; parce que le son de sa voix est pour mon oreille le plus doux des sons ; parce que son regard a pour mes yeux un charme que nul autre n'aura jamais. Ainsi la nature a pris soin de réunir en vous, et comme exprès pour moi, tous les élémens du bonheur ; et voilà pourquoi je vous aime.

Ce langage était bien flatteur, ajouta le bon homme ; cependant Ambroisine en était peu touchée. Et je sais bien pourquoi, dit Madame de Claine : Le Lord Orombel raisonnait, analysait l'amour ; et l'amour ne veut pas, autant qu'il m'en souvient, qu'on l'analyse et le raisonne. Nous ne voulons savoir ni pourquoi l'on nous aime, ni combien l'on nous aime : nous voulons que ce soit sans bornes, sans mesure, autant qu'il est possible et encore au-delà, dans le vague et dans l'infini. Le vrai langage de l'amour est celui qui nous en laisse

Digitized by Google

imaginer tout ce que nous voulons ; et le silence d'un amant qui n'ose ou ne peut exprimer tout ce qu'il a dans l'ame, est plus touchant pour nous que toute l'éloquence de celui qui nous amplifie et définit sa passion. Ainsi, reprit Closiere, Miss Adelton ne songeait-elle qu'au moyen d'échapper au raisonnable et sincere Orombel.

Vous m'apprenez, lui dit-elle, un secret que bien des hommes dissimulent. Ainsi, toutes les fois qu'à l'amour de soi-même s'oppose un sentiment plus généreux, plus juste, un intérêt plus noble, moins personnel et plus sacré, celui-là doit lui être immolé, n'est-ce pas? — Oui, sans doute ! — Et que devient alors celui qui sacrifie l'espérance de son bonheur? — Il jouit de son sacrifice, se console avec sa vertu, tâche de se faire un bonheur de son devoir ; et s'il n'y trouve pas ce bonheur, il s'en passe. — Vous me parlez, milord, en homme bien sûr de lui-même ! Mais donneriez-vous ce conseil à un cœur aussi faible que l'est communément celui des femmes de mon âge ? Moi, par exemple, qui, grace au ciel, ne connaît point encore l'amour, supposons qu'à la haute estime que j'ai pour vous, et que vous méritez si bien, se mêlât ce vif intérêt personnel dont vous me parlez, cette espérance et ce desir d'attacher mon bonheur au vôtre ; et que l'on vînt me dire : Il y a dans le monde un jeune homme estimable, plein de vertus, qui n'est pas le lord Orombel, et qui par ses bienfaits a les droits les plus saints à vos sentimens les plus tendres ; engagée envers lui par la reconnaissance, n'ayant en mon pouvoir qu'un seul moyen de m'acquitter, celui de lui offrir ma main et de lui consacrer ma vie ; le devrais-je ? Le pensez-vous ? Mais, dit-il, c'est selon la nature de ses bienfaits et de vos obligations. Eh bien, s'il m'avait conservé ce que j'ai de plus cher au monde ? s'il avait fait pour moi plus que de me sauver la vie ? s'il l'avait sauvée à mon frere ? — Ah ! dit le jeune Anglais, je n'hésiterais pas à vous conseiller d'être à lui. — Telle est, milord, telle est réellement la situation où je me trouve. Je suivrai donc votre conseil, auquel je me suis attendue ; car je connaissais votre cœur, même avant que de l'éprouver. Mais je ne dois ni ne veux vous cacher que nul autre qu'un tel rival n'eût obtenu sur vous la préférence, et qu'après mon frere, et celui qui a sauvé la vie à mon frere, aucun homme jamais ne me sera plus cher que vous.

Alors elle lui apprit ce que je viens de vous raconter. Oui, sans difficulté, dit l'honnête Orombel, toute préférence lui est due. Et qu'en dit votre frere ? — Il s'en rapporte à vous, milord. — Venez donc, que je le décide, et que je lui dise moi-même qu'il n'y a point à balancer. Vraiment, disait-il en lui-même en allant trouver sir Henri, c'est une bonne chose que d'être heureux ; mais c'en est une meilleure encore que d'être juste et honnête homme, et point de bonheur sans cela.

Cependant le jeune Bakler, depuis le départ d'Ambroisine, était tombé dans la mélancolie. Ah ! que ne m'avez vous

Digitized by Google

laissé, disait-il à son pere, chercher dans les combats une mort honorable et prompte ! Cela valait mieux que la vie obscure et languissante, où me réduit, mon pere, un amour insensé, un amour sans espoir ! Je l'ai vu, et pouvais-je la voir sans l'adorer, cette trop aimable Ambroisine ? Non ce n'est pas pour moi que le ciel l'a formée. Un jeune lord va l'épouser. Qu'elle soit heureuse avec lui, j'y consens ; et s'il le fallait, je donnerais ma vie pour lui assurer un destin digne d'elle ; mais je ne cesserai d'envier le bonheur de celui qui fera le sien. Comme en disant ces mots le jeune homme fondait en larmes dans les bras de son pere, on annonce un courier de la part de Henri, et ce courier remet à Bakler une lettre. Elle était conçue en ces mots :

« Non, mes amis, vous avez beau dire, je ne veux point mourir insolvable envers vous. Vous refusez tout de ma main, jusques aux moindres bagatelles ; voyons si vous refuserez ce qui me reste à vous offrir. » Oui certes, dit Bakler, en interrompant sa lecture, je le refuserai : lorsque j'ai fait du bien, j'en suis payé d'avance ; je ne reçois rien pour cela. N'est-il pas vrai, Fabrice ? — Oui, refusez, mon pere : l'amitié ne se paye que par de l'amitié. Bakler continua de lire : « J'ai sur le bord de la Tamise, et à quelques milles de Londres, une maison de campagne assez belle, avec un domaine voisin, dont la culture peut amuser la vieillesse d'un homme sage ; permettez qu'elle soit à vous. — « Je n'en veux point. — Oh, non mon pere ! N'allons jamais dans le pays de ce Lord Orombel. C'est à lui d'habiter cette maison riante qui ne doit voir que des heureux. — Achevons, dit le pere, ceci me semble interessant. « C'est-là, si vous y consentez et si Fabrice y consent lui-même, que j'aurai la satisfaction et le bonheur inexprimable d'unir votre fils et ma sœur. » — Que dites-vous, mon pere? Votre fils et sa sœur ! — Oui, ce sont ses mots. Lis toi-même. Fabrice lut ; et il fut saisi d'un tremblement et d'un transport de joie que je vous laisse imaginer.

Ils partirent pour Londres, où ils furent reçus avec une cordialité noble et franche comme la leur ; et de Londres on se rendit à cette maison de plaisance, où furent célébrés le même jour le mariage de sir Henri avec Cecile Aigland, veuve du Comte d'Elve, et celui du jeune Bakler avec Ambroisine Adelton.

Aucun de vous ne doute que l'ardeur de Fabrice, pour la profession des armes ne fût deja fort ralentie. Le charme et le bonheur d'une union paisible acheva de l'éteindre ; et à mesure que les liens du sang vinrent s'entrelacer avec ceux de l'amour, il se sentit attaché à la vie par des nœuds plus forts et plus doux. Pour le jeune Orombel, dès que son caractere fut connu, il trouva sans peine une femme aimable et sensible, qu'il aima raisonnablement, et qui n'en fut que plus solidement heureuse. (La suite incessamment.)

Par M. MARMONTEL.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 21 mars 1793.

Nous apprenons de Constantinople qu'il se fait des changemens dans le ministere et dans le gouvernement des places de cet empire qui semble enfin vouloir sortir de sa léthargie.

L'ex-grand-visir Jussuf-pacha a été envoyé au poste difficile et dangereux de gouverneur de Gedda en Egypte : quant à celui qui tient actuellement les rênes de l'empire sous Selim III, on ne croit pas qu'il garde encore long-temps sa place ; le grand-seigneur la destine à Shedar Mustapha, pacha de Morée, que l'alliance de son maître, dont il est beau-frere, appelle à la tête des affaires. — Numan-Bey est chargé de se rendre à Ismaïl pour faire rétablir, sur le plan qu'a fourni le général Kohler, cette forteresse importante, prise par les Russes dans la derniere campagne, mais qui leur coûta tant de sang, cruellement vengé par le massacre de 22 mille Turcs. La Porte fait aussi réparer les fortifications des autres places frontieres, et travaille à mettre sa marine sur un pied respectable : du reste, on ignore encore ses dispositions positives à l'égard de la France, contre laquelle l'Impératrice de Russie et le chef de la maison d'Autriche s'efforcent de l'aigrir : ces deux cours paraissent avoir beaucoup d'influence dans le Divan ; elles sont secondées par les ambassadeurs des autres puissances, et M. de Semonville, qu'on attend toujours, aura de la peine à détruire les impressions fâcheuses données contre les Français. M. Fonton fait de son mieux pour lui préparer les voies ; cependant on espere que les intérêts commerciaux et le souvenir de l'ancienne alliance, dont la Porte a senti plus d'une fois l'utilité, balanceront les efforts de la Russie, de l'Autriche, de la Prusse, de l'Espagne et de l'Angleterre. —Mehemet Rusi Effendi, ambassadeur extraordinaire près de l'impératrice de Russie, est parti pour Pétersbourg avec une suite de trois cents personnes ; il emporte de magnifiques présens pour Catherine et les grands de sa cour, une cassette de perles et une tente enrichie de rubis et de diamans.

Les nouvelles de Suede continuent d'annoncer les efforts de la Russie pour déterminer le duc-régent à rompre toute communication, même commerciale, avec la France ; mais on ne croit pas qu'elle réussisse à aveugler ainsi ce prince éclairé sur ses véritables intérêts : au contraire, on s'accorde à dire

Digitized by Google

qu'il a déclaré positivement aux ministres des cours étrangeres que la Suede observerait la neutralité pendant toute cette guerre ; on arme une escadre pour la faire respecter ; ainsi, l'impératrice s'est trompée dans les calculs de sa politique. C'est en vain qu'elle a rappellé de Stockholm le comte de Stakelberg qui déplaisait au régent, pour le remplacer par le comte de Romanzow, autrefois ministre à la cour de Berlin. — Le Danemarck arme aussi des vaisseaux destinés à convoyer ses navires de commerce.

De Vienne, le 16 mars 1793.

Il nous est arrivé ici plusieurs couriers, porteurs de dépêches du maréchal de Cobourg ; on s'est hâté d'en publier le précis. Ces pieces officielles annoncent des succès, et même de très-grands succès. Les bourgeois de cette capitale, puissamment électrisés par ces heureuses nouvelles, veulent lever et entretenir un corps à leurs dépens. On envoie à celui que l'on forme dans le quartier de l'Inn, sous le nom de corps de réserve, la garnison actuelle, qui sera remplacée par des troupes des frontieres déja en marche, ainsi que le 3e. et 4e. bataillons des régimens de l'infanterie allemande et hongroise. — On a levé dans la Hongrie un nouveau bataillon pour le régiment de Giulay, pour remplacer celui qui a été fait prisonnier près de Spire ; il est actuellement en marche pour se rendre à l'armée. — L'empereur veut aussi prendre à son service militaire deux régimens suisses, et l'on met beaucoup d'activité dans les négociations à ce sujet. Mais c'est de la cavalerie que l'on espere tirer le plus grand avantage contre les Français qui en sont dépourvus ; aussi s'attache-t-on à la multiplier. Les six régimens de dragons vont être augmentés d'une 4e. division, et il paraît que l'on a obtenu des chevaux de la Porte Ottomane ; du moins, assure-t-on, qu'elle donne, en signe de bonne amitié, 6,000 chevaux arabes, au très-bas prix de 40 florins par chaque cheval.

Du 26 mars. On s'empresse toujours de fournir aux frais de la guerre. Les états de Hongrie, outre les subsides des 4 millions consentis par la Diete, ont offert encore deux autres millions. La majeure partie de ces sommes a déja été remise ; elle sera suivie d'un présent de 50,000 ducats pour la layette de l'enfant, dont l'impératrice accouchera : de plus, notre cardinal-archevêque vient de remettre au trésor public 16,000 florins très-promptement récoltés : cette moisson est le fruit de la lettre pastorale adressée à tous les fideles de son diocèse. L'évêque de St. Polten a aussi présenté 8,000 florins de la part du sien qui est très-peu étendu.

Si l'autel soutient le trône, le trône a grand soin aussi de soutenir l'autel, en l'associant à ses triomphes ; témoin la prochaine cérémonie du *Te Deum* pour les victoires du prince de Cobourg, dont la célébration aura lieu la seconde fête de

Digitized by Google

Pâques, à l'église de Saint-Etienne, avec la même pompe que lors de la prestation du serment; les deux régimens des gardes paraderont; et apres le service divin, l'empereur prononcera un discours analogue à la circonstance au peuple assemblé; le bocal doré avec lequel S. M. doit boire à la santé de ses fideles sujets, des généraux et des armées, est superbe, il a couté 12 mille florins. — Pour rendre la fête plus complette, on se propose de donner gratis au peuple l'entrée des spectacles, qu'il a bien payée par ses dons patriotiques; le soir, l'empereur tiendra table ouverte, et S. M. y admettra de chaque état des citoyens, deux individus les plus âgés.

De Francfort, le 30 mars.

Les délibérations de la diete de Ratisbonne sur les points restans du decret de commission impériale du 17 novembre 1792, ne sont pas encore terminées: elles roulent sur ces questions d'une importance vraiment majeure; 1°. faut-il déclarer la guerre à la France? 2°. faut-il annuler tous les traités subsistans entre l'Empire et la France? 3°. quelles mesures convient-il de prendre relativement au commerce et à la correspondance entre l'Empire et la France? 4°. faut-il défendre toute neutralité quelconque aux membres du corps Germanique? On sent combien la diete est embarrassée pour prononcer; car il est question ici d'intérêts très-grands et très-variés.

On agit toujours provisoirement en attendant qu'on se décide. Persuadées de l'impossibilité de mettre de l'ensemble dans les mouvemens de l'armée de l'Empire, les cours d'Autriche et de Prusse, ont fait arrêter que les contingens seraient repartis entr'elles: les Saxons et les Hessois agiront avec les Prussiens; les Hanovriens joindront l'armée du prince Frédéric de Brunswick; les troupes des cercles de Suabe et de Franconie, ainsi que les troupes Palatines, seront employées dans l'armée du général Wurmser; les troupes des électorats Ecclésiastiques et du cercle de Westphalie joindront l'armée du général Clairfayt.

Des lettres de Vienne, en date du 13, s'expliquent ainsi sur le plan de campagne concerté entre les puissances, qu'elles prétendent que l'on commence à connaître. Le comte de Wurmser, général de cavalerie, doit se porter avec son corps d'armée vers Landau. L'attaque de Thionville sera faite par le prince de Hohenlohe, tandis que le maréchal de Cobourg déployera des forces suffisantes dans les Pays-Bas, pour forcer les Français à les évacuer, et ira prendre ensuite des positions avantageuses dans la Flandre. Le prince Frédéric de Brunswick se chargera de défendre la Hollande; en cas de succès, ajoutent quelques personnes, son armée pourra se porter sur Dunkerque, en combinant ses mouvemens avec ceux des flottes anglaises et hollandaises, qui bloqueront cette place du côté de la mer: enfin le

Digitized by Google

roi de Prusse assiégera Mayence, tandis que Wurmser et Hohenlohe couperont la communication du général Custine, dont ils empêcheront la retraite.

Des lettres de Treves, du 19, donnent des détails particuliers sur la destination de l'armée de Hohenlohe : elle se partagera en trois corps, dont l'un, composé de dix bataillons d'infanterie et de six divisions de cavalerie, se réunira aux troupes Prussiennes, sous le commandement du général Kalkreuth ; pénétrera dans le Honsdruck, pour aller assiéger Mayence. Le second corps, commandé par le prince de Hohenlohe, est destiné à l'attaque de Namur. Le troisieme, commandé par le général Erbach, couvrira le pays de Luxembourg, et aura son quartier à Arlow.

Les Prussiens viennent de s'emparer de Bingen, disent des lettres d'Audesheim, du 28 mars ; hier à midi il s'engagea une action très-vive auprès de Stromberg ; les Français y ont fait une perte considérable en hommes et en artillerie. Les Prussiens s'étaient avancés sur la Nahe, pour former l'attaque de Bingen. Le feu de l'artillerie se soutint de part et d'autre jusqu'au soir avec beaucoup de vivacité. — Aujourd'hui la canonnade a recommencé à trois heures : les Français ne se sont défendus qu'avec deux pieces : ils se sont repliés vers la ville à cinq heures et demie. Mais un gros de cavalerie Prussienne s'est mis à leur poursuite et les a débusqués : on leur a pris beaucoup de monde. Le général Newinger est du nombre. Kreutznach vient aussi de tomber entre les mains des Prussiens, qui ont trouvé à Bingen des vivres et des munitions que les Français ont laissés dans leur retraite précipitée.

Les Autrichiens se sont portés depuis du côté de Brulh et de Kelsch, où ils se proposent de tenter le passage du Rhin. Le quartier-général de l'armée Prussienne est à Wisbaden.

Extrait d'une lettre écrite de l'armée du prince de Cobourg, le 18 mars, par un officier autrichien.

Notre armée est restée 9 jours dans l'inaction, aux environs de Maëstricht, pour attendre tous les renforts qui lui étaient destinés, entr'autres 6 mille hommes de grosse cavalerie. Le tout est arrivé, et se trouva réuni le 13 au soir. L'armée se mit en mouvement le 14, et le quartier-général partit le même jour de Maëstricht pour se rendre à Tongres. Le 15, on se porta sur Saint-Tron, et le 16 sur Tirlemont, que les Français pillerent en le quittant. Le 17, les Autrichiens ne purent parvenir à repousser l'ennemi, et perdirent environ 400 hommes, principalement des régimens de Keihl, Calenberg, et chevaux-légers de l'empereur.

Le 18 à 7 heures du matin, les Français au nombre de plus de 60 mille hommes, commandés par le général Dumourier, sont venus nous attaquer en feignant de porte leur

Digitized by Google

forces vers le centre, et l'aile droite de notre armée. Ils furent repoussés avec perte, et notre aile droite continua même à conserver et à poursuivre ses avantages; mais ce n'étaient-là que de fausses attaques de la part des Français : la véritable était réservée et dirigée contre notre aile gauche. En conséquence, ils l'assaillirent avec une masse réunie d'infanrie et de cavalerie, précédée d'une artillerie formidable. Le combat a été long et opiniâtre, et chaudement disputé de part et d'autre avec un mélange de succès. A la fin, cette partie de notre armée a été enfoncée, même avec désordre. Alors notre corps de réserve, commandé par le duc de Wurtemberg, se mit en mouvement, et non-seulement rétablit l'ordre du combat, mais parvint encore très-heureusement à repousser les Français, qui commencerent à plier et à faire leur retraite en très bon ordre, à 5 heures du soir. Notre armée se mit à leur poursuite, en les inquiétant et les harcelant de toutes parts. A 7 heures du soir, notre cavalerie parvint enfin à les entamer et à les enfoncer avec tant de succès, qu'ils se mirent à fuir. Ence moment, on leur avait déjà tué beaucoup de monde, et on leur a pris 28 pieces de canon.

Du 19 à midi. — Les Autrichiens ont attaqué Tirlemont, qui avait été pris et repris, et dont les Français étaient restés maîtres le 18, et ils les en ont chassés avec succès. La déroute s'est mise parmi eux. On les poursuit vigoureusement; 62 pieces de canon sont au pouvoir des Autrichiens, qui sont en pleine marche sur Louvain, toujours à leur poursuite. Le nombre de leurs morts est considérable; nous avons également beaucoup perdu, mais on ne peut donner encore aucun calcul exact à cet égard.

Extrait d'une lettre du quartier général du prince de Saxe-Cobourg, datée de Landen, entre St-Tron et Tirlemont, le 18 mars.

Avant-hier le canon ronfla pendant toute la journée, et l'avant-garde de notre armée se retira de Tirlemont où elle était entrée la veille. Les deux armées resterent en présence jusqu'au soir. Hier, il ne se fit aucun mouvement; mais aujourd'hui l'ennemi s'est avancé pour attaquer nos deux ailes : la gauche, qui s'appuyait sur le village de Noerwinden, et qui était commandée par le général comte de Clairfayt, a essuyé, jusqu'a trois fois, une attaque des plus vives; cependant elle a soutenu son poste sans même abandonner le village où l'ennemi était déja entré. Pendant ce tems, le lieutenant général prince de Wurtemberg, qui conduisait notre aile droite, a culbuté la gauche de l'ennemi, et lui a enlevé 11 canons. La perte des Français doit être des plus considérables, puisque nous comptons plus de 1000 tués de notre côté.

Le canon ronfle encore, et nous apprenons en ce moment, qu'on se bat à l'arme blanche; ainsi le carnage durera fort avant dans la nuit. Il est très-certain que dès demain il y aura

Digitized by Google

une seconde bataille. L'ennemi s'est défendu en désespéré ; nos troupes en général ont fait des prodiges de valeur. L'ennemi est supérieur en nombre. Les lignes des deux armées sont fort étendues; elles étaient d'abord séparées par un petit ruisseau. Au moment où je trace ces lignes, l'ennemi défend encore son premier poste et occupe Tirlemont.

Extrait d'une lettre de Dusseldorff, du 22 mars.

Vous serez déja actuellement informé des heureux succès de l'armée autrichienne. Vous aurez vu que Dumourier n'a pas perdu la tête ; il a montré en cette occasion qu'il était digne de commander en chef ; mais malgré ses puissans efforts et ses stratagêmes, son armée est dans une déroute totale, et il paraît impossible qu'il puisse en sauver une grande partie, attendu que les Prussiens le serrent par la droite, et qu'à la gauche Beaulieu l'attend avec son armée du côté de Nivelle : de plus, on assure que les Belges dégradent les chemins, et font de grands abattis d'arbres sur la route des Français. On porte jusqu'ici leur perte à plus de 20 mille hommes ; mais il y a sans doute de l'exagération, ainsi que dans la perte des Autrichiens, qu'on évalue à 6 ou 7 mille. Je ne pourrai rien vous mander d'exact à cet égard que par le prochain courier. Les Français se battent en furieux et en désespérés, sur-tout les régimens de ligne ; Dumourier lui-même a mis pied à terre, et a marché l'épée à la main à la tête des grenadiers de Paris, et a conduit lui-même la véritable attaque.

Des avis ultérieurs sur les journées des 18 et 19, portent que la perte n'a pas été si considérable de part et d'autre qu'on l'a dit. Le projet de Dumourier était, dit-on, de percer à travers l'armée autrichienne, et de la prendre à dos, tandis qu'une partie des troupes qu'il avait laissées dans le Brabant se serait avancée par une marche rapide, pour combattre les Impériaux en face ; au reste, le général n'avait rien négligé pour s'assurer du succès.

Le régiment Royal-Allemand a considérablement souffert dans les combats des 18 et 19, ainsi que les cuirassiers de Nassau, les corps francs d'Odonell et de Laudon-vert.

Rapport officiel daté du quartier-général à Tirlemont, le 22 mars.

„ Le 22 à la pointe du jour notre armée partit sur 3 colonnes : la premiere s'avança sur la droite de la chaussée de Louvain ; la deuxieme sur la gauche, et la derniere qui formait l'avant-garde, dirigea sa marche sur Tourme.

„ La deuxieme colonne arrivant aux hauteurs où elle devait camper, la trouva garnie d'un corps nombreux de cavalerie Française, et le village de Blanden qui devait servir d'appui à l'aile gauche occupé par beaucoup d'infanterie ennemie. L'ennemi fut attaqué de tous côtés, mais il se défendit opiniâtrément, renforçant et remplaçant par des troupes fraîches

Digitized by Google

qu'il tirait de Louvain et de son camp derriere cette ville, celles qui venaient d'être repoussées ; le combat fut très-sanglant, il coûta à notre deuxieme colonne au-delà de 400 hommes, et plus de 2000 aux Français ; cependant il fut vaincu, chassé de tous ses postes et forcé d'évacuer Louvain et de se retirer derriere cette ville.

La premiere colonne rencontra près de Belemberg un corps ennemi qui occupait la hauteur entre ce village et Louvain, pour couvrir cette derniere ville. L'ennemi se défendit pendant 7 heures avec la plus grande opiniâtreté, mais il fut également vaincu et culbuté au-delà du ruisseau *le Dyl*. Ce combat fut encore plus sanglant que celui de la deuxieme colonne, et nous évaluons notre perte à plus de 500 hommes; l'ennemi y perdit plus de 2000 hommes, 3 canons et un caisson.

L'ennemi a abandonné à Louvain un magazin considérable, il a quitté le poste avantageux de la Montagne de Fer et s'est campé en avant de Bruxelles, entre le canal et la forêt de Sargenie. *(Extrait du courrier du Bas-Rhin.)*

ITALIE.

Extrait d'une lettre particuliere de Livourne, du 5 mars.

« Le 11 février, 4 frégates, 2 vaisseaux de ligne et 23 bâtimens de transport mouillerent dans le golfe de Quarto. La nuit suivante, quelques chaloupes s'approcherent du rivage, afin d'examiner le lieu où le débarquement pourrait s'opérer; elles furent reçues à coups de canon.

» Dans la nuit du 12 au 13, les vaisseaux de guerre qui étaient à l'ancre dans le golfe de Quarto, tirerent environ 20 coups contre nos troupes campées sur le rivage, mais sans leur faire aucun mal.

» Le 14, dès les 6 heures du matin, 2 vaisseaux et 3 frégates commencerent un feu terrible contre la tour des Signaux, le fort Ste.-Elie et le Lazareth; cette canonnade dura jusqu'à 7 heures du soir. On porte à 5000 le nombre des boulets dirigés contre ces fortifications. Dans l'après-midi, nous eûmes encore à essuyer une bordée de 2000 coups ; elle partait de deux frégates voisines du golfe de Quarto, qui avaient ordre de protéger le débarquement des troupes Corses et Provençales, au nombre de 4000. Le baron de Saint-Amour, commandant les dragons-légers, envoya pour reconnaître la position que l'ennemi avait prise, une patrouille de 10 hommes, laquelle ayant rencontré l'ennemi en nombre supérieur, se défendit courageusement, lui tua 10 hommes, et n'en perdit de son côté qu'un seul et deux chevaux. Le feu des assaillans dura toute la nuit. Le lendemain il fut encore plus vif, et dura depuis 6 heures du matin jusqu'à 6 heures du soir ; leur artillerie tirait environ 20 coups par minute. Les troupes qui avaient débarqué,

Digitized by Google

toujours protégées par leurs canons, se mirent en marche en cotoyant le rivage. Une colonne s'avança sur Sainte-Elie, dans le dessein de s'en emparer, tandis que le reste de l'armée se retranchait dans le lieu même où le débarquement avait eu lieu : mais à l'entrée de la nuit; M. Pitzolo, à la tête du corps qu'il commandait, et le chevalier Cérutti, avec un détachement de dragons, attaquerent vigoureusement leur colonne, et la mirent en déroute : nous perdîmes très-peu de monde dans cette action, et nous fîmes plusieurs prisonniers, entr'autres un capitaine de grenadiers, qui s'était avancé de trop près pour considérer nos ouvrages. Il est surprenant qu'alors une bombe tombée sur la batterie où se trouvait le dépôt des poudres, n'ait produit d'autre accident que de blesser légerement M. Azimonti, notre infatigable commandant d'artillerie.

« Le 16 et le 17, le bombardement fut continuel. Le nombre des coups tirés pendant quatre jours consécutifs a été estimé à 40,000 au moins. Mais l'ardeur de nos troupes ne se réfroidit pas pour cela; elles ne cesserent de livrer à l'ennemi des combats partiels et de lui faire beaucoup de prisonniers. On a trouvé parmi eux quatre femmes, dont deux vêtues en homme. La fureur de l'ennemi était telle, que toutes les forces humaines auraient peut-être succombé, si le ciel n'était venu à notre secours d'une maniere miraculeuse; le soir du 17 il s'éleva un vent violent d'est qui força deux frégates de couper leurs mâts, afin d'éviter d'échouer; dans le port, un vaisseau de 80 pieces de canon s'est enfoncé dans le sable, où il est encore, malgré tous les efforts qu'on a faits pour le retirer : d'un autre côté, la tempête jetta sur le rivage vingt-neuf grosses chaloupes, une polacre et une tartane de transport, toutes deux bien montées en hommes et en vivres; les deux capitaines et les matelots furent faits prisonniers de guerre.

« Le vaisseau et la frégate qui, les jours précédens avaient battu la tour des Signaux, le fort de Saint-Elie et le Lazareth, se retirerent à une heure après midi; ce qui détermina cette retraite, fut l'arrivée d'un aviso.

« Dans la matinée du 19, on conduisit à Cagliari dix prisonniers; on apprit d'eux qu'il régnait beaucoup de dissentions parmi les Français, et que le général Casa-Bianca n'avait pu parvenir à les calmer.

» Le 20 et le 21, quelques vaisseaux passerent dans le golfe de Quarto, pour rembarquer les troupes qui étaient descendues à terre, ce qui s'exécuta très-facilement.

» Le 22 à deux heures après-midi, nous avons vu partir tous les bâtimens de transport et le plus grand nombre des vaisseaux de guerre; ils ont dirigé leur route en pleine mer. On prétend qu'une flotte anglaise de 25 vaisseaux de guerre est prête à entrer dans notre golfe. »

Digitized by Google

ANGLETERRE. *De Londres, le 21 mars.*

On continue les travaux dans nos ports avec une activité qui semble redoubler. A Plimouth on a mis en commission le *Royal Soveraign*, de 110 canons, le *Diadême*, de 70; 400 hommes tirés des compagnies volontaires de nouvelles recrues, et 300 d'invalides ont dû partir le 7 de Portsmouth pour se porter dans les îles de Jersey et de Guernesey. En outre, Spithead a dans sa rade plusieurs vaisseaux prêts à mettre à la voile. — Le commodore Thompson a dû aussi prendre la route des Indes occidentales avec une petite flotte d'observation; *la Vengeance*, vaisseau de 74 canons, qui en fait partie, est confié au commandant qui s'est distingué dans la dernière guerre. De plus, des bâtimens de transport sont allés chercher à Cork en Irlande le 69e régiment d'infanterie pour le conduire à la Jamaïque. — On fait marcher plusieurs régimens de milice destinés à protéger les côtes; il sera fait à tous ces corps une augmentation de deux compagnies; l'une, de nouvelles levées, pour les compagnies franches; l'autre, de celles qui étaient pour completter les régimens. — Le colonel Montgomery, le duc de Gordon, sir James Grant, et le comte de Hoptoan, se sont rendus à Edimbourg, suivant des nouvelles de cette ville, en date du 11, avec des lettres du gouvernement qui les autorisent à lever quatre régimens qui porteront les noms des parties de l'Ecosse d'où on les tirera, et seront spécialement chargés d'en défendre les côtes contre toute insulte. — Dans l'intérieur on prend des mesures extrêmement séveres contre les amis de la liberté, qu'on voudrait faire passer pour ceux de la licence. Le tribunal d'Edimbourg vient de condamner le révérend Dunn, ministre de Kirkintulloch, à trois mois de prison pour avoir, le 3 janvier dernier, arraché quelques pages d'un livre, en présence des shérifs, qui faisaient une visite domiciliaire pour le trouver: ces pages étaient précisément celles où il s'agissait du plan d'une société pour une réforme parlementaire. — Nous avons besoin, et par bonheur aussi nous avons l'espérance de voir se former dans les principales villes du royaume, des sociétés qui protégent efficacement la liberté de la presse. La souscription ouverte par celle de Londres, a déjà produit une somme considérable. — La défection d'un certain nombre de membres du club des Whigs, ne fait éprouver aucune perte réelle à la cause de la liberté; bien au contraire, elle y gagne: car la majorité de ses membres apostats avaient voté, dans le tems, la guerre contre l'Amérique.

Liste des vaisseaux et bâtimens pris par les différentes puissances en guerre.

La *jeune Charlotte*, de 250 tonneaux, venant de Toulon, chargée de vin et d'eau-de-vie, etc. a été prise par la frégate la

Digitized by Google

Hinde. Le *Guichard*, allant au Havre, chargé de vin et de fruits secs, par le sloop le *Shark*. L'*Active*, corsaire de Fécamp, de 30 hommes, a été pris et envoyé à Cowes par le cutter le *Greyhound*. Le *Gusline*, corsaire de Dunkerque, de 8 pierriers et 24 hommes, a été envoyé à Yarmouth par le *Sauvage*. L'*Entreprenant*, de Marseille au Havre, envoyé à Plymouth par la frégate la *Junon*. Le *Saint-George*, cap. Hill, de Lisbonne à Londres, chassé par deux corsaires Français, a été forcé de faire côte derriere l'isle de Wight; le bâtiment est bientôt venu en pieces; on a sauvé 40 pipes de vin et quelques balots de coton. Un détachement de la milice de South Hants, en garnison au fort Cumberland, a saisi un batean chargé de 138 barils d'eau-de-vie de France. Le *Palmier*, corsaire Français de 12 canons et 60 hommes, a été pris et envoyé à Portsmouth par la frégate la *Junon*. Le *Saint-Jean*, corsaire Français, envoyé à Portsmouth par le *Spitfire*, sloop de guerre, qui en a fait échouer trois autres à la côte près du Havre. L'*Aimable Marie*, corsaire Français de 10 canons, sorti du Havre depuis deux jours, a été envoyé aux Dunes par la frégate la *Hind*. Le *Tom*, cap. Smith, de Chester, est saisi à Marseille. Un brique Danois, chargé de planches pour Londres, a été pris devant Yarmouth, le 28 février, par un lougre, corsaire Français, et repris par un vaisseau de guerre, qui avait alors des troupes qu'il transportait en Hollande. L'*Alfred*, cap. Spark, allant de Barcelone à Marseille, a été pris et conduit à Marseille. Le *Conquest*, cap. Cummings, de Londres à Chester, a été pris et mené à Cherbourg. On mande d'Yarmouth que quatre bateaux pêcheurs ont été pris sur Wellbank par un corsaire Français. Un bâtiment chargé de charbon a rapporté que deux autres charbonniers avaient été pris par un corsaire Français. L'*Augusta Lautinga*, capit. Walbrukt, venant de Nantes, a été prise et conduite à Ostende.

IRLANDE. *De Dublin, le 19 mars.*

Avant-hier un détachement de dragons, arrivé le 9 à Belfast, parcourut cette ville, en y commettant beaucoup d'excès: ces soldats, indisciplinés ou trop bien disciplinés, abattirent des enseignes qui représentaient le docteur Francklin et le général Dumourier, casserent les vitres de plusieurs maisons, déchirerent les uniformes de volontaires qui se trouvaient dans les boutiques, et battirent cruellement un grand nombre de citoyens; il n'en est mort aucun; mais plusieurs ont reçu des blessures dangereuses; il faut rendre justice à la fermeté des magistrats: on leur doit l'arrestation de quatre des principaux auteurs de ces désordres. L'ivresse de la plupart de ceux qui les ont commis ne saurait les excuser: ils en veulent aux volontaires que leurs chefs, dévoués aux ministres, leur ont appris à haïr. — A la suite de ce tumulte,

Digitized by Google

il s'est tenu une assemblée de magistrats pour en rechercher les causes ; le général White sentant toutes les conséquences de cette affaire, a désarmé les dragons et promis de les éloigner le plutôt possible de la ville, qui s'est contentée de cette satisfaction.

FRANCE.

CONVENTION NATIONALE.

Nous n'avons donné qu'une notice des objets les plus importans des trois dernieres séances ; nous allons en reprendre le développement, en leur donnant la plus grande précision. Nous séparerons à l'avenir des séances, les pieces officielles dont on y fait lecture, afin que les évenemens soient mieux classés, et qu'on puisse les rapprocher avec plus de facilité ; un historique court leur servira de liaison.

Séance du mardi, 2 avril.

PRÉSIDENCE DE JEAN-DE-BRIE.

Sur la motion de Lanjuinais la Convention décrete que plusieurs communes du district de Rennes ont bien mérité de la patrie, pour avoir mis le plus grand courage à repousser et dissiper les rebelles.

L'acte héroïque transmis à la Convention par le ministre de la marine fait voir à nos ennemis que les Français n'ont rien perdu de la générosité qui les a toujours caractérisé. Un vaisseau ennemi était sur le point de périr, deux matelots de Dunkerque voient le danger où il se trouve, sans examiner celui auquel ils s'exposent eux-mêmes, ils se jettent à la mer, et ont le bonheur de sauver plusieurs personnes. La Convention a ordonné la mention honorable, et la publication de ce trait d'héroïsme dans le bulletin. Encore un bel acte ; un grenadier du bataillon de la Côte-d'or, que ses blessures mettent hors d'état de servir à pied, a demandé d'être employé dans les troupes à cheval. Berlier a fait observer que ce grenadier était sans fortune, et a sollicité pour lui un cheval et 300 liv. pour son équipement. La Convention n'a pas hésité à accorder cette demande, ne voulant pas priver la République d'un si brave défenseur.

Laplanche et Collot-d'Herbois, commissaires dans les départemens de la Nievre et du Loiret, ont écrit qu'il y avait si peu de patriotisme à Orléans, qu'on ne sait à qui confier les armes qu'on a prises aux malveillans ; il est pourtant de la derniere importance que les bons citoyens de cette ville soient armés, afin de se défendre contre les révoltés des départemens

Digitized by Google

voisins, si malheureusement ils avaient des succès de ce côté, comme ils en ont dans le ci-devant Poitou. Une lettre des administrateurs des sables d'Olonne a appris que les rebelles obtiennent tous les jours de nouveaux succès; presque tous les habitans des campagnes suivent les drapeaux de la rébellion, ils sont devenus féroces, et commettent mille excès. La horde contre-révolutionnaire a sommé les administrateurs des sables d'Olonne de rendre leur ville; ils s'en emparent, ils sont maîtres des côtes, et alors il sera fort aisé aux Anglais de faire une descente. Pourquoi les ministres, depuis le tems que la contre-révolution a éclaté dans les départemens, n'y ont-ils pas envoyé des forces suffisantes pour en arrêter les progrès? Ils sont, a dit Taillefer, ou mal-intentionnés, ou ineptes; dans l'un et l'autre cas il faut les destituer. — Doulcet et Bentabolle se sont plaints que le conseil exécutif n'eût pas encore obéi au décret qui lui enjoignait de rendre compte des motifs qui l'ont déterminé à ne pas parler à la Convention des mouvemens qu'il savait depuis trois mois se préparer en Bretagne. — Bentabolle a demandé de plus, qu'avec ce compte le conseil exécutif, pris collectivement, présentât le tableau des armées et de l'intérieur de la République.

Hauffmann a dénoncé Beurnonville. Il l'accuse d'avoir été de concert avec Dumourier, pour laisser sortir de France l'armée Prussienne qu'ils pouvaient anéantir; de n'avoir pas voulu, par jalousie, seconder la marche victorieuse de Custines; d'être un ambitieux, un orgueilleux, un intrigant; enfin il l'accuse de forfanterie, lorsqu'il a dit avoir remporté 172 victoires. Hauffmann a conclu, en demandant que la Convention nommât un autre ministre de la guerre. — Valazé, en annonçant que dix frégates et six vaisseaux de ligne croisaient dans la Manche, a demandé que les généraux instruisissent la Convention, de 24 heures en 24 heures, de la position et des marches de leurs armées. — Toutes les propositions faites ont été adoptées, à l'exception de la réélection du ministre de la guerre. — Sur la demande de Montaut, la Convention a autorisé le comité de sûreté générale à lever les scellés apposés sur les papiers d'une trentaine de personnes qui ont été conduites à l'Abbaye l'avant-dernière nuit.

Il faut que le pouvoir absolu ait quelque chose de bien séduisant, puisque bien peu de ceux qui croient pouvoir l'usurper, résistent aux attraits qu'il présente, et négligent d'employer les moyens qu'ils trouvent dans les places qu'ils occupent pour y parvenir. Paoli, cet homme qui avait mérité la haine des rois de France, parce qu'il avait voulu soustraire à leur tyrannie l'isle de Corse, exerce aujourd'hui un cruel despotisme dans cette même isle. Il avait été nommé commandant des troupes de Corse; par ses intrigues et ses menaces, il est devenu le chef de l'administration civile. Rien ne se fait que par ses ordres, et les mouvemens de la force armée et la dis-

Digitized by Google

position des deniers publics. La Convention, sur le rapport d'Escudier, l'a suspendu de ses fonctions et l'a mandé à sa barre, ainsi que le procureur-général-syndic du département de Corse. — Barrere a représenté qu'il ne suffisait pas de prendre des mesures partielles dans un moment où le vaisseau de l'Etat est attaqué de toutes parts, qu'il fallait que les ministres rendissent compte s'ils répondaient du salut de la République dans leur département. Qu'ils ne nous cachent pas la vérité, dit Barrere ; qu'ils nous parlent avec franchise : nous ne pouvons porter remede à nos maux qu'autant que nous les connaîtrons. Le ministre de la marine nous a déclaré au comité qu'il ne pouvait sauver la République dans son département. Je demande qu'il vienne faire cette déclaration dans le sein de la Convention. Cette proposition a été adoptée. — Marat a pris de-là occasion de renouveller la motion qu'il avait faite plusieurs fois que la Convention nommât immédiatement les généraux, et qu'elle destituât tous les ex-nobles qui n'auraient pas donné des preuves irrésistibles de patriotisme. La Convention a jugé dignes de quelque considération les propositions de Marat, et les a renvoyées à son comité de défense générale.

La section du Mail est venue dénoncer un arrêté pris par les commissaires des sections réunies à l'Evêché, par lequel ils se sont constitués *comité central de salut public*. Ils veulent correspondre avec toutes les parties de la République, diriger l'opinion des départemens, et surveiller toutes les administrations. L'Assemblée entiere a applaudi au zele de la section du Mail ; elle a vu dans l'établissement de ce comité central, le projet de former une autre Convention et l'usurpation de la souveraineté. Barrere a demandé que la Convention déclarât que la section du Mail a bien mérité de la patrie, et que les commissaires réunis à l'Evêché fussent mandés à la barre. Il a ensuite parlé d'une dénonciation que Marat avait faite contre lui dans son journal : Je demande à Marat, a-t-il dit, de se prendre corps à corps avec moi, afin de voir si je suis coupable ou s'il est un calomniateur ; et à ce sujet, Barrere a sollicité le rapport du décret qui défend aux membres de la Convention de faire des journaux. Le décret a été rapporté.

Sur la proposition d'Osselin, appuyée par Garran et Albitte, la commission nommée auprès du tribunal révolutionnaire a été supprimée, et les poursuites seront faites uniquement par l'accusateur public.

On a lu des lettres de Dumourier et des commissaires de la Convention, dont nous avons déja cité quelques fragmens, page 276 du précédent n°. ; nous en rapporterons le texte à l'article de l'*armée du Nord*.

Séance du mercredi 3 avril.

Après la lecture d'un grand nombre de lettres et adresses, une

Digitized by Google

une députation de la municipalité de Paris est admise à la barre. Chaumet, procureur de la commune, dénonce le comité central des sections comme attentatoire à l'autorité souveraine, et demande la formation d'un camp entre Paris et les frontières. On demande l'impression et l'insertion de la pétition au bulletin. — Buzot s'y oppose, et prétend que ce comité a été autorisé à s'établir à l'Evêché par un réquisitoire du procureur de la commune. — Chaumet répond que le local avait été accordé à la demande de la majorité des sections; mais qu'aussi-tôt que la municipalité fut instruite de l'arrêté de ce comité, elle le cassa. — L'impression et l'insertion sont ordonnées.

Lacroix, au nom de ses collegues envoyés à l'armée de la Belgique, a rendu compte des opérations de cette commission. Les commissaires s'étant réunis à Lille pendant que Dumourier achevait, après l'affaire de Louvain, l'évacuation de la Belgique; Lacroix leur fit part de toutes ses observations sur le caractere et la conduite du général, et proposa de le mettre en état d'arrestation. La commission ne crut pas devoir prendre cette mesure avant de l'avoir entendu sur les faits dont il est inculpé. On l'avait entendu tenir des discours dans lesquels il ne s'agissait rien moins que de la dissolution de la Convention, du massacre des Jacobins, d'une alliance avec les Prussiens, du rétablissement de la royauté, et de la destruction de Paris. C'était sur ces projets affreux que les commissaires avaient résolu de l'interroger à Lille. On lui écrivit donc de s'y rendre; mais il répondit qu'il ne pouvait pas quitter son armée, que rendu sous deux jours à St-Amand, il répondrait là aux interrogations qu'on lui ferait. Les commissaires ayant arrêté de se transporter à St-Amand, Lacroix parut craindre que le coupable, environné de soldats égarés, ne lui échappât, et leur fit prendre la résolution de lui brûler la cervelle s'ils ne pouvaient s'en saisir. Ils allaient partir, lorsque de nouveaux commissaires de la Convention arrivent, et leur annoncent qu'ils étaient rappelés. Ils prennent donc la route de Paris; et les nouveaux commissaires, Camus, Quinette, Bancal et Lamarque, partent pour St-Amand. Ceux-là étaient à Péronne, lorsqu'un courrier extraordinaire, expédié par les administrateurs du département du Nord, les atteignit, et leur apprit que Dumourier avait fait arrêter les quatre commissaires que nous venons de nommer avec le ministre de la guerre Beurnonville qui les accompagnait, par ordre de la Convention. Ici, Lacroix lit la lettre, écrite par Dumourier, aux administrateurs du département du Nord. (Voyez, article *armée du Nord.*)

Lacroix continue son récit, et l'on voit que la veille de l'évacuation de Tournay, Clairfait a dîné avec Dumourier; que la nuit qui précéda l'évacuation de Bruxelles, il eut une conférence avec plusieurs généraux Prussiens.

Digitized by Google

La Convention indignée par le récit des détails qui constatent une horrible trahison, et toujours attentive à en prévenir le succès, se déclare en permanence, appelle auprès d'elle toutes les autorités constituées de Paris, pour les inviter à prendre toutes les mesures propres à maintenir la tranquillité. Mais déja elles ont prévenu l'invitation de la Convention : le département de Paris est à la barre ; et par un sentiment louable sans doute, mais qu'il n'avait pas eu le tems de refléchir, il propose d'enjoindre à tous les Français, depuis 16 jusqu'à 50 ans, de marcher à l'ennemi, et qu'une partie de la Convention marche à leur tête. Cette pétition, qui a été applaudie dans la Convention, l'a peut-être été aussi dans les repaires des conspirateurs. — Marat ne croit pas que la République puisse être sauvée par tous les citoyens réunis, et en présence de tous. Il veut un comité de défense générale, composé de quelques membres vraiment patriotes, et délibérant à huis clos. Cette mesure ne paraît pas bonne au plus grand nombre, et elle est rejettée. — Le général Santerre offre aussi à la patrie le tribut des moyens qu'il croit propres à la sauver. Il suppose la population de Paris se monter à 96 mille hommes en état de porter les armes, et assure que dans trois jours on peut avoir 40 mille hommes armés ; il s'engage aussi à fournir sous douze jours 1200 bouches à feu, et demande à communiquer ses vues au comité de défense générale. Accordé.

Les administrateurs du département de Maine et Loire annoncent des succès sur les révoltés, dont le nombre cependant est considérable (de 20,000) dans ce département.

La Convention, après s'être ainsi environnée des secours et des lumieres de tous ceux de qui elle a droit d'en attendre, reporte, pour la derniere fois, ses regards sur Dumourier, et c'est pour la marquer du sceau de l'infâmie et de sa réprobation.

La Convention nationale ordonne que le conseil exécutif provisoire nommera sur-le-champ un général pour remplacer Dumourier.

Déclare à la nation française que Dumourier est traître à la patrie, qu'il a juré la perte de la liberté, et le rétablissement du despotisme.

Fait défense à tout général, à tout commandant de place, à tout soldat de la République, à toutes les autorités constituées en France, de reconnaître Dumourier pour général, d'obéir à aucun ordre de lui, et à aucune réquisition.

Décrete que tout Français qui reconnaîtra Dumourier pour général, sera regardé comme traître à la patrie, et puni de mort, et que ses biens seront confisqués au profit de la République.

Décrete que Dumourier est mis hors de la loi ; autorise tout citoyen à courir sus, et assure une récompense de 300,000 liv. à ceux qui s'en saisiront et l'amèneront à Paris mort ou vif.

Digitized by Google

les 300,000 liv. seront réversibles à leurs héritiers, et tenues à la disposition du conseil exécutif provisoire, par la trésorerie nationale.

La Convention nationale met sous la sauve-garde de l'honneur et de la loyauté des soldats Français qui sont dans l'armée qui était commandée par Dumourier, les cinq commissaires, le ministre de la guerre par elle envoyés, que Dumourier tient en arrestation.

Ordonne que le présent décret sera envoyé par des couriers extraordinaires dans tous les départemens, aux corps administratifs, aux généraux et aux commandans de places, et qu'il sera de suite proclamé dans les villes et à la tête des corps armés.

Ce n'est pas seulement dans l'armée du Nord que nous avons des traîtres; Custines, général de l'armée des Vosges, annonce qu'il y en a aussi dans la sienne. Il rend compte d'une affaire dans laquelle, par la désobéissance du général Neuwinger et la défection de quatre compagnies de grenadiers, l'ennemi a eu l'avantage, et l'a forcé de se replier sur Landau. (Voyez art., *armée du Rhin.*)

Les commissaires Lequinio, Bellegarde et Cochon envoient à la Convention une proclamation de Dumourier à l'armée française. (Voyez art., *armée du Nord.*)

Du mercredi 3 avril, à 7 du soir.

Dumourier voulait dissoudre la Convention; ses complices à Paris et dans les départemens, publiaient qu'elle était dissoute; c'était afin d'enlever aux amis de la liberté le seul point de ralliement qui peut les sauver. Duquesnoi a dit qu'il avait entendu qu'on disait dans plusieurs groupes, que le bruit courait dans les départemens que la Convention était dissoute, que quelques-uns de ses membres avaient été massacrés, et que les autres avaient pris la fuite. De pareils bruits ne peuvent pas être bien dangereux dans Paris, parce que dans un instant on peut s'assurer s'ils sont vrais; mais dans les départemens, où on n'a pas cette même facilité, ils peuvent être la source des plus grands maux. Pour empêcher de faire courir de semblables bruits, Duquesnoi proposait la peine de mort contre les auteurs de la calomnie. Quoique cette motion ait eu des approbateurs, cependant la Convention est passée à l'ordre du jour.

Garnier, au nom du comité de sûreté générale, a fixé l'attention de l'assemblée sur l'arrivée inopinée d'une foule de soldats, venant de l'armée de la Belgique, il a proposé de les faire tous arrêter, soit qu'ils aient des passe-ports ou non. Ces soldats sont ou des lâches ou des mal-intentionnés, il est prudent de s'assurer de leur personne; aussi la proposition de Garnier a-t-elle été adoptée.

Digitized by Google

On a fait ensuite lecture de diverses pieces venues de Lille, elles portent que Dumourier avait ordonné au général Mazienski de s'emparer de Lille, d'aller ensuite à Cambrai destituer le général Moreton, et placer un corps de troupes à Péronne. Mazienski s'est présenté devant Lille avec 4 mille hommes; les Lillois ne lui ont permis d'entrer dans la ville qu'avec 150 hommes et ont fait camper le reste sous les bastions de la ville. Mazienski est arrêté à Lille. La Convention a ordonné qu'il fut traduit à Paris sous bonne et sûre escorte.

Sur la proposition de Lassource, la Convention a adopté plusieurs dispositions qui sont de mettre en lieu sûr et de garder à vue les femmes, les enfans, les peres et les meres des officiers de l'armée de Dumourier, jusqu'à ce que les commissaires de la Convention, mis en état d'arrestation par ce général, fussent relâchés. Il a été décrété aussi que quiconque approuvera la conduite de Dumourier sera puni de mort. Une pareille peine en imposera aux partisans de ce traître.

Robespierre a pris de-là occasion de répandre les plus grands soupçons contre la plus grande partie des membres du comite de défense générale; avec lesquels il a refusé de communiquer, quoiqu'il fût de ce comité. Il a dénoncé Brissot, en l'accusant d'être d'intelligence avec Dumourier, de l'avoir élevé au ministere et à la place de général, d'être l'auteur d'une guerre ruineuse qui peut entraîner la perte de la France. Robespierre a fini en demandant le décret d'accusation contre tous les complices de Dumourier, notamment contre Brissot.

Brissot a répondu à Robespierre qu'il ne connaissait point Dumourier, qu'il n'avait jamais eu de liaisons particulieres avec lui, qu'il avait été porté au ministere par la reine et par les intrigues de Bonne-Carrere, que s'il avait contribué à la déclaration de guerre contre l'Autriche et contre l'Angleterre, c'est parce qu'il avait cru que c'était le seul moyen de faire respecter l'indépendance de la nation française, de la venger des outrages que le ministre de la République avait essuyés à Londres, et qu'il avait donné plusieurs fois des preuves non équivoques de son horreur pour les rois, et de ses principes de républicanisme. Après ces explications la Convention passe à l'ordre du jour sur la motion de Robespierre.

Isnard, au nom du comité de défense générale, propose l'établissement d'un nouveau comité de salut public, composé de neuf membres. — Buzot et Thuriot combattent ce projet. Cambon l'appuie. Marat en désignant le côté opposé, déclare qu'il est impossible que la montagne ait la moindre confiance en la plupart des hommes d'état..... Des murmures couvrent la voix de Marat. — Julien de la Drôme désavoue, au nom de la montagne, les expressions de Marat en ce qui concerne la généralité de l'autre partie de la Convention. — Enfin, sur

Digitized by Google

les observations de Vergniaux et de Danton, le projet de décret est ajourné au lendemain.

Différentes députations des sections de Paris, viennent proposer des mesures relatives aux circonstances. Celle dite *des amis de la patrie*, a arrêté de défendre collectivement la Convention, sans prétendre soustraire au glaive de la loi les traîtres qu'elle pourrait avoir dans son sein. — Une citoyenne veut que les femmes et les enfans des égoïstes que l'on fera marcher à la défense de la patrie, soient gardés en ôtage, et égorgés à la moindre trahison. Cette pétition est repoussée avec horreur et la séance suspendue à trois heures du matin.

Séance du jeudi 4 avril.

Les commissaires écrivent de tous les départemens où les rebelles exercent leur ravage, que la garde nationale est par-tout victorieuse et dissipe les attroupemens. — Thuriot, en observant que la patrie a plus besoin de défenseurs que jamais, a cru lui en trouver parmi les déserteurs détenus aux galeres. Il a pensé qu'une détention de trois années suffisait pour expier leur faute, et il a demandé que tous les détenus pour crime de désertion depuis le commencement de la révolution, fussent élargis. Cette proposition a été décrétée. — Les commissaires dans le département de la Somme ont adressé à la Convention un procès-verbal contenant des détails sur l'arrestation des quatre commissaires de la Convention. Il résulte que Dumourier ayant refusé d'obéir à la sommation de ces commissaires, les fit arrêter, et conduire dans une voiture à Tournay entre les mains de Cobourg. Un officier de l'état-major de l'armée de Dumourier, à qui celui-ci a confiés tous ses secrets, et une partie même de l'exécution de ses projets, a demandé à être entendu. Introduit à la barre, il a commencé par dire qu'il n'y avait pas de plan que Dumourier ne lui ait fait, et qu'en conséquence il tenait tous les fils de sa conspiration. Le but de Dumourier était de détruire la Convention nationale, et de lui substituer l'autorité illégale d'un roi. Il songeait à exécuter cet infâme projet lorsque les commissaires se sont présentés devant lui à St. Amand. Camus le somme au nom de la loi de se rendre à la barre de la Convention, il s'y refuse; les commissaires insistent; mais bientôt ils entendent crier autour d'eux, il faut les pendre. Dumourier alors les fait monter de force dans une voiture et les livre aux Autrichiens. Le ministre de la guerre voulant quitter sa voiture pour se joindre aux commissaires reçut un coup de sabre sur le bras. Alors l'officier, qui était à côté de Dumourier, conçut le dessein de se rendre à Paris. Il dissimule, il est chargé par Dumourier de s'assurer de la garnison de Valenciennes. Celui-là, au lieu de renplir cette infâme mission, réveille le patriotisme des soldats et leur fait jurer de mourir pour la République. Après avoir fait mettre

Digitized by Google

la ville en état de défense, il s'est rendu à Paris. Il assure que Dumourier est abandonné à lui-même, qu'il n'a dans ses intérêts que son état-major, mais que l'armée est toute républicaine et qu'elle vaincra. Il demande à être renvoyé au comité de sûreté générale pour y donner des éclaircissemens utiles. Ce qui lui a été accordé. Le nom de cet officier est Bernazet. — On a lu ensuite une lettre du citoyen Leveneur, commandant de division de l'armée de Valence. Il accuse ce général d'être le plus perfide des conspirateurs, et donne sa démission, pour n'être plus obligé de servir la patrie avec des traîtres. . . . . .

Heureusement, une conspiration contre le salut d'un grand état ne peut pas être l'ouvrage d'un seul homme; car le succès en serait bien plus certain; les fils réunis à un centre commun, seraient bien moins sujets à être rompus; et la perte de l'état serait d'autant plus sûre que les coups du conspirateur seraient plus inévitables. Il ne suffit donc pas de couper l'arbre de la conspiration, il faut l'anéantir avec toutes ses branches et empêcher qu'elle ne se reproduisent.

Montaut a proposé de mettre en état d'arrestation la famille de Valence, Valence lui-même et Egalité fils, qui, dans une lettre à son pere, écrivait que la Convention avait perdu la France. Sillery, beau-pere de Valence, et Egalité sont montés à la tribune, ont appuyé ces mesures, et ont déclaré que l'image de Brutus leur rappellait leurs devoirs en pareilles circonstances. La Convention a donc porté le décret d'arrestation contre Valence et toute sa famille, ainsi que contre Egalité fils. — Des députés de Lille ont annoncé que Miazenski a été arrêté en entrant dans cette ville avec 4000 hommes, sous prétexte d'y établir une garnison; mais, en effet, pour la livrer à Dumourier; que le général Duval s'est emparé de ces 4000 soldats et les a conduits sous les bastions, certain que ces hommes, une fois revenus de leur erreur sur le compte de Dumourier, serviront utilement leur pays.

Genissieux a témoigné sa surprise que le comité de défense générale n'eût pris aucune mesure à l'égard de Valence et d'Egalité fils, qui ont été les témoins de la conversation que Dumourier eût à Tournay avec les trois commissaires du conseil exécutif, s'ils eussent été de vrais républicains, disoit-il, en entendant les infâmes propos de Dumourier ils l'auraient arrêté, ou bien ils lui auraient enfoncé le poignard dans le sein. Genissieux a demandé que les généraux Valence et Egalité fussent mis en état d'arrestation; ils obéiront à votre décret s'ils ne se croient pas coupables, s'ils ne se rendent pas, déclarez qu'ils sont hors de la loi; ils ont trempé dans le complot. La proposition de Genissieux est adoptée. — Buzot a demandé que la lettre d'Egalité fils à son pere, qui a été interceptée, fût lue. — Le comité de sûreté

Digitized by Google

générale en a donné communication. Egalité dit à son père qu'il voit que la liberté est perdue, que la Convention est la cause des malheurs qui accablent la France, que des armées innombrables menacent la République, qui n'a à leur opposer que des volontaires sans discipline, et qui s'abandonnent à toute espece de désordre.

Fabre d'Eglantines a instruit la Convention que le comité de défense générale avait pris des mesures pour que Dumourier n'échappât pas à la punition due à sa trahison. De bons citoyens sont partis depuis 30 heures pour exécuter le projet. Le comité a cru devoir cacher ces mesures à la Convention afin de ne pas les rendre inutiles en leur donnant de la publicité. — Sur la proposition de Barrere, parlant au nom du même comité, la Convention a décrété l'envoi des commissaires dans les départemens du Nord, la formation d'un noyau d'armée à Péronne, et d'une autre aux environs de Paris pour couvrir cette ville, et enfin un costume pour les membres de la Convention qui iront en commission, qu'on ne nommera plus commissaires, mais *représentans du peuple*. Ce costume sera une écharpe tricolore, une épée, et trois plumets aux trois couleurs nationales.

On a lu une lettre de Custines, dans laquelle il donne les détails d'une attaque que lui ont faite les Prussiens. L'action n'a pas été générale, mais elle a été vive; les troupes de la République se sont battues avec leur courage ordinaire, et si Custines a été obligé de se replier sur Landau, c'est parce que Beurnonville lui avait fait abandonner les revers des Vosges, ce qui même a manqué de le faire couper. Custines laisse une garnison de 22 mille hommes à Mayence et des vivres pour un an, Cassel a aussi une forte garnison. En terminant la lettre, il a annoncé qu'il donnait sa démission. Cette nouvelle a affligé l'Assemblée, qui n'a pas voulu accepter la démission de Custines, et par-là, lui a donné une preuve de son estime et de sa confiance.

Barrere avait demandé que la Convention nommât un ministre de la guerre. L'Assemblée passe à l'appel nominal pour cette nomination. Les suffrages se sont réunis en faveur de Bouchotte, commandant à Cambrai. — La séance a été suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 heures.

Un aide-de-camp du général Dampierre, envoyé par lui pour faire part à la Convention de la situation de la ville du Quesnoi, a remercié la Convention d'avoir promu son général au grade de commandant de l'armée du Nord. Il l'a assurée que Dampierre était un zélé défenseur de la liberté, un guerrier brave et digne de la confiance de ses concitoyens; qui ne savait pas raisonner sur les constitutions, mais qui se battait bien. Dumourier a prouvé qu'il avait des talens militaires;

Digitized by Google

mais il était encore plus intrigant et plus ambitieux. Si Dampierre est obligé de se mesurer avec le traître, il peut se reposer sur la bravoure des soldats Français, restés fideles à leur patrie, pour le vaincre par la force des armes ; mais il doit s'occuper sur-tout à déjouer ses intrigues.

Thuriot a dénoncé que des malveillans menaçaient de se porter au Temple pour en enlever les prisonniers. Il a demandé, et la Convention a décrété que la garde du Temple serait doublée à l'instant. Les prisonniers du Temple ne peuvent pas être enlevés, à moins qu'il n'y eût un mouvement très-considérable ; mais il suffisait d'un petit attroupement pour les faire massacrer, et c'est-là ce que tenteront de faire ceux qui veulent irriter davantage les puissances étrangeres, et faire égorger les représentans du peuple, que le traître Dumourier a envoyé en ôtage à nos ennemis.

La Convention a renouvelé le bureau. Delmas a été élu président ; Cambon, Romme et Mellinet ont été nommés secrétaires.

L'Assemblée a suspendu sa séance à minuit, après avoir reçu des députations de plusieurs sections de Paris, qui sont venues lui présenter diverses mesures de salut public.

Du vendredi, 10 *heures du matin.*

PRÉSIDENCE DE DELMAS.

A l'ouverture de la séance, on a lu une lettre de la municipalité de Boulogne-sur-Mer, qui se plaint de l'injure qu'on lui a faite en annullant les passe-ports délivrés par elle. — Bréard voulait que le comité de surveillance examinât les passe-ports délivrés par cette municipalité, afin de découvrir ceux qui paraîtront suspects. — Un autre membre a demandé que les municipalités fussent chargées de cet examen, sauf à rendre compte au comité de sûreté générale des arrestations qu'elles auront ordonnées de gens munis de passe-ports suspects. — L'Assemblée a adopté cet avis.

On a lu plusieurs lettres tant officielles que particulieres des départemens de Lille et Vilaine, des deux Sevres et de la Loire inférieure. Elles annoncent toutes d'heureuses nouvelles. Par-tout les révoltés sont repoussés ; dans les combats qui se livrent les patriotes ont toujours l'avantage quoique inférieur en nombre. Un grand nombre de communes ont abjuré leur erreur, et demande l'oubli de leur égarement. Il est à croire que l'exemple de ces communes sera bientôt suivi par toutes celles qui ont partagé leur erreur.

Tandis que Dumourier fait des proclamations, envoie des circulaires pour égarer les administrations et les entraîner dans sa trahison, les autorités patriotes éclairent leurs concitoyens, et en leur montrant le piege où veut les jetter Dumourier, les retiennent sous l'obéissance de la loi. L'Assemblée a applaudi à

Digitized by Google

une proclamation que les administrateurs du département du Pas-de-Calais ont faite aux citoyens de ce département. Cette adresse conçue en termes énergiques où l'on voit un amour ardent pour la liberté, est bien propre à prémunir les citoyens contre les séductions de Dumourier.

Les membres du comité de surveillance de Lille ont fait part de quelques moyens employés par Dumourier pour propager l'esprit de trahison dont il est animé.

Dumourier a passé son armée en revue, il a haranguë ses soldats, il est parvenu à entraîner un grand nombre dans son parti, et notamment dans la cavalerie; ce sont les hussards de Berchigni qui ont arrêté les commissaires. Il a fait arrêter et conduire à Tournay les officiers qui s'expliquaient trop librement sur son compte. — A cette lettre étaient jointes plusieurs pieces. Entr'autres une circulaire de Dumourier à tous les commandans de place, par laquelle il leur demande l'état de leurs garnisons. — Une adresse du bataillon de Saone et Loire à Dumourier dans laquelle ils l'invitent à rendre la paix à la France en écrasant l'anarchie. — Une lettre de Philippe Egalité à Paul Thiebaut à Lille, datée de St. Amand le 3 avril; elle est ainsi conçue: « Arrivez bien vîte, mon cher Paul, nous avons besoin de vous pour une affaire importante et pressée. Ces dames vous disent mille choses et vous prient de ne pas perdre de tems. » — Un billet signé Egalité, portant: « il est ordonné à tous les maîtres de poste de la route de Lille de fournir sur-le-champ les chevaux nécessaires au porteur du présent chargé de dépêches importantes. »

On a lu une lettre d'un prétendu aide-de-camp de Dumourier, qui se plaint d'être détenu injustement à l'abbaye. Il expose qu'il s'est rendu au comité de sûreté générale, où il a dit tout ce qu'il savait de la trahison de Dumourier; pour prix de son zele patriotique, dit-il, le comité m'a fait conduire à l'abbaye. Je demande d'être entendu à la barre pour prouver mon civisme. — Pénieres a fait observer que c'était avec raison que le comité l'avait fait arrêter; qu'on avait trouvé sur lui un bonnet vert avec une médaille représentant d'un côté une sainte-Vierge, et de l'autre un soleil levant avec une corne d'abondance. — De toutes parts on a demandé le décret d'accusation contre ce particulier; il a été porté. — Charlier prend de-là occasion de demander le rapport du décret en vertu duquel le tribunal ne peut commencer les poursuites contre un accusé qu'après que la Convention a déclaré qu'il y avait lieu à accusation. — Lanjuinais a combattu cette proposition, qui a été ensuite appuyée par Danton, et que la Convention a adoptée avec un amendement de Fonfrede, portant une exception en faveur des ministres et des généraux.

Guadet a fixé l'attention de la Convention sur l'arrestation des commissaires faite par le perfide Dumourier. Il a fait observer que le prince de Cobourg violait le droit des gens, en

Digitized by Google

détenant les représentans du peuple Français. Il a craint que ce prince, qui venait de violer les lois qu'ont toujours reconnu même les peuples barbares, ne sacrifiât à sa vengeance les commissaires. Guadet a proposé de retenir en ôtage plusieurs parens du prince de Cobourg, faits prisonniers de guerre. Sa proposition a été adoptée ainsi qu'il suit :

La Convention nationale considérant que tous les principes du droit des gens sont violés par la détention dans l'armée du prince de Cobourg, des quatre commissaires envoyés à l'armée du Nord, et du ministre de la guerre :

Considérant que ses commissaires, ainsi que le ministre Beurnonville, n'ont pu, sous aucun rapport, être regardés comme prisonniers de guerre, et que si les généraux de l'armée autrichienne eussent respecté les principes qui lient encore les nations, alors même qu'elles se font la guerre, ils auraient rendu à ces citoyens fonctionnaires publics la liberté dont un général rébelle les avait lâchement et traitreusement privés :

Considérant que le prince de Cobourg ne peut avoir aucun prétexte pour excuser une conduite aussi révoltante, puisque tous les prisonniers faits sur les armées ennemies, ont été traités avec tous les égards que l'humanité commande ; et que, d'ailleurs, ce ne serait jamais sur des citoyens représentans du peuple ou fonctionnaires publics, et livrés par la trahison la plus infâme, que devrait tomber la représaille ;

Considérant enfin, que la justice et l'humanité même exigent que la Convention nationale use de tous les moyens qui sont en son pouvoir pour prévenir les derniers excès auxquels pourraient se livrer ceux qui ont maintenant les commissaires en leur puissance, décrete ce qui suit :

Art. Ier. François-Xavier, comte Avesperg, et Auguste, comte de Linange, tous les deux de la famille du prince Cobourg, et ayant voix et séance à la diete de Ratisbonne, actuellement prisonniers dans la ville de Rheims ; les deux Labarre, freres, neveux du général Clairfayt, actuellement détenus à Valenciennes ; Charles Woldemar, comte-régnant de Linange-Westerbourg, Ferdinand-Charles, son fils, comte héréditaire ; et Frédéric, comte de Linange, ayant tous les trois voix et séance à la diete de Ratisbonne, et actuellement détenus à Landau, seront transférés à Paris, pour y servir d'ôtages à la nation Française, jusqu'à ce que la liberté ait été rendue aux quatre commissaires de la Convention nationale et au ministre Beurnonville.

II. Seront transférés dans la même ville, et pour y servir également d'ôtages, tous ceux qui, ayant voix et séance à la diete de Ratisbonne, pourraient se trouver également en France ; seront néanmoins exceptés tous ceux qui sont maintenant en activité de service dans les armées de la République.

III. Il en sera usé à l'égard de ces ôtages, de la même

Digitized by Google

manière qu'il en sera usé à l'égard des commissaires de la Convention nationale et du ministre Beurnonville.

IV. Le conseil exécutif est chargé de faire mettre sur-le-champ le présent décret à exécution, en ce qui concerne la translation des ôtages et leur emprisonnement. Il est également chargé de veiller à ce que tous les prisonniers de guerre continuent à jouir du traitement que les lois et les capitulations leur assurent.

Isnard ramene l'attention de l'Assemblée sur la formation d'un nouveau comité de salut public. — Barrere en fait sentir la nécessité, et détermine la nature des pouvoirs dont il peut être revêtu sans craindre qu'il puisse tendre à aucune puissance dictatoriale. — La Convention charge Isnard, Barrere, Thuriot, Mathieu et Danton, de lui présenter un projet de décret à cet égard.

Sur le rapport d'Aubry, la Convention décrete la formation d'un camp de 40 mille hommes près Paris. — On lit une lettre du conseil exécutif provisoire ainsi conçue :

Des feuilles publiques dénoncent aujourd'hui comme traître le général Custines, que la Convention nationale, a déclaré hier digne de toute sa confiance, et dont le conseil exécutif provisoire a étendu le commandement bien loin d'accepter la démission qu'il présentait.

Le conseil exécutif provisoire, responsable du choix des généraux, convaincu que, dans les circonstances périlleuses où se trouve la République, la confiance du peuple est nécessaire aux citoyens chargés de sa défense, et que les soupçons vagues qui s'élevent contre eux doivent être dissipés, croit devoir proposer à la Convention nationale d'examiner la conduite du général Custines; et si elle lui paraît, ainsi qu'au conseil irréprochable, de le déclarer positivement à la Nation.

Signé, CLAVIERE.

Fonfrede convertit en motion la proposition des ministres. — Haussmann s'étonne qu'un membre de la Convention qui pouvait dénoncer Custines à la tribune, ait préféré de le faire dans une feuille publique. — Marat prend la parole. Il se plaint de la fatale sécurité de la faction des hommes d'état. L'évenement a prouvé qu'il était le seul homme prévoyant dans la République. Il invite Ruamps à communiquer une lettre qu'il a portée au comité, dans laquelle Custines disait à la ci-devant duchesse de Liancourt, qu'elle ne lui ferait pas l'injustice de croire au ridicule qu'a voulu lui donner Curtius, en le faisant passer pour patriote. — Ruamps donne une explication qui ne se trouve pas conforme au dire de Marat. — Haussmann certifie que ni ses collegues ni lui n'ont jamais trouvé Custines en défaut. Enfin sur toutes ces inculpations l'Assemblée passe à l'ordre du jour.

Barrere et Lasource font lecture d'un projet d'adresse à

Digitized by Google

Firmée. Celui de Lasource obtient la préférence. (Voyez art. *Paris.*)

Séance suspendue à 5 heures.

Séance du vendredi, 8 heures du soir.

L'Assemblée avait décrété la levée d'une armée de 40,000 hommes, pour couvrir Paris; Lacroix a demandé qu'aucun ci-devant privilégié ne pût être admis dans cette armée. Il a donné pour raison que c'était les nobles qui nous avaient toujours trahis. — Danton, en applaudissant au décret qui venait d'être rendu, a proposé : 1°. qu'il soit créé une garde du peuple, qui sera salariée par la nation. Nous serons bien défendus, quand nous le serons par les sans-culottes. 2°. Que dans toute la France, le prix du pain soit dans une juste proportion avec le salaire du pauvre, et que l'excédent soit payé par le riche. — Ces deux propositions sont adoptées et la rédaction renvoyée au comité.

Des lettres des commissaires de la Convention dans les frontières du Nord ont envoyé quelques détails sur la position du traître Dumourier. Beaucoup de bataillons l'abandonnent, et vont se ranger sous l'obéissance de la loi. Dumourier a manqué d'être pris par le 3e. bataillon de l'Yonne; il s'est sauvé à la nage. — Dans une autre lettre, les commissaires annoncent qu'ils apprennent que Dumourier marche avec son armée sur Valenciennes. Ils assurent que la garnison et les habitans de cette ville mourront plutôt que de la livrer au traître. Enfin, dans une 3e. lettre, datée de Valenciennes le 4 avril à 8 heures du soir, ils font part qu'un détachement de l'armée du traître Dumourier s'est emparé d'un caisson de 500,000 liv. qui leur était destiné. Ils demandent de prompts secours en argent; et dans un *post-scriptum*, ils ajoutent qu'on vient de leur apprendre que Dumourier a émigré. — A ces dépêches était jointe la copie d'une lettre que les commissaires avaient écrite aux généraux Valence et Egalité, pour leur rappeller leurs devoirs et leur enjoindre de publier la proclamation dans laquelle ils suspendaient le général Dumourier, et défendaient de lui obéir.

Un jeune aide-de-camp du général Dampierre, vient instruire l'Assemblée des mesures prises par ce général, lorsqu'il a appris la trahison de Dumourier. Il fit assembler la garnison du Quesnoi, et leur dit : « Soldats de la République Française, vous venez d'entendre les ordres de la Convention : c'est de cette Assemblée que sortent tous les pouvoirs légitimes; c'est à elle à qui tout citoyen doit obéir. Eh bien! cette obéissance que Dumourier avait juré de maintenir; il est le premier à y manquer; et c'est dans un tems où l'ennemi est à nos portes; c'est lorsqu'il traite avec nos ennemis, qu'il fait arrêter quatre représentans du peuple, et le ministre de la guerre, que nous partagerions ce crime affreux, n'aurions-nous vaincus à Jemmappe que pour être sous le

Digitized by Google

joug d'un nouveau tyran ? Non, la liberté restera, et les tyrans passeront. Je jure de ne jamais vous abandonner ; je jure de ne jamais trahir la liberté ». — A peine le général eût-il prononcé ces derniers mots, que tous les soldats répétèrent le même serment avec la plus vive allégresse.

Une députation de la section du Souverain dite des Quatre-Nations vient présenter le tableau de notre situation. Dans la foule des mesures qu'elle a proposées, on a remarqué celle-ci : décrétez qu'aucun ci-devant privilégié ne sera admis dans les armées ; destituez tout général ci-devant noble ; décrétez 600 liv. de revenu pour chaque défenseur de la patrie, à prendre sur les biens des émigrés et des conspirateurs... Décrétez la formation d'une armée révolutionnaire ; décrétez la légion de tyrannicides ; décrétez un million pour tout citoyen français ou étranger qui apportera la tête d'un tyran ; décrétez que les membres de l'Assemblée constituante qui ont voté l'inviolabilité du tyran, ceux de l'Assemblée législative qui ont voté pour l'impunité de la Fayette, seront mis en état d'arrestation..... L'orateur est interrompu. Lacroix observe que le pétitionnaire ayant été nommé procureur-syndic du département de Marne, prit la fuite sitôt qu'il apprit la prise de Verdun. — Coupé ajoute qu'il a signé un mandat d'arrêt contre ce citoyen pour avoir vendu 2400 livres un certificat de résidence au ci-devant duc du Châtelet. — On réclame de toutes parts l'ordre du jour ; d'autres que le pétitionnaire soit mis en état d'arrestation ; l'ordre du jour est adopté. — La section des Lombards tient un autre langage ; elle invite la Convention à abolir toute espece de distinction *de côté gauche, de côté droit et de montagne.*

La séance est suspendue à minuit.

Séance du samedi 6 avril.

Les départemens de la Haute-Saône et du Doubs ont demandé des secours pour achat de subsistances ; 300,000 liv. leur ont été accordées.

Avec quelle tranquillité n'attendrions-nous pas le succès de nos armes ? Quelle confiance ne nous inspirerait pas l'ardeur et le zele des citoyens qui s'enrôlent tous les jours pour la défense de la patrie, s'ils avaient des chefs dignes de leur confiance. Chaque jour la Convention apprend que par-tout le recrutement se fait avec la plus grande activité. Aujourd'hui encore elle a su que dans le petit bourg de Menou, dont le contingent était de 14 hommes, les officiers municipaux ayant planté 14 piques au milieu des jeunes gens rassemblés, le commandant de la garde nationale leur a dit : Ceux qui s'empareront les premiers des 14 piques seront ceux qui auront l'honneur de marcher à l'ennemi. A l'instant les 14 piques ont été enlevées par les plus lestes, au grand regret des autres.

La société du nouveau Lycée a invité la Convention à en-

Digitized by Google

voyer demain une députation à sa séance d'ouverture ; la Convention a décrété que quatre commissaires s'y rendraient. 400 mille liv. ont été mises à la disposition du ministre de l'intérieur pour subvenir aux frais de fabrication des assignats. Le corps électoral du département de Paris demande d'être admis à la barre. — Nous ne connaissons point, a dit Genissieux, de corps électoral. Les corps électoraux, qui ont terminé leurs fonctions, et qui ne sont plus en activité, doivent être dissous ; telle est la loi. Il demande l'ordre du jour qui est adopté. — Isnard, Thuriot et Barrère avaient été chargés de présenter à la Convention un moyen de surveiller et d'accélérer l'action du gouvernement. Ces trois membres ont rempli leur tâche, et Isnard a lu un projet de décret conçu en ces termes :

Art. Ier. Il sera formé, par appel nominal, un comité de salut public, composé de neuf membres.

II. Ce comité prendra des délibérations secrettes ; il sera chargé de surveiller et d'accélérer l'action du conseil exécutif.

III. Ce comité est autorisé à prendre des mesures de salut public, ses arrêtés devant être signés de la majorité de ses membres.

IV. Tous les agens particuliers de ce comité seront payés par le trésor public, sur des mandats signés de la majorité de ses membres. Les dépenses ne pourront toutefois excéder 100 mille livres. Le comité pourra se diviser en sections, pour accélérer et faciliter les opérations.

V. Le comité fera chaque semaine un rapport général de ses opérations, et fera connaître l'état de la République.

VI. Il sera tenu un registre de ses délibérations.

VII. Ce comité ne sera établi que pour un mois.

Buzot s'effrayait du grand pouvoir attribué à ce comité, celui de faire des lois ; car, a-t-il dit, des mesures provisoires sont toujours des lois définitives en matière de salut public. Il aurait donc fallu qu'on retranchât l'article III. — Enfin, après une discussion que le danger pressant de la République n'a pas permis de prolonger, ce projet de décret a été adopté avec l'amendement suivant :

« Le comité de salut public pourra suspendre l'effet des arrêtés du conseil exécutif, sauf à en rendre compte, sans délai, à la Convention nationale ».

L'aide-de-camp du général Duval est venu annoncer à la Convention que le citoyen Devaux, premier aide-de-camp de Dumourier a été arrêté à Lille ; que les 4000 hommes venus à Lille sous la conduite de Miazinski qui les commandait, ont prêté le serment de mourir pour la République. Non, les soldats de la liberté ne peuvent pas rester sous les drapeaux d'un traître.

On a fait lecture d'une lettre des commissaires dans les départemens de Haute-Loire et du Cantal, datée du Puy le 1er.

Digitized by Google

avril. Ils annoncent que des rebelles s'étant rassemblés dans plusieurs paroisses, ils ont été intimidés par les mesures extraordinaires qui ont été prises pour leur donner la chasse. Ils ont été par-tout secondés par la gendarmerie, la garde nationale et les corps administratifs. Ils ont pris un arrêté pour découvrir et arrêter une centaine de prêtres réfractaires qui se tiennent cachés dans les environs. — Une lettre du général Ferrand, écrite de Valenciennes, le 4 avril, annonce que cette place ne pouvant plus contenir toutes les troupes qui, successivement, se rendent à leur devoir, il croit nécessaire d'établir un camp qui puisse couvrir Valenciennes, le Quesnoi, Bavay, et s'étendre jusqu'à Maubeuge.

Séance suspendue à 5 heures.

Reprise de la séance, à 8 heures du soir.

Une lettre du général Berruyer a annoncé que les rebelles étaient entierement chassés des bords de la Loire. De l'union, du courage et des forces, et nous vaincrons aussi nos ennemis extérieurs.

On a lu trois dépêches des commissaires Bellegarde, Lequinio, Cochon. (Voyez *art. armée du Nord.*)

Un membre a pensé que vu les liaisons que Louis-Joseph-Philippe Égalité et Sillery avaient avec les auteurs de la conspiration, on pouvait soupçonner qu'ils étaient complices. — Marat s'est opposé à cette mesure en donnant pour raison que ce serait entamer la représentation nationale; mais sous ce prétexte faudrait-il laisser dans la Convention un homme qui voudrait asservir sa patrie? — Un autre membre a fait part d'une lettre dans laquelle on lui disait que Louis Joseph-Philipe Égalité avait parcouru la Bretagne sous un nom emprunté, qu'il donnait des louanges à ce ci-devant prince, et demandait si on ne serait pas bien aise de l'avoir pour roi.

Plusieurs membres ont fait observer qu'il importait de savoir si le contenu de cette lettre était vrai, ils ont demandé en conséquence que le signataire fut mandé à la barre. La Convention jalouse de connaître la vérité et de punir les calomniateurs, a adopté la proposition. — Cent fois on a dénoncé l'existence d'un parti d'Orléans, et toujours inutilement, une partie des membres de la Convention a constamment repoussé les dénonciations de ce genre; il n'en a pas été de même aujourd'hui. La Convention entiere a été frappée des rapprochemens et des conjectures qu'a fait Boyer-Fonfrede et des faits qu'il a rapportés.

Après quelques débats, la Convention décrete, 1°. que tous les individus de la famille Bourbon seront mis en état d'arrestation pour servir d'ôtage; 2°. que le comité de salut public indiquera l'endroit où ils seront gardés; 3°. que les prisonniers du Temple y resteront comme par le passé;

Digitized by Google

4°. que les fils d'Égalité seront traduits dans les maisons d'arrêt et livrés au tribunal révolutionnaire ; 5°. que les citoyens Bonne-Carrère, Couy-d'Arcis et Laclos seront mis en état d'arrestation.

Les membres du comité du salut public sont : Barrere, Delmas, Bréard, Cambon, Jean-de-Brie, Danton, Guitton-Morveaux, Treilhard, Lacroix.

La Convention a suspendu sa séance à une heure après minuit.

Séance du dimanche, 7 avril ; 10 heures du matin.

Le ministre de la Justice instruit la Convention que le feu a pris à celui de ses bureaux qui renfermoit les procédures criminelles, mais les flammes n'ont atteint aucune de celles relatives aux accusés qui doivent être jugés par le tribunal extraordinaire. Le ministre ajoute qu'il ne croit pas qu'il ait été mis à dessein. Il fait garder à vue le chef du bureau jusqu'à ce qu'il ait pris tous les renseignemens.

L'ex-ministre de l'intérieur Roland a écrit à la Convention pour la prier d'ordonner la levée des scellés apposés sur ses papiers, et d'être autorisé à appeller deux commissaires de sa section pour assister à la vérification de ses papiers. — La Convention a nommé pour commissaires Laplagne et Thuriot.

Les nouvelles arrivées de nos colonies d'Amérique sont, on ne peut plus, satisfaisantes. Les contre-révolutionnaires de la Martinique sont dispersés. La paix regne dans Sainte-Lucie, la Guadeloupe et Tabago ; ces isles ont reconnu la République. — Dans un moment où nous avons la guerre avec l'Angleterre, il importe que ces isles ne soient point agitées par des troubles intestins. Il importe d'y envoyer des forces et de les mettre dans un état imposant de défense ; car il est de l'intérêt de la République de les conserver, quoique quelques personnes l'aient révoqué en doute.

Un secrétaire a donné lecture d'une longue dénonciation de la commune de Marseille contre les membres du conseil exécutif. — Cette dénonciation a été renvoyée au comité de sûreté générale.

Un secrétaire a donné lecture d'une lettre du général Custines, datée de Landau le 3 avril ; il annonce qu'il vient de mettre en état de réquisition permanente toutes les gardes nationales des départemens du Rhin, et qu'il a donné des ordres pour l'évacuation des magasins qui s'y trouvent. Il est menacé par 80 mille hommes qui le suivent de près, outre 30 mille qui font le blocus de Mayence. L'ennemi a une cavalerie nombreuse ; sans compter des cuirassiers, il a 50 escadrons de hussards, et 20 de dragons. Custines ne peut opposer à cela que 10 ou 12 escadrons de chasseurs et quelques dragons. Il renouvelle ses plaintes contre Beurnonville, qu'il accuse d'avoir ordonné l'évacuation des revers des Vosges pour

Digitized by Google

pour faire couper son armée, et donner à l'ennemi la faculté de faire une invasion dans les départemens du Rhin. Il prévient la Convention, que, malgré le peu de tems qu'il a à rester à la tête de l'armée, il ne correspondra plus avec Beurnonville. Custines présente ensuite quelques observations sur le nouveau mode d'élection des officiers; il assure qu'il entraînera nécessairement la désorganisation de l'armée. Il finit en pressant de nouveau la Convention de lui envoyer un successeur.

Un membre a fait la proposition de supprimer à l'instant le mode d'élection. — Albite s'y est fortement opposé. Il était facile de prendre un parti; car tous les généraux, sans exception, et tous les commissaires de la Convention, envoyés dans les armées, sont tous convenus que ce mode d'élection était inadmissible; cependant la Convention a renvoyé la motion à l'examen du comité de salut public.

Le ministre de la justice a écrit à la Convention, qu'en exécution du décret rendu hier, concernant les Bourbons, Louis-Joseph-Philippe Egalité, député à la Convention, avait été arrêté; mais que celui-ci avait réclamé, en disant que sa qualité de représentant du peuple le mettait à couvert du décret d'arrestation. — Le ministre demandait une interprétation du décret. — La Convention est passée à l'ordre du jour, motivé sur ce que Louis-Joseph-Philippe Egalité était compris dans le décret. — L'inviolabilité n'est pas à l'ordre aux représentans du peuple pour commettre des crimes, et sur-tout pour conspirer contre leur patrie.

Bréard a obtenu la parole pour une motion d'ordre. Il a demandé que les adjoints des ministres de la guerre et de la marine fussent gardés à vue. Cette mesure a paru, avec raison, nécessaire à Bréard pour la tranquillité publique. L'Assemblée l'a adoptée. Sur la proposition d'Albite, la Convention a décrété aussi que Dumas, ex-député à l'Assemblée législative, chargé de la surveillance d'un dépôt précieux dans le département de la guerre, serait gardé à vue.

Reprise de la séance à 8 heures du soir.

Les nouvelles que l'on reçoit des départemens où les aristocrates avaient levé l'étendard de la révolte, continuent d'être rassurantes. (Voyez *Paris, lettre du conseil exécutif, du 8 avril.*)

Après la lecture de cette lettre, la Convention a reçu des députations de plusieurs sections de Paris, entr'autres une de la section de Bon-Conseil, qui a jetté le trouble dans l'Assemblée. Elle a demandé la punition des complices de Dumourier, rien de plus juste; mais elle ne s'en est pas tenue là; elle a désigné comme complice du traître Dumourier, Guadet, Brissot, Gensonné, Vergniaux, Buzot, Barbaroux,

Digitized by Google

Louvet, ect. La partie de l'Assemblée où siégent ces membres, a été dans une vive agitation, elle demandait à grands cris que les pétitionnaires fussent chassés de la barre.

Mallarmé a demandé qu'on entendit les pétitionnaires jusqu'au bout, mais qu'ils fussent tenus de signer leur dénonciation individuellement, et qu'elle fût renvoyée à un comité pour en faire le rapport demain. La motion de Mallarmé a été adoptée à l'unanimité. Les pétitionnaires ont continué leur dénonciation, et l'ont signée. Le président leur accordait les honneurs de la séance, les membres de la partie droite s'y sont opposés. Le tumulte a recommencé. Salles a paru à la tribune, le trouble a augmenté; il allait toujours croissant: le président s'est couvert, et l'ordre s'est rétabli. Garan-Coulon, qui occupait le fauteuil comme le plus ancien des secrétaires, a voulu rappeller les tribunes à l'ordre; elles ont répondu par des huées. L'Assemblée presqu'entiere, a témoigné son indignation contre une pareille indécence; enfin, le calme s'est rétabli. — Duperrès a obtenu la parole; il a fait sentir combien on servait les ennemis de la République, en semant des divisions dans la Convention, en jettant toujours quelque nouvelle pomme de discorde dans son sein. Je crois, a-t-il dit, les opinions de Brissot, Guadet, etc., bonnes, je crois qu'ils sont de bons patriotes; mais je puis être dans l'erreur, et si j'y suis, il faut que la Convention m'en tire; mais qu'elle le fasse d'une maniere digne d'elle, que la tête de Brissot, Guadet, etc., tombe s'ils sont coupables. Nous sommes à la tête de la République, nous devons tous être les plus purs des citoyens, que le tribunal révolutionnaire épure chacun de nous; mais qu'il frappe aussi du glaive de la loi ceux qui par leurs calomnies auront tentés de perdre l'état. Je demande que tous ceux qui auront des faits contre quelques membres de la Convention soient invités de les porter, sous huit jours, au comité de salut public qui vous fera son rapport, et que les accusés soient poursuivis par le tribunal révolutionnaire. — Cette proposition a été unanimement adoptée.

La séance a été suspendue à 11 heures.

On fait lecture d'une lettre du général de division de Dubouquet qui annonce l'entrée des troupes de la République sur le territoire espagnol. (Voyez *armée des Pyrénées.*)

Sur le rapport de Delaunay le jeune, le décret suivant sur le jugement des révoltés est rendu :

Art. I. Les tribunaux criminels seront tenus, sur la requisition des administrations de département, de se transporter dans les chefs-lieux de district, pour y juger, conformément à la loi du 19 mars, les prévenus d'avoir pris part aux révoltes ou émeutes contre-révolutionnaires.

II. Les jugemens seront exécutés dans les 24 heures, et sans recours au tribunal de cassation, conformément à l'article IV de la même loi du 19 mars.

Digitized by Google

III. Les directoires de département feront faire, par l'intermédiaire des directoires de district, toutes les dispositions nécessaires à la tenue des séances des tribunaux criminels. Ils ordonneront les états des frais de voyage et transport sur le visa des présidens des tribunaux criminels.

La santé de Jean-de-Brie ne lui permettant pas d'être du comité de salut public, Robert-Lindet a été nommé à sa place.

Séance suspendue à 5 heures.

Reprise de la séance, à 7 heures du soir.

Les commissaires de la Convention à Douai mandent que Devaux, adjudant-général de Dumourier, a été amené à Lille, à 1 heures du matin 5 avril. Interrogé sur le motif de son voyage, il a représenté un ordre de Dumourier ainsi conçu. — Il est ordonné à toutes les troupes conduites par le général Miasienski, et qui sont sous les murs de Lille, de se rendre au camp, sous les ordres de l'adjudant-général Devaux. » — Devaux a été mis en état d'arrestation, et sur la motion de Merlin de Douai, il sera traduit à Paris, et livré au tribunal révolutionnaire. — Carnot et le Sage-Senault font passer une malle de Dumourier, remplie de papiers importans dont ils ont fait l'inventaire. — Les gendarmes qui se sont permis d'arrêter les commissaires nationaux; d'après l'ordre de Dumourier, seront traduits devant le tribunal révolutionnaire.

Le département de la Meuse dénonce le général Chazot pour avoir dégarni les frontières du Nord-d'Est. Le comité de salut public examinera la conduite de ce général. — L'accusateur public du tribunal extraordinaire réclame la franchise de ses ports de lettres. Accordé. — Pepin présente à la Convention au nom de la section du fauxbourg Montmartre, un capitaine tyrolien qui avait donné des renseignemens utiles à Steingel et Miranda, dont ils n'ont tenu aucun compte. Marat demande que ce déserteur soit retenu et confronté avec Miranda et Steingel.

Le pétitionnaire demande que le capitaine Tyrolien jouisse de la pension accordée aux déserteurs étrangers. Il propose de plus, au nom de la même section; 1°. que les murs de Paris et les anciens corps-de-garde soient rétablis; 2°. qu'il y soit établi une garde extraordinaire tant que durera le danger de la patrie; 3°. qu'il soit exercé une surveillance très-active sur la riviere; 4°. enfin qu'on arrête aux barrieres tous ceux qui ne sont pas munis de passeports, ou d'une carte de sûreté, excepté ceux chargés des approvisionnemens de la ville de Paris. — Renvoyé au comité de la guerre. — Séance suspendue à minuit.

Séance du lundi 8 avril, à 9 heures du matin.

On fait lecture de deux lettres, l'une des commissaires de

Digitized by Google

la Convention à Douay, du 6 avril, et l'autre des commissaires dans le département de la Loire inferieure. (Voyez ci-après, *Paris et armée du Nord*,) Guitton-Morveau propose, au nom du comité, de transférer la famille des Bourbons à Vincennes. — Genissieux et Boyer-Fonfrede s'y opposent. On propose Marseille, Montpellier et Bordeaux. Après quelques débats, l'Assemblée se détermine pour Marseille, et rend le décret suivant : « La Convention décrete que les individus de la famille Bourbon, hors ceux détenus au Temple, seront transférés à Marseille, où ils seront mis en état d'arrestation sous la garde des citoyens et la responsabilité des corps administratifs. » — Plusieurs membres proposent qu'afin que les Bourbons ne passent pas dans le camp de Biron, celui-ci soit destitué. L'Assemblée passe à l'ordre du jour.

Bréard, au nom du comité de salut public, rend compte de plusieurs faits imputés au général Chazot ; l'Assemblée le mande à sa barre pour lui demander compte de sa conduite. Le même rapporteur fait adopter le décret suivant :

Art. Ier. Tous les commissaires de la Convention nationale près les armées dans les départemens frontieres maritimes et de l'intérieur, entretiendront avec le comité de salut public une correspondance journaliére, indépendamment de leur correspondance avec la Convention nationale.

II. Ces commissaires feront sans délai dresser l'état effectif des armées et forces navales de la République, des magasins de vivres et fourrages, armes, habillemens, équipemens, effets de campements, munitions, artillerie et hôpitaux militaires. A cet effet, ils requerront les agens civils et militaires de travailler de concert avec eux, ou avec des commissaires par eux nommés, à la confection de ces états, et ils les feront parvenir sans délai au comité de salut public.

III. Les commissaires envoyés par la Convention pour accélérer le recrûtement dans les départemens de l'intérieur, ou, en leur absence, les directoires de département, prendront toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de la situation des subsistances, et des ressources que peut fournir chacun des départemens ; ils en adresseront successivement et de suite les tableaux à la Convention nationale.

On nomme pour commissaires à l'armée de Custines, Maribon, Montaut, Hauffmann et Soubrani.

Sur le rapport du comité militaire, la Convention rend le décret suivant :

Art. Ier. Le conseil exécutif prendra toutes les mesures nécessaires pour que les soldats de l'armée de la Belgique, que des manœuvres criminelles et des trahisons évidentes ont déterminés à s'éloigner de leurs drapeaux, les rejoignent sans délai ; le conseil exécutif est autorisé à faire mettre en liberté ceux desdits soldats qui, en exécution de la loi, sont en état d'arrestation.

Digitized by Google

II. Il en sera usé de même à l'égard des recrues qui seront aussi en état d'arrestation.

III. Les soldats porteurs de congés seront mis en liberté pour rejoindre les corps respectifs.

IV. Les malades seuls pourront jouir de l'effet de leurs congés.

V. Il sera donné à chaque soldat qui rejoindra un ordre de route pour son régiment, et l'étape lui sera fournie.

VI. Il est enjoint à chaque conseil d'administration, de bataillon ou de régiment, de vérifier les motifs qui auront déterminé les congés accordés par Dumourier, et dans le cas où ils l'auraient été, par une intelligence criminelle avec ce chef, les porteurs de ces congés seront dénoncés à l'accusateur public du tribunal extraordinaire.

Deux articles sur le partage des communaux ont été décrétés ainsi qu'il suit :

Art. Ier. Les biens communaux sont ceux sur la propriété ou le produit desquels tous les habitans d'une, ou plusieurs communes, ou d'une section de commune, ont un droit commun.

II. Une commune est une société de citoyens unis par les relations locales, soit qu'elle forme une municipalité particuliere, soit qu'elle fasse partie d'une autre municipalité, de maniere que si une municipalité est composée de plusieurs sections différentes, et que chacune d'elles ait des communaux séparés, les habitans seuls de la section qui jouissait d'un bien communal, auront droit aux partages.

Les autres articles ont été ajournés.

Cambon fait, au nom du comité des finances, un rapport sur la vente de l'argent. Le premier titre est ajourné, le second décrété en ces termes :

Art. Ier. A compter du jour de la publication du présent décret, le prix de tous les achats, marchés, ou conventions pour le service de la République, seront stipulés en sommes fixes d'assignats, sans qu'il puisse y être inséré aucune stipulation de paiement en especes, ni aucune autre clause y relative.

II. Le prix desdits marchés ou conventions qui auront été passés pour le compte de la République, antérieurement au présent décret, avec stipulation de paiement en espèces, ou autres choses y relatives, sera également payé en assignats, avec une indemnité proportionnée auxdites clauses et réserves.

III. L'indemnité sera réglée par le ministre dans les départemens duquel les marchés auront été passés, et par le fournisseur, et définitivement réglée par la Convention : elle sera ajoutée aux marchés comme clausse additionnelle, et sera soumise à toutes les formalités prescrites pour les marchés payés par les ministres.

IV. A compter du 15 avril présent mois, la partie de

Digitized by Google

solde, appointement, traitement qui, d'après les lois, était payée en numéraire, aux officiers, soldats et autres personnes de tout grade et de toute dénomination, qui sont employés dans les départemens de la guerre et de la marine, et qui seront en Europe dans le territoire Français ou occupés par les armées Françaises, sera payée en assignats, avec une plus-value de moitié en sus de la somme qui était payée en numéraire, laquelle sera payée dans la même forme que les appointemens, solde et traitement.

V. Les décomptes des corps et individus compris dans l'article précédent, seront arrêtés en numéraire et en assignats, jusqu'au 15 avril, conformément aux lois existantes.

VI. Les revenant-bon ou débet en numéraire, résultant de ces décomptes, seront soldés, savoir:

S'il est dû du numéraire au corps ou individu, le revenant-bon leur sera payé en assignats, avec une plus-value de moitié en sus.

Si, au contraire, le corps ou individu doit du numéraire, il le payera:

1°. Avec une somme égale en assignats.

2°. Avec une reconnaissance de la moitié de cette somme, à précompter sur la plus-value du décompte des trimestres suivans.

VII. Le payement de cette reconnaissance se fera par des retenues successives, qui ne pourront, dans aucun cas, réduire de plus d'un quart la plus-value fixée par l'article IV ci-dessus.

La séance est suspendue à 5 heures.

PARIS, 11 *avril*.

La conduite de Dumourier nous prouve qu'il est plus aisé de devenir général des armées d'une République, que d'acquérir des vertus républicaines. Ces vertus supposent une grandeur de caractere, une pureté d'intention, un désintéressement et un amour exclusif et ardent de la patrie qui se trouvent rarement dans le passage rapide d'un gouvernement corrompu, à un gouvernement libre et austere. C'est, il faut le dire, à ce défaut de mœurs et de principes républicains, que nous devons les obstacles sans nombre qui ont traversé et qui traverseront peut-être encore la marche d'une révolution que les lumieres avaient commencée. Il ne suffit pas de faire une constitution libre si l'on ne prépare en même-tems les hommes à la recevoir. C'est une des grandes fautes que puissent commettre des législateurs, que ne pas implanter, pour ainsi dire, leurs lois dans la morale et l'instruction publique. Mais comment y parvenir, au milieu des orages d'une révolution, quand toutes les passions déchaînées se livrent une guerre

Digitized by Google

furieuse, et que la liberté est entourée de mille périls nouveaux. Il ne suffit pas de dire aux hommes : ayez des mœurs et des principes ; les unes et les autres ne se commandent pas ; c'est l'ouvrage du tems et des institutions, et le tems et les institutions nous manquent.

Au moment même où nous essayons de former ces institutions qu'il faudrait que le tems eût consolidées, ce qui est impossible, puisque, bien loin d'avoir acquis l'à-plomb que donnent l'habitude et la confiance, elles sont encore à faire, éclate la trahison de Dumourier, combinée probablement avec une foule d'autres qui devaient la préparer ou l'appuyer. Le département de la Vendée et les circonvoisins sont en proie au fanatisme religieux et politique. On tente d'exciter des mouvemens dans Paris ; en un mot, des mal-intentionnés qui se reprochent réciproquement aujourd'hui leurs projets liberticides, s'efforcent de ramener le repos léthargique et mortel du despotisme à la suite des fatigues d'une anarchie qu'ils ont créée. L'incertitude la plus pénible tourmente les esprits, déroute l'instinct des cœurs : nous allons peut-être nous trouver forcés de ne voir que des coupables, et de grands coupables dans ceux qui nous avaient paru faire les plus grands sacrifices à la révolution.

C'est du moins ainsi que semble en avoir jugé la Convention, unique centre autour duquel nous devions nous rallier, puisque par une espece d'ostracisme plus rigoureux, et probablement plus nécessaire que celui d'Athenes, elle a d'après ses comités, fait mettre en état d'arrestation tous les ci-devant Bourbons ; mesure générale dans laquelle se trouve compris le citoyen Egalité, toute sa famille, et par suite ses amis qu'on n'a pas cru être ceux de la liberté. Ces personnages dangereux par leur nom dans les circonstances présentes, dangereux par les liaisons qu'ils avaient ou paraissaient avoir avec le perfide général, ont dû partir pour Marseille, ville au patriotisme bien connu de laquelle on en confie la garde. — Au moment où nous écrivons, les troubles intérieurs des départemens sont heureusement appaisés.

Nous présentons au public la majeure partie des pieces officielles, ou du moins les plus importantes, afin qu'il juge par lui-même de l'état des choses, apprécie le danger de la chose publique, les secours qu'elle exige, et ranime son zele en raison des besoins de la patrie.

Le général Dumourier aux citoyens administrateurs du département du Nord.

Citoyens-administrateurs, la tyrannie, les assassinats, les crimes sont à leur comble à Paris ; l'anarchie nous dévore, et sous le nom sacré de liberté, nous sommes tombés dans un insupportable esclavage : plus nos dangers sont grands, plus

Digitized by Google

la Convention semble mettre d'aveuglement dans sa conduite ; je lui ai dit des vérités dans ma lettre du 12 mars, et elle a envoyé pour m'arrêter, ou pour se défaire de moi, quatre commissaires, et le ministre de la guerre Beurnonville, dont j'ai fait la fortune militaire, les accompagne. Depuis plusieurs jours, l'armée est révoltée des calomnies et des attentats dirigés contre son général, et ils auraient été victimes de l'imprudence de ceux qui les envoient, si je n'avais retenu son indignation. Je les ai fait arrêter, et je les ai envoyés dans un lieu sûr pour servir d'ôtages, en cas qu'on se prépare à commettre de nouveaux crimes. Je ne tarderai plus à marcher sur Paris, pour faire cesser la sanglante anarchie qui y regne. J'ai trop bien défendu la liberté jusqu'à présent pour m'arrêter au moment où elle est le plus en danger. Nous avions juré en 1789, 1790 et 1791 une constitution, qui, en nous assujétissant à des lois, nous donnait un gouvernement stable ; ce n'est que depuis que nous l'avons renversée que nos malheurs ont commencé. En la reprenant, je suis sûr de faire cesser sur-le-champ la guerre civile, la licence, le brigandage et la guerre étrangere, et de rendre à la France la paix et le bonheur qu'elle a perdu. Je connais la sagesse du département où je suis né, dont j'ai déja été le libérateur ; puissé-je l'être bientôt de la France entiere ! Je vous jure que je suis loin d'aspirer à la dictature, et je m'engage à quitter toute fonction publique, lorsque j'aurai sauvé ma patrie. *Signé*, DUMOURIER.

Le général Dumourier à l'armée Française.

Mes compagnons, quatre commissaires de la Convention nationale sont venus pour m'arrêter et me conduire à la barre, le ministre de la guerre les accompagnait. Je me suis rappelé ce que vous m'aviez promis, que vous ne laisseriez pas enlever votre pere qui a sauvé plusieurs fois la patrie, qui vous a conduit dans le chemin de la victoire, et qui dernierement encore vient de faire à votre tête une retraite honorable. Je les ai mis en lieu de sûreté pour nous servir d'ôtages. Il est temps que l'armée émette son vœu, purge la France des assassins et des agitateurs, et rende à notre malheureuse patrie le repos qu'elle a perdu par les crimes de ses représentans. Il est temps de reprendre une constitution que nous avons jurée trois ans de suite, qui nous donnait la liberté, et qui peut seule nous garantir de la licence et de l'anarchie dans laquelle on nous a plongés. Je vous déclare, mes compagnons, que je vous donnerai l'exemple de vivre ou mourir libres. Nous ne pouvons être libres qu'avec de bonnes lois, sinon nous serions les esclaves du crime.

Le général en chef de l'armée Française, DUMOURIER.

Valenciennes, le 5 avril 1793, l'an 2 de la République, à 8 heures du soir.

« Citoyens, la patrie est sauvée ; tout le camp de Maulde se débande, et presque tout nous arrive ; il faut espérer que

Digitized by Google

Dumourier sera demain général en chef d'une armée composée de deux ou trois douzaines d'officiers Français, sans soldats ni canons, car tout le reste de l'artillerie revient. La première entrée de l'artillerie était de quatre-vingt pieces, comme nous le disions tout-à-l'heure, 500 voitures d'artillerie, 700 canonniers, et 700 auxiliaires ; c'est la grosse artillerie de St-Amand. Le citoyen Songis, lieutenant-colonel d'artillerie, sous-directeur du parc, commandait cette portion intéressante de nos moyens de défense ; et nous avons vu l'épanchement d'une ame vraiment patriote se développer en lui, quand il est venu nous annoncer la fin de cette rentrée. Dumourier avait envoyé, le matin, l'ordre de conduire cette artillerie à Maulde.

« Huit heures et demie, on nous annonce le trésor en question, repris.

« L'artillerie légère est rentrée, mais nous n'en savons pas encore les détails.

Quant à l'artillerie du camp de Maulde, elle est encore en route, mais elle arrivera dans peu d'heures.

« Nous devons vous répéter, et vous répéter mille fois, qu'il nous faut des fonds et des effets de campement ; plus il nous rentre d'hommes, plus les effets de campement nous sont nécessaires ; car une partie des troupes a laissé ses effets de campement pour s'échapper aisément.

« Maintenant que les dangers sont passés, nous pouvons nous permettre de vous dire qu'il avait été donné ordre de nous arrêter ici ; et que si le général Ferrand avait été moins honnête, nous serions maintenant au pouvoir de l'ennemi ; il nous en fit l'ouverture à notre arrivée ; nous avons l'ordre écrit de la main de Dumourier, pour Bellegarde, qui était ici 24 heures avant. Pour nous, Cochon et Lequinio, qui étions allés à Maubeuge, il est probable que l'ordre écrit était arrivé quelques heures après notre départ ; et comme les affaires nous déterminerent à passer à Avesnes, nous évitâmes, sans le savoir, le piege qui nous attendait sur la route directe de Maubeuge à Valenciennes. Dans la prise faite hier d'un des chevaux de Dumourier, se sont trouvés des papiers où nous avons vu écrit l'ordre de nous arrêter tous les trois. Les commissaires du département de Douai, sortant de Valenciennes, ont été arrêtés réellement pour nous, à une certaine distance de Valenciennes, par quelques gendarmes, qui les ont relâchés quand ils ont vu que ce n'était pas nous.

« Nos collegues et Beurnonville ont été transférés d'abord à Tournay, ensuite à Mons, et de-là à Maestricht. Beurnonville, ayant voulu faire quelque résistance, a reçu plusieurs coups de sabre. Nous nous procurerons plus de détails sur cette abominable arrestation.

Neuf heures du soir.

« *Vive la République !* Dumourier, Valence et Egalité, les

Digitized by Google

deux Thouvenot, et plusieurs autres officiers, le commissaire-ordonnateur Soliva, et la plupart des hussards de Berchigny sont passés à l'ennemi : tout le reste est à nous. Le général Diettman, qui entre dans notre bureau avec plusieurs officiers et soldats, nous donne cette assurance; enfin, voilà la pièce finie, il ne nous reste plus qu'à remonter tous nos effets de campement, et à mettre de l'ordre dans toute cette armée débandée et affluante ici par détachemens les uns sur les autres; mais l'intelligence et l'activité du général Dampierre, que nous avons institué provisoirement général en chef de la division, depuis Valenciennes à l'armée de la Mozelle, nous tirera d'affaire. Vous avez reçu, par notre courier d'hier, la proclamation de ce général à sa troupe, il ne pouvait pas s'exprimer plus énergiquement, et nous pouvons vous assurer que ses démarches répondent à ses expressions.

« Le domestique du général Égalité, porteur de notre paquet, entre à l'instant; il nous assure que ce paquet lui a été remis; et nous en avons d'autres preuves dont nous donnerons demain les détails circonstanciés.

« L'adjudant-général Cherin, qui avait été arrêté le 3 au soir par ordre de Dumourier, a été assez heureux pour tromper la vigilance de ses gardes, et nous assez heureux pour le posséder, car c'est un patriote actif et intelligent.

« On nous annonce que l'armée ennemie marche sur Condé par 2 colonnes, mais nous n'en sommes pas certains : c'est la seule inquiétude qui nous reste; cette incertitude et le juste regret que nous portons à nos collegues et à Beurnonville sont les seules afflictions qui puissent altérer la joie que nous éprouvons, de voir notre armée toute purgée des traîtres; nous avons avons éprouvé cinq jours et quatre nuits de chagrins et de fatigues continuelles, mais ils se changent en cet instant en un vrai ravissement ».

Les commissaires de la Convention nationale pour les frontieres du Nord.

Signés, C. Cochon, de Bellegarde et Lequinio.

Le citoyen Becker, aide-de-camp du général Diettmann, vient de nous annoncer l'arrivée de l'armée des Ardennes, composée de vingt bataillons, tant troupes de ligne que volontaires, avec son parc d'artillerie et effets de campement; il nous a dit que le général Dumourier avait passé au camp ce matin vers dix heures, avec le lieutenant colonel Delatour et plusieurs dragons; qu'il avait dit à haute voix, que l'armée devait le suivre; que sous peu il aurait la paix, un roi et des lois, et que dans ce moment on vivait dans l'anarchie; que les députés leur avaient laissé manquer de pain, chemises, etc. Après son départ, j'ai commencé à faire entendre à la division l'erreur, dans laquelle le général Dumourier les avait mis. Les deux bataillons de Paris ont commencé à mettre bas les armes, et à s'emparer du parc d'artillerie; de suite tous les

Digitized by Google

bataillons des volontaires ont suivi, en marchant sur Valenciennes ; les troupes de ligne se sont décidées, et les ont suivis ; j'ai aussi pris sur moi de donner des ordres au 56e, régiment, quoiqu'il ne soit pas de notre division ; ainsi qu'au 58e, qui était cantonné à Saint-Amand. Le quartier général de Dumourier est établi dans un village autrichien à la gauche du camp de Maulde.

Lettre des commissaires à l'armée du Nord.

Valenciennes, le 7 avril.

Citoyens collègues,

« Tout est bien, tout ira bien. L'armée entiere a déserté les drapeaux du traître, et s'est venue ranger sous l'étendard républicain, au camp près Valenciennes, à Douay, à Lille, etc. Nous ne connaissons encore d'émigration que celle des officiers dont nous vous avons parlé dans notre derniere lettre, de la plus grande portion du régiment des hussards de Berchigny et des dragons du 3e. régiment. On craint qu'il nous manque encore quelques portions de cavalerie, mais la dispersion sur Lille et Douay, laissent croire que ceux dont on ignore ici l'existence, se seront jettés vers une de ces places sans en avoir prévenu. Au surplus, c'est peu de chose, et nous pourrons dire hardiment : la patrie est encore une fois sauvée. Il est impossible de vous peindre la noirceur et le tissu profane de la tyrannie qu'avait ourdie le scélérat Dumourier, ainsi que la multitude des moyens employés assiduement pour corrompre l'esprit public, égarer le soldat, et faire naître en sa faveur la faction idolâtre et l'aveuglement de son armée. Mais le cœur du soldat toujours pur, est fidelement attaché à sa patrie. Les Français veulent la liberté, ils abhorrent les tyrans. Ils ne veulent que la République, et nous ne doutons pas que le scélérat n'eût été puni par son armée, s'il ne l'avait quittée au moment où il a vu qu'elle ouvrait les yeux, malgré la force et la multiplicité des prestiges employés pour la tenir aveugle. A la démarche scélerate de Dumourier, il fallait pour pendant quelques-uns de ses traits de lâcheté insigne, qui font le tableau dans le nombre des infamies que nous présente l'histoire. Hé bien, Neuilly s'est chargé de remplir cette tâche, et il s'en est acquitté avec infamie. Jamais un militaire n'a montré une aussi basse hypocrisie. Jamais personne n'a montré une conduite aussi avilissante. Les détails seraient trop longs pour vous les apprendre aujourd'hui. Il nous suffit de vous annonce qu'il s'est fait Autrichien. Le trésor dont nous vous parlions dans notre derniere, a couru trois fois les hasards de l'enlevement ; enfin, après plusieurs prises et reprises réitérées, il nous est arrivé hier sur les trois heures après-midi.

Nous recevons à l'instant, de nos collegues à Douay, une lettre qui nous apprend qu'ils ont aussi reçu, hier, une voiture portant une partie du trésor de l'armée, et qu'il leur est

Digitized by Google

arrivé un peu de cavalerie et de l'infanterie, suffisamment pour leur faire une garnison nombreuse. Ils nous annoncent aussi qu'ils ne reçoivent de Paris, d'autres nouvelles que par les papiers publics. Nous sommes dans le même cas. Nous n'avons reçu aucunes lettres de la Convention ni de ses comités; et nous ne pouvons douter de l'interception des courriers, car on ne peut présumer que la Convention nous abandonne à nous-mêmes dans les cas difficiles où nous nous trouvons. Elle aura toujours à compter sur notre patriotisme constant et sur notre activité; mais vous sentez que cela ne suffit pas, et qu'avec la meilleure volonté, nous pourrions commettre des erreurs que la marche sûre et puissante de la Convention peut seule éviter. Il n'est pas indifférent que la Convention sache que nous ne correspondons presque pas avec le conseil exécutif; le tems nous manque. Nous venons de savoir que le troisieme régiment de dragons avait été, en très-grande partie, entraîné par l'empire qu'exerçoit Dumourier, qui s'était plus particulierement appliqué à séduire et à s'attacher la cavalerie; mais que cette troupe ouvre les yeux, qu'elle s'échappe, et qu'il en est déja beaucoup rentré comme par désertion.

« Le citoyen Bouchotte, que vous venez de nommer au ministere de la guerre, est arrivé ici hier au soir, à 9 heures, pour conférer avec nous et prendre, par lui-même, connoissance de l'état positif des choses. Il voulait partir ce matin pour Paris, mais nous l'avons retenu pour qu'il vît tout en détail, et nous nous rendons avec lui au camp, pour y examiner l'état actuel de l'armée. Il compte s'en retourner ce soir. Il reste encore dans l'armée des soldats imbus des principes de Dumourier; mais nous les ramenerons. Nous vous répétons encore: des fonds et des effets de campement. »

Signés, COCHON, LEQUINIO, BELLEGARDE.

Les commissaires de la Convention à leurs collegues.

Valenciennes, le 8 avril.

« Nous vous envoyons les pieces relatives aux citoyens l'Ecuyer, général de brigade dans la gendarmerie nationale, et Joseph Quentin, secrétaire intime de Dumourier. Pour celui-ci, ce n'est qu'une copie d'un long interrogatoire qu'il a subi. Pour l'Ecuyer, c'est une lettre écrite de sa main à Dumourier, et un ordre écrit de la main du traître. La lettre s'est trouvée dans une poche d'une redingotte prise à Dumourier, lorsqu'en s'échappant à la fusillade du 3e. bataillon de l'Yonne, il lui fut tué deux chevaux, et pris plusieurs autres. Vous verrez par cette piece, que l'Ecuyer était ici l'agent, l'espion et l'exécuteur des ordres de Dumourier. Quoique nous avons cette piece depuis trois jours, nous n'avons arrêté qu'hier le coupable. Une circonstance nous a retenus, et sans une autre ultérieure, peut-être ne l'aurions-nous pas fait arrêter du tout. La lettre était

Digitized by Google

une réponse à Dumourier sur l'ordre à lui adressé par ce traître, si nous fussions sortis de Valenciennes ; mais l'urgente nécessité d'y rester, nous fit éluder cet ordre sans le savoir ; cependant il n'est point de démarche rampante à laquelle ne se soit livré depuis à notre égard cet officier hypocrite, qui, ne sachant pas que cette lettre nous était tombée dans les mains, a voulu se faire auprès de nous un mérite d'avoir reçu l'ordre de Dumourier de nous arrêter et de ne l'avoir pas exécuté. Il n'est pas de singerie patriotique qu'il n'ait faite ; mais comme ce n'était que de nous qu'il s'agissait, nous méprisions ce lâche ; nous retînmes notre vengeance, et nous crûmes devoir tirer parti de son hypocrisie : voilà ce qui nous a arrêtés. Vous remarquerez dans cette lettre quelques expresssions relatives au général Ferrand. Vous en jugerez peut-être d'une manière défavorable pour lui. Nous vous demandons de ne point en inférer inculpation contre lui. Si nous ne sommes pas à Maestricht, c'est à lui que nous le devons, et il nous a paru mettre toujours beaucoup de franchise dans toutes ses démarches ; enfin, il nous a donné toutes les preuves de loyauté et de républicanisme. Lors de notre retour à Paris, nous vous donnerons des détails sur cette conduite. Nous pensons que cela ne tardera pas, d'après le décret que nous venons de voir, par lequel vous nommez pour se rendre auprès de l'armée six nouveaux commissaires, auxquels est adjoint notre collegue Carnot, qui se trouve actuellement à Douay. Pour nous, nous croyons avoir sauvé Valenciennes, et avoir tout fait pour le salut de la République pour anéantiir les projets infâmes de Dumourier, par nos instructions fraternelles.

Le général Ferrand nous a communiqué un ordre du conseil executif pour faire transférer à Paris les deux freres Laharre, qui étaient en arrestation à Valenciennes ; mais recherches faites, il s'est trouvé que ces deux hommes sont mis en liberté depuis 12 jours, et cela par les ordres de Dumourier. L'état des choses, depuis hier, n'a pas changé. Tout est tranquille ici, mais la disposition de l'armée n'est pas la même. Le besoin de se rallier avec précipitation avait forcé de camper tout près de la ville. Une portion du camp s'avançait presque jusqu'au glacis, et la plus distante était en-deçà de Famars. Le général en chef, Dampierre, a transféré ce matin tout le train militaire sur Bouchain et dans les environs.

Dans les premiers momens de la défection du camp de Maulde, des trompettes ennemis furent envoyés à différens postes pour savoir si nous tenions la trêve. Les généraux nous consulterent. Quoique nous ne pussions pas reconnaître cette trêve d'une manière positive, l'état de délabrement, de désordre et d'anxiété dans lequel la trahison de Dumourier avait jetté nos troupes, nous détermina d'engager les généraux à répondre que, puisqu'il y avait de fait un sursis d'armes, nous ne le romprions pas les premiers, jusqu'à nouvel ordre.

Digitized by Google

Cette mesure nous semblait essentielle pour nous donner le tems de nous rallier, de nous reconnaître et rétablir l'ordre, et certainement nous en avons tiré cet avantage ; mais l'ennemi l'a rompue de fait cette nuit, en s'emparant du camp de Maulde, et de droit aujourd'hui par l'entremise des trompettes. Au demeurant, il n'y a point eu de fusillade. Il eût été bien essentiel de nous emparer les premiers du camp de Maulde. Personne de nous n'ignorait cette importence; mais les circonstances nous en ont empêché. L'entourrage de Dumourier avec des escadrons ennemis, y ont continuellement circulé jusqu'à cette nuit, où ils s'y sont enfin fixés au nombre de 6000.

« Nous croyons utile d'entretenir encore quelque tems l'espionnage qui puisse nous rendre certains, si les généraux eux-mêmes le prennent et l'exécutent d'une maniere avantageuse.

« D'après les renseignemens que nous avons reçus, il paraît que Clairfayt et Cobourg, sont fort distans en ce moment; nous avons lieu de présumer que Cobourg s'est détourné pour marcher sur Lille, et que Clairfayt a pris sa route vers l'armée de Custines. Cette derniere présomption s'accorde assez avec les propos tenus par Dumourier, il y a plusieurs jours, de marcher sur Paris avec 15000 Autrichiens et l'armée française qu'il commandait. Le général Dampierre prendra ses points de vue en conséquence.

« Il y a toujours des agitateurs qui provoquent aux cris de soyauté ; cette nuit, il a été affiché à l'arbre de la liberté une cocarde blanche en papier, avec des inscriptions d'un invicisme très-exprès.

« Il faudrait une disposition qui fût telle, qu'elle facilitât de rendre et d'exécuter le jugement dans les 24 heures, de ces provocateurs à la royauté. »

Signés, LEQUINIO, COCHON, BELLEGARDE.

Succès des armes de la République contre les Révoltés.

Nous aurions voulu présenter ici le tableau complet des généreux efforts des bons patriotes pour dissiper les soulevemens des brigands et des contre-révolutionnaires, depuis l'époque de leur premier rassemblement ; mais une partie de cette tâche se trouvant remplie dans l'historique des séances contenues dans le précédent numéro, nous nous bornerons à suivre le fil des opérations depuis le 2 avril.

Lettre du conseil exécutif au président de la Convention.

Paris, le 2 avril.

« Le conseil exécutif transmet à la Convention le résultat de quelques nouvelles qu'il a reçues des départemens.

Digitized by Google

« Le 26 mars au matin, le château de la ville de Rochefort a été repris ; 150 des rebelles sont restés sur la place. Parmi les morts, se trouvent quelques hommes qu'une partie de leur costume annonce n'être point des paysans. Cependant les chefs ont échappé la nuit précédente. Ils avaient furtivement et lâchement abandonné leurs troupes, sous prétexte qu'ils allaient faire des patrouilles. Aucun patriote n'a perdu la vie dans cette expédition.

« Le conseil a appris avec douleur qu'en entrant à Rochefort, les troupes se sont portées à des actes de pillage, indignes de la cause pour laquelle ils sont armés. Le conseil pense qu'il serait utile qu'une loi sévere fût portée contre ces excès et ceux qui les commettent. — Une lettre de Paimbœuf annonce que Pornic, qui était tombé au pouvoir de l'ennemi, et dont la position maritime est importante, a été reconquis par la valeur de 200 patriotes, qui en ont chassé 12 à 1500 hommes.

« Suivant le compte de Berruyer, en date du 30 mars, des dispositions qu'il a faites, 20,000 hommes distribués en différens corps d'armée vont commencer leur marche concertée, pour délivrer entierement ce malheureux pays des brigands qui le désolent. »

Lettre du président du conseil exécutif, du 6 avril.

« La Convention nationale est peut-être déja informée des succès que les troupes Républicaines ont remporté sur les révoltés devant les Sables-d'Olonne.

» Le 28, au soir, l'ennemi se présenta devant la ville, le lendemain après une canonnade de 5 heures, le citoyen Fernand, commandant l'armée de la République, fit une sortie ; l'ennemi fut mis en déroute, et a laissé toute son artillerie et ses munitions, tant de guerre que de bouche. La force des révoltés était de 6000 hommes ; leur perte a été de plus de 300 ; les troupes qui les ont combattus étaient au nombre de 1800 ; elles n'ont qu'un seul homme de tué et un blessé.

» Une lettre de Nantes, du 2 avril, annonce que la Cromit et Guérande ont été repris par les patriotes.

« Le général Berruyer, mande le 3 avril, que la circulation de la Loire est actuellement tout-à-fait libre. »

P. S. Un aide-de-camp du général Duval, parti de Lille le 5 avril, à 2 heures du matin, annonce au conseil, que le corps de 4000 hommes, aux ordres de Miaczinsky, a prêté le serment à la République.

Le colonel Devaux, premier aide-de-camp de Dumourier, a été arrêté.

Lettre du conseil exécutif, datée de Paris, le 8 avril 1793.

« Les nouvelles des départemens continuent d'être rassurantes ; le recrutement s'avance dans le département de la Loire

Digitized by Google

inférieure. Les détachemens envoyés de Rennes, viennent de rentrer dans cette ville, après avoir débusqué les révoltés de leur dernier repaire, aux environs de Voray. Plusieurs des citoyens égarés sont venus se jetter dans les bras des patriotes, et ont nommé leurs chefs. Les coupables arrêtés vont être jugés suivant la rigueur des lois.

« Dans toute la contrée qui environne Brest, la tranquillité est rétablie. Les communes insurgées ont remplis toutes les conditions qui leur avaient été imposées, même celle du paiement des frais.

« Plusieurs communes dans le district de Lambale, sont venues d'elles-mêmes à résipiscence, et demandent à satisfaire sans contrainte à la loi du recrutement.

Le chef de ces rebelles dans cette partie, se nomme Bras-de-Forge-Bois Hardi, ci-devant lieutenant au régiment Royal-Marine.

« Toute la côte à la droite de la Loire est absolument délivrée. Le district de Savenay était encore le 2, au pouvoir de l'ennemi; mais les troupes de la République étaient en marche pour s'y porter et en chasser les brigands.

« Si jamais ville a bien mérité de la patrie, c'est celle de Painbœuf; sa garde nationale est infatigable: sans sa résistance extraordinaire, l'ennemi devenait maître de la navigation et du commerce de Nantes, qui n'ayant pu tenir, aurait entraîné l'invasion de tout le département.

« L'équipage de la frégate la *Capricieuse*, et principalement, le capitaine Savarry qui la commande, ont rendu le plus grand service; leurs fréquentes sorties ont par-tout intimidé l'ennemi, et ont contribué à purger cette côte.

« Cependant Nantes n'est pas encore sans inquiétude. Les attroupemens sont toujours considérables à la rive gauche de la Loire: c'est dans la ville de Machecoul que les révoltés paraissent se concentrer. Chassés par les forces qui agissent dans les départemens de la Vendée et des deux Sevres, ils ont réuni à Machecoul leurs approvisionnemens, leurs munitions et une artillerie redoutable. Ils occupent même encore Bourgneuf, Noirmoutiers, et une partie de cette côte; mais le général Labourdonnaye, qui est à Nantes, et qui a combiné les opérations avec le général Berruyer, n'attend que quelques troupes pour faire attaquer les brigands sur tous les points, et achever d'éteindre l'incendie.

« Suivant une lettre de St. Brieux, les conspirateurs Desilles et Dubuat et autres, qui avaient échappé à toutes les recherches, ont péri en passant à Gersey.

« Telle est, citoyen président, la situation de ce département, telles que l'annoncent les lettres qu'a reçues le conseil exécutif. Le ministre de la guerre s'occupe des dispositions à faire pour l'entiere dispersion des rebelles. Le conseil exécutif en rendra compte au comité de salut public. »

TRIBUNAL

Digitized by Google

TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE.

La premiere affaire dont se soit occupé ce tribunal, est celle de *Louis Guyot*, dit *Dumolans*, natif d'Allons, district de Confolens, département de la Charente, ci-devant gentilhomme Poitevin. Il a été déclaré atteint et convaincu d'enrôlemens pour l'armée des émigrés, d'y avoir servi, et d'être rentré en France du 9 au 12 décembre dernier, avec une cocarde blanche, et muni d'un passe-port du bourguemestre de Malmedi, et d'une permission signée Barbezieux, commandant la 4e. compagnie de la coalition des gentilshommes Poitevins. Il a été condamné par jugement du 6 avril à la peine de mort, et exécuté le soir au flambeau.

Le 9 du même mois, le Tribunal révolutionnaire a renvoyé en état d'arrestation, au directoire du département de Paris, comme n'étant point de la compétence du Tribunal, les citoyens *Pierre Lerouget*, chanoine de Châlons-sur-Marne, et *Jean-François Drouchat*, prêtre sans fonctions, dénoncés par la commune de Belleville, dans laquelle ils demeuraient secrettement depuis environ deux mois.

Augustin Briançon, *Etienne Esperon* et *Charles Gallet*, prévenus d'avoir, le 3 avril, arraché plusieurs cocardes de rubans sur la terrasse des Feuillans, ont été acquittés par le même Tribunal, sur la déclaration du juré, portant qu'il n'était pas constant que les cocardes eussent été arrachées.

COMMUNE DE PARIS.

L'abondance des matieres ne nous a pas permis de donner dans le dernier numéro aucun article de la Commune, nous y suppléerons aujourd'hui par l'extrait des délibérations les plus importantes. On sent que les détails qui pouvaient convenir à une feuille de tous les jours, ne conviennent plus à un journal hebdomadaire, où les objets ne doivent être traités qu'en masse, en écartant tout ce qui n'est que d'un intérêt momentané.

Depuis les premieres indices de la trahison de Dumourier, les délibérations et les arrêtés de la Commune n'ont eu pour objet que des mesures de précautions et de sûreté pour maintenir l'ordre et la tranquillité dans cette ville immense, désarmer les ci-devant nobles, ecclésiastiques et autres gens suspects, surveiller les barrieres, restreindre les passe-ports, et

Digitized by Google

même les suspendre. Voici les principales mesures qui ont été prises :

Extrait du registre des délibérations du corps municipal, du 4 avril 1793, l'an 2e. de la République.

Lecture faite de plusieurs pétitions des sections de Paris, et entr'autres de celle de la section du Luxembourg, suivant son arrêté du 30 mars dernier, relativement aux comités de surveillance à établir dans chaque section, selon la loi du 21 dudit mois.

Le corps municipal, ouï le procureur de la commune en son réquisitoire,

Arrête, pour instruction à toutes les sections de la commune de Paris, les articles suivans.

Compétence des comités de surveillance.

Art. Ier. Suivant l'article IV du décret du 21 mars, chacun des comités des sections de commune recevra, pour son arrondissement, les déclarations de tous les étrangers actuellement résidens dans la commune, ou qui pourront y arriver.

II. Suivant l'article V du décret, ces déclarations contiendront le nom, l'âge, la profession, le lieu de naissance, et les moyens d'exister du déclarant.

III. Suivant l'article VI, le tableau en sera imprimé et affiché, (à la diligence du comité de surveillance et aux frais de la commune.)

IV. Suivant l'article VIII du décret, à l'égard des étrangers natifs des pays même dans les gouvernemens avec lesquels les Français sont en guerre, le comité de surveillance délivrera un certificat d'autorisation de résidence, dans le cas seulement où devant le comité, ils justifieront de ce qui suit :

1°. D'un établissement formé en France.

2°. Ou d'une profession qu'ils y exercent.

3°. Ou d'une propriété immobiliaire acquise.

4°. Enfin, ou de leurs sentimens civiques, par l'attestation de six citoyens depuis un an domiciliés dans la section.

V. Suivant l'article II du décret, en cas de contestation, soit sur lesdites déclarations, soit sur la décision, le tout sera porté devant l'assemblée de la section, qui statuera définitivement et sommairement.

VI. Suivant un autre décret du même jour, 21 mars, comme tout citoyen ou fils de citoyen âgé de 18 ans et au-dessus, est tenu de justifier

1°. Du lieu de sa naissance,

Digitized by Google

2°. De ses moyens d'exister,

3°. De l'acquit de ses devoirs civiques,

4°. Et de l'attestation de tout ce que dessus, de 4 citoyens depuis un an domiciliés dans la section;

C'est le comité de surveillance, qui, sur cette justification, délivrera une nouvelle carte civique.

VII. Suivant le décret du premier avril 1793, publié le 2, les comités de surveillance examineront les certificats, billets d'hôpital, passeports, cartouches, congés et autres pieces qui seront représentées par quiconque aura quitté l'armée.

VIII. Suivant le même décret, dans le cas ou lesdites pieces paraîtraient suspectes ou non-valables, le prévenu sera retenu en état d'arrestation par lesdits comités de surveillance, jusqu'à ce que sur le compte qu'ils en rendront à la municipalité, le corps municipal ait statué sur la valadité desdites pieces représentées, et sur la légitimité des motifs pour lesquels le prévenu aura quitté l'armée.

IX. Suivant la loi du 3 du présent mois d'avril, toutes les personnes qui seront trouvées, soit dans les rues, soit dans les lieux publics, sans avoir la cocarde tricolore, seront mise en état d'arrestation, et conduites devant les officiers municipaux chargés de la police, pour y être interrogés.

X. Lesdits comités de section, sur leur responsabilité, seront tenus de rendre compte de leurs mandats et arrêtés dans les vingt-quatre heures à la municipalité, et à cet effet, d'envoyer au département de police, à la mairie, les pieces avec expédition de leurs arrêtés d'arrestation motivés, et l'agent du comité de surveillance, fera enregistrer l'apport des pieces audit département, qui en donnera une reconnaissance portant le *numéro* dudit enrégistrement.

XI. Tous les mois lesdits comités de surveillance enverront à la municipalité l'état des frais et déboursés qu'ils auront faits pour le logement, garde et nourriture desdits prévenus mis en état d'arrestation, lesquels frais et dépenses seront remboursés par la municipalité.

XII. La municipalité fixera un supplément de frais, tant de bureau, que de garçons de bureau pour lesdits comités de surveillance, par un réglement général, et ce supplément sera payé par quartier ou tous les 3 mois,

Fait et arrêté cedit jour 4 avril 1793, l'an deuxieme de la République Française. *Signé* PACHE, *maire*.

Du 5 avril. Le conseil général, considérant que dans ces circonstances difficiles, la patrie en danger appelle à son secours tous ses vrais amis, et que cependant on voit dans Paris quantité de jeunes gens, la plupart revêtus d'uniforme, qui paraissent indifférens sur le sort de la République, tandis qu'une

Digitized by Google

infinité de peres de famille ont abandonné femme, enfans en état, pour la défendre contre les entreprises de nos ennemis.

A arrêté hier, 1°. que tout individu revenu des armées, depuis le mois d'octobre dernier, sera tenu dans le délai de 48 heures, de porter au comité de surveillance de la section, son nom, sa demeure, le nom du bataillon, de la compagnie dans laquelle il a servi, sous peine d'être traité comme suspect.

2°. Que tous propriétaires, principaux locataires, logeurs et autres, seront tenus de porter dans les 24 heures leurs déclarations, signées d'eux, au comité de surveillance de leurs sections, sous peine d'être regardés eux-mêmes comme suspects et poursuivis comme tels.

3°. Qu'il sera tenu dans les comités un registre des délibérations.

4°. Que cet état sera apporté à la maison commune, pour en envoyer copie au ministre de la guerre.

Du 6. Le conseil général de la commune a répondu à une députation de la section du Luxembourg, qui venait demander quelle conduite elle devait tenir à l'égard des personnes désarmées; que la loi soumettant tous les citoyens au service personnel, ceux que des mesures de sûreté ont forcé de désarmer, ne sont point exempts de service; que les sections leur fourniront des armes, qui seront retirées lorsque leur service sera terminé.

Le conseil-général entend un prétendu développement des moyens que lui propose un citoyen pour éloigner de l'esprit du peuple l'idée de royauté. Cet individu ayant dit que le peuple des campagnes, sans doute égaré, demande un roi; aussitôt Réal l'a interrompu comme calomniateur du peuple. Mercereau a ajouté que c'était apparemment un émissaire des aristocrates, envoyé pour tâter le pouls des bons citoyens.

Le conseil a arrêté qu'il signerait d'abord le mémoire qu'il lisait, qu'il serait conduit à la police pour y être entendu, qu'il serait requis de déclarer l'endroit où il a entendu ces propos, et quels sont les motifs qui l'ont engagé à venir en faire part au conseil.

Jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par la Convention nationale, il sera délivré, par les comités civils des sections, aux citoyens et citoyennes, des *laissez passer* pour aller dans l'étendue de l'intérieur du département. Ces *laissez-passer* énonceront 1°, la partie du département sur laquelle les requérans veulent se transporter. 2°. L'objet ou le motif de cette sortie des barrieres. 3°. Combien de tems les requérans comptent s'absenter de Paris. 4°. Ces *laissez-passer* seront délivrés sur papier commun. 5°. Ils seront signés des présidens ou vice-

Digitized by Google

présidens des comités, et contre-signés ou des commissaires de police de sections, ou des secrétaires-greffiers de police. Ces *laisse-passer* ne pourront être accordés à aucune personne désignée par le décret du 5 avril.

Santerre dit : Je viens de recevoir deux lettres de *Monsieur* : elles m'ont coûté 3 liv. de port. Il se qualifie *régent du royaume*, et prétend qu'on doit reconnaître le fils de Capet pour Louis XVII, depuis le 21 janvier, jour auquel on a porté, dit-il, une hache infame sur la tête de Louis XVI. Ces lettres sont adressées à M. le commandant-général de la force armée de Paris. Je les ai envoyées à la Convention, ainsi que des imprimés et autres pièces qu'elles renfermaient.

La municipalité en corps a assisté hier à l'ouverture du lycée des arts, qui s'est faite avec toute la dignité que méritait un établissement aussi utile.

Sur le compte qu'en a rendu le procureur de la commune au conseil général, il a été arrêté que le discours du citoyen Fourcroy sera imprimé aux frais de la municipalité ; que les membres du conseil général assisteront, tour-à-tour, au nombre de quatre, aux séances du lycée des arts, et qu'ils en rendront compte exactement au conseil.

Voici un précis de cette séance intéressante.

Ouverture du lycée des arts au ci-devant Palais-Royal.

C'était un spectacle vraiment singulier que de voir la fête littéraire, donnée pour l'ouverture du lycée des arts, au moment où la patrie était à peine préservée des projets de Dumourier ; le cirque disposé actuellement avec autant de goût que d'intelligence, a offert une superbe salle qui mérite le titre *du Temple des Arts*. Tous les savans, les littérateurs, les artistes et leurs épouses y avaient été invités, et on sent combien une réunion semblable d'hommes distingués devait être intéressante ; la Convention, le département, le corps électoral avaient envoyés des députations. Le comité d'instruction publique et le conseil général de la commune y étaient venus en corps ; on voyait en outre des députations de toutes les sociétés populaires et littéraires ; le bureau était composé des officiers, des professeurs et des commissaires nommés par les différentes sociétés de savans et d'artistes, pour former avec eux *le directoire des Arts*.

Fourcroy, président, a prononcé un discours d'ouverture, dans lequel, après avoir fait sentir l'avantage des sciences et des arts, pour la gloire et pour le bonheur d'une grande nation ; il a fait voir que sous le despotisme, les hommes puissans n'encourageaient les sciences que par ton et pour leur utilité particulière ; les lettres que pour s'attacher des

Digitized by Google

panégyristes, et les arts que pour multiplier les monumens de leur orgueil. Passant ensuite au tems heureux de la liberté, il a examiné cette inculpation si souvent renouvellée, que la révolution a plongé les arts dans la barbarie ; il a tracé pour combattre cette assertion, le tableau de l'état actuel des sciences et des arts, et il a établi que cette assertion n'a pour principe que la haine de la révolution elle-même. Ce discours a fait une impression profonde. Hebert, substitut du procureur de la commune, a parlé ensuite ; il a fait l'éloge du magnifique établissement que les fondateurs du lycée élevent aux arts et aux sciences ; il a demandé qu'une statue, placée dans le Temple des Arts, y offrit les traits de la liberté qui les vivifie ; et il a requis que le discours de Fourcroy fût imprimé aux frais de la municipalité.

Charles Désaudrai a lu une notice abrégée de dix-huit cours qui vont s'ouvrir.

Aubin-Louis Millin a lu un rapport sur les découvertes de Salvatore Berthesen, qui a perfectionné l'éducation des vers-à-soie, et est parvenu à obtenir trois éducations dans une année. Salvatore Berthesen a eu le premier prix destiné à l'encouragement de l'agriculture.

Charles Desandrai a lu un rapport sur le canal de déviation de la Marne, imaginé par les citoyens Dandoui et Dumas ; les dessins, les plans en relief ont été exposés : le prix destiné à l'encouragement des arts mechaniques lui a été adjugé.

Louis Langlé a fait un troisieme rapport sur la musique de Grétri, auteur de plus de quarante opéras, dont les succès ont prouvé le mérite ; et il a reçu le prix destiné à l'encouragement des arts agréables.

La séance a été terminée par divers morceaux de musique, par un hymne à Apollon, composé par Charles Desaudrai, et par l'hymne à la liberté.

Il y a eu le soir spectacle au théâtre du lycée, et après, le citoyen Val a fait des tours de physique et le tout a été terminé par un bal.

Cette vaste, utile et brillante entreprise, est due aux soins, aux dépenses et à l'activité du citoyen Desaudrai : elle peut remplacer les lycées, dont les comités d'instructions ont donné le projet et dont l'exécution est encore éloignée. Les amis des arts, les patriotes zélés doivent aussi soutenir cette entreprise ; ils répondront ainsi aux détracteurs de la révolution.

Nous ne pouvons pas détailler tous les avantages de cet établissement, dont le prospectus se trouve rue l'Evêque, n°. 1.

Digitized by Google

« Dumourier a trahi sa patrie : ce conspirateur sous lequel votre valeur obtint jadis des triomphes dont il s'attribuait la gloire, ne cherche plus qu'à vous faire essuyer des défaites pour vous en attribuer la honte.

» Il tente de tourner contre la liberté les armes que vous n'aviez prises que contre la tyrannie.

» Vous, Français, menacer votre patre ! Vous, marcher contre vos amis, vos freres, vos femmes et vos enfans ! Non, veus n'êtes pas coupables du plus atroce des crimes; les soldats de la liberté ne sont pas devenus tout-à-coup les méprisables satellites d'un scélérat ambitieux.

» Eh ! n'est-ce pas à la voix de la patrie en péril que vous avez marché et vaincu ! N'est-ce pas elle qui demande encore vos bras et vos armes; sa voix sacrée retentira au fond de votre cœur, vous vous souviendrez de vos triomphes, et vous brûlerez d'en obtenir de nouveaux.

» Ainsi vous jugent les représentans de la nation, dont vous avez la confiance et l'estime. Ils vous connaissent mieux que le chef perfide qui vous trompe pour vous avilir et vous perdre. Sa main audacieuse a violé la souveraineté du peuple; en saisissant ceux de ses représentans que la Convention nationale avait envoyé vers vous. Son crime est connu, il veut vous donner un roi : son nom est voué à l'infamie; sa tête à l'échaffaut; vengez votre gloire et la patrie; livrez le traître : une couronne civique est le prix qui vous attend.

Soldats Français, s'il pouvait y avoir parmi vous des hommes qui ne restassent pas fidèles par l'horreur de la trahison, qu'ils apprennent du moins à l'être par la terreur du châtiment.

« Vous n'êtes que l'avant-garde de la nation; elle est toute entiere derriere vous, prête à protéger de sa puissance ceux qui sauront la servir, à écraser de sa foudre ceux qui oseraient être rebelles.

« Le traître Dumourier à calomnié Paris, pour vous irriter contre cette ville qui fut le berceau de la liberté, qui doit en être le soutien; Paris est calme, et veille à la sûreté des représentans du peuple, respecte les lois, est prêt à faire marcher ses phalanges républicaines; il vous a présenté la Convention nationale comme divisée en deux factions; il s'est prévalu de quelques débats, que l'amour brûlant de la liberté toujours ombrageuse, sur-tout dans des tems révolutionnaires, a dû exciter parmi des hommes chargés des intérêts d'un grand peuple. Soldats républicains, c'est de sa part une perfidie, pour vous rendre les instrumens aveugles et de l'anéantissement de la Con

Digitized by Google

vention, et du rétablissement de la royauté; la Convention nationale est une comme la nation, elle maintiendra l'indivisibilité de la République, elle est ralliée autour de l'oriflamme de la liberté, elle la portera s'il le faut dans vos rangs; elle fait unanimement le serment de mourir avec vous ou d'exterminer les conspirateurs, les tyrans et leurs satellites. »

ANNONCES.

Nouvelle édition des Droits de l'homme, en réponse à l'Attaque de M. Burck, sur la Révolution Française; par Thomas Payne. 1 vol. *in*-8°. Edition corrigée avec soin. Prix, 2 liv. broché, et 2 liv. 10 sols franc de port. A Paris, chez Buisson, impr. libr. n°. 20, rue haute-feuille.

MUSIQUE.

Les vrais amateurs de musique ne peuvent qu'admirer les ressources promptes, agréables et variées que leur offre chaque jour en nouveautés le citoyen Porro, rue Tiquetonne, n°. 10. On trouve chez lui :

Variétés Musicales, pour le Piano ou Clavecin; par Haydn, Pleyel, Clémenti, Morart, Ferrari, Koseluch, etc. n°. 1er. Prix, 4 liv. 4 sols.

Les Amours d'Héloïse et d'Abeilard, Duo par le cit. Cambini. Prix, 3 liv. 12 sols.

Espiègleries d'Apollon, Recueil d'airs folâtres et badins, avec accompagnemens aisés pour la guitarre; prix 4 liv. 4 sols.

Six nouvelles romances; par Ferrari, avec acompagnement de guitarre et de violon, prix 3 liv. 12 sols.

Six duos pour deux guittarres, composés des plus jolis airs connus et autres, donnés pour étrennes aux souscripteurs de 1793. Prix 6 liv.

IIe. cahier du joli journal de guitarre, 3e. année, contenant la suite des airs des Visitandines.

Journal de violon, n°. 1er., contenant l'ouverture de l'Amour Filial, et un pot-pourri de Foder. Prix de l'abonnement 24 livres, le cahier séparé 3 livres.

Digitized by Google

(N°. 90. — 1793.)

MERCURE FRANÇAIS.

SAMEDI 20 AVRIL, *l'an deuxieme de la République.*

VERS

A JULIE CANDEILLE.

L'ESPRIT et les talens, les graces, la beauté,
La modestie et la bonté,
Forment un bien rare assemblage :
La nature, ô Julie ! en a fait ton partage.
Cette nature hélas ! le modele des arts,
Souvent par le faux goût n'est que trop insultée :
Parlant dans tes écrits comme dans tes regards,
Que ton drame touchant l'a bien représentée !
Je le conçois : ne dois-tu pas
La goûter, la chérir, la suivre pas à pas,
Puisqu'elle t'a si bien traitée ?

CHARADE.

REPTILE en mon premier, je t'offre en mon second
Ce que dans l'arbre on voit de plus long, de plus rond ;
Mais mon tout est un mal cruel et redoutable,
Qui fait tourner la tête à l'être raisonnable.

ÉNIGME.

QUOIQU'UN astre malin préside à ma naissance,
Mon sort n'en est pas moins heureux.
On fait de moi, dans mon enfance,
Un présent, il est vrai, de peu de conséquence,
Que pourtant quelquefois on trouve gracieux ;
Car sans vouloir ici vanter mes avantages,
Et sans passer pour fanfaron,
Je puis fort bien me mettre au rang des personnages
Dignes de réputation.

Digitized by Google

Je suis tout à-la-fois politique, algébriste,
Géographe, chronologiste,
Historien et généalogiste.
Je pénetre souvent dans le sombre avenir,
Et quoique quelques gens m'accusent de mentir,
Cependant en plus d'une affaire
Mon conseil est très-nécessaire.
Tantôt vêtu superbement,
Je suis aussi doré qu'un maréchal de France,
Tantôt mis plus modestement,
Comme un commis de la finance,
Du cabinet j'ai le département.
A ces traits, cher lecteur, tu dois me reconnaître;
Ou, si tu n'es encor bien au fait de mon être,
Pour ne te plus inquiéter,
Je finis par te souhaiter
Qu'un jour Dieu te fasse la grace
De pouvoir chez moi prendre place.

LOGOGRIPHE.

Pour les enfans de Mars, même au sein de la guerre,
Je trace un signe de repos.
Je tiens un rang fort bas parmi les minéraux,
Et suis aux artisans souvent très-nécessaire.
Dans mes cinq pieds on trouve un des quatre élémens,
Un poisson des plus abondans;
Une arme de l'amour, plus une maladie
Qui dépare toujours une bouche jolie;
D'un aliment exquis les restes précieux;
Une ville d'Afrique, et ce mortel fameux
Qui parcourut les airs guidé par son courage;
Puis de mon tout enfin le plus commun usage;
Ce qu'arrache par fois la joie ou la douleur;
Ce qui charme l'oreille et qui flatte le cœur;
Ce qu'en un chien de chasse avec soin l'on recherche.
Je finis: ami lecteur, cherche.

Explic. des Charade, Enigme *et* Logogriphe *des* Nos. 88 *et* 89.

Le mot de la Charade est *Bâteau;* celui de l'Enigme est *Hotte;* celui du Logogriphe est *Cocarde*, où l'on trouve *or*, *rade*, *roc*, *cor*, *corde*, *rode*, *carde*, *ré*, *code*, *roc* (oiseau), *arc*, *croc*, *race*, *car*, *ode* et *Dace*.

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

La Mort d'Abel, tragédie en trois actes et en vers, par le citoyen Legouvé; représentée pour la première fois au théâtre de la Nation, le 6 mars 1792. Prix, avec figures, 3 liv. A Paris; chez J. G. Mérigot le jeune, libraire, quai des Augustins.

Le coup d'essai d'un jeune homme dans la carrière du théâtre, mérite l'attention des amateurs de l'art, sur-tout quand il a obtenu du succès et qu'il ne paraît pas dépourvu de talent. Il ne peut encore être ici question, il est vrai, d'aucune espece d'invention dramatique; elle est absolument nulle, puisque la pièce n'offre autre chose que les scènes toutes tracées dans le poëme de Gessner, les mêmes caracteres, les mêmes ressorts, et le plus souvent les mêmes détails. Il ne s'agit donc que de juger, par l'usage qu'en a fait l'auteur, du degré de connaissances et de ressources qu'il peut avoir, de son talent pour la versification en général, et pour le style tragique en particulier; genre de poésie essentiellement distinct de tous les autres, quoique la plupart de ceux qui s'y exercent ne paraissent pas même se douter de cette différence, qui n'est bien sentie que par les grands artistes et les vrais connaisseurs.

Un ouvrage de cette nature ne semblait pas comporter une longue préface : tout devait se réduire à rendre hommage au poëte Allemand, à qui l'auteur Français a tout emprunté; et il convenait à un jeune homme de se féliciter d'avoir été soutenu dans ses premiers pas par un génie original. Mais ce sentiment des convenances est rarement à la portée de nos jeunes auteurs : nous parler d'eux, voilà ce qu'ils veulent avant tout. Et autant les gens sensés, qui connaissent le danger, répugnent à occuper d'eux le public, même quand ils y sont obligés, autant les commençans du théâtre et de la littérature sont empressés de nous communiquer tout ce qu'ils croient avoir fait et tout ce qu'ils croient savoir. Ainsi le citoyen Legouvé *croit devoir nous rendre compte d'un système d'exécution qu'il a embrassé.* Ce *sys ême d'exécution* c'était, 1°. *de semer dans sa tragédie des détails religieux.* Il est impossible de voir là rien qui ressemble le moins du monde à un *système* quelconque. Le jet est essentiellement *religieux*; les détails *religieux* s'y présentent en foule : le poëme de Gessner en est plein, et s'il a un défaut, c'est la longueur et la multiplicité des prieres. L'imitateur Français n'a eu qu'à les abréger; et quant aux ressorts de l'action, le principal et le plus heureux est celui que lui a fourni Gessner, l'idée d'un sacrifice offert concurremment par Abel et Caïn, après leur réconciliation, et dont l'issue

Digitized by Google

différente allume la fureur de Caïn et amene le meurtre d'Abel. Quel *système* y a-t-il dans tout cela ?

2°. C'est *de développer les caracteres et de donner de l'extension aux scenes.* Mais les *développemens* de tout genre sont beaucoup plus *étendus* dans le poëme que dans la tragédie ; les chagrins jaloux de Caïn, ses remords ; les douleurs d'Adam et d'Ève, de Thirza, de Méhala, y tiennent beaucoup plus de place, et l'on ne peut nier que la prolixité ne soit un des défauts de Gessner, qui s'est beaucoup plus rapproché de l'abondance d'Homere que de la sage précision de Virgile. Je sais fort bon gré au citoyen Legouvé d'avoir tout réduit à la juste mesure du théâtre ; c'est un de ses mérites ; mais je ne puis comprendre son *système de développement.* Il y fait entrer en troisieme lieu les *expressions familieres qu'il a jettées* dans sa piece. Mais il y en a cent fois moins que dans les pieces de Racine et de Voltaire, et c'est au goût à voir dans cette partie ce que la passion et la vérité peuvent ordonner ou permettre. Nul *système* encore là-dedans.

L'auteur s'applaudit beaucoup de *n'avoir employé ni les métaphores prises des sciences, ni les images relatives aux arts, ni les mots qu'ont créés la civilisation et les institutions sociales, etc.*, et il en conclud que *l'on sentira tout ce que la Mort d'Abel a dû lui coûter à écrire.* En vérité, il y a dans tout cet exposé beaucoup trop de complaisance pour soi-même, et l'on ne voit pas qu'il y ait tant de quoi se vanter, ni qu'il ait été plus difficile d'écrire la mort d'Abel que toute autre tragédie. Il y a toujours un ordre d'idées qui sortent naturellement du sujet, et ce sont celles-là qui se présentent d'abord avec les expressions analogues : celles dont parle l'auteur, celles qui tiennent *aux sciences*, *aux arts*, aux institutions *sociales*, etc., sont si loin de la Mort d'Abel, qu'il devait *en coûter* bien plus pour les chercher ou les rencontrer que pour se les défendre et pour les éviter.

On permet aux grands écrivains (et encore avec peine) de marquer les difficultés qu'ils ont vaincues dans un sujet considéré suivant les principes de l'art, et si on leur pardonne ce témoignage de satisfaction intérieure, c'est qu'il en résulte des leçons utiles pour les artistes. Mais que penser d'un débutant qui commence par une énumération chimérique d'avantages et de difficultés que personne ne voit, excepté lui ? Il en résulte seulement qu'il a plus de prétentions que de lumieres, et que l'amour-propre intervertit l'ordre établi par le bon sens : le bon sens étudie l'art avant d'en parler : l'amour-propre en parle avant de l'avoir étudié.

« J'ai pensé que les spectateurs jusqu'aujourd'hui transportés par la tragédie dans le séjour des vainqueurs du monde et dans la cour des souverains, me suivraient avec plaisir dans une sphere nouvelle. » Avec plaisir, oui : des mœurs nouvelles au théâtre sont toujours un mérite, et c'en

Digitized by Google

est un dans cette piece. Mais pourquoi ajouter « qu'ils se ver-
» raient *avec plus d'intérêt* auprès du berceau du genre hu-
» main ? » C'est trop présumer : l'auteur est-il bien sûr que
y ait plus d'*intérêt* dans la Mort d'Abel que dans les tragédies
grecques et romaines ? *La liberté*, dont il s'appuie dans son
opinion, est faite au contraire pour leur donner un nouveau
prix. Il pense qu'on *préférera le spectacle des détails agrestes à
l'appareil de la puissance romaine, la vie de nos premiers parens
à l'élégance des mœurs polies, au langage brillant de l'héroïsme, aux
élans fastueux d'une nature de convention, etc.* Il fallait rayer ce
dernier membre de phrase, et se souvenir que dans nos bonnes
tragédies, les seules sans doute dont il faille parler, il y a
bien un langage *de convention*, puisque la poésie en est un ;
mais nullement *une nature de convention*, qui serait mauvaise
par-tout. Otez les vers qui sont une donnée de l'art et qui le
rendent sublime ; *la nature*, dans Sophocle et Euripide, dans
Racine et Voltaire, est parfaitement vraie. Enfin, ou ce passage
de la préface n'a point de sens, ou il signifie qu'on *préférera*
la Mort d'Abel à toutes les tragédies qui l'ont précédée. Encore
une fois, c'est prétendre beaucoup et ne douter de rien. Mais
nos jeunes auteurs doutent-ils de quelque chose ?

Le reste de cette longue préface, qu'il eût bien mieux valu
ne pas faire, est employé à réfuter deux objections qu'on a
faites contre la piece. J'avoue qu'elles me paraissent fondées et
les réponses très-mauvaises. La premiere regarde le meurtre
d'Abel commis sur la scene. On a trouvé cette atrocité révol-
tante : c'est mon avis. L'auteur assure que si l'on tuait Abel
dans la coulisse, il en résulterait un défaut *beaucoup plus grand*.
D'abord c'est avouer expressément qu'il y en a un, et tout-à-
l'heure il va soutenir que ce meurtre, mis sous les yeux du
spectateur, est une beauté et non pas un défaut : c'est une
contradiction. Ensuite l'auteur paraît ne voir d'autre moyen à
substituer que de faire poursuivre Abel par Caïn jusques dans
la coulisse ; il réprouve ce moyen, et il a raison, sur-tout parce
que cela ressemblerait beaucoup trop au meurtre de Camille,
tuée par son frere en fuyant devant lui. Mais si j'osais, sans
rien affirmer, hasarder une idée devant le citoyen Legouvé,
qui affirme toujours, il y aurait, ce me semble, une maniere
très-simple et (si je ne me trompe) assez heureuse, de sauver
l'odieux de ce meurtre. Ce n'est pas Abel qui doit s'enfuir
devant Caïn ; c'est Caïn qui, craignant sa propre violence,
s'éloignerait d'Abel ; et ce serait Abel, qui ne pouvant rien
craindre de son frere, s'obstinerait à le suivre en lui tendant
les bras, au moment où Méhala entrerait, pour ne pas laisser
la scene vide. Deux vers de Méhala suffiraient pour donner le
tems de frapper le coup, et Caïn rentrerait, sans rien changer
d'ailleurs à la scene (qui est fort belle) ; rien n'empêcherait
d'entendre les dernieres paroles d'Abel, qui sont touchantes ;
Caïn pourrait dire les mêmes choses, parce que le cadavre

Digitized by Google

sanglant est supposé près de lui. Si le citoyen Legouvé ne m'en croit pas (comme de raison) qu'il consulte ceux qui ont quelque habitude du théâtre; et comme sa pièce me paraît devoir y rester, j'ose croire qu'elle gagnerait à ce changement qui est si facile.

Il est tout simple qu'on se défende contre les critiques : heureusement pour nous, les maîtres l'ont fait quelquefois, et nous ont instruits; mais il est dangereux d'entreprendre cette tâche, lorsqu'on n'est pas sûr d'avoir raison. Que ne fait pas dire l'obstination à nier une faute ? le citoyen Legouvé en est la preuve. Ecoutons sa doctrine; elle est curieuse.

« *Cela est trop fort*, dit-on : eh ! ce sont précisément *ces* » *situations violentes qui constituent la tragédie* . . . : Orosmane » poignarde Zaïre sur le théâtre : cette scène ne passe-t-elle » pas *pour le comble du pathétique ?* cependant ce meurtre *n'est* » *pas plus* (1) *horrible* que celui d'Abel; et assurément un frère » qui tue son frère *n'est pas plus révoltant* qu'un amant qui » poignarde sa maîtresse. »

Que de confiance ! mais aussi que d'erreurs ! l'un ne va guère sans l'autre Quand il ne serait pas déjà reconnu, que pour couper en actes et mettre en dialogue les scènes du poëme de Gessner, il fallait très-peu de connaissance de la théorie dramatique, toute cette préface, et particulièrement ce passage, achèverait de le démontrer. Comment peut-on ignorer que *le comble du pathétique* n'est point dans *le meurtre* de Zaïre, ni dans un *meurtre* quelconque, mais dans les circonstances, les motifs et les résultats? Il ne faut donc point comparer un *meurtre* à un *meurtre*, ni justifier l'un par l'autre; il faut considérer les situations et les passions. Or, se peut-il qu'un auteur dramatique voie la moindre parité entre Orosmane poignardant Zaïre et Caïn tuant Abel? Comment n'a-t-il pas senti que s'il y a au monde une situation déchirante, c'est celle du cinquième acte de Zaïre? Orosmane aime autant qu'il est possible d'aimer, il a toutes les raisons possibles de se croire trahi, et horriblement trahi, et le spectateur sait qu'il ne l'est pas; et son désespoir est si cruel, sa fureur est si naturelle, sa vengeance si légitime, que parmi les spectateurs il n'y en a pas un (à moins qu'il n'ait jamais aimé) qui au moment où Orosmane va frapper, ne sente qu'il frapperait comme lui; et Zaïre est innocente ! et tout-à-l'heure Orosmane va en être sûr ! Combien de combinaisons effrayantes pour amener ce *comble de pathétique !* Il ne s'agit donc pas seulement d'*un amant qui tue sa maîtresse ;* car il y aurait vingt manières de mettre un pareil *meurtre* sur le théâtre, sans produire, à beaucoup près, un effet semblable, ou même en ne produisant

(1) Je suppose qu'il y a ici une faute d'impression, et qu'il faut *moins* au lieu de *plus* : sans cela, la phrase n'aurait pas de sens.

Digitized by Google

qu'un très-mauvais effet ; témoin (sans aller plus loin) la maniere dont Othello tue Desdémona : il s'agit des passions que le spectateur partage : c'est-là qu'est *le pathétique*, et non dans le *meurtre ;* il importe encore bien moins que ce *meurtre* soit ou ne soit pas sous les yeux du spectateur. Le citoyen Legouvé aurait-il insisté là-dessus, s'il eût su (ce qu'il devait savoir) que ce n'est que peu d'années avant la mort de Lekain que Zaïre fut poignardée sur la scene, qu'auparavant et originairement, et dans l'intention de l'auteur, elle l'était dans la coulisse, et que la scene n'en faisait pas moins d'impression ?

Maintenant quel rapport entre ce *meurtre*, si éminemment tragique, et celui d'Abel ? Caïn le tue, au moment où il est à ses pieds, et le tue parce qu'il est jaloux de la préférence que ses parens semblent donner à son frere, et parce que le ciel même confirme cette préférence en acceptant le sacrifice d'Abel, et rejettant celui de Caïn : pour que cette jalousie le porte à un crime si affreux, il faut qu'il soit d'un naturel féroce, et dès-lors tout ce qu'on peut faire c'est de le supporter, c'est de l'excuser, et il y a une grande distance entre les passions que l'on plaint et celles qu'on partage ; c'est-là le grand secret de l'intérêt tragique ; c'est-là ce qui fait que les sujets sont plus ou moins heureux. Que le citoyen Legouvé se persuade donc bien que les *meurtres* ne sont en eux-mêmes ni bons ni mauvais, que ceux d'une mere, d'un pere, d'une sœur, d'un frere, d'une maîtresse, d'un amant, ne sont plus ou moins *horribles*, plus ou moins dramatiques, plus ou moins déchirans qu'en raison des passions diverses qui les font commettre, et que l'*énergie de la scene* ne tient point à ce qu'on les voie ou à ce qu'on ne les voie pas. Quant à celui de Caïn, pour le renvoyer derriere la scene, il suffit de songer qu'une espece de sauvage, qui par une jalousie aveugle et forcénée, assomme avec une bêche son frere qui embrasse ses genoux, est un spectacle dégoûtant : si on l'a supporté, c'est parce qu'une tradition consacrée dans les idées de l'enfance a familiarisé d'avance l'imagination avec cette atrocité ; mais il n'y a aucune raison pour qu'elle se passe sous nos yeux.

La seconde objection que l'on combat dans cette préface porte sur la *partialité* que Dieu même montre en faveur d'Abel contre Caïn. Le journaliste qui avait fait cette remarque et à qui répond le citoyen Legouvé, en concluait que le sujet était vicieux et sans intérêt. Je crois que sa remarque est juste, mais que la conclusion ne l'est pas. Le vice n'est pas dans le sujet ; il est dans l'exécution ; de plus il ne détruit pas l'intérêt ; puisque la piece, même dans l'état où elle est, a réussi, e un drame dépourvu d'intérêt ne réussit pas. Le citoyen Legouvé soutient que l'intervention de Dieu devait se faire sentir dans toute la piece : cela est vrai, en cela il a raison ; dans tout le reste, je pense qu'il a tort. C'est une erreur de sa part d'assimiler cette intervention de l'Être suprême à celle des

Digitized by Google

Dieux de la fable, à l'ancienne fatalité admise dans la mythologie : il n'y a nulle parité. Nous prenons les Dieux des anciens, dans la poésie, tels qu'on nous les a donnés, c'est-à-dire très-imparfaits ; nous croyons à la puissance du Destin, supérieur aux Dieux mêmes, parce que ces peuples y croyaient, et qu'en voyant une tragédie, il est juste d'admettre les opinions religieuses des pays où se passe l'action. Mais l'Être premier, le Tout-Puissant, le Créateur du monde ne se présente à nous que comme l'Être souverainement juste. Si le christianisme y a joint des mystères, ceux mêmes qui les respectent dans la croyance, les admettraient avec peine au théâtre. Racine qui, dans Athalie, a fait intervenir le Dieu de la Bible, a eu soin de ne choquer en rien la justice naturelle. Joas intéresse parce qu'il est opprimé ; Athalie est punie, parce que c'est une usurpatrice sanguinaire. Il fallait de même que dans la Mort d'Abel le crime de Caïn ne pût absolument être attribué qu'à la perversité de son caractere, qu'à son orgueil jaloux et féroce ; il ne fallait pas que Dieu parût y être pour rien.

Il y avait ici entre le poëme et la tragédie une différence essentielle, à laquelle l'auteur n'a pas fait assez d'attention. Il n'a pu se servir des machines purement épiques, du personnage d'Anamalech, par exemple ; car il n'y a encore que les Espagnols qui mettent le Diable dans une tragédie ; nous n'en sommes pas encore là ; peut-être y viendrons-nous quelque jour. Or cet Anamalech est l'esprit tentateur, l'ennemi de l'homme ; c'est lui qui envoie à Caïn le songe fatal qui achève de le pousser au crime. Le citoyen Legouvé a fait usage du songe ; mais il s'est bien gardé de dire d'où il vient, si c'est de Dieu ou du Diable ; et comme, de son aveu, tout doit être conduit dans cette piece par Dieu même, le spectateur a droit de croire que ce songe est envoyé d'en haut. C'est un défaut : il fallait ôter le songe ou constater bien formellement que Dieu n'a pu annoncer à Caïn une distinction si injuste entre sa race et celle de son frere ; que ce songe n'est que le produit des noires vapeurs qui l'assiegent, etc. L'auteur pouvait placer ces détails importans dans le rôle de Méhala.

Il n'est pas moins vrai que la *partialité divine* est très-marquée dans le refus du sacrifice de Caïn ; car sa réconciliation avec Abel paraît sincere, et les spectateurs doivent le croire de bonne foi ; rien n'indique le contraire. C'est une très-mauvaise raison que celle qu'allegue l'auteur, que ces deux vers prononcés par Caïn, après que son sacrifice a été rejetté,

Si dans ce lieu j'ai dit que je t'aimais,
Traître, je t'ai trompé : je ne t'aimai jamais,

suffisent pour justifier Dieu. Non, assurément ; car ces deux vers peuvent très-bien n'être que le cri de la fureur, dans un

Digitized by Google

moment où Caïn n'a pas tort d'être ulcéré d'une espece de réprobation que ce qu'il vient de faire ne paraît pas mériter. Que devait donc faire l'auteur? Montrer bien décidément la haine toujours enracinée dans le cœur de Caïn, passé le premier moment où il est touché de la douleur de son pere; lui faire dire que s'il consent à embrasser Abel, c'est uniquement par déférence pour ses parens, pour sa femme, pour n'être plus fatigué de leurs reproches; mais qu'au fond il regarde avec mépris ces tendresses efféminées, ces vains embrassemens, etc. Le germe de tout cela est dans Gessner: alors la réprobation paraîtrait légitime.

On voit que le seul travail important que le citoyen Legouvé eût à faire pour la contexture de sa piece, consistait à bien discerner les changemens qu'exigeait la différence de l'épopée à la tragédie; et c'est précisément ce qu'il n'a pas fait. Mais si jamais les fautes sont excusables, c'est sur-tout dans un premier ouvrage, et celles-là peuvent se corriger. Elles sont assez graves; mais si elles n'ont pas empêché que la piece ne fût accueillie, c'est qu'il y a dans le sujet des avantages que l'auteur a su conserver, et dont il a tiré parti: un mélange de simplicité et de majesté, l'une qui tient aux mœurs de l'enfance du monde; l'autre à ce commerce continuel de la premiere famille des humains avec le créateur; la nouveauté du costume, le contraste de la douceur et de la bonté d'Abel avec la violence farouche et la sombre dureté de Caïn. Ce dernier personnage qui est le chef-d'œuvre du poëme de Gessner, est tracé dans la piece avec beaucoup d'énergie; mais peut-être desirerait-on qu'il fût caractérisé avec plus de précision. Le fond de ce caractere est l'envie, ce vice si malheureusement attaché à la nature humaine. On aurait pu, dans le dialogue, le faire sentir davantage; Caïn même pouvait en rougir quelquefois, et n'en être que plus furieux; c'est le propre de cette exécrable passion, et la morale de la piece pouvait être ce vers:

Et le premier forfait est commis par l'envie.

Il reste à parler du style. L'auteur en cette partie annonce du talent. En général, il y a de la tournure dans ses vers, quelquefois de l'élégance. Il y en a quelques-uns d'heureux; quelques traits de force; le dialogue est bien entendu: peu d'emphase et de déclamation; mais aussi la versification est bien souvent vicieuse et de bien des manieres; de la gêne dans les constructions, de l'impropriété ou de la recherche dans les expressions; beaucoup de vers durs ou prosaïques, etc. Il serait trop long de détailler toutes ces fautes: je me bornerai à quelques exemples.

Caïn, mon cher Abel, depuis *long-tems t'a fui*.....
Et loin que *ton refus par ton remords* s'expie.....

Digitized by Google

T'aigrissant sur ton sort et l'entourant d'ennui.....

Mais non ; je crois entendre *enfin son cri sacré.....*

Ces vers et beaucoup d'autres pareils sont d'une dureté choquante. En voici qui pèchent par des constructions pénibles, désagréables, forcées, etc.

Est-ce que tu me rends, Caïn, responsable?.....

Ne t'a-t-il pas donné *tout ce dont la nature*

Charme, etc.

Qu'avec dédain *par lui je me suis vu prié!*

Sentez mes pleurs couler : *j'en baigne* votre main.

Ils baignent votre main, était bien facile à trouver : *j'en baigne* est malheureux à rencontrer : c'est à l'oreille à sentir ces différences qu'il suffit ici d'indiquer. Expressions impropres :

Et vers cet holocauste avance *revêtu*

De se repentir vrai, etc.

Cette métaphore est absolument fausse : il est impossible de se figurer quelqu'un *revêtu de repentir.*

Je dois toujours *former* cette funeste *crainte.*

On ne *forme* point une *crainte.* L'errata indique *avoir*, au lieu de *former.* Mais alors le vers devient extrêmement plat. Le mot propre était *sentir.*

L'auteur affectionne certaines expressions figurées, mais qui ne sont plus que parasites, tant on les a souvent employées ; et dans ce cas, il ne faut s'en servir que d'une maniere neuve. Il est à remarquer que ceux qui recherchent le plus les métaphores, les figures de diction, ne sont pas délicats sur le choix ; ils rebattent à tout moment ce qu'il y a de plus trivial en ce genre, et prennent cette bigarrure pour *du coloris.* Dorat entr'autres n'y manquait pas : ses vers ressemblaient à des habits d'arlequin. L'auteur d'Abel ne donne pas dans cet excès. Mais on doit l'avertir pourtant qu'il cherche trop dans ses vers les petits agrémens poétiques qui conviennent rarement à la sévérité du style tragique. Le goût des figures le fait tomber dans de cruelles fautes : il faut lui en donner une preuve frappante. Abel transporté du retour et des embrassemens de son frere, lui en témoigne toute sa joie ; c'est un de ces momens où l'expression doit sortir toute entiere d'un cœur trop plein et qui déborde pour ainsi dire ; un de ces momens où la moindre affectation est mortelle. Que penser de ces deux vers ?

Je te satisferai ; mais qu'aussi moins farouche,

Le pardon sans délai *descende de ta bouche.*

Descende de ta bouche! voilà qui est pire que tous les solécismes et tous les barbarismes imaginables ; les solécismes et les bar-

Digitized by Google

barismes n'offensent que la langue, mais une métaphore comme *ce pardon qui descend de la bouche*, donne un démenti à la nature, à la situation. Il est absolument impossible qu'un homme vraiment pénétré s'exprime avec cette ridicule recherche. Sur un pareil vers, un lecteur sensible serait tenté de jetter le livre, s'il ne se souvenait, par réflexion, combien la jeunesse est facile à égarer par le mauvais exemple et les mauvaises doctrines. Il est clair que l'auteur persuadé que le premier de tous les mérites est dans les figures, a eu le malheur de s'en occuper au milieu même d'un morceau d'épanchement où son ame devait seule dicter ses expressions. Il savait que le mot *descendre* avait été plus d'une fois employé figurément, et avec succès. Il s'en est servi sept ou huit fois dans ses trois actes, et a voulu encore le remettre ici, et il faut bien le dire, de la maniere la plus déplorable; on dirait bien (je suppose) que le pardon descend des cieux sur la terre; la figure est claire et juste; mais le faire *descendre de la bouche!...* Je souhaite que le citoyen Legouvé suive désormais de meilleurs guides et de meilleurs principes, et qu'il prenne en bonne part des conseils qui ne peuvent avoir d'autre motif que l'intérêt qu'il est naturel de prendre à un talent qui donne quelques espérances; s'il les prenait en mauvaise part, j'en serais fâché, mais pour lui.

ANNONCES.

Projet de Constitution de la République Française, par H. Ruault, citoyen français; volume *in*-8°. de 220 pages; prix 2 liv., et 3 liv. franc de port par la poste. A Paris, chez Belin, libraire, rue Saint-Jacques, n°. 26.

Nouveau siecle de Louis XIV, ou *poésies-anecdotes du regne et de la cour de ce prince*, avec des notes historiques et des éclaircissemens, quatre volumes *in*-8°. de 480 pages chacun, jolie édition; prix 19 liv. broché, et 21 liv. 10 sous franc de port pour les départemens. A Paris, chez Fr. Buisson, libraire, rue Hautefeuille, n°. 20.

Le Pour et Contre, tomes III, IV, V, VI, VII et dernier; recueil complet des opinions prononcées à l'Assemblée conventionnelle dans le procès de Louis XVI: on y a joint toutes les pieces authentiques de la procédure. Chaque volume *in*-8°. est de 400 pages, imprimé sur Cicéro-Didot; prix 4 liv. à Paris, et 5 liv. franc de port pour les départemens. A Paris, chez Buisson, libraire, rue Hautefeuille, n°. 20; et chez Chaudé, rue Pierre-Sarrazin, n°. 7.

Cet ouvrage est maintenant complet. Les abonnés sont invités à se compléter le plutôt possible, s'ils veulent ne pas éprouver des lacunes qu'il serait peut-être impossible de remplir, s'ils tardaient trop.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 29 mars 1793.

TROIS riches maisons de commerce de Varsovie, celles de Tepper, de Cabrit et de Schultz ont fait banqueroute il y a quelque tems ; déja les villes les plus considérables ressentent les contrecoups de ces faillites. Francfort sur l'Oder, Dantzick, Berlin, Breslaw, Dresde, Leipsick, Copenhague et Hambourg en sont atteintes, et Londres et Amsterdam n'en seront pas exemptes. Cet évenement est plus lié qu'il ne le semble d'abord, avec les affaires politiques. En effet une commission formée pour dresser le bilan de la maison Tepper, a découvert une partie des causes de la ruine de ce banquier dans des comptes relatifs aux pensionnés de la Russie en Pologne ; aussi-tôt est intervenu l'ambassadeur Siewers ; il s'est permis d'exiger, au nom de sa cour du maréchal Mniseck, qu'il apposât les scellés sur le comptoir et les livres de cette maison. On dit aujourd'hui que les affaires de celle de Schultz sont moins délâbrées que celles des deux autres. Au reste, le public n'approuve ni le choix, ni la maniere de procéder de la commission chargée de l'examen des papiers de ces maisons de commerce, que l'on pouvait regarder, à quelques égards, comme tenant entre leurs mains les finances de la Pologne : on espere que ces inspecteurs seront organisés différemment, avant de commencer leurs opérations auxquelles tant de fortunes sont intéressées.

Le 13 Mars, M. Bonneau, ci-devant chargé des affaires de France, a été arrêté par la police de Varsovie, sous la présidence du grand-maréchal de la couronne Mniseck, toujours à la demande de M. Siewers, ambassadeur de Russie. Après lui avoir enlevé ses papiers, et fait subir un interrogatoire, on l'a tenu en charte privée pendant trois jours, et livré ensuite à M. Siewers, qui l'a sur-le-champ fait partir pour la Sibérie, au dire de quelques personnes. — Déja l'ont fait prêter en Pologne aux Français qui y sont établis, le même serment que celui que Catherine II exige d'eux dans tout son empire. On y a même fait l'addition suivante, *vengeance contre les assassins du roi Louis XVI.* De plus, on porte à la police toutes les lettres qui viennent de France. Les personnes à qui elles sont adressées sont mandées par elle, et obligées d'en donner lecture. — On colore toutes ces vexations du nom de mesures de prudence contre les prosélites des Jacobins en

Digitized by Google

Pologne, que l'on suppose entretenir une correspondance avec les émigrés de cette nation retirés à Léipsick. La cour de Russie a demandé en conséquence à celle de Vienne l'éloignement du prince Joseph Poniatowski, neveu du roi qu'elle accuse de correspondre avec les mécontens. L'électeur de Saxe est également sommé de chasser de chez lui tous ceux qui portent ombrage au cabinet de Pétersbourg; mais on assure qu'il s'y refuse.

M. Siewers est parti le 19 pour Grodno. Cet ambassadeur emporte des instructions détaillées sur la forme future du gouvernement que les trois cours alliées s'accordent à donner à la partie de la Pologne qu'elles voudront bien s'abstenir de prendre. Le roi sera obligé, malgré sa répugnance, de se rendre dans cette ville pour le 4 avril au plus tard.

Tandis que la Pologne est ainsi traitée, deux villes presque Polonaises, ou qui du moins le sont par la langue et les mœurs, Thorn et Dantzick, sont passées au pouvoir du roi de Prusse, la première il y a quelques mois, et la seconde seulement depuis quelques jours. Nous joignons ici la proclamation du cabinet de Berlin.

« Les mêmes raisons qui ont obligé S. M. le roi de Prusse, à faire entrer un corps de ses troupes dans quelques-uns des districts de la Grande-Pologne, la mettent aussi dans la nécessité de s'assurer de la ville et du territoire de Dantzick.

« Sans parler des dispositions peu amicales que cette cité nourrit contre la Prusse depuis une longue suite d'années, elle est devenue aujourd'hui un des foyers de cette secte atroce, qui marche de crimes en crimes, et qui cherche à les propager de tout côté par le ministere impur de ses suppôts et de ses affiliés. L'un de ces scélérats, après avoir essayé envain de répandre le poison de sa doctrine au sein d'une nation heureuse et fidele, a été accueilli ouvertement à Dantzick même, et ce n'est qu'à force de représentations qu'on a pu l'arracher des mains de ses protecteurs. Cet exemple récent, d'autres abus fréquens d'une liberté mal-entendue, les relations étroites qu'entretiennent les factieux de France et de Pologne avec un parti qui, par la hardiesse de ses principes, l'emporte sur la pluralité des citoyens bien intentionnés, la facilité enfin que trouve l'ennemi commun à se procurer, par l'entremise de ses adhérens à Dantzick, des approvisionnemens de toute espece, nommément des grains; ce sont autant d'objets qui ont dû fixer l'attention du roi sur cette ville, l'engager à la contenir dans de justes bornes, et à pourvoir à la sûreté et à la tranquillité des provinces Prussiennes du voisinage.

« Pour cet effet, S. M., après s'en être concertée avec les puissances co-intéressées, a chargé son lieutenant-général, le sieur de Roumer, d'occuper la ville et le territoire de Dantzick, par un corps de troupes suffisant, dans le dessein d'y maintenir le bon ordre et le repos public.

« Il ne tiendra qu'aux habitans de mériter par une conduite paisible et sage la bienveillance du roi, en accueillant et en traitant amicalement ses troupes, et en leur fournissant l'aide et l'assistance dont elles auront besoin. Le général commandant ne manquera

Digitized by Google

pas de son côté de faire observer la plus exacte discipline, et d'accorder sa protection à tous ceux qui seront dans le cas de la réclamer.

« Telles étant les dispositions de S. M. Prussienne, elle se flatte que le magistrat de Dantzick n'hésitera pas d'y souscrire, et de favoriser ainsi les vues salutaires dont il sera le premier à ressentir les effets. »

Berlin, le 24 février 1793.

Des lettres de Stockholm, en date du 20 mars, portent que le commerce a été averti ministériellement de l'intention du gouvernement d'observer dans les conjonctures actuelles la neutralité la plus stricte, et de l'armement de 9 vaisseaux de ligne et 7 grosses frégates pour la protection des bâtimens nationaux. — Il passe au service de la Hollande un assez grand nombre d'officiers de la marine Suédoise, qui n'etant pas employés chez eux, vont chercher ailleurs de la gloire et de la fortune.

On écrit de Pétersbourg que l'impératrice a fait une grande promotion dans sa marine : les contre-amiraux Spiritoff, Gibo, Utschakof et Ribas sont montés au grade de vice-amiraux de la mer Noire. — On mande de Moscow que la première caravane qui a r'ouvert le commerce avec la Chine, interrompu depuis quelques années, est de retour des frontieres de ce vaste empire : elle a apporté 1500 caisses de ce thé si supérieur à celui qu'on fait venir par mer, et pour la valeur de 250 mille roubles de cotons.

Les lettres de Copenhague, du 26 mars, annoncent qu'on attend incessamment dans cette ville M. Girault Soulavie, en qualité de chargé des affaires de France : il vient remplacer M. de Vibraye, qui a pris congé du roi et de la famille royale, et doit, dit-on, se retirer ici où il n'est pas encore arrivé, quoiqu'il soit parti le 12. On suppose que son successeur est l'homme de lettres connu pour avoir publié les mémoires de Richelieu et plusieurs autres ouvrages de ce genre, ce qui l'aura familiarisé, sinon avec la diplomatie, du moins avec l'habitude des cours.

Un naturaliste américain, qui a fait plusieurs voyages maritimes, a publié des observations, dont une sur-tout mérite d'être connue plus particulierement; la voici : l'eau de la mer près des côtes, des bancs et des écueils est plus froide de 9 à 10 degrés, thermometre de Delisle, que celle de la pleine mer. En se servant d'un thermometre, on peut donc voir si dans la route on approche des bancs et des écueils cachés, et se diriger en conséquence; on ne connaît pas encore dans les mers fréquentées tous ces écueils et bancs, et il y en a qui ne sont pas marqués sur les cartes marines, et s'ils le sont les calculs de distance sont souvent faux. L'usage du thermometre remédiera à cet inconvénient, et pourra sauver plus d'un vaisseau d'un danger imminent.

Digitized by Google

De Francfort, le 8 avril.

Des lettres de Vienne, du 25 mars, annoncent la continuation de dons patriotiques faits à l'empereur, pour l'aider à soutenir la guerre contre la France, guerre dont les succès du Prince Cobourg, et même ceux des généraux Prussiens déjà connus, semblent promettre à la maison d'Autriche de se tirer avantageusement. Ces victoires n'empêchent pas de prendre des précautions sages, qu'on pourrait se répentir d'avoir négligés, si des revers les rendaient indispensables, et qu'il ne fût plus tems d'y pourvoir. On porte à 50,000 hommes l'armée de réserve qui se rassemble, et que l'on cantonnera dans le quartier de l'Inn jusqu'aux environs de Guntzbourg. — Les états de Basse Autriche viennent de remettre au trésor Impérial un don gratuit de 45,000 ducats, et ceux de la Moravie ne tarderont pas d'imiter cet exemple. Enfin, les habitans de Vienne ont obtenu la permission qu'ils avaient vivement sollicitée de lever un corps franc de 1,500 hommes, dont la formation et l'entretien se fera par le moyen d'une souscription déja remplie d'avance. — Les états-généraux des Provinces-Unies avancent, dit-on, à l'empereur, sous le nom de prêt, la somme de 30 millions de florins. Cette nouvelle qu'on donne, comme très-sûre, semble au moins douteuse aux personnes bien instruites de l'état des finances de ces provinces. En effet, on connaît la nullité du crédit du gouvernement Batave; on sait qu'il a forcé les impôts pour sa propre défense. Il est aisé de trouver la preuve de la chûte de ce crédit dans un seul fait de notoriété publique. L'argent de banque valait autrefois quatre pour cent de plus que l'argent courant; à peine aujourd'hui se trouve-t-il au pair; cela n'empêche pas qu'il n'y ait en Hollande, comme en Angleterre, des particuliers très-opulens. Mais au milieu de cette richesse l'état est pour ainsi dire en banqueroute. — Un secours moins considérable, mais plus certain, ce sont les 4,000,000 de subsides accordés par les états de Hongrie assemblés en diette. Malheureusement, il ne s'en réalisera qu'une très-foible partie dans les coffres de l'empereur. La plus forte se paye en reconnaissances de fournitures faites pendant la dernière guerre contre les Turcs. Il est vrai que cette non-valeur se trouvera compensée par un subside extraordinaire de deux millions dont les états se sont empressés d'acquitter une partie en numéraire.

La cour de Vienne voulant prévenir une disette qui ne manquera pas de se faire sentir à toute l'Europe, pour peu qu'une guerre qui enleve tant de bras à l'agriculture dure encore long-tems, a fait défendre dans tous les états Autrichiens l'exportation des grains à l'étranger.

Les rapports diplomatiques avec les puissances coalisées se suivent toujours d'une maniere très-active. C'est sur-tout avec la

Digitized by Google

principale, la Prusse, qu'ils sont le plus fréquens. Le marquis Lucchésini, continuent les mêmes lettres de Vienne, devait venir ici en qualité d'envoyé Prussien; mais ce ministre reste auprès du Roi. Le baron de Reeh, ou bien le jeune comte de Schulembourg viendront ici occuper ce poste. — Le dernier courier extraordinaire de Madrid a suivi de près celui qui avait déja apporté l'accession du roi d'Espagne à la ligue des puissances contre la nation française. Il est sans doute venu seulement chercher des explications sur quelques points; car il n'a pas tardé à remporter la réponse. C'est le 21 mars qu'il s'est remis en route pour l'Espagne. — L'empereur a fait presser l'électeur de Saxe par le prince de Reuss, envoyé d'Autriche à Berlin, de fournir 6000 hommes au-delà de son contingent, et d'adhérer à l'alliance de la Prusse et de l'Autriche. Cette négociation n'a point eu de succès. — L'électeur mécontent sans doute des puissances co-partageantes de la Pologne, trône auquel sa famille avait été appelé après la constitution du 3 mai, a répondu sechement, qu'on ne cherchait son amitié que lorsqu'on en avait un besoin indispensable, qu'il fournirait son contingent, et rien de plus; que le Landgrave de Hesse, et l'électeur de Hanovre lui avaient déja fait de pareilles propositions, et qu'ils avaient reçu les mêmes réponses.

Le chef de la maison d'Autriche, à qui cette guerre est plus personnelle, avise en conséquence au moyen de se procurer d'une autre maniere les troupes dont il a besoin; il travaille à s'assurer quelques régimens Suisses; il a pris à sa solde les deux régimens Français déserteurs de Saxe et de Royal-Allemand. Quatre bataillons d'infanterie et un escdron de cavalerie de troupes de Wirtzbourg et d'Anhalt-Zerbst y passent aussi.

De son côté le roi de Prusse presse vivement les Français. Le plan formé pour la réduction de Mayence, non par un siége formel, mais en cernant la ville de tous côtés, a commencé à s'exécuter avec le plus grand succès. La plus grande partie de l'armée Prussienne ayant passé le Rhin à Caub et à Bacherach, s'est portée de-là vers les bords de la Nahe et sur Bingen, y a attaqué les Français le 27 de ce mois, les a battus et dispersés, fait plus de 200 prisonniers, de ce nombre est le général Neuwinger qui les commandait, s'est emparé ensuite de Bingen même, a repoussé le général Custine de Creutznah, où il était accouru avec un petit corps, et l'a forcé de rétrograder jusqu'à Altzey, ou même vers Landau. S. M. Prussienne a marché le 29 à Oppenheim. Le prince-royal son fils occupe Ingelheim entre Bingen et Mayence: ses postes avancés sont à une lieue de cette derniere ville sur la rive gauche du Rhin, tandis que les troupes Hessoisses et Saxonnes renferment sur la droite la partie de Cassel, en garnisssant Costheim, Hochheim, etc. Les Autrichiens appuient

Digitized by Google

puient leur gauche à la droite des Prussiens, et probablement leurs forces combinées vont investir Landau.

PROVINCES-UNIES ET BELGIQUE. *De la Haye, le 12 avril.*

Le lord Auckland, ambassadeur d'Angleterre, avait remis le 18 du mois dernier à L. H. P. un mémoire, où après les avoir assurés des dispositions de sa cour, à seconder les efforts de la République pour repousser les armes françaises, et les avoir félicités de la belle défense de Maestricht, de Willemstadt, etc. il sollicitait la levée de l'embargo qu'il avait fallu mettre indistinctement sur tous les navires. — A la suite d'une délibération qui avait eu lieu le 20, les états-généraux avaient répondu par une office à communiquer en même-tems aux trois cours de Vienne, de Londres et de Berlin : ils y remerciaient les défenseurs des Provinces-Unies de ce qu'ils avaient déja fait pour elle, sollicitaient la continuation et même l'augmentation des secours de la Grande-Bretagne, promettaient de continuer de résister à l'ennemi, et de lever incessamment l'embargo. Une lettre de félicitation sur la prudence des états-généraux adressée à M. Fayel, qui en est le greffier, et signée en commun Staremberg et Keller, avait accusé la réception de cette piece au nom de l'empereur et du roi de Prusse. Depuis, le territoire Hollandais ayant été complettement évacué, les Etats de Hollande et de West-frise ont écrit le 5 avril une lettre circulaire pour en faire rendre à Dieu des actions de graces solemnelles dans toutes les villes de la province. Le comte de Staremberg, d'accord avec le lord Auckland, a présenté le même jour aux états-généraux un mémoire dont voici la teneur. On voit qu'ils y font allusion aux quatre commissaires de la Convention arrêtés et livrés par le général Dumourier.

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS !

Il est connu que, vers la fin du mois de septembre de l'année dernière, S. M. Brit. et V. H. P. ont donné, de concert, l'assurance solemnelle que dans le cas où le danger imminent qui menaçait, dès-lors les jours de LL. MM. très-chrétiennes et de leur famille, se réalisât, S. M. et L. H. P. ne manqueraient pas de prendre les mesures les plus efficaces pour empêcher que les personnes qui se seraient rendues coupables d'un crime aussi atroce ne trouvassent aucun asyle dans leurs états respectifs ; cet évenement qu'on pressentait avec horreur a eu lieu, et la vengeance divine parait ne s'être pas long-tems fait attendre. Quelques-uns de ces détestables régicides sont déja dans le cas de pouvoir être soumis au glaive de la loi ; les autres sont encore au milieu du peuple qu'ils ont plongé dans un abime de maux, et auquel la famine, l'anarchie et la guerre civile préparent de nouvelles calamités ; enfin, tout ce que nous voyons arriver, concourt à nous faire regarder comme prochaine la fin de ces malheureux, dont la démence et les atrocités ont pénétré d'épouvante et d'indignation tous ceux qui tiennent aux principes de religion, de morale et d'humanité.

Digitized by Google

« En conséquence, les sous-signés soumettent au jugement éclairé et à la sagesse de vos hautes puissances, si elles ne trouveraient pas convenable d'employer tous les moyens qui sont en leur pouvoir pour défendre l'entrée de leurs états en Europe, ou de leurs colonies, à tous ceux des membres de la soi-disante Convention nationale, ou du prétendu conseil exécutif, qui ont pris part directement ou indirectement audit crime; et s'ils étaient découverts et arrêtés, de les faire livrer entre les mains de la justice pour servir de leçon et d'exemple au genre humain.

Fait à la Haye, ce 5 avril 1793. *Signés*, AUCKLAND, LOUIS C. DE STARHEMBERG.

Le même jour, le prince-stathouder remit en original à L. H. P. assemblées, les articles des capitulations, en vertu desquelles Breda et Gertruidemberg ont été rendus aux troupes sous les ordres du prince héréditaire son fils.

Capitulation entre le général des armées combinées, et le général Fiers, commandant à Breda les troupes de la République Française.

« Art. I. Conformément à l'ordre du général Dumourier, le général Fiers rendra les places de Breda et Gertruydemberg, et les garnisons sortiront avec tous les honneurs de la guerre, tambours battans, drapeaux déployés, mèches allumées, amenant avec elles tous les effets militaires, armes et munitions et vivres appartenans à l'armée française. — *Rép.* Que la ville de Breda soit, en conformité des ordres de M. Dumourier, remise aux troupes de l'armée alliée, pour en prendre possession, mais que la ville reviendra en propriété dans l'état où elle se trouvera, aux états-généraux; accordé que la garnison en sortira avec les honneurs de la guerre, tambours battans, drapeaux déployés, mèches allumées, amenant avec elles leurs pieces de bataillon et leurs effets militaires, mais que l'on fournira jusqu'à Lille deux livres de pain par homme.

« II. Le passage des troupes françaises sur le territoire des puissances en guerre avec la France, sera garanti par le général commandant en chef l'armée combinée, jusqu'au moment de leur jonction avec l'armée du général Dumourier. — *Rép.* Accordé avec le changement qu'ils seront garantis par les généraux des troupes alliées.

« III. Il sera fourni des voitures, bateaux, ou bâtimens pour les objets mentionnés au premier article, et sera pris des arrangemens pour la subsistance des troupes pendant la route. — *Rép.* Accordé, avec le changement du premier article, et qu'à cet effet l'on doit donner des listes exactes de la force de la garnison et des chevaux à eux appartenans, ne pouvant y être compris ceux qui ont été pris aux habitans de la république, afin qu'on puisse régler en conséquence la quantité des voitures, rations et portions. »

« IV. Toutes les troupes étrangeres au service et à la solde de la république française sont comprises dans la présente capitulation, ainsi que tous les particuliers attachés à l'armée par le général Dumourier.

« *N. B.* On observe que cet article n'a pas besoin d'explications, attendu qu'il a été discuté verbalement. — *Rép.* Accordé, en autant qu'on mette, à la solde de la France, au lieu de la République française, demandant des élucidations sur ce qu'on comprend par les particuliers attachés par le général Dumourier à l'armée.

Digitized by Google

« V. Les bateaux ou bâtimens, appartenans à l'armée française, qui peuvent être à Breda ou à Gertruydemberg auront leur passage libre jusqu'en France. — *Rép.* Tombe de soi-même, ne pouvant concevoir comment il pourrait y avoir des bâtimens français à Breda.

« VI. Les troupes françaises, n'ayant point de tentes, feront leur route par cantonnemens; si l'on ne préfere fournir des tentes, la marche sera concertée entre les généraux respectifs. — *Rép.* Accordé qu'elles marcheront par cantonnemens.

« VII. Il sera envoyé un commissaire et un officier d'artillerie pour constater l'état présent de l'arsenal, fortifications et autres objets relatifs aux intérêts réciproques, la place devant être rendue avec ce qui appartient à la Hollande dans l'état actuel. — *Rép.* Accordé en conformité des changemens faits à l'art. I.

« VIII. Tout ce qui composait l'escorte qui a été faite prisonniere au moment où les négociations étaient entamées, sera rendu, et l'officier que le général en chef de l'armée combinée réclame, sera remis par le général Dumourier, devant être demandé avec instance et comme un engagement pris par le général Flers.

« *N. B.* La demande n'ayant point de bornes, le général Flers ne s'engage à cette proposition qu'à concurrence. — *Rép.* L'on accorde de rendre les prisonniers faits le 29 de mars, moyennant que M. de Morsel et les autres pris, comme ôtages dans la principauté de Maurs, par le général de Lamorliere, soient remis en liberté, ainsi que les prisonniers faits au fort St. Michel, au Klundert près Willemstadt, à Poppel, un hussard Prussien, nommé Veicke, du régiment du général de Goltz, et tous les prisonniers faits pendant la campagne, ainsi que ceux qui ont été enlevés en recrues, dont on tâchera de donner une liste exacte, remettant à la loyauté française de remettre ceux dont on ne pourrait indiquer les noms.

« IX. Le travail des commissaires, officiers d'artillerie respectifs, les moyens relatifs à la marche des troupes françaises en garnison à Gertruydemberg et Breda, demandant quelques jours, la garnison de Gertruydemberg partira le....., pour arriver à Breda, et le lendemain les garnisons des deux places sortiront ensemble par la porte d'Anvers, après que les portes de Bois-le-Duc et Ginneken auront été remises aux troupes hollandaises (1). — *Rép.* L'on accorde quatre jours, à compter du moment que les troupes alliées auront pris possession des portes d'Anvers et de Bois-le-Duc, pour

(1) Les objets militaires relatifs à la place ayant été reconnus d'avance, le général Flers tient toujours aux termes explicites de l'article IX suivant l'usage de la guerre, c'est-à-dire, que les troupes françaises évacueront par la porte d'Anvers, tandis que celles des alliés entreront par la porte de Bois-le-Duc le jour qui sera convenu, après que les officiers d'artillerie et commissaires des guerres respectifs auront procédé.

Enfin, la municipalité inquiette à cause des secours et moyens qu'elle a été obligée de fournir à l'armée Française, demande pour elle et ses habitans protection, et l'attend de la générosité du général en chef commandant l'armée combinée et des généraux des puissances alliées.

Rép. On y aura égard autant que possible.

Digitized by Google

ce qui regarde Gertruydemberg. L'on observera exactement les articles de la capitulation. »

Fait et arrêté en double, au quartier-général devant Breda, entre le major de Boeltzig, au service de Prusse; et le comte de Byland, colonel au service de la république d'Hollande, d'une part; le lieutenant-colonel la Barriere, commandant de cette place, et le lieutenant-colonel du génie, Tholozé, directeur des forteresses, de l'autre, chargés de pouvoirs par les officiers généraux de l'armée combinée devant Breda et le général Flers, commandant les troupes françaises dans cette place.

Signés, DE BOELTZIG, major; comte DE VARO, lieut.; C. G. A. comte DE BYLAND, colonel et adjudant-général; le général commandant les troupes de leurs hautes puissances les états-généraux des Provinces-Unies, *signé*, G. F. prince héréditaire D'ORANGE; F. LA BARRIERE; THOLOZE; le général commandant les troupes de la République française à Breda, CHARLES FLERS.

Articles de la capitulation stipulée entre le général Tilly, commandant en chef à Gertruydemberg, et le comte de Wartensleben, général-major d'infanterie, commandant les troupes de leurs hautes puissances, cantonnées à Raemsdonc, sous les ordres de son altesse sérénissime le prince héréditaire d'Orange et de Nassau.

« Art. I. Toutes les troupes composant la garnison de Gertruydemberg sous les ordres du général Tilly, sortiront de la place avec tous les honneurs de la guerre quelconques, tambours battans, trompettes sonnantes, enseignes déployées, méches allumées, avec armes, bagages, et seront conduites avec les mêmes honneurs par une escorte des troupes hollandaises, ou bien de leurs alliés, jusque sur les frontieres de France les plus voisines, et ne pourront, sous aucun prétexte, être inquiétées dans leur marche, soit sur le territoire hollandais, ou sur tout autre où elles passeront. — Accordé.

« II. Les munitions de guerre et de bouche, appartenant à la garnison, les chevaux d'artillerie, des caissons des vivres, fourage, hôpitaux et ambulances, ceux des officiers, de leurs domestiques; en général, tous les meubles et ustensiles de la garnison devront lui être conservés et suivre ladite garnison. — Accordé.

« III. A l'égard des munitions de bouche dont le transport éprouverait des difficultés, il en sera fait une estimation de gré à gré par des commissaires, et lesdites munitions seront payées par la république d'Hollande. — Accordé, sur la parole d'honneur des deux commissaires français, que les vivres en question appartiennent à la France, comme ayant été payés de gré à gré.

« IV. Il sera fourni les chevaux, chariots, bateaux nécessaires pour le transport des munitions et bagage, ainsi que les vivres fourrages nécessaires pendant la route; le gouvernement français se rendant garant du paiement de ces objets. — Accordé.

« V. La route que devra tenir la garnison, ainsi que les journées de marche, seront déterminées de maniere à ne pas trop fatiguer la troupe; les officiers de logement et fourriers, devront toujours devancer de 24 heures le gros de la troupe, afin que les logemens soient marqués et désignés, lors de l'arrivée de la troupe, et que les vivres et fourrages soient prêts, pour que la marche du lendemain ne soit point retardée. — Accordé: et il sera

Digitized by Google

fait un état de route, de concert entre les commissaires français et hollandais, lequel état sera signé desdits commissaires.

« VI. Les officiers, soldats, ou employés qui, pour cause de maladies ou blessures ne pourraient partir avec les troupes françaises, ou qui seraient obligés de rester en route, seront traités dans les hôpitaux avec tous les soins qu'exige l'humanité, sauf à indemniser, par la République française, des frais de leur traitement; ils seront ensuite renvoyés en France, de même que le reste de la garnison. — Accordé.

« VII. Toutes les munitions de guerre quelconques, canons, fusils, et tout ce qui se trouve dans les arsenaux et sur les remparts de la ville, appartenant à la république d'Hollande, à l'époque de la rédaction de la capitulation, seront fidellement remis aux commissaires hollandais. — Accordé.

« VIII. Il ne sera fait aucune recherche sur la conduite qu'auront tenus les habitans pendant le séjour des français dans la ville. — *Rép.* Les commissaires hollandais n'ont pas les pouvoirs nécessaires pour traiter de cet article.

« IX. Tout officier ou soldat français qui se permettrait le moindre propos contre les troupes hollandaises, sera livré sur-le-champ aux commandans desdites troupes, pour en tirer la satisfaction qu'ils jugeront à propos; et réciproquement la même convention s'observera scrupuleusement, et sur l'honneur, par les troupes hollandaises. — Accordé.

« X. Les doutes qui pourraient survenir au sujet de quelques-uns des articles de la capitulation, seront interprétés en faveur de la garnison française. — *Rép.* La garnison française peut être assurée qu'on usera à cet égard de toute la loyauté possible.

« XI. Aussi-tôt la capitulation signée, les troupes hollandaises prendront possession de la porte de Bois-le-Duc; mais lesdites troupes ne pourront se répandre dans la ville et sur les remparts, ni dépasser les chevaux de frise qui seront posés pour limites, et ce, jusqu'à ce que les troupes françaises aient parfaitement évacué la place; il sera fixé de gré à gré, par les commissaires de part et d'autre, le tems nécessaire pour l'évacuation. — Accordé.

« XII. Il sera accordé un délai de quatre jours pour l'evacuation, à compter du jour et de l'heure où les troupes hollandaises auront pris possession de la porte de Bois-le-Duc. — Accordé. »

Tous les articles mentionnés ci-dessus s'observeront scrupuleusement. En foi de quoi nous, commissaires munis de pleins pouvoirs à cet effet, avons signé les présentes.

Raamsdonck, 2 avril 1793.

Signés, A. P. C. VAN SPAAN, colonel; J. W. IMBYZE VAN BATENBURG, capit. comm. d'artill.; ratifié par moi, commandant la brigade de l'aile droite, comte de WARTENSLEBEN, général-major; DE LARUE, colonel aide-de-camp du général en chef Dumourier; DU CLOS, capit. au corps du génie; ratifié par nous, commandant en chef à Gertruydemberg, TILLY.

La reddition de la première de ces places a été précédée d'une forte escarmouche entre les troupes hollandaises et un détachement de la garnison française. Les ennemis sortis au nombre de quelques cents hommes de la place pour couper du bois dans la forêt de Lies, furent attaqués par le prince Frédéric d'Orange, à la tête d'un détachement de hussards et

Digitized by Google

d'un bataillon de Quast infanterie. Les Français, pourvus d'une pièce de canon, aussi-bien que les nôtres, se défendirent vigoureusement, et tirerent à mitrailles ; enfin, ils se retirerent en partie ; mais 30 chasseurs à cheval, 150 fusiliers, parmi lesquels 7 officiers et leur canon, sont tombés entre les mains des troupes de la République.

Les états-généraux, pénétrés de reconnaissance pour le service important que leur a rendu le prince Cobourg, ont consacré un million de florins à partager, par portions égales, entre lui et son armée. On sait aussi que l'empereur se propose de récompenser magnifiquement ce général, qui a fait publier en entrant dans Bruxelles la proclamation suivante, qu'il tenait toute prête depuis le 1er. mars.

« Sa Majesté l'empereur et roi, persuadé que l'oppression, sous laquelle gémissent les provinces belgiques depuis l'invasion du mois de novembre dernier, a dévoilé aux yeux de ses fideles sujets, par une trop funeste expérience, la perfidie des principes destructeurs, à l'aide desquels la faction française, sous le prétexte d'une liberté chimérique, a cherché à fonder ses progrès, ne saurait douter de toute l'horreur qu'inspirent aux citoyens honnêtes les indignes menées de cette faction, également ennemie de la religion, des mœurs et de tout ordre social. S. M. est aussi convaincue que ses sujets belgiques désirent sincerement le rétablissement de l'ordre constitutionnel et de leurs loix fondamentales, attaquées par cette faction, et dans la jouissance desquelles ces provinces ont trouvé depuis plusieurs siecles leur bonheur et leur prospérité. »

« Dans cet état de choses, le rétablissement de cet ordre et de ces lois étant l'unique objet des efforts de la puissante armée que S. M. a envoyée au secours de ses fideles sujets, elle s'attend qu'ils s'empresseront à concourir à ce but salutaire ; certains d'être soutenus et protégés dans leurs efforts de toute son autorité et de sa puissance souveraine : S. M. déclarant de son côté que ceux qui, contre toute attente, oseraient agir en sens contraire, en se montrant comme partisans de cette même faction, seront traités en toute rigueur, comme rebelles à leur souverain et ennemis de la patrie. »

Donné à notre quartier-général à Aldenhoven, le premier mars 1793.

Signé, Prince de COBOURG ; *par ordonnance de S. A. S.*
Signé, FISCHER, *colonel, aide-de-camp général.*

Des lettres de Bruxelles, en date du 4 de ce mois, disent que cette ville jouit de la tranquillité la plus profonde depuis le départ des Français, que les *sermens* ou corps de métiers montent la garde, ce qui suffit pour la police de la ville, où il ne se commet aucun désordre. Tous les partis sont réunis, ajoutent-elles ; les noms de Vonckistes, Vandernootistes et Royalistes sont mis en oubli..... L'archiduc Charles doit faire

Digitized by Google

son entrée ici la semaine prochaine en qualité de gouverneur-général des Pays-Bas. L'empereur a remercié tous ceux qui formaient ci-devant le gouvernement des Pays-Bas. Dans la nouvelle organisation qui en sera faite dans peu, il y aura de grands changemens sur-tout parmi les chefs.

Les états de Brabant ont offert au prince de Cobourg six millions de florins et une levée de 30,000 hommes. Les prêtres sur-tout font éclater leur générosité. L'abbé de Tongerloo monte un régiment à ses frais.

ESPAGNE. *De Madrid, le 24 mars.*

On avait prodigieusement exagéré la bonne volonté des Espagnols. Le fait est que l'inscription des volontaires pour l'armée ne se fait pas vîte dans cette capitale, ni dans les environs; il y a même des villages de 500 feux où il ne s'est pas trouvé un seul homme disposé à partir, en sorte qu'il a fallu que les officiers municipaux allassent à Madrid en engager à force d'argent. Les officiers témoignent aussi beaucoup de répugnance à rejoindre. — On n'a pas moins de de peine à se procurer de l'argent que des hommes. Notre gazette a publié, à l'instar de celle de Vienne, une liste de dons patriotiques bien maigre, bien mesquine. La noblesse et le clergé veulent, à ce qu'il paraît, laisser tous les honneurs de ces contributions à la roture.

Un chevalier de l'ordre de St. Jacques, nommé Rubin de Celis, ayant déposé sa croix dans une assemblée primaire, à Bayonne, le conseil des quatre ordres de chevalerie a prononcé sa radiation du tableau. Ce tribunal se rendit le 23, au matin, dans l'église des religieuses jacobines pour faire exécuter la sentence sous ses yeux, et dégrader publiquement le condamné. Il a fallu se borner à exercer cette vengeance sur son effigie, M. Rubin de Celis ayant eu la prudence de s'éloigner. Après la lecture de la sentence faite par un commandeur, quatre chevaliers ont mis à la place du coupable, qu'on auroit bien voulu tenir, la croix, les éperons, le manteau de l'ordre et l'épée. Les spectateurs, partageant les sentimens des juges, ont renversé et foulé aux pieds l'effigie.

La cour a publié, le 27 mars, un manifeste assez semblable à celui du ministere britannique; sa tournure seulement en est différente, le génie espagnol mêlant la cause de Dieu aux raisons politiques; aussi les prêtres ont-ils été chargés de présenter dans leurs sermons les Français comme des athées contre lesquels le ciel veut qu'on s'arme: ce recrutement sacerdotal n'a pourtant pas eu tout le succès qu'on se promettait; il a fallu ordonner aux communes de dresser promptement la liste de tous les individus en état de porter les armes, qu'on fera marcher de force, puisque dans quatorze villes con-

Digitized by Google

sidérables, telles que Burgos, Valladolid, Segovie, Valence, Grenade, etc., il ne s'est présenté que 617 volontaires, dont la moitié hors d'état de manier un fusil, et pas plus de 5000 dans toute l'Espagne jusqu'au 28 mars; en conséquence, ne pouvant encore attaquer, on a écrit au commandant sur les frontières de se borner à la défensive jusqu'à ce qu'il ait reçu les renforts qu'on lui destine. — Les caisses de dons patriotiques, établies ici à l'instar de celles de Vienne, attendent les offrandes qui n'y arrivent pas plus vite que les hommes aux régimens. — La publication de la guerre contre la France s'est faite le 27 dans les places et carrefours de la capitale. Le cortege était composé de l'état-major et de détachemens de toutes les garnisons : on n'a entendu que quelques cris de *vive l'Espagne*, en trois ou quatre endroits. Le peuple a paru ne voir dans cette proclamation qu'une cérémonie indifférente.

« Les lettres de Valence du 26 mars dernier, annoncent que le dimanche 24, les écoliers se sont ameutés contre les individus qu'ils considéraient comme Français, (quoique les véritables Français eussent été expulsés de cette ville, en vertu de la cédule du 5,) qu'ils ont attiré à leur attroupement les gens de la campagne et des fauxbourgs; que ceux-ci, après avoir enfoncé les portes de la ville, qu'on avait fermées par précaution, réunis aux écoliers, ont pillé et saccagé les maisons des habitans, fils ou petit-fils de Français, qu'ils ont mis le feu aux effets, transportés dans cette vue dans les places publiques; que les proclamations du capitaine-général, les menaces de la faible garnison qui se trouvait à Valence, les exhortations de l'archevêque et des ordres religieux, ont été inutiles, qu'en conséquence, le général a fait renfermer les soi-disans Français, au nombre de 326, dans la citadelle, pour les soustraire à la fureur de la populace; que la rapacité et la haine paraissaient devoir être assouvies par cette mesure et par tous ces désastres; mais que les brigands ont recommencé leurs violences envers des maisons espagnoles, et qu'au départ de la poste, on ne savait comment se terminerait l'agression des gens de la campagne contre les citoyens de la ville. »

« Indépendamment du mépris que les séditieux ont témoigné dans cette émeute, pour les pouvoirs constitués, la force armée et les ministres de leur religion, l'autorité du gouvernement se trouve compromise, puisqu'il avait reconnu pour Espagnols ces mêmes individus qui ont été les premiers objets de la sédition. »

La cour de Lisbonne a pris des précautions pour retarder les riches cargaisons qui arrivent ordinairement du Brésil dans cette saison.

ANGLETERRE. *De Londres, le 2 avril.*

La communication entre la France, la Grande-Bretagne et la Hollande était absolument interrompue depuis le 19 du mois

Digitized by Google

dernier; elle n'est pas encore rouverte avec l'Angleterre, mais on a des nouvelles de ce pays par la voie de la Hollande.

Le 26 mars, il y eut de vifs débats dans la chambre des communes sur le bill de la correspondance traîtreuse avec la France. M. Erskine sollicita vainement la radiation d'une clause portant peine de mort contre quiconque ferait des achats, contrats ou engagemens en faveur des ennemis de la Grande-Bretagne. Le même jour, M. Pitt fit passer, malgré les objections de M. Fox, un plan d'emprunt, qui de son aveu même n'a pu se faire qu'à la condition onéreuse de huit pour cent, et augmentera la dette publique de 6,200,000 liv. sterling, quoiqu'il n'entre effectivement que 4,500,000 liv. dans les coffres. Le chancelier de l'échiquier obtint, pour l'acquit des intérêts du nouvel emprunt, la permanence du droit additionnel de dix pour cent sur toutes les taxes, ainsi que sur les distillations, même celles importées de l'étranger. — Le 28, la chambre des pairs entendit une seconde lecture des bills relatifs aux billets d'échiquier, et en ajourna la discussion en comité, au 8 avril. — Les communes reprirent celle du bill prohibitif de tout secours caché qui pourrait être donné à la France. On fit sortir les galeries. Le ministre obtint la passation de deux des clauses du bill, dont le reste sera repris le 4 avril.

La Grande-Bretagne a renouvellé le 25, pour six ans, un traité de commerce avec la Russie, dont une escadre ira bientôt dans la Méditerranée agir de concert avec celle de l'amiral Hood, forte de 15 vaisseaux de ligne.

Les lettres du 2 avril s'expriment ainsi : Notre paquebot n'étant pas reçu à Calais, nous ignorons absolument dans quel état est Paris. — Il y a de la fermentation en Irlande; les dépêches du vice-roi réclament des secours qu'on fait partir en diligence, pour réprimer les soi-disans défenseurs. — L'amiral Gell est parti avec 6 vaisseaux et 3 frégates, pour convoyer les bâtimens qui vont aux grandes Indes, jusqu'à une hauteur où ils n'aient plus rien à craindre. Là une partie de l'escadre prendra les navires de retour, et les ramenera ici; l'autre attendra le reste. — Le capitaine de la *Nanci*, arrivé en 16 heures d'Ostende, annonça dimanche au soir à l'amirauté la prise de ce port par les huit vaisseaux que l'amiral Macbrid avait détachés pour le fermer. La garnison Française de 2000 hommes a abandonné ses canons encloués, et neuf bâtimens chargés de grains, farines, huile, etc., ainsi que deux navires marchands anglais, retenus dans ce port, dont la France avait fait un entrepôt pour ses captures dans la Manche. — La frégate la *Cléopatre* vient d'amener à Yarmouth la galliote danoise le *Neptune*, chargée de blé, de beurre, de bœufs, etc. En général nos vaisseaux ont ordre de visiter rigoureusement tous ceux des puissances neutres dont on peut soupçonner que la cargaison est pour le compte de la France.

Digitized by Google

— C'est le 30 mars que la flotte de l'amiral Gardner a mis à la voile pour les Indes occidentales. Pour peu qu'il trouve du mécontentement dans les îles Françaises, il aidera à y faire une contre-révolution. — 500 émigrés Français venant de Jersey et Guernesey, sont fraîchement débarqués dans la capitale; ils disent qu'il y a encore dans ces îles 4000 personnes de leur parti qui n'attendent qu'une occasion pour les suivre.

Des lettres de Dublin, du 27 mars, annoncent qu'il vient de se déclarer dans cette capitale deux banqueroutes très-considérables, qui ne manqueront pas d'en entraîner beaucoup d'autres : elles ajoutent qu'on arrête tous les jours des brigands, qui ont pris le nom de défenseurs, et que, quoique le glaive de la loi ait déja débarrassé l'Irlande d'un grand nombre, on sent le besoin de ne pas s'endormir dans une fausse sécurité; qu'en conséquence le gouvernement vient de faire tirer de l'arsenal du château des pieces de canon avec des munitions, pour pouvoir se porter en forces dans les cantons les plus fatigués des rassemblemens de ces séditieux.

FRANCE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE DELMAS.

Séance du mardi 9 avril, 10 heures du matin.

La séance a été ouverte par la lecture d'une lettre de la commune du Havre, qui témoigne les plus vives inquiétudes sur les subsistances; elle demande à pouvoir prendre du bled dans les magasins militaires qui en regorgent. Cette demande est renvoyée au conseil exécutif.

Plusieurs dénonciations contre des commissaires du conseil exécutif, accusés de mettre des obstacles au recrutement, donnent occasion à Thuriot de demander que les commissaires de la Convention et les corps administratifs soient autorisés à prendre toutes les mesures nécessaires pour hâter la marche des troupes nouvellement levées. Cette proposition a été adoptée.

Carrier s'est plaint que le comité de sûreté générale était surchargé de travail; il a demandé qu'il fût adjoint six membres à ce comité. — Après quelques débats, Cavagnac, Carrier, Leyris, Maure, Brival et Lanau ont été adjoints. La Convention a adopté ensuite un décret qui détermine les cas où les fournitures défectueuses seront sujettes à être confisquées, et ceux où il y aura une amende contre les vendeurs, la Convention a décrété aussi quelques articles sur le partage des biens communaux.

Digitized by Google

Sur le rapport de Bréard, au nom du comité de salut public, et après une légere discussion, il a été décrété qu'il y aurait constamment trois représentans du peuple députés auprès de chacune des armées de la république, ils exerceront une surveillance active sur les opérations des agens du conseil exécutif, ils examineront la conduite des généraux, des officiers et des soldats; chaque jour on leur rendra compte de l'état des magasins, vivres et munitions; ces commissaires seront renouvellés tous les mois, ils seront revêtus de pouvoirs illimités, pourront employer tel nombre d'agens qu'ils voudront, les dépenses qu'ils auront ordonnées seront payées par le trésor public sur des états visés par eux. Tous les agens civils et militaires seront tenus d'obéir aux réquisitions des commissaires de la Convention.

Les commissaires de la Convention dans le département de Lille et Vilaine et des côtes du Nord ont écrit qu'ils avaient appris avec la plus profonde indignation la trahison de Dumourier; ils désignent pour ses complices les membres de la Convention qui ont voté l'appel au peuple, qui ont eu avec Dumourier de fréquentes conférences dans son dernier voyage à Paris : ils appellent le glaive de la loi sur la tête de ces coupables.

Un membre, au nom du comité des finances, a fait décréter la résiliation, à compter du 1er. mai prochain, du bail des messageries, coches et voitures d'eau adjugé le 16 mars 1791 à Jean-François Degueux, et la réunion, au 1er. mai prochain, de la poste aux lettres, des messageries et de la poste aux chevaux, sous une seule et même administration.

Un secrétaire a donné lecture de la lettre suivante des commissaires de la Convention, Cochon, Bellegrade, Lequinio.

Valenciennes, 7 avril.

Tout est bien, tout ira bien, citoyens nos collegues; l'armée toute entiere a déserté les drapeaux du traître, et s'est venu ranger sous l'étendart républicain, au camp près Valenciennes, à Douay, à Lille, etc. Nous ne connoissons, du moins encore, d'émigration que celle des officiers dont nous avons parlé dans notre derniere lettre, de la plus grande portion du régiment de hussards de Berchiny, et des dragons du troisieme régiment.

Il est impossible de vous peindre cette noirceur et le tissu profond de la trame qu'avait ourdie Dumourier, ainsi que la multitude des moyens employés assiduement pour corrompre l'esprit public, égarer le soldat, et faire naître en sa faveur l'affection et l'aveuglement de son armée; mais le cœur du soldat toujours pur, est fidelement attaché à sa patrie.

A la démarche audacieuse et scélérate de Dumourier il fallait, *pour pendant*, quelques-uns de ces traits de lâcheté insigne qui font tableau dans le nombre des infamies que nous pré-

Digitized by Google

sente l'histoire. Eh bien ! le général Neuilly s'est chargé de remplir cette tâche, et il s'en est acquitté d'une maniere éminemment infâmante. Jamais un militaire n'a montré une aussi basse hypocrisie ; jamais personne n'a tenu une conduite aussi avilissante ; mais les détails en sont trop longs pour que nous puissions vous les apprendre aujourd'hui : nous vous les donnerons demain. Il nous suffit de vous annoncer qu'il s'est fait Autrichien.

Le trésor dont nous vous parlions dans notre derniere, a couru trois fois les hasards de l'enlevement ; enfin, après prises et reprises réitérées, il nous est arrivé hier sur les trois heures après-midi.

Nous recevons à l'instant de nos collegues à Donay une lettre qui nous apprend qu'eux aussi ils ont reçu hier une voiture portant une partie du trésor de l'armée, et qu'il leur est arrivé un peu de cavalerie et de l'infanterie suffisamment pour leur faire une garnison nombreuse ; ils nous annoncent aussi qu'ils ne reçoivent de Paris d'autres nouvelles que par les papiers publics : nous sommes absolument dans le même cas ; nous n'avons encore reçu aucune lettre de la Convention, ni d'aucun de ses comités ; et nous ne pouvons guere douter d'après cela de l'interception des couriers ; car il ne nous paraît pas présumable que la Convention nous abandonne à nous-mêmes dans les circonstances difficiles où nous sommes placés ; elle aura toujours à compter sur notre patriotisme constant, et sur toute l'activité que nous permettent nos forces physiques ; mais vous sentez que cela ne suffit pas, et qu'avec la meilleure volonté du monde nous pourrions commettre des erreurs que la marche sûre et puissante de la Convention peut seule éviter.

Il n'est peut-être pas indifférent que la Convention sache que nous ne correspondons presque pas avec le conseil exécutif ; le temps nous manque absolument : nous venons de savoir que le troisieme régiment de dragons avait été, en très-grande partie, entraîné par l'empire qu'exerçait Dumourier, qui s'était encore plus particulierement appliqué à séduire et à s'attacher étroitement la cavalerie ; mais que cette troupe ouvre elle-même les yeux, qu'elle s'échappe, et qu'il en est déja beaucoup rentré comme par désertion.

Le citoyen Bouchotte, que vous venez de nommer au ministere de la guerre, est arrivé ici, hier au soir à neuf heures pour conférer avec nous, et prendre par lui-même connaissance de l'état positif des choses. Nous vous le répétons dans toutes nos lettres, nous avons besoin de fonds et d'effets de campement.

Le trésor arrivé hier ici n'est que d'un million. Il paroît que celui arrivé à Douai se trouve plus faible encore, et vous sentez de quelle insuffisance cela est au besoin d'une grande armée. Dumourier avait eu soin de mettre la grosse caisse en pays ennemi avant de tenter de grands coups. Jetez au surplus les

Digitized by Google

yeux sur les premieres lettres que nous vous avons écrites, et qui doivent être au comité de défense générale ; vous y verrez les différens détails des besoins, et les plus urgens.

Beaucoup d'officiers ont vendu leurs chevaux et effets par le despotisme de Dumourier : ils réclament des moyens d'avances, sans lesquels il est difficile qu'ils reprennent leur service. Plusieurs soldats suisses servant dans l'artillerie, nous ont fait des réclamations relativement à leur grade : nous venons d'en parler au ministre Bouchotte ; mais comme il ne nous paraît pas bien certain qu'il puisse rien statuer sans un nouveau décret, nous vous prions de le rendre, dès que le ministre de la guerre vous aura exposé le détail de cette demande.

On a lu ensuite une lettre du général Dampierre qui remercie la Convention de la grande marque de confiance qu'elle vient de lui donner, il proteste de son zele et de son patriotisme, il annonce qu'il a prévenu le prince Cobourg que l'espece de treve qui existe entre les deux armées ennemies ne sera point rompue sans que les généraux Français ne l'en avertissent et qu'ils attendent de lui la même déclaration. Dampierre a besoin de cette suspension d'armes pour pouvoir se transporter sur divers points de la frontiere y prendre connaissance de tout, rallier l'armée et la réorganiser.

La séance a été terminée par la lecture d'une lettre de Rebecqui dans laquelle il annonce à la Convention qu'il donne sa démission de représentant du peuple. Il a exprimé ainsi les motifs de sa conduite : « Vous avez décrété la peine de mort contre quelconque oserait vous proposer un roi. Eh bien ! Robespierre vous en a présenté un, en vous présentant un régulateur ! Vous avez décrété la peine de mort contre quiconque attenterait à la représentation nationale. Eh bien ! le 27 décembre 1792, le 10 mars 1793, on a formé aux jacobins le projet d'assassiner les représentans du peuple, et tous ces crimes sont impunis ; comme je ne puis ni ne veux siéger plus long-tems dans une Assemblée où les lois sont sans vigueur, je donne ma démission. — Elle est acceptée.

La séance est suspendue à quatre heures.

Séance du mardi soir, 9 avril.

Des cultivateurs ont exposé à la Convention l'impossibilité où ils sont de cultiver leurs terres, s'ils ne trouvent des hommes pour remplacer ceux que le recrutement leur a enlevés ; ils ont demandé à être autorisés à employer les prisonniers de guerre. Renvoyé au comité militaire. Depuis quelques jours, les occupations multipliées du président de la Convention ne lui avaient pas permis d'accepter le fauteuil, et l'un des secrétaires était obligé de présider à sa place. La Convention a cru devoir nommer un vice-président, et Thuriot a réuni la majorité des suffrages. La Convention, justement inquiete sur le sort des commissaires, que Dumourier a livré

Digitized by Google

aux mains des ennemis, a chargé le conseil exécutif de prendre des informations sur la maniere dont ils sont traités, et son président d'écrire à leur famille des paroles de consolation. — Un membre a instruit la Convention de l'indignation qu'ont ressenti les habitans du Nord, et notamment le huitieme régiment des hussards, en apprenant la trahison de Dumourier. — Dans les départemens de l'Ardêche et de la Lozère, comme dans toutes les autres parties de la République, les commissaires annoncent que le recrutement se fait avec la plus grande activité. — Les administrateurs des départemens des Ardennes, des Vosges et de la Haute-Marne, ont mis jusqu'à présent le zèle le plus actif à faire exécuter les loix, et n'ont cessé d'inspirer aux administrés la plus grande confiance en la Convention. La Convention ordonne la mention honorable de cette conduite. — Le conseil-général de la commune de Paris se plaint du retard qu'éprouve l'installation de la nouvelle municipalité; il demande que si, à telle époque fixée par la Convention, les sections n'ont pas envoyé les procès-verbaux de leurs sections, il soit pris des mesures pour la nomination des membres qui doivent composer les nouvelles municipalités. — Renvoyé au comité de législation.

Albitte a fait part à la Convention de quelques arrêtés pris par les commissaires dans les départemens de la Somme et de la Seine inférieure. L'un de ces arrêtés portait que quiconque obéirait à des ordres qui ne seraient pas émanés des commissaires, serait puni de mort. Plusieurs membres voyaient dans cette conduite un attentat à l'autorité de la Convention, d'autres n'y voyaient qu'un zele ardent de sauver leur patrie par tous les moyens possibles, et la Convention en applaudissant au zele des commissaires, renvoye l'examen des arrêtés au comité de salut public. — La Convention a prorogé jusqu'à un mois le délai de 8 jours qu'elle avait accordé aux citoyens qui voudraient dénoncer les membres de la Convention. Une lettre des commissaires à Valenciennes, annonce à la Convention l'arrestation de l'Ecuyer, commandant la gendarmerie nationale, ayant ordre de Dumourier pour les arrêter. Il était porteur de cet ordre, signé Dumourier. De plus, dans une lettre trouvée dans la poche d'une redingotte de Dumourier au moment de sa fuite, l'Ecuyer mande à celui-ci qu'il lui a été impossible d'arrêter les commissaires dans la ville, mais qu'il les arrêtera au premier moment qu'ils sortiront hors des murs. Ce matin, ajoutent les commissaires, Dampierre a réuni le gros de l'armée à côté de Bouchain. Il parait que l'ennemi a rompu la treve, car il vient de s'emparer du camp de Maulde, où les Autrichiens sont fixés au nombre de 6000. Les généraux Cliarfayt et Cobourg sont très-distans en ce moment. On croit que le premier se dispose à marcher sur Lille, et le second sur l'armée de Custine. Il y a toujours des malveillans qui cherchent à propager

Digitized by Google

le royalisme. Dernièrement on avait attaché à l'arbre de la liberté une cocarde blanche avec une inscription très-incivique; mais on n'a pu découvrir l'auteur de cet outrage à la liberté. Les commissaires demandent une loi contre ceux qui provoquent le rétablissement de la royauté. — Sur la lecture de cette lettre la Convention a décrété que l'Ecuyer serait traduit devant le tribunal révolutionnaire; et que ceux qui provoqueront le rétablissement de la royauté seront punis de mort, de la même manière que les révoltés.

La séance a été suspendue à minuit.

Du mercredi 10 *avril* 10 *heures du matin.*

Deux volontaires qui reviennent du camp de Maulde ont remis sur le bureau une proclamation de Dumourier dans laquelle il rappelle aux soldats les grands services qu'il a rendus à la République; il les invite à seconder ses projets, et leur annonce qu'il va sauver la patrie encore une fois. Plusieurs fois Egalité et Valence ont harangué eux-mêmes les soldats pour tacher de les séduire. Il est arrivé ce que l'on devait attendre des soldats français, un très-petit nombre s'est laissé entraîner.

Le procureur-général-syndic du département du Calvados a été admis à la barre. Il a fixé l'attention de la Convention sur les dangers que court ce département s'il vient à être attaqué par les Anglais, il n'y a aucune espèce de munitions, aucun corps de troupes. — Le comité de salut public a été chargé de présenter les mesures à prendre pour mettre à l'abri d'une descente des Anglais dans les départemens voisins de la Manche.

L'ordre du jour amenait la discussion sur le rapport du décret qui permet la vente de l'argent, Pétion a obtenu la parole pour une motion d'ordre. Il a dit qu'il croyait voir que les ennemis extérieurs n'étaient pas les plus redoutables, que ceux de l'intérieur étaient plus à craindre parce qu'ils allaient à leur but en se couvrant du masque du patriotisme. Il a dit que ceux-là étaient nos véritables ennemis qui, sous le prétexte de présenter des mesures de salut public, faisaient des adresses qui, en inspirant le mépris pour la Convention et les autres autorités constituées, tendaient à faire dissoudre la Convention et renverser la République. A l'appui de ce qu'il venait de dire, Pétion a dénoncé une adresse qui avait été arrêtée par la section de la Halle aux Bleds, et envoyée aux 47 autres sections, avec invitation d'y adhérer. Voici quelques morceaux de cette pétition : « Représentans, nos pétitions ont été enfouies dans la poudre de vos comités; écoutez-nous, c'est pour la dernière fois, c'est le vœu de tous les citoyens de Paris, c'est celui de toute la République que nous vous apportons : si vous aviez puni Dumourier lorsqu'il vous fut dénoncé pour la première fois, il n'eut pas

Digitized by Google

conduit la République à deux doigts de sa perte. Eh quoi ! l'ennemi est à nos portes, et vous envoyez les membres patriotes dans l'intérieur, et vous remettez le sort de la République entre les mains d'une *majorité corrompue*, *indigne de notre confiance*. Il est tems encore de prévenir les progrès du mal, mais il faut en frapper les criminels auteurs. Nous demandons que Rolland et les membres de la Convention qui par leurs opinions ou leurs écrits ont trahi les intentions de leurs commettans soient décrétés d'accusation, qu'il soit fait une loi contre les accapareurs, et que la vente du numéraire soit défendue; que tous les députés soient rappellés, excepté ceux qui sont dans nos armées, et que ceux qui n'ont pas eu le courage de défendre la République, soient destitués et remplacés par leurs suppléans. Et vous députés patriotes, *montaignes* de la Convention, c'est à vous que nous nous adressons, pouvez-vous sauver la patrie ? Si vous ne le pouvez pas, déclarez-le avec franchise, et nous nous chargeons de la sauver. Cette crise doit être la derniere. Il faut enfin que la République soit anéantie ou que la liberté triomphe. — Cette adresse a été vivement applaudie par les membres de l'extrémité gauche et par les tribunes. — Danton a demandé la mention honorable de cette adresse, et les mêmes applaudissemens ont accueilli cette proposition. — Pétion ayant repris la parole a fait l'analyse de l'adresse, il a fait remarquer qu'il ne fallait pas l'attribuer à la section entiere, mais à une trentaine d'individus qui profitent de l'absence de bons citoyens pour prendre des arrêtés incendiaires et prêcher le pillage et les assassinats; combien il était absurde que quelques hommes soudoyés prétendissent porter le vœu de la ville de Paris et même de la nation entiere; il a fait observer que, d'après le langage de la section de la Halle aux Bleds, il n'y a plus de représentation nationale, puisqu'elle dit que la *majorité* de la Convention, conspire contre les intérêts de la nation : que l'adresse de cette section avait un but bien perfide, celui de répandre à travers une foule de dénonciations et de calomnies le système d'avilir la Convention, celui de la terreur, celui enfin par lequel on s'efforce de faire adopter des mesures désastreuses, sous le nom de mesures révolutionnaires, et de diviser la nation elle-même en deux partis. De ce système, continue Pétion, est née cette proposition, adoptée, sans être discutée, qui ordonne la levée d'une armée de Sans-Culottes Je pourrais demander ici ce qu'on entend par une armée de Sans-Culottes. Est-ce le tiers-état tout entier ? Sont-ce les vingt-trois millions de Sans-Culottes de 89.... Il est impossible de tolérer tant d'outrages, notre indulgence, l'impunité ont enhardi le crime. Les pillages des vingt-cinq et vingt-six février, la conspiration qui a été déjouée la nuit du neuf au dix mars, tous ces délits sont restés impunis malgré vos décrets. Que, dis-je, vous avez encore parmi

Digitized by Google

parmi vous un homme couvert d'opprobres, qui a prêché le meurtre, le pillage, qui demande sans cesse des têtes. Ces faits sont connus, avérés; et cependant cet homme est au milieu de vous, et il obtient plus aisément la parole qu'un homme de bien, lui qui calomnie avec une audace que son infamie seule peut égaler, c'est lui qui dénonce, qui calomnie les meilleurs citoyens (une voix de l'extrémité s'écrie : Dumourier est un de ces bons citoyens). Oui, il dénonçait Dumourier, reprend Pétion, mais ses motifs étaient bien différens de ceux qu'on lui suppose, car il se gardait bien de dénoncer Egalité. Non-seulement il ne dénonçait pas ce dernier, mais il le défendait dans ses discours et dans ses écrits, et si ces dénonciations contre Dumourier ont été justifiées par les évenemens, certes, cela n'est pas étonnant; comment voulez-vous qu'un homme qui, nourri de fiel et de calomnie, qui va tous les jours, dénonçant tout le monde, ne rencontre pas sur son chemin un coupable?..... Pétion revenant à l'adresse a demandé que le président et les secrétaires qui l'avaient signée fussent mandés à la barre pour déclarer si les signatures qui étaient au bas de l'adresse étaient véritables; et que dans le cas où elles le seraient, ils fussent traduits devant le tribunal révolutionnaire. — Danton a excusé l'adresse sur ce qu'un bon esprit la dictée, sur ce qu'elle était la suite d'un mouvement révolutionnaire, sur ce qu'on ne pourrait pas exiger que le peuple connût le terme où il doit contenir les bouillonnemens de son patriotisme. Il a dit que si la Convention blâmait cette adresse, elle devait désapprouver aussi celle de Marseille et tant d'autres que reçoit tous les jours la Convention. Il a rappellé un axiôme connu, que jamais une calomnie ne peut être la base d'une délibération; il a dit que chez un peuple libre la calomnie n'est rien pour celui qui a le sentiment d'avoir rempli ses devoirs. Il a demandé que l'on laissât toutes ces dénonciations, et que Cambon fût entendu au nom du comité de salut public. La discussion de Pétion est ajournée jusqu'après le rapport du comité. — Cambon a été entendu, il a dit que Monge avait donné des détails satisfaisans sur l'état de nos forces de mer, mais qu'il avait déclaré en même-tems que dans les circonstances où nous nous trouvions, il ne croyait pas pouvoir remplir avec fruit le poste qu'il occupait; Cambon a ajouté que Monge avait indiqué pour le remplacer un de ses adjoints, le citoyen d'Albarede. L'Assemblée a été unanime sur ce candidat, et la nommé ministre de la marine. — Bouchotte, ministre de la guerre est entré, et après avoir témoigné sa reconnoissance à la Convention, a prêté le serment.

La discussion s'est reportée sur l'adresse de la section des Halles. — Fonfrede a demandé qu'elle fut improuvée. — Delahaie a demandé à lire une lettre particuliere, datée de Séez, dans laquelle on dit qu'Egalité pere, en passant par cette ville,

Digitized by Google

et dans celle d'Alençon, s'est fait passer pour son intendant, nommé Fécamp, et qu'après avoir fait son propre éloge sous ce nom emprunté, il a demandé à l'aubergiste chez lequel il logeait ce qu'on pensait du ci-devant duc d'Orléans. S'il croyait qu'on fut fâché de l'avoir pour roi, etc. qu'ayant été arrêté à Séez par la garde, le prétendu intendant montra un passe-port sur lequel il était dénommé *Philippe premier, Egalité.* — Delahaie a demandé qu'il fut envoyé deux commissaires dans le département de l'Orne pour suivre les traces de cette conspiration. — Guadet a témoigné sa surprise de ce que l'accusateur public n'avait pas encore poursuivi les auteurs de la conspiration du 10 mars, il a demandé qu'il fût tenu de se rendre à la barre pour rendre compte de sa conduite. — Robespierre a demandé à dénoncer les véritables conspirateurs qui étaient : Vergniaux, Guadet, Brissot, Gensonné. — Vergniaux ne s'est pas opposé à ce que Robespierre fût entendu, mais il a fait une proposition bien raisonnable, et que l'Assemblée a adoptée, c'est que les accusés fussent entendus après le dénonciateur.

Robespierre, dans un discours, dont la lecture a duré plus de deux heures, s'est attaché à prouver que Vergniaux, Guadet, Gensonné, Brissot étaient les complices de Dumourier; il a examiné leur conduite depuis le commencement de l'Assemblée législative jusqu'à ce jour. Il les accuse de n'avoir travaillé continuellement que pour leur intérêt particulier et jamais pour celui du peuple; d'avoir voulu, sous l'Assemblée législative, transiger avec la cour pour opprimer les patriotes, et sous la Convention, d'avoir agi de concert avec Dumourier pour renverser la République et rétablir la royauté en faveur de d'Orléans.

Il a conclu en demandant que tous les individus de la famille dite Egalité fussent traduits devant le tribunal révolutionnaire ainsi que Sillery sa femme, Valence et toutes les personnes spécialement attachées à cette famille, et que la conduite des membres de la Convention qu'il avait dénoncés fût aussi examinée par ce tribunal. — Les applaudissemens des tribunes ont conduit Robespierre jusqu'à sa place. — Vergniaux a répondu à Robespierre; il a suivi pas à pas les chefs d'accusation portés contre lui. Les murmures des tribunes et des membres de l'extrémité gauche avaient interrompu plusieurs fois Vergniaux; il a demandé acte de cette interruption, et l'Assemblée presqu'entière a appuyé cette demande. Il a été entendu ensuite avec calme. Il a prouvé que ceux-là étaient les complices de Dumourier ou plutôt de d'Orléans; car, a-t-il dit, Dumourier n'est que l'agent de d'Orléans, qui s'était constamment opposé au bannissement des Bourbons; il a dit que ceux-là étaient les complices de Dumourier qui avaient voulu dissoudre la Convention; et ceux-là ont voulu dissoudre la Convention, qui ont demandé le rappel d'une partie des

Digitized by Google

députés, qui ont demandé contr'eux le décret d'accusation ; qui ont appuyé des pétitions désorganisatrices. Robespierre est convaincu de tous les faits, a dit Vergniaux, c'est dans lui qu'est le véritable coupable. Vergniaux a passé à l'adresse dénoncée par Pétion ; il a demandé que les signataires fussent mandés à la barre. — Cette proposition a été adoptée.

La séance a été suspendue à huit heures.

Séance du Jeudi 11 avril au matin.

Après la lecture d'un grand nombre de lettres, Taillefer a entretenu la Convention d'une scène qui s'était passé entre lui et une sentinelle qui l'avait arrêté et traîné au corps-de-garde parce qu'il n'avait pas une cocarde en laine, quoique celle qu'il portait fût bien aux trois couleurs, et dans la forme prescrite par la loi. Sur cette dénonciation, la Convention a décrété qu'un député ne pourrait être arrêté que dans le cas du flagrant délit. Sur la proposition d'Albitte, la Convention avait décrété que Dumas serait gardé ; aujourd'hui, sur la proposition du même, la Convention a rapporté son décret.

Albarede, nommé ministre de la marine, est venu prêter le serment de maintenir la liberté et l'égalité.

La société des amis de la République de la ville de Sens envoie à la Convention nationale le procès-verbal de la séance du 21 mars, qui constate le trait suivant :

Le nommé Serré et sa femme, de la paroisse de Fourey, infirmes et sans ressources ; ont trois enfans ; deux sont sur la frontiere, et le troisieme vient de tomber au sort pour y aller.

Le citoyen Bouvier, âgé de 60 ans, et à qui les forces avaient manqué pour continuer la derniere campagne ; se présente pour remplacer Serré fils.

La société, pénétrée de la générosité de ce procédé, observe que le citoyen Bouvier a plus de courage que de force ; et a arrêté qu'il ne partirait pas. Il a été fait une collecte parmi ses membres, qui s'est montée à 188 liv. 15 s., et un habit complet. Le citoyen Aublet, sous-diacre, monte à la tribune, offre de remplacer le jeune Serré, va annoncer la nouvelle à cette famille éplorée, et dépose dans son sein le montant de la collecte. Mention honorable.

Un membre du comité de commerce a proposé un projet de décret, qui a été adopté en ces termes :

Art. 1er. Les marchandises et autres effets chargés sur les navires ennemis arrêtés dans les ports de la République, en vertu des ordres du conseil exécutif provisoire, qui seront prouvés appartenir à des Français ou aux sujets des puissances amies et alliées de la France, au moment de l'embargo mis sur lesdits navires, seront rendus aux propriétaires, et ne seront sujets à confiscation que dans le cas d'insuffisance de preuves écrites pour en constater la propriété.

Digitized by Google

II. Cette remise n'aura lieu à l'égard des sujets des puissances amies et alliées, avec lesquelles les circonstances auraient nécessité une rupture postérieure, qu'autant que leur réclamation aura précédé les hostilités commencées ou ordonnées contre les mêmes puissances.

III. Les denrées, les matieres premieres et les autres objets desquels la sortie est défendue, qui feraient partie des chargemens dont main-levée est accordée par le présent décret, ne pourront être exportés à l'étranger; les marchandises et autres objets dont l'entrée est prohibée depuis leur chargement, ou qui auraient été chargés en entrepôt, seront assujettis aux droits fixés par les lois des 19 février et 1er. mars 1793.

IV. La Convention nationale déroge à toutes lois ou jugemens contraires au présent décret.

Un grand nombre de pétitions avaient été faites depuis quelque tems à la Convention, pour demander la prohibition de la vente du numéraire. Cambon a présenté aujourd'hui un projet de décret, portant cette prohibition : il a été fortement combattu, et il a néanmoins été décrété la peine de six années de gêne contre celui qui serait convaincu d'avoir vendu de l'argent, et une amende de 2000 liv. contre celui qui aurait exporté des especes et des lingots d'or et d'argent.

Le conseil exécutif a transmis à la Convention des nouvelles satisfaisantes des départemens. Le département du Nord est entièrement pacifié; le calme renaît également dans celui de l'Isle et Vilaine, plusieurs chefs de brigands ont été mis à mort; les paysans détrompés rentrent dans leurs foyers; les forces qui arrivent de toutes parts dans les environs de Nantes font espérer que les communications dans cette partie seront bientôt rétablies. Par-tout enfin tout est pacifié ou près de l'être. Voici deux traits vraiment admirables, et qui ne doivent pas être oubliés :

« A la reprise de Pornick par les revoltés, le jeune Reliquet, garde national de cette ville, âgé de seize ans, servait une piece de canon; quarante coups de feu des insurgens ne purent lui faire quitter sa batterie. Se couchant sur son canon, et faisant brûler de tems à autre des amorces, il retint l'ennemi au moins trois quarts-d'heure; il finit, lorsque tout espoir fut perdu, par enclouer son canon, malgré les balles qui pleuvaient, et sortit le dernier de la ville au milieu des flammes. »

« Dans une rencontre auprès de Montfort, le citoyen Juguet se trouva à la tête de 60 ou 80 gardes nationaux, en face d'un attroupement de 500 des rebelles, la plupart désarmés : la troupe allait faire feu; il s'arrête et veut épargner le sang. Il se détache seul, et sans armes, vers cette multitude. Tandis qu'il harangue et cherche à calmer les esprits, un des brigands lui tire un coup de fusil dans la tête; il tombe; mais il ne cesse pas de porter des paroles de paix. (Je par-

Digitized by Google

donne le coup que je viens de recevoir ; celui qui l'a porté est dans l'erreur ; il sentira sa faute. Je ne veux jamais le connaître : je vous prie seulement de ne pas m'achever et de m'écouter.) Au même instant le forcené lui porte un second coup de feu, et a la barbarie de l'assommer à coup de crosse. Ainsi périt ce jeune homme, victime de son humanité. Ses camarades vengerent sa mort, et repousserent les brigands ; mais le monstre qui avait tué le jeune Juguet, n'est pas encore pris. »

On a lu ensuite une proclamation du prince de Saxe-Cobourg aux Français. (Voyez art. *Paris.*)

Séance suspendue à 5 heures.

Reprise de la séance à 8 heures du soir.

Thuriot occupe le fauteuil.

Rabaud de St. Etienne a fixé l'attention de la Convention sur la situation des commissaires que le traître Dumourier a fait arrêter. Il a dit que la Convention devait prendre des renseignemens sur leur position et leur faire passer les secours dont ils peuvent avoir besoin. — A l'appui de cette proposition, Gossuin a rapporté le jour où les commissaires se rendirent à St. Amand pour exécuter les ordres de la Convention à l'égard de Dumourier, celui-ci leur fit tout refuser ; ils demanderent à se chauffer, Dumourier le leur refusa ; ils demanderent à boire, Dumourier fit donner du vin à Beurnonville et de l'eau aux commissaires. Quand on a été assez lâche que de trahir la patrie, il n'en coûte rien pour commettre les autres crimes. La sollicitude qu'a montrée Rabaud, et qu'avait aussi toute l'Assemblée, est digne d'éloges ; mais un pareil projet n'est pas exécutable, l'Assemblée l'a renvoyé à son comité de salut public.

Buzot a rappellé à l'Assemblée qu'elle avait décrété la nomination de quatre commissaires pour aller dans le département de l'Orne y suivre le fil de la conspiration de d'Orléans. Il a demandé que la séance fut employée à la nomination de ces commissaires. — Cette proposition a été adoptée. — Marat a paru surpris qu'on s'occupât tant d'une conspiration qui, suivant lui, n'est qu'imaginaire, et qu'on détournât les yeux de dessus les complices de Dumourier, que celui-ci a désignés, en se déclarant contre la Montagne. Il a dit qu'il ne croyait pas qu'Egalité pere fut coupable, mais que le fils était un traître. Il a demandé que sa tête fut mise à prix, ainsi que celle de tous les Capets rebelles. — Plusieurs membres ont demandé la parole pour combattre cette proposition. — Lecointre Puyravaux a fait observer que cette proposition était dangereuse en ce qu'elle exposait la vie des commissaires livrés à l'ennemi. — Les membres de l'extrémité gauche interrompant souvent l'orateur, tout le côté droit s'est levé, et un grand nombre de membres se sont portés vers le côté

Digitized by Google

opposé. L'agitation est devenue générale, un grand trouble a régné dans l'Assemblée pendant un certain tems ; le président s'est couvert, et enfin le calme s'est rétabli. Les membres du côté gauche ont dénoncé Duperrès pour avoir tiré son épée ; ils demandaient qu'il fût envoyé à l'Abbaye. — Duperrès a dit, que saisi d'indignation, qu'un membre de la Convention luttât en vain contre les murmures des tribunes et de quelques membres de la Convention, pour se faire entendre, il avait suivi le mouvement qu'avaient fait les membres parmi lesquels il siégeait ; qu'arrivé au milieu de la salle, il avait été menacé par un membre qui avait un pistolet à la main, et qu'alors, animé d'une sainte fureur, il avait tiré son épée. J'assure la Convention, a-t-il ajouté, que je n'étais pas à moi dans ce moment, et je vous proteste que s'il m'était arrivé de porter la main sur un représentant du peuple, je me serais brûlé la cervelle.

Les véritables amis de la liberté gémissent sur des scènes aussi scandaleuses et qui malheureusement se renouvellent trop souvent. Quand les membres de la Convention seront-ils persuadés que de pareilles scènes sont plus nuisibles à la chose publique que la perte d'une bataille, qu'elles ne servent qu'à avilir la Convention et à inspirer du mépris pour elle. Et puisque ces débats scandaleux n'ont ordinairement lieu que dans les séances du soir, pourquoi la Convention n'a-t-elle pas la prudence de les supprimer et de rendre celles du matin plus longues ?

Marat a persisté à demander que sa proposition fut mise aux voix. — L'Assemblée est passée à l'ordre du jour qui était la nomination des quatre commissaires.

La séance a été levée à une heure après minuit.

Séance du vendredi 19 avril.

De toutes les lettres dont la Convention a entendu la lecture en ouvrant sa séance, la seule sur laquelle elle a délibéré est une lettre des administrateurs du département des Deux-Sevres, qui réclament le paiement de leur traitement qu'ils n'ont pas reçu depuis dix mois. Ce département est un de ceux qui a été le théâtre des brigandages exercés par les révoltés, et dont les administrateurs, par leur zele infatigable, ont bien mérité de la patrie. Aussi la Convention leur a-t-elle accordé une indemnité de 300,000 liv. — Ici on a lu une lettre de Custines dont voici l'extrait : Un de mes aides-de-camp, nommé Caudebert, entre chez moi il y a quelques jours et me dit : Je vois votre plan, vous êtes lié avec Dumourier, vous nous trahissez. J'essayai en vain de ramener à la raison cet homme que je regardai comme égaré. Le lendemain il alla trouver mon secrétaire et lui dit : vous êtes peut-être un agent de la Prusse et de l'Autriche. Le secrétaire vint se plaindre à moi. Caudebert entre en même-tems dans mon

Digitized by Google

appartement et recommence ses déclamations. J'ai appelé, pour être témoins, les officiers de l'armée, et aussi-tôt Caudebert saute sur un pistolet et le dirige contre moi, je présente l'estomach et lui dit : *tire*. Non, c'est sur moi que je vais tirer, reprit Caudebert, en même-tems il met le pistolet dans sa bouche, tire, et tombe ; mais il n'est que blessé ; on le transporte à Paris pour être interrogé. Cet homme est né vertueux, des trahisons et nos malheurs lui ont fait perdre la raison ; je regrette bien sincerement que la République soit privée d'un de ses défenseurs. — Par une autre lettre, Custines, en remerciant la Convention de la nouvelle preuve de confiance qu'elle lui donne en refusant d'accepter sa démission, croit devoir lui adresser quelques observations. D'abord il réitere ses plaintes contre Beurnonville, qui a donné l'ordre à son armée, sans l'en avoir prévenu, d'abandonner les revers des Vosges, et manqué faire périr son armée ; il accuse l'imprudence de la Convention, qui au lieu de destituer Kellermann, lors de la dénonciation contre lui, lui confia le commandement de l'armée des Alpes. — Quant à ses opinions politiques il déclare qu'il a voulu le gouvernement monarchique en 1790, mais qu'il voulait un roi dont le pouvoir fut restreint à de justes bornes. Depuis il a adopté le gouvernement républicain ; et il y restera constamment attaché. Il invite la Convention à prendre enfin le caractere qui lui convient, et à ne s'occuper que du salut de la patrie. Dans une République bien constituée, dit-il, il ne peut exister qu'une dictature, c'est celle de la confiance, elle se gagne par la vertu. Un si grand caractere ne peut avoir pour ennemis que les ambitieux et les agitateurs. Dans la crise où nous sommes un seul moyen peut sauver la patrie. Je vous envoie des observations sur cet objet. Si elles sont adoptées, je consentirai à rester à la tête de ma brave armée, autrement je persisterai dans ma démission. Le président observe à la Convention que le mémoire de Custines est terminé par cette phrase : *le jour où vous vous donnerez un roi, sera le jour de mon émigration.* A ces lettres est jointe copie de la sommation faite par le général ennemi Wurmser au commandant de la place de Landau, et la réponse de Custines.

Poultier s'est présenté à la tribune pour faire lecture de l'interrogatoire des généraux Stingel et Lanoue. Il a commencé par dire que, d'après l'interrogatoire qu'il allait lire, ces deux généraux seraient reconnus innocens, quoiqu'il les crût très-coupables. En conséquence, il a demandé que l'interrogatoire ne fût pas lu. Pétion a demandé la censure d'un membre qui se permettait de mettre son opinion à la place du rapport qu'un comité l'avait chargé de faire à la Convention. Robespierre accuse Pétion de protéger les traîtres ; celui-ci répond qu'il poursuivra Robespierre jusqu'à ce qu'il lui ait arraché le

Digitized by Google

masque dont il se couvre pour mieux assurer le succès de ses calomnies. Il a fait une sortie très-vive contre les calomniateurs, et a demandé que tous ceux qui le dénoncent, signent leurs dénonciations écrites, afin qu'il puisse y répondre. La Convention n'a pas cru devoir prononcer la censure, et apres avoir entendu le commencement de l'interrogatoire, elle a ordonné l'impression des pieces relatives à cette procédure, et renvoyé les généraux par-devant le tribunal révolutionnaire. — Sur la motion de Sergent, la Convention a décrété la peine de mort contre ceux qui refuseront les assignats marqués au coin de la république, et qui ne portent pas l'effigie du roi.

Guadet avoit la parole, par décret, pour répondre à l'accusation faite contre lui par Robespierre.

Guadet en commençant son discours a observé combien la dénonciation de Robespierre contre lui, ressemblait peu à celle de Cicéron contre Catilina. Mais je m'arrête, a t-il dit; aussi bien que peut-il y avoir de commun entre Cicéron et Robespierre, entre Catilina et moi. Au reproche d'avoir influencé la nomination des ministres Dumourier, Claviere, Roland, Servan, il a répondu que, quant à Dumourier, il n'avait jamais entendu parler de lui avant l'époque où il a été fait ministre. Il a declaré qu'ayant remarqué ensuite qu'il n'avait pas de principes de morale, il conçut sur lui des soupçons, et qu'ayant reconnu ses manéges, il demanda contre lui le décret d'accusation. Au reproche d'avoir eu sa part des 6 millions qui avaient été mis à la disposition de Dumonrier pour dépenses secrettes, Guadet répond en rappellant que ce fut sur sa motion qu'Dumourier fut obligé de rendre compte de l'emploi de ces fonds, et qu'ont reconnût qu'il n'avait dépensé que 700,000 liv., et qu'il avait laissé 5 millions dans les mains de son successeur. Quant à Servan, il ne connaissait son nom que par l'ouvrage intitulé, *le Soldat citoyen*; pour Claviere, il ne l'a connu que par ses liaisons avec Brissot, liaisons dont il s'honore, a-t-il dit, et il jure de ne s'être jamais servi de son amitié avec le ministre; quant à Roland, il a admiré son courage, mais ses relations avec lui ont été des relations de pure estime. Au reproche d'avoir influencé les comités, Guadet répond en rappellant toute sa conduite politique dans les assemblées législative et conventionnelle, les différens décrets qu'il a fait adopter, et pour lesquels Cobourg, s'il arrivait à Paris, ne tarderait pas à lui faire faire son procès. Ainsi donc, a-t-il ajouté, lorsque Robespierre articule contre moi les mêmes faits pour lesquels Cobourg ferait tomber ma tête, j'ai le droit de dire : le complice de Cobourg, c'est Robespierre. Lorsque Dumourier est revenu à Paris, environné de l'éclat de ses victoires, Guadet ne l'a vu qu'une fois chez Talma, et ceux qu'on a vu assiduement entourer ce général, et lui servir de cour,

Digitized by Google

ce sont ceux qui nous accusent aujourd'hui, c'est Danton, Fabres Desglantines, Santerre..... Depuis long-tems leur tactique est d'imputer aux autres ce qu'ils ont fait eux-mêmes. Ont-ils ordonné des pillages, c'est vous, c'est moi, qui les avons provoqués; ont-ils porté le peuple à des excès plus criminels encore, c'est encore moi; quelques brigands, répandus dans les sections de Paris, prennent-ils des arrêtés subversifs des autorités nationales, c'est encore une manœuvre de la faction de la Gironde. Je n'ai pas besoin de nommer ceux qui se permettent cette tactique infâme, vous les devinez, et c'est-là ma plus forte preuve contre eux.

Quant à la déclaration de guerre, Guadet atteste n'y avoir pris d'autre part que par une opinion écrite, qu'il n'a pas prononcée, puisque la Convention a décrété la guerre par un mouvement d'enthousiasme...., Tu nous accuses d'avoir eu des intelligences avec Lafayette! mais où étais-tu donc caché, lorsque moi, moi tout seul, j'accusai à cette tribune Lafayette qui était là, à la barre, et qui avait été porté du château ici au milieu des acclamations du peuple? — Vous dites que je suis corrompu; eh bien, où sont donc mes trésors? venez dans ma maison; venez-y voir ma femme et mes enfans se nourrissant du pain des pauvres. Venez-y voir l'honorable médiocrité dans laquelle nous vivons; allez dans mon département voir si mes minces domaines sont accrus: voyez-moi arriver à l'Assemblée; y suis-je traîné par de superbes coursiers?..... Ici Guadet devient dénonciateur à son tour; il accuse d'Orléans d'être chef d'une conspiration dont Dumourier était l'instument. Après avoir parlé de son élévation au poste de député à la Convention, de son refus de s'éloigner de la France d'après les conseils de plusieurs de ses collègues, de ceux qui se sont toujours montrés les défenseurs de cet homme, il parle de la conspiration du 10 mars, qui, a-t-il dit, a été ourdie publiquement aux jacobins. Ici Guadet lit une adresse signée Marat, président des jacobins, où il est dit: « C'est dans le sénat que des mains parricides déchirent les entrailles du peuple; la contre-révolution est dans le gouvernement, dans la Convention; allons républicains, armons-nous. » — Marat s'écrie, c'est vrai. — A l'instant on demande contre Marat le décret d'accusation. — La Convention a décidé qu'elle n'entendrait que ceux qui voudraient parler en faveur de Marat: Danton parle, après lui Lacroix, sur la proposition duquel il a été décrété que Marat serait mis en état d'arrestation à l'Abbaye, et que le lendemain un rapport du comité de législation serait fait sur toutes les inculpations qu'on a faites à Marat.

Séance du samedi 13 avril à dix heures du matin.

A l'ouverture de la séance on a lu une lettre du général Dampierre, par laquelle il informe la Convention qu'il est campé en avant de Bouchain, de maniere qu'il peut porter

Digitized by Google

des secours prompts aux villes qui seraient attaquées. — Une lettre des commissaires à Valenciennes, datée du 10 avril, a annoncé que l'ennemi faisait des mouvemens sur Condé, qu'il s'avançait sur plusieurs colonnes, et que la communication entre cette ville et Valenciennes était interrompue. Les commissaires ajoutent que la garnison de Condé est dans les meilleurs dispositions; elle a répondu à un envoyé de l'ennemi qui était venu annoncer que l'empereur traiterait avec bonté les Français qui voudraient reprendre la constitution de 90, qu'elle resteroit inviolablement attachée à la République, et qu'elle saurait mourir pour la défendre. Le cinquieme bataillon de Saône et Loire a désapprouvé l'adresse qui avait été présentée en son nom au traître Dumourier. Elle n'était signée que de 26 volontaires; cependant on l'attribuait à tout le bataillon; c'est ainsi que tous les jours on attribue à une section ou à une ville entiere ce qui n'est que l'ouvrage de quelques intrigans. — Un adjudant de la garnison de Sarrelouis a été admis à la barre; il a fait part des bonnes dispositions de la garnison qui, en apprenant la trahison de Dumourier, a juré de l'exterminer lui et ses complices; il demande que la Convention ordonnât au ministre de la guerre de fournir à cette garnison divers effets d'équipement qui lui manquent. — Gossuin a annoncé que les garnisons de Charlemont et de Givet étaient animées des mêmes sentimens; que l'armée de la Hollande était rentrée en France, excepté les généraux qui sont restés à Courtrai. — Sergent a instruit la Convention que plusieurs statues du jardin avaient été mutilées; il a demandé que la Convention décrétât la peine de deux années de fer contre ceux qui se rendraient coupables de ces désordres. La Convention, qui a senti combien il est intéressant de conserver les chef-d'œuvres de l'art, a adopté la proposition faite par Sergent. Pourvoir à la subsistance des femmes et des enfans des defenseurs de la patrie est un acte de justice rigoureuse, c'est remplir l'engagement qu'a pris la nation entiere et chaque section de la République en particulier. Pour pouvoir acquitter cette dette sacrée, la section du Luxembourg est venue solliciter un décret qui suspendit la vente du ci-devant séminaire de St. Sulpice, où sont logées plus de trois cents familles de volontaires qui sont sur les frontieres. La Convention s'est empressée de rendre le décret demandé par la section du Luxembourg.

La Convention a renvoyé le général Miranda devant le tribunal extraordinaire. Pétion s'est plaint que la Convention eût pris une pareille détermination, sans avoir entendu ce général; qu'elle l'eût confondu avec les complices de Dumourier, lui qui en était le plus mortel ennemi; qu'elle l'eût condamné, sans avoir examiné les faits allégués contre lui. Il a fait observer que Miranda ne devait pas être puni pour les dispositions qu'il avait ordonnées, puisqu'il n'avait rien fait que d'après les

Digitized by Google

ordres de Valence, auquel il était subordonné. Il a demandé la suspension du décret qui le renvoyait devant le tribunal extraordinaire, jusqu'à ce que le comité eut fait son rapport.

Bentabolle a répondu à Pétion que la Convention n'avait pas eu besoin d'examiner de si près la conduite de Miranda, puisque ce général avait été condamné par l'opinion publique, puisqu'il était de notoriété publique qu'il était coupable. Quel étrange langage ! juger un accusé d'après l'opinion publique ; le déclarer coupable sans l'avoir entendu, sans avoir examiné s'il y a des faits contre lui ! — La proposition de Pétion a excité de très-longs et très-tumultueux débats. La Convention a fini par passer à l'ordre du jour.

Les commissaires de la Convention à Valenciennes ont fait passer plusieurs projets d'adresse aux Français par le prince de Cobourg, et un mémoire de Dumourier, qui étaient adressés au général Dampierre, par le prince de Cobourg. L'adresse aux Français est une invitation qui leur est faite de reprendre la constitution de 1790. — Robespierre a demandé à ce sujet qu'on ne lût aucune pièce venant des princes étrangers, parce que, a-t-il dit, on est d'abord indigné contre les propositions qu'ils vous font ; mais peu à peu on s'y accoutume. — Cela peut être vrai jusqu'à un certain point. Mais ces proclamations, manifestes et autres écrits des princes, en seront-ils moins connus parce qu'ils n'auront pas été lus à la Convention. Robespierre a demandé ensuite que tous ceux qui proposeraient des transactions avec nos ennemis, fussent mis hors de la loi. — Danton, en appuyant la motion de Robespierre, a fait remarquer qu'elle avait besoin d'être précisée. Il a proposé de déclarer que la Nation Française ne traiterait avec aucune puissance, que préalablement sa souveraineté, son indépendance et son gouvernement républicain n'eut été reconnu ; et de décréter la peine de mort contre quiconque proposerait des transactions qui n'auraient pas pour base cette déclaration. L'Assemblée entière s'est levée pour appuyer cette proposition, qui a été adoptée au milieu des plus vifs applaudissemens.

Les commissaires de la Convention dans les départemens du Rhin ont écrit qu'ils avaient suspendu la marche du 5me bataillon du Calvados qui, par les ordres de Beurnonville, allaient des bords du Rhin dans la Bretagne. — Plusieurs membres ont dit avoir connaissance de pareils déplacemens ordonnés par Beurnonville ; ils en ont conclu que le ministre avait formé le projet d'ouvrir un passage à l'ennemi, et ont demandé contre lui le décret d'accusation. Malgré ces preuves de trahison de Beurnonville, la Convention a renvoyé à son comité de salut public pour lui faire un rapport sur les mouvemens des armées ordonnés par Beurnonville.

On a lu une lettre de Marat, sans date de lieu ni d'heure, dans laquelle il renouvellait ses dénonciations contre la fac-

Digitized by Google

tion des hommes d'état, et dans laquelle il disait qu'il ne voulait pas se rendre à l'Abbaye, parce qu'il y serait assassiné ou empoisonné. Cette lettre qui avait reçu de nombreux applaudissemens des tribunes et des membres de l'extrémité gauche, a excité l'indignation de la plus grande partie de l'Assemblée. On a demandé que le comité de législation fit à l'instant son rapport sur cet homme qui se joue ainsi des décrets de la Convention. Delaunai le jeune, rapporteur du comité de législation, s'est aussi-tôt présenté à la tribune, son rapport était appuyé sur ce raisonnement : Les lois condamnent à mort celui qui provoque au meurtre, celui qui provoque au pillage, celui qui provoque la dissolution de la Convention, ect.; or, Marat a provoqué au meurtre dans un des nos. de son journal, en disant qu'il fallait encore deux cens mille têtes, et désignant quelques-unes de ces victimes; il a provoqué au pillage, et le pillage a eu lieu les 25 et 26 février; il a dit dans son no....., dénoncé par Chabot, qu'un dictateur seul pouvait sauver la France; enfin, il a signé une adresse aux sociétés populaires dans laquelle il provoque la dissolution de la Convention. — Le rapporteur avoit été fréquemment interrompu par les murmures des tribunes et des membres de l'extrémité gauche; mais ceux-ci ont plus fait, si-tôt que Delaunai a eu lu l'adresse aux sociétés populaires, citée la veille par Guadet, ils se sont écriés : nous aussi nous devons être décrétés d'accusation, car les sentimens contenus dans cette adresse sont les nôtres, nous allons signer l'adresse : ils se sont aussi-tôt portés au bureau, et ont signé l'adresse au milieu des applaudissemens des tribunes. La grande majorité de l'Assemblée a demandé que l'adresse, avec les noms des signataires, fut imprimée et envoyée aux départemens, afin de leur faire connaître de quel côté sont les conspirateurs, de quel côté se trouvent ceux qui veulent la dissolution de la Convention. — Un membre a dit qu'il n'était plus possible de dissimuler, que la scission de l'Assemblée en deux partis ayant éclaté d'une maniere évidente, que la division étant si prononcée, la Convention ne pouvait plus sauver la chose publique, qu'il fallait nécessairement convoquer les assemblées primaires, quelques critiques que fussent les circonstances, afin de nommer d'autres représentans. — Gensonné a fortement appuyé cette proposition; il y a, a-t-il dit, une désunion très-marquée entre nous : il faut que le peuple nous juge; ainsi, je demande que les assemblées primaires soient convoquées à l'instant, et qu'en attendant nous posions les bases de la constitution. — Pendant cette discussion quelques-uns des signataires de l'adresse ont réfléchi sur leur démarche, et se sont apperçus combien elle était criminelle, et ont retracté leur signature, ou l'ont expliquée. Il eût été à desirer que tous eussent suivi leur exemple; mais la plupart ont persisté dans leur démarche.

Digitized by Google

On a demandé d'aller aux voix par appel nominal sur le décret d'accusation. — Charlier voulait que le rapport du comité de législation fût imprimé et la discussion ajournée à trois jours. — Perrin et Fonfrede demandaient qu'on commençât à l'instant l'appel nominal. — Robespierre soutenait qu'on n'était pas assez instruit pour décider si Marat serait décrété d'accusation. — Les débats se sont prolongés pendant long-tems ; enfin on a décrété qu'on irait aux voix avant de lever la séance, et que le résultat de l'appel nominal serait imprimé et envoyé aux départemens. — L'appel nominal était commencé, les membres de l'extrémité gauche ont jetté le trouble dans l'Assemblée par un nouvel incident. Ils ont demandé que chaque membre pût motiver son vote. La discussion s'est engagée là-dessus, et avec elle ont commencé les altercations particulieres. Les tribunes ont voulu être de la partie. Elles ont fait grand bruit avec leurs pieds, vociféré, menacé, le tumulte était à son comble ; le président s'est couvert ; quelques citoyens des tribunes ont été arrêtés, et le calme s'est un peu rétabli. L'appel nominal a continué ; il a fini le matin à sept heures. Le résultat a été le décret d'accusation contre Marat.

Séance du dimanche 14 *avril.*

Aucun décret n'a été rendu dans cette séance, qui a été fort courte ; elle a été consacrée à l'audition des pétitions, qui toutes ont été renvoyées aux comités qu'elles concernaient. — On a entendu, avec le plus grand intérêt, la lecture que des commissaires de la section des Gardes-Françaises ont faite d'une adresse des Parisiens à l'armée.

Le général Custines fait passer à la Convention une proclamation énergique, dans laquelle il rappelle à ses soldats les obligations qui les lient à la patrie. — Le ministre de la justice envoie un procès-verbal des commissaires du pouvoir exécutif, chargés de la translation de la famille des Bourbons dans la ville de Marseille. Il en résulte que la citoyenne Bourbon a tenu plusieurs propos très-incivques.

Séance du lundi 15 *avril.*

Les commissaires de la Convention dans le département de la Loire inférieure ont écrit une lettre, dans laquelle ils se plaignent de ceux qui induisent la Convention en erreur, en lui annonçant des nouvelles satisfaisantes de ce département. Ils disent qu'à la vérité la rive droite de la Loire est tout-à-fait abandonnée par les contre-révolutionnaires ; mais la gauche est toute entiere en leur pouvoir : ils s'y retranchent. C'est sur-tout vers les côtes qu'ils dirigent leurs forces. Ils ont plusieurs fois attaqué Painbœuf. Cette ville s'est défendue avec un courage tout particulier. Les commissaires terminent leur lettre en demandant des forces.

Digitized by Google

Depuis le commencement de la révolution on a dû voir que, lorsqu'on a voulu faire des insurrections, on s'est servi des subsistances; depuis deux jours on nous menaçait d'un mouvement; aujourd'hui il y avait des rassemblemens à la porte des boulangers. Corinfustier en a instruit l'Assemblée, et a témoigné des craintes sur les suites qu'ils pourraient avoir. Il demandait que le maire fût mandé pour rendre compte de l'état des subsistances dans Paris; mais l'Assemblée s'est bornée à ordonner la convocation de ses comités de sûreté générale et d'agriculture, pour prendre connaissance des faits.

Un membre a demandé à donner lecture d'une lettre d'un membre du département d'Indre et Loire, commissaire auprès de l'armée des patriotes. Cette lettre porte que les rebelles ont été chassés du village de Coron, où l'action a été très-vive. Ils ont laissé sur la place plus de cent des leurs. Ils n'ont presque plus de munitions. On leur a enlevé beaucoup de mitraille, des boulets, du pain, 30 bœufs et 20 vaches. — L'Assemblée a applaudi à ces heureuses nouvelles.

Lecointre de Versailles a obtenu la parole pour une motion d'ordre. Il a rappellé les désordres qui avaient regné dans l'Assemblée, sur-tout depuis quelques jours; il a fait sentir de quelle nécessité il était dans les circonstances critiques où nous nous trouvons, que ses délibérations fussent calmes, et dégagées de toutes passions particulieres, qu'elle fût environnée de la confiance de tous les citoyens. Lecointre a cru qu'on ne pouvait mettre fin aux divisions, qu'en éloignant de la Convention ceux qui en étaient regardés comme la cause; il a proposé d'expulser une douzaine de membres de chaque côté. — Lanjuinais a cru que cette motion était une nouvelle pomme de désordre qu'on jetait dans la Convention; il a demandé que la Convention l'écartât par l'ordre du jour. — Plusieurs membres de l'extrémité gauche ont applaudi l'observation de Lanjuinais, et la motion de Lecointre a été rejettée. — L'adoption de cette mesure eût amené très-sûrement le calme dans la Convention, mais elle est inadmissible, 1°. parce qu'il n'est pas au pouvoir de la Convention d'exclure de son sein des députés que le peuple y a envoyés; 2°. l'expulsion des 24 membres qu'on regarde comme les chefs de parti, en emportant le germe des divisions, emporteraient aussi les lumières; l'on ne peut disconvenir que ceux que l'on appelle les meneurs soient ceux qui ont le plus de talent. — La motion de Lecointre en a fait naître d'autres. Lacanal, en rappellant que la séance d'aujourd'hui était fixée pour la discussion de la constitution, a demandé que la Convention décrétât qu'elle ne se séparerait pas que la constitution ne fût terminée. — Gossuin en a fait une bien sage, que l'Assemblée a adoptée. Elle a pour but de défendre à tous les membres de la Convention de faire des dénonciations contre quelques-uns d'entr'eux. Celui qui croira devoir

Digitized by Google

dénoncer un membre de la Convention, portera sa dénonciation, signée de lui, au comité de salut public, qui en fera le rapport à la Convention.

Gamon voulait qu'on n'entendît à la barre aucune dénonciation contre aucun des membres de la Convention, mais que les citoyens qui auraient des dénonciations à faire, les portassent après les avoir signées au comité de salut public. — Cette proposition qui quoiqu'en aient dit quelques membres ne porte certainement pas atteinte au droit de pétition, devait aller de pair avec celle de Gossuin, parce qu'elle tend au même but, et qu'elle est aussi nécessaire. — La Convention l'a rejettée, et a décrété qu'on entendrait les citoyens qui viendraient dénoncer quelques membres de la Convention; mais que la discussion sur la dénonciation ne s'ouvrirait qu'après le rapport du comité. En attendant ce rapport le soupçon planera sur la tête des dénoncés.

La Convention est passée à l'ordre du jour, qui était la discussion sur constitution. — Lasource voulait qu'on discutât d'abord la déclaration des droits. — Lanjuinais a demandé qu'après avoir entendu l'analyse des plans de constitution adressés à la Convention, on discutât article par article celle que le comité des neuf avait présentée. — Buzot a pensé que la discussion devait s'ouvrir sur la constitution en général; qu'il fallait examiner si les bases n'en étaient pas vicieuses, si l'esprit n'en était pas mauvais. — Robespierre a soutenu qu'il fallait commencer par discuter la déclaration des droits. — La Convention a décrété qu'à compter de ce jour les questions constitutionnelles seraient discutées les lundi, mercredi et vendredi de chaque semaine. Sur le rapport de Letourneur de Versailles, organe du comité de la guerre, la Convention a renvoyé devant le tribunal extraordinaire les généraux Harville et Boucher, et le commissaire des guerres Barneville et a mis en état d'arrestation l'adjudant-général Froissard et Osselin, commissaire des guerres.

Une députation de 35 sections de Paris accompagnée de la municipalité toute entière, est venue présenter cette fameuse pétition dont on menaçait depuis quelques jours. On sait que cette pétition devait avoir pour but de demander le rappel de 25 ou 30 membres de la Convention. Ces membres sont Brissot, Guadet, Vergniaux, Gensonné, Buzot, Barbaroux, Louvet, Grangeneuve, Pétion, Doulcet, Lanjuinais, Lehardi de Morbihan, Hardy de Rouen, Salles, Biroteau, Lasource, etc. Les membres de l'extrémité gauche et les citoyens des tribunes ont singulièrement applaudi à cette pétition, qui a été signée de tous les pétitionnaires. — Peneres a remarqué que le maire ne l'avait pas signée, le président l'a interpellé; il a répondu qu'il n'était pas venu comme pétitionnaire, mais seulement qu'il était venu accompagner les commissaires des sections conformément à la loi,

Digitized by Google

mais qu'il signerait volontiers la pétition si on l'exigeait, et il l'a signée. Boyer-Fonfrede a obtenu la parole. Il a dit qu'il se trouvait offensé de n'être pas compris dans la liste de ceux dont on demandait le rappel, si la modestie dans un homme public n'était pas plutôt un devoir qu'une vertu. A ces mots la grande majorité de l'Assemblée s'est levée et a témoigné être dans les mêmes sentimens. Il a appuyé ensuite l'envoi de la pétition aux départemens pour y adhérer ou la rejetter, comme l'avaient demandé les pétitionnaires, mais dans un autre sens. La pétition tend à toucher à la représentation nationale, ce ne peut donc être aux corps administratifs ni à aucune espece de corporation, comme l'entendaient les pétitionnaires, a prononcer sur la pétition; il n'y a que le souverain lui-même qui puisse y faire droit, c'est-à-dire, le peuple rassemblé dans les assemblées primaires. Fonfrede a, en conséquence, conclu à la convocation des assemblées primaires.

Cette proposition a été vivement applaudie par la majorité de l'Assemblée. — Les principes avancés par Fonfrede sont incontestables, mais la mesure qu'il a proposée est des plus dangereuses. Quoi, pour faire prononcer sur la pétition d'une section de la République, de cent individus au plus, il faut mettre la République entiere en mouvement, il faut convoquer le souverain, le faire parler! Ce serait un bien funeste exemple; ce que fait aujourd'hui Paris, il pourra le faire une autrefois; une autre section de la République pourra en faire autant; ainsi, à chaque instant on convoquera les assemblées primaires, on changera les représentans du peuple.

La discussion a été interrompue par la lecture d'une lettre des commissaires à Valenciennes, Dubois-du-Bai, Bries. A leur lettre, les commissaires en avaient joint une que leur avait écrite le prince de Cobourg, et la réponse qu'ils y avaient faite. — La Convention a improuvé et désavoué la réponse de ses commissaires, et les a rappelés.

La séance a été levée à huit heures.

PARIS.

On s'occupe bien plus ici de la pétition des sections que des dangers de la patrie. On dirait que la République n'a pas d'autre guerre à soutenir que celle qu'on a déclarée à 22 membres de la Convention. Tel est l'esprit de parti: tout disparaît pour lui, hors l'objet de sa haine. Si l'on a eu intention d'expulser les principaux membres, les plus instruits, il faut avouer qu'il y a peu à redire à la liste qu'on en a faite. Cette liste comprend: Brissot, Guadet, Vergniaud, Gensonné, Pétion, Buzot, Barbaroux, Pontécoulant, Grangeneuve, Lanjuinais, Salles, Gorsas, Fauchet, Lanthenas, Biroteau, Lassource, Lehardy, Hardy, Louvet, Valazé, Valadi, Chambon.

Cette

Digitized by Google

Cette liste aurait pu être poussée beaucoup plus loin. Boyer-Fonfrede s'est offensé de ce que son nom ne s'y trouvait pas inscrit, et à l'instant, par un mouvement spontané, les trois quarts des membres de la Convention se sont levés, en s'écriant: *et nous aussi, tous, tous.* C'est ce qui arrivera toutes les fois que, dans une grande assemblée, on voudra faire tomber l'oppression sur des membres que la majorité regarde comme irréprochables.

Cette pétition a été travaillée de longue main. Lassource a accusé plusieurs membres du côté gauche de l'avoir rédigée. Il est constant dumoins qu'elle était connue long-tems avant qu'elle dût être présentée; car, lorsqu'il était question de décréter Marat d'accusation, Camille Desmoulins l'avait annoncée, et la dénonciation de Robespierre n'en était que l'avant-propos. S'il s'est rencontré dans la Convention 22 membres assez lâches pour être complices de Dumourier et vouloir un roi, il faut que leur procès leur soit fait, tous les amis de la liberté y applaudiront; mais il faut articuler des chefs d'accusation précis et en fournir la preuve. Vouloir forcer la Convention à rejetter de son sein plusieurs de ses membres, sans proposer contre eux le décret d'accusation, c'est livrer la représentation nationale à l'influence de quelques intrigues particulieres; c'est porter atteinte au droit le plus sacré du peuple, c'est-à-dire, à l'unité et à l'indivisibilité de ses représentans. La représentation nationale n'est pas la propriété d'une petite fraction de la République, c'est une propriété commune à tous. Il n'y a que les assemblées primaires qui puissent émettre leurs vœux sur leurs mandataires.

Ce n'est pas cette voie qu'ont entendu provoquer les pétitionnaires. On en a pour preuve l'arrêté pris par le conseil général de la commune, le 15 de ce mois. Informé, y est-il dit, que la pétition de la majorité des sections, présentée à la Convention nationale, a été mal interprêtée, et a donné lieu à de violens débats; considérant que le vœu des sections n'a point été de demander la convocation des assemblées primaires, mais bien la punition de lâches mandataires qui ont trahi la cause du peuple: a arrêté qu'une députation se présenterait le lendemain à la Convention nationale, à l'effet de rétablir le sens de cette pétition, et de désavouer toute interprétation contraire à son véritable esprit. Il faut donc que les pétitionnaires se renferment uniquement dans le rôle de dénonciateur, et qu'ils produisent les titres justificatifs de leur dénonciation.

Ce malheureux peuple de Paris qu'on tourmente depuis si long-tems en tout sens, ne voit pas que ceux-là le conduisent bien plus sûrement à la royauté, qui perpétuent les dissentions, attaquent la représentation nationale, affaiblissent l'esprit public, jettent le découragement et la terreur parmi les citoyens. C'est-là la tactique des agens des puissances etrangeres. Elles veulent nous contraindre à nous déchirer de nos propres mains.

Digitized by Google

Les vrais amis de la liberté ne cessent de le répéter, et ce sont précisément ceux-là que l'on cherche à rendre suspects au peuple. On le conduit à sa ruine sans qu'il s'en doute, et à chaque progression de trouble et d'anarchie, il ne voit pas qu'on déserte Paris, et, qu'en diminuant le nombre des consommateurs aisés, on lui enleve des moyens de subsistances.

Toutes les administrations ont déclaré que Paris était abondamment approvisionné, et cependant l'inquiétude est telle qu'on assiége de grand matin la boutique des boulangers, comme si l'on craignait de manquer de pain. C'est encore là l'effet d'une tactique particuliere à laquelle on a toujours eu recours, lorsqu'on voulait produire quelques mouvemens. On a répandu le bruit que l'on jettait du pain dans la riviere. Des ordres ont été donnés pour faire tendre des filets dans la Seine, afin de vérifier ce fait. Une circulaire a été adressée aux 48 sections pour les inviter à empêcher que le pain cuit ne soit emporté de Paris. C'était-là l'effet d'une spéculation qui provient de la différence de prix entre Paris et les départemens voisins; spéculation au moyen de laquelle les indemnités que supporte la ville de Paris en faveur des boulangers tournaient au profit des habitans du dehors.

Les autorités constituées de la ville de Liége, en fuyant le despotisme autrichien, ont emporté leurs archives, et sont venus les déposer dans une salle de la maison commune dite de l'Egalité. Cette cérémonie hospitaliere a eu lieu dimanche dernier 14 de ce mois. Les autorités constituées de la ville de Liége attendaient sous l'arc de la porte Saint-Martin, où sont venus les chercher les corps administratifs et judiciaires, une députation de la Convention, les sociétés populaires et les citoyens armés des différentes sections. Le cortege où se trouvait la statue de la liberté a fait plusieurs stations, pendant lesquelles des chants patriotiques et guerriers se sont fait entendre au milieu des cris répétés de *vive la Nation*, *vive la République*. C'est ainsi que les Liégeois et leurs archives ont été conduits à la maison commune, où ils ont été reçus avec les sentimens de la plus douce fraternité.

On a enfin reçu des nouvelles des commissaires si indignement livrés par Dumourier au général Cobourg. Ils écrivent de Mons le 3 avril, et de Bruxelles le 6; ils se rendent à Maestreicht. Il paraît qu'ils sont assez bien traités; on leur donne du papier, des plumes et de l'encre.

Dans l'avant-derniere séance il a été décrété, 1°. que le second fils d'Egalité que le général Biron a fait arrêter, et qu'on amenait à Paris, sera conduit à Marseille avec les autres individus de la famille Bourbon; 2°. que les Egalités seront poursuivis devant le tribunal de Marseille, et que la procédure commencera aussi-tôt que le tribunal aura reçu les pieces; 3°. que les biens de la famille Orléans seront séquestrés en ce moment, sans préjudice des droits des créanciers légitimes;

Digitized by Google

4°. que les individus de la famille Orléans ne pourront communiquer entre eux qu'après leur interrogatoire.

On assure que le traître Dumourier est passé en Suisse, et nos ennemis ne dissimulent pas qu'ils le méprisent.

Les rebelles continuent toujours à être poursuivis vigoureusement. L'ancien évêque de Saint Paul de Léon, la Marche, l'un des chefs des contre-révolutionnaires, a été arrêté à Brest, et mis à mort en conformité de la loi.

Manifeste de la Convention nationale de France, à tous les peuples et à tous les gouvernemens.

« Ce n'est pas seulement aux peuples qui prononcent le mot de la liberté ; ce n'est pas seulement aux hommes dont le fanatisme n'a point égaré la raison, et dont l'âme n'est point abrutie par la servitude, que la nation française dénonce l'atroce violation du droit des gens, dont les généraux autrichiens viennent de se rendre coupables. C'est à tous les peuples, c'est à tous les hommes ; un Français parjure abusant contre la Convention nationale d'une autorité qu'il n'avait pu recevoir que d'elle, a fait arrêter quatre de ses membres ; ce n'est point un citoyen qui méconnaît dans un ennemi privé, dans un homme d'un parti contraire, le caractere auguste de la représentation du peuple, c'est un général qui exerce une violence contre ce caractère même qu'il était obligé de défendre, trop sûr que la présence des représentans du peuple français rendrait bientôt à son devoir l'armée toute entiere de la République. Dumourier a porté sa lâche perfidie jusqu'à les livrer aux ennemis ; il a osé en faire le prix d'une honteuse protection, il les a vendus dans l'espérance qu'on le laisserait jouir en paix de l'or acquis par ses forfaits. Les généraux autrichiens n'ont pas rougi de se rendre ses complices, de participer à son opprobre comme à son crime.

« Jamais chez les peuples civilisés le droit de la guerre n'a autorisé à retenir comme prisonniers et bien moins encore comme ôtages, ceux qu'une basse trahison a livrés ; ce n'est point sur le territoire autrichien, c'est sur une terre française qu'ils ont été arrêtés ; ce n'est pas la force ou la ruse militaire, c'est le crime seul qui les a mis entre les mains de Cobourg. Le croire en droit de les retenir, c'est vouloir légitimer la conduite de ceux qui les ont livrés, c'est dire que les généraux ont le droit de vendre aux ennemis de leur pays, ses ministres, ses magistrats, ses représentans. Diront-ils qu'ils ne reconnaissent pas la République : qu'ils nient donc l'existence de la nation Françoise ; qu'ils nient donc l'existence du territoire sur lequel 25 millions d'hommes ont proclamé la liberté républicaine ? Ils ne la reconnaissent pas, et ils ont reconnu Dumourier ? La trêve convenue avec lui, n'a-t-elle pas été présentée à l'armée comme accordée aux troupes de la République. L'armée l'aurait-elle acceptée si elle n'avait été trompée, si elle avait pu la regarder comme la trahison qu'elle

Digitized by Google

déteste, et quand ils rompent cette trêve au moment où les trames de Dumourier sont découvertes, n'est-ce pas avouer qu'ils ont voulu tromper et l'armée et la France ? N'est-ce pas annoncer qu'ils ne veulent traiter qu'avec des conspirateurs et des traîtres ?

« Hommes libres de tous les pays, élevez-vous contre la conduite lâche et perfide des généraux de l'Autriche, où bientôt vous n'aurez plus d'autres lois que celles des sauvages ; que deviendront vos droits, s'il suffit pour vous en arracher les plus zélés défenseurs d'un traître qui veuille les vendre, et d'un despote qui ose les acheter.

« Rois, songez qu'un conspirateur peut aussi vous livrer à des ennemis, et que l'exemple donné par Cobourg peut un jour retomber sur vos têtes. Plus le pouvoir que les peuples vous abandonnent, est grand, illimité, plus votre sûreté exige que les liens qui unissent les hommes ou les peuples soient respectés : et vos agens, vos hérauts d'armes, ne les mettez-vous pas en sûreté jusque dans les camps de vos ennemis, par la seule impression du caractere dont ils sont revêtus ? Vos négociations, vos guerres, (ces guerres que, du fond de vos palais, vous ne dirigez trop souvent que pour le seul orgueil de la victoire), ne les faites-vous pas à la faveur du droit des gens ? Prenez garde : l'attentat commis sur les représentans d'une grande nation, outrage la premiere des lois, efface la tradition du respect que les peuples civilisés étaient convenus de lui porter, et ne laisse plus appercevoir que le droit terrible réservé jusqu'alors aux hordes barbares, le droit de poursuivre ses ennemis, comme on poursuit les bêtes féroces.

« Le voile qui cachait si faiblement les intentions des ennemis de la France, est déchiré. Brunswick nous déclarait en leur nom qu'il venait détruire une constitution, où le pouvoir royal était avili. Aujourd'hui ils viennent rétablir cette constitution, parce que dumoins le nom de roi y était conservé. Peuples, entendez-vous ce langage ; ce n'est pas pour vos intérêts que coule votre sang et le nôtre ; c'est pour l'orgueil et la tyrannie des rois. C'est à l'indépendance des nations et non à la France qu'ils ont déclaré la guerre. Peuples, qui vous croyez républicains, ils ne veulent pas souffrir qu'une grande nation n'ait pas un roi. Ils savent que l'existence de la République française serait un obstacle éternel au projet qu'ils ont formé de vous donner aussi des maîtres. Peuples qui vivez sous des rois, ils ne veulent pas qu'une nation puissante donne à l'Europe l'exemple d'une constitution libre, fondée sur les droits sacrés de l'homme. Ils craignent que le spectacle de cette liberté ne vous apprenne à connaître, à chérir vos droits.

« Il serait perdu pour eux, l'espoir coupable de vous retenir dans le sommeil dont ils profitent, pour s'appeller les fondemens de la liberté qui vous reste, pour forger ces chaînes, auxquelles, dans le délire de l'orgueil, ils ont osé

Digitized by Google

condamner l'espece humaine. Peuples de tous les gouvernemens, c'est sous la sauve-garde de votre générosité, et des droits les plus sacrés, que la nation française met ses représentans, que la trahison a livrés à la tyrannie. Vous êtes plus intéressés que nous à ce qu'ils soient bientôt libres; vous partageriez la honte d'un crime que vous auriez souffert, et votre foiblesse donnerait aux tyrans la mesure de ce qu'ils peuvent contre vous. »

TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE.

Nicolas Luthier, ancien grenadier au régiment du roi, engagé depuis au 102e. régiment, fait prisonnier de guerre à Treves, le 19 décembre 1792, renvoye huit jours après par l'ennemi, sans cartel d'échange, et actuellement canonnier au bataillon de la Sorbonne, à Paris, a été condamné à mort, le 10 avril, d'après la déclaration unanime du jury, portant qu'il était convaincu d'avoir, le 31 mars dernier, abordé un groupe d'ouvriers, auxquels il a demandé *s'ils étaient républicains, s'ils avaient une ame;* avoir dit sur leur réponse affirmative, qu'il en avait une aussi; mais qu'elle était pour son roi, qui l'avait bien payé, que le roi ne mourrait jamais en France, qu'il en fallait un, et qu'il reparaîtrait bientôt. L'exécution de Luthier a été faite le 11.

Philibert-François-Rouxel Blanchelande, âgé de 56 ans, natif de Dijon, ci-devant maréchal-de-camp, et gouverneur des Isles françaises sous-le-Vent, accusé par décret de la Convention du 30 novembre dernier, et renvoyé au tribunal révolutionnaire. Après 75 heures de séance, le jury de jugement a déclaré que ledit Blanchelande était convaincu d'avoir autorisé les déportations et les détentions arbitraires, d'avoir favorisé à Saint-Domingue un parti contre-révolutionnaire et des complots tendans à allumer la guerre civile dans la colonie, et à armer les citoyens contre l'autorité légitime.

Le président a fait part à l'accusé de la déclaration des jurés, après quoi l'accusateur public a donné lecture de la loi du code pénal, art. II et III, sect. II, portant que tous conspirateurs, tendant à allumer la guerre civile, et à armer les citoyens contre l'autorité légitime, seront punis de mort. Le tribunal a prononcé cette peine, le 15 avril, à 7 heures du matin, et ordonné la confiscation de ses biens au profit de la république. Blanchelande a conservé son sang froid jusqu'à la fin; après avoir entendu son arrêt de mort, il a protesté de son innocence, a tendu la main à Tronçon du Coudray, son défenseur officieux, qu'il a remercié de ses soins; et s'adressant ensuite aux Colons, qui l'ont poursuivi avec tant d'acharnement, il leur a dit: Vous voilà satisfaits! Il a été exécuté le même jour à 4 heures.

Digitized by Google

Armée du Nord.

Les commissaires de la Convention pour les frontieres du Nord, au général Cobourg.

Bouchain, le 11 avril.

« Monsieur, Dumourier a trahi la Nation Française, à laquelle il devait toute son élévation. Vous ne pouvez estimer un traître, la loyauté défend de lui donner asyle, et vous n'auriez pas dû recevoir les membres de la Convention qu'ils vous a livrés ; les Français auraient abhorré celui de votre nation qui aurait commis une pareille bassesse, et vous auraient renvoyé des ôtages que le droit des gens défend d'accepter en pareil cas. Nous vous adressons les exemplaires des décrets de la Convention, rendus dans cette occasion, et nous y joignons les différentes proclamations que nous avons faite à l'armée. Un général brave et ami de l'honneur, doit savoir la conduite que la justice commande, et nous vous assurons que la Nation Française périra toute entiere, ou qu'elle sera libre. »

Signés, Lequinio, Cochon, Bellegarde.

Lettre d'un officier Autrichien au général Tourville, commandant à Maubeuge.

« Monsieur, un de nos respectables officiers ayant, ce matin, été appellé par différens militaires et habitans de la ville de Maubeuge qui desiraient parlementer avec lui ; a dit à ces messieurs, qu'en conformité des sentimens dont ils paraissaient pénétrés, et du desir qu'ils ont manifesté, nos avant-postes ne commettraient pas d'hostilités vis-à-vis les vôtres jusqu'à nouvel ordre : Je m'empresse, monsieur le général, de vous prévenir que je ne puis, en aucune façon, obtempérer à cette suspension d'armes ; je vais recommencer la guerre au moment que M. le capitaine, porteur de cette lettre, sera rentré dans le cordon de nos postes. Je ne finirai cette guerre, M. le général, que lorsque vous m'aurez rendu votre place ; et par cette démarche, vous épargnerez bien du sang français, qu'il me sera douloureux de voir couler. »

« J'ai l'honneur d'être avec la plus haute considération, votre très-humble et très obéissant serviteur. »

Le comte de Basttul-dé-Latour.

Réponse du général Tourville.

Monsieur, je n'ai chargé aucun militaire, ni aucun bourgeois de proposer une suspension d'armes ; et je trouve, M. le général, que vous m'estimeriez trop peu si vous pensiez que j'étais disposé à vous rendre la place qui m'est confiée, et que j'espere défendre avec autant d'honneur et de succès que vous en espérez en l'attaquant. *Signé*, Tourville.

Digitized by Google

Copie d'une lettre du général Wurmser, au général de brigade Gillot, commandant à Landau.

« Vous savez sans doute, monsieur, que Dumourier, à la tête de son armée, vient de faire arrêter les commissaires de la Convention, qu'il a envoyés au quartier-général de M. le prince de Cobourg à Mons, d'où ils ont été transférés à Maëstricht. »

« Dumourier a mis son armée sous la protection de l'armée Impériale; il a proclamé Louis XVII roi de France : vous voyez que vous n'avez pas un moment à perdre pour prouver que vous vous réunirez à la bonne cause. Né Français, je me trouve heureux de commander l'armée de S. M., qui est prête à tendre une main bienfaisante à une nation que des insensés ont égarée. Suivez l'exemple d'une armée revenue de ses erreurs. Remettez-moi une place qui ne peut manquer d'être soumise par les armes, qui vont l'entourer. Epargnons le sang que des enragés ont versé avec profusion; mettez-moi à même de faire éprouver au peuple Français la bienveillance des souverains qui ne veulent que l'ordre dans le système politique de l'Europe. Songez que vous n'avez pas un instant à perdre. »

Signé, WURMSER.

Note en réponse à la sommation du général Wurmser.

Au quartier-général de Weissembourg, le 8 avril.

« La proposition du général Wurmser est au moins le comble de la jactance, lorsqu'il s'imagine intimider ou séduire par l'offre de la protection du roi son maître, les Français qui sont chargés de défendre Landau. Le général Custine s'empresse de lui répondre que les Français ne veulent la protection de qui que ce soit, et que l'armée qu'il commande, fidelle au serment qu'elle a prêté à la République, défendra la liberté et l'égalité, trahies en France par Dumourier. Le général Wurmser connaît trop la nation Française pour ignorer que 24 millions d'hommes ne recevront la loi de personne. »

Signé, CUSTINE.

ARMÉE DU MIDI.

Le général Biron, au ministre de la guerre.

Nice, le 29 mars.

« J'ai l'honneur de vous rendre compte que, nonobstant plus d'un pied de neige tombée depuis deux ou trois jours, les ennemis ont attaqué le camp de Braons sur trois colonnes le 28, à trois heures du matin. Ils ont été vigoureusement repoussés. Leur perte, que l'obscurité de la nuit rend difficile d'évaluer exactement, doit avoir été fort considérable, à en juger par la quantité de sang trouvé dans beaucoup d'endroits différens, et celle de chapeaux et de fusils qui a été ramassée; car vous savez avec quel soin ils ramassent leurs morts. Nous avons sept prisonniers; nous en aurions fait beaucoup plus sans l'obs-

Digitized by Google

curité. Un grenadier du 28e. régiment, nommé Dussec, a fait deux prisonniers à-la-fois, en les prenant au collet, un de chaque main, au moment où les ennemis faisaient leur retraite. — Je vous adresserai par le prochain courrier des renseignemens détaillés sur ce grenadier, qui mérite certainement votre attention et votre intérêt. On nous assure que les ennemis tenteront sous 48 heures de prendre leur revanche, avec des forces très-considérables. Les soldats de la liberté les attendent et les désirent avec impatience. » *Signé*, BIRON.

ARMÉE DES PYRÉNÉES.

Copie de la lettre du général de division Dubouquet, commandant l'armée des Pyrénées, en l'absence du général en chef.

Saint-Caudens, le 1 avril.

« J'ai l'honneur de vous rendre compte que le général de brigade Sahuguet, conformément à l'ordre que je lui ai donné, a fait son entrée dans la vallée d'Araud, hier 31 mars, sur deux colonnes, l'une dirigée sur Foz, et l'autre par le Portillore, dont il s'est emparé. Il est actuellement à Vielbe. Je sais qu'il a fait environ 80 prisonniers, dont un capitaine et un lieutenant, et qu'il a pris 60 fusils et 600 cartouches à balle. Il n'a perdu que deux chasseurs qui ont été tués, et quatre blessés. Rien n'a pu retenir l'ardeur des troupes; ni les neiges, ni les mauvais chemins. Ils ont surmonté tous les obstacles en vrais soldats républicains. Ce mot seul fait leur éloge. Quand j'aurai reçu des détails ultérieurs, je vous en ferai part. » *Signé*, DUBOUQUET.

N. B. Réponse à quelques Souscripteurs qui se plaignent qu'on leur a retranché la valeur d'un Mercure. — Justification complette à cet égard.

La distribution du Mercure Français qu'on avait imaginé de faire paraître tous les jours, par DEMI-FEUILLE, *a cessé le* 27 *mars avec le* N°. 86. *Le samedi* 30, *nous devions aux Souscripteurs un Mercure de* TROIS DEMI-FEUILLES : *nous leur avons donné ce jour un Mercure de* QUATRE FEUILLES ENTIÈRES; *et le Mercure hebdomadaire ne doit être régulierement composé que de trois feuilles, suivant le dernier Prospectus, ayant observé aux Souscripteurs que les trois feuilles* in-8°., *de cette justification, contiennent autant de matieres que six feuilles de l'ancien* in-12. *Le samedi* 7 *avril, il aurait dû paraître un Mercure; nous avons été dans l'impossibilité de le publier ce jour-là, attendu les difficultés que nous avons éprouvées dans l'Imprimerie. Mais le samedi* 13, *il a paru sous les* N°s. 88 *et* 89, *composé de* QUATRE FEUILLES ET DEMIE. *Résumons maintenant; il est dû au Public, depuis le* 28 *mars jusqu'au* 13 *avril, dix-sept demi-feuilles ou huit feuilles et demie de matiere; il a reçu, dans le* N°. 87, ... 4 *feuilles.*

Dans les N°s. 88 *et* 89. ..... 4 *feuilles* ½.

Ci ..... 8 *feuilles* ½.

Donc ceux qui se plaignent ont tort.

Digitized by Google

(N°. 91. — 1793.)

MERCURE FRANÇAIS.

SAMEDI 27 AVRIL, *l'an deuxieme de la République.*

DRIOPE (1).

Fable tirée du neuvieme livre des Métamorphoses, et racontée par Jole, sœur de Driope.

DRIOPE, unique espoir de la plus tendre mere,
(Une autre fut la mienne, *et nous n'avions qu'un pere*)
Driope était la fleur de nos jeunes beautés.
Le dieu de qui Délos adore les clartés,
L'aima, s'en fit aimer : depuis, époux fidele,
Andrémon fut *heureux d'une épouse* si belle.
Dans le fond d'un vallon un étang large *et creux*,

Se couronne à l'entour de myrtes amoureux.
Driope y vint un jour. Hélas ! l'infortunée
Était loin de prévoir sa triste destinée.
Aux nymphes de ces bords, ô regrets ! ô douleurs !
Elle venait offrir des couronnes de fleurs.
Un enfant sur son sein, fardeau bien doux *pour elle*,
Suçait entre ses bras le lait de sa mamelle.

Là s'éleve un lotos, qui de fleurs empourpré
A le rubis du lin que Tyr a coloré.
Là par elle un rameau, tendre et frêle espérance,
Est cueilli pour *son fils*, jouet de *son enfance*.
Moi-même aussi, j'allais, compagne de ma sœur,
Porter la main sur l'arbre, et *violer sa fleur*..
Mais ses rameaux tremblans frémirent à ma vue ;
Et *du sang* distilla de la branche rompue.

Si l'on croit le récit de nos simples bergers,
Fuyant le dieu *lascif* qui préside aux vergers,
Lotos, nymphe timide, en arbre fut changée.
Driope l'ignorait, et l'avait outragée.

(1) Ce morceau avait paru il y a deux ans dans l'almanach des Muses ; l'auteur nous l'a fait parvenir avec des changemens qui en laissent desirer beaucoup d'autres ; mais il y a des vers bien tournés.

Digitized by Google

Ma sœur d'effroi saisie, *aux nymphes* du vallon,
D'un crime involontaire *implore* le pardon.
Elle tremble, elle éprouve une horreur inconnue.
Elle veut fuir, s'arrête, et soudain retenue,
Sent roidir sur le sol ses pieds enracinés.
Elle s'agite envain : ses pas sont enchaînés.
Sa taille par degrés s'enveloppe d'écorce.
Elle le voit : sa main qui se tend avec force,
Voudrait *sur ses cheveux se venger du destin*,
Et sent couvrir son front d'un feuillage soudain.
Son fils pressant le sein de sa mere chérie,
Appelle envain des sucs dont la source est tarie.
Quel spectacle ! ô ma sœur, je te perds pour toujours ;
Je le vois, et ne puis te donner de secours.
J'arrête les progrès de l'écorce cruelle ;
Je l'embrasse, et voudrais m'y cacher avec elle ;
Heureuse, en ce tombeau, de me joindre à ma sœur.

Je vois autour de l'arbre, au bruit de son malheur,
Accourir son époux, son pere, sa famille.
Leurs yeux cherchent envain une épouse, une fille.
Driope ! où donc est-elle ? en l'état où je suis,
Leur montrer le Lotos est tout ce que je puis.
Ils couvrent de baisers l'écorce palpitante,
Et pressent sous le tronc Driope encor vivante.
De son visage hélas ! sous les rameaux épais,
Nos yeux peuvent à peine entrevoir quelques traits.
Ses larmes, goutte à goutte, humectent son feuillage ;
Et sa voix dont encore il lui reste l'usage,
Exhale, en soupirant, sa plainte et ses adieux.

« *Au nom de mes malheurs*, j'en jure par les dieux,
Driope est du destin l'innocente victime.
S'il me punit hélas ! ma faute fut son crime.
Si mes sermens sont faux, puisse le fer vengeur
Briser mon tronc stérile, et mutiler ma fleur !
Mais prenez soin d'un fils *encore à la mamelle ;*
Et qu'il croisse, en jouant, sous l'ombre maternelle.
Otez-le de mes bras, *aujourd'hui mes rameaux.*
S'il essaye, en croissant, à bégayer des mots,
Qu'il apprenne mon nom, qu'il plaigne ma misere,
Et qu'il dise : autrefois cet arbre fut ma mere.

Digitized by Google

Que son jeune âge, instruit par mon destin fatal,
Évite des étangs le limpide crystal :
Qu'il tremble de blesser une plante flourie ;
Qu'il sache que peut-être elle eut jadis la vie ;
Et que jamais par lui des rameaux arrachés ;
N'offensent les Sylvains sous l'écorce cachés.

Cher époux, chere sœur, cher et malheureux pere,
Adieu... mais si Driope à son tour vous fut chere ;
Ah ! protégez son arbre, et loin de ses rameaux
Écartez et le fer, et la dent des troupeaux.
Approchez-vous de moi, si la pitié vous touche ;
Que votre bouche encor vienne presser ma bouche :
Et puisque jusqu'à vous je ne puis me baisser,
Élevez jusqu'à moi mon fils... *pour l'embrasser.*
Je meurs... ma voix s'éteint, et ma langue glacée
Sous l'écorce qui croît se sent déja pressée.
Elle monte, se glisse, et me fermant les yeux
Dispense votre main de ce devoir pieux. »

Sa bouche a disparu sous l'écorce nouvelle ;
Sa voix meurt ; et long-temps l'arbre animé par elle,
Conserve la chaleur vivante dans son sein,
Et semble, en s'agitant, frémir de son destin.

Par le citoyen ST.-ANGE.

CHARADE.

Mon premier est un animal,
Dont tu seras la nourriture.
Mon second un autre animal,
Qui trouve par-tout sa pâture.
Mon tout encore un animal
Dont la grande progéniture
Pour bien des gens est un régal.

Explic. des Charade, Enigme *et* Logogriphe *du* N°. 90.

Le mot de la Charade est *Vertige ;* celui de l'Enigme est *Almanach ;* celui du Logogriphe est *Craie*, dans lequel on trouve *air*, *raie* (poisson), *arc*, *carie*, *cire*, *cuire*, *jeare*, *raie* (ligne), *eri*, *air* (musique), *race*.

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

Stratonice, Comédie héroïque en un acte et en vers, par M. Hoffman; mise en musique par M. Méhul, et représentée pour la premiere fois par les Comédiens Italiens, le 3 mai 1792. A Paris, chez les Marchands de Nouveautés.

RIEN n'est plus connu que le sujet de cette petite piece; il offrait par lui-même un intérêt assez touchant : un fils qui se fait violence pour cacher l'amour que lui inspire une femme destinée à son pere, et prêt à mourir de cette contrainte cruelle qu'il s'impose; un pere assez généreux pour sacrifier son amour à la nature, et céder sa maîtresse à son fils. Mais ce sujet exigeait de l'art dans la maniere d'arracher le secret des deux jeunes amans, qui tous deux veulent et doivent le garder. Il y avait des gradations délicates à observer pour amener l'un et l'autre à s'ouvrir réciproquement, ou plutôt à se laisser pénétrer: cet art véritablement dramatique, l'auteur l'a fort bien connu, et c'est ce qui lui fait le plus d'honneur. Les scenes sont bien conduites, le dialogue a de la justesse et de la mesure, et les mots décisifs semblent sortir du cœur des personnages.

'En vous je dois voir une mere.
. . . . . .
Ce titre est tendre, mais sévere.
Nommez-moi plutôt votre sœur.
. . . . . .
Ne m'interrogez pas. . . . . mon sort serait affreux.
. . . . . .
Croyez-vous le mien plus heureux?
. . . . . .
Méritez-vous ma confiance,
Quand vous en manquez avec moi?
. . . . . .
. . . . . Seigneur, on pourrait vous entendre :
Un secret important doit se dire plus bas.
. . . . . .
Ah! peut-on ignorer des maux que l'on partage?

Tout ce dialogue est plein de vérité, et jamais il ne s'y mêle rien de faux. La curiosité et l'intérêt se soutiennent jusqu'au dernier moment; et comme tous les ressorts tiennent à de simples développemens du cœur, l'espece d'entente qui regne dans cette piece m'a paru prouver un véritable talent. Une

Digitized by Google

remarque qui confirmerait cette opinion, c'est que l'auteur écrit beaucoup mieux les scenes parlées que les scenes chantées : dans celles-ci, sa versification est aussi faible et aussi négligée qu'elle l'est d'ordinaire dans presque toutes les pieces où le poëte compte sur le secours du musicien ; mais quand le poëte est seul, il écrit de maniere à faire croire qu'il pourrait se passer de musique : c'est une raison pour l'engager à nous donner quelque ouvrage dont le succès ne puisse appartenir qu'à lui.

C'est aussi parce qu'il a du naturel et de la pureté dans son style, qu'on doit lui faire observer deux endroits qui doivent être changés.

Et sous les lois du plus heureux *hymen*,
Dans le temple aujourd'hui je recevrai sa *main*.

Comme le mot d'*hymen* se prononce d'une façon particuliere, qui n'a rien de commun avec la prononciation des mots *main*, *demain*, et autres qui ne riment avec *hymen* que pour les yeux ; l'oreille qui est le premier juge de la rime, défend absolument de placer ce mot à la fin d'un vers.

Ne songeons qu'aux apprêts d'un hymen si prospere.
Je devais *en être l'epoux* ;
Mes enfans, *j'en serai le pere.*

On entend la pensée de l'auteur ; mais en bon français on n'est ni le *pere*, ni l'*époux d'un hymen*. Il fallait chercher une autre phrase, et cela ne doit pas être difficile. Au reste, c'est la seule faute de langage qui se trouve dans cette jolie piece.

ANNONCES.

Résultats du Commerce extérieur de la République Française, pendant le 1er. semestre de 1792, précédés de la lettre du ministre de l'intérieur, et de son rapport sur cette partie d'administration ; le tout adressé, le 17 decembre 1792, à la Convention nationale, et imprimé par son ordre ; volume *in-folio* de 159 pages. A Paris, de l'imprimerie nationale, 1793.

Code municipal ou *Breviaire des officiers municipaux*, contenant, dans un ordre méthodique, l'ensemble des decrets relatifs à l'organisation et aux fonctions de toute nature des municipalités, avec des notes explicatives du texte, les avis du comité et des modeles de tous les actes que les divers officiers des communes peuvent avoir à rédiger dans le cours de leurs fonctions, tant publiques que privées, par Guichard. Volume *in*-8°., troisieme édition, papier fin, 4 liv. 10 sous franc de port, et 4 liv. pour Paris ; où il se trouve chez Devaux, libraire au ci-devant Palais-royal, et chez Lepetit, quai des Augustins.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 6 avril 1793.

Les dernieres lettres de Stockholm annoncent que la correspondance est devenue très-active entre cette cour et celles de Copenhague et de Pétersbourg. A ces mouvemens diplomatiques se joignent les travaux continus pour l'armement de l'escadre de 10 vaisseaux de ligne et de 6 frégates, dont voici la liste : *Gustave III*, de 72 canons, vice-amiral baron Nicolas Wachtmeister; *Manligethen*, 60 can., colonel baron Palmquist; *Tapperheten*, 60 can., colonel Christiernin; prince *Frédéric-Adolphe*, 70 can., lieutenant-colonel Thingwall; *Mosen*, 70 can., contre-amiral Fust; *Dygden*, 60 can., lieutenant-colonel Billing; *Distrighéten*, 60 can., colonel Puke; *Fadernestandet*, 60 can., colonel Nauckhoff; *Fersigtigheten*, 60 can., colonel Krusenstierna; *Aeran*, 60 can., second chef major Kormann; *Thetis*, 44 can., major Wrangel-Camilla, 44 can.; *Euridice*, 40 can.; *Froja*, 36 can.; *Illerim*, 32 can.; *Hector*, 26 can.; les commandans de ces cinq derniers vaisseaux n'ont pas encore été nommés. A bord de cette flotte seront embarqués six régimens d'infanterie, savoir ceux du Roi, Sprengtporten, Elfsborg, Kroneberg, Calmar et Skaraberg, outre 3000 matelots et canonniers.

Il n'est pas vraisemblable néanmoins que l'on en vienne à une rupture avec la Russie; ce serait l'escadre légere, connue sous le nom de flotte de l'armée ou des galeres, que l'on armerait. Quant au Danemarck, les deux frégates en armement sont destinées pour la Méditerranée; trois brigantins croiseront dans la Baltique et la mer du Nord; un quatrieme ira aux Indes Occidentales. — Rien n'annonce d'ailleurs qu'aucune de ces deux cours partage les intentions hostiles de la Russie contre la France, au contraire, M. Engstrom vient de procurer au régent une nouvelle occasion de témoigner quelles sont ses dispositions à l'égard de cette puissance. Un nommé Zibette, homme très lié avec le comte de Stackelberg, qui va être remplacé par le général Divoff, montrait beaucoup d'animosité contre la nation française, et se livrait à des mesures peu favorables à la conservation de la paix avec elle. Il occupait la place d'adjoint au département des affaires étrangeres. Dénoncé par M. Engstrom, Zibette a reçu ordre du régent d'aller occuper son ancien poste en Poméranie.

Digitized by Google

Suivant les dernieres lettres de Varsovie, les documens que la confédération de Grodno a fait passer au maréchal comte Potocki, l'autorisent à négocier une alliance étroite avec la cour de Pétersbourg, à convenir avec elle d'une forme de gouvernement, toutefois sous la condition illusoire que l'on respectera l'unité et l'indivisibilité du territoire de la république, et qu'il faudra la ratification de la généralité sur tous les points arrêtés provisoirement. — C'en est fait de la Pologne ; car ces provinces méridionales voyent arriver tous les jours des régimens Russes. On croit que l'Autriche ne tardera pas à s'emparer de son lot ; et la Prusse a déjà commencé à se mettre en possession du sien. Le ministre Woss est chargé de se rendre dans la Grande-Pologne pour régler l'administration des finances ; un autre réglera celle de la justice. Dantzick et son territoire sont actuellement occupés par des troupes du Brandebourg ; à leur entrée dans cette malheureuse ville, forcée de subir le joug, il y eut une petite escarmouche où périrent 25 prussiens. On prétend que le magistrat, craignant la colere du roi lion, a fait arrêter sur-le-champ ceux qui ont tiré. — Les Prussiens occupent déjà environ 60 villes et bourgs, et près de 800 villages, hameaux et fermes. Si cela continue ainsi, le roi de Prusse, dont les ancêtres étaient feudataires de Pologne, deviendra maître d'une grande partie de cet état.

L'affaire de la maison Tepper devient d'autant plus difficile à terminer, que les cours de Pétersbourg, de Berlin et de Vienne forment aussi des prétentions à la charge ; savoir, la premiere, d'une somme de 113,000 ducats ; la seconde, d'une somme de 40,000 ducats ; enfin, celle de Vienne, d'une somme de 26,000 ducats, confiés à M. Tepper. Les trois puissances exigent que le montant de cette dette soit prélevé sur la masse générale du débiteur, et acquitté avant toute autre prétention des créanciers respectifs. On est persuadé que la commission chargée de l'examen des affaires de cette maison de banque, va recevoir une autorisation spéciale de la généralité de Grodno pour prononcer en derniere instance.

AUTRICHE. *De Vienne, le 30 mars.*

On se rappelle que François II a jugé convenable d'établir un département séparé et particulier pour les affaires des Pays-Bas, qu'il a confié au comte de Trautmansdorff. Il vient d'adopter la même mesure pour la Lombardie Autrichienne ; ce sera le ministre d'état, comte de Cobentzel, qui aura la direction de ce nouveau département. — Le baron de Thugut, autrefois internonce impérial aupres de la Porte Ottomane, a obtenu la direction générale des bureaux des affaires étrangeres. Ce fut le 26 qu'il reçut avis de sa promotion par un billet de la propre main de l'empereur. En allant le remercier, il

Digitized by Google

lui déclara qu'il se croyait obligé de consulter le prince de Kaunitz sur toutes les affaires dans lesquelles son mérite personnel et sa longue expérience lui donnent un si grand poids. François II, tres-satisfait de la modestie du nouveau ministre, a fait une longue visite au vieux prince de Kaunitz; il lui a demandé la continuation de ses avis, et de sa surveillance dans les affaires importantes; le baron de Spielman, déplacé par ce nouvel arrangement, préfere de se retirer dans sa famille à remplir une mission auprès de la diete de Ratisbonne.

On s'attend ici à voir la France déclarer la guerre à la Russie; on le desire du moins; cela fortifierait d'autant la coalition. La formule du serment exigée des Français par Catherine II, et en général toutes les dispositions de sa derniere ukase paraissent ici tellement judicieuses, qu'on va probablement adopter au premier jour la même mesure. On entretient une correspondance très-active avec cette cour, qui prend elle-même, aux intérêts de la ligue contre la France, toute la part que sa distance peut lui permettre. Par exemple, la nuit du 28 au 29, le comte de Rasomowski reçut un courrier que le comte de Romanzow lui avait expédié de Francfort; rien n'a transpiré jusqu'ici du contenu des dépêches apportées par ce courrier; mais d'après les conjectures les mieux fondées, il ne peut être question que des intérêts des princes français, et particulierement du corps d'armée du prince de Condé. Le 24, cet ambassadeur avait eu une audience de S. M.

Le 27 mars, à quatre heures du soir, un courier, précédé de 32 postillons, vint annoncer les victoires ou du moins les succès du prince de Cobourg, et particulierement le gain de la bataille de Nerwinde. Le courier est le major comte de Meerfeld : il a été nommé colonel, et gratifié en outre d'une tabatiere d'or dans laquelle se trouvaient 200 ducats.

L'armée de réserve, qui dans le commencement ne devait être composée que de 33 bataillons et de 17 escadrons, sera portée à 60,0000 hommes; elle se rendra dans l'électorat de Baviere et dans le Palatinat. C'est vers la fin du mois d'avril qu'elle doit commencer d'agir. — Le second transport de l'artillerie de siége, de même force que le premier, ne tardera pas à se mettre en marche pour le Rhin. — On vient d'autoriser la levée de deux nouveaux corps francs, dont un est offert par la bourgeoisie; l'équipement de chaque homme coûte cent florins d'empire; plusieurs bourgeois se chargent de fournir chacun huit ou dix soldats; leur uniforme est celui des gardes particulieres de la ville de Vienne. Le second corps est levé par le comte Milesimo; comme ce sont principalement des Croates, des Esclavons, et des hommes pris sur les frontieres de la Turquie, et dont plusieurs par conséquent en ont le costume, il s'est répandu la fable absurde qu'on y engageait des Mahométans, et que la Porte y avait consenti. — Il se forme aussi dans l'Esclavonie un corps franc qui

Digitized by Google

portera le nom du comte de Wurmser, dans l'armée duquel il servira. Deux bataillons de la garnison de cette capitale sont partis pour rejoindre le corps de réserve, dont le rendez-vous est à Inſierkèl dans la Bohême.

Il paraît que les dons patriotiques, si nécessaires pour faire face à ces préparatifs, les plus considérables que l'Autriche ait jamais faits, continuent d'abonder. Le 24, l'empereur reçut la grande députation de l'Autriche inférieure qui lui présenta un don gratuit de 205,200 florins en or. Voici l'inscription remarquable gravée sur le petit coffre où cette somme était contenue : « Les très-fideles états de l'Autriche inférieure ont pour objet, par ce petit don gratuit, de célébrer l'amour paternel de François II pour son peuple, qu'il n'a point voulu charger d'impôts dans une guerre aussi nécessaire que dispendieuse. »

La nation Hongroise, qui s'attache peut-être plus difficilement qu'aucune autre à ses maîtres, mais qui pousse aussi plus loin qu'aucune autre l'attachement et les sacrifices, lorsque son cœur les lui dicte, vient d'offrir un don gratuit de 4 millions de florins, et a promis de fournir 12,000 hommes destinés à recruter les régimens Hongrois et à porter les autres au complet. Quelque considérables que soient ces secours, auxquels l'archiduc Ferdinand, gouverneur de la Lombardie Autrichienne, ajoute un don patriotique de 40,000 florins, ils ne paraissent pourtant pas suffire; car la cour ouvre un emprunt d'une nouvelle forme. Chacun est invité de porter à la monnaie sa vaisselle d'or et d'argent; au bout de six ans, il en recevra la valeur en argent avec les intérêts des six années, à quatre et demi pour cent, et quatre pour cent de gratification.

On répand depuis le 29 au soir que les troupes Piémontaises, soutenues par les Autrichiens et par une foule de paysans armés, avaient livré dans le comté de Nice un combat aux Français, qu'ils avaient contraint de se retirer avec perte de plus de 2000 hommes; les gens éclairés de cette capitale n'ajoutent aucune foi à ce récit, dont le ministre de sa majesté Sarde n'a rien appris officiellement. C'est une nouvelle arrangée avec celle qui fait déja croiser une escadre anglaise dans la Méditerranée.

De Francfort-sur-le-Mein, le 5 avril.

La diete de Ratisbonne a formellement déclaré la guerre à la France au nom de l'empire, dans toute l'étendue duquel elle a proscrit la circulation des assignats; c'est le 23 mars qu'elle a pris cette résolution, dont le ministre de Mayence s'est empressé, dès le lendemain, d'instruire le principal commissaire impérial. Ainsi les cours de Vienne et de Berlin sont à la fin venues à bout de leurs projets. Cette derniere

Digitized by Google

n'est pas sans inquiétude sur deux évenemens, dont les suites peuvent devenir très-fâcheuses. Les tisserans de Schmiedberg en Silesie, au nombre de 800, ont chassé les marchands de lin, qu'ils accusent de vexations. Ces révoltés, à la nouvelle qu'on envoyait un bataillon de Glatz, se sont retirés dans les montagnes avec la ferme résolution de s'y défendre. — Les paysans des environs de Ruchebourg ont reçu, à coups de fleaux, un détachement qui venait pour recueillir une somme dûe par ce pays à la régence. La troupe fut augmentée de 20 hommes qui amenerent un canon; mais plus de 600 paysans parurent avec des faulx, des fourches, des fléaux, et pendant que les officiers parlementaient avec les baillis, ils se jetterent à un signal convenu sur le détachement avec des cris horribles; un soldat et deux paysans furent tués dans ce combat: mais les camarades de ces derniers déclarerent qu'*ils feraient comme en France* si l'on continuait de les tourmenter.

Le roi de Prusse sent la nécessité de ne pas rester trop long-tems éloigné de ses états, et par conséquent de terminer le plus promptement possible la guerre qui le retient sur les bords du Rhin; aussi ne plaint-il ni soins, ni dépenses pour se préparer des succès décisifs. On mande de Hanau qu'on travaille avec une activité infatigable au laboratoire prussien. Il ne cesse d'y arriver de Magdebourg et de Halle des transports de poudre, de balles et de plomb. Le 28 mars, il en arriva un de 184 chariots attelés, les uns de 6, les autres de 8 chevaux. Leurs chargemens furent délivrés, partie au laboratoire, partie au magasin bâti pour cet effet: encore dans cette semaine il est arrivé d'Anspach une grande quantité de balles, de bombes et de grenades pour les obus. Le quatrieme transport de l'artillerie, qui vient de Magdebourg par *extra-post*, est arrivé avant-hier à Philipsruhe.

Les généraux Autrichiens n'oublient rien non plus pour se ménager les avantages de cette campagne, même par des moyens extraordinaires: ils font venir de Vienne le fameux artificier inventeur d'un feu terrible connu sous le nom de cailles, qui, lors du dernier siege de Belgrade, y a fait tant de ravages. Son art meurtrier consiste à remplir les mortiers par couches de grenats, chargés de matieres combustibles, qui crevent en tombant, et répandent alors un feu inextinguible. A l'occasion du siége de Belgrade, le maréchal Laudon ordonna ainsi la manœuvre de ces cailles: tandis que 60 tombaient, 60 autres montaient, et encore 60 autres etaient prêtes à être lancées. Ce feu a une activité prodigieuse, et eclaire fort au loin.

Les Prussiens ont des listes, malheureusement trop exactes, de ceux qui ont adopté les principes Français à Worms et dans les autres villes occupées pendant quelque tems par les

Digitized by Google

Français : ils peuvent s'attendre à toutes sortes de vexations. On mande de Manheim, en date du 15 avril, que le prêtre Winkelmann, qui avait été élu maire à Worms, a payé cher sa confiance dans les promesses des Prussiens : il a été enlevé inopinément à son dîner par des hussards, et transporté à la forteresse de Kœnigstein. C'est-là qu'on envoie les Allemands auxquels on reproche d'avoir dévié des bons principes. Quant aux Français, on les transporte à Wesel. Ceux qui se trouvent prisonniers à Cologne en partiront le 11 avril, pour être échangés dans les Pays-Bas.

PROVINCES-UNIES ET BELGIQUE. *De la Haye, le 12 avril.*

Les commandans de Breda et de Gertruidemberg (Byland et Bedaulx) sont toujours en prison, et l'on continue leur procès ; le second est un vieillard sur le sort duquel on gémit, d'après le système de persécution adopté. Les commandans de Maestricht et de Willemstadt ont été, au contraire, avancés en grade, et gratifiés de présens, pensions, etc. Le prince de Hesse a été fait lieutenant-général de cavalerie, et M de Boetzelaer, qui a si bien défendu Willemstadt, lieutenant-général d'infanterie. Au reste, cet officier a été fort heureusement secondé par l'événement de la Belgique. Quelques jours de plus, il eût été obligé de rendre ou d'abandonner la place. Son opiniâtreté à la défendre, même contre toute apparence de succès, a peut-être sauvé les dix-sept Provinces-Unies. — Dans la reprise de Breda et de Gertruydemberg, les Stathoudériens d'ici avaient espéré que tous les réfugiés patriotes, renfermés dans les villes auraient été forcés de se rendre à discrétion ; mais l'événement a trompé à cet égard l'attente du gouvernement. Il a été délibéré ici de faire payer un cinquantième denier de tous les biens meubles et immeubles pour subvenir aux besoins de l'état. Les autres provinces de l'Union seront bientôt dans la nécessité de suivre cet exemple.

Le recrutement des troupes hollandaises se forme de toutes parts avec célérité, de sorte que cette puissance Stathoudérienne, dont avec quelque raison on avait tant méprisé les forces et les moyens va devenir vraiment redoutable, et agir bientôt offensivement par terre et par mer avec les autres puissances coalisées. — Notre flottille est en ce moment fort nombreuse ; elle a été augmentée encore, le 17, par 30 bâtimens bien armés de Katwyk, Scheweningen, etc. Il arrive chaque jour en Zélande des troupes Anglaises ; la république aura incessamment une armée respectable.

Nous apprenons d'Anvers que cette ville est en ce moment le siége d'une assemblée ou congrès sur les affaires de France ; les conférences ont eu lieu le 7 et le 8 de ce mois. Les principales personnes qui y ont assisté, sont : S. A. S. le prince

Digitized by Google

de Saxe-Cobourg, et M. le comte de Starhemberg, envoyé de l'empereur; S. A. R. le duc d'Yorck, et mylord Auckland, ambassadeur britannique; M. le lieutenant-général de Knobelsdorff, et M. le comte de Keller, envoyé de Prusse; L. A. S. Mgr. le prince stathouder, et Mgr. le prince héréditaire d'Orange, son fils; M. le comte de Metternich, ministre plénipotentiaire au gouvernement des Pays-Bas, ainsi que plusieurs officiers de l'état-major, attachés aux commandans en chef des armées des puissances coalisées. Ces conférences, aussi importantes qu'il en fut jamais pour le bien ou le malheur d'une grande portion de l'humanité, ont eu quelques jours l'apparence de n'avoir que des objets pacifiques, pour le rétablissement du repos en France, sans hostilités ultérieures. Cette apparence est changée aujourd'hui, et il faudra entrer en ennemis sur le territoire français.

Le prince de Cobourg vient de publier à Bruxelles une ordonnance, dans laquelle il enjoint à tous les émigrés Français, *dont quelques-uns*, dit-il, *ont eu l'imprudence de se présenter à mon quartier-général*, de sortir sans délai des Pays-Bas, et de se retirer dans les endroits où ils ont été domiciliés jusqu'à présent, pour y attendre le sort des événemens.

Voici ce qu'on mande de Gand, en date du 16 avril.

Les doyens de Louvain ont envoyé une députation au ministre Metternich, pour l'engager à faire réaliser la promesse de François II, de rendre à la Belgique ses Etats. Le ministre n'a donné qu'une exception dilatoire, et, comme on dit, de l'eau bénite de cour. Les choses restent *in statu quo*, et messieurs les Autrichiens n'ont pas l'air de vouloir tenir parole. Nos aristocrates avaient arboré sur le clocher de l'hôtel-de-ville le drapeau aux couleurs de la Belgique. Des Français, arrivant de la Hollande, y ont subtitué le drapeau tricolore : il y flotte encore. On commence à regretter les Français; ils s'étaient bien conduits dans cette partie de la Flandre orientale, les commissaires nationaux en avaient agi avec fraternité et prudence. Ils avaient raspecté les opinions religieuses, et fait payer les dégats causés par les troupes et les ouvriers employés aux travaux publics.

Les habitans de Bruges se sont mal conduits; ils se sont joints aux Autrichiens pour poursuivre les Français; mais les habitans des villages ont secouru ceux-ci, et les ont aidé à repousser les Autrichiens.

Le camp de Cassel se fortifie; les Prussiens s'avancent du côté de Termonde. Il serait bon que les Français poussassent des troupes jusqu'à Ostende, et qu'ils exportassent des vivres de la West-Flandre : l'Autriche a peu de troupes de ce côté.

Digitized by Google

ESPAGNE. *De Madrid, le 5 avril.*

Sa majesté catholique prévoyant dès le 16 février sa rupture prochaine avec la France, et le besoin qu'elle aurait de troupes, avait publié l'ordonnance suivante, signée de sa propre main, et adressée à son secrétaire d'état pour le département de la guerre, par laquelle elle « accorde une amnistie générale à tous les déserteurs de ses armées de terre et de mer qui pourraient se trouver dans les pays étrangers, et qui ne seraient coupables que de désertion ou de contrebande, à la condition qu'ils se présenteront en Espagne dans les six premiers mois, à compter du jour de la date du 16 février, et qu'ils s'engageront, au service de sa majesté, pour huit ans dans le régiment qu'ils préféreront; en conséquence, on leur fait de ce pardon la présente notification, à laquelle ils peuvent ajouter foi entiere. »

Malgré cette précaution, et tout l'appareil donné à la proclamation de guerre contre la France, et les déclamations des prêtres espagnols qui tonnent en chaire contre *un peuple impie composé d'athées*, et engagent leurs ouailles à verser leur sang pour défendre la cause du seigneur, à ne pas craindre d'en arroser les lauriers de la victoire, ou du moins les palmes du martyre, le recrutement va mal, et très-mal. — Le vice-amiral marquis de Casa-Tilli a mieux réussi dans l'armement des vaisseaux, dont voici la liste. Il s'est fait plus vîte qu'on n'osait se le promettre de la lenteur de notre nation, puisque l'escadre de Carthagene met enfin à la voile, et satisfait ainsi les pressantes sollicitations du lord St. Helens, ambassadeur d'Angleterre.

Département de Cadix. Vaisseaux de ligne : *El Rey Carlos*, de 112 canons; *Conde de Rogla*, de 112; *St. Carlos*, de 94; *Bahama*, de 74; *Gallardo*, de 74; *Sn. Ysidore*, de 74; *El Astudo*; de 64. — Frégates : *La Preciosa*, de 34 canons; *Dorothea*, de 34; *Ascension*, de 34; *Cécilia*, de 34; *Rosalia*, de 34; *Florentina*, de 34; *Cometa-Elena*, de 28. — Brigantins : *El Infante*, de 16; *Bazodar*, de 16.

Département de Carthagene. Vaisseaux de ligne : *Sn. Augustin*, de 74 canons; *El Allante*, de 74; *Angel de la Guardia*, de 74; *Soberano*, de 74; *Iris*, de 74; *Glorioso*, de 74. — Frégates : *Diana*, de 34; *Soledad*, de 34; *Juveque el Gamo*, de 30; *El Galga*, de 16.

Département du Ferrol. Vaisseaux de ligne : *Reina Luisa*, de 112 canons; *Sn. Eugenio*, de 80; *Sn. Raphael*, de 80; *Magnanimo*, de 74; *Sta. Jabel*, de 74; *Galicia*, de 74.

Total. 20 vaisseaux de ligne, 10 frégates, 1 corvette, 1 juveque, 3 brigantins.

Digitized by Google

On imagine bien, d'après de tels préparatifs, combien sont détestés du gouvernement, que sa colere rend aveugle et injuste, les individus qui ont le malheur d'être de la nation contre laquelle il les dirige : en voici un exemple où l'on verra que les Espagnols eux-mêmes ressentent par contre-coup les effets de cette haine quand elle veut frapper.

« La cédule royale qui bannit tous Français, produit des maux incalculables dans tout le commerce de ce royaume. On n'excepte que ceux qui ont épousé des femmes Espagnoles, ou qui sont naturalisés; cet ordre a été exécuté avec une rigueur inouie à l'égard d'Augustin Guenau, de Cadix. Il a été forcé de sortir de cette derniere ville dans l'espace de 48 heures. Il a pris un *extra-post*, et se rendait en France par Pempelune; mais là il a été arrêté, parce qu'il devait 21 millions de réaux à la banque nationale, et ramené ici pour être mis en prison, quoique le négociant Rosi soit sa caution pour 19 millions. »

ITALIE. *De Livourne, le 1er. avril.*

Le pape, fort dévot, sans qu'on sache trop pourquoi, à Sainte-Scholastique, avait été, selon sa coutume, le jour de la fête de cette sainte, chez les religieuses Augustines du Champ-de-Mars, ses anciennes amies; de-là il passa chez ses chers neveux; ensuite il revint à pied au Vatican, recueillant sur sa route les applaudissemens de la canaille payée par le gouvernement, celle même qui l'avait secondé dans l'affaire de Basseville. Le peuple, mécontent d'une si basse adulation, ne tarda pas à témoigner les vrais sentimens qui l'animaient; il reprochait au gouvernement de l'avoir voulu mêler dans l'affaire de Basseville, comme si ce meurtre avait été son ouvrage, au lieu de celui de quelques coquins soudoyés : ce jour-là il ne témoigna son ressentiment que par des huées contre les principaux officiers du pape; mais le lendemain il saisit l'occasion d'une rixe qui s'éleva auprès de l'église St. Louis des Français, entre un domestique du secrétaire d'Etat, et deux autres appartenant à des ecclésiastiques Français émigrés; il se porta en foule dans l'église et dans le palais contigu de la nation Française, et sans courir après les domestiques auteurs du trouble, il tomba indistinctement sur tous les émigrés, dévasta entiérement leurs chambres, n'épargna pas même l'église, et ne se retira qu'après avoir mis le feu à différens endroits de ce grand édifice. Personne ne périt dans cet assaut; mais beaucoup de prêtres ont été maltraités à coups de bâton; ce fut un grand bonheur pour l'évêque de Perpignan, l'un de ceux que le pape distingue le plus, de pouvoir se sauver par un conduit souterrein. C'était lui principalement qu'on recherchait.

Les transteverins (c'est comme on dirait le peuple du faubourg Saint-Antoine), qui ne s'étaient aucunement mêlés de l'affaire de Basseville, ont été les principaux acteurs dans

Digitized by Google

celle-ci, et ils ont donné des preuves non équivoques de leur activité, en recherchant par-tout les émigrés Français soupçonnés d'avoir excité la premiere émeute, dont à tort on avait voulu charger le peuple.

L'insurrection a duré deux jours entiers, pendant lesquels la milice s'est conduite bien différemment que dans la journée du 13; le général Caprara commandait en personne, et se portait dans les endroits les plus menacés; son activité et sa prudence ont rétabli le calme sans effusion de sang; mais cette insurrection aurait pu avoir de grandes suites, si le peuple avait eu un chef et un plan de formé. On a arrêté seulement les deux Français auteurs de la rixe, et quelques hommes du peuple qui ont commencé l'insurrection. Qu'ils soient punis ou non; cette affaire prouve que le peuple commence à connaître sa force, et que, d'un moment à l'autre, il peut se réveiller d'une maniere plus terrible qu'il ne s'est montré jusqu'ici.

Le chef de l'église s'occupe sérieusement des moyens de mettre en état de défense le patrimoine de Saint-Pierre. Le général Caprara continue de perfectionner le système militaire des troupes pontificales; et certes il a beaucoup d'occupation. On assure que Civita-Vecchia et sa forteresse sont dans le meilleur état de défense possible. Dès que les fortifications qu'on augmente sur les côtes de la mer du côté de Montalto et de Corneto, pour parer à une descente, seront terminées, on formera un camp entre cette derniere ville et Toscanella. Des détachemens sont déja partis pour Terracine. On y fera bientôt passer de l'artillerie, ainsi que dans les autres places ci-dessus mentionnées. Il y en a beaucoup au château Saint-Ange: on a été obligé d'augmenter le nombre des officiers de sa garnison, distribuée désormais en sept compagnies. Une chose assez croyable c'est qu'on leve en ce moment 2000 recrues pour les incorporer dans les divers régimens; mais une chose assez incroyable, c'est qu'on se propose d'en porter le nombre à 6000. Il faut qu'on ait bien peur d'une descente; car le trésorier-général, M. Ruffo, est parti avec un ingénieur anglais pour inspecter les fortifications tant de Civita-Vecchia que de toutes les côtes. Pendant tous ces préparatifs militaires, les tantes du feu roi profitent de la belle saison pour faire des promenades hors de Rome, ou bien pour aller en station d'une église à l'autre.

Les lettres de Naples annoncent une nouvelle éruption du Vésuve qui fait d'autant plus de plaisir, pourvu qu'on s'en trouve à distance respectueuse, que lorsque ce soupirail des feux intérieurs est ainsi éventé, on a moins à craindre les tremblemens de terre.

Dans les premiers jours du mois dernier, il y avait à Livourne 66 navires anglais, plusieurs vaisseaux français, ainsi que d'autres nations qui attendaient respectivement des convois pour les conduire en sûreté à leur destination. Aujour-

Digitized by Google

d'hui c'est un bruit général dans ce port que la cour d'Espagne a fait armer à Carthagène 24 vaisseaux de ligne prêts à faire voile, comme la Grande-Bretagne l'en perssait. Il y a déja quelque tems que le grand-duc de Toscane a fait publier dans ses états la proclamation suivante qui annonce l'envie de suivre un système de prudence et de modération.

« Son Altesse Royale, informée qu'un grand nombre d'individus de diverses nations en guerre, se trouvant par le fait des circonstances dans le Grand-Duché, exige, tant en vertu de la neutralité qu'elle professe par le principe, et qu'elle observe exactement, que par esprit de bienveillance et de justice qui fut toujours le sien, que ses sujets s'abstiennent envers eux de toute voie de fait, de toute personnalité, sous les peines portées par les loix précédentes contre les perturbateurs du repos public. Elle exige qu'on remplisse envers ces mêmes étrangers tous les devoirs de justice et de commerce que les habitans du même pays ont droit d'exiger réciproquement les uns des autres.

« Déclare au reste S. A. R. que ces mêmes étrangers n'échapperaient point au juste châtiment qu'ils méritaient, si, se rendant indignes de l'asyle et de l'hospitalité qu'on leur accorde, ils osaient troubler l'ordre, et enfreindre les loix qui veillent au salut de l'état. »

Donné dans notre palais, le 9 février 1793.

Signé, FERDINAND.

ANGLETERRE. *De Londres, le 7 avril.*

M. Dundas vient de remettre par écrit à la compagnie des Indes le plan de la nouvelle chartre, suivant lequel il paraît que les acquisitions territoriales seront continuées dans la possession de la compagnie, sous le même contrôle du gouvernement, comme par le passé; que chaque établissement sera dirigé par un gouverneur et trois conseillers, soumis à un gouverneur général; que la compagnie jouira du commerce exclusif de l'Inde pendant 20 ans, à dater du 1er. mars 1794, sous condition qu'elle y employera 3000 tonnes de navires par an au commerce des particuliers; que le prix du frêt sera réglé après un certain tems: il ne sera plus permis que les cotons, les mousselines, les indiennes, etc. importés de leurs possessions, se débitent ou soient portés par des sujets Britanniques; mais pour indemnisation, la compagnie obtiendra des avantages considérables sur leur réexportation chez l'étranger; qu'afin de mieux étendre son commerce, la compagnie pourra augmenter son capital d'un million de liv. sterl.; donc la totalité sera en tout de six millions, à condition d'appliquer une partie de cette somme pour réduire la dette en obligations à liv. 1,500,000, étant défendu de l'augmenter au-delà de cet équivalent.

FRANCE.

Digitized by Google

FRANCE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE DELMAS.

Séance du mardi, 16 *avril.*

La séance est ouverte par la lecture des lettres : on a lu l'énergique réponse des commissaires Lequinio, Bellegarde et Cochon à la circulaire de Cobourg, nous l'avons rapportée dans le précédent n°., page 404.

On lit une lettre des commissaires de Valenciennes, du 17 avril, elle est ainsi conçue :

« L'avant-garde de notre armée a encore été vivement attaquée aujourd'hui, et s'est vivement défendue, puisqu'elle a repoussé l'ennemi et lui a fait perdre du terrein. Le combat a été long. Il a commencé le matin et a fini tard. Nos troupes se sont vaillamment battues ; mais les ennemis, malgré les belles promesses de Cobourg, continuent et surpassent même les atrocités de l'année derniere. Ils pillent, brûlent, violent et mutilent. — Les généraux Laroque et Lamarche, qui commandaient l'avant-garde, sont dignes du plus grand éloge par le courage qu'ils ont montré et les sages dispositions qu'ils ont faites.

Le général Custines a écrit de Weissembourg en date du 11 avril qu'il venait d'apprendre par les feuilles publiques que Marat avait dénoncé à la Convention une de ses lettres écrite à la ci-devant duchesse de Liancourt, il répond que c'est une calomnie infâme ; qu'il n'a jamais écrit à la ci-devant duchesse de Liancourt, qu'il ne la connaît pas. Il ajoute que ces dénonciations sans pudeur ne tendent qu'à servir la cause de nos ennemis, et que sa vie et ses actions démentent de pareilles faussetés. — L'Assemblée pour donner de la publicité à cette lettre en a ordonné l'insertion dans le bulletin.

Nous ne devons pas passer sous silence la réponse que firent la garnison et les habitans de Maubeuge à la sommation qui leur avait été faite de rendre la place : nous sommes Français, répondirent-ils, et jamais les mots *rendons nous* ne sortiront de notre bouche. Cette réponse courte mais énergique a reçu de vifs applaudissemens.

Le général Dampierre mande du quartier-général de Valenciennes que les postes en avant de Lille ont été attaqués sur six points différens depuis Fleurs jusqu'à Commines, et que les ennemis ont été repoussés vigoureusement par nos braves soldats. Jugeant que les ennemis dirigeaient leurs forces sur Condé et sur Valenciennes, il a fait une mar-

Digitized by Google

che hardie sur Valenciennes, et a repris le camp de Famars. Il se loue beaucoup de l'armée. Il espere que sous peu de tems elle reprendra toute la gloire dont elle s'était couverte au commencement de la derniere campagne.

Mallarmé au nom du comité des finances a fait décréter des avances à plusieurs villes pour des achats de grains. Un membre du comité de législation a fait adopter plusieurs projets de décret relatifs au remboursement d'offices de judicature, maîtrises et jurandes.

Un membre a demandé à faire part à la Convention d'une lettre qui contenait quelques détails relatifs à Dumourier : le trois d'avril, Dumourier se rendit dans le camp de Maulde environné de tout le faste d'un roi, il fut reçu au milieu des applaudissemens et des cris de *vive Dumourier*; quelques grenadiers indignés d'un pareil accueil fait à un homme qui avait désobéi à la Convention, demanderent à lui parler. Après beaucoup de peine, ils parvinrent auprès de Dumourier qui ne répondit aux questions qu'ils lui firent que d'une maniere peu satisfaisante. Alors les grenadiers firent mine de tirer leur sabre, ils furent aussi-tôt investis et mis en état d'arrestation; un seul trouva le moyen de s'évader.

Bentabolle s'est plaint que la loi qui ordonne la saisie des chevaux de luxe n'eût pas encore été exécutée; on voit a-t-il dit, dans Paris de magnifiques équipages qui insultent à la misere des Sans-Culottes, eux qui ont le plus fait de sacrifices pour la liberté. Je demande que le Maire de Paris nous rende compte de l'exécution de cette loi. — Cette proposition a été décrétée; il a été décrété aussi que les commissaires de retour des départemens feraient imprimer l'état des chevaux que chaque département peuvent fournir.

Aubri, au nom du comité de la guerre, a fait décréter une nouvelle organisation des commissaires des guerres. Ceux qui exercent actuellement seront supprimés; il en sera aussitôt créé trois cents quatre-vingts qui seront pris parmi les commissaires supprimés, parmi les officiers de tout grade, pourvu qu'ils aient été sergents-majors-fourriers ou maréchaux-de-logis.

Barrere a donné lecture, au nom du comité de salut public, d'un manifeste de la nation Française aux peuples étrangers, relativement à la violation du droit des gens par Cobourg, à l'égard des commissaires de la Convention qui lui ont été livrés par Dumourier. La Convention a adopté la rédaction de ce manifeste et a chargé le conseil exécutif de l'envoyer à tous les gouvernemens. (Voyez page 401 du précédent n°.) — Lacroix, au nom du même comité, a fait décréter la levée de trente mille hommes de cavalerie qui seront armés, montés, équipés par les départemens.

Le général Biron a écrit qu'il avait fait arrêter Bourbon-Montpensier, dit cadet. — Sur le rapport du comité de salut

Digitized by Google

public, la Convention a décrété que ce citoyen serait conduit à Marseille avec les autres Bourbons, qu'ils y seront interrogés par les juges du tribunal criminel de cette ville, qu'ils ne pourront communiquer entre eux qu'après l'interrogatoire, et que tous les biens de la famille des Bourbons-Orléans seront sequestrés provisoirement, sans préjudice des droits des créanciers légitimes.

Cambon a fait décréter qu'il serait mis à la disposition du conseil exécutif une somme de six millions pour des dépenses secrettes.

Lecointre de Versailles a rendu compte à la Convention d'une nouvelle perfidie de Dumourier ; Lecointre avait un fils qui servait dans un bataillon de Seine et Oise, Dumourier l'a fait appeller sous divers prétextes; le jeune homme s'est rendu auprès de Dumourier, qui l'a fait saisir et le garde en ôtage. Dumourier s'est bien trompé, a dit Lecointre, s'il a cru me faire capituler plus aisément avec les despotes; qu'il sache que je ne mettrai point dans la balance le sort de mon fils avec celui de la République. — La Convention a chargé le conseil exécutif de prendre des informations sur le sort du jeune Lecointre et sur celui de ses commissaires.

La discussion s'est r'ouverte sur la pétition présentée hier par les sections de Paris. Lassource a obtenu le premier la parole : il a commencé par voter des remercimens aux auteurs de l'adresse, d'avoir préféré en ce moment la calomnie au tocsin. Il les a accusé de n'avoir articulé aucun fait contre la plupart des membres dénoncés. Il a accusé plusieurs membres du côté gauche d'avoir travaillé à la rédaction de cette adresse. Il s'indigne contre ceux qui l'ont applaudie. Lassource a fait observer ensuite que si les sections de Paris ont le droit de demander le rappel de quelques députés des départemens, les départemens à leur tour pourraient aussi demander la destitution des députés de Paris. Il a fait sentir la nécessité de terminer cette lutte qui s'éleve contre les représentans du peuple. Il a proposé d'interroger les assemblées primaires sur chaque député, et ceux qui n'obtiendront pas la majorité des suffrages seront tenus de se retirer. — Phelippaux a parlé après Lassource : il s'est opposé à la convocation des assemblées primaires ; il a indiqué, comme un moyen sûr de sauver la liberté, la réunion de tous les esprits et l'oubli de toutes les dénonciations. Il a terminé en demandant l'improbation de l'adresse.

L'Assemblée a entendu ensuite quelques détails satisfaisans sur la répression des troubles dans le département de Finistere, et a levé la séance à 7 heures.

Séance du mercredi 17 avril.

Thuriot, vice-président, occupe le fauteuil.

Une lettre du ministre de la justice a instruit la Convention que toutes les mesures qu'on avait prises pour mettre

Digitized by Google

à exécution le décret d'accusation porté contre Marat ; avaient été inutiles. Serait-il bien vrai qu'il existât encore sur le territoire de la République française une tête qui ne voulût point se courber devant la loi ? Serait-il bien vrai qu'il se trouvât dans Paris des hommes qui opposassent leur puissance à la puissance nationale, qui eussent l'audace d'arrêter le glaive de la loi suspendu sur la tête d'un citoyen ? S'il en est ainsi, si un individu peut braver impunément l'autorité de la loi, la dissolution de la République approche ; car l'impunité d'une pareille désobéissance annonce le regne de l'anarchie, et l'anarchie produit tous les maux possibles. Non-seulement Marat refuse d'obéir, mais il nargue encore la Convention en continuant de faire paraître sa feuille. La Convention ne peut souffrir sans se déshonorer, et sans perdre la chose publique, un pareil mépris de ses décrets, une telle violation de la loi. Elle s'est bornée pour l'instant à renvoyer sa lettre à son comité de salut public et de législation.

Les commissaires de la Convention à Orléans ont écrit que tous les complices de l'assassinat commis sur la personne de Léonard Bourdon ne tarderont pas à être arrêtés ; quarante prêtres accusés d'avoir provoqué le dernier soulevement ont été mis en état d'arrestation. Les commissaires ajoutent qu'ils font passer à la Convention un exemplaire d'une relation de l'assassinat de Léonard Bourdon, publiée par des malveillans ; ils assurent qu'elle est très-inexacte, et qu'on ne doit pas y ajouter foi, quoiqu'elle soit revêtue d'un très-grand nombre de signatures. Il est à croire que les rapports de ce malheureux événement faits par les commissaires de la Convention ne contiennent que la vérité. Cependant puisqu'un très-grand nombre de citoyens forment des réclamations contre ces rapports, la Convention ne doit pas prononcer sans avoir bien examiné le pour et le contre. — Un membre, sans doute parce qu'il était mal instruit, a dénoncé la municipalité de Paris pour avoir refusé un passe-port à une éleve de la maison de St.-Cyr, parce qu'elle était d'une famille ci-devant noble. — Cette dénonciation a excité quelques débats ; la Convention les a terminés en passant à l'ordre du jour, motivé sur ce que la loi n'autorise les communes à refuser des passe-ports qu'aux personnes suspectes.

Les généraux Langerielle et Gallet avaient été accusés de trahison ; le comité de la guerre après les avoir interrogés a reconnu qu'ils étaient innocens. L'Assemblée les a renvoyés à leur poste, et a autorisé le ministre de la guerre à leur payer les frais de leur voyage.

Genissieux a fixé l'attention de l'assemblée sur la difficulté qu'on éprouve dans Paris pour avoir du pain ; il a cru qu'on ne suscitait toutes ces difficultés que pour inquiéter le peuple sur les subsistances, et le porter par là à un mouvement. — Lehardy du Morbihan s'est plaint que le maire de Paris

Digitized by Google

eût négligé de se conformer au décret qui lui enjoint de faire afficher l'état des subsistances dans Paris. Il s'est plaint aussi qu'on n'eût pas encore payé aux boulangers les indemnités qui leur sont dues ; il a demandé que la Convention décrétât qu'elles leur seraient payées sans délai, et que le maire de Paris rendrait compte, séance tenante, des causes de l'inquiétude qui se manifeste au sujet du pain. — La Convention qui est persuadée que le moyen de provoquer un mouvement c'est de faire craindre au peuple pour sa subsistance, a adopté les diverses propositions qui lui avaient été présentées par Genissieux et Lehardy, et a renvoyé à l'examen du comité de salut public ces deux propositions faites par Vergniaux : d'empêcher les environs de Paris de venir s'approvisionner à Paris, et savoir s'il ne conviendrait pas d'interdire pour quelques tems la consommation des veaux et des agneaux.

Sur le rapport du comité des finances, la Convention a décrété que le citoyen Geneau, destitué par le ministre des contributions, serait réintégré dans ses fonctions de commissaire à l'hôtel des monnoies de la ville d'Orléans.

Le président a annoncé que Bentabolle venait de lui remettre une lettre qui n'était pas signée, mais qu'on disait être de Marat ; il a demandé à la Convention si elle voulait en entendre la lecture. La Convention est passée à l'ordre du jour ; c'était la discussion sur les droits de l'homme. Romme a présenté l'analyse des divers projets qui avaient été envoyés à la Convention ; il a extrait de tous ces projets un plan de constitution, composé de plus de cent articles ; il a fait précéder ce plan d'une théorie des droits de l'homme. — L'Assemblée a ordonné l'impression de ce travail. — Maure a interrompu la discussion pour annoncer à la Convention qu'un trompette Autrichien avait apporté des lettres de Beurnonville et des quatre commissaires retenus prisonniers ; ces lettres sont pour leurs parens. — La Convention a décrété que les lettres seraient remises à leur adresse. Il y en avait une de Bancal pour Garan-Coulon ; ce député l'a communiquée à l'Assemblée ; elle porte que les commissaires et Beurnonville se portent bien, qu'ils sont tranquilles, et qu'on leur fournit des plumes, du papier et de l'encre : la lettre était datée de Bruxelles le 6 avril. On conduit les commissaires à Maestricht.

On a lu une lettre du général Lamorliere qui annonce que les garnisons de Breda et de Gertrudemberg sont arrivées à Oudenarde. Ce général ajoute dans un *post-scriptum*, on assure que le traître Dumourier est passé en Suisse, et nos ennemis ne dissimulent pas qu'ils le méprisent.

La discussion a été reprise sur la déclaration des droits. — Plusieurs membres trouvaient que le premier article du projet du comité de constitution n'était pas assez clair, parce qu'on y énumérait ensemble les droits naturels, civils et po-

Digitized by Google

litiques. Vergniaux a proposé la rédaction suivante qui a été adoptée. « Les droits de l'homme en société sont l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété, la garantie sociale et la résistance à l'oppression.

La séance a été levée à 7 heures.

Séance du jeudi, 18 avril.

L'un des commissaires dans les ports de la République écrit de Saint-Gilles, et annonce que dans une action entre l'armée du général Baudry et les rebelles, nos braves volontaires ont eu l'avantage. Nous devons ce succès à l'intrépédité d'un jeune volontaire, qui, le premier, passa à la nage un ruisseau qui séparait les deux armées. Le président a été chargé d'écrire à ce jeune homme une lettre de félicitation. — On a lu une lettre qui dénonce les mauvais traitemens qu'éprouvent les Français en Espagne. Elle est renvoyée au comité diplomatique. — On a lu une lettre du maire de Paris, qui rend compte des causes de la disette apparente du pain. Il les attribue 1°. aux manœuvres des malveillans. Dans la rue de la Chanmiere, un particulier mal vêtu distribuait à des femmes des assignats de 5 liv., et les engageait à acheter tout le pain qu'elles trouveraient chez les boulangers. 2°. Il les attribue encore aux craintes des citoyens, qui prennent plus de pain qu'il ne leur en faut pour leur provision; 3°. enfin il accuse le mécontentement des boulangers, qui ne trouvent pas leur gain assez considérable, et qui ne reçoivent pas leur indemnité aussi-tôt qu'ils le voudraient. Le maire annonce qu'il a requis le commandant de la garde nationale de faire arrêter aux barrieres les voitures chargées de pain, et d'empêcher ainsi l'exportation considérable qui se fait chaque jour hors de Paris. — Les commissaires près l'armée du Nord annoncent que nos troupes sont en très-bon état. Les avant-postes sont souvent inquiétés. Le poste de Varvich a été vivement attaqué, et l'ennemi a été vivement repoussé. — Sur un rapport fait par un membre du comité des secours, la Convention nationale a mis à la disposition du ministre de l'intérieur une somme de 15,000 liv. pour être délivrée, à titre d'indemnité, au citoyen Brescolles, procureur de la commune de Saint-Geniets, département de l'Aveyron, dont les propriétés ont été dévastées par les brigands, qui voulaient s'opposer à la circulation des grains. Elle a chargé en outre le ministre de la justice de faire poursuivre les auteurs de ce délit. — Penieres, au nom du comité colonial, a demandé et obtenu l'élargissement du citoyen Ailhaud, commissaire aux Isles-du-Vent, contre lequel la Convention a déclaré qu'il n'y avait lieu à inculpation. — Sur la proposition de Cambacérès, rapporteur du comité de législation, la Convention a prononcé un décret de censure contre Nicolas Philibert, évêque du département des Ardennes, pour avoir publié une lettre pastorale, dans laquelle il s'était permis des

Digitized by Google

expressions répréhensibles. Mallarmé a fait décréter par amendement que le décret serait imprimé et affiché aux dépens de l'évêque.

La Convention a rendu de suite, et sans discussion, plusieurs décrets dont voici la substance.

La caisse de l'extraordinaire versera à la trésorerie une somme de 13 millions pour remplacer le déficit du mois dernier.

Les citoyens qui avant la publication de la loi sur le recrutement, se sont trouvés absens de leur municipalité, pour cause légitime, et qui ont concouru au traitement dans les municipalités où ils se sont trouvés, sont dispensés de concourir de nouveau, en apportant une attestation de la municipalité où ils ont concouru.

Les officiers de corps francs nommés par Dumourier, qui n'auront pas obtenu un brevet du ministre de la guerre, antérieur au 5 février, sont 1°. destitués; 2°. le ministre de la guerre est autorisé à remplir les places vacantes; 3°. nul ne sera admis s'il ne présente un certificat de civisme et de capacité; 4°. le quart des places sera donné aux sous-officiers du corps, et les autres à des officiers ou sous-officiers qui se seront distingués par des actes d'éclat. — Le premier bataillon du 33e. régiment aux sacrifices de son sang pour la patrie, ajoute des sacrifices pécuniaires. Il offre à la patrie une somme de 625 liv. en assignats, et 210 en numéraire. — Sur la proposition de Lidon, la Convention autorise les fournisseurs à faire concourir à l'approvisionnement des armées un quart de mouton avec trois quarts de bœuf. — Molvant, au nom du comité des Domaines, obtient une augmentation de salaire en faveur de 1500 familles travaillant aux salines. — Le président annonce qu'il vient de recevoir une lettre de Marat; la Convention a décrété qu'elle n'entendrait la lecture d'aucune lettre de Marat jusqu'à ce qu'il se soit soumis au décret d'arrestation. — Gensonné annonce que deux députés extraordinaires du département de la Gironde, viennent dénoncer à la Convention une conspiration qu'ils ont découverte. Les députés sont admis. L'un deux porte la parole et s'exprime à-peu-près en ces termes: « Guerre aux tyrans, guerre aux anarchistes et aux brigands, respect pour les propriétés et pour la Convention; voilà le cri de ralliement des citoyens du département de la Gironde.

Ils ont proclamé vos décrets contre l'infâme Dumourier, et ils viennent vous dénoncer des hommes qui travaillent à arriver au même but que lui, au rétablissement de la royauté. Dumourier voulait dissoudre la représentation nationale. Les citoyens de la Gironde vous dénoncent des scélérats qui veulent se porter aux derniers excès contre plusieurs membres de la Convention. Les commissaires que vous avez envoyés dans notre département, ont cru devoir former un comité de surveillance chargé de contenir les efforts des mal-intentionnés.

Digitized by Google

Ce comité a fait arrêter un courier extraordinaire porteur de plusieurs paquets volumineux, dont quelques-uns étaient adressés à des hommes connus par leur conduite impatriotique, et les autres à plusieurs sociétés populaires. Ces paquets contiennent différens écrits dans lesquels on exhorte les citoyens à se porter à Paris pour y égorger une partie de la Convention.

On y annonce l'arrivée prochaine des Marseillais; on y dénonce, sans preuve, plusieurs députés comme complices de Dumourier; on y demande que toute l'autorité soit remise à une partie de la Convention; on y fait l'apologie des massacres du 2 septembre, et l'on en provoque de nouveaux, puisqu'on y exprime les regrets de n'avoir pas vu cet exemple imité dans toute la République.

Législateurs, où en sommes-nous si vous ne réprimez pas ces manœuvres, et si vous tolérez ces provocations? Veut-on allumer le feu de la guerre civile dans le Midi? Chacun de vous a cessé d'appartenir à son département pour appartenir à la République entière, et la République entière demandera compte de chacun de vous au scélérat qui oserait en attaquer un seul.

S'il est un traître parmi vous, qu'il soit puni, mais par la loi: nous déposons sur votre bureau les pieces que nous vous avons annoncées. Les citoyens de la Gironde sont aussi les hommes du Midi. Vous avez décrété qu'ils avaient bien mérité de la patrie, ils sauront en bien mériter encore. — Cette pétition, dont nous n'offrons qu'une courte analyse, a été fréquemment applaudie.

Gensonné a attesté que toutes les sections de Bordeaux ont adhéré à cette pétition. Chambon déclare qu'un courier, dépêché par les jacobins à Avignon, y a annoncé que déja Gensonné, Guadet et Vergniaux étaient guillotinés, et que d'autres étaient arrêtés. — Une députation de la commune de Paris est venue présenter une pétition relative aux subsistances: ils demandent, 1°. la fixation du *maximum* du prix du bled dans toute l'étendue de la République entre 25 et 30 liv. le septier pesant 240 livres; 2°. l'anéantissement de tout commerce sur les grains, plus d'intermédiaire entre le cultivateur et le consommateur. — En demandant le renvoi au comité d'agriculture d'une partie de la pétition, Vergniaux démontre combien il serait préjudiciable à la ville de Paris, si l'on anéantissait le commerce des grains. En effet, le consommateur ou le cultivateur pourrait-il abandonner ses affaires pour aller à 10 ou 20 lieues acheter ou vendre le bled. Au reste, la pétition a été renvoyée au comité, qui en fera son rapport demain.

Organe du comité de salut public, Lacroix a proposé un projet de décret qui a été adopté en ces termes:

Art. 1er. Tous les citoyens qui sont ou vont être levés, en exécution du décret du 24 février dernier, seront incorporés

Digitized by Google

dans les cadres actuellement existans, jusqu'à ce qu'ils soient portés au complet de guerre.

II. Quand tous les corps qui composent les armées de la République seront au complet de guerre, la Convention prononcera sur l'emploi de l'excédent.

III. Les corps administratifs, les agens civils et militaires employés par le conseil exécutif provisoire pour surveiller la levée de 300 mille hommes, décrétée le 24 février dernier; les membres de la Convention nationale, envoyés soit dans les départemens pour accélérer cette levée, soit auprès des armées pour en hâter l'incorporation, ne pourront, sous quelque prétexte que ce soit, former de nouveaux corps, bataillons ou compagnies franches, avec le contingent fourni par les départemens, dans la levée des 300 mille hommes.

IV. La Convention déclare nulle la formation de tous nouveaux corps ou bataillons de volontaires et compagnies franches faites jusqu'à ce jour avec le contingent des départemens.

Plusieurs fois le général Kellermann avait été dénoncé, les commissaires à l'armée des Alpes annoncent qu'ils ont examiné sa conduite, et qu'elle leur a paru irréprochable. Genissieux veut articuler plusieurs faits contre lui, et la Convention le renvoie au comité de salut public pour y être entendu.

On a passé ensuite à la lecture des lettres déposées sur le bureau par les députés extraordinaires du département de la Gironde. L'une écrite par Blanchard à son épouse, en date du 12 avril, porte ces mots: Ce sont les députés de la Gironde qui font tous nos maux; ils ne les causeront pas longtems; nous attendons les Marseillais dans Paris, ces braves gens feront faire la recherche des royalistes, pour leur faire passer le goût du pain. — Il est dit dans une autre lettre: Il nous faut une journée du 10 août, pour que tout soit tranquille; dans plusieurs autres on invite les départemens à se porter à Paris pour purger la Convention nationale, et seconder les projets des braves Marseillais. Les autres pieces ont été renvoyées au comité de salut public, et la séance a été levée à 5 heures.

Séance extraordinaire du jeudi soir.

Cette séance était uniquement destinée au renouvellement du bureau. Lassource a obtenu la majorité des suffrages pour la présidence, et Doulcet, Chambon, Lehardy pour le secrétariat.

PRÉSIDENCE DE LASSOURCE.

Séance du vendredi, 19 avril.

Parmi le grand nombre de lettres lues au commencement de la séance, une seule mérite quelqu'attention: elle est des commissaires de la Convention dans le département de la Vendée. L'armée des patriotes remporte toujours quelqu'avantage sur les

Digitized by Google

rebelles. Dans ce moment on s'occupe à ramasser des forces, afin d'accabler les révoltés. On fait aussi de grands magasins.

Le citoyen Boisgelin, mis en état d'arrestation, parce qu'il avait été soupçonné d'avoir trempé dans la conspiration de Bretagne, a écrit à la Convention pour demander son élargissement, attendu qu'on n'articule aucun fait contre lui. — Cette lettre a été renvoyée au comité de sûreté générale, qui doit faire un rapport sur toutes les arrestations de ce genre.

Le ci-devant abbé d'Espagnac a demandé à paraître à la barre, pour répondre aux inculpations qui lui sont faites, et a sollicité d'être traité comme les adjoints du ministre de la guerre, c'est-à-dire, d'être gardé à vue, et non pas d'être retenu en état d'arrestation. — L'Assemblée a passé à l'ordre du jour.

Un secrétaire a annoncé une lettre de Marat; la Convention n'a pas voulu en entendre la lecture.

On a lu une pétition de deux citoyens condamnés à mort par le tribunal criminel du département de l'Orne, par laquelle ils demandent qu'il soit sursis à l'exécution du jugement rendu contre eux : ils exposent que le juré d'accusation n'a pas eu une connaissance exacte des faits.

La Convention accorde le sursis.

Salles a demandé que la Convention voulût bien s'occuper de la dénonciation faite contre lui; si les lettres que j'ai écrites, a-t-il dit, sont répréhensibles, il faut que je sois puni; si elles ne contiennent rien que je n'aie pu dire, je ne dois pas être environné de soupçons : je demande que mes lettres soient lues, ou que la Convention en ordonne l'impression. — L'Assemblée a décrété que les lettres de Salles seraient paraphées par le président, et livrées à l'impression.

Une lettre du général Dampierre a annoncé que son avant-garde avait été attaquée le 14 avec beaucoup de vigueur; le combat a duré depuis 4 heures du matin jusqu'à 8 du soir; plusieurs fois il a été aussi vif que celui de Nerwingen; l'issue en a été favorable aux Français; les Autrichiens ont été repoussés jusqu'à St.-Amand. — L'Assemblée a applaudi à ces heureuses nouvelles.

Mazuyer a obtenu la parole pour attirer l'attention de l'Assemblée sur un jugement de mort porté par le tribunal extraordinaire contre une femme prévenue d'avoir tenu des propos contre-révolutionnaires; il a fait observer que cette femme était dans le vin lorsqu'elle a tenu ces propos, que par conséquent elle était excusable : il a demandé qu'il fût sursis au jugement. — Isnard a pensé que la loi, en vertu de laquelle cette femme avait été condamnée, n'était pas conçue en termes assez clairs, assez précis; que par sa généralité elle prêtait à des applications qu'il n'avait pas été dans l'intention de la Convention de comprendre. Il a demandé que la loi fût revue. — La Convention a rejetté le sursis de l'exécution du jugement, et la revision de la loi.

Digitized by Google

La sœur du général Dampierre a écrit à la Convention, pour demander son élargissement, puisqu'il n'y avait contre elle aucune charge. — Cette lettre a été renvoyée au comité de sûreté générale. — Sur le rapport de Bréard, organe du comité de salut public, la Convention a décrété que les trois bataillons du Calvados, dont les commissaires avaient suspendu la marche, continueraient leur route dans la ci-devant Bretagne.

Un adjudant du général Dampierre a demandé à être admis à la barre, pour faire part à la Convention de quelques faits intéressans. Il a annoncé qu'il était porteur de plusieurs dépêches importantes pour le comité de salut public, de la part des commissaires de la Convention à Valenciennes, et qu'il avait été envoyé par le général Dampierre, afin de donner certains éclaircissemens au ministre et au comité de salut public. Il a ajouté que l'armée était dans les meilleures dispositions, que tous depuis le chef jusqu'au soldat avaient juré de défendre la République jusqu'à la mort, que les différentes affaires qui ont eu lieu entre l'avant-garde et les ennemis, ont appris à ces derniers à ne s'avancer qu'avec précaution. Il a dit de plus que les Autrichiens affectaient de demander la paix, que les avant-postes de l'ennemi cherchaient à s'entretenir avec les nôtres ; mais que le général Dampierre avait défendu expressément toute espece de communication. Il a terminé en assurant à la Convention que la mésintelligence régnait entre les puissances coalisées, et que bientôt cette mésintelligence éclaterait.

L'Assemblée est passée à la discussion des droits de l'homme. Un grand nombre d'articles du projet du comité de constitution ont été décrétés. Deux seulement ont donné lieu à une discussion : celui relatif à la liberté de la presse, et l'autre à la liberté du culte. — Buzot a soutenu que la liberté de la presse ne pouvait être suspendue ni limitée dans aucun tems par aucune loi. — Salle était d'avis que la liberté de la presse ne devait être suspendue ni limitée dans aucun tems ; mais il voulait que chacun fût responsable des suites de la manifestation de sa pensée. On ne peut pas permettre, a-t-il dit, à un homme de calomnier qui bon lui semblera, d'enlever à un citoyen son honneur, sa réputation ; la liberté de la presse ne doit pas être telle qu'on puisse impunément provoquer au meurtre, au pillage, à la sédition, etc. Pétion a fait observer que si la liberté de la presse devait être restreinte, ce ne devait pas être dans une déclaration des droits, qui n'est qu'une reconnaissance des droits qu'ont les hommes. — L'article a été adopté tel qu'il a été présenté par le comité.

L'article VI, ainsi conçu : « Tout citoyen doit être libre dans l'exercice de son culte », a été vivement combattu par Vergniaux et Danton. L'Assemblée constituante, a dit Vergniaux, ne pouvant pas attaquer la superstition de front, il fallut bien consacrer la tolérance ; mais nous ne sommes pas dans les mêmes circonstances : il nous faut présenter au peuple

Digitized by Google

une déclaration des droits qui soit pure. Le culte religieux est le rapport de l'homme avec la divinité, et certes ce n'est pas à nous à consacrer la liberté de rendre hommage à la divinité. — Danton a dit que le droit d'avoir un culte n'étant autre chose que le droit de converser sur des opinions religieuses, sur les rapports qui lient l'homme à la divinité, cela ne pouvait regarder que la police. En passant à l'ordre du jour sur cet article, a-t-il ajouté, ce sera une sorte de question préalable sur les prêtres. — Gensonné en appuyant ce qu'avait dit Danton, a demandé que cet article fût renvoyé à l'article de la constitution qui traite de la liberté des cultes. — Guyomard voulait que la Convention consacrât la liberté des cultes, afin d'empêcher les prêtres constitutionnels de persécuter ceux qui ne partagent point leurs opinions. — Salles en approuvant que la liberté des cultes fût maintenue, a dit que le culte extérieur se composait des actions par lesquelles chacun rend hommage à sa manière à la divinité. Il a fait observer qu'il pouvait se trouver beaucoup d'actions, qui, indifférentes en elles-mêmes, tinssent au salut de l'Etat relativement aux circonstances. Il a demandé qu'il fût rédigé un acte par lequel tout citoyen s'engagerait à soumettre toutes ses actions à la loi. La proposition de Gensonné a été adoptée, et la séance a été levée à 5 heures.

Séance du samedi, 20 *avril*.

Parmi les adresses dont la lecture se fait à l'ouverture de chaque séance, la Convention en a remarqué une dont elle a ordonné la mention honorable et l'insertion au bulletin. Ce sont les citoyens de Saint-Quentin qui, déclarent qu'ils ont été plus indignés qu'effrayés de la trahison de Dumourier, qu'ils craignent moins les ennemis du dehors, que les divisions intestines. Ils pensent que le seul moyen de conjurer l'orage est dans l'union de la Convention : plus de montagne, plus de vallée ; occupez-vous de nous donner une constitution bien républicaine : nous nous rangerons toujours du côté de la majorité de la Convention. Le peuple de Paris n'est pas le souverain, et les interrupteurs des tribunes ne sont pas les Français. Les citoyens de Saint-Quentin jurent enfin de poignarder le lâche audacieux qui tenterait de nous donner au roi.

La Convention enjoint au ministre Bouchotte de tenir un marché passé par Beurnonville au citoyen Portail et compagnie, et lui donne les motifs qui l'avaient déterminé à suspendre ce marché. — Les commissaires dans les départemens écrivent que par-tout le recrutement s'est fait avec le plus grand zele, et que les habitans sont animés du plus pur patriotisme. — L'un des adjoints du ministre Beurnonville, gardé à vue comme ses collegues a demandé à la Convention d'examiner sa conduite et d'aller combattre à côté du général Dampierre qui le demande. Bréard a demandé et la Convention a décidé que les adjoints de Beurnonville soient gardés à vue jusqu'à ce qu'ils aient

Digitized by Google

rendu leur compte chacun de leur administration. — Un secrétaire a lu une lettre des commissaires près les armées du Rhin, des Vosges et de la Moselle datée de Wissembourg le 18 avril. Ils annoncent que l'armée de Custines est dans la position la plus avantageuse aux environs de cette ville. Les soldats rangés en bataille font entendre les cris : *vive la Nation, vive la République et la Convention.* Ils sont satisfaits d'être en présence de l'ennemi et attendent avec impatience le signal du combat : Landau et Mayence sont dans le meilleur état de défense. Ces deux places ont des munitions en abondance. Les deux commissaires Merlin et Reubel sont dans Mayence résolus d'aider à sauver cette ville cernée par l'ennemi, ou à s'ensevelir sous ses ruines. La Convention applaudit à cette courageuse résolution, et charge son président d'écrire aux commissaires une lettre de félicitation. — Une lettre adressée aux commissaires près l'armée du Nord par le général Lamorliere annonce que nos troupes sont en possession de Roubaix et Lannoy ; qu'elles y ont planté l'arbre de la liberté au milieu des acclamations des habitans.

L'armée ennemie est divisée en deux colonnes, dont l'une se porte sur Courtrai, et l'autre sur Menin. — Un soldat Prussien fait prisonnier, a dit aux commissaires que Dumourier était gardé à vue, et qu'il avait même les fers aux pieds et aux mains. — Les deux colonnes de Breda et de Gertruidemberg arrivent aujourd'hui à Tournay. Dans une attaque qui a eu lieu cette nuit, disent les commissaires, nos soldats se sont bien conduits ; ils ont tué le commandant Autrichien avec 22 soldats, et ont fait 35 prisonniers. — Les officiers d'un corps de flanqueurs s'empressent de déclarer qu'ils étaient loin de Dumourier à l'époque de sa trahison ; qu'arrivés sous les murs de Lille, aussi-tôt qu'ils apprirent cet horrible attentat contre le salut de la République, ils foulerent aux pieds le chapeau dit à la Dumourier, et ont fait éclater le plus grand dévouement pour la République : ils finissent par demander des armes. A cette occasion Lidon a dénoncé Bouchotte pour avoir contrevenu aux lois sur le recrutement et sur l'armement ; en général, il accuse ce ministre d'être encore plus que ne l'était Pache au-dessous de ses fonctions. Robespierre jeune a parlé en faveur de Bouchotte, et la Convention a fini par charger le comité de salut public d'aviser aux moyens d'armer le plutôt possible ces défenseurs de la patrie. — Bréard a annoncé que le comité de salut public avait reçu la nouvelle que l'armée de la Moselle s'était emparé de deux ponts, qui faciliteront la communication entre les corps de l'armée de Custines. — Les commissaires Gasparin, Duhem et Lesage-Senaux écrivent qu'ils auraient voté contre le décret d'accusation dans l'affaire de Marat. — Des députés du district de Meaux ont été admis à la barre, et ont demandé le recensement des grains, leur apport dans les marchés, et la taxe même

Digitized by Google

quand il le faudrait. — Renvoyé au comité d'agriculture.

Les commissaires dans le département de la Vendée écrivent que, dans plusieurs actions, les révoltés ont été toujours vaincus. Dans une premiere action, ils ont perdu 100 hommes; dans une autre 200, et dans une troisieme enfin ils ont perdu 600 hommes, du nombre desquels sont Larochefoucault et son fils. Ici on a repris la discussion sur la fameuse pétition des 48 sections de Paris. Un secrétaire lit la liste des membres pour et contre la pétition. « Il y a aussi une troisieme liste, a dit Thuriot: c'est celle des Marseillais et des sans-culottes. » Cette phrase a excité de violens murmures, qui se sont terminés par un passer à l'ordre du jour. Censonné a parlé le premier. Aux reproches d'avoir aspiré aux places ou d'en avoir voulu disposer; il a répondu en rappellant que c'est lui qui avait fait rendre un décret qui interdisait aux membres de la Convention l'exercice d'aucunes fonctions publiques pendant 6 ans, et que ceux qui l'accusent sont ceux qui ont fait rapporter ce décret. Il déclare qu'il n'a sollicité aucune place, et pour vérifier le fait, il fait décréter que des commissaires se transporteront dans les bureaux des ministres pour voir quels sont ceux qui ont sollicité auprès d'eux. Doulcet demande que la correspondance de Gensonné avec Dumourier soit imprimée; Gensonné promet de la faire imprimer, et déclare qu'il se rend accusateur de Robespierre. — Fauchet a parlé ensuite et frappé la pétition avec l'arme du ridicule. Enfin après de très-longs débats, la Convention a improuvé, comme calomnieuse, à une très-grande majorité, la pétition signée de 35 sections et adoptée par le conseil-général de la commune de Paris, et a ordonné l'envoi de son decret dans les departemens. — On a lu ensuite l'acte d'accusation contre Marat. L'impression et l'envoi aux départemens ont été pareillemens décrétés. — Guadet a dénoncé le conseil-général de la commune, pour avoir pris un arrêté par lequel elle se déclare en état de révolution, et établit un comité qui correspondra avec les 44 mille municipalités de la République; Guadet a fini par demander la cassation du conseil-général de la commune. La Convention a décrété d'abord que le conseil apporterait sur-le-champ ses registres. Une députation du conseil a paru à la barre avec ses registres, où l'on a trouvé l'arrêté consigné. Les registres ont été déposés sur le bureau; de grands et tumultueux débats se sont élevés pour savoir si les pétitionnaires seraient admis à la séance. Après deux épreuves dont le résultat rejettait l'admission, plusieurs membres réclament l'appel nominal. Plusieurs heures se passent avant qu'il puisse être commencé. Il était 10 heures; tous les membres d'un côté de la salle étaient retirés; l'appel nominal se fait, et l'admission est décrétée à l'unanimité par les membres qui restaient.

La séance a été suspendue à minuit.

Digitized by Google

Séance du dimanche, 21 avril.

On a lu un grand nombre de lettres ministérielles qui ont été renvoyées aux comités qu'elles concernent.

Les commissaires de la Convention ont écrit de Cherbourg que les frontieres de cette partie de la République étaient entierement hors de défense. Les Anglais, qui sans doute connaissent ce dénuement de forces, s'avancent jusqu'à une portée de canon, et se retirent après nous avoir insultés ; si on ne se hâte de pourvoir à la défense de cette côte, il est à craindre que l'ennemi ne tente une descente. — Cette lettre a donné lieu à plusieurs dénonciations contre l'ancien ministre de la guerre, Beurnonville. — Lecointre a assuré à la Convention qu'il existait au comité de salut public des preuves évidentes de la trahison de ce ministre, et a demandé que ce comité fût tenu d'en donner connaissance à l'Assemblée. — Thuriot voulait qu'à l'instant ce comité de salut public rendît compte des mesures prises pour la défense des côtes. — L'Assemblée s'est bornée à ordonner le renvoi de la lettre de ses commissaires à son comité de salut public.

Les administrateurs du département du Haut-Rhin, en annonçant que le recrutement est terminé dans ce département, ont fait part d'un trait de patriotisme dont ils ont été les témoins, et qui mérite bien d'être connu. Un citoyen, pere de sept enfans, s'est présenté avec ses six garçons à la municipalité, et il s'est enrôlé avec eux le septieme enfant, trop jeune pour imiter ses freres, est resté auprès de la mere.

L'assemblée a donné de justes applaudissemens à cet acte de patriotisme, et a chargé son comité de lui présenter un mode de récompense.

Une lettre des commissaires dans le département du Pas-de-Calais a annoncé qu'ils avaient fait réparer les fortifications de Dunkerque, et que les habitans de cette ville étaient décidés à s'ensevelir sous les ruines de leurs murailles plutôt que de tomber dans les mains des Anglais.

Gossuin a fait part à l'Assemblée qu'une lettre particuliere lui apprenait que les magasins que nous avions à Malines venaient d'être conduits à Lille. Le recouvrement de ces munitions est dû aux soins et à la diligence des commissaires de la Convention.

Un secrétaire a lu le procès-verbal de la séance d'hier. — Biroteau a fait remarquer que l'Assemblée n'étant pas composée de deux cents membres lorsqu'elle décréta que l'appel nominal, qui venait d'avoir lieu, serait envoyé aux départemens. Ce décret était nul. — D'autres membres ont trouvé des fautes de rédaction dans le procès-verbal, et l'Assemblée a engagé le secrétaire à le retoucher.

Il y a quelque tems que l'Assemblée décréta que tous les ecclésiastiques, réguliers et séculiers, qui n'auraient pas prêté

Digitized by Google

le serment de l'égalité, seraient déportés à la Guyane française. Charlier a fait adopter divers articles pour l'exécution de ce décret.

Parmi les pétitionnaires qui ont été admis, la plupart ont entretenu la Convention des subsistances. — Ces pétitions ont donné l'occasion à Lecointre de rappeller à l'Assemblée que son comité d'agriculture devait lui faire un rapport sur les moyens d'assurer la subsistance du pauvre, il a demandé que le comité présentât son travail mardi. — Buzot a dit que la cause du renchérissement des denrées était dans la grande masse des assignats qui étaient en circulation, il a demandé que le comité des finances présentât les moyens de diminuer cette masse. — La discussion des propositions faites par Lecointre et Buzot a été renvoyée à mardi.

Le défenseur officieux d'un citoyen condamné à mort pour avoir mis en circulation de faux assignats, a demandé qu'il fût sursis à l'exécution du jugement, il fondait sa demande sur ce que la Convention avait chargé son comité de législation de lui présenter une modification à la loi contre les fabrications de faux assignats, et sur ce que la Convention avait déja ordonné plusieurs sursis à des jugemens semblables. — Cette pétition a donné lieu à une assez longue discussion. — Buzot et plusieurs autres membres étaient d'avis d'accorder le sursis; leurs motifs étaient que la loi avait besoin d'être modifiée, et que la Convention en avait paru convaincue puisqu'elle avait chargé son comité de législation de la revoir. Bazire a combattu la proposition faite d'accorder le sursis. Il a craint que la Convention, en accordant de pareilles demandes ne s'accoutumât insensiblement à exercer le pouvoir judiciaire et n'en vînt jusqu'à suspendre l'exécution des jugemens rendus par le tribunal révolutionnaire. Il a ajouté que cette impunité enhardirait les fabricateurs de faux assignats, parce qu'ils trouveraient plus aisément des distributeurs, s'il n'y avait pas de peine de mort contre ces derniers.

Dans ce cas, a dit un membre, il faut que vous rapportiez les décrets qui ont suspendu l'exécution du pareils jugemens. Après bien des débats, l'ordre du jour a été adopté sur le sursis demandé et les décrets antérieurs par lesquels la Convention avait suspendue l'exécution des jugemens de mort contre des distributeurs de faux assignats ont été rapportés.

Boissi d'Anglas a demandé que le comité de législation fît son rapport séance tenante sur la modification de la loi contre ceux qui mettent en circulation de faux assignats.

Bazire a invoqué l'ordre du jour sur cette proposition, il a été adopté.

Les deux officiers, Tilly et de Larue, qui commandait les garnisons de Breda et de Gertruydemberg ont été entendus à la barre pour rendre compte de leur conduite. Ils ont lu les articles

Digitized by Google

articles de la capitulation honorable qu'ils ont obtenue, au moment où ils ont été forcés de faire leur retraite. On y voit que les troupes Françaises sont sorties avec tous les honneurs de la guerre, qu'enfin l'ennemi a souscrit à toutes les demandes faites par les officiers Français, qui, en cas de refus de la part de l'ennemi, menaçaient d'obtenir ce qu'ils demandaient à coups de canon. — La mention honorable de la conduite de ces deux officiers a été décretée. — Gossuin a observé que Tilly et Delarue avaient eu leurs maisons ravagées à Liége par les ennemis, et qu'ils n'avaient actuellement pour vivre que leur traitement. — La Convention a chargé le ministre des affaires étrangeres de s'occuper des besoins des Liégeois qui sont en France et de ceux de ces deux officiers.

Organe des républicains d'Auxerre, le frere de Michel Lepelletier a présenté une pétition, qui avait pour but de demander 1°. que les prêtres assermentés ou insermentés ne fussent point salariés par la nation; 2°. qu'ils fussent exclus de toutes les places, et 3°. que ceux qui ne sont pas mariés soient déportés à la Guyane. Cette pétition a été renvoyée au comité de législation.

Le conseil exécutif a fait passer une lettre que vient de lui adresser Beurnonville. Cet ex-ministre écrit qu'il ignore les motifs qui ont pu porter Dumouriez à le faire arrêter; qu'il est prêt à faire le sacrifice de sa vie à sa patrie; il ajoute que les commissaires de la Convention et lui sont traités avec la distinction due à leur caractere.

La séance a été terminée par la lecture d'une lettre des commissaires à Valenciennes, Dubois-Dubais et Briès: ils écrivent qu'ils ont été vivement affectés du décret qui les rappelle. Ils protestent que leur amour du bien et le desir de retirer leurs collegues des mains de l'ennemi, avaient dicté leur lettre au prince de Cobourg; que cette lettre avait été rendue publique à Valenciennes, et qu'elle y avait produit le meilleur effet. Ils demandent que leur conduite soit scrupuleusement examinée. Ils assurent la Convention qu'ils se rendront sans murmurer dans son sein, aussi-tôt que leurs successeurs seront arrivés.

La séance a été levée à 5 heures.

Séance du lundi, 22 avril.

A l'ouverture de la séance, on a lu une lettre de la commune de Carcassonne, qui annonce qu'elle a ouvert une souscription patriotique pour l'équipement des volontaires; cette souscription a produit un grand nombre de souliers, de bas, de capotes, de chemises, etc. Le nombre des volontaires que cette commune devait fournir était de 44, 62 jeunes gens se sont présentés, et sont partis habillés et équipés. — Pour récompenser le zele patriotique des habitans de Carcassonne, la Convention a décrété qu'ils avaient bien mérité de la patrie. La Convention a approuvé un arrêté des administrateurs du

Digitized by Google

département des Vosges, par lequel ils ont enjoint à tous les ci-devant nobles de se retirer dans les chefs-lieux de district ; c'est afin d'être plus à portée de les surveiller.

L'Assemblée avait nommé deux commissaires pour aller lever les scellés apposés sur les papiers de Roland, cet exministre s'est plaint que les commissaires avaient été au-delà de leur mission, en examinant les papiers de sa femme ; il ajoute qu'il croit devoir annoncer quels sont les papiers que les commissaires ont emportes, afin de ne pas donner sujet à la malignité de faire courir des bruits calomnieux. Ces papiers consistent en trois lettres de Dumourier, d'une date bien antérieure à sa trahison, en quelques lettres de députés, et enfin en une lettre d'Angleterre. — Thuriot voulait que cette lettre fût renvoyée aux commissaires chargés de faire la levée des scellés. — Lehardy a fait observer que ce serait les constituer juges et parties, puisque Roland articulait des plaintes contr'eux. — D'autres membres se sont plaints que les commissaires se fussent permis d'examiner les papiers de la citoyenne Rolland, puisque le décret ne les y autorisait pas, et que d'ailleurs elle ne s'occupait vraisemblablement pas des affaires politiques. — Duroy a dit que la lettre qu'avait écrite la citoyenne Roland à Buzot, pour le prier d'user de son influence dans l'assemblée électorale, pour faire nommer son mari à la Convention, était une preuve qu'elle se mêlait d'autre chose que du ménage. — La lettre de Roland a été envoyée aux comités de législation et de sûreté générale.

Rhul, après avoir annoncé que la ville de Strasbourg avait fait une collecte qui avait produit 130 mille liv., s'est plaint d'avoir été dénoncé dans la société populaire de Strasbourg, comme un conspirateur, comme un traître qui devait livrer cette ville aux ennemis. Il a demandé que sa conduite fût scrupuleusement examinée, et que les commissaires dans le départemens du Rhin fussent tenus de prendre tous les renseignemens sur la conspiration dont on le disait l'auteur. En homme fort de son innocence, il a appellé sur sa tête le glaive de la loi s'il est reconnu coupable.

La Convention a prouvé qu'elle savait rendre justice en passant à l'ordre du jour sur les demandes de Rhul, motivé sur ce que son civisme était connu. — Lehardy a paru effrayé de ce système de calomnie que l'on semble suivre dans toutes les parties de la République contre les citoyens les plus recommandables pour leur civisme. Il a demandé que le comité de législation fût chargé de présenter une loi contre les calomniateurs. — Legendre a répondu que la calomnie n'était rien pour l'homme de bien, et qu'une vie integre confond les calomniateurs. — Monmayon a appuyé la proposition de Lehardy, il a dit qu'à la vérité on ne devait pas décourager les dénonciateurs patriotes qui contribuent à faire découvrir les conspirations, mais qu'il fallait réprimer les calom-

Digitized by Google

niateurs qui étaient de vrais conspirateurs. La dénonciation est un acte civique, mais la calomnie est un crime, elle l'est au moral ce que le poison le plus subtil est au physique. — La proposition faite par Lehardy a été adoptée.

Les commissaires à Valenciennes, Briès et Dubois-Dubay ont écrit que l'ennemi avait levé le camp de Ruil et qu'il se portait sur Condé. La garnison de cette ville leur apprendra ce que peuvent des soldats de la liberté; les commissaires ajoutent que les ennemis sont dans un absolu dénuement qui leur donne bien du dégoût pour la guerre; si leur situation ne change pas, ils seront bientôt réduits à l'impossibilité de la continuer. Briès et Dubois-Dubay terminent leur lettre en disant qu'ils ne peuvent *digérer* le décret qui improuve leur réponse au prince de Cobourg, ils protestent de nouveau qu'ils n'ont rien fait qu'avec de bonnes intentions, et que dans la vue du bien public; ils ajoutent qu'ils ont écrit une autre lettre au prince Cobourg, dans laquelle ils ont parlé le langage énergique des républicains, et exprimé toute l'horreur qu'ont pour la tyrannie les plus fervens adorateurs de la liberté. — Gossuin, après avoir fait observer que le patriotisme des deux commissaires était parfaitement connu de tout le monde, et qu'on ne pouvait imputer à une mauvaise intention leur réponse au général autrichien, a demandé le rapport qui le rappelait. — Cavagnac, en rendant hommage au civisme des deux commissaires a demandé néanmoins le renvoi au comité de salut public de la proposition faite par Gossuin. — Le renvoi a été décrété.

Une députation du faubourg St. Antoine a été admise à la barre. L'orateur de la députation, le citoyen Gonchon, a retracé avec énergie les malheurs que préparent les divisions de la Convention, qui se déchire elle-même, au lieu de s'occuper à terrasser l'aristocratie et le royalisme. Il a examiné les inculpations qu'on fait au parti qu'on appelle la *montagne*. Il a dit qu'elles étaient sans fondement; qu'il était absurde que ceux-là eussent conspiré avec Dumourier, qui avaient été proscrits par lui: il a rappellé que Barnave, Lameth et Lafayette avaient autrefois accusé les jacobins, et que l'événement avait prouvé que les accusateurs étaient les coupables Il a dit que la cause de l'anarchie n'était pas aux jacobins, comme on s'efforçait de le faire croire; mais dans l'inquiétude que donne aux citoyens la Convention elle-même, en s'occupant sans cesse de dénonciations; dans la faiblesse du conseil exécutif, et dans la rivalité qui existe entre lui et le comité de salut public. Il a invité la Convention à travailler au bonheur du peuple. Alors, a-t-il dit, on cessera d'accuser les jacobins d'anarchie; alors vos délibérations seront calmes; alors les tribunes respecteront les deux partis, et on ne les accusera plus de recevoir un vil salaire. — Cette adresse a été souvent applaudie par une très-grande partie de l'Assemblée, qui en a décrété

Digitized by Google

l'impression, malgré l'opposition de plusieurs membres du côté droit. On a réclamé aussi l'envoi de cette adresse aux départemens, mais l'ordre du jour a écarté cette proposition.

Lacroix, au nom du comité de salut public, a fait adopter plusieurs dispositions relatives à une revue qui sera faite des troupes qui composent chaque armée. Le général en chef d'une armée nommera un ou plusieurs chefs de brigade pour passer une revue que surveilleront les commissaires de la Convention auprès de cette armée. Il sera dressé des registres où seront inscrits le nom, l'âge et le grade de chaque militaire, et dans lesquels on fera mention de leur habillement.

On a lu une lettre du général Biron dans laquelle il fait part de l'horreur qu'a inspirée à l'armée qu'il commande la trahison de Dumourier. A cette nouvelle tous les soldats ont renouvellé le serment de ne souffrir d'autre maître que la nation entiere et d'exterminer quiconque, sous quelque nom que ce soit, voudrait s'emparer de l'autorité souveraine. Biron, dans le surplus de la lettre, rend compte d'une affaire qu'il y a eue entre les milices Piémontaises et les troupes de la République. Les Piémontais ont été chassés de divers postes où ils étaient comme en embuscade et d'où ils inquiétaient nos troupes. — L'Assemblée a applaudi aux sentimens de l'armée commandée par Biron, mais n'a pas été surprise de son horreur pour la tyrannie.

On a repris la discussion sur la déclaration des droits, lorsqu'elle sera terminée nous la donnerons dans son intégrité.

La séance a été levée à six heures.

PARIS, 25 *avril* 1793.

L'inquiétude sur les subsistances est entièrement calmée depuis plusieurs jours. Comme elle n'avait aucun fondement réel et qu'il fallait occuper le peuple d'autres objets, on n'a pas jugé à propos de la prolonger plus long-tems. Il faut d'ailleurs attendre l'effet de la pétition présentée à cet égard au nom de toutes les communes du département de Paris. Il faut avoir le courage de dire que les mesures proposées dans cette pétition, ne sont nullement propres à ramener l'abondance et la tranquillité. Les principes sur les subsistances sont aussi simples qu'inaltérables; ils se réduisent à ces deux mots que l'on oublie trop souvent: *laisser faire et laisser passer*. Ce n'est pas en fixant le *maximum* du prix du bled dans toute la République, en anéantissant le commerce des grains et en supprimant tout intermédiaire entre le cultivateur et le consommateur, que l'on parviendra à dissiper les alarmes et assurer les subsistances.

Cette taxe ne pourrait être uniforme, car le prix du bled est toujours relatif d'après une multitude de circonstances qui varient d'un département à l'autre. Si l'on taxe le bled, il faut taxer en même-tems toutes les autres denrées et toute espece de

Digitized by Google

marchandises ; car elles tendent toutes à se mettre de niveau, suivant leur proportion relative. Si vous forcez le cultivateur à vendre son bled à un prix trop modique, faites donc qu'il paie moins cher les souliers, les chapeaux, les bas, les vêtemens et tous les objets dont il a besoin; réduisez donc les contribntions et faites diminuer aussi le prix du fermage. En frappant sur le cultivateur, vous ne faites pas attention que vous frappez du même coup le commerce, les fabriques, les manufactures et l'impôt territorial, c'est-à-dire, tous les revenus individuels et publics.

Si vous supprimez tout intermédiaire entre le cultivateur et le consommateur, il faudra que l'un des deux aille chercher l'autre : si c'est le cultivateur, vous le détournez de ses occupations habituelles, vous multipliez pour lui les frais de transport, et vous exposez le consommateur à manquer de subsistances dans les tems absorbés par les travaux de l'agriculture. Si c'est le consommateur qui va chercher le cultivateur, l'embarras est encore plus grand; car le consommateur a aussi ses affaires, et il ne peut pas mieux perdre son tems à aller s'approvisionner de bled chaque fois qu'il en manque, qu'il ne peut aller à la fabrique de drap chercher l'habit dont il a besoin. L'intermédiaire est donc aussi nécessaire entre le cultivateur et le consommateur, qu'entre le fabricant et le consommateur. C'est le besoin qui a placé cet intermédiaire pour l'avantage et le profit de tous.

Veut-on que les subsistances soient plus faciles et à meilleur prix pour le peuple, il faut rendre à l'agriculture, au commerce et à l'industrie leur plus grande activité et leur plus grande valeur, il faut rétablir la paix, la confiance et l'harmonie entre toutes les classes de la société. Il faut appeller l'étranger à Paris et y retenir ses habitans par des lois douces, et par la garantie de tous les droits individuels. Il faut diminuer la masse des assignats qui sont en circulation et consolider la révolution en établissant promptement une constitution sage et un bon gouvernement. C'est dans la source du mal qu'il faut aller puiser le remede. Le reste ne serait qu'un vain palliatif qui, loin de le guérir, ne servirait qu'à le prolonger.

Des observations aussi simples ont dû nécessairement frapper la Convention, comme elles frapperont tous ceux qui envisageront cette matiere sous son véritable point de vue. Mais dans des momens d'inquiétude et d'aigreur, la derniere chose à laquelle on songe, c'est de couper le mal dans sa racine. Le procureur de la commune ne trouvant pas que l'adresse du département eût reçu de la Convention un accueil assez favorable, en rendit compte le 18 au conseil général de la commune et invita tous les membres à se réunir pour sauver le peuple, en répondant à la confiance qu'il leur a accordée. Il leur rappelle ce qu'a fait le conseil général au 10 août, et le serment sublime qui fut, à cette époque, prononcé dans cette

Digitized by Google

enceinte. « Le tems est arrivé, ajoute le procureur de la commune, de renouveller ce serment sacré, d'être tous unis et de mourir tous à notre poste, avant qu'on ait porté la moindre atteinte aux droits du peuple. Jurons-le donc, jurons union, fraternité et protection mutuelle avec les sections, les sociétés populaires et tout le peuple de Paris. »

A l'instant tous les membres du conseil se levent et s'écrient : Nous le jurons. « Je demande, ajoute Chaumet, que le conseil-général déclare qu'il sera en état de révolution, tant que les subsistances ne seront pas assurées; que le conseil-général déclare qu'il se croira frappé, lorsqu'un de ses membres sera frappé pour ses opinions; qu'il se croira frappé, lorsqu'un président ou un secrétaire de société patriotique, d'assemblées de sections, ou, en un mot, un simple citoyen sera frappé pour ses opinions. »

Le conseil-général adopte, à l'unanimité, toutes les dispositions énoncées dans le réquisitoire du procureur de la commune.

D'après un autre réquisitoire, le conseil a arrêté que le procès-verbal de cette séance serait porté le lendemain à la Convention, pour servir de réponse aux calomniateurs; que le comité de correspondance avec les 44,000 municipalités serait mis au plutôt en activité, et composé de 9 membres au lieu de 5, nombre auquel l'ont porté les précédens arrêtés; que l'on enverra à toutes les commissions du conseil l'arrêté qui invite tous les membres à signer la pétition présentée, le 15 de ce mois, à la Convention nationale par la majorité des sections; enfin que l'imprimeur sera tenu de remettre, dès demain, au comité de correspondance avec les municipalités, 12,000 exemplaires de cette pétition.

On laisse à penser s'il n'était pas du devoir de la Convention de modérer l'excès de zele qui avait enflammé les magistrats du peuple, et qui pouvait être interprêté avec malignité par les ennemis de la chose publique.

Le commandant général Santerre, en annonçant, dans l'ordre de l'état-major du 15, une revue de deux légions, avait enjoint aux officiers de produire le contrôle de leur compagnie, *sous peine d'être déclarés incapables de servir la République.* Cet ordre avait été renouvellé le 19; mais sur les observations de plusieurs sections et le requisitoire du procureur de la commune, le conseil a annullé cet ordre, et a appellé dans son sein le commandant général pour en expliquer les motifs. Celui-ci a répondu qu'il avait cru cette mesure propre à obtenir l'obéissance nécessaire au service militaire, mais que, puisque le conseil lui prouvait qu'il avait fait une faute, il s'en rapportait à sa sagesse et à ses lumieres. Satisfait de cette explication, le conseil a rendu justice aux intentions et aux sentimens patriotiques du commandant général, en même tems qu'il a annullé les deux ordres.

Digitized by Google

Sur la déclaration de Tison et de sa femme, tous deux employés au service des prisonniers du Temple, les citoyens Toulan, Lepitre, Brunet, Moelle et Vincent, membres du conseil de la commune, avaient été suspectés d'avoir eu des conférences secrettes avec les prisonniers, et d'avoir favorisé des correspondances illicites. Le conseil avait nommé des commissaires pour apposer les scellés sur leurs papiers, et faire des perquisitions dans les appartemens des prisonniers du Temple. Le résultat de ces recherches n'a produit aucune découverte suspecte.

Quoique la Convention eût improuvé, comme calomnieuse, la pétition des 35 sections, on n'en a pas moins fait quelques efforts pour obtenir de nouvelles signatures. La section des Quatre-nations est celle qui montre le plus de persévérance à cet égard; mais l'opinion publique paraît très-refroidie sur cette pétition. Il est constant que la Prusse répand beaucoup d'argent pour exciter de la fermentation à Paris et dans l'intérieur. On évalue à 15 millions d'écus ce qu'il lui en a déja coûté pour stipendier les agitateurs.

La section de la Butte des Moulins a arrêté que tous les citoyens de son arrondissement seraient tenus de se rendre exactement à ses assemblées, et qu'elle regarderait comme suspects ceux qui feraient trois absences consécutives, prouvées par un appel nominal qui aura lieu dans chaque séance.

Une lettre d'Angers, du 22 avril, annonce que dans le département de Maine et Loire, le corps de patriotes commandé par le général Berruyer, a essuyé un échec contre les révoltés. Cependant dans une dernière action, le fameux Gaston, chef des rebelles, a perdu la vie. On compte près de 15 mille revoltés qui ont déjà péri dans divers combats livrés par les troupes de la République.

Marat a été acquitté par le tribunal révolutionnaire, et conduit en triomphe avec une couronne civique à la Convention nationale.

Des lettres de Francfort, du 11 avril, annoncent que les Français ont fait une sortie de Cassel, et ont surpris un camp de Hessois qu'ils ont fait prisonniers ou taillés en pieces.

TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE.

Le 18 de ce mois, Jeanne-Catherine Clerc, fille, âgée de 56 ans, cuisiniere à Paris, a été condamnée par le tribunal révolutionnaire à la peine de mort, et a subi son jugement. Le jury a déclaré à l'unanimité, qu'elle était convaincue d'avoir, dans des intentions contre-révolutionnaires, tenu publiquement, à différentes époques, dans divers cafés de Paris, et notamment la nuit du 7 au 8 mars dernier, au corps-de-garde de Saint-Firmin, section des Sans-Culottes, des propos tendans à provoquer le massacre et la dissolution de la Con-

Digitized by Google

vention nationale, la destruction de la république, et le rétablissement de la royauté en France.

Le même tribunal a déchargé d'accusation Etienne-Emmanuel Prieur, âgé de 23 ans, natif de Fontenay-St.-Pere, département de Seine et Oise, frotteur à gages, et Thomas-Pierre Petit, marchand de chiffons, demeurant section de la Cité, convaincus d'avoir, dans l'ivresse, tenu des propos tendant à ramener la royauté.

Il est à croire que la cuisiniere aurait été acquittée si elle eût déclaré qu'elle était prise de vin quand elle a tenu ces propos; mais les opinions, dans une tête égarée, tiennent à une espece de fanatisme qui se refuse à toute lumiere, et se fortifie par la contradiction aux dépens même de sa propre existence. C'est une véritable maladie de l'esprit humain, sur-tout dans une classe si peu propre à apprécier les discussions politiques. La loi trop générale dans sa disposition, aurait dû marquer ces différentes nuances; et certainement il y a loin des propos extravagans sur la royauté, tenus par une cuisiniere, aux provocations criminelles, et aux complots tramés avec intelligence par des moteurs plus instruits de la tyrannie. Il est à croire que la Convention sentira la nécessité d'interpréter sa loi, pour concilier la justice avec l'intérêt de la République.

Le 19, Anne-Hyacinte Vaujour, ci-devant colonel dans l'armée de Dumourier t a été condamné par le même tribunal. Les questions sur lesquelles le jury a été interrogé ont été posées de la sorte.

A-t-il été tenu le 20 mars dernier, et jours précédens, en présence de plusieurs personnes, rue de Bievre, chez le citoyen Leveau, teinturier à Paris (principal locataire de la maison, dont Vaujour était propriétaire, et où celui-ci habitait lui-même), et successivement chez le citoyen Bertin, tapissier, rue Mouffetard, des propos de nature à opérer le meurtre et l'incendie, la dissolution de la représentation nationale, des sociétés patriotiques et le rétablissement de la royauté en France?

2°. Vaujour est-il convaincu d'être l'auteur de ces propos?

3°. Vaujour a-t-il eu, par ses discours, l'intention de provoquer le rétablissement de la royauté en France?

L'affirmative a été unanimement prononcée sur les deux premieres questions. Sur la troisieme, le premier juré a déclaré qu'il regardait Vaujour comme un aristocrate décidé, mais que le tribunal n'étant pas inquisitorial, il ne croyait pas avoir le droit de scruter les intentions des citoyens dans leurs conversations domestiques, et que Vaujour n'ayant fait aucune provocation dans les lieux publics, il ne voyait pas de tentatives formelles pour le rétablissement de la royauté. Trois autres jurés ont été de son avis, et sept pour la conviction.

Digitized by Google

Le lendemain, Antoine-Jean Clinchamp-St.-André, prêtre, ancien prieur de Clisson, département de la Loire-inférieure, a été condamné à la même peine, sur la déclaration unanime du jury, portant qu'il était convaincu d'avoir remis au mois de février dernier, à la femme d'un libraire, avec des intentions criminelles et contre-révolutionnaires, le manuscrit d'un ouvrage intitulé : *Aux amis de la liberté*, dans lequel il provoquait au meurtre, à la violation des propriétés, à la dissolution de la représentation nationale, et au rétablissement de la royauté.

Le même jour, Gabriel Duguiny, de Nantes, se disant lieutenant de vaisseau, fils de Louis Duguiny, conseiller au ci-devant parlement de Bretagne, a été condamné à mort, sur la déclaration unanime du jury, portant qu'il avait émigré du territoire de la République Française, dans les premiers jours de janvier 1792, et qu'il était rentré en France vers la fin de novembre, ou dans les premiers jours du mois de décembre suivant, sous des noms et des qualités supposés.

Louis-Alexandre-François d'Harembure, lieutenant-général des armées de la République, employé dans celle du Rhin, avait été renvoyé au tribunal révolutionnaire ; on lui imputait d'avoir adressé, le 28 février 1793, à la municipalité de Newbrisach deux imprimés, ayant pour titre : l'un, *lettres-patentes du régent de France* ; et l'autre, *déclaration du régent de France*, avec invitation de prendre note de ces deux pieces sur ses registres, et de lui donner acte de la présentation. Le jury a déclaré que ces faits étaient véritables, mais que le citoyen d'Harembure n'était pas convaincu d'avoir fait cet envoi dans l'intention d'exécuter les ordres du prétendu régent de France, et de préparer ainsi le rétablissement de la royauté ; en conséquence, il a été acquitté par le tribunal, le 22 de ce mois.

Il paraît que le système du traître Dumourier était de répandre la terreur, soit en grossissant les forces de l'ennemi, soit en exagérant nos pertes et la désorganisation de l'armée. C'est dans ce sens qu'il avait écrit différentes lettres au ministre Beurnonville pour exécuter plus sûrement le projet qu'il avait conçu de rétablir la royauté et la constitution de 1789. C'est dans cette même vue que le prince de Cobourg, agissant d'intelligence avec lui a publié d'abord une proclamation à la nation Française à laquelle il avait cru donner plus d'effet en la couvrant des couleurs d'une perfide modération ; mais ce langage n'ayant pû tromper des ames républicaines, il a repris bientôt son attitude naturelle en publiant une seconde proclamation dans laquelle il révoque et excuse ses premieres intentions. Nous n'avions pas besoin de cette seconde piece pour les connaître ; car dans le tems qu'il promettait de respec-

Digitized by Google

ter les propriétés et de réprimer les désordres de ses troupes, elles se permettaient le pillage, le meurtre, le viol et tous les excès de la plus féroce barbarie.

Dans le même-tems Dumourier, qui avait eu la bassesse de compter sur la défection de l'armée Française, se proposait de marcher sur Paris, et se faisait précéder d'une proclamation destinée à justifier ses projets liberticides, et la violation du droit des gens, exercé dans les personnes des commissaires de la Convention qu'il a eu l'audace de faire arrêter, ainsi que le ministre Beurnonville. Mais ses espérances ont été trompées; les Français sont restés fideles aux principes républicains; l'armée lui a échappé; elle est rentrée successivement dans nos différentes places frontieres; et Dumourier est resté avec son impuissance et la honte de sa trahison. Les gazetiers étrangers assurent, les uns qu'il s'est rendu prisonnier au prince de Cobourg au quartier-général à Mons avec le général Egalité, ci-devant duc de Chartres, le général Valence et quatre colonels; les autres qu'il se propose de passer en Angleterre.

Voici ces trois pieces qui ne seront pas inutiles à l'histoire de cette partie de la révolution.

PROCLAMATION.

Le maréchal prince de Saxe-Cobourg, général en chef des armées de sa majesté l'empereur et de l'Empire, aux Français.

« Le général en chef Dumourier m'a communiqué sa déclaration à la nation Française; j'y trouve les sentimens et les principes d'un homme vertueux, qui aime véritablement sa patrie, et voudrait faire cesser l'anarchie et les calamités qui la déchirent, en lui procurant le bonheur d'une constitution et d'un gouvernement sage et solide. Je sais que c'est le vœu unanime de tous les souverains, que des factieux ont armés contre la France, et principalement celui de sa majesté impériale et de sa majesté prussienne, remplies d'estime encore pour l'ensemble d'une nation si grande et si généreuse, chez laquelle les principes immuables de justice et d'honneur furent jadis sacrés, avant qu'à force d'attentats, de bouleversemens et de prestiges, on soit venu à en égarer et corrompre cette portion qui, sous le masque du patriotisme et de l'humanité, ne parle que d'assassinats et de poignards. Je sais aussi que ce vœu est celui de tout ce qu'il y a en France d'honnête, de sensé, de vertueux. Profondément pénétré de ces grandes vérités, ne desirant que la prospérité et la gloire d'un pays déchiré par tant de convulsions et de malheurs; je déclare, par la présente proclamation, que je soutiendrai, par toutes les forces qui me sont confiées, les intentions généreuses et bienfaisantes du général en chef Dumourier et de sa brave armée. Je

Digitized by Google

déclaré en outre, que venant de nous battre récemment, et à plusieurs reprises, en ennemis vaillans, intrépides et généreux, je ferai joindre, si le général Dumourier le demande, une partie de mes troupes ou toute mon armée, à l'armée Française, pour coopérer en amis et en compagnons d'armes, dignes de s'estimer réciproquement, à rendre à la France son roi constitutionnel, la constitution qu'elle s'était donnée, et par conséquent les moyens de la rectifier, si la nation la trouvait imparfaite, et ramener ainsi en France, comme dans le reste de l'Europe, la paix, la confiance, la tranquillité et le bonheur. Je déclare par conséquent, sur ma parole d'honneur, que je ne viendrai nullement sur le territoire Français pour y faire des conquêtes, mais uniquement et purement aux fins que j'ai ci-dessus indiquées. Je déclare aussi, sur ma parole d'honneur, que si les opérations militaires exigent que l'une ou l'autre place forte soit remise à mes troupes, je ne la regarderai jamais autrement que comme un dépôt sacré; et je m'engage ici, de la maniere la plus positive et la plus expresse, à la rendre aussi-tôt que le gouvernement qui sera établi en France ou le brave général Dumourier le demanderont. Je déclare enfin que je donnerai les ordres les plus séveres, et prendrai les mesures les plus vigoureuses et les plus efficaces, pour que mes troupes ne commettent aucun excès, ne se permettent pas la moindre exaction, ni la moindre violence; pour qu'elles respectent par-tout les personnes et les propriétés sur le territoire Français, et que quiconque de mon armée oserait contrevenir à mes ordres, soit puni sur-le-champ de la mort la plus ignominieuse. »

Donné au quartier-général à Mons, le 5 avril 1793.

Signé, DE SAXE-COBOURG.

Nouvelle proclamation du général Cobourg.

« La déclaration que j'ai donnée de mon quartier-général de Mons, le 3 avril, est un témoignage public de mes sentimens personnels pour ramener, le plutôt possible, le calme et la tranquillité en Europe. J'y ai manifesté, d'une maniere franche et ouverte, mon vœu particulier pour que la nation Française eût un gouvernement solide, durable, qui reposât sur les bases inébranlables de la justice et de l'humanité, qui donnât à l'Europe la paix, et à la France le bonheur. Maintenant que les résultats de cette déclarations ont si opposés aux effets qu'elle devrait produire, et qu'ils ne prouvent que trop combien les sentimens qui l'ont dictée ont été méconnus, il ne me reste qu'à la révoquer dans toute son étendue, et à déclarer formellement que l'état de guerre qui subsiste entre la cour de Vienne, les puissances coalisées et la France, se trouve dès-à-présent malheureusement rétabli.

» Je me vois donc forcé par l'empire des circonstances, que

Digitized by Google

des hommes profondément criminels se sont obstinés à diriger vers le bouleversement et le malheur de leur patrie, d'annuller complettement ma déclaration susdite, et de faire connaître que cet état de guerre se trouvant rétabli, j'ai donné les ordres nécessaires pour y donner suite, de concert avec les puissances coalisées, avec toute l'énergie et la vigueur dont des armées victorieuses sont susceptibles.

» La rupture de l'armistice est la premiere démarche hostile que la funeste combinaison des évenemens m'ait forcé de faire. Il ne subsistera donc de ma premiere déclaration que l'engagement inviolable que je renouvelle ici avec plaisir, que la discipline la plus sévere sera observée et maintenue par nos troupes sur le territoire Francais, et que toute contravention sera punie avec la derniere rigueur.

La franchise et la loyauté qui, de tout tems, ont été le mobile de mes actions, m'obligent de donner à cette nouvelle adresse à la nation Françsise toute la publicité dont elle peut être susceptible pour ne laisser aucun doute sur les suites qui en pourraient resulter ».

Donné au quartier-général de Mons, le 9 avril 1793.

Signé, le prince de COBOURG.

Le général Dumouriez à la Nation Française.

« Depuis le commencement de la révolution, je me suis consacré au soutien de la liberté et de l'honneur de la nation; l'année 1792 est la plus mémorable par les services que j'ai rendus. Ministre des affaires étrangeres pendant trois mois, j'ai relevé et soutenu la dignité du nom Français dans toute l'Europe: une cabale odieuse m'a calomnié, en m'accusant d'avoir volé six millions destinés aux dépenses secrettes. J'ai prouvé que sur ce fonds je n'avais pas dépensé cinq cents mille francs.

» Ayant quitté la carriere politique vers la fin du mois de juin, j'ai commandé un petit corps d'armée dans le département du Nord; on m'a ordonné de quitter ce département avec mes troupes, dans le tems même où les Autrichiens y entraient en force. J'ai désobéi, j'ai sauvé ce département: on a voulu m'enlever pour me mener à la citadelle de Metz, et me condamner à mort par un conseil de guerre.

» Le 28 août, j'ai pris en Champagne le commandement d'une armée de 20,000 hommes, faible et désorganisée; j'ai arrêté 80,000 Prussiens et Hessois, et je les ai forcés à la retraite, après leur avoir fait perdre la moitié de leur armée. J'ai alors été le sauveur de la France; dès-lors le plus scélérat des hommes, l'opprobre des Français, Marat, en un mot, s'est acharné à me calomnier. Avec une portion d'une armée victorieuse de la Champagne, et quelques autres troupes, je suis entré le 5 novembre dans la Belgique; j'ai gagné la bataille, à jamais mémorable, de Jemappe, et après une suite

Digitized by Google

d'avantages je suis entré dans Liége et dans Aix-la-Chapelle à la fin de novembre ; dès-lors ma perte a été résolue : on m'a accusé de vouloir être tantôt duc de Brabant, tantôt statdhouder, tantôt dictateur. Pour retarder et anéantir mes succès, le ministre Pache, soutenu par la faction criminelle qui produit tous nos maux, a laissé manquer de tout cette armée victorieuse, et est parvenu à la désorganiser par la famine, par la nudité ; plus de 15,000 hommes ont été aux hôpitaux, plus de 25,000 sont désertés par misere et par dégoût, plus de 10,000 chevaux sont morts de faim.

» J'ai porté les plaintes les plus fortes à la Convention nationale ; j'ai été moi-même à Paris pour l'engager à remédier au mal ; elle n'a pas daigné lire quatre mémoires que je lui ai donnés. Pendant les 26 heures que j'ai passées à Paris, j'ai presque tous les soirs entendu des bandes de prétendus fédérés qui demandaient ma tête, et des calomnies de tous les genres, les menaces et les insultes m'ont poursuivi jusques dans la maison de campagne où je m'étais retiré.

« Ayant offert ma démission, j'ai été retenu au service de ma patrie, parce qu'on m'a proposé de négocier la suspension de la guerre avec l'Angleterre et la Hollande, et, en cas de non succès, l'expédition de la Hollande, que j'avais conçue comme indispensable pour sauver les Pays-Bas. Pendant que je négociais, et même avec succès, la Convention nationale s'est hâtée de déclarer elle-même la guerre, sans s'occuper des préparatifs, sans pourvoir au moyen de la soutenir. On ne m'en a pas même prévenu ; et je ne l'ai appris que par les gazettes. Je me suis hâté de former un petit corps d'armée de troupes nouvelles, qui n'avaient jamais combattu. Avec ces troupes que la confiance rendait invincibles, j'ai pris trois places fortes ; et j'étais prêt à pénétrer dans le centre de la Hollande, lorsque j'ai appris les désordres d'Aix-la-Chapelle, la levée du siege de Maestricht, et la retraite fâcheuse de l'armée : elle m'appellait à grands cris. J'ai abandonné mes conquêtes pour voler à son secours. Je jugeais que je ne pouvais relever nos affaires que par un prompt succès. J'ai ramené mes compagnons d'armes à l'ennemi. Le 16 mars j'ai eu un avantage considérable à Tirlemont. Le 18, j'ai donné une grande bataille : la droite et le centre que je conduisais, ont vaincu : la gauche, après avoir attaqué imprudemment, a fui. Nous avons fait, le 19, une retraite honorable avec les braves, qui me restent ; car une partie de l'armée s'est débandée. Le 21 et le 22 nous avons combattu avec le même courage ; et c'est à notre fermeté, qu'on doit la conservation du reste d'une armée qui ne respire que pour une liberté sage, pour le règne des lois, et pour l'extinction de l'anarchie.

» Dès-lors les Marat, les Robespierre, et la secte criminelle des Jacobins de Paris, ont conspiré la perte des généraux et sur-tout la mienne. Ces scélérats, mûs par l'or des puissances

Digitized by Google

étrangeres, pour achever de désorganiser les armées, ont fait arrêter presque tous les généraux : ils les tiennent dans les prisons à Paris pour les septembriser : c'est ainsi que ces monstres ont forgé un mot, pour conserver à la postérité le souvenir des affreux massacres des six premiers jours de septembre.

» Pendant que je suis occupé à recomposer l'armée, que j'y travaille jour et nuit, hier, premier avril, sont arrivés quatre commissaires de la Convention nationale, avec un décret pour me traduire à la barre. Le ministre de la guerre, Beurnonville, (mon élève) a eu la faiblesse de les accompagner, pour succéder à mon commandement. Les gens qui étaient à la suite de ces perfides émissaires, m'ont averti eux-mêmes que différens grouppes d'assasins, chassés ou fuyards de mon armée, étaient dispersés sur la route, pour me tuer avant mon entrée à Paris. J'ai passé plusieurs heures à chercher à les convaincre de l'imprudence de cette arrestation. Rien n'a pu ébranler leur orgueil : je les ai fait arrêter tous pour me servir d'otages contre les crimes de Paris. J'ai sur-le-champ arrangé une suspension d'armes avec les Impériaux ; et je marche vers la capitale, pour éteindre le plutôt possible les germes de la guerre civile. »

(*La suite au N°. prochain.*)

Armemens en course.

Quoique l'état des prises suivantes ait été publié depuis quelques jours, nous ne croyons pas devoir en priver nos lecteurs, qui trouveront toujours dans ce journal le dépôt des pieces les plus intéressantes. L'abondance des matieres qui nous ont pressés, a pu seule retarder cette publication. La liste de ces prises serait bien plus considérable, si le ministre de la marine eût apporté moins de négligence à faire sortir nos vaisseaux et nos frégates des ports de la République. Il faut espérer que la Convention et son comité de salut public étendra sa vigilance sur cet emploi des forces de la République, que sollicite tout à-la-fois la sûreté de notre commerce, qui souffre des prises qui lui sont faites, et l'intérêt que nous avons à ruiner celui de nos ennemis pour obtenir une paix honorable.

État des prises faites, jusqu'à ce jour, par les Français, sur les ennemis de la République.

La *Belzey*, cutter anglais, 7 hommes d'équipage, conduit à Dunkerque ; un cutter anglais, *idem*, pris par le *Républicain*, armé à Dunkerque.

La *Favorite*, capitaine William Lambert, à Ostende, par le *Frédéric*, armé à Dunkerque.

Digitized by Google

Les *Cinq-Freres*, bâtiment hollandais, 7 hommes d'équipage, chargé de cuirs et d'eau-de-vie, capitaine Sybe-Zioger-Prins, à Calais, par la *Renée*, armée à Calais, capitaine Altazin, fils.

La *Perle*, navire anglais, capitaine William Cooper, six hommes d'équipage, *idem*., par le *Saint-Pierre*, armé à Calais, capitaine Jacques-Claude Bernard.

La *Dame-Marie-Anne*, galliote hollandaise, capitaine Derk-Henderick-Maetting, *idem*; le *Frends-Hip*, navire anglais, capitaine Ps. Méad., par *l'Egalité*, capitaine Jean-François Delrue, dit Moncravel.

Le *Jonh-de-Rey*, sloop anglais, capitaine Edouard Key, par le *Républicain*, capitaine Pierre-François-Nicolas Benoît.

Un brigantin anglais, 11 hommes d'équipage, à Saint-Valery en Caux, par la *Marie-Rose*, armée à Honfleur.

La *Demoiselle-Henriette*, capitaine Blanw, à la Hougue, par le *Vive-le-son*, armé à Marseille, capitaine Billard.

Le *Conquêt*, brick anglais de 170 tonneaux, capitaine Comming, à Cherbourg, par l'*Amérique*, capitaine Théodor David.

Un navire anglais de 300 tonneaux, à Saint-Malo; un *idem*, de 150 tonneaux; par la *Terpsicore*, frégate de la République.

Sept bâtimens, un de ces bâtimens est estimé 5000 liv. sterl.; par la *Proserpine* et l'*Engageante*, frégates de la République.

La *Calcedonia-de-Blyth*, navire anglais, capitaine William Naxon, 12 hommes d'équipage, à Saint-Jean-de-Luz; cette prise est due au courage du citoyen Sarrouble, enseigne de vaisseau, qui s'en est emparé avec quelques marins de la commune de Sibourre, embarqués sur une simple pinasse.

Le *Saint-Antoine-de-Padoue*, chebec espagnol, capitaine Jean-Baptiste Pâris, 200 tonneaux, 15 hommes d'équipage, 4 passagers, estimé 100,000 l., à Villefranche, par la *Poulette*, corvette de la République, capitaine Fargharson Stuard.

Le *Mercury*, de Boston, 180 tonneaux, à Morlaix, la Marthe, de Bristol, par la *Proserpine*, capitaine Blavet.

Deux bâtimens anglais, à Antibes, par le *Petit-Sans-Culotte*, armé à Toulon.

L'*Alfred*, navire anglais, capitaine Spark, à Marseille; le *Français*, navire anglais, *idem*; la *Dame-Déliane-Jeannette-Adélaide*, navire anglais, *idem*; L'*Holger-Lust*, *idem*; la *Jeanne Susanne*, à Marseille; le *Tzikau*, *idem*; par le *Saint-Pierre*, capitaine Michel.

L'*Yonck*, navire anglais, capitaine Backer, *idem*; le *Voyageur*, brigantin anglais, capitaine Barnileston, *idem*; par le *Vainqueur*, capitaine Riviere.

Digitized by Google

Le *Georges*, brigantin anglais, capitaine Lint, *idem*; le *Nautylus*, sénaut anglais, capitaine Stouy, *idem*; par la *Carmagnole*, capitaine Vidal.

L'*Alerte*, brigantin anglais, capitaine Nouel, *idem*; par le club de Marseille.

Le *Diligent*, brigantin anglais, capitaine Avolex, *idem*; par l'*Africain*, capitaine Honorati.

La *Pomone*, bâtiment danois, capitaine Peteo-Yordt, à Ostende; par le *Vaillant-Custine*, de Dunkerque, capitaine Taleck.

La *Thétis*, navire anglais, à l'Orient; le *Balmain*, brick anglais, estimé 120 à 130 mille liv., *idem*; la *Diane*, de Hambourg, capitaine Paul Sterman Danker, à Ostende; un bâtiment hollandais, prise estimée 500 mille liv., à Bayonne; un bâtiment espagnol, *idem*, par le *Sans-culotte* de Nantes, capitaine Tulki.

Le *Die-Wraar*, bâtiment anglais, capitaine Johan Frédérik Keirre, à la Rochelle; le *Frieneship*, bâtiment anglais, capitaine Andréas Walf, *idem*; le *Félix*, bâtiment anglais, capitaine John Ohisien, *idem*; un brick anglais, à Laupia, comté de Nice, par le Furet, armé à Saint-Malo.

Un bâtiment hollandais, à Brest, par l'*Engageante*, frégate de la République.

La *Catherine-Marguerite*, navire anglais, à Morlaix; le *Superbe*, navire anglais, *idem*, par le *Sans-culotte* de Nantes, capitaine Tulki.

Trois navires espagnols, à Bayonne, par le *Pinases* de Saint-Jean de Luz.

Le *John-Piters*, galliote hambourgeoise, à Morlaix, par la *Bellone* et la *Blonde*, frégate et corvette de la République, capitaine Lafargue et Deslandes.

Un brick anglais, à l'Aunion, par le *Custine* du Havre.

L'*Elisabeth*, navire danois, capitaine Salve-Olsen, onze hommes d'équipage, à Saint-Malo, par *l'Asie* du Havre, capitaine Pinelle.

Un bâtiment hambourgeois, à Cherbourg, par *la Malouine*, capitaine Pierre Dumble.

Un bâtiment bremois, capitaine David Huck, par l'*Ami du commerce*, corvette de la République.

Un bâtiment hollandais, chargé de munitions de guerre pour deux frégates hollandaises, qui sont à Livourne, conduit à Marseille par le *Sans-Quartier*, capitaine Rapont.

Un gros chebeck espagnol de 10 canons, à Toulon, par une frégate française croisant sur les côtes d'Espagne.

Digitized by Google

COURS DES EFFETS PUBLICS. *Avril 1793*

EFFETS NAT.	LUNDI 15.	MARDI. 16.	MERC. 17.	JEUDI 18.	VEND. 19.	SAM. 20.
Actions des Ind. 2500 l.		2035 32 ½				
Portions de 1600 l.		1250				
Idem, de 100 liv.		178				
Emprunt d'oct. 500 liv.		415				
Id. déc. 1782, Quit. fin.		6. 7. 7. ⅛				
Id. 125 mil. déc. 1784.		4 ⅛ 4 ⅛ 4				
Id. 80 millions. avec bull.						
Id. sans bulletin.		5. ⅛ ⅛				
Id. sorti en viager		1 ⅓				
Bulletins.		66				
Quit. des Eaux de Paris.		400				
Emp. 80 ms. d'août 1789.		7. ⅛. ⅛. 7. p. ⅛				
Assur. contre les incend.		400				
Idem, à vie		420 22				
CONTRATS						
1re. classe à 5 pour ⅝		80 80 ½ 80 ⅛ 80 79				
2e. *id.* à 5 p. ⅝ suj. au 15e.		74. ½. 74. 73. ½				
3e. *id.* à 5 p. ⅝ suj. au 10e.		71. 79. ½. 90. 69. ½				

CHANGES

Amsterdam
Hambourg.
Londres.
Madrid.
Cadix.
Gênes.
Livourne.
Lyon, *pair*

Payeurs.
année 1792.
Lettre L.

Digitized by Google

AVIS.

On observe que les Rédacteurs n'ont rien de commun avec l'Abonnement, la distribution, etc. C'est au citoyen GUTH, *seul Directeur du Mercure, hôtel de Thou, rue des Poitevins, et non à aucun d'eux, qu'il faut adresser tout ce qui concerne ces objets; autrement des lettres souvent importantes pourraient rester au rebut.*

Les personnes qui enverront au citoyen GUTH *des effets sur Paris, pour acquit de leur Abbonnement, voudront bien les faire timbrer; faute de quoi ils ne seraient pas acquittés. Les lettres contenant des Assignats, doivent être chargées à la Poste, pour ne pas courir le risque de s'égarer.*

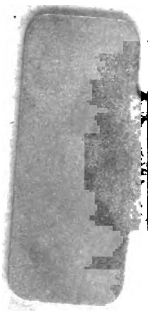
Le prix de l'Abonnement est de trente-six livres *franc de port pour les Départemens et pour Paris. Il faut affranchir le port de l'argent et de la lettre, et joindre à cette derniere le reçu du Directeur des Postes. On souscrit hôtel de Thou, rue des Poitevins. On s'adressera au Citoyen* GUTH, *Directeur du Bureau du Mercure. L'Abonnement ne peut avoir lieu que pour l'année entiere et pour six mois.*

Messieurs les Souscripteurs du mois d'Avril sont priés de renouveller de bonne heure leur Abonnement, afin qu'on ait le tems d'imprimer leurs adresses, et qu'ils n'éprouvent aucun retard dans l'expédition. Ils voudront bien donner aussi leurs noms et qualités d'une écriture lisible; ou joindre à leur lettre une des adresses imprimées qui enveloppent le Mercure.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google



Digitized by Google